



Centre des Etudes Doctorales : Sciences Juridiques et Politiques

Laboratoire de Recherche : Études Politiques et Droit Public.

Thèse pour l'obtention du Doctorat en Droit Public.

Sous le thème :

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE AU MOYEN-ORIENT ET EN
AFRIQUE DU NORD: UNE ÉTUDE DU RÔLE DES ACTEURS ÉTATIQUES
ET NON-ÉTATIQUES.

Présentée et soutenue par :

Fouad Touzani.u

Sous la direction du professeur :

Abdelhalim LARBI.

Pr. Abdelhalim LARBI

PES – FSJES – FES

Président

Pr. EL Hassan EL OUARIT

PES – FSJES – FES

Rapporteur

Pr. Mohammed BEN HDECH

PES – FSJES – FES

Rapporteur

Pr. Abdelhamid BEN KHATTAB

PES – FSJES – AGDAL RABAT

Rapporteur

Année universitaire : 2021/2022.

REMERCIEMENTS.

«...Et ma réussite ne dépend que d'Allah. En Lui je place ma confiance, et c'est vers Lui que je reviens». (Coran, Hud 11:88).

Toutes louanges et tous remerciements sont dus à Allah pour ses bénédictions et ses bienfaits. Pour l'opportunité, l'énergie et l'endurance qu'il m'a fournies afin de commencer et finir ce projet.

Je tiens à exprimer mes sincères remerciements et ma grande reconnaissance à toutes les personnes dont l'aide a été un jalon dans l'achèvement de ce projet. Je reconnais l'aide inestimable que vous avez tous apportée au cours de mes recherches.

Tout d'abord, je souhaite exprimer ma sincère reconnaissance à mon directeur de thèse, Pr. Abdelhalim LARBI, dont les conseils, le soutien et les encouragements se sont révélés monumentaux pour le succès de cette étude.

Je souhaite également saluer le grand soutien et l'amour de ma famille. Ils m'ont fait avancer et ce projet n'aurait pas été possible sans leurs prières et leurs encouragements.

Je serai toujours redevable au Pr. Said SADDIKI de m'avoir encouragé à poursuivre un doctorat et de croire en mes capacités de recherche.

SOMMAIRE

Remerciements	i
Sommaire	ii
Liste des tableaux	iii
Liste des figures	v
Liste des abbréviations	vi
Abstract	viii
Résumé	ix
Introduction	1
Partie I: Le rôle des acteurs étatiques et des partis politiques américains dans l'élaboration de la politique étrangère américaine au Moyen- Orient et en Afrique du Nord.....	36
Chapitre 1. Le président: Le principal acteur étatique de la politique étrangère américaine.	38
Chapitre 2. Le Congrès: Le deuxième acteur étatique majeur de la politique étrangère américaine.	85
Chapitre 3. Les partis politiques: Un acteur non-étatique avec un rôle en déclin dans l'élaboration de la politique étrangère américaine.	146
Conclusion de la partie I	187
Partie II: Le rôle des acteurs non-étatiques dans l'élaboration de la politique étrangère américaine au Moyen- Orient et en Afrique du Nord.	190
Chapitre 1. Les médias et L'opinion publique: Un rôle marginal dans l'élaboration de la politique étrangère américaine.	193
Chapitre 2. Les think tanks: Un impact indirect sur la politique étrangère américaine.	240
Chapitre 3. Les groupes d'intérêt: Un impact imparfait.	271
Conclusion de la partie II	317
Conclusion générale	319
Annexe	338

Bibliographie.....	369

Table des matières	384

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1. Récapitulation des questions de recherche et des hypothèses de la thèse.
- Tableau 2. Réponses des Présidents américains aux événement internationaux dans la région MENA.
- Tableau 3. Propositions des dispositions par les Présidents américains face aux problèmes de la région MENA.
- Tableau 4. Les accords internationaux négociés par les Présidents américains dans la région MENA.
- Tableau 5. Déclarations politiques des Présidents américains relatives à la zone MENA.
- Tableau 6. Mise en œuvre par les Présidents américains des politiques relatives à la zone MENA.
- Tableau 7. Actions indépendantes des Présidents américains relatives à la zone MENA.
- Tableau 8. Le niveau de dominance du Congrès concernant certains sujets.
- Tableau 9. Principaux résultats concernant les biographies des membres du Congrès qui ont introduit des lois en faveur d'Israël.
- Tableau 10. Principales résultats concernant les biographies des membres du Congrès qui ont introduit des lois sur l'Iran.
- Tableau 11. Principaux résultats concernant les biographies des membres du Congrès qui ont introduit des lois sur le terrorisme.
- Tableau 12. Principaux résultats concernant les membres du Congrès qui ont introduit des lois sur l'Iraq.
- Tableau 13. Principaux résultats concernant les membres du Congrès qui ont introduit des lois sur la Syrie.
- Tableau 14. Principaux résultats concernant les membres du Congrès qui ont introduit des lois sur l'immigration
- Tableau 15. Principaux résultats concernant les membres du Congrès qui ont introduit des lois sur le Hezbollah.

- Tableau 16. Les catégories principales des lois relatives à la région MENA et introduites par des membres républicains du Congrès: 1973-2017.
- Tableau 17. Les catégories principales des lois relatives à la région MENA introduites par des membres démocrates du Congrès : 1973-2017.
- Tableau 18. Exemples de la façon dont les pouvoirs exécutifs et législatifs du gouvernement américain vérifient et équilibrent le pouvoir de chacun.
- Tableau 19. Les affiliations politiques des Congrès américains de Nixon à Obama.
- Tableau 20. Les études de cas de gouvernement divisé sélectionnés entre 1969 et 2017.
- Tableau 21. Les législations approuvées par Ford sur la région MENA (1974-1977).
- Tableau 22. Les législations approuvées par Reagan sur la région MENA (1981-1989).
- Tableau 23. Les réponses de Bush aux législations adoptées par le Congrès et liées à la région MENA (1989-1993).
- Tableau 24. Les réponses de Clinton aux législations liées à la région MENA et adoptées par le Congrès (1993-2001).
- Tableau 25. Les réponses de Bush aux législations liées à la région MENA et adoptées par le Congrès (2001-2009).
- Tableau 26. Les réponses d'Obama aux législations liées à la région MENA et adoptées par le Congrès (2009-2017).
- Tableau 27. Similitudes et différences entre les différents types de *think thanks*.

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Fréquence des lois du Congrès liées à la région MENA par sujet (1973-2017).

Figure 2. Contributions totales des PAC Pro-Israéliennes en millions de dollars aux candidats du Congrès par affiliations politiques: 1990-2018.

Figure 3. Contributions totales des PAC pro-arabes en milliers de dollars aux candidats du Congrès par affiliations politiques: 2000-2018.

Figure 4. Top lobbying clients pro-israélien pour les PAC pro-israéliens en 2017.

Figure 5. Les catégories des lois introduites par les républicains dans la région MENA.

Figure 6. Les catégories des lois introduites par les démocrates dans la région MENA.

Figure 7. *La guerre contre le terrorisme* et les effets des médias sur l'opinion publique: Novembre 2001 – Janvier 2002.

Figure 8. L'attention du public américain à l'Irak (décembre 2003-avril 2008).

Figure 9. La relation entre l'absence d'armes de destruction massive en Irak et l'opinion des américains sur la guerre.

Figure 10. La relation entre le scandale de Abou-Ghraib et l'opposition publique à la guerre.

Figure 11. La relation entre l'attention portée aux actualités sur l'Irak et les mauvais traitements à Guantanamo et l'appui des Américains au retrait de l'Irak.

Figure 12. L'opinion publique sur l'Iran (février 2006-décembre 2012).

Figure 13. Impact de la couverture médiatique de Benghazi par les médias américains sur la crédibilité d'Obama.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AARP	American Association of Retired Persons
ADM	Arme de destruction massive
AEI	American Enterprise Institute
AG	Assemblée générale
AIEA	Agence internationale de l'énergie
AIEF	American Israel Education Foundation
AIPAC	American Israel Public Affairs Committee
APE	Analyse de la politique étrangère
CAIR	Council on American Islamic Relations
CAP	Center for American Progress
CCG	Conseil de coopération du golfe
CEIP	Carnegie Endowment for International Peace
CFR	Council on Foreign Relations
CIA	Central Intelligence Agency
CDH	Le Conseil des droits de l'homme
CNAC	Center for New American Century
CNN	Cable Ness Network
CNP	Center for National Policy
CPI	Cour Pénale Internationale
CREW	Citizens for Responsibility and Ethics in Washington
CRP	Center for Responsive Politics
CSIS	Center for Strategic and International Studies
CSP	Center for Security Policy
CUFI	Christians United for Israel
DLC	Democratic Leadership Council
EIIL	État islamique en Irak et au Levant
FMI	Fonds monétaire international
FEC	Federal Election Commission
FECA	Federal Election Campaign Act
IZS	Institute for Zionist Strategies
JCPOA	Joint Comprehensive Plan of Action
JEM	Justice and Equality Movement
JINSA	Jewish Institute for National Security of America
MEFTA	Middle East Free Trade Agreement.
MENA	Middle East & North Africa
MM	Media Management
NAAA	National Association of Arab Americans
NRF	National Rifle Association

NSC	National Security Council
NYT	New York Times
OLP	L'Organisation de libération de la Palestine
OMB	Office of Management and Budget
ONG	Organisation non-gouvernemental
ONU	Organisation des Nations-Unies
OTAN	Organisation du traité de l'atlantique du nord
PAC	Political Action Commission
PNAC	Project for New American Century
PPI	Progressive Policy Institute
RI	Relations internationales
RP	Relations publiques
SLM	Sudan Liberation Movement
UNSCOM	United Nations Special Commission
USA PATRIOT Act	Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tool Required to Intercept and Obstruct Terrorist Act of 2001
WINEP	Washington Institute for Near East Policy.

ABSTRACT

Who makes and influences US foreign policy in the Middle East and North Africa and how is this foreign policy made and influenced? This thesis discussed and answered these research questions through examining the role of state and non-state actors in making and shaping US foreign policy in the MENA region as well as the factors that influence the process of making and shaping this policy.

As for state actors, we found that the President is more dominant than Congress in establishing and elaborating US foreign policy in the MENA region. The examination of the Presidents' foreign policy roles in the Middle Eastern context revealed that US strategic interests in the region have not changed since the Second World War. To achieve these interests, we noted that Republican Presidents tend to be more responsive to critical events in the region than Democrats. Additionally, Republicans are more likely to use forceful means than Democrats who are inclined toward using more diplomatic means. Similarly, Republican members of Congress are more productive in initiating legislations, more inclining to use force and impose sanctions, and more likely to receive financial contributions from various lobbyists than their Democratic peers.

Our analyses revealed that the Presidents' decisions and Congress laws about the MENA region were prompted by a combination of internal and external factors. The most prominent external factor prompting the Presidents' decisions and Congress laws is the perceived threat or challenge to US strategic interests and allies in the region, especially oil and Israel. Moreover, the major internal factors that shape the Presidents' policies include Congress and domestic interest groups. Interest groups are also a significant internal factor that influences Congress laws in addition to religion, institutional affiliation, ethnic background and private business interests. We also noted that Congress laws can be influenced by other external factors such as the negative image of the US among Arabs and Muslims as well as economic benefits.

As for the role of non-state actors, we came to the conclusion that they have a limited and conditioned impact on US foreign policy decisions in the MENA region. These non-state actors include political parties, media, public opinion, think tanks and interest groups.

Keywords: The United States, foreign policy, the MENA area, state actors, non-state actors.

RÉSUMÉ

Qui élabore et influence la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et comment cette politique étrangère est-elle élaborée et influencée? Cette thèse a discuté et répondu à ces questions de recherche en examinant le rôle des acteurs étatiques et non étatiques dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA, ainsi que les facteurs qui influencent le processus de la prise des décisions.

En ce qui concerne les acteurs étatiques, nous avons constaté que le président est plus dominant que le Congrès dans l'établissement et l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA. L'examen des rôles des Présidents en matière de politique étrangère dans le contexte du Moyen-Orient a révélé que les intérêts stratégiques des États-Unis dans la région n'ont pas changé depuis la Seconde Guerre mondiale. Pour réaliser ces intérêts, nous avons noté que les Présidents républicains ont tendance à être plus sensibles aux événements critiques dans la région que les démocrates. De plus, les républicains sont plus susceptibles d'utiliser des moyens vigoureux que les démocrates qui sont enclins à utiliser plus de moyens diplomatiques. De même, les membres républicains du Congrès sont plus productifs dans l'initiation des lois, plus enclins à utiliser la force et à imposer des sanctions, et plus susceptibles de recevoir des contributions financières de divers lobbyistes que leurs pairs démocrates.

Nos analyses ont révélé que les décisions des Présidents et les lois du Congrès concernant la région MENA étaient motivées par une combinaison de facteurs internes et externes. Le facteur externe le plus important qui a motivé les décisions des Présidents et les lois du Congrès est la menace ou le défi perçu pour les intérêts stratégiques et alliés américains dans la région, à savoir le pétrole et Israël. En outre, les principaux facteurs internes qui façonnent les politiques des Présidents sont le Congrès et les groupes d'intérêt nationaux. Les groupes d'intérêt sont également un facteur interne important qui influence les lois du Congrès en plus de la religion, l'affiliation institutionnelle, l'origine ethnique et les intérêts commerciaux privés. Nous avons également noté que les lois du Congrès peuvent être influencées par d'autres facteurs externes tels que l'image négative des États-Unis parmi les Arabes et les musulmans, ainsi que par des avantages économiques.

Quant au rôle des acteurs non étatiques, nous sommes arrivés à la conclusion qu'ils ont un impact limité et conditionné sur les décisions de politique étrangère américaine dans la région MENA. Ces acteurs non étatiques comprennent les partis politiques, les médias, l'opinion publique, les *think tanks* et les groupes d'intérêt.

Mots clés : Les États-Unis, la politique étrangère, la région MENA, les acteurs étatiques, les acteurs non-étatiques.

Introduction

Préface: Objectif, Motivation et Pertinence.

Qui élabore et influence la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et comment cette politique étrangère est-elle élaborée et influencée? Ce sont les principales questions de recherche qu'on va aborder à travers cette thèse afin de découvrir les principaux acteurs qui élaborent et façonnent la politique étrangère américaine dans la région MENA ainsi que les facteurs qui influencent le processus d'élaboration et de définition de cette politique.

Le choix de ce sujet était guidé par plusieurs motifs. Tout d'abord, en tant qu'adolescent et jeune marocain, j'ai eu la chance d'observer les interventions militaires américaines dans la région dans les années 90 et au début du 21^e siècle. En conséquence, j'ai développé une curiosité non académique pour savoir qui prend la décision américaine d'utiliser la force dans la région et pourquoi. Deuxièmement, en tant que chercheur en sciences politiques, la curiosité non académique est devenu une curiosité intellectuelle après avoir fait une lecture approfondie de la politique étrangère américaine dans la région MENA dans le cadre d'un programme de master en Sciences Politiques. Troisièmement, en tant que personne qui a vécu, étudié et travaillé aux États-Unis, j'ai développé une compréhension sociale et professionnelle de la société américaine et du système politique américain.

Bien que ces motifs soient importants pour justifier le choix du sujet, il est également important d'expliquer pourquoi il est utile d'étudier la politique étrangère en général et la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en particulier. Il existe plusieurs raisons qui rendent l'étude de la politique étrangère très pertinente :

- La compréhension et l'analyse des problèmes et des phénomènes internationaux complexes en synthétisant des données provenant de diverses sources officielles et non officielles.
- La compréhension approfondie des caractéristiques, des processus et des causes des événements internationaux critiques permettra aux décideurs de prendre des décisions et des choix efficaces en matière de politique étrangère.

- Les recherches mises à jour en matière de RI et de politique étrangère restent très importantes surtout dans un monde de plus en plus changeant où le rôle des acteurs de la politique étrangère est en constante évolution. Par exemple, la montée des acteurs non étatiques dans les relations internationales a souvent attiré les intérêts des chercheurs et des décideurs.
- Une bonne compréhension des divers facteurs qui affectent les politiques étrangères permet aux États de faire progresser leur développement social et économique en plus de maintenir leur intégrité territoriale et de consolider leur statut international.

Plus particulièrement, plusieurs raisons font de cette thèse une contribution importante à la littérature sur l'analyse de la politique étrangère en général et la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA en particulier. Ceux-ci comprennent, mais sans s'y limiter:

- Étudier les raisons pour lesquelles la région MENA a continué d'être au centre de la politique étrangère américaine depuis la Seconde Guerre mondiale nécessite de trouver les facteurs économiques, stratégiques et politiques qui ont guidé cette orientation. Ce sujet a reçu relativement peu d'attention dans le milieu académique surtout au Maroc.
- Avoir une compréhension claire et compréhensive des principaux acteurs qui dominent l'élaboration des politiques étrangères des États-Unis concernant la région MENA ainsi que les facteurs qui affectent leurs actions et décisions.
- Fournir des preuves de l'impact des acteurs non étatiques américains dans le processus d'élaboration des politiques étrangères en examinant des études de cas pertinentes.
- Être en mesure de fournir des recommandations politiques efficaces sur la manière dont les États arabes devraient mener leurs politiques étrangères avec les États-Unis sur la base d'une compréhension scientifique de la politique étrangère de ce dernier dans la région.
- Établir une expertise marocaine anglo-saxonne en politique étrangère américaine.

La politique étrangère et L'élaboration des politiques étrangères: Définitions et tendances générales.

En tant que sous-discipline majeure des Relations internationales, la politique étrangère semble être un concept insaisissable car il y a l'absence d'une définition consensuelle parmi les chercheurs en RI. Cependant, la plupart des définitions ont tendance à se concentrer sur les actions de l'État en tant qu'agent central de la politique étrangère.

Christopher Hill a défini la politique étrangère comme «*The sum of official external relations conducted by an independent actor (usually a state) in international relations*»¹. Une définition similaire et plus récente a été fournie par Jean-Frédéric Morin qui considérait la politique étrangère comme «les actions ou les règles gouvernant les actions d'une autorité politique indépendante déployée dans l'environnement international»². Une définition plus détaillée de la politique étrangère est fournie par Carlsnaes, Risse et Simmons qui ont expliqué davantage ce qui constitue un «État», les actions de l'État ainsi que les objectifs de la politique étrangère:

*Those actions which, expressed in the form of explicitly stated goals, commitments and/or directives, and pursued by governmental representatives acting on behalf of their sovereign communities, are directed towards objectives, conditions and actors- both governmental and non-governmental- which they want to affect and which lie beyond their territorial legitimacy*³.

Ces définitions impliquent un argument important sur le concept d'élaboration de la politique étrangère, laquelle désigne un processus qui implique des acteurs internes dont les décisions de politique étrangère sont motivées par des facteurs externes. Les acteurs internes sont les États et leurs agents tels que les rois ou les Présidents ainsi que les parlements ou les congrès. Les décisions de politique étrangère de ces agents sont principalement motivées par des actions d'entités externes. Par conséquent, la politique étrangère vise généralement à poursuivre les intérêts nationaux de l'État en affectant ces entités externes.

Cependant, le fait que les acteurs étatiques agissent au nom de leurs électeurs nécessite de prendre en considération les facteurs nationaux lors de la prise de décisions de politique étrangère. Cela oblige les acteurs étatiques à prendre des décisions rationnelles à travers un examen attentif des différentes alternatives afin de trouver des compromis entre les contraintes nationales et les

¹ Christopher Hill, *The changing politics of foreign policy* (Palgrave, 2003), p.3. [traduction] «La somme des relations extérieures officielles menées par un acteur indépendant (généralement un État) dans les relations internationales».

² Jean-Frédéric Morin, *la politique étrangère: Théories, méthodes et références* (Armand Colin, 2013), p.13.

³ Walter Carlsnaes, Thomas Risse et Beth A. Simmons, *Handbook of International Relations* (SAGE Publications, 2012), p. 335..

objectifs étrangers. Par conséquent, l'élaboration de la politique étrangère est devenue un processus «démocratisé» qui implique des acteurs étatiques et non étatiques.

Les acteurs non étatiques représentent les contraintes internes et tentent d'influencer les décisions de politique étrangère par différents moyens. En fait, certaines définitions contemporaines de la politique étrangère reconnaissent l'impact des acteurs non étatiques sur la prise de décision en matière de politique étrangère comme la définition suggérée par Smith, Hadfield et Dunne:

Foreign policy, although traditionally linked to the behavior of states, can apply equally to explaining the behavior of a range of other actors. Thus, it is perfectly possible to speak of international organizations, transnational companies, regional governments, transnational terrorist groups and a variety of other non-state-based actors as having and deploying foreign policies⁴.

Dans des sociétés démocratiques comme les États-Unis, l'État tire sa légitimité de son interaction avec les citoyens ainsi qu'avec les institutions qui les représentent et articulent leurs intérêts. Ces institutions sociétales sont les acteurs non étatiques qui peuvent influencer sur la fonction de l'État d'élaborer des politiques étrangères comme l'a dit Waltz: «States are not and never have been the only international actors...[and]...importance of nonstate actors and the extent of transnational activities are obvious»⁵. Selon Bertrand Badie, le rôle de l'État est défié par le rôle des acteurs non-étatiques⁶.

À partir de ces définitions, nous pouvons dire que si les acteurs étatiques restent au cœur de l'élaboration des politiques étrangères, les acteurs non étatiques peuvent exercer une influence sur la fonction constitutionnelle des acteurs étatiques dans le domaine de la politique étrangère.

L'analyse de la politique étrangère (L'APE): Un bref aperçu des approches théoriques.

⁴ Steve Smith, Amelia Hadfield, et Tim Dunne, *Foreign policy: Theories, actors, cases* (Oxford University Press, 2016) p.2;

⁵ Kenneth Waltz, *Theory of International Politics* (Reading, Mass.: Addison-Wesley Publication 1979), p.93-94. [Traduction] «Les États ne sont pas et n'ont jamais été les seuls acteurs internationaux ... [et] ... l'importance des acteurs non étatiques et l'étendue des activités transnationales sont évidentes».

⁶ Bertrand Badie, « De la souveraineté à la capacité de l'État » in Marie -Claude Smouts (dir.) : *Les Nouvelles Relations internationales. Pratiques et théories* (Presses de Sciences Po, 1998), pp. 46-50.

La politique étrangère est analysée à la lumière de différentes approches théoriques. Alors que certaines de ces approches sont exclusivement conçues pour analyser la politique étrangère, d'autres sont empruntées à la discipline mère des Relations internationales (RI). Nous pouvons différencier trois principaux groupes d'approches théoriques qui visent à donner un sens à la politique étrangère: Les approches traditionnelles, comportementales et contemporaines.

Les approches traditionnelles

Les approches traditionnelles de l'analyse de la politique étrangère sont empruntées à la discipline des Relations internationales. Les théories traditionnelles des RI soutiennent que la nature du système international a un grand impact sur les décisions de politique étrangère. Ces théories se concentrent sur la poursuite de l'intérêt de l'État comme le principal facteur qui guide la politique étrangère. C'est ce qu'on appelle souvent la théorie du choix rationnel⁷. Les approches traditionnelles principales sont l'idéalisme et le réalisme.

L'idéalisme:

En tant que théorie de l'après-guerre, l'idéalisme était principalement intéressé par la manière de prévenir la guerre, ce qui explique son choix de la guerre comme unité d'analyse. Les idéalistes ont une perception positive des États et de la nature humaine. Ils croient que la nature humaine est plus encline à privilégier la coopération que les conflits, tout comme les États. Par conséquent, la guerre ne peut être attribuée à la nature humaine parce que les êtres humains sont des êtres rationnels qui sont plus susceptibles d'opter pour des moyens pacifiques afin de gérer les conflits⁸.

⁷ Chris Alden et Amnon Aran, *Foreign Policy Analysis : New Approaches* (Routledge, 2017), p.6; Mathias Delori, Delphine Deschaux-Beaume et Sabine Saurugger (dir.), *Le choix rationnel en science-politique : Débats critiques*, Rennes (Presses universitaires de Rennes, coll. « Res publica », 2009), p.307.

⁸ Pour une discussion profonde de la nature humaine dans les relations internationales, voir : Graham Wallas' *Human Nature in Politics* ; Dario Battistella. « Chapitre 2 / Les relations internationales dans l'histoire des idées politiques », *Théories des relations internationales*. sous la direction de Battistella Dario (Presses de Sciences Po, 2015), pp. 47-76.

Les idéalistes apprécient les institutions et la démocratie. Premièrement, ils soutiennent la création d'institutions internationales pour parvenir à la paix et contrôler la nature anarchique du système international. Deuxièmement, ils soutiennent que les régimes démocratiques sont plus susceptibles de coopérer les uns avec les autres. Par conséquent, plus nous avons de régimes démocratiques, moins de chance de mener des guerres⁹.

Le réalisme:

En tant que théorie post-Seconde Guerre mondiale, le réalisme a réfuté l'approche idéaliste grâce à l'échec de cette dernière à empêcher ou à prédire la Seconde Guerre mondiale car les prémisses principales de la théorie idéaliste concentrent sur la façon de prévenir la guerre. Les partisans du réalisme soutiennent que la prévention de la guerre ne peut être obtenue par de bonnes intentions ou par le biais des institutions internationales. Les guerres peuvent plutôt être évitées en maintenant un équilibre des pouvoirs dans le monde¹⁰.

Contrairement à l'idéalisme, le réalisme suppose que la nature humaine est caractérisée par l'intérêt personnel et, de même, la politique étrangère des États est motivée par des intérêts nationaux que les États poursuivent rationnellement¹¹. La poursuite des intérêts nationaux peut parfois nécessiter le recours à la force pour préserver le pouvoir de l'État surtout dans un système international anarchique et conflictuel¹².

Les approches comportementales :

⁹ Steve Smith, "Theories of Foreign Policy: An Historical Overview", *Review of International Studies* 12, no. 1 (1986): 13-29; Dario Battistella. «Chapitre 15 / La guerre et la paix», *Théories des relations internationales*. sous la direction de Battistella Dario (Presses de Sciences Po, 2015), pp. 523-559; Jonathan Martineau et Frederick Guillaume Dufour, «Théorie de la paix démocratique », dans Alex Macleod, Évelyne Dufault et FG Dufour (dirs), *Relations Internationales, Théories et Concepts*, 3e éditionm (Outremont, Athéna, 2008), pp. 308-314.

¹⁰ William C. Wohlforth, "Realism and Foreign Policy", dans Steve Smith, Amelia Hadfield, Time Dune (ed.), *Foreign Policy: Theories, Actors, Cases* (New York: Oxford University Press, 2008), p.33.

¹¹ Alden et Aran, *Foreign Policy Analysis*, p.3

¹² Hans J. Morgenthau, "Another 'Great Debate': The National Interest of the United States", *The American Political Science Review*, Vol. 46, No. 4 (1952), p.964; Philippe Brillard, *Théories des relations internationales* (Presses universitaires de France, 1977), p.69.

L'objectif principal de ces approches est de comprendre et expliquer comment les décisions de politique étrangère sont prises. Les comportementalistes critiquent les approches traditionnelles pour fonder leur compréhension de la nature humaine sur des hypothèses présupposées. Selon les approches comportementales, les décisions de politique étrangère doivent être expliquées sur la base de données observables, y compris les actions, les circonstances et l'environnement des individus ainsi que les processus et les motifs qui ont conduit à ces décisions¹³. Par conséquent, la principale unité d'analyse de ces approches est l'individu plutôt que l'État. De plus, les comportementalistes soutiennent que la rationalité est limitée par d'autres facteurs qui devraient être pris en considération lors de l'analyse de la politique étrangère¹⁴.

Il existe différentes approches comportementales. Il s'agit notamment de l'approche décisionnelle, l'approche comparative, l'approche des études de cas, la *event-data* approche, la théorie des perspectives et la théorie des rôles. Bien que ces approches utilisent des méthodologies différentes, elles peuvent s'entrelacer en certains points.

L'approche décisionnelle :

Cette approche se concentre sur les instruments et les processus de prise de décision ainsi que sur les motivations et l'environnement du décideur. Le produit de ces éléments a pour effet de façonner le comportement du décideur et, par conséquent, la politique étrangère des États¹⁵.

Les partisans de l'approche décisionnelle affirment que le choix rationnel des décideurs est limité par plusieurs facteurs qui contribuent à façonner leur décision de politique étrangère. Ces facteurs sont liés à l'environnement social, politique, institutionnel, historique, culturel et

¹³ Charles W. Kegley, *World Politics: Trend and Transformation* (Wadsworth Publishing 12th Edition, 2008), p.48; Nonna Mayer. «Chapitre 2 - Les approches des comportements politiques » dans *Sociologie des comportements politiques*. sous la direction de Mayer Nonna (Armand Colin, 2010), pp. 33-58.

¹⁴ Richard Ned Lebow et Nathan Funk (Eds), *Richard Ned Lebow: A Pioneer in International Relations Theory, History, Political Philosophy and Psychology* (Springer, 2017), p.38.

¹⁵ Snyder et al sont considérés les fondateurs de l'approche décisionnelles. Voir Richard Snyder, H. W. Bruck, Burton Sapin et Valerie Hudson, *Foreign Policy Decision-Making (Revisited)* (Palgrave Macmillan, 2002)

idéologique des décideurs¹⁶. De plus, les fondateurs de cette approche ont été les premiers à examiner le rôle des acteurs non étatiques, notamment l'opinion publique, les groupes d'intérêt et les médias, dans l'élaboration des politiques étrangères¹⁷.

L'approche comparative:

Cette approche vise à comparer le comportement des États en matière de politique étrangère selon plusieurs dimensions authentiques et officielles afin de parvenir à une théorie généralisable qui permettra aux chercheurs de prévoir le comportement des États en matière de politique étrangère. Ces dimensions comportementales comprennent les moyens dont dispose l'État pour mener la politique étrangère (diplomatie, interventions militaires, incitations ou sanctions économiques ... etc) et dans quelle mesure l'État s'engage-t-il à utiliser ces moyens¹⁸.

La comparaison des pratiques de politique étrangère peut être effectuée entre différents États ou se concentrer sur un seul État en comparant et en contrastant son comportement en matière de politique étrangère à des moments et des circonstances similaires ou différentes.

L'approche d'étude de cas :

Contrairement à l'approche comparative, l'approche de l'étude de cas ne vise pas à dégager des théories généralisables sur les politiques étrangères des États. Au contraire, l'approche de l'étude de cas fait valoir que les politiques étrangères des États devraient être examinées séparément car chaque État a sa politique étrangère unique en raison des facteurs sociaux, culturels et historiques uniques qui influencent les pratiques de politique étrangère de chaque État¹⁹.

¹⁶ Martin Hollis et Steve Smith, *Explaining and Understanding International Relations* (Oxford Clarendon Press, 1990), p.145 ; Janice Stein, « L'Analyse de la politique étrangère: à la recherche de groupes de variables dépendantes et indépendantes », *Études Internationales*, vol. 2, N° 3, septembre 1971, pp. 371-394.

¹⁷ N. Jayapalan, *Comprehensive Modern Political Analysis* (Atlantic Publishers and Distributors, 2002), p.163

¹⁸ Valerie Hudson, *Foreign Policy Analysis: Classic and Contemporary* (Plymouth: Rowman & Littlefield, 2014), p.21..

¹⁹ Fatih M. Tayfur, "Main Approaches to the Study of Foreign Policy: A Review", *METU Studies in Development*, 21 (1994), p.126

La *event-data* approche :

Semblable à l'approche comparative, la *Event-Data* approche se concentre sur les méthodologies quantitatives. Il vise à coder un grand nombre de pratiques de politique étrangère et à utiliser les données pour tester des hypothèses générales sur ces pratiques à l'aide de méthodes statistique²⁰. De plus, la *Event-Data* approche ne prend pas en considération les motivations et l'environnement des décideurs ainsi que les facteurs qui peuvent influencer leurs perceptions de politique étrangère comme le fait l'approche décisionnelle.

La théorie des perspectives :

Cette approche se concentre sur la façon de prendre des décisions de politique étrangère sous risque en deux phases. La première est la phase *d'editing* au cours de laquelle les acteurs de la politique étrangère identifient les choix disponibles et procèdent à un examen préalable de ces choix. Cette étape préliminaire est suivie de la phase d'évaluation au cours de laquelle les perspectives sélectionnées sont évaluées afin de distinguer la plus optimale²¹. Selon cette approche, la gestion des risques oblige les décideurs à accorder plus d'importance à l'évitement des pertes qu'à la garantis des gains²².

La théorie des rôles :

Selon K.J. Holsti, le fondateur de la théorie des rôles, les actions et les décisions de politique étrangère, ou ce qu'il a appelé *role performances*, sont influencées par les conceptions des rôles des

²⁰ Philip Schrodtt, "Event Data in Foreign Policy Analysis", dans Jeanne A. K. Hey and Patrick Jude Haney (ed.), *Foreign Policy Analysis: Continuity and Change in Its Second Generation* (New Jersey: Prentice Hall, 1995), p.164.

²¹ Jack S. Levy, "An Introduction to Prospect Theory", *Political Psychology*, Vol. 13, No. 2 (1992), Special Issue: *Prospect Theory and Political Psychology*, pp. 179-180.

²² Alex Mintz et Karl DeRouen, *Understanding Foreign Policy Decision Making* (Cambridge: Cambridge University Press, 2010), p.76

décideurs qui sont formulées par leur conscience des besoins nationaux et des changements critiques de l'environnement international²³.

Les approches contemporaines.

Les théories contemporaines des RI sont le résultat de nombreuses critiques des théories traditionnelles. Les théories contemporaines soutiennent que les relations internationales sont socialement construites. Les principales approches contemporaines de l'APE sont le constructivisme et le réalisme néoclassique.

Le constructivisme :

Les constructivistes affirment que les relations internationales sont socialement construites et reconstruites à travers les actions et les interactions des différentes croyances, normes et identités. Ces interactions jouent un rôle important dans l'élaboration de la politique étrangère²⁴.

La construction sociale s'étend au concept d'intérêts comme un concept important dans l'APE. Les constructivistes examinent comment ces intérêts sont construits et reconstruits ainsi que la façon avec laquelle les interactions sociales peuvent inciter les décideurs à développer de nouveaux intérêts et amener leurs États à prendre des mesures spécifiques grâce à la communication et au réseautage²⁵.

Le réalisme néoclassique:

²³ Kalevi J. Holsti, "National Role Conceptions in the Study of Foreign Policy", *International Studies Quarterly*, Vol. 14, No. 3 (1970), p.306.

²⁴ Alexander Wendt, "Anarchy is what States Make of it: The Social Construction of Power Politics", *International Organization*, Vol. 46, No. 2 (1992) p. 396; Jeangène Vilmer et Jean-Baptiste, «Chapitre V. Le constructivisme », Jean-Baptiste Jeangène Vilmer éd., *théories des relations internationales* (Presses Universitaires de France, 2020), pp. 84-93.

²⁵ Jefferey Checkel T., "Constructivism and Foreign Policy", dans Steve Smith, Amelia Hadfield, Time Dune (ed.), *Foreign Policy: Theories, Actors, Cases* (New York: Oxford University Press, 2008), p.75; Delphine Deschaux-Dutard, «Chapitre 3. La perspective constructiviste: Le rôle des idées dans l'analyse de la sécurité internationale», dans *Introduction à la sécurité internationale*. sous la direction de Deschaux-Dutard Delphine (Presses universitaires de Grenoble, 2018), pp. 57-69.

Tout comme le réalisme classique, le réalisme néoclassique soutient que la répartition du pouvoir dans le système international a un impact significatif sur l'élaboration de la politique étrangère. Néanmoins, les réalistes néoclassiques soutiennent que la puissance physique n'est pas le seul facteur qui influence la politique étrangère. La façon dont ce pouvoir physique est conçu par les décideurs a un impact significatif sur l'élaboration de la politique étrangère²⁶. En avançant cela, ils sont souvent intéressés à examiner les variations des politiques étrangères d'un État particulier ou d'un État à l'autre dans des circonstances internationales analogues²⁷.

La portée de la thèse: Relier les définitions et les approches théoriques aux unités d'analyse.

Un examen attentif des définitions et des approches théoriques de la politique étrangère précédemment discutées révèle que les décisions de politique étrangère sont prises par des acteurs étatiques et peuvent être influencées par des acteurs non étatiques nationaux ainsi que par des facteurs externes. En d'autres termes, il existe trois unités d'analyse dans l'élaboration de la politique étrangère. Ces unités d'analyse sont également des facteurs qui contribuent à la prise de décisions en matière de politique étrangère et à leur influence. Celles-ci comprennent les facteurs individuels, internes et externes.

Les facteurs individuels: Le rôle du Président américain en tant que principal décideur de la politique étrangère.

La majorité des analystes de politique étrangère se concentrent sur les dirigeants des États en tant que principale unité d'analyse. Le modèle de l'acteur rationnel fait valoir que les dirigeants sont des acteurs rationnels. Cela signifie qu'ils essaient d'atteindre les intérêts nationaux de leurs

²⁶ Gideon Rose, "Neoclassical realism and theories of foreign policy", *World Politics*, 51(1), 146; Dario Battistella, «Chapitre 4. Le paradigme réaliste » dans *Théories des relations internationales*. sous la direction de Battistella Dario (Presses de Sciences Po, 2015).

²⁷ Jefferey Taliaferro W., Steven Lobell E. et Norrin Ripsman, M., "Introduction: Neoclassical Realism, the State, and Foreign Policy", dans Steven E. Lobell, Norrin M. Ripsman et Jeffrey W. Taliaferro (ed.), *Neoclassical Realism, the State, and Foreign Policy* (New York: Cambridge University Press, 2009). p.21

États en analysant les coûts et les avantages des différentes options politiques afin de distinguer celle qui maximiserait le pouvoir de leurs États²⁸. Pour ce faire, les dirigeants doivent être conscients des différentes dimensions du problème en jeu, y compris les positions des autres parties, les options politiques disponibles ainsi que les contraintes potentielles.

D'un autre côté, l'école cognitive de la pensée affirme que les dirigeants ne sont pas aussi rationnels qu'on le pense parce que leur comportement rationnel pourrait être influencé par certains facteurs psychologiques et sociaux tels que leurs expériences personnelles, leurs attitudes, leurs croyances et leurs idéologies ainsi que les membres de leurs gouvernements. Ces facteurs peuvent affecter leur perception de l'environnement extérieur²⁹.

Cette thèse analyse les rôles de politique étrangère du Président américain dans le contexte du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord en examinant les discours, les déclarations politiques et les actions des Présidents américains de Truman à Trump. L'objectif est de mieux comprendre comment les Présidents américains établissent et façonnent la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA, quels sont les intérêts américains constants et historiques dans la région, les mécanismes par lesquels la politique étrangère américaine est menée ainsi que la différence entre les politiques étrangères des Présidents républicains et démocrates.

Les facteurs internes: Les acteurs étatiques et non étatiques dans la politique étrangère américaine.

Selon la théorie libérale des Relations internationales, les facteurs internes les plus influents qui peuvent façonner l'élaboration de la politique étrangère comprennent les systèmes politiques des États, les partis politiques, les médias, l'opinion publique, les communautés épistémiques et les

²⁸ Laura Neack, *The New Foreign Policy*. (Maryland: Rowman and Littlefield Publishers, 2008), pp.31-39 .

²⁹ *Ibid.* 47-64.

groupes d'intérêt³⁰. Ces facteurs internes peuvent être classés en deux catégories: Les acteurs étatiques et les acteurs non étatiques.

Le Congrès: Le principal coproducteur Étatique de la politique étrangère américaine.

Dans un système politique démocratique comme les États-Unis, le pouvoir d'élaboration de la politique étrangère est divisé entre le Président et le Congrès. Chacun vérifie et équilibre les décisions de politique étrangère de l'autre³¹. Cette thèse examine le rôle du Congrès dans la formulation de la politique étrangère américaine dans la région MENA à la lumière de deux débats académiques:

1. Le niveau de domination du Congrès dans la formulation de politiques étrangères.
2. Les facteurs qui influencent les législations du Congrès à ce sujet.

Les acteurs non Étatiques et la politique Étrangère américaine: Un rôle contraignant?

Dans un système démocratique libéral ouvert comme les États-Unis, le rôle des acteurs non étatiques dans l'élaboration des politiques étrangères est plus susceptible d'être influent contrairement aux régimes autoritaires³². Pour illustrer, les **partis politiques** sont censés jouer un rôle important dans l'élaboration de la politique étrangère surtout dans un système politique qui valorise une répartition équilibrée du pouvoir entre les différentes branches du gouvernement, comme c'est le cas avec le système américain de freins et contrepoids et son principe de la séparation des pouvoirs.

En tant que système politique à deux partis et selon le principe du *divided government*, le système politique américain permet à un parti de diriger le pouvoir exécutif tandis que le parti

³⁰ Marijke Breuning, *Foreign Policy Analysis: A Comparative Introduction* (Springer, 2007), pp.115-140; Diane Éthier, «Chapitre 2. Les acteurs des relations internationales » dans *Introduction aux relations internationales* (Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 2010), pp.75-135.

³¹ Scott Burchill, *Liberalism* Scott Burchill, et.al, eds. *Theories of International Relations*, Fourth Edition. (New York: Palgrave Macmillan, 2009), pp.60-73; Vialle Pierre, le Congrès, le Président et la politique étrangère, dans *Revue internationale de droit comparé*. Vol. 31 N°3, Juillet-septembre 1979. pp. 603-614.

³² Marijke Breuning, *Foreign Policy Analysis: A Comparative Introduction*, 2007, pp.120 -125.

d'opposition domine l'une ou les deux chambres du législati³³. Par conséquent, les partis politiques joueraient théoriquement un rôle contraignant dans l'élaboration des politiques étrangères.

De même les **médias** et l'**opinion publique** sont considérés comme des acteurs non étatiques influents surtout dans les sociétés libérales ouvertes qui valorisent la liberté d'expression.

Cependant, la question centrale à cet égard est: Qui utilise qui? En d'autres termes, les dirigeants utilisent-ils les médias pour façonner l'opinion publique en faveur de leurs décisions? Ou les médias et l'opinion publique parviennent-ils à avoir des effets efficaces sur la politique étrangère des décideurs?

D'autres facteurs internes comprennent les **communautés épistémiques** ou les *think tanks*. Les *think tanks* sont des organisations indépendantes à but non lucratif qui visent à influencer sur les politiques en produisant et en diffusant des recherches³⁴.

Contrairement au rôle des *think tanks* en Europe, leur rôle aux États-Unis est considéré important en raison de plusieurs facteurs dont le plus important est la discipline de parti. Alors que les représentants exécutifs et législatifs des partis politiques en Europe ont tendance à respecter les conseils politiques fournis par leurs partis politiques, les Présidents américains et les membres du Congrès ne sont pas obligés de se conformer aux commandements politiques de leurs partis³⁵. Par conséquent, ils sont plus susceptibles de chercher l'expertise des *think tanks* pour les aider à élaborer des politiques nationales et étrangères.

³³ Voir Richard S. Conley, *The Presidency, Congress, and Divided Government: A Postwar Assessment* (Texas A&M University Press, 2003); Richard S. Conley, "Divided Government and Democratic Presidents: Truman and Clinton Compared," *Presidential Studies Quarterly*, Vol. 30, No. 2, June 2000; Julien Boudon, «La séparation des pouvoirs aux États-Unis », *Pouvoirs*, vol. 143, no. 4, 2012, pp. 113-122 et Daniel Béland, et François Vergniolle de Chantal, « L'état en Amérique. Entre invisibilité politique et fragmentation institutionnelle », *Revue française de science politique*, vol. vol. 64, no. 2, 2014, pp. 191-205.

pour plus d'informations sur les principes des freins et contrepoids, séparation des pouvoirs et *divided government* aux États-Unis.

³⁴ Voir Abelson (2009), McGann & Weaver (2000), Smith (1991) et Stone et Denham (2004) qui ont fourni des définitions différentes du *think tank*. Voir aussi Thomas Medvetz, «Les think tanks aux États-Unis : L'émergence d'un sous-espace de production des savoirs », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009, pp. 82-93.

³⁵ Diane Stone, Introduction. Think Tanks, Policy Advice and Governance. Dans Diane Stone & Andrew Denham (Eds.): *Think Tanks Traditions, Policy Research, and Politics of Ideas*, (Manchester University Press, 2004), pp. 1-16 (pp.1- 2)

Enfin et surtout, il est difficile de parler des facteurs internes qui façonnent la politique étrangère sans mentionner le rôle des **groupes d'intérêt** et les organisations de la société civile surtout dans les démocraties libérales. Ces groupes tentent d'influencer les décideurs par le biais de mécanismes de lobbying directs ou par le biais d'activités de terrain visant à mobiliser l'opinion publique américaine pour faire pression sur les décideurs³⁶. Les groupes d'intérêt diffèrent dans leurs objectifs et leurs capacités à avoir accès aux décideurs en raison de leurs ressources financières et de leurs capacités organisationnelles. L'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC) est considéré comme le groupe d'intérêt le plus influent par rapport à la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA³⁷.

Les facteurs externes.

Le facteur externe le plus important est la répartition du pouvoir matériel entre les États au sein du système international³⁸. En d'autres termes, la politique étrangère des États peut être influencée par la nature et la structure du système international qui peut être unipolaire, bipolaire ou multipolaire. Les États ont tendance à être plus influencés dans leurs politiques étrangères au sein d'un système international unipolaire en raison de l'absence d'un autre pouvoir ou de pouvoirs multiples qui peuvent se contrebalancer. En fait, c'est le cas du monde après la guerre froide, les États-Unis étant la seule puissance. Cependant, la montée récente ou l'émergence d'autres puissances est supposée avoir un rôle contraignant extérieur sur la politique étrangère américaine.

³⁶ *Ibid.* 31

³⁷ Jefferey H. Birnbaum, "Washington's poser 25," *Fortune*, December 8, 1997.

³⁸ Mustafa Aydin, "Determinants of Turkish foreign policy: historical framework and traditional inputs", *Middle Eastern Studies*, 35/4 (1999): 152-186.

Revue de la littérature, questions de recherche et hypothèses.

Cette brève revue de la littérature présente un résumé concis et critique des contributions théoriques et empiriques des chercheurs qui ont examiné les rôles des acteurs étatiques et non étatiques dans l'élaboration des politiques.

Les acteurs étatiques: Rôles, domination et influence.

La Constitution américaine divise les pouvoirs de politique étrangère entre les Présidents et le Congrès. Selon Edward S. Corwin, éminent spécialiste du droit constitutionnel américain, la Constitution américaine est *“an invitation to struggle for the privilege of directing American foreign policy”*³⁹.

Cette déclaration implique deux points importants sur la nature de la relation entre les pouvoirs législatif et exécutif du gouvernement américain. Premièrement, le Président et le Congrès ont des rôles constitutionnels à jouer en matière de politique étrangère. Cependant, ces rôles peuvent souvent se chevaucher, ce qui entraîne des décisions et des actions concurrentielles et opposées. Deuxièmement, le fait qu'il y ait une concurrence pour diriger la politique étrangère entre les deux branches du gouvernement suggère qu'il existe un système de contrôle et d'équilibre par lequel chaque branche contrôle et équilibre les décisions et les actions de politique étrangère de l'autre branche.

Les rôles de politique étrangère du Président et du Congrès sont largement définis dans la Constitution américaine et bien précisément dans les articles 1 et 2.

L'article 1, section 8 accorde au Congrès le privilège de *“provide for the common Defence,”* *“to regulate Commerce with foreign Nations,”* *“to declare war,”* *“to raise and support Armies,”* and

³⁹ Edwin S. Corwin, *The President: Office and Powers, 1787-1957*, 5th rev. ed. (New York: New York University Press, 1984), p. 201. [traduction] “une invitation à lutter pour le privilège de diriger la politique étrangère américaine”.

“to provide and maintain a Navy”⁴⁰. De plus, le Sénat a le pouvoir d'approuver les nominations du cabinet du Président et les ambassadeurs par un vote majoritaire ainsi que de ratifier les traités négociés par le Président à la majorité des deux tiers⁴¹. Plus important encore, le Congrès a ‘the power of the purse’ (le pouvoir de la bourse), ce qui lui donne le privilège de s'approprier des fonds et d'approuver le budget en général. D’un autre côté, la Constitution américaine accorde au Président le privilège d’être le commandant en chef, de conclure des traités et de nommer des ambassadeurs⁴².

Alors que nous croyons que la Constitution des États-Unis reste utile pour définir les rôles de politique étrangère du Président et du Congrès, elle laisse de nombreuses questions sans réponse concernant d'autres tâches de politique étrangère telles que celle de mettre fin à la guerre et aux traités ainsi que les responsabilités de commandant en chef⁴³. Ces silences peuvent créer des tensions entre les deux assemblées alors qu'elles tentent de dominer l'élaboration de la politique étrangère américaine.

Sur la base de la définition constitutionnelle large des rôles de politique étrangère des États-Unis, Richard Grimmert identifie douze façons par lesquelles le Président et le Congrès peuvent élaborer et façonner la politique étrangère. Ces douze rôles sont répartis également entre le Président et le Congrès six rôles pour chacun.

Le Président peut mener une politique étrangère en répondant aux événements étrangers, en proposant des lois, en négociant des accords internationaux, en faisant des déclarations de politique, en mettant en œuvre des politiques et en prenant des mesures indépendantes. Quant au Congrès, il peut initier des politiques étrangères en adoptant des résolutions et des directives

⁴⁰ U.S. Const. art.1, sec.8.. [traduction] «assurer l’avenir de la défense commune »,« réglementer le commerce avec international»,« déclarer la guerre »,« lever et soutenir des armées » et « fournir et entretenir une marine ».

⁴¹ U.S. Const. art.2, sec.2.

⁴² *Ibid.*

⁴³ Voir Francis D. Wormuth et Edwin B. Firmage, *To Chain the Dog of War: The War Power of Congress in History and Law*, 2nd ed. (Urbana, Ill.: University of Illinois Press, 1989), chap. 7 ; Vialle Pierre, « Le Congrès, le Président et la politique étrangère », *Revue internationale de droit comparé*, Vol. 31 N°3, Juillet-septembre 1979. pp. 603-614.

législatives, en exerçant une pression législative sur le Président, en s'appropriant ou en refusant des fonds, en donnant des conseils informels et en supervisant les politiques du Président⁴⁴.

Malgré les moyens apparemment équilibrés par lesquels le Président et le Congrès peut mener la politique étrangère, nous croyons que l'utilisation et la mise en œuvre de ces moyens ne sont pas forcément équilibrées.

En fait, il y a un débat académique sur qui domine l'élaboration de la politique étrangère aux États-Unis. Cette question est largement débattue parmi les spécialistes de la politique américaine et des relations internationales. Certains chercheurs soutiennent que le Président était l'acteur étatique dominant dans la politique étrangère des États-Unis pendant l'ère pré-vietnamienne. Cette ère était caractérisée par une présidence forte, ce qui a entraîné un mécontentement généralisé à l'égard du pouvoir exécutif⁴⁵.

L'ère post-vietnamienne a été marquée par la domination du Congrès afin de limiter les décisions de politique étrangère du Président. Cependant, le Président a rapidement récupéré sa domination. James Robinson soutient que la prise de décision en matière de politique étrangère américaine a été principalement dominée par le Président. Ce chercheur insinue que le Congrès a joué le rôle de réacteur par rapport aux décisions de politique étrangère du Président plutôt que de pro-acteur⁴⁶. Cet argument a été prouvé par Sundqvist dans une étude empirique qui a couvert plus de 200 ans d'expérience législative⁴⁷.

⁴⁴ Richard F. Grimmett, Foreign Policy roles of the President and Congress, *Congressional Research Service*, Library of Congress. Executive power. Washington DC, 1999.

⁴⁵ Voir David G. Adler, "The Constitution and Presidential Warmaking: The Enduring debate, *Political Science Quarterly*, 103, 1988 (Spring), 1-36 ; John H. Ely, *War and Responsibility: Constitutional Lessons of Vietnam and its Aftermath* (Princeton University Press, 1993) ; Barthélemy Courmont, « Le Congrès et son poids dans la formulation de la politique étrangère américaine », *Revue internationale et stratégique*, vol. 42, no. 2, 2001, pp. 87-97; John T. Rourke et Russel Farnen, War, Presidents and the k, *Presidential Studies Quarterly*, 18: 1988, 513-22 ; Harold H. KonWhy the President (almost) always wins in foreign affairs, *Yale Law Journal*, 97:1986, 1255-1342 and Gordon Silverstei, *Judicial enhancement of executive. In The President, The Congress, and the Making of Foreign Policy*. Ed. Paul E. Peterson. Norman: (University of Oklahoma Press, 1994).

⁴⁶ James Robinson, *Congress and Foreign Policy Making: A Study in Legislative Influence* (New York: Dorsey Press, 1962), p.262.

⁴⁷ James Sundquist L., *The Decline and Resurgence of Congress* (Washington DC. Brookings Institution, 1981).

En revanche, d'autres chercheurs soutiennent que le Congrès est le principal acteur de la politique étrangère⁴⁸. Cependant, ils ne prétendent pas qu'il est l'acteur dominant. Ils soutiennent que le rôle du Congrès est devenu de plus en plus percutant et dominant chaque fois qu'il y a une usurpation perçue du pouvoir par le Président, surtout en ce qui concerne les pouvoirs de guerre.

En outre, Cecil Crabb était plus précis lorsqu'il a analysé le rôle dominant du Congrès en matière de politique étrangère. Il fait valoir que le rôle du Congrès s'est considérablement accru dans des domaines spécifiques tels que l'aide étrangère, le commerce international, les programmes d'échanges culturels, la participation aux Nations Unies et d'autres organisations internationales ainsi que l'énergie atomique pour la paix et le développement⁴⁹. Certains chercheurs ont examiné le rôle du Congrès dans ces domaines et ont conclu que le Congrès avait joué un rôle de premier plan⁵⁰.

Nous croyons qu'il est difficile de trouver une réponse généralisable à la question de la domination dans l'élaboration des politiques étrangères américaines. En d'autres termes, cette question doit être examinée dans des contextes particuliers avec des caractéristiques et des circonstances spécifiques qui peuvent jouer un rôle important en rendant une branche du gouvernement plus dominante que l'autre en termes de politique étrangère.

Un autre débat académique pertinent concerne les facteurs qui influencent la politique étrangère américaine des acteurs étatiques. Marie Henahan soutient que les facteurs internationaux sont la principale variable qui influence l'élaboration des politiques étrangères⁵¹. En fait, c'est l'argument de la plupart des spécialistes réalistes des Relations internationales. Ces chercheurs

⁴⁸ Voir David M. Abshire et Ralph D. Nurnberger, *The Growing Power of Congress* (Beverly Hills, CA: Sage, 1981); Gordon S. Jones et John A. Marini, *The Imperial Congress: Crisis in the Separation of Powers* (New York: Pharos, 1988); Gordon L. Crovitz et Jeremy A. Rabkin, *The Fettered Presidency: Legal Constraints on the Executive Branch*. (Washington DC: American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1989) et Thomas Franck, *The Tethered Presidency: Congressional Restraints on Executive Power* (New York: New York University Press, 1981); Frédérick Gagnon, « Chapitre 7. Théories sur le rôle du Congrès Dqns : *Théories de la politique étrangère américaine: Auteurs, concepts et approches*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2012, pp. 287-317.

⁴⁹ Cecil V. Crabb, *American Foreign Policy in the Nuclear Age*. 2nd ed (New York: Harper and Row, 1965)

⁵⁰ Ronald C. Moe et Steven C. Teel, Congress as policy maker: A necessary Reap- praisal. In Congress and President, ed. Ronald C. Moe, 32-52 (Pacific Palisades, CA: Goodyear, 1971).

⁵¹ Marie T. Henahan, *Foreign Policy and Congress: An International Relations Perspectives* (University of Michigan Press, 2000), p. 1.

postulent que les décisions de politique étrangère sont principalement des réponses à des facteurs ou des menaces externes⁵².

En revanche, certaines recherches soutiennent la prémisse néolibérale qui minimise l'importance des facteurs externes dans l'élaboration des politiques étrangères et met l'accent sur les facteurs internes et surtout les groupes d'intérêt nationaux⁵³.

Cette thèse examinera les questions de recherche suivantes concernant le rôle du Président et du congrès dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA:

QR 1: Comment les Président et le Congrès américains établissent-ils et façonnent-ils la politique étrangère américaine dans la région MENA et qui domine le processus d'élaboration de la politique étrangère?

QR 2: Les intérêts américains dans la région ont-ils changé depuis la Seconde Guerre mondiale?

QR 3: Les Présidents républicains et démocrates diffèrent-ils dans leurs politiques étrangères dans la région? Si oui, comment?

RQ 4: Quels sont les facteurs qui influencent les législations adoptées par le Congrès et les décisions des Présidents concernant la région MENA?

Sur la base de la revue de la littérature susmentionnée et des approches théoriques de l'Analyse de la politique étrangère (APE), nous suggérons les hypothèses suivantes:

H1: Le Président est plus dominant que le Congrès dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA en raison des rôles pratiques qu'ils jouent dans l'élaboration de la politique étrangère.

H2: Les intérêts stratégiques des États-Unis dans la région MENA sont restés constants depuis la Seconde Guerre mondiale.

H3: Les politiques étrangères des républicains et des démocrates de la région MENA sont identiques si les intérêts américains dans la région sont invariables.

⁵² Voir Hans Morgenthau, *Politics among Nations: The Struggle for Powers and Peace* (New York. Knopf, 1948); Kenneth Waltz, *Theory of International Politics* (Reading, MA: Addison-Wesley, 1979) et Sébastien Barthe et Charles-Philippe David, «Chapitre 35. La politique étrangère», Thierry Balzacq éd. Dans *Traité de relations internationales* (Presses de Sciences Po, 2013), pp. 907-932.

⁵³ Robert Keohane, *International Institutions and State Power* (Boulder Co: Westview Press, 1984); Peter Gourevitch, *Politics in Hard Times* (Ithaca, N.Y.: Cornell University Press, 1986); Ronald Rogowski, *Commerce and Coalitions* (Princeton: Princeton University Press, 1989); Jeffry Frieden, "Invested Interests: The Politics of National Economic Policies in a World of Global Finance", *International Organization* 45 (1991): 425-51; et Jack Snyder, *Myths of Empire. Domestic Politics and International Ambition* (Ithaca: Cornell University Press, 1991). Thomas Grjebine, « L'influence des groupes d'intérêts ethniques sur la politique étrangère américaine », *Raisons politiques*, vol. 29, no. 1, 2008, pp. 39-57.

H4: Les décisions de politique étrangère des Présidents américains et les législations du Congrès sur la région MENA sont influencées par des facteurs internes et externes.

Les acteurs non Étatiques: sont-ils influents ou impuissants?

Les partis politiques.

Le rôle influent des partis politiques dans l'élaboration des politiques a suscité un vif intérêt pour les sciences politiques⁵⁴. Il existe deux grandes écoles de pensée à cet égard.

Premièrement, il y a la *partisan hypothesis* qui fait valoir que la structure partisane du gouvernement reste importante pour façonner à la fois les choix et les décisions politiques dans les démocraties constitutionnelles⁵⁵. Néanmoins, cela dépend de nombreux facteurs, y compris la répartition du pouvoir entre les branches du gouvernement⁵⁶. En d'autres termes, les partis politiques ont tendance à influencer l'élaboration des politiques dans un système politique qui établit une répartition équilibrée du pouvoir entre, par exemple, les pouvoirs exécutif et législatif comme c'est le cas avec les partis républicain et démocrate dans le système politique américain. Ce système se caractérise par les principes de freins et contrepoids et *divided government*⁵⁷

La deuxième école de pensée réfute l'argument de la *partisan hypothesis* et affirme que l'influence des partis politiques sur l'élaboration des politiques a diminué en raison de la convergence partisane (*partisan convergence*). Ce concept veut dire qu'il est devenu de plus en plus difficile de distinguer un parti d'un autre sur la base des politiques qu'ils adoptent car ils sont de plus en plus enclins vers le centre politique afin de séduire davantage d'électeurs⁵⁸. En fait, bien que les partis républicain et démocrate aux États-Unis convergent généralement sur l'importance stratégique

⁵⁴ Certaines des contributions scientifiques les plus citées à cet égard comprennent Hibbs, "Political Parties and Macroeconomic Policy"; Tufte, *The Political Control of the Economy*; Garrett et Lange, "Government Partisanship and Economic Performance: When and How does "Who Governs" Matter?"; Blais et al's n. "Do Parties Make a difference? Parties and the Size of Government in Liberal Democracies"; Schmidt, "When Parties Matter: A Review of the possibilities and limits of partisan influence on public policy"; Garrett, *Partisan Politics in Global Economy and Boix' Political Parties, Growth and Equality*; Daniel Sabbagh, « Les déterminants internes de la politique étrangère des Etats-Unis : Une perspective diachronique », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 8, no. 1, 2001, pp. 135-161.

⁵⁵ Manfred G. Schmidt, "When Parties Matter: A Review of the possibilities and limits of partisan influence on public policy," *European Journal of Political Research*. September 1996, p. 156.

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ Nous allons définir ces principes dans le chapitre qui examine le rôle des partis politiques.

⁵⁸ Peter Mair, "Political Parties and Party System," In *Europeanization*, 2008, pp.154-166.

de la région MENA pour leur pays, leurs politiques dans la région ne sont pas nécessairement les mêmes.

Bien que nous croyions que ces deux théories divergentes restent utiles pour comprendre le rôle des partis politiques dans l'élaboration des politiques en théorie, elles ne font pas de différence entre les politiques intérieures et étrangères. Cette différenciation est très importante car si les deux parties peuvent différer dans la manière de traiter les problèmes nationaux, elles peuvent convenir de la manière de traiter les problèmes étrangers et surtout dans les cas qui peuvent avoir une influence sur la sécurité et les intérêts stratégiques de l'État.

En outre, la capacité des partis politiques à influencer sur les politiques pourrait être limitée par la *path dependence*, ce qui signifie que les politiques actuelles adoptées par les partis politiques suivent celles adoptées dans le passé⁵⁹. En conséquence, toute tentative de modifier ces politiques pourrait entraîner la perte des électeurs, ce qui n'incite pas les partis politiques à être ingénieux lorsqu'ils élaborent des politiques.

Nous croyons que l'idée de la *path dependence* ne s'applique pas à la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA, car il y a des changements continus dans la région qui nécessitent des réexamens incessants des politiques américaines envers cette région. Un exemple typique est le *printemps arabe* qui a incité les États-Unis à reconsidérer leur soutien de longue date aux régimes autoritaires dans le monde arabe.

Cette thèse examine la question de recherche suivante et suggère l'hypothèse correspondante suivante concernant le rôle des partis politiques dans l'influence de la politique étrangère américaine dans la région MENA.

QR 5: Les partis politiques jouent-ils un rôle contraignant dans la politique étrangère américaine dans la région MENA dans les situations de *divided government*?

H5: Les partis politiques américains sont plus susceptibles de jouer un rôle contraignant important dans les situations de *divided government*.

⁵⁹ Margaret Levi, A Model, a Method, and a Map: Rational Choice in Comparative and Historical Analysis, in *Comparative and Historical Analysis*. In *Comparative Politics: Rationality, culture and Structure* 28 (Mark Irving Lichbach ed., 1997)

Les médias.

Le rôle influent des médias dans l'élaboration de la politique étrangère a largement attiré l'attention des politologues et des spécialistes des études médiatiques. Cependant, nous croyons qu'aucune des publications existantes ne prétend établir une théorie bien établie expliquant l'impact causal des médias sur l'élaboration des politiques. En avançant cela, nous pouvons évoquer deux grandes écoles de pensée dans la littérature qui discutent de la relation entre les médias et la politique étrangère.

La première est appelée la *CNN Effect* (Effet CNN). La littérature soutenant cette théorie soutient que les médias, et surtout la télévision, ont un impact puissant sur l'élaboration des politiques⁶⁰. Nous pensons que l'argument à la base de cette théorie ne peut pas être généralisé parce qu'il trouve son origine dans un contexte spécifique impliquant certains cas humanitaires, notamment l'intervention militaire américaine en Somalie en 1992 dans le cadre de l'*Operation Restore Hope*. Cette opération a apporté de la nourriture aux Somaliens afin d'éviter une catastrophe humanitaire après l'effondrement du gouvernement local et la montée du chaos.

Les opposants de la *CNN Effect* soutiennent qu'une diffusion continue d'images de famine dans les médias pousserait automatiquement les décideurs politiques à réagir et à interférer dans de telles situations, ce qui signifie que l'hypothèse de *CNN Effect* est une conclusion normale et anticipée⁶¹. Par conséquent, les critiques de la *CNN Effect* remettent en question sa validité causale d'autant plus que de nombreuses études qui traitent de l'influence des médias sur les décideurs politiques aboutissent à des conclusions différentes et contradictoires⁶².

⁶⁰ Voir Samuel Feist, "Facing Down the Global Village: The Media Impact," in *The global century*, édité par Kugler & E. Frost, pp. 709-725, Washington DC: National Defense University Press, 2001 ; Steven Livingston et Todd Eachus, "Humanitarian crises and U.S. foreign policy: Somalia and the CNN effect reconsidered," *Political Communication*, 12, 1995:413 ; et Daniel Schorr, "CNN effect: Edge-of-seat diplomacy," *Christian Science Monitor*, November 27, 1998: 11; Karine Prémont, *La télévision mène-t-elle le monde?*, (Québec Presses de l'Université de Montréal, coll. Enjeux contemporains, 2006), p. 55.

⁶¹ Voir Natsios, "Illusions of Influence: The CNN Effect in Complex Emergencies"; Gowing, "Real-Time Television Coverage" et Mermin's "Television News and American Intervention in Somalia".

⁶² Eytan Gilboa, "The CNN Effect: The Search for a Communication Theory of International Relations", *Political Communication*, 22. (2005): 36.

Pour illustrer cela, Gowing a mené une étude basée sur des entretiens avec de nombreux membres du gouvernement américain au cours des années 1990. Il a conclu que l'influence des médias sur les décisions stratégiques concernant les interventions américaines pendant une crise humanitaire était rare et faible⁶³. Livingston et Eachus ont mené une étude similaire portant sur l'*Opération Restore Hope* en Somalie. Ils sont arrivés à la conclusion que les décideurs politiques avaient plus d'impact sur les médias et qu'ils avaient relativement moins d'impact sur les décideurs politiques⁶⁴.

Bennett a exprimé cette conclusion différemment lorsqu'il a soutenu que la couverture médiatique de l'intervention humanitaire américaine en Somalie était simplement indexée sur les convictions politiques des décideurs qui étaient déjà convaincus de la nécessité d'intervenir en Somalie⁶⁵.

Nous soutenons que le rôle influent des médias dans l'élaboration des politiques dépend de nombreux facteurs. Il s'agit notamment de la question à l'étude et des circonstances politiques en action. Pour illustrer, les médias ont tendance à être moins influents dans les cas impliquant des risques élevés tels que la perte de vies humaines. En effet, le processus d'élaboration des politiques est guidé par des préoccupations plus importantes qui n'incluent pas la pression des médias.

Par exemple, l'intervention américaine dans le nord de l'Irak en 1991 a été présentée par les médias américains comme une tentative de protéger les réfugiés kurdes pendant la présidence de Saddam Hussein. En fait, cette intervention a été provoquée par d'autres préoccupations géostratégiques qui impliquent la stabilité de la Turquie qui était menacée par près d'un million de réfugiés kurdes qui se dirigeaient vers le sud de la Turquie⁶⁶.

⁶³ Nik Gowing, "Real-Time Television Coverage of Armed Conflicts and Diplomatic Crises: Does It Pressure or Distort Foreign Policy Decisions?", John F. Kennedy School of Government, Harvard University, (1994); Grégory Derville, *Le pouvoir des médias. Mythes et réalités*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, series: « Politique en plus », 2017, 223.

⁶⁴ Livingston et Eachus, "Humanitarian crises and U.S. foreign policy," 424.

⁶⁵ Lance W. Bennett, "Toward a Theory of Press-State Relations in the United States", *Journal of Communication*, 40(2), (1990): 114.

⁶⁶ Piers Robinson, *The CNN Effect: the myth of news, foreign policy and intervention*, (New York and London; Routledge, 2002), p. 67.

Dans ce cas, il est difficile de soutenir que la couverture médiatique américaine de la crise était le principal facteur à l'origine de l'intervention américaine, car il existe d'autres préoccupations stratégiques du gouvernement qui ont guidé son action. Ces préoccupations stratégiques sont plus importantes que celles utilisées par les médias.

D'un autre côté, lorsqu'il y a peu ou pas de risque, les médias peuvent avoir un impact sur l'élaboration des politiques étrangère⁶⁷. Pour illustrer cela, l'intervention militaire américaine au Zaïre en 1994 a été motivée par le but de sauver la population de ce pays de la faim en fournissant de la nourriture et de l'eau. Dans de tels cas, les médias américains joueraient un rôle influent pour convaincre les décideurs d'intervenir.

Alors que la plupart des recherches sur la *CNN Effect* ont été menées dans les années 1990 en mettant l'accent sur l'impact des réseaux d'information sur les interventions humanitaires américaines, les interventions américaines dans la région MENA au 21^e siècle n'ont pas nécessairement été motivées par des préoccupations humanitaires. En plus, ces interventions ont coïncidé avec l'essor d'Internet et des médias mondiaux surtout dans la région MENA.

Cette thèse examine la question de recherche suivante et suggère l'hypothèse correspondante suivante concernant le rôle des médias dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA.

QR 6: Quel impact les médias peuvent-ils avoir dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA?

H6: Les médias américains sont moins susceptibles de jouer un rôle important dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA dans les cas impliquant des interventions militaires américaines.

L'opinion publique.

Le rôle de l'opinion publique dans l'élaboration des choix politiques a suscité beaucoup d'intérêt parmi les chercheurs de différents domaines de recherche, y compris les relations

⁶⁷ Samuel Livingston, "Clarifying the CNN Effect: An examination of Media Effects According to Type of Military Intervention", research paper R-18, juin, Cambridge, MA: The Joan Shorenstein Barone Center on the Press, Politics and Public Policy at Harvard University, 1997.

internationales et l'APE. Nous pouvons différencier deux grandes orientations académiques divergentes qui examinent le rôle de l'opinion publique sur l'élaboration des politiques étrangères.

La première orientation académique est influencée par l'approche libérale. Les partisans de cette orientation soutiennent que l'opinion publique a un rôle central dans l'élaboration de la politique étrangère. En fait, ils considèrent l'opinion publique comme une condition préalable à la légitimation des politiques étrangères⁶⁸. Jeremy Bentham a affirmé que l'opinion publique reste '*the only remedy*' (le seul remède) aux éventuels échecs de l'élaboration des politiques des États⁶⁹.

De plus, la plupart des chercheurs libéraux insistent sur la nécessité de tenir compte de l'opinion publique lors de l'élaboration des politiques. En effet, les décideurs de l'État tirent leur légitimité, avant tout, de l'opinion publique qui les élit⁷⁰. Par conséquent, les décideurs rationnels devraient répondre aux préférences de l'opinion publique⁷¹. Autrement, leur réputation sera entachée et ils pourraient ne pas être réélus.⁷²

Plus précisément, certains chercheurs se sont concentrés sur le rôle de l'opinion publique dans la guerre en tant que décision importante de politique étrangère. Pour illustrer cela, Emmanuel Kant fait valoir que l'opinion publique a plus de chances d'influer sur les décisions de guerre dans un système démocratique républicain que dans les monarchies⁷³.

⁶⁸ Voir Holsti, *Public Opinion and American Foreign Policy*; Shamir, "Introduction: What is Public Opinion and Why is it Important to Conflict Resolution?"; Steven & Patrick, "Does Public Opinion Matter? World Attitudes on Global Governance"; Karine Prémont, « Chapitre 9. L'influence de l'opinion publique et des médias » dans : *Théories de la politique étrangère américaine : Auteurs, concepts et approches* (Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2012).

⁶⁹ Jeremy Bentham. *Works of Jeremy Bentham*. New York: Russell and Russell, 1962.

⁷⁰ Yaacov Shamir, "Introduction: What is Public Opinion and Why is it Important to Conflict Resolution?" *Palestine- Israel Journal of Politics, Economics and Culture*, Vol 11, No 4, 2005. <https://pij.org/articles/304/introduction-what-is-public-opinion-and-why-is-it-important-to-conflict-resolution>. Consulté le 6 juin 2020..

⁷¹ Eugene R. Wittkopf et Christopher M. Jones, *American foreign policy: pattern and process* (New York: St Martin's press, 2012) p. 265.

⁷² Steve Chan et William Safran, "Public Opinion as a Constraint against War: Democracies' Responses to Operation Iraqi Freedom", *Foreign Policy Analysis*, 2006, p.167

⁷³ Emmanuel Kant, *Perpetual Peace, and Other Essays on Politics, History, and Morals* (Indianapolis: Hackett, 1983) 113, introduit et traduit par Ted Humphrey.

La deuxième grande orientation académique est influencée par l'approche réaliste qui minimise l'impact de l'opinion publique pour de nombreuses raisons. Premièrement, l'opinion publique a tendance à être irrationnelle, passionnée, volatile et mal informée sur les questions de politique étrangère. En outre, elle est susceptible d'être manipulée par les médias ou les politiciens⁷⁴. En fait, nous pouvons considérer les *pères fondateurs* des Etats-Unis, qui étaient également les rédacteurs de la Constitution américaine, comme les premiers à adopter ce point de vue. Selon les *Federalist Papers*, le Sénat, dont les membres ont été nommés et non élus avant 1918, est mieux qualifié pour élaborer des politiques étrangères que la Chambre des Représentants élue et qui tire sa légitimité du public⁷⁵.

De même, Tocqueville considérait l'aristocratie comme un '*firm and enlightened body*' contrairement à la démocratie dont le public pouvait être influencé par la passion et le manque d'informations. Ces deux facteurs sont considérés comme des obstacles qui affectent la prise de bonnes décisions de politique étrangère⁷⁶. Par conséquent, les décideurs politiques sont plus enclins à ignorer une opinion publique ignorante et passionnée dans l'élaboration des politiques étrangères parce que ces deux caractéristiques empêchent une pensée rationnelle qui permet à un État de poursuivre ses intérêts nationaux afin de survivre dans un système international instable⁷⁷.

Contrairement aux affaires étrangères, l'opinion publique a tendance à être bien informée et plus rationnelle sur les sujets nationaux car ils sont directement liés à leur vie quotidienne. En revanche, les affaires étrangères sont souvent perçues comme moins adaptées à leurs besoins

⁷⁴ Voir Lippmann, *Essays in the Public Philosophy*; Knecht et Weatherford, "Public Opinion and Foreign Policy: The Stages of Presidential Decision Making"; Robinson, "The role of media and Public opinion"; Jentleson, *American Foreign Policy: The Dynamics of Choice in the 21st Century*; et McCormick, *American Foreign Policy & Process*; Justin Vaïsse, « Chapitre 9: Le rôle de l'opinion publique », Louis Balthazar éd., *La politique étrangère des États-Unis* (Presses de Sciences Po, 2008), pp. 395-442.

⁷⁵ Alexander Hamilton, John Jay et James Madison, *The Federalist* (New York : Modern Library, 1037), 1788-88

⁷⁶ Alexis de Tocqueville, *Democracy in America* (New York: Vintage, 1958), Vol. 1, 243-245

⁷⁷ Voir John Mearsheimer, "American public opinion and the special relationship with Israel", *Middle East Monitor*. January 28, 2014. <https://www.middleeastmonitor.com/20140128-american-public-opinion-and-the-special-relationship-with-israel/> Consulté le 7 juin 2020.

quotidiens. Par conséquent, l'opinion publique est susceptible d'avoir une influence lorsque les questions en jeu ont un aspect national⁷⁸.

Le fait que l'opinion publique dispose de peu ou pas d'informations sur les affaires étrangères peut être exploité par les décideurs afin de la convaincre d'accepter leur politique étrangère en cadrant la question à l'examen d'une manière particulière comme c'était le cas avec George W. Bush et sa guerre contre le terrorisme lorsqu'il a convaincu les Américains que les États-Unis devaient recourir à la force contre l'Irak parce qu'il possédait des armes de destruction massive et soutenait des terroristes impliqués dans les événements du 11 septembre.

Le fait que l'opinion publique est une source indispensable de légitimité pour les décideurs ne signifie pas forcément qu'elle a un fort impact sur le processus décisionnel. Cependant, nous pensons que l'opinion publique peut jouer un rôle d'influence significatif dans les cas critiques impliquant le recours à la force malgré le fait qu'elle pourrait ne pas être bien informée sur ces cas et malgré les tentatives des décideurs de la manipuler en élaborant les sujets en action d'une manière particulière.

Cette thèse examine la question de recherche suivante et suggère l'hypothèse correspondante suivante concernant le rôle de l'opinion publique dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA.

QR 7: Dans quelle mesure l'opinion publique américaine a-t-elle eu un impact sur la politique étrangère américaine dans la région MENA dans les cas impliquant le recours à la force?

H7: L'opinion publique américaine est plus susceptible de jouer un rôle influent dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA dans les cas impliquant le recours à la force.

Les think tanks.

L'impact des *think tanks* américains sur la politique étrangère américaine a fait l'objet d'un débat important parmi les politologues. Selon David Ricci, les *think tanks* américains jouent un rôle

⁷⁸ Voir Benjamin I. Page et Robert Y. Shapiro, *The Rational Public: Fifty Years of Trends in Americans' Policy Preferences* (Chicago: University of Chicago Press, 1992) et Alan D. Monroe, *Public Opinion and Public Policy, 1980-1993*, *Public Opinion Quarterly*, Volume 62, Issue 1, May 1998, Pages 6–28, <https://doi.org/10.1086/297828> Consulté le 7 juin 2020.

important dans le processus d'élaboration de la politique étrangère. Néanmoins, il estime que les spécialistes des sciences politiques n'ont pas compris leur influence contemporaine, significative et institutionnelle sur la politique étrangère des États-Unis⁷⁹.

D'un autre côté, Abelson s'est concentré sur les limites méthodologiques qui rendent l'évaluation du rôle des *think tanks* dans la politique étrangère une tâche difficile, surtout lorsque le but est d'établir une relation causale entre ce que les décideurs décident et ce que les *think tanks* recommandent.⁸⁰ Cet argument est soutenu par Diane Stone qui considère l'impact des *think tanks* sur l'élaboration des politiques comme étant dispersé, inconstant et difficile à mesurer⁸¹.

Compte tenu des défis méthodologiques qui rendent difficile la mesure de l'impact des *think tanks* américains sur l'élaboration des politiques américaines, certains chercheurs tentent d'expliquer cet impact en mettant en évidence les conditions politiques et structurelles favorables qui caractérisent le système politique américain et permettent aux *think tanks* de commercialiser leurs idées et apporter leur expertise dans une tentative d'influencer la politique étrangère américaine.

Ces conditions concernent le système de freins et contrepoids qui permet au Congrès et au Président de vérifier constamment les décisions de politique étrangère de l'autre⁸². Cela nécessite que chaque branche élabore des politiques et génère des idées politiques. Dans de tels cas, les *think tanks* concourent pour faire des recommandations politiques aux décideurs. Ces recommandations deviennent particulièrement importantes dans le système politique américain où les partis politiques jouent un rôle très mineur à cet égard.

Malgré les contraintes méthodologiques, certains chercheurs ont pu trouver des corrélations significatives entre les politiques adoptées par les décideurs et les recommandations formulées par

⁷⁹ David Ricci, *The Transformation of American Politics. The New Washington and the Rise of Think Tanks*, (Yale University Press, 1993), 3.

⁸⁰ Donald E. Abelson, *Think Tanks in the United States*. In Diane Stone, Andrew Denham, et Mark Garnett (Eds.). *Think Tanks Across Nations: A Comparative Approach*, (Manchester University Press, 1998), 107-126 (p. 107-108).

⁸¹ Diane Stone, *Capturing the Political Imagination. Think Tanks and the Policy Process*, (London, Frank Cass, 1996), p.2-3.

⁸² Richard S. Katz, *Politische Parteien in den Vereinigten States*. Fokus Amerika Der Friedrich-Ebert-Stiftung, (Washington DC, 2007), p. 7; Manin Bernard, « Frontières, freins et contrepoids : La séparation des pouvoirs dans le débat constitutionnel américain de 1787 », *Revue française de science politique*, 44^e année, n°2, 1994. pp. 257-293.

les *think tanks*⁸³. Pour ce faire, ils utilisent quelques indicateurs utiles tels que la présence sur les médias, la participation aux audiences du Congrès, le nombre des ventes de livres, les consultations avec les ministères et les organismes gouvernementaux en plus du nombre d'anciens fonctionnaires des *think tanks* qui sont nommés hauts fonctionnaires dans les administrations américaines⁸⁴.

Une partie importante de la littérature traitant de l'impact des *think tanks* sur la politique étrangère utilise la *Multiple-Streams theory* de John W. Kingdon⁸⁵. Selon Kingdon, l'élaboration des politiques est un processus qui se compose de trois *streams* (volets) différentes et indépendantes qui, lorsqu'elles sont ensemble, produit l'agenda politique. Kingdon fait valoir que le rôle des *think tanks* dans ces volets reste important, ce qui a souvent influé sur l'agenda politique en vendant leurs idées aux décideurs. Les *streams* sont : Le *Problem Stream*, le *Policy Stream* et le *Political Stream*

Pour commencer, le *problem stream* traite du type de problèmes en jeu dans une société spécifique. Ces problèmes peuvent être politiques, scientifiques, technologiques, diplomatiques, économiques et éducatifs. Deuxièmement, le *policy stream* fait référence à la qualité des recherches et des idées fournies par les *think tanks* et à leur attrait pour les décideurs. Troisièmement, le *political stream* concerne le personnel des *think tanks* qui est embauché pour travailler dans différentes branches du gouvernement.

Dans l'ensemble, il semble que les contraintes méthodologiques limitent la capacité des chercheurs à mesurer avec précision l'impact des *think tanks* sur l'élaboration des politiques. Cependant, nous pensons que nous pouvons encore faire des déductions importantes en utilisant des indications mesurables, dont certaines sont mises en évidence par James McGann.

Cette thèse examine la question suivante et suggère l'hypothèse correspondante suivante concernant le rôle des *think tanks* dans la politique étrangère américaine dans la région MENA.

QR 8: Les *think tanks* réussissent-ils à influencer la politique étrangère américaine dans la région MENA?

⁸³ Abelson, *think tanks in the United States*, 1998.

⁸⁴ Gehlen, Martin. *Politikberatung in den USA. Der Einfluss Der Think Tanks Auf die amerikanische Sozialpolitik*. Frankfurt, 2005.

⁸⁵ John W. Kingdon, *Agendas, Alternatives, and Public Policies* (Boston: Little Brown, 2010)

H8: La qualité des recommandations politiques des *think tanks* et leur capacité à accéder aux décideurs politiques ne conduisent pas nécessairement à façonner l'élaboration des politiques.

Les groupes d'intérêt.

Une partie importante de la littérature sur l'impact des groupes d'intérêt sur l'élaboration des politiques est guidée par les principales perspectives théoriques qui expliquent cette influence. À savoir, le pluralisme et le néo-corporatisme.

Les partisans de la perspective pluraliste adoptent une explication réaliste de l'impact des groupes d'intérêt sur l'élaboration des politiques. Ils comparent la politique et l'élaboration des politiques à un marché libre dont les produits sont des idées produites par des individus et des groupes, y compris des groupes d'intérêt. Dans les démocraties libérales comme les États-Unis, les groupes d'intérêt se font concurrence pour avoir accès aux décideurs en commercialisant leurs idées et en exerçant des pressions sur les décideurs politiques pour qu'ils les adoptent⁸⁶.

Les pluralistes soutiennent que la concurrence sur le marché libre des idées et des intérêts ne permet pas à une idée ou à un intérêt particulier de monopoliser l'accès aux décideurs. Par conséquent, les groupes d'intérêt représentant des idées et des intérêts différents auront un accès équilibré aux créateurs de politiques. En revanche, certains chercheurs soutiennent que cet équilibre perçu pourrait être perturbé par certains facteurs qui sont liés aux capacités financières et organisationnelles des groupes d'intérêt ainsi qu'aux intérêts stratégiques de l'État.

Alors que les partisans de l'approche pluraliste adoptent une explication réaliste de l'impact des groupes d'intérêt fondée sur la compétitivité, les chercheurs qui soutiennent l'approche

⁸⁶ Voir Robert Dahl, *Who Governs? Democracy and Power in an American City* (Yale University Press, 2005) et David Truman, *The Governmental Process Political Interests and Public opinion* (New York Alfred A Knopf, 1951); Donald E. Abelson, « Chapitre 8. L'étude des lobbies et des think tanks » dans : *Théories de la politique étrangère américaine : Auteurs, concepts et approches* (Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2012), pp.319-350.

corporatiste ou néocorporatiste soulignent l'importance de la coopération institutionnelle entre les décideurs et les groupes d'intérêt⁸⁷.

Dans un système politique corporatiste, les groupes d'intérêt, surtout les entreprises, ont tendance à être petits mais ont une capacité puissante à se regrouper en fédérations puissantes et percutantes⁸⁸. En outre, le gouvernement dépense moins pour la défense et plus pour les programmes de protection sociale en plus d'intervenir davantage dans l'économie.

Par conséquent, nous pensons qu'il est difficile de décrire les États-Unis comme un État corporatiste car le gouvernement fédéral n'a pas de relations institutionnelles avec les groupes d'intérêt en plus du fait que les États-Unis sont généralement connus pour dépenser beaucoup en défense. De plus, nous pensons qu'avoir plus de ressources financières ne rend pas forcément un groupe d'intérêt plus puissant qu'un autre. Ce qui est plus important, c'est la façon dont un groupe d'intérêt est organisé et le rôle de leurs dirigeants à cet égard.

Cette thèse examine la question suivante et suggère l'hypothèse correspondante concernant le rôle des groupes d'intérêt dans la politique étrangère américaine dans la région MENA. Nous nous concentrerons sur l'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC) comme une étude de cas.

QR 9: Pourquoi l'AIPAC réussit ou échoue à façonner la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA?

H9: Le succès ou l'échec de l'AIPAC dans l'élaboration de la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA est influencé par des facteurs internes et externes.

Tableau 1. Récapitulation des Questions de Recherche et des Hypothèses de la thèse.

Questions de Recherche	Hypothèses

⁸⁷ PerOla Öberg, Torsten Svensson, Peter Munk Christiansen, Asbjørn Sonne Nørgaard, Hillary Rommetvedt et Gunnar Thesen, "Disrupted Exchange and Declining Corporatism: Government Authority and Interest Group Capability in Scandinavia", *Government and Opposition* (2001) 46(3): 365-391; Emiliano Grossman et Sabine Saurugger, « Chapitre 2 - Les groupes d'intérêt comme acteur politique : Genèse et évolution », *Les groupes d'intérêt. Action collective et stratégies de représentation*, sous la direction de Grossman Emiliano, Saurugger Sabine. Armand Colin, 2012, pp. 55-92.

⁸⁸ Peter Munk Christiansen, Asbjørn Sonne Nørgaard, Hilmar Rommetvedt, Torsten Svensson, Gunnar Thesen, et PerOla Öberg, "Varieties of Democracy: Interest Groups and Corporatist Committees in Scandinavian Policy Making," *Voluntas: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations* 21, no. 1 (2010): 22-40 www.jstor.org/stable/27928196 Consulté le 21 mars 2020.

RQ1	Comment les Présidents et le Congrès américains établissent-ils et façonnent-ils la politique étrangère américaine dans la région MENA et qui domine le processus d'élaboration de la politique étrangère?	H1	Le Président est plus dominant que le Congrès dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA en raison des rôles pratiques qu'ils jouent dans l'élaboration de la politique étrangère
RQ2	Les intérêts américains dans la région ont-ils changé depuis la Seconde Guerre mondiale?	H2	Les intérêts stratégiques des États-Unis dans la région MENA sont restés constants depuis la Seconde Guerre mondiale.
RQ3	Les Présidents républicains et démocrates diffèrent-ils dans leurs politiques étrangères dans la région?	H3	Les politiques étrangères des républicains et démocrates de la région MENA sont identiques si les intérêts américains dans la région sont invariables.
RQ4	Quels sont les facteurs qui influencent les législations du Congrès et les décisions des Présidents concernant la région MENA?	H4	Les décisions de politique étrangère des Présidents américains et les législations du Congrès sur la région MENA sont influencées par des facteurs internes et externes.
RQ5	Les partis politiques jouent-ils un rôle contraignant dans la politique étrangère américaine dans la région MENA dans les situations de divided government?	H5	Les partis politiques américains sont plus susceptibles de jouer un rôle contraignant important dans les situations de divided government.
RQ6	Quel impact les médias peuvent-ils avoir dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA dans les cas impliquant des interventions militaires américaines?	H6	Les médias américains sont moins susceptibles de jouer un rôle important dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA dans les cas impliquant des interventions militaires américaines.
RQ7	Dans quelle mesure l'opinion publique américaine a-t-elle eu un impact sur la politique étrangère américaine dans la région MENA dans les cas impliquant le recours à la force?	H7	L'opinion publique américaine est plus susceptible de jouer un rôle influent dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA dans les cas impliquant le recours à la force.
RQ8	Les think tanks réussissent-ils à influencer la politique étrangère américaine dans la région MENA?	H8	La qualité des recommandations politiques des groupes de réflexion et leur capacité à accéder aux décideurs politiques ne conduisent pas nécessairement à façonner l'élaboration des politiques.
RQ9	Pourquoi l'AIPAC réussit ou échoue-t-il à façonner la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA?	H9	Le succès ou l'échec de l'AIPAC dans l'élaboration de la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA est influencé par des facteurs internes et externes.

Répondre aux questions de recherche permet à cette thèse de combler les lacunes suivantes dans la littérature:

- Avoir une compréhension claire et complète de la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA en examinant le rôle des acteurs impliqués dans le processus d'élaboration des politiques ainsi que les interactions entre ces acteurs et les facteurs qui influencent leurs décisions et façonnent leurs perceptions.
- Discuter les approches théoriques qui expliquent les décisions de politique étrangère dans le contexte de la région MENA afin de tester leur généralisabilité et leur validité.

Les méthodes et les processus d'analyse.

Pour répondre aux questions de recherche et tester les hypothèses, nous utilisons une combinaison de méthodes qualitatives et quantitatives qui incluent l'étude de cas, l'analyse de contenu et l'analyse statistique. La méthode de recherche utilisée diffère d'un chapitre à l'autre.

Dans le premier chapitre de la première partie, qui traite du rôle du Président, nous examinerons la classification de Grimmer des rôles du Président en matière de politique étrangère dans le contexte de la région MENA à l'aide d'études de cas spécifiques. Les études de cas impliquent une analyse interprétative concernant les discours, les déclarations, les politiques et les actions des Présidents de Truman à Trump.

Dans le deuxième chapitre de la première partie qui discute du rôle du Congrès, nous entreprendrons des analyses qualitatives et quantitatives de 126 lois sélectionnées concernant la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA et qui ont été adoptées par le Congrès entre 1973 et 2017.

L'analyse quantitative de ces lois nous permettra de déterminer le niveau de domination du Congrès dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA en trouvant quel pourcentage des lois adoptées par le Congrès entre 1973 et 2017 est lié à la région MENA. Plus particulièrement, l'analyse quantitative nous permettra de déterminer quel pourcentage des 126 lois se rapporte aux principaux rôles de politique étrangère du Congrès comme la déclaration de la guerre et le *power of the purse*.

En outre, après une classification qualitative des 126 lois dans des catégories thématiques, une analyse quantitative sera utile pour trouver les sujets les plus saillants qui ont attiré l'attention du Congrès pendant la période choisie en comptant le nombre de lois pour chaque catégorie et en calculant le pourcentage correspondant au nombre de lois dans chaque catégorie.

En ce qui concerne l'analyse qualitative des 126 lois, nous nous concentrerons sur l'analyse de l'objectif général de chaque loi afin de déceler les facteurs généraux qui incitent le Congrès à l'adopter. De plus, nous analyserons les biographies des parrains des lois afin d'examiner s'ils sont influencés par des facteurs spécifiques, y compris personnels.

Dans le troisième chapitre de la première partie, qui examine le rôle des partis politiques, nous analyserons des études de cas de *divided government* dans le contexte d'événements sélectionnés liés à la région MENA de 1969 à 2017. Notre analyse se concentrera sur la façon dont chaque branche répond aux politiques et aux décisions de l'autre branche et si ces réponses ont une influence sur l'élaboration des politiques et des décisions de l'autre. En disant cela, l'analyse se déroulera de la manière suivante :

La première phase examinera comment le Congrès réagit aux politiques des Présidents. L'analyse commencera par présenter brièvement les politiques des Présidents sur les événements critiques qui coïncident avec les cas de *divided government* en utilisant leurs discours, déclarations et actions. Ensuite, nous examinerons comment une ou les deux chambres du Congrès réagissent aux politiques présentées. Les réactions du Congrès sont communiquées dans différents types de résolutions dont des projets de loi, des résolutions conjointes, des résolutions concurrentes et des résolutions simples⁸⁹. L'objectif de la dernière étape de l'analyse est déterminer si les réponses du Congrès réussissent à faire pression sur les Présidents pour qu'ils modifient leurs décisions ou leurs politiques.

La deuxième phase examinera les réponses des Présidents aux législations du Congrès. Les législations qui exigent les réponses des Présidents doivent avoir la force de loi et doivent être adoptées par les deux chambres du Congrès⁹⁰.

Le premier chapitre de la deuxième partie examine l'impact potentiel des médias et de l'opinion publique sur les décideurs. Quant à l'impact des médias les chercheurs utilisent généralement une combinaison de méthodes de recherche qualitatives et quantitatives telles que

⁸⁹ Voir le troisième chapitre pour une description de chaque type de résolution et comment ils diffèrent.

⁹⁰ Les types de résolutions qui ont la force de loi sont les *bills* et les *joint resolutions*.

l'analyse de contenu de la couverture médiatique et les entretiens avec les décideurs. Nous n'avons pas utilisé les entretiens pour deux raisons : La première est le fait qu'il est difficile d'avoir accès aux décideurs politiques américains en considérant que cette recherche est menée au Maroc. La deuxième raison concerne les entretiens avec les décideurs politiques sur des sujets sensibles tels que la guerre contre le terrorisme. Cela peut soulever des problèmes tels que la validité et la fiabilité des réponses qui vont probablement refléter la façon dont les décideurs politiques veulent se souvenir plutôt que la façon dont ils ont réellement pris leurs décisions concernant la guerre contre le terrorisme.

Ce faisant, nous utiliserons une combinaison de méthodes quantitatives et d'autres méthodes qualitatives. La méthode qualitative se concentre sur l'analyse de contenu de la façon dont les médias américains et les Présidents américains ont encadré les événements liés à la guerre contre le terrorisme et au *printemps arabe*. Quant à la méthode quantitative, nous sommes appuyés sur des données statistiques sur les effets des médias. Ces données sont basées sur des sondages et des enquêtes nationaux.

Quant à l'impact de l'opinion publique, nous analyserons des études de cas sur les politiques des Présidents impliquant des interventions militaires dans la région MENA de Reagan à Obama en utilisant des sources primaires et secondaires, y compris les discours, les déclarations et les décisions des Présidents. Parallèlement, nous utiliserons les données statistiques des sondages d'opinion nationaux et des enquêtes sur les mêmes événements afin de comparer les politiques des Présidents et l'opinion publique. La dernière étape de l'analyse consistera à déterminer si l'opinion publique réussit à dissuader les plans politiques des Présidents ou à modifier les politiques déjà mises en œuvre.

Dans le deuxième chapitre de la deuxième partie qui traite du rôle des *think tanks*, nous analyserons trois études de cas impliquant des politiques étrangères de trois Présidents, à savoir Bill Clinton, George W. Bush et Barack Obama. L'analyse utilisera des sources primaires et secondaires tirées des discours et des déclarations des Présidents, des rapports et des notes d'information des

think tanks ainsi que du nombre d'experts des *think tanks* qui ont servi dans les administrations des Présidents. Le but principal de l'analyse de ces études de cas est d'obtenir des informations sur l'influence potentielle des recommandations politiques des *think tanks* sur les politiques des Présidents dans la région MENA.

Le troisième chapitre de la deuxième partie discutera du rôle des groupes d'intérêt en mettant l'accent sur le *American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC) comme étude de cas. Étant donné qu'il est difficile de mener des entretiens avec des représentants de l'AIPAC ainsi qu'avec des membres du Congrès ou leur personnel, nous analyserons d'autres sources primaires et secondaires, y compris des données publiées par les médias, l'AIPAC et le gouvernement. Il s'agit notamment d'articles, de discours, de rapports et de documents officiels du Congrès tels que des projets de loi et des résolutions.

PARTIE I:

**LE RÔLE DES ACTEURS ÉTATIQUES ET DES
PARTIS POLITIQUES AMÉRICAINS DANS
L'ÉLABORATION DE LA POLITIQUE
ÉTRANGÈRE AMÉRICAINES AU
MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD.**

Introduction

La Constitution américaine divise les rôles et les responsabilités en matière de politique étrangère entre les pouvoirs exécutif et législatif du gouvernement. À savoir, le Président et le Congrès.

Le Président établit la politique étrangère en exerçant de nombreux rôles et fonctions. Il s'agit notamment de répondre aux événements étrangers, proposer des législations, négocier des accords internationaux, faire des déclarations de politique, mettre en œuvre des politiques et prendre des mesures indépendantes.⁹¹

Le Congrès est le deuxième acteur étatique majeur de la politique étrangère américaine. L'article I de la Constitution des États-Unis mentionne plusieurs pouvoirs du Congrès en matière de politique étrangère, y compris : «réglementer le commerce avec les autres nations», «déclarer la guerre», «lever et soutenir des armées» et «fournir et entretenir une marine»⁹². En outre, le Congrès a le pouvoir de ratifier les traités conclus par le Président et d'approuver les ambassadeurs nommés par lui. De plus, *the power of the purse* est généralement considéré comme le pouvoir le plus important du Congrès. Il permet au Congrès de taxer et de dépenser l'argent public pour le gouvernement fédéral⁹³.

La plupart des Présidents américains et des membres du Congrès sont affiliés aux parti démocrate ou républicain. Malgré leur importance politique dans la nomination des candidats à des fonctions publiques dans les pouvoirs exécutif et législatif du gouvernement américain, le rôle des partis politiques n'est pas établi dans la Constitution américaine.

⁹¹ Richard F. Grimmett, *Foreign Policy Roles of the President and Congress* (Congressional Research Service, Library of Congress, Executive power, 1999), p. 24.

⁹² U.S. Constitution. Art. I.

⁹³ U.S. Constitution, Article I, section 9, clause 7

Malgré le fait que les partis politiques soient des acteurs non étatiques, nous avons décidé de les inclure dans la première partie avec les acteurs étatiques, car l'examen du rôle des partis politiques dans l'élaboration de la politique étrangère doit se faire par l'analyse des interactions entre le Président et le Congrès.

CHAPITRE 1

Le Président: Le principal acteur étatique de la politique étrangère américaine.

Le « chef d'État » ou « le chef de gouvernement » sont généralement considérés comme les principaux décideurs et faiseurs des politiques étrangères⁹⁴. Le Président américain, en tant que chef d'État et du gouvernement, conduit non seulement la branche exécutive du gouvernement fédéral, mais il est également le commandant en chef des forces armées américaines. C'est pour cette raison qu'il est communément considéré comme l'acteur principal des politiques étrangères américaines. En outre, la prise de décisions du Président américain concernant les politiques étrangères repose principalement sur les conseils de divers ministères et organismes gouvernementaux tels que le département *d'État*, le ministère de la défense, le chef d'État-major, le département de la sécurité intérieure, la Central Intelligence Agency (CIA) et le conseil de sécurité nationale.

Grimmett résume les rôles du Président américain relatifs aux politiques étrangères, tels qu'ils sont définis dans la constitution. Grimmett compte six manières différentes à travers lesquelles le Président peut créer et développer les politiques étrangères⁹⁵.

⁹⁴ Dans la plupart des pays, les postes de «chef d'État» et de «chef du gouvernement» sont séparés. Cependant, leur puissance diffère d'un pays à l'autre. Le chef de l'État peut en guise d'exemple être le politicien le plus puissant dans certains pays où le chef de gouvernement exerce moins de pouvoir. Il s'agit notamment de monarchies non européennes telles que le Maroc ou certaines républiques telles que la Turquie et la Russie. Dans d'autres pays, cependant, le chef d'État est un personnage symbolique et le chef du gouvernement est la personne qui gouverne le pays. Il s'agit notamment de la plupart des monarchies européennes telles que le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Belgique. Ces deux postes sont fusionnés dans certains pays, comme les États-Unis, le Nigéria et l'Argentine, où le président est à la fois le chef de l'État et le chef du gouvernement. Voir Alan Siaroff, *Comparing Political Regimes: A Thematic Introduction to Comparative Politics* (University of Toronto Press, 2013) et Boulouis Jean. Deux études de «régimes politiques comparés ». In: *Revue française de science politique*, 3^e année, n°4, 1953. pp. 859-862.

⁹⁵ Richard Grimmett, F., *Foreign Policy Roles of the President and Congress* (Congressional Research Service. Library of Congress. Executive power, 1999).

- I. Réagir aux événements internationaux.
- II. Proposer des dispositions.
- III. Négocier des accords internationaux.
- IV. Faire des déclarations des politiques étrangères.
- V. Mettre en œuvre les politiques étrangères.
- VI. Entreprendre des actions indépendantes.

Ce chapitre analyse ces rôles dans le contexte du Moyen Orient et l'Afrique du Nord du Président Truman au Président Trump à travers l'étude de quelques documents officiels tels que les discours des Président, leurs déclarations politiques, leurs politiques et leurs actions étrangères, afin de répondre aux questions suivantes:

1. Comment les Présidents américains établissent-ils et façonnent-ils la politique étrangère américaine dans la région MENA?
2. Les intérêts américains dans la région ont-ils changé depuis la Seconde Guerre mondiale?
3. Les Président républicains et démocrates diffèrent-ils dans leurs politiques étrangères dans la région? Si oui, comment?

I. Réagir aux événements internationaux.

Le Président américain est le porte-parole de l'Etat, le chef de la diplomatie, des forces armées, des services de renseignement et de l'administration. C'est pour cela que le Président doit réagir aux actualités internationales et aux actions inattendues dans les autres pays surtout au sujet des événements et des actions qui servent ou remettent en question les intérêts américains.

A. Harry S. Truman: Le premier leader international à reconnaître l'État d'Israël.

L'événement régional et international le plus important qui a coïncidé avec la présidence de Truman était la création de l'État d'Israël. Sous l'ordre du Président Truman, les Etats-Unis étaient le premier pays à reconnaître l'Etat d'Israël le 15 mai 1948 dans le même jour de la déclaration de la

création de cet Etat par le gouvernement provisoire israélien⁹⁶. Cette reconnaissance était très importante car elle provenait du pays le plus puissant du monde.

B. Dwight D. Eisenhower: Des réponses pragmatiques aux crises régionales critiques.

En réponse à la décision de Mossadegh de nationaliser l'industrie pétrolière de l'Iran et afin d'entraver l'expansion du danger communiste dans le pays, Eisenhower, le successeur de Truman, a ordonné à la CIA d'aider à renverser le gouvernement de Mossadegh et à rétablir le Shah au pouvoir en août 1953. Par conséquent, les sociétés pétrolières américaines ont obtenu une part égale dans l'industrie pétrolière iranienne ainsi que leurs homologues britanniques⁹⁷.

Eisenhower a également réagi à la crise de Suez lorsque la Grande-Bretagne, la France et Israël ont attaqué l'Égypte en 1956 après la nationalisation du Canal de Suez par Nasser. Cette attaque était connue sous le nom d'agression tripartite. Eisenhower croyait qu'attaquer l'Égypte renforcerait Nasser et ferait de lui un héros arabe, surtout que Nasser a fait un bon usage d'un discours anticolonial. Eisenhower a non seulement condamné les attaques, mais il a également exercé des pressions sur les trois Etats de retirer leurs troupes⁹⁸.

⁹⁶ Kelly J. Shannon, *Truman and the Middle East. In Blackwell Companions to American History: A Companion to Harry S. Truman*, édité by Daniel S. Margolies (Wiley-Blackwell, 2012), p. 362-388.

⁹⁷ Dans son journal intime, Eisenhower a avoué avoir ordonné secrètement à la CIA de renverser le gouvernement de Mossadegh en disant: "Another recent development that we helped bring about is the restoration of the Shah to power in Iran and the elimination of Mossadegh. The things we did were "covert". If knowledge of them became public, we would not only be embarrassed in that region, but our chances to do anything of like nature in the future would almost totally disappear". Traduction : « Un autre développement récent que nous avons contribué à réaliser est la restauration du Shah au pouvoir en Iran et l'élimination de Mossadegh. Les choses que nous avons faites étaient «secrètes». Si leur connaissance devenait publique, non seulement nous serions embarrassés dans cette région, mais nos chances de faire quelque chose de semblable à l'avenir disparaîtraient presque totalement ». Voir Eisenhower Diary. 8 août 1953

<http://nsarchive.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB477/docs/Doc%201%20-%201953-10-08%20Eisenhower%20diary%20covering%20Iran%20Aug%201953.pdf> Consulté le 14 juillet 2020

⁹⁸ Voir Donald Neff, *Warriors at Suez: Eisenhower takes America into the Middle East* (Aman Books: Italian Institute for International Political Studies, 1988).

C. John F. Kennedy: Une réponse rapide à la Guerre Civile au Yémen pour empêcher l'expansion des soviétiques dans la région.

En 1962, le Président égyptien Nasser, soutenu par les révolutionnaires du Yémen, visait à renverser le régime de *l'imamat* dans le pays. Craignant que cette guerre civile ne s'étendrait à un conflit plus large avec l'Arabie saoudite qui visait à restituer *l'imamat* au pouvoir, Kennedy a reconnu le régime révolutionnaire yéménite en ordonnant un retrait immédiat des forces saoudiennes et un retrait progressif des forces égyptiennes⁹⁹.

D. Lyndon B. Johnson: Le dilemme du choix.

Lorsque le Président Johnson était accusé de soutenir Israël dans la guerre des six jours, il a immédiatement appelé à un cessez-le-feu afin d'éviter l'intervention des soviétiques, surtout après l'occupation israélienne de la péninsule du Sinaï, du Gaza, de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et du plateau du Golan¹⁰⁰. Johnson se heurtait à un fort dilemme de choix entre continuer à soutenir fermement Israël et éviter une confrontation directe avec l'Union soviétique dans la région.

E. Richard Nixon: Un autre dilemme de choix.

Le premier choc pétrolier de 1973 a aussi été un événement imprévu nécessitant la réaction immédiate du Président surtout qu'il a profondément affecté les intérêts et la sécurité américaine. En réponse à ce choc, l'administration Nixon a lancé une nouvelle stratégie énergétique qui vise à accroître la production nationale pour tenter d'apaiser la hausse des prix du pétrole. Toutefois, cette

⁹⁹ Warren Bass, *Support any Friend: Kennedy's Middle East and the Making of U.S.-Israel Alliance* (Oxford University Press, 2003), p. 98-143.

¹⁰⁰ Peter L. Hahn, "The Cold War and the Six Day War: US policy towards the Arab-Israeli crisis of June 1967", dans *The Cold War in the Middle East: Regional Conflict and the Superpowers 1967-73*, édité par Nigel J. Ashton (Routledge Taylor and Francis Group, 2007), p. 16-34. Hamit Bozarslan, "des débuts de la guerre froide à la guerre des Six-Jours: La radicalisation des imaginaires collectifs. Dans: Bozarslan, Hamit, Une histoire de la violence au Moyen-Orient: De la fin de l'Empire ottoman à Al-Qaida (Paris: La Découverte, 2008), pp. 74-87.

stratégie n'était pas très utile, ce qui a obligé Nixon à négocier le retrait d'Israël du Sinaï et le plateau du Golan¹⁰¹

F. Jimmy Carter: Échec des réponses à la crise des otages en Iran.

Le 11 novembre 1979, soit sept jours après le début de la crise des otages américains en Iran, le Président Carter a imposé un embargo sur le pétrole iranien¹⁰². Il a aussi appliqué des sanctions économiques en gelant les avoirs iraniens aux Etats-Unis. Pourtant, Carter a pris le risque d'utiliser la force militaire le 11 avril 1980 quand il a accepté une opération de libération très risquée appelée « Desert One » qui a échoué en raison de dysfonctionnements techniques dans certains hélicoptères

¹⁰³ .

G. Ronald Reagan: Une réponse continue en utilisant la force.

Les réactions des Présidents américains aux événements internationaux par le déploiement des troupes américaines se sont poursuivies avec le Président Reagan qui, suite à l'invasion israélienne du Liban en juin 1982, envoyait 800 Marines américains au Liban dans le cadre d'une force multinationale de maintien de la paix dont la mission était de maintenir un cessez-le-feu. En outre, en réponse à l'un des attentats les plus meurtriers contre des troupes américaines en octobre 1983 quand la caserne de Marines a été dynamitée à l'aéroport de Beyrouth faisant plus de 240 morts et 100 blessés, Reagan a approuvé des frappes aériennes contre les leaders de Hezbollah¹⁰⁴.

¹⁰¹ Voir Karen R. Merrill, *The Oil Crisis of 1973-1974: A brief History with Documents* (Belford Series in History and Culture, 2007). Céline Antonin, « Après le choc pétrolier d'octobre 1973, l'économie mondiale à l'épreuve du pétrole cher », *Revue internationale et stratégique*, vol. 91, no. 3, 2013, pp. 139-149.

¹⁰² Le 4 novembre 1979, un groupe d'étudiants iraniens a envahi l'ambassade américaine et a pris plus de soixante de ses employés en otage. Ils ont demandé à l'administration américaine de renvoyer le Shah pour un procès.

¹⁰³ David P. Houghton, *US Foreign Policy and the Iran Hostage Crisis* (Cambridge University Press, 2004). Michel Klen, « Prises d'otages: Le jeu politique [1] », *Revue Défense Nationale*, vol. 780, no. 5, 2015, pp. 88-92.

¹⁰⁴ Timothy J. Geraphty, *Peacekeeping at War: Beirut 1983—The Marine Commander Tells His Story* (Potomac Books, 2009), p. 254.

H. George W. H. Bush: Une réponse rapide à l'invasion du Koweït par l'Iraq.

Un autre cas dans lequel un Président américain a répondu à une attaque d'un pays arabe sur l'autre a eu lieu le 2 août 1990 au cours de la présidence de George W. H. Bush. Ce dernier a répondu immédiatement à l'invasion irakienne du Koweït à travers la mise en œuvre des sanctions économiques contre l'Irak et le déploiement des forces armées américaines dans la région juste une semaine après l'invasion¹⁰⁵. En outre, Bush a exhorté les autres États à déployer leurs forces armées dans la région, ce qui a abouti à la création de la plus grande coalition internationale depuis la Seconde Guerre mondiale¹⁰⁶.

I. Bill Clinton: Une deuxième action militaire contre l'Irak.

En octobre 1994, le gouvernement irakien a re-mobilisé environ 64000 hommes près des frontières avec le Koweït comme une expression de désappointement face aux sanctions économiques irakiennes. En conséquence, Clinton a ordonné le déploiement des troupes américaines pour éviter une deuxième agression irakienne¹⁰⁷.

Clinton a également menacé Saddam Hussein de recourir à l'option militaire lorsque ce dernier a tenté d'entraver le travail de la Commission Spéciale des Nations unies (UNSCOM) dont la mission était de s'assurer que l'Iraq est conforme à la résolution sécuritaire 687 qui dicte la destruction des installations des armes chimiques et biologiques irakiennes ainsi que celles des armes nucléaires après la guerre du Golfe¹⁰⁸.

¹⁰⁵ Edward P. Haley, "It Wasn't My Fault: Or, Why Saddam Surprised the Bush Administration and Invaded Kuwait", dans *From Cold War to New World Order: The Foreign Policy of George Bush*. Édité par Meena Rose et Rossana Perotti (Greenwood Press, 2002). p. 91-112.

¹⁰⁶ Spencer C. Tucker, *The Encyclopedia of Middle East Wars: The United States in the Persian Gulf, Afghanistan, and Iraq Conflicts* (ABC-CLIO, 2010), p.703-704.

¹⁰⁷ Eric W. Herr, *Operation Vigilant Warrior: Conventional Deterrence Theory, Doctrine and Practice* (BiblioScholar, 2012).

¹⁰⁸ "United Nations Security Council Resolution 687", 3 avril 1991.

<http://www.un.org/Depts/unmovic/documents/687.pdf> Consulté le 14 juillet 2020

Les menaces de Clinton ont été appliquées après la réticence de Saddam Hussein de coopérer avec les inspecteurs de l'ONU. Clinton a immédiatement ordonné des attaques aériennes intenses de quatre jours sur les installations militaires irakiennes entre le 16 et le 19 Décembre 1998¹⁰⁹.

J. George W. Bush: Une troisième attaque militaire contre l'Irak.

Les événements du 11 Septembre 2001 ont marqué la présidence de Bush par excellence. Sa réponse à ces événements tragiques a combiné des opérations militaires internationales en Afghanistan et en Irak et des mesures fortes de défense nationale. La guerre en Afghanistan a commencé le 7 Octobre avec des frappes aériennes contre des sites militaires du Taliban et les camps d'entraînement d'Al Qaïda¹¹⁰. La guerre en Irak a commencé le 19 mars 2003 en ciblant des objectifs militaires et gouvernementaux à Bagdad.

K. Barack Obama: Des réponses irrégulières à des crises similaires.

En plus de l'héritage des deux guerres de Bush, la présidence d'Obama a coïncidé avec les soulèvements arabes de 2010 ou ce que certains préfèrent appeler le « *printemps arabe* ». Obama a rejoint l'OTAN en déployant des forces américaines pour aider à renverser Muamar El Qaddafi, le leader libyen. Cependant, il n'a pas voulu réagir aux soulèvements syriens, surtout au début, malgré l'utilisation des armes chimiques par le régime de Bashar Al-Assad contre les rebelles et les civils.

La montée d'EIL et leur décapitation de deux journalistes américaines a poussé Obama à réagir en 10 Septembre 2014 en indiquant son plan visant à "degrade, and ultimately destroy EIL,

¹⁰⁹ Voir Ryan C. Hendrickson, *The Clinton War: The constitution, Congress and War Powers* (Vanderbilt University Press, 2002).

¹¹⁰ Voir Benjamin S. Lambeth, *Air Power Against Terror: America's conduct of Operation Enduring Freedom* (RAND National Defense Research Institute, 2005).

through a comprehensive and sustained counterterrorism strategy”¹¹¹. Obama a ordonné des frappes aériennes sur des cibles d’EIIL en Syrie¹¹².

L. Donald Trump: Un changement de la politique d’Obama.

Quelques mois après avoir rejoint la Maison Blanche, Donald Trump a fait de nombreuses réponses aux événements au Moyen-Orient. Il a imposé des sanctions supplémentaires à l’Iran en réponse à son test de missiles balistiques le 29 janvier 2017. Il a également menacé de recourir à la force contre l’Iran.

La réponse de Trump aux plans d’Israël de construire de nouvelles colonies en Cisjordanie était à la fois inhabituellement tardif par rapport aux réponses d’autres pays qui dénonçaient fermement les nouvelles colonies. Le 2 février 2017, l’administration Trump a appelé Israël à arrêter les nouvelles constructions; cependant, il a été signalé que Trump s’éloignerait du rejet d’Obama de toutes sortes de colonies, comme l’a déclaré la Maison Blanche: “While we don’t believe that the existence of settlements is not an impediment to peace, the construction of new settlements or the expansion of existing settlements beyond their current borders may not be helpful to achieving that goal”¹¹³.

Pour récapituler, la réaction des Présidents américains aux événements internationaux illustre bel et bien comment, de Truman à Trump, ils ont exercé leur premier rôle par rapport à la politique étrangère dans le contexte moyen-oriental, surtout par rapport aux événements qui s’opposent aux intérêts américains et qui portent atteinte à sa sécurité dans la région. Ces réactions

¹¹¹ Barack Obama, “Statement by the President on ISIL”, 10 septembre 2014 <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/09/10/statement-president-isil-1> Consulté le 14 juillet 2020. [Traduction] «Dégrader et finalement détruire l’EIIL grâce à une stratégie antiterroriste globale et durable».

¹¹² Jeremy Peterson, “Same Old Story? Obama and the Arab Uprisings”, Dans *the Arab Spring: Change and Resistance in the Middle East*, édité par Mark L. Haas et David W Lesch (Westview Press, 2013). p. 219-237.

¹¹³ The White House. The Office of the Press Secretary. Statement by the Press Secretary. February 2, 2017. <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2017/02/02/statement-press-secretary>. Consulté le 20 mars 2021. [Traduction] «Alors que nous ne pensons pas que l’existence de colonies n’est pas un obstacle à la paix, à la construction de nouvelles colonies ou à l’expansion des colonies existantes au-delà de leurs frontières actuelles peuvent ne pas être utiles pour atteindre cet objectif».

montrent que la politique étrangère américaine au Moyen-Orient tourne autour de quatre axes principaux.

Tout d'abord, la protection de l'Etat d'Israël. Force est de rappeler que les Etats-Unis étaient le premier pays à reconnaître l'Etat hébreux et n'ont pas hésité à intervenir militairement et diplomatiquement pour le rendre sûr et sécurisé.

En second lieu, ces réponses aussi divulguent que le pétrole de la région est très important pour la sécurité économique des Etats-Unis, ce qui justifie leur intervention dans la crise yéménite et la guerre du Golf. En outre, l'embargo pétrolier de 1973 a clairement démontré comment l'économie américaine dépend des ressources pétrolières de la région.

En troisième lieu, les Etats-Unis se sont aussi efforcées d'empêcher les Etats du Moyen-Orient de rejoindre le bloc soviétique et de bloquer l'intervention des soviétiques dans les affaires du Moyen-Orient.

Enfin, les Etats-Unis se sont également engagés à protéger les citoyens américains au niveau national à travers le lancement d'une guerre préventive contre le terrorisme après le 11 septembre ou bien au niveau international comme c'était le cas lors de la crise iranienne des otages, des attaques contre les casernes des Marines à l'aéroport de Beyrouth et lors de la décapitation des citoyens américains en Syrie par EIL

Tableau 2: Réponses des Président américains aux événements internationaux dans la région MENA.

Président	Parti	Événement / motif international	La réponse du Président
Harry S. Truman	Démocrate	La création de l'Etat d'Israël	Sous l'ordre de Truman, les Etats-Unis étaient le premier pays à reconnaître l'Etat d'Israël
Dwight D. Eisenhower	Républicain	- Nationalisation de l'industrie pétrolière iranienne par le Premier ministre Mohammed Mossadegh. - Risque d'expansion du communisme en Iran	Ordonner un coup d'Etat de la CIA en 1953 pour aider à renverser le gouvernement de Mossadegh et protéger les intérêts pétroliers américains dans le pays.

		• La crise de Suez connue comme la « Guerre Tripartite » de 1956 a été lancée par Israël, la France et la Grande-Bretagne contre l'Égypte. • La peur que les attaques renforcent Nasser, ce qui compromettrait les intérêts américains dans la région.	Condamner les attaques et demander aux Etats de retirer leurs troupes.
John F. Kennedy	Démocrate	• Nasser a soutenu les rebelles au Yémen en visant à renverser le régime Imamate. • L'Arabie Saoudite visait à réinstaller l'Imamat au pouvoir. • La crainte que la guerre civile ne se développe dans une zone plus vaste.	• Reconnaître le régime révolutionnaire yéménite. • Ordonner un retrait immédiat des forces saoudiennes et un retrait progressif des Égyptiens.
Lyndon B. Johnson	Démocrate	La guerre de six jours en 1967	Appeler au cessez-le-feu pour éviter l'intervention des Soviétiques.
Richard M. Nixon	Républicain	Le premier choc pétrolier de 1973	• Augmentation de la production nationale pour compenser la hausse du prix du pétrole. • L'échec de cette stratégie a poussé Nixon à négocier le retrait d'Israël du Sinaï et du Golan.
Jimmy E. Carter	Démocrate	La crise des otages en Iran (1979-1981)	• L'embargo du pétrole iranien • L'application des sanctions économiques • Une opération de libération militaire échouée.
Ronald W. Reagan	Républicain	L'invasion israélienne du Liban en 1982	Envoi des marines américaines dans le cadre d'une force multinationale de maintien de la paix.
		Les attaques mortelles contre les marines américaines à Beyrouth en 1983	Attaques aériennes approuvées contre les leaders du Hezbollah.
George W. H. Bush	Républicain	L'invasion irakienne du Koweït	• Des sanctions économiques contre l'Irak • Déploiement des forces américaines dans la région.
William J. Clinton	Démocrate	L'Irak a re-mobilisé ses troupes près des frontières avec le Koweït.	Déploiement des forces américaines pour empêcher la deuxième agression de l'Irak.
		La réticence de Saddam à coopérer avec les inspecteurs des armes de l'ONU.	Attaques aériennes intenses sur les installations militaires irakiennes
George W. Bush	Républicain	Le 11 septembre 2001.	• Actions militaires en Afghanistan et en Irak. • Fortes mesures nationales de sécurité.

Barrack Obama	Démocrate	Le <i>printemps arabe</i> de 2010	• Déployer des forces américaines avec l'OTAN pour aider à faire tomber Muamar El Kadhafi en Libye. • Aucune réaction immédiate aux soulèvements syriens.
		La décapitation de deux journalistes américains par EIL	Commander des frappes aériennes sur les cibles de EISL en Syrie.
Donald Trump	Républicain	Le test de missiles balistiques de l'Iran.	Imposer des sanctions supplémentaires à l'Iran et menacer de recourir à la force.
		Plans d'Israël de construire de nouvelles colonies en Cisjordanie	Rejeter le rejet d'Obama de toutes sortes de colonies,

II. Proposer des dispositions.

Conduit par le Président, le pouvoir exécutif peut parfois proposer une législation pour lancer un nouveau programme de politique étrangère. L'approbation du Congrès est indispensable pour l'examen de la proposition. Dans certains cas, le Congrès peut modifier le projet de loi du pouvoir exécutif ou suggérer un autre totalement différent. En fait, il y a très peu de cas où les Présidents américains se réfèrent au Congrès dans les questions liées au Moyen-Orient. Les paragraphes ci-dessous illustrent certains de ces cas.

A. Richard M. Nixon: Proposer des dispositions pour aider Israël contre les arabes.

Le premier cas s'est produit après la guerre d'octobre 1973 qui impliquait des Etats arabes et Israël¹¹⁴. Les Etats pétroliers du Golfe appuient la coalition arabe en augmentant le prix du pétrole de 70% dans une tentative de forcer Israël à se retirer des territoires qu'ils occupaient dans la guerre des six jours de 1967. En réponse à cette tentative, Nixon a demandé au Congrès \$2,2 milliards d'aide d'urgence pour Israël. Cela a incité les chefs d'Etats arabes à appliquer un embargo total sur les exportations de pétrole vers les Etats-Unis¹¹⁵.

¹¹⁴ Cette guerre s'appelle aussi la guerre du Ramadan ou la guerre de Yom Kippour. Il a eu lieu du 6 au 25 octobre entre une coalition d'États arabes, dirigée par l'Égypte et la Syrie, et Israël dans la péninsule du *Sinaï* et sur le plateau du *Golan*, des territoires occupés par Israël depuis la guerre de six jours de 1967. Les États-Unis ont empêché la défaite d'Israël par l'envoi des fournitures de transport aérien à grande échelle.

¹¹⁵ Marie Randall, *The Richard Nixon Handbook- Everything You Need To Know About Richard Nixon* (Emereo Publishing, 2016), p. 146.

B. George W. H. Bush, George W. Bush et Barack Obama: Proposer des lois pour Utiliser la Force.

Un autre cas a été initié par George W.H. Bush lorsqu'il a fait appel au Congrès pour autoriser une action militaire contre l'Irak avoir échoué à convaincre Saddam Hussein de se retirer du Koweït diplomatiquement ou en appliquant des sanctions économiques. Le Congrès a approuvé la proposition du Président pour une action militaire lancée le 12 janvier 1991¹¹⁶.

De même, George W. Bush, fils de George H. W. Bush, s'est également référé au Congrès pour autoriser un recours à la force contre le même pays, l'Irak, après le 11 Septembre. En conséquence, le Congrès a adopté une résolution en 2002 autorisant le Président de lancer une guerre en Irak s'il juge nécessaire¹¹⁷.

De même, Obama a également envoyé un projet de loi au Congrès sollicitant l'autorisation d'utiliser la force contre EIIL sous le prétexte qu'il pose une menace grave à la sécurité nationale américaine et à la stabilité de la région. Bien que le Congrès ait rejeté la demande d'Obama, ce dernier a utilisé la force contre EIIL à l'aide d'autorisations antérieures de congrès en 2001 et 2002 justifiées dans le cadre de la guerre contre le terrorisme.

Les cas ci-dessus montrent clairement comment le rôle des Présidents américains de proposer des dispositions au Congrès dans le contexte du Moyen-Orient s'est concentré exclusivement sur la protection d'Israël, la sécurisation des intérêts pétroliers américains et le lancement des guerres préventives pour préserver la sécurité des Etats-Unis et assurer sa présence effective dans la région.

Tableau 3: Propositions de dispositions par des Présidents américains face aux problèmes de la région MENA.

Président	Parti	Motif de la proposition de loi	La proposition de loi	Suivi

¹¹⁶ Stephen E. Frantzich et Berube Claude, *Congress: Games and Strategies* (Rowman & Littlefield Publishers. Fourth Edition, 1995), p. 261.

¹¹⁷ H.J.Res.114 — 107th Congress (2001-2002), "Authorization for Use of Military Force Against Iraq Resolution of 2002", 16 octobre 2002 <https://www.congress.gov/bill/107th-congress/house-joint-resolution/114> Consulté le 14 juillet 2020

Richard M. Nixon	Républicain	Les Etats arabes ont augmenté le prix du pétrole de 70% après la guerre d'octobre de 1973 pour forcer Israël à se retirer des territoires qu'il occupait en 1967.	Nixon a demandé au Congrès une aide d'urgence de 2,2 \$ pour Israël.	Les leaders arabes ont appliqué un embargo total sur les exportations de pétrole aux Etats-Unis.
George W. H. Bush	Républicain	Échec de forcer Saddam Hussein à se retirer du Koweït en utilisant les moyens diplomatiques et les sanctions économiques.	Il a demandé au Congrès d'autoriser une action militaire contre l'Irak	Le Congrès a approuvé la proposition du Président le 12 janvier 1991
George W. Bush	Républicain	La guerre contre le terrorisme après le 11 septembre	Il a demandé au Congrès d'autoriser une action militaire contre l'Irak	Le Congrès a adopté une résolution en 2002 permettant au Président d'aller en guerre.
Barrack Obama	Démocrate	La guerre contre le terrorisme contre EILL	Il a demandé au congrès d'autoriser l'utilisation de la force contre EISL	Le Congrès a rejeté la proposition, mais Obama a utilisé la force en utilisant les autorisations antérieures du Congrès en 2001 et 2002 sur la guerre contre le terrorisme.

III. Négociateur des accords internationaux.

La négociation d'accords internationaux est l'un des rôles du Président américain concernant la politique étrangère américaine. Le Président doit obtenir le consentement du Congrès pour ratifier ces accords¹¹⁸. Étonnamment, les Présidents américains, de Truman à Obama, ont été rarement impliqués dans des négociations d'accords ou des traités internationaux relatifs aux Etats du

¹¹⁸ Il est important de souligner que très peu d'accords peuvent être appelés «accords exécutifs exclusifs» dans lesquels le président peut ratifier les accords sans faire référence au Congrès. Des exemples incluent l'Accord de Yalta de 1945, l'Accord de paix du Vietnam de 1973, l'Accord d'otage iranien de 1981 et l'Accord de l'Afghanistan de 1988.

Moyen-Orient¹¹⁹. Les Etats-Unis a principalement joué le rôle de médiateur comme dans les Accords de Camp David en 1978 et les Accords d'Oslo en 1993.

A. Jimmy Carter: La médiation des accords de Camp David et négociation de la crise des otages en Iran.

L'accord de Camp David était effectivement considéré comme la plus grande réussite de la politique étrangère du Président Carter non seulement au Moyen-Orient mais dans l'ensemble de sa politique étrangère. Carter a réussi à convaincre le premier ministre israélien Menachem Begin et le Président égyptien Anwar Sadat à signer un accord de paix historique à Camp David. Après douze jours de médiation entre le 5 et le 17 septembre, Carter a réussi à convaincre Begin de se retirer de toute la péninsule du Sinaï et les deux pays se reconnaîtront l'un l'autre. En retour, Carter fournirait une aide financière à Israël pour reconstruire ses bases militaires dans le désert du Néguev¹²⁰.

La fin de la présidence de Carter a également coïncidé avec la crise iranienne des otages précitée qui s'est terminée par un accord exécutif conduit à la libération des otages en échange d'un déblocage tous les fonds iraniens. Les partis ont également convenu de recourir à la Cour d'Appel de la Haye pour régler les prétentions financières de l'Iran ainsi que la promesse des Etats-Unis de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures de ce pays¹²¹.

B. Bill Clinton: La médiation des accords d'Oslo.

Les Accords d'Oslo sont un autre exemple dans lequel un Président américain a été impliqué dans la médiation entre Israël et la Palestine. Tandis que la Norvège a joué un rôle crucial dans les négociations secrètes, le Président Clinton a dirigé les négociations ouvertes entre Yasser Arafat et

¹¹⁹ Les accords et les traités importants sont personnellement négociés par les Présidents. Les autres accords bilatéraux prennent des aspects culturels ou économiques et sont négociés au niveau des ambassades ou des ministères américains.

¹²⁰ Kenneth W. Stein, *Heroic Diplomacy: Sadat, Kissinger, Carter and Begin Quest for Arab-Israeli Peace* (Routledge, 1999).

¹²¹ Cet accord a suivi l'échec de l'opération Eagle Claw, une tentative de sauvetage militaire qui a eu lieu le 24 avril 1980 et qui s'est terminée par huit décès chez les Américains et un Iranien. Pour un compte rendu détaillé de la crise, voir note 10.

Yitzhak Rabin qui ont abouti à la signature des accords à la maison blanche en 1993. Toutefois, les atrocités israéliennes empêchaient le succès des Accords d'Oslo dont le but principal était d'établir une paix durable entre les deux Etats en conflit.

C. George W. Bush: Négociation et signature d'accords stratégiques avec l'Irak.

En fait, le premier accord stratégique que les Etats-Unis ont signé avec un Etat moyen-oriental remonte à 2008 au cours de la présidence de Bush. L'accord a été appelé *Strategic Framework Agreement* qui visait à établir des relations politiques, économiques et sécuritaires avec le gouvernement irakien nouvellement créé¹²². En outre, Bush a signé the *Status of Forces* qui décrit la relation de sécurité entre les Etats-Unis et l'Irak et prend des dispositions pour un retrait progressif des forces américaines avant le 31 décembre 2011¹²³.

D. Barack Obama: le programme nucléaire iranien et l'accord historique du Président.

Le deuxième mandat d'Obama a commencé par des négociations avec l'Iran sur le sujet de son programme d'armement nucléaire ainsi que les chefs d'Etat représentant les autres membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne. Les négociations ont abouti à un accord en 2015 qui vise à empêcher l'Iran d'acquérir des armes nucléaires pendant au moins dix ans en échange d'une levée de ses sanctions économiques¹²⁴.

¹²² Strategic Framework Agreement for a Relationship of Friendship and Cooperation between the United States of America and the Republic of Iraq <https://photos.state.gov/libraries/iraq/216651/US-IRAQ/us-iraq-sfa-en.pdf> Consulté le 15 juillet 2020.

¹²³ Status of Forces Agreement (SOFA) https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/US-Iraqi_SOFA-en.pdf Consulté le 15 juillet 2020.

¹²⁴ "Joint Comprehensive Plan of Action", 14 juillet 2015 <https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/122460/full-text-of-the-iran-nuclear-deal.pdf> Consulté le 15 juillet 2020.

Pour résumer, l'analyse du rôle de la négociation des accords internationaux révèle que la sécurité d'Israël constitue la pierre angulaire de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient. Ceci est illustré par le rôle de médiation des Présidents américains dans les Camp David et ceux d'Oslo. En outre, les accords signés avec l'Iran à la fin de la crise des otages ainsi que celles avec l'Irak en 2008 montrent que le pétrole de la région ainsi que la protection des citoyens américains constituent d'autres éléments constitutifs importants de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient.

Tableau 4: Les accords internationaux négociés par les Présidents américains dans la région MENA.

Président	Parti	L'accord / le contexte	Les principaux points d'accord
Jimmy E. Carter	Démocrate	Les accords de paix de Camp David en 1978 entre Anwar Sadat et Menachem Begin	• Israël se retirait de toute la péninsule du Sinaï. • L'Égypte et Israël reconnaîtraient le gouvernement de l'autre. • Carter fournirait une aide financière à Israël pour reconstruire ses bases militaires dans le désert de Negev
		La crise d'otage en Iran	• Libérer les otages en retour d'un déblocage de tous les fonds iraniens et utiliser un tribunal à La Haye pour mettre fin à leurs prétentions financières. • Une promesse américaine de ne pas interférer dans les affaires internes de l'Iran.
William J. Clinton	Démocrate	Les accords d'Oslo entre la Palestine et Israël en 1993.	Yasser Arafat et Yitzhak Rabin ont signé un accord pour établir une paix durable. Les atrocités israéliennes persistantes contre les Palestiniens ont empêché cette paix.
George W. Bush	Républicain	Accord-cadre stratégique avec l'Iraq en 2008.	Établir une relation politique, économique et sécuritaire avec le gouvernement nouvellement élu.
		L'accord sur le statut des forces	Il a souligné la relation de sécurité avec l'Irak et a organisé un retrait progressif des forces américaines la fin de 2011.
Barrack Obama	Démocrate	Lancer un accord international avec l'Iran en 2015 sur son programme d'armes nucléaires avec cinq autres pays.	Empêcher l'Iran d'acquérir des armes nucléaires pendant au moins dix ans en échange de l'élimination de ses sanctions économiques.

IV. Faire des déclarations de politiques étrangères.

Le Président des Etats-Unis peut aussi établir les politiques étrangères du pays à travers ses déclarations qui peuvent être unilatérales ou conjointes¹²⁵. Ces déclarations fournissent un aperçu général des objectifs du pays concernant ses affaires étrangères. Les contextes de telles déclarations varient mais elles sont généralement prononcées dans les discours de l'Etat de l'union, des discours à l'Assemblée générale des Nations unies, les sommets des autres organisations internationales comme l'OTAN ou des discours spécifiques sur des questions pertinentes dans la région.

Leur étude a nécessité l'analyse des discours de l'Etat de l'Union et leur discours à l'Organisation des Nations Unies ainsi que d'autres interventions pertinentes de Kennedy à Obama. À cet effet, l'archive des discours Présidentiels du Miller Center a été mise à profit pour obtenir les textes de ces discours¹²⁶.

A. John F. Kennedy: Empêcher l'expansion communiste dans la région MENA.

Le premier intérêt américain dans la région MENA est d'empêcher les Etats de la région, ainsi que les pays africains et d'Europe orientale, de rejoindre le bloc communiste en soutenant leur indépendance et leur liberté. Kennedy était le premier à souligner cet objectif dans le discours de l'Etat de l'Union du 11 janvier 1963. Il a déclaré:

"The views of their governments may sometimes be very different from ours--but events in Africa, the Middle East, and Eastern Europe teach us never to write off any nation as lost to the Communists- That is the lesson of our time. We support the independence of those newer or weaker states whose history, geography, economy or lack of power impels them to remain outside "entangling alliances"¹²⁷.

¹²⁵ Les déclarations conjointes sont faites avec les leaders d'autres états.

¹²⁶ Le Miller Center est un affilié non partisan de l'Université de Virginie qui se spécialise dans les études présidentielles, les politiques publiques et l'histoire politique. L'archive de discours présidentielle peut être trouvée dans ce lien <http://millercenter.org/president/speeches> Consulté le 15 juillet 2020.

¹²⁷ John F. Kennedy, "Discours de l'Etat de l'union, 11 janvier 1962.

Cette déclaration montre que le Moyen Orient était mentionné pour la première fois dans un discours d'un Président américain. Cela était fait dans une stratégie globale américaine pour éviter l'expansion de communistes dans le monde.

B. Lyndon B. Johnson: Un peu d'intérêt pour la Région MENA.

Le deuxième Président, qui a mentionné le Moyen-Orient dans l'un de ses discours d'une manière relativement plus élaborée et plus spécifique que Kennedy, était le Président Lyndon Johnson. Dans son discours de l'Etat de l'union du 10 janvier 1967, Johnson a déclaré que les Etats-Unis essayaient d'améliorer les relations entre les pays de la région. En effet, il a évoqué la relation entre Israël et certains pays arabes, en soulignant que:

"In the Middle East the spirit of good will toward all, unfortunately, has not yet taken hold. An already tortured peace seems to be constantly threatened. We shall try to use our influence to increase the possibilities of improved relations among the nations of that region. We are working hard at that task"¹²⁸.

Ce paragraphe dans lequel le Moyen-Orient a été mentionné reste insignifiant par rapport aux autres questions de politique étrangère abordées dans le même discours comme les l'URSS, l'Europe de l'est et l'Afrique. Pour illustrer, le paragraphe ci-dessus représente 53 mots en prenant en considération que le nombre total de mots du discours est 14 400. Cela fait de ce paragraphe le plus court parmi ceux évoquant une question de politique étrangère comparée, par rapport, aux 173

<http://millercenter.org/president/kennedy/speeches/speech-5742> Consulté le 15 juillet 2020. «Les points de vue de leurs gouvernements peuvent parfois être très différents des nôtres - mais les événements en Afrique, au Moyen-Orient et en Europe de l'Est nous apprennent à ne jamais céder une nation aux communistes. C'est la leçon de notre temps. Nous soutenons l'indépendance de ces États plus récents ou plus faibles dont l'histoire, la géographie, l'économie ou le manque de pouvoir les poussent à rester en dehors des 'alliances enchevêtrées'».

¹²⁸ Lyndon B. Johnson, "Discours de l'état de l'union", 10 janvier 1967

<http://millercenter.org/president/lbjohnson/speeches/speech-5665> Consulté le 16 juillet 2020. [traduction] «Au Moyen-Orient, l'esprit de bonne volonté envers tous n'a malheureusement pas encore pris racine. Une paix déjà torturée semble constamment menacée. Nous essaierons d'utiliser notre influence pour accroître les possibilités d'améliorer les relations entre les nations de cette région. Nous travaillons dur à cette tâche ».

mots traitant de l'Afrique et les 513 mots abordant l'Union soviétique et l'Europe de l'est. Clairement, le Moyen Orient n'était pas une priorité pour les Etats-Unis au cours de la présidence de Johnson.

La même concision est remarquée dans les discours de l'Etat de l'union du 17 janvier 1968 et du 14 janvier 1969 dans lesquelles le Président soutient les efforts de l'ONU et les résolutions de médiation entre Israël et les Arabes après la guerre des Six Jours.¹²⁹

C. Richard Nixon: Le compromis.

Alors qu'il n'y avait aucune mention de toute question relative au Moyen Orient dans les discours de l'Etat de l'union de Nixon de 1970 à 1972, le Président a examiné quelques problèmes dans son discours de l'Etat de l'union du 30 janvier 1974. Tout d'abord, il a réitéré son intention d'aider à régler le conflit israélo-arabe de manière juste et durable en mettant en œuvre les résolutions du Conseil de Sécurité n° 242 et 338. Ces résolutions exigent le désengagement des forces égyptiennes et israéliennes. Dans le même paragraphe, il a lié ce problème à la crise pétrolière de 1973 en évoquant dans ce sens les gouvernements arabes:

"should clearly understood by our friends in the Middle East that the United States will not be coerced on this issue. Regardless of the outcome of this meeting¹³⁰, the cooperation of the American people in our energy conservation program has already gone a long way towards achieving a goal to which I am deeply dedicated. Let us do everything we can to avoid gasoline rationing in the United States of America"¹³¹.

¹²⁹ Lyndon B. Johnson, "Discours de l'état de l'union", 17 janvier 1968 <http://millercenter.org/president/lbjohnson/speeches/speech-5666> et le "Discours de l'état de l'union", 14 janvier 1969 <http://millercenter.org/president/lbjohnson/speeches/speech-5667> Consulté le 16 juillet 2020

¹³⁰ Une réunion urgente a été organisée avec les pays producteurs de pétrole arabes pour discuter la possibilité de lever l'embargo sur le pétrole.

¹³¹ Richard Nixon, "Discours de l'état de l'Union", 30 janvier 1974 <http://millercenter.org/president/nixon/speeches/speech-3887> Consulté le 16 juillet 2020. «Devrait clairement comprendre par nos amis du Moyen-Orient que les États-Unis ne sera pas contraint sur cette question. Quel que soit le résultat de cette réunion, la coopération du peuple américain dans notre programme de conservation de l'énergie a déjà largement contribué à la réalisation d'un objectif auquel je suis profondément attaché. Faisons tout notre possible pour éviter le rationnement de l'essence aux États-Unis d'Amérique ».

Cette déclaration illustre les premières priorités des États-Unis dans la région; à savoir, protéger Israël et assurer la circulation du pétrole de la région. Le choc pétrolier de 1973 était un dilemme pour les États-Unis parce que sa priorité de protéger Israël était compromise par l'autre priorité, à savoir la sécurité énergétique des États-Unis. C'est pourquoi, le Président Nixon, comme indiqué ci-dessus, a précisé que les États-Unis "will not be coerced on this issue" (ne sera pas contraint sur cette question) et a exhorté tous les Américains à rationaliser leur consommation de pétrole.

D. Gerald Ford: Le pétrole de la Région et l'économie Américaine.

Le Président Gerald Ford a hérité la tentative de Nixon pour régler le conflit entre l'Égypte et Israël. Dans son discours sur la politique étrangère américaine du 10 avril 1975, Ford a clairement indiqué que la tension au Moyen-Orient au cours de cette période n'a pas seulement affecté les intérêts américains vitaux, mais elle a aussi menacé ses alliés et la stabilité de l'économie mondiale à cause de la crise pétrolière de 1973 qu'il a appelée 'intolerable risks'¹³². En réponse, il a déclaré que: "We will not accept stagnation or stalemate with all its attendant risks to peace and prosperity and to our relations in and outside of the region"¹³³.

E. Jimmy Carter: Un intérêt croissant pour la Région MENA.

Dans son discours sur l'état de l'union du 19 janvier 1978, Jimmy Carter a souligné trois objectifs principaux de la politique étrangère des États-Unis¹³⁴. Tout d'abord, le renforcement de la sécurité des États-Unis par la consolidation de la puissance militaire du pays et la modernisation de celle de ses alliés européens ainsi que la stimulation des accords avec ses adversaires éventuels et

¹³² Gerald Ford, "Discours sur la politique étrangère des États-Unis", 10 Avril 1975

<http://millercenter.org/president/ford/speeches/speech-5500> Consulté le 16 juillet 2020.

¹³³ *Ibid.* [traduction] «Nous n'accepterons pas la stagnation ou l'impasse avec tous les risques qui en découlent pour la paix et la prospérité et pour nos relations à l'intérieur et à l'extérieur de la région ».

¹³⁴ Jimmy Carter, "Discours de l'Etat de l'union", 19 Janvier 1978.

<http://millercenter.org/president/carter/speeches/speech-5537> Consulté le 16 juillet 2020

surtout avec les Soviétiques. Deuxièmement, créer un monde pacifique en favorisant l'harmonie entre les pays en conflit au Moyen-Orient et en soutenant leurs négociations.

Dans le même discours, Carter a décrit le rôle des Etats-Unis dans le conflit arabo-israélien comme "difficult and sometimes thankless and controversial" (Difficile et parfois ingrat et controversé)¹³⁵, impliquant le mécontentement des Arabes avec sa position qui a abouti à la crise de l'embargo pétrolier de 1973. Le troisième objectif majeur de la politique étrangère américaine était de maintenir une croissance et une stabilité économiques internationales qui, selon Carter, affecte la vie quotidienne des citoyens américains.

Un coup d'œil attentif à l'encontre de ces objectifs révèle que la paix au Moyen-Orient vient avant le maintien de la croissance et la stabilité économiques internationales, ce qui affecte directement la vie de tous les Américains, étant donné que les ressources pétrolières de la région sont essentielles pour préserver cette croissance et cette stabilité économiques.

Le discours sur l'état de l'union de 1980 était semblable à celui de 1978. Ainsi, Carter a mis en évidence trois défis pour la politique étrangère américaine: L'expansion internationale de la puissance militaire soviétique, la dépendance croissante de l'Occident vis-à-vis du pétrole du Moyen-Orient et la révolution en Iran qui était une nouveauté imprévisible dans la région¹³⁶.

Pour relever le défi pétrolier, Carter a insisté sur l'importance d'avoir "A national will, diplomatic and political wisdom, economic sacrifice and, of course, military capability"¹³⁷. Cette déclaration montre, encore une fois, comment le pétrole de la région est important pour les Etats Unis mais aussi pour un Président américain qui a appelé vivement à relever ce défi. Dans le même discours, Carter a lié le défi de pétrole à celui d'entraver l'expansion militaire soviétique et il a souligné très clairement que:

"Any attempt by any outside force to gain control of the Persian Gulf region will be regarded as an assault on the vital interests of the United

¹³⁵ *Ibid.*

¹³⁶ Jimmy Carter, "Discours de l'Etat de l'union", 23 Janvier 1980.

<http://millercenter.org/president/carter/speeches/speech-3404> Consulté le 16 juillet 2020

¹³⁷ *Ibid.* [traduction] «Une volonté nationale, une sagesse diplomatique et politique, un sacrifice économique et, bien sûr, une capacité militaire».

*States of American and such an assault will be repelled by any means necessary, including military force*¹³⁸.

Il est important d'affirmer que Carter était le premier Président américain à consacrer un discours complet de près de mille mots pour parler du conflit israélo-arabe au Sommet de Camp David¹³⁹. De même, il a consacré un autre discours à la mission de sauvetage en Iran dans lequel il a informé les Américains de la tentative échouée de sauver les otages américains en utilisant une intervention militaire¹⁴⁰.

Carter était également le premier Président américain qui a clairement exprimé son soutien à Israël dans son discours de l'Etat de l'union du 23 janvier 1979. Il a déclaré: "Our firm commitment to Israel's survival and security is rooted in our deepest convictions and in our knowledge of the strategic importance to our own nation of a stable Middle East"¹⁴¹. Il a fait la même remarque dans le discours de l'état de l'union de 1980 lorsqu'il a déclaré: "Let no one doubt our commitment to the security of Israel"¹⁴².

En somme, il y a eu de nombreux défis à la politique étrangère des Etats-Unis au Moyen-Orient pendant la présidence de Carter tels que la crise du pétrole, le conflit israélo-arabe et les négociations de Camp David ainsi que la crise des otages en Iran. Cela explique les nombreuses déclarations de Carter sur le Moyen-Orient par rapport à ses prédécesseurs. En fait, il est sûr de dire que c'est pendant la présidence de Carter que le Moyen-Orient a commencé à devenir plus vital dans la politique étrangère des Etats-Unis et c'est aussi pendant sa présidence que les principales lignes

¹³⁸ *Ibid.* . [traduction] «Une volonté nationale, une sagesse diplomatique et politique, un sacrifice économique et, bien sûr, une capacité militaire».

¹³⁹ Jimmy Carter, "Remarques dans une déclaration commune au Sommet de Camp David", 17 Septembre 1978 <http://millercenter.org/president/carter/speeches/speech-3401> Consulté le 16 juillet 2020.

¹⁴⁰ Jimmy Carter, "Discours sur la mission de sauvetage en Iran", 25 avril 1980. <http://millercenter.org/president/carter/speeches/speech-3936> Consulté le 16 juillet 2020

¹⁴¹ Jimmy Carter, "Discours de l'état de l'union", 23 Janvier 1979. <http://millercenter.org/president/carter/speeches/speech-5533> Consulté le 16 juillet 2020. [traduction] «Notre ferme engagement pour la survie et la sécurité d'Israël est enraciné dans nos convictions les plus profondes et dans notre connaissance de l'importance stratégique pour notre propre nation d'un Moyen-Orient stable».

¹⁴² Jimmy Carter, "Discours de l'état de l'union", 23 Janvier 1980. <http://millercenter.org/president/carter/speeches/speech-3404> Consulté le 16 juillet 2020. [traduction] "Que personne ne doute de notre attachement à la sécurité d'Israël".

directrices de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient ont été définies et suivies par ses successeurs en commençant par le Président Ronald Reagan

F. Ronald Reagan: L'implication croissante dans la Région et le début des actions militaires Préventives Américaines.

L'un des premiers discours du Président Ronald Reagan était consacré à la politique américaine au Moyen-Orient. Dans ce discours, il a réitéré les principaux objectifs et défis de son prédécesseur dans la région.

Tout d'abord, il a souligné l'engagement des Etats-Unis à soutenir Israël en déclarant que "America's commitment to the security of Israel is ironclad, and I might add, so is mine"¹⁴³. Deuxièmement, Reagan a réitéré la détermination de Carter à dissuader l'expansion des Soviétiques dans la région et à s'efforcer pour trouver une résolution définitive du conflit israélo-arabe en mettant à exécution les accords de Camp David. Enfin, Reagan a fait écho à la conviction de Carter que les ressources pétrolières de la région demeurent stratégiques pour la stabilité de l'économie mondiale, affirmant que "we can't ignore the fact that the well-being of much of the world's economy is tied to the stability in the strife-torn Middle East"¹⁴⁴.

Reagan s'est également adressé à la nation sur les répercussions de la guerre civile libanaise en appelant Israël à se retirer de Beyrouth et à s'allier avec la France et l'Italie pour former une force multinationale afin d'aider le gouvernement libanais à contrôler la capitale¹⁴⁵.

Une année plus tard, un autre discours à la nation sur le Liban a été délivré par Reagan après l'attaque mortelle contre les Marines américaines en laissant plus de 200 morts et beaucoup d'autres blessés. Cette énorme perte a forcé Reagan à s'adresser à tous les Américains et répondre à

¹⁴³ Ronald Reagan, "Discours à la nation sur la politique américaine au Moyen-Orient", 1 Septembre 1982 <http://millercenter.org/president/reagan/speeches/speech-5856> Consulté le 16 juillet 2020. [traduction] «L'attachement de l'Amérique à la sécurité d'Israël est sans faille, et j'ajouterai que le mien aussi».

¹⁴⁴ *Ibid.* [traduction]"Nous ne pouvons ignorer le fait que le bien-être d'une grande partie de l'économie mondiale est lié à la stabilité du Moyen-Orient déchiré par les conflits ».

¹⁴⁵ Ronald Reagan, "Discours à la nation sur le Liban", 20 Septembre 1982 <http://millercenter.org/president/reagan/speeches/speech-5453> Consulté le 16 juillet 2020.

deux questions importantes qu'il a soulignées dans ce discours: "Why should our young men be dying in Lebanon? And why Lebanon is important to us?" (Pourquoi nos jeunes hommes devraient-ils mourir au Liban? Et pourquoi le Liban est important pour nous?). Les réponses à ces questions n'étaient qu'une autre occasion de réaffirmer l'importance du Moyen-Orient pour les Etats-Unis et l'occident en général et le danger qu'il pourrait causer à l'Amérique dans le cas où un pouvoir hostile prendrait le contrôle de la région. Reagan a souligné que:

"The area is key to the economic and political life of the West. Its strategic importance, its energy resources, the Suez Canal, and the well-being of the nearly 200 million people living there—all are vital to us and to world peace. If that key should fall into the hands of a power or powers hostile to the free world, there would be a direct threat to the United States and to our allies"¹⁴⁶.

En outre, les réponses aux questions susmentionnées étaient également une autre opportunité de montrer «l'obligation morale» des Etats-Unis de garantir l'existence d'Israël lorsque Reagan a déclaré: "We have another reason to be involved. Since 1948 our nation has recognized and accepted a moral obligation to assure the continued existence of Israel as a nation"¹⁴⁷.

Le troisième point que Reagan a fourni pour justifier la participation des Etats-Unis au Liban était la présence soviétique en Syrie qui, comme il l'a dit, occupait une grande partie du Liban. Reagan a exprimé sa crainte que l'aide soviétique à la Syrie dans le développement d'armes pourrait mettre en danger la sécurité d'Israël en disant:

¹⁴⁶ Ronald Reagan, "Discours à la nation sur le Liban et Grenada", 17 octobre 1983 <http://millercenter.org/president/reagan/speeches/speech-5860> Consulté le 16 juillet 2020. [traduction] «La région est essentielle à la vie économique et politique de l'Occident. Son importance stratégique, ses ressources énergétiques, le canal de Suez et le bien-être des quelque 200 millions de personnes qui y vivent - tous sont vitaux pour nous et pour la paix mondiale. Si cette clé tombait entre les mains d'une ou de plusieurs puissances hostiles au monde libre, il y aurait une menace directe pour les États-Unis et nos alliés ».

¹⁴⁷ *Ibid.* [traduction] «Nous avons une autre raison de nous impliquer. Depuis 1948, notre nation a reconnu et accepté une obligation morale d'assurer la pérennité d'Israël en tant que nation».

“Syria has become a home for 7,000 Soviet advisers and technicians who man a massive amount of Soviet weaponry, including SS-21 ground-to-ground missiles capable of reaching vital areas of Israel”¹⁴⁸.

Reagan était le premier Président américain à commander des attaques aériennes contre un pays arabe le 14 avril 1986. Ces attaques ont porté sur certaines installations du Président Mouammar Qadhafi qui, selon Reagan, a participé à bombarder une discothèque à Berlin, fréquentée par des militaires américains. Dans un discours à la nation sur ces attaques, Reagan a annoncé le succès de la mission et a précisé que les Etats-Unis se réservent tous les droits de se défendre contre les attaques terroristes en utilisant une action préventive. Il a déclaré dans ce sens: “We had done what we had to do. If necessary, we shall do it again”¹⁴⁹. Il est important de noter dans ce contexte que l'expression action préventive "preventive action" a été utilisée pour la première fois par Reagan pour se référer à une action militaire contre un pays arabe, affirmant que son leadership est impliqué dans des attaques terroristes contre des intérêts américains.

G. George H. W. Bush: Un recours continu à la force pour protéger les intérêts Américains

La tradition de consacrer un discours entier à la nation pour examiner un problème dans la région a continué avec le Président George H. W. Bush, l'ancien Vice-Président de Reagan.

L'invasion irakienne du Koweït a fait l'objet de l'un de ses premiers discours dans lequel il a ordonné un embargo de tous les échanges avec l'Irak ainsi que le gel de tous les biens irakiens aux Etats-Unis et l'envoi des troupes américaines en Arabie Saoudite pour dissuader des attaques potentielles d'Irak. Dans le même discours, Bush a souligné l'importance du pétrole irakien pour les Etats-Unis et pour le monde entier¹⁵⁰.

Il a aussi demandé à d'autres pays producteurs de pétrole d'accroître leur production pour réduire tout impact possible que cette crise pourrait avoir sur l'économie mondiale. Le même accent

¹⁴⁸ *Ibid.* [traduction] «La Syrie est devenue un foyer pour 7 000 conseillers et techniciens soviétiques qui utilisent une quantité massive d'armes soviétiques, y compris des missiles sol-sol SS-21 capables d'atteindre des zones vitales d'Israël».

¹⁴⁹ Ronald Reagan, “Discours à la nation sur les attaques aériennes contre la Lybie”, 14 avril 1986 . <http://millercenter.org/president/reagan/speeches/speech-5864> Consulté le 16 juillet 2020. [traduction] “Nous avons fait ce qu'il fallait faire. Si nécessaire, nous le ferons à nouveau.”

¹⁵⁰ George H. W. Bush, “Discours sur l'invasion irakienne du Koweït”, 8 août 1990 <http://millercenter.org/president/bush/speeches/speech-5529> Consulté le 16 juillet 2020

sur l'importance du pétrole de la région a été noté dans un autre discours de Bush sur l'invasion irakienne au Koweït, qu'il a prononcé avant une session conjointe du Congrès le 11 septembre 1990, environ un mois après le premier discours¹⁵¹.

Moins d'un mois plus tard, Bush a prononcé un autre discours aux Nations Unies, dans lequel il a examiné de nombreux sujets dont le plus important était l'invasion irakienne au Koweït. Dans ce discours, il a exposé clairement la politique américaine vis-à-vis de ce problème en affirmant:

“Let me take this opportunity to make the policy of my government clear. The United States supports the use of sanctions to compel Iraq's leaders to withdraw immediately and without condition from Kuwait. We also support the provision of medicine and food for humanitarian purposes, so long as distribution can be properly monitored”¹⁵².

Après avoir épuisé tous les moyens diplomatiques et les sanctions économiques pour convaincre l'Iraq de se retirer du Koweït, une coalition internationale menée par les Etats-Unis a utilisé la force et a envahi l'Irak. Cette décision a été communiquée par le Président Bush dans un discours à la nation dans lequel il a également mentionné la destruction des installations d'armes chimiques et nucléaires irakiennes comme l'un des objectifs de l'invasion¹⁵³.

En outre, le discours de l'état de l'union de 1991 a souligné les objectifs politiques susmentionnés en Irak et a brièvement indiqué la protection d'Israël comme l'un de ces objectifs. Il a

¹⁵¹ George H. W. Bush, “Discours sur l’invasion irakienne du Koweït”, 11 septembre 1990
<http://millercenter.org/president/bush/speeches/speech-3425> Consulté le 16 juillet 2020

¹⁵² George H. W. Bush, “Discours aux Nations Unies”, 1 octobre 1990
<http://millercenter.org/president/bush/speeches/speech-3426> Consulté le 16 juillet 2020. “Permettez-moi de saisir cette occasion pour rendre claire la politique de mon gouvernement. Les Etats-Unis appuient l'utilisation de sanctions pour obliger les leaders irakiens à se retirer immédiatement et sans conditions du Koweït. Nous soutenons également l’approvisionnement de médicaments et de nourriture à but humanitaire, pourvu que la distribution puisse être correctement surveillée ».

¹⁵³ George H. W. Bush, “Discours à la nation sur l’invasion de l’Irak”, 16 janvier 1991
<http://millercenter.org/president/bush/speeches/speech-3426> Consulté le 16 2020. « s'il (Saddam) pense que cibler des civils innocents en Israël et en Arabie saoudite va lui offrir un certain avantage, il a tort ».

déclaré dans cette perspective: "If he (Saddam) thinks that by targeting innocent civilians in Israel and Saudi Arabia, that he will gain advantage, he is dead wrong"¹⁵⁴.

La fin de la guerre du Golfe et le succès de l'*Operation Desert Storm* ont été annoncés par Bush dans un discours devant une session conjointe du Congrès le 6 mars 1991. Dans ce discours, le Président a souligné quatre objectifs importants à atteindre dans la région. Il s'agit notamment du maintien d'une présence navale américaine forte dans la région, le contrôle de la prolifération des ADMs et les missiles utilisés pour les livrer, la résolution du conflit israélo-arabe et la favorisation de la croissance économique dans la région en réorientant sa richesse vers des objectifs pacifiques plutôt que militaires¹⁵⁵.

De toute évidence, la politique étrangère du Président George H. W. Bush au Moyen-Orient a tourné autour de l'Irak et de la guerre du Golfe. Ses déclarations sur ce problème ont mis l'accent sur les intérêts américains classiques dans la région tels que ses ressources pétrolières et la protection d'Israël. Pour ce faire, le Président Bush a soutenu que les Etats-Unis devraient établir une présence militaire dans la région et empêcher ses Etats d'acquérir des armes de destruction massive.

H. Bill Clinton: Un soutien continu à Israël.

La sécurité d'Israël a continué d'être un point focal de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient pendant la présidence du Clinton. Après les bombardements ciblant Israël le 22 janvier 1995, qui ont tué 19 Israéliens, Clinton a signé un décret exécutif visant à bloquer les biens aux Etats-Unis de ce qu'il a qualifié 'organisations terroristes'. Selon Clinton, ces organisations "threaten to disrupt the peace process"¹⁵⁶ (Menace de perturber le processus de paix). Cela a été communiqué dans le discours sur l'état de l'union de 1995.

¹⁵⁴George H. W. Bush, "Discours de d'état de l'union", 29 janvier 1991

<http://millercenter.org/president/bush/speeches/speech-3426> Consulté le 16 juillet 2020.

¹⁵⁵ George H. W. Bush, "Discours devant une session conjointe du Congrès sur la fin de la guerre du Golfe", 6 mars 1991 <http://millercenter.org/president/bush/speeches/speech-3430> Consulté le 16 juillet 2020.

¹⁵⁶Bill Clinton, "Discours sur l'état de l'union", 25 janvier 1995

<http://millercenter.org/president/clinton/speeches/speech-3440> Consulté le 16 juillet 2020..

I. George W. Bush: Le 11 Septembre et la guerre contre le terrorisme.

Il est indéniable que le 11 septembre 2001 était l'événement le plus difficile pour le Président George W. Bush. Dans sa réponse à ces attaques, Bush a résumé ses futures politiques étrangères en soulignant que:

“Our war on terror begins with al Qaeda, but it does not end there. It will not end until every terrorist group of global reach has been found, stopped and defeated. ... Our response involves far more than instant retaliation and isolated strikes. Americans should not expect one battle, but a lengthy campaign, unlike any other we have ever seen”¹⁵⁷.

En effet, il a commencé avec Al-Qaïda en Afghanistan et puis l'Irak. Pour ce faire, Bush a décrit, dans le même discours, un plan d'action politique:

“We will direct every resource at our command -- every means of diplomacy, every tool of intelligence, every instrument of law enforcement, every financial influence, and every necessary weapon of war -- to the disruption and to the defeat of the global terror network... And we will pursue nations that provide aid or safe haven to terrorism. Every nation, in every region, now has a decision to make. Either you are with us, or you are with the terrorists. From this day forward, any nation that continues to harbor or support terrorism will be regarded by the United States as a hostile regime”¹⁵⁸.

¹⁵⁷ George W. Bush, “Discours sur la réponse des états unis aux attentats du 11 septembre”, 21 septembre 2001 <http://millercenter.org/president/gwbush/speeches/address-on-the-u.s.-response-to-the-attacks-of-september-11> Consulté le 16 juillet 2020. [traduction] «Notre guerre contre le terrorisme commence avec Al-Qaïda, mais cela ne se termine pas là-bas. Elle ne se terminera que lorsque tout groupe terroriste de portée mondiale aura été trouvé, arrêté et vaincu. ... Notre réponse implique beaucoup plus que des représailles immédiates et des attaques isolées. Les Américains ne devraient pas s'attendre à une seule bataille, mais à une longue campagne, contrairement à celle que nous avons déjà vue».

¹⁵⁸ *Ibid.* [traduction] «Nous dirigerons chaque ressource à notre disposition - tous les moyens de la diplomatie, tous les outils d'intelligence, tous les instruments d'application de la loi, toute influence financière et toutes les armes de guerre nécessaires - à la perturbation et à la défaite du réseau terroriste mondial... Et nous poursuivrons des pays qui offrent une aide ou un refuge au terrorisme. Chaque nation, dans chaque région, a maintenant une décision à prendre. Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes. À partir de ce jour, toute nation qui continue d'abriter ou de soutenir le terrorisme sera considérée par les Etats-Unis comme un régime hostile».

Cette déclaration forte a été mise en pratique en lançant de nombreuses initiatives politiques et en établissant de nouvelles lois. Par exemple, l'*USA Patriot Act*¹⁵⁹, un acte du Congrès qui a été signé par Bush le 26 octobre 2001, et qui a été critiqué pour avoir donné trop de pouvoir au gouvernement qui parfois viole les libertés civiles. Ces pouvoirs incluent la surveillance du téléphone cellulaire, du PC et d'autres dispositifs d'un suspect sans autorisations judiciaires distinctes. Cela permet de partager des informations provenant d'enquêtes criminelles auprès d'agences de renseignement et d'autres parties des gouvernements.

Cette loi a également facilité l'accès aux dossiers commerciaux dans les enquêtes étrangères sur le renseignement ainsi que les barrières au lancement des écoutes d'intelligences étrangères et la recherche de la maison du suspect sans notification immédiate, pour n'en nommer que quelques-uns¹⁶⁰.

Bush a demandé au Congrès l'autorisation à nouveau de la *USA Patriot Act* dans le discours sur l'Etat de l'union du 31 janvier 2006¹⁶¹. En outre, la Commission du 11 septembre a recommandé de geler et de saisir les actifs des organisations suspectes et de suivre leurs réseaux financiers partout dans le monde¹⁶². De plus, l'un des prétextes de l'administration Bush pour envahir l'Irak était la relation de Saddam avec Al-Qaïda et Ousama Ben Laden. De toute évidence, la déclaration de Bush juste après le 11 septembre a été traduite en initiatives politiques qui prennent des aspects juridiques, financiers ou militaires.

Le premier discours sur l'état de l'union de Bush a réitéré les objectifs des Etats-Unis vis-à-vis de la guerre contre le terrorisme et les a résumés dans deux objectifs principaux:

“Our nation will continue to be steadfast and patient and persistent in the pursuit of two great objectives. First, we will shut down terrorist camps, disrupt terrorist plans, and bring terrorists to justice. And second, we must

¹⁵⁹ Il s'agit de l'abréviation de dix lettres du titre de la loi «Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorist Act of 2001».

¹⁶⁰ USA PATRIOT Act, 3 janvier 2001
<https://www.gpo.gov/fdsys/pkg/BILLS-107hr3162enr/pdf/BILLS-107hr3162enr.pdf> Consulté le 16 juillet 2020.

¹⁶¹ George W. Bush, “Discours sur l'état de l'union”, 31 janvier 2006
<http://millercenter.org/president/gwbush/speeches/speech-4461> Consulté le 16 juillet 2020.

¹⁶² Martin A. Weiss, CRS Report for Congress, Terrorist Financing: The 9/11 Commission Recommendation, 25 février 2020. <https://www.fas.org/sgp/crs/terror/RS21902.pdf> Consulté le 16 juillet 2020.

*prevent the terrorists and regimes who seek chemical, biological, or nuclear weapons from threatening the United States and the world*¹⁶³.

Il s'agit là d'une déclaration qui illustre la croyance de Bush dans la guerre préventive et sa détermination à lancer des combats sans fin au Moyen Orient et ailleurs. En fait, Bush, dans le même discours, a nommé ses cibles, l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord, et les a qualifiées comme 'axe du mal'. Il a prétendu qu'ils possèdent des ADMs ou soutiennent des groupes terroristes comme c'était le cas avec l'Irak.

La croyance en la guerre préventive a été plus claire lors d'une autre déclaration dans un discours à la nation sur le Département de la Sécurité Intérieure dans lequel Bush a dit: "The first and best way to secure America's homeland is to attack the enemy where he hides and plans, and we're doing just that"¹⁶⁴.

Dans le même discours, Bush a annoncé la création du Département de la Sécurité Intérieure qui réunirait plusieurs agences afin de travailler de manière concertée. Ces organismes comprennent la garde côtière, la patrouille frontalière, le service des douanes, les agents de l'immigration, l'administration de la sécurité des transports et l'agence fédérale de gestion des urgences.

Ce nouveau département a été créé comme l'un des mécanismes pour poursuivre la guerre contre le terrorisme et a été chargé de plusieurs tâches. Tout d'abord, contrôler les frontières américaines, bloquer les terroristes et leurs explosifs et entraver leur entrée dans le pays. Deuxièmement, réagir de manière rapide et efficace, en coordination avec les autorités nationales et locales, aux situations d'urgence. Troisièmement, protéger les Américains en rassemblant les

¹⁶³ George W. Bush, "Discours sur l'état de l'union", 29 janvier 2002

<http://millercenter.org/president/gwbush/speeches/speech-4540> Consulté le 16 juillet 2020. [traduction] «Notre pays continuera d'être ferme et patient et persistant dans la poursuite de deux grands objectifs. Tout d'abord, nous fermerons les camps terroristes, perturberons les plans terroristes et mettrons les terroristes à la disposition de la justice. Deuxièmement, nous devons empêcher les terroristes et les régimes qui recherchent des armes chimiques, biologiques ou nucléaires de menacer les Etats-Unis et le monde ».

¹⁶⁴ George W. Bush, "Discours à la nation sur la création de Département de la Sécurité Intérieure", 6 juin 2002 <http://millercenter.org/president/gwbush/speeches/address-to-the-nation-on-the-department-of-homeland-security> Consulté le 16 juillet 2020. [traduction] «La première et la meilleure façon de sécuriser notre patrie est d'attaquer l'ennemi là où il se cache et on fait exactement cela».

meilleurs scientifiques et experts pour créer des technologies dans le but d'apercevoir de loin les armes biologiques, chimiques et nucléaires. Enfin, prendre en charge l'examen des renseignements et l'application de la loi d'autres organismes gouvernementaux afin de découvrir les menaces potentielles pour le pays et les contrecarrer.

À la suite de cette déclaration axée sur les politiques étrangères, Bush a prononcé un discours à l'Assemblée Générale des Nations Unies le 12 septembre 2002, une année après les événements du 11 septembre. Tout le discours portait sur l'Irak et l'affirmation de Bush que ce pays soutient les groupes terroristes et développe des ADMs.

Il ressort clairement du discours de Bush à l'Assemblée Générale des Nations Unies que la prochaine cible des Etats-Unis après l'Afghanistan était l'Irak et que les Etats-Unis étaient déterminés à aller en Irak sans le consensus de la communauté internationale et le Conseil de sécurité en particulier. Bush a déclaré que:

*“Iraq's government openly praised the attacks of September the 11th. And al Qaeda terrorists escaped from Afghanistan and are known to be in Iraq”,
“the history, the logic, and the facts lead to one conclusion: Saddam Hussein's regime is a grave and gathering danger. To suggest otherwise is to hope against the evidence. To assume this regime's good faith is to bet the lives of millions and the peace of the world in a reckless gamble. And this is a risk we must not take”¹⁶⁵.*

Bush a continué à faire des déclarations concernant la guerre contre le terrorisme. Dans son discours sur l'état de l'Union du 28 janvier 2003, il a proposé au Congrès la création du projet *Bioshield* visant à lutter contre le bioterrorisme en effectuant des vaccins et des traitements efficaces contre certaines maladies, pouvant être exploitées par des terroristes, telles que l'anthrax, le botulisme, l'Ebola et la peste¹⁶⁶.

¹⁶⁵ George W. Bush, “Remarques à l'Assemblée Générale des Nations Unies”, 12 septembre 2002 <http://millercenter.org/president/gwbush/speeches/remarks-at-the-un-general-assembly> Consulté le 16 juillet 2020. [traduction] « Le gouvernement irakien a loué ouvertement les attentats du 11 septembre. Et les terroristes d'Al-Qaïda ont échappé de l'Afghanistan et sont connus être en Irak [...]. L'histoire, la logique et les faits aboutissent à une conclusion: Le régime de Saddam Hussein est un danger grave et rassurant. Suggérer autrement est espérer contre les preuves. Assumer la bonne foi de ce régime est parier les vies de millions et la paix du monde dans un jeu imprudent. Et c'est un risque que nous ne devons pas prendre ».

¹⁶⁶ George W. Bush, “Discours sur l'état de l'union”, 28 janvier 2003

Dans ce même discours, Bush a commandé au FBI, à la CIA, au département de la sécurité intérieure et au ministère de la défense de créer un Centre d'Intégration des Menaces Terroristes pour combiner les informations de ces entités et les analyser dans un seul endroit. Bush a ajouté dans ce sens: "We will consult. But let there be no misunderstanding: If Saddam Hussein does not fully disarm, for the safety of our people and for the peace of the world, we will lead a coalition to disarm him"¹⁶⁷.

Cela indique que les Etats-Unis étaient déterminés à envahir l'Irak avec ou sans l'accord du Conseil de sécurité surtout que les forces américaines se sont déjà installées dans ou près du Moyen-Orient au moment de prononcer cette déclaration. En effet, c'est ce que Bush a annoncé lors du prochain discours à la nation sur l'Irak dans lequel il a déclaré: "The United States of America has the sovereign authority to use force in assuring its own national security. That duty falls to me, as Commander-in-Chief, by the oath I have sworn, by the oath I will keep"¹⁶⁸.

Il a continué dans le même discours en disant : "The United Nations Security Council has not lived up to its responsibilities, so we will rise to ours"¹⁶⁹. Cela a clairement confirmé les intentions précédentes de Bush d'utiliser la force sans le consentement du Conseil de Sécurité.

Deux jours après cette déclaration, Bush s'est adressé à la nation pour annoncer le début de la guerre en Irak. Étonnamment, il n'y avait pas d'armes de destruction massives en Irak, ce qui était la principale raison pour laquelle les Etats-Unis ont envahi ce pays selon les déclarations de Bush. Après la guerre, la même personne, George W. Bush, s'est adressée à la nation pour dire que les Etats-Unis n'ont pas trouvé ce qu'ils cherchaient en Irak:

<http://millercenter.org/president/gwbush/speeches/speech-4541> Consulté le 17 juillet 2020.

¹⁶⁷ *Ibid.* [traduction] «Nous allons consulter. Mais qu'il n'y ait pas de malentendu. Si Saddam Hussein ne se désarme pas complètement, pour la sécurité de notre peuple et pour la paix du monde, nous allons mener une coalition pour le désarmer».

¹⁶⁸ George W. Bush, "Discours à la nation sur l'Irak", 17 mars 2003

<http://millercenter.org/president/gwbush/speeches/address-to-the-nation-on-iraq> Consulté le 17 juillet 2020. [traduction] «Les Etats-Unis d'Amérique a le pouvoir souverain d'utiliser la force pour assurer sa propre sécurité nationale. Ce devoir m'appartient, en tant que commandant en chef, par le serment que j'ai juré, par le serment que je conserverai».

¹⁶⁹ *Ibid.* [traduction] «Le Conseil de sécurité des Nations Unies n'a pas assumé ses responsabilités, nous allons donc assumer les nôtres».

“It is true that Saddam Hussein had a history of pursuing and using weapons of mass destruction. It is true that he systematically concealed those programs, and blocked the work of U.N. weapons inspectors. It is true that many nations believed that Saddam had weapons of mass destruction. But much of the intelligence turned out to be wrong. As your President, I am responsible for the decision to go into Iraq. Yet it was right to remove Saddam Hussein from power”¹⁷⁰.

Tout compte fait, c'est durant le mandat de George W. Bush que la politique étrangère américaine au Moyen-Orient s'est intensifiée avec le lancement de la guerre contre le terrorisme, ce qui a permis d'établir de nombreuses nouvelles politiques dans la région. Ces politiques étaient caractérisées par une intervention militaire, des mesures de renseignement plus strictes et la conviction d'une action unilatérale et d'une guerre préventive. La question qui s'impose maintenant est la suivante : est-ce que le successeur de Bush, Barack Obama, va suivre le même chemin?

J. Barack Obama: Un changement temporaire de la politique étrangère Américaine.

Contrairement à ses prédécesseurs, Obama était le premier Président américain à prononcer un discours dans une institution arabe et musulmane d'enseignement supérieur quelques mois après son entrée à la Maison-Blanche. Le discours a eu lieu à l'Université du Caire et, tout comme les autres discours, il était l'occasion de faire des déclarations sur la politique étrangère américaine dans la région.

La première observation est la conviction d'Obama que “Military power alone is not going to solve the problems in Afghanistan and Pakistan”¹⁷¹. Obama a déclaré son plan quinquennal

¹⁷⁰ George W. Bush, “Discours sur le renouement en Irak”, 18 décembre 2005 <http://millercenter.org/president/gwbush/speeches/address-on-renewal-in-iraq>. Consulté le 17 juillet 2020. [traduction] «Il est vrai que Saddam Hussein a eu une histoire de poursuite et d'utilisation des armes de destruction massive. Il est vrai qu'il a caché systématiquement ces programmes et a bloqué le travail des inspecteurs d'armes des Nations Unis. Il est vrai que beaucoup de nations ont cru que Saddam avait des armes de destruction massive. Mais une grande partie de l'intelligence s'est avérée fausse. En tant que président, je suis responsable de la décision d'aller en Irak. Pourtant, il était juste d'enlever Saddam Hussein du pouvoir».

¹⁷¹ Barack Obama, “Discours à l'Université de Caire”, 4 juin 2009 <http://millercenter.org/president/obama/speeches/speech-5502>. Consulté le 17 juillet 2020. [traduction] « Le pouvoir militaire seul ne va pas résoudre les problèmes en Afghanistan et au Pakistan».

allouant 1,2 milliard de dollars par an pour construire des écoles, des hôpitaux, des routes et des entreprises au Pakistan et 2,8 milliards de dollars pour aider à améliorer l'économie afghane.

La deuxième remarque était la croyance d'Obama dans l'importance de la diplomatie et de la prise de décision multilatérale dans la résolution des problèmes internationaux. Il a déclaré: "Although I believe that the Iraqi people are ultimately better off without the tyranny of Saddam Hussein, I also believe that events in Iraq have reminded America of the need to use diplomacy and build international consensus to resolve our problems whenever possible"¹⁷². Obama a promis, dans le même discours, de retirer toutes les troupes américaines d'Irak et de fermer Guantanamo Bay. En effet, il a annoncé la fin de la mission de combat en Irak dans un discours à la nation en août 2010¹⁷³.

En ce qui concerne le conflit palestinien-israélien, Obama a réaffirmé les liens «forts et indiscutables» des Etats-Unis avec Israël. Cependant, il a demandé à Israël d'arrêter la construction des colonies parce qu'elles ne sont pas légitimes et qu'elles sapent la paix¹⁷⁴.

Dans ce même discours, Obama a également discuté les relations des Etats-Unis avec l'Iran et son programme nucléaire. Obama a saisi cette occasion pour aborder brièvement les problèmes les plus importants qui marquent les relations de son pays avec l'Iran, notamment la participation des Etats-Unis au renversement d'un gouvernement démocratiquement élu en Iran, ainsi que la crise d'otages de l'Iran et les bombardements sur les cibles américaines. Obama a précisé que les Etats-Unis étaient «prêts à aller de l'avant» au sujet du programme nucléaire iranien sans préciser comment les Etats-Unis le feraient¹⁷⁵.

Cela s'ajoute à d'autres questions, comme la volonté des Américains de s'associer avec les pays musulmans pour élargir l'alphabétisation des filles et l'emploi des femmes grâce au micro

¹⁷² *Ibid.* [traduction] «Bien que je pense que le peuple irakien est finalement meilleur sans la tyrannie de Saddam Hussein, je crois également que les événements en Irak ont rappelé les Etats-Unis du besoin d'utiliser la diplomatie et de construire un consensus international pour résoudre nos problèmes dès que possible».

¹⁷³ Barack Obama, "Discours à la nation sur la fin de la mission de combat en Irak", 13 août 2010. <http://millercenter.org/president/obama/speeches/address-on-the-end-of-the-combat-mission-in-iraq> Consulté le 17 juillet 2020.

¹⁷⁴ *Ibid.*

¹⁷⁵ *Ibid.*

financement ainsi que pour élargir les programmes d'échange culturels et augmenter les bourses comme celle qui a amené le père d'Obama aux Etats-Unis.

À partir de ces déclarations extraites du discours d'Obama à l'Université du Caire, il semblait que les politiques d'Obama dans la région étaient différentes de celles de son prédécesseur dont la politique avait tourné autour du militarisme et de l'unilatéralisme dans la résolution des problèmes internationaux. En plus de l'importance donnée à la diplomatie et la prise de décision multilatérale pour résoudre les problèmes au Moyen-Orient, Obama était le premier Président américain à aborder clairement d'autres aspects qui caractériseraient la politique étrangère américaine dans la région tel que les programmes d'échanges culturels et éducatifs et la promotion de l'éducation et de l'emploi des femmes.

Le premier mandat d'Obama a coïncidé avec le *Printemps arabe* qui a commencé en Tunisie. La réponse d'Obama aux événements en Tunisie a été si brève dans son discours de l'Etat de l'union de 2011. La réponse entière était la suivante:

"And we saw that same desire to be free in Tunisia, where the will of the people proved more powerful than the writ of a dictator. And tonight, let us be clear: The United States of America stands with the people of Tunisia, and supports the democratic aspirations of all people"¹⁷⁶.

Une telle déclaration ne peut pas être considérée comme un énoncé de politique car elle est vague. En fait, il est normal et sage d'être vague dans un moment d'incertitude comme le temps qui suit le soulèvement tunisien et surtout que ce discours sur l'Etat de l'union n'a été donné que quelques jours après le soulèvement en Tunisie.

Deux ans environ après son discours à l'Université du Caire, qui a été prononcé avant les soulèvements arabes de 2011, Obama a prononcé un discours sur la diplomatie américaine au

¹⁷⁶Barack Obama, "Discours sur l'état de l'union", 25 janvier 2011 <http://millercenter.org/president/obama/speeches/2011-state-of-the-union> Consulté le 17 juillet 2020. [traduction] «Et nous avons vu ce même désir d'être libre en Tunisie, où la volonté du peuple s'est avérée plus puissante que le bref d'un dictateur. Et ce soir, soyons clairs: les États-Unis d'Amérique sont aux côtés du peuple tunisien et soutiennent les aspirations démocratiques de tous ».

Moyen-Orient et en Afrique du Nord pour souligner les aspects les plus importants de ses politiques futures dans la région. Dans ce discours, Obama a parlé d'un changement dans la politique étrangère américaine dans la région MENA. Le premier changement drastique que l'on peut remarquer dans ce discours est la façon avec laquelle Obama a abordé la situation dans le monde arabe. Il a déclaré :

“The story of this revolution [Tunisian], and the ones that followed, should not have come as a surprise. The nations of the Middle East and North Africa won their independence long ago, but in too many places their people did not. In too many countries, power has been concentrated in the hands of a few. In too many countries, a citizen like that young vendor had nowhere to turn — no honest judiciary to hear his case; no independent media to give him voice; no credible political party to represent his views; no free and fair election where he could choose his leader”¹⁷⁷.

En effet, aucun Président américain, y compris Obama, n'a décrit les pays de la région de cette manière avant le renversement des Présidents égyptiens et tunisiens, Hosni Moubarak et Zine El Abidine Ben Ali, après trente et vingt ans respectivement au pouvoir. La question importante que l'on pourrait poser est : Pourquoi les Présidents américains n'ont jamais évoqué les anomalies dans la région avant ledit *Printemps arabe*? Pourquoi Obama a-t-il attendu six mois après le début des révoltes pour prononcer une telle affirmation?

À part le changement de la manière de décrire la situation dans la région MENA, il semblait que les politiques d'Obama seraient différentes de son prédécesseur comme il l'a déclaré dans le même discours :

“The question before us is what role America will play as this story unfolds. For decades, the United States has pursued a set of core interests in the region: countering terrorism and stopping the spread of nuclear weapons; securing the free flow of commerce and safe-guarding the

¹⁷⁷ Barack Obama, “Discours sur la diplomatie américaine au Moyen-Orient et l’Afrique du Nord”, 19 mai 2011 <http://millercenter.org/president/obama/speeches/speech-on-american-diplomacy-in-the-middle-east-and-north-africa>. Consulté le 17 juillet 2020. [traduction] «L'histoire de cette révolution [tunisienne], et celles qui ont suivi, n'aurait pas dû surprendre. Les nations du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont gagné leur indépendance il y a longtemps, mais dans trop d'endroits, leur peuple ne l'a pas fait. Dans de trop nombreux pays, le pouvoir a été concentré entre les mains de quelques-uns. Dans de trop nombreux pays, un citoyen comme ce jeune vendeur n'avait nulle part où se tourner - pas de justice honnête pour entendre sa cause; aucun média indépendant pour lui donner la parole; aucun parti politique crédible pour représenter ses opinions; pas d'élections libres et équitables où il pourrait choisir son chef ».

security of the region; standing up for Israel's security and pursuing Arab-Israeli peace. We will continue to do these things ¹⁷⁸.

Obama a ajouté qu'il appuierait les transitions démocratiques dans certains pays par une intervention militaire avec l'OTAN, comme dans le cas de la Libye ou avec des coalitions arabes et internationales en Syrie avec EIL, en garantissant les outils stratégiques et politiques dans le cas de l'Égypte et de la Tunisie, ou en imposant des sanctions économiques contre le régime syrien.ⁱ

L'intervention militaire en Libye avec l'OTAN était une bonne illustration de la promesse d'Obama de s'engager dans des décisions multilatérales relatives aux interventions militaires dans la région. En outre, Obama a réitéré ce qu'il a mentionné dans son discours à l'Université du Caire concernant d'autres moyens alternatifs de politique étrangère qu'il adopterait dans la région. Ces moyens comprennent l'expansion des échanges éducatifs, l'établissement de réseaux d'entrepreneuriat, l'amélioration de la santé et l'accès à la technologie, ainsi que l'aide de la société civile. Obama a également lancé de nouveaux programmes tels que l'Initiative de Partenariat pour le Commerce et l'Investissement.

Cependant, Obama ne pouvait plus résister à l'intervention militaire et a décidé d'intervenir en Syrie, surtout après l'emploi prétendu d'armes chimiques par le régime d'Assad contre les Syriens. Obama clarifiait dans un discours à la nation sur la situation en Syrie que cette intervention militaire est venue après avoir épuisé les négociations diplomatiques et les sanctions économiques et ne serait pas comme l'intervention en Irak et en Afghanistan en termes de portée et de durée. L'intervention en Syrie sera précise et spécifique et vise à détruire les capacités d'armes chimiques d'Assad.

Obama a justifié cette décision en disant : "It is not only a violation of international law, it's also a danger to our national security"¹⁷⁹. En effet, Obama se référait à la possibilité d'acquérir et

¹⁷⁸ *Ibid.* [traduction] « La question est quel rôle les États-Unis jouera dans ces soulèvements ? Pendant des décennies, les États-Unis ont poursuivi un ensemble d'intérêts essentiels dans la région : lutter contre le terrorisme et arrêter la propagation des armes nucléaires, assurer la libre circulation du commerce et protéger la sécurité de la région défendre la sécurité d'Israël et atteindre la paix israélo-arabe. Nous continuerons à faire ces choses ».

¹⁷⁹ Barack Obama, "Discours à la nation sur la Syrie". 10 septembre 2013

d'utiliser ce type d'armes par des groupes terroristes contre les alliés américains de la région en l'occurrence Israël. Encore une fois, la sécurité d'Israël était la raison la plus importante derrière la décision d'Obama d'intervenir en Syrie.

K. Donald Trump: Un soutien inconditionnel à Israël.

Le discours d'inauguration de Trump n'incluait rien sur les futures politiques du Président au Moyen-Orient sauf la poursuite de la guerre contre le terrorisme : “We will reinforce old alliances and form new ones and unite the civilized world against radical Islamic terrorism, which we will eradicate completely from the face of the earth”¹⁸⁰.

La sécurité d'Israël était une priorité de la politique étrangère américaine avec Trump. Netanyahu a été l'un des premiers chefs d'État accueillis par Trump moins d'un mois après son entrée à la Maison Blanche. La conférence de presse conjointe a été l'occasion pour Trump de réaffirmer le “unbreakable bond with our cherished ally, Israel”¹⁸¹ (le lien indéfectible des États-Unis avec notre allié, Israël) tandis que Netanyahu assure à Trump que “the United States has no better ally than Israel”, (les États-Unis n'ont pas de meilleur allié qu'Israël).

Trump a également réitéré son projet de déplacer l'ambassade des États-Unis à Jérusalem en soulignant: “I’d love to see that happen. We're looking at it very, very strongly. We're looking at it with great care -- great care, believe me. And we'll see what happens”¹⁸². En effet, c'était une déclaration sans précédent d'un Président Américain. Dans une déclaration très amicale, qui ressemble à une demande polie plutôt qu'un avertissement officiel, Trump a déclaré: “I’d like to see

<http://millercenter.org/president/obama/speeches/address-to-the-nation-on-syria> Consulté le 17 juillet 2020. [traduction] «Ce n'est pas seulement une violation du droit international, mais aussi un danger pour notre sécurité nationale».

¹⁸⁰ Donald Trump. The Inaugural Speech. The White House. 20 janvier 2017. Consulté le 18 juillet 2020 . <https://www.whitehouse.gov/inaugural-address> [traduction] «Nous renforcerons les anciennes alliances et en formerons de nouvelles et unirons le monde civilisé contre le terrorisme islamique radical, que nous éliminerons complètement de la face de la terre».

¹⁸¹ Remarks by President Trump and Prime Minister Netanyahu of Israel in Joint Press. Inference. The White House. Office of the Press Secretary. 15 février 2017. Consulté le 18 juillet 2020 <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/legislation>

¹⁸² [Traduction] «J'adorerais voir cela se produire. Nous l'examinons très, très attentivement. Nous l'examinons avec beaucoup d'attention - avec beaucoup d'attention, croyez-moi. Et nous verrons ce qui se passe».

you hold back on settlements for a little bit”¹⁸³. (J'aimerais que vous reteniez un peu les colonies). Il est important de mentionner que cette déclaration a été faite après l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité contre les colonies.

Lors de cette conférence de presse conjointe, Trump a discuté d'autres questions liées à la sécurité d'Israël, comme le programme nucléaire iranien. Trump a décrit l'accord d'Obama avec l'Iran et six autres puissances mondiales comme “one of the worst deals I’ve ever seen” (l'un des pires accords que j'ai jamais vu). Trump a déclaré qu'il “would do more to prevent Iran from ever developing- I mean ever developing- a nuclear weapon”¹⁸⁴ (ferait plus pour empêcher l'Iran de développer - je veux dire de développer jamais - une arme nucléaire). Trump faisait référence aux sanctions appliquées à l'Iran après le test de missile du 31 janvier 2016.

Tableau 5 : Déclarations politiques des Présidents américains relatives à la région MENA

Président	Parti	Contextes/motifs	Politiques potentielles transmises par la déclaration
John F. Kennedy	Démocrate	Discours de l'Etat de l'union : 11 janvier 1963.	Empêcher les pays arabes de rejoindre les Soviétiques et de soutenir leur indépendance.
Lyndon B. Johnson	Démocrate	Discours de l'Etat de l'union : 10 janvier 1967.	Améliorer les relations entre Israël et les Etats arabes
		Discours de l'Etat de l'union : 17 janvier 1968 et 14 janvier 1969.	Soutenir les efforts de l'ONU pour mener une médiation entre Israël et les Etats arabes après la guerre de six jours.
Richard M. Nixon	Républicain	Discours de l'Etat de l'union : 30 janvier 1974.	Réitérer son intention de régler le conflit israélo-arabe en appuyant les résolutions 248 et 338 du CSNU et lier cette question à la crise pétrolière de 1973.
Gerald R. Ford	Républicain	Discours sur la politique étrangère américaine. :10 avril 1975.	Réagir à l'embargo pétrolier de 1973 en affirmant qu'il n'accepterait pas ses "risques intolérables".

¹⁸³ *Ibid.*

¹⁸⁴ *Ibid.*

Jimmy E. Carter	Démocrate	Discours de l'Etat de l'union : 19 janvier 1978.	• Se référer au mécontentement des arabes avec le rôle des Etats-Unis dans le conflit israélo-arabe, qui a abouti à l'embargo pétrolier de 1973. • Mettre la paix au Moyen-Orient comme ses principaux objectifs de politique étrangère.
		Discours de l'Etat de l'union : 23 janvier 1979.	Exprimer clairement son soutien à Israël.
		Discours de l'Etat de l'union : 23 janvier 1980.	• Demander aux Américains un sacrifice économique pour dépasser les répercussions de la crise pétrolière de 1973. • Avertir les Soviétiques d'utiliser la force en cas de tentative de prendre le contrôle de la région du Golf parce que cela constituerait une menace directe pour les intérêts vitaux des Etats-Unis. • Réitérer son soutien inconditionnel à Israël
Ronald W. Reagan	Républicain	Discours à la nation sur la politique américaine au Moyen-Orient	• Souligner l'engagement des Etats-Unis envers la sécurité d'Israël. • Réitérer la volonté des Etats-Unis de dissuader l'expansion ultérieure des Soviétiques dans la région. • S'efforcer de régler le conflit israélo-arabe en menant des négociations à Camp David. • Réitérer l'importance stratégique du pétrole de la région pour les Etats-Unis et l'économie mondiale.
		Discours à la nation sur le Liban : 20 septembre 1982.	• Appeler Israël à se retirer de Beyrouth • Former des troupes multinationales avec la France et l'Italie pour aider le gouvernement libanais à maîtriser complètement la capitale. • Empêcher un pouvoir hostile de prendre le contrôle du Liban et de la région.
		Discours à la nation sur les attaques aériennes contre la Libye : 14 avril 1986.	Exprimer sa détermination à utiliser des "actions préventives" contre un pays arabe accusé d'avoir des relations avec le terrorisme.
George W. H. Bush	Républicain	Discours sur l'invasion irakienne du Koweït : 8 août 1990.	• Ordonner un embargo de tous les échanges avec l'Irak. • Geler tous les biens irakiens aux Etats-Unis. • Envoyer des troupes américaines en Arabie Saoudite pour dissuader les attaques irakiennes potentielles. • Demander à d'autres pays producteurs de pétrole d'augmenter leur production pour compromettre l'absence de pétrole irakien.

		Discours à l'ON : 1er octobre 1990.	Envahir l'Irak pour détruire ses prétendus équipements d'armes chimiques et nucléaires.
		Discours devant une session conjointe du Congrès sur la fin de la guerre du Golf : 6 mars 1991.	• Maintenir la présence navale américaine dans la région. • Contrôler la prolifération des ADMs dans la région • Résoudre le conflit israélo-arabe • Favoriser la croissance économique de la région en réorientant sa richesse vers des objectifs pacifiques plutôt que militaires.
William J. Clinton	Démocrate	Discours de l'Etat de l'union : 24 janvier 1995.	Signer un décret Présidentiel pour geler les avoirs de ce qu'il a appelé «groupes terroristes» après les attentats contre Israël en 1995.
George W. Bush	Républicain	Discours sur la réponse des Etats-Unis aux attaques du 11 septembre : 21 septembre 2001.	• Utiliser des moyens diplomatiques, militaires, d'intelligence, juridiques et financiers pour vaincre le terrorisme mondial. • Poursuivre les nations qui aident les terroristes • Créer la US PATRIOT ACT • Geler et saisir les avoirs des organisations suspectes.
		Discours de l'Etat de l'union : 29 janvier 2002.	• Fermer les camps terroristes, perturber les plans terroristes et poursuivre les terroristes en justice. • Empêcher les terroristes et les régimes qui recherchent des armes chimiques, biologiques ou nucléaires de menacer les Etats-Unis et le monde
		Discours à la Nation sur le Département de la Sécurité Intérieure : 6 juin 2002.	• Attaquer l'ennemi où il se cache pour assurer la sécurité des Etats-Unis. • Annoncer la création du Département de la Sécurité Intérieure.
		Remarques à l'Assemblée Générale des Nations Unies : 12 septembre 2002.	Donner des signes forts sur des attaques potentielles contre l'Irak.
		Discours de l'Etat de l'union : 28 janvier 2003.	Proposer au Congrès de créer le Projet <i>Bioshield</i> pour riposter contre le bioterrorisme.
		Discours à la nation sur Irak. 17 mars 2003.	Annoncer la guerre en Irak
Barrack Obama	Démocrate	Discours à l'Université du Caire : 4 juin 2009	• Souligner l'importance de la diplomatie et de la prise de décision multilatérale dans la résolution des problèmes internationaux. • Promettre de retirer toutes les troupes américaines d'Irak et de fermer Guantanamo Bay.

			• S'associer avec les pays musulmans pour élargir l'alphabétisation des filles et l'emploi des femmes. • Développer les programmes d'échanges et les bourses d'études pour les peuples du Moyen-Orient
		Discours sur la diplomatie américaine au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : 19 mai 2011 .	• Combattre le terrorisme et arrêter la propagation des armes nucléaires. • Assurer la libre circulation de pétrole. • Défendre la sécurité d'Israël et poursuivre la paix israélo-arabe. • Soutenir les transitions démocratiques des pays arabes par des moyens militaires, diplomatiques ou économiques. • Développer des programmes d'échanges éducatifs. • Établir des réseaux d'entrepreneuriat. • Aider la société civile. • Améliorer la santé et l'accès à la technologie • Lancer l'Initiative de Partenariat pour le Commerce et l'Investissement.
		Discours à la nation en Syrie : 10 septembre 2013.	Ordonner des attaques contre la Syrie pour détruire les capacités chimiques du régime.
Donald Trump	Républicain	Le discours d'inauguration. 20 janvier 2017.	La poursuite de la guerre contre le terrorisme.
		Conférence de presse conjointe avec Benjamine Netanyahu. 15 février 2017	• Déplacer l'ambassade des États-Unis à Jérusalem. • Refuser l'accord nucléaire d'Obama avec l'Iran. • Empêcher l'Iran de développer une arme nucléaire.

V. Mettre en oeuvre les politiques étrangères.

Ce rôle de politique étrangère du Président américain implique la mise en œuvre des politiques étrangères établies par le Congrès en interprétant et en appliquant les diverses dispositions de la loi.

La vente d'armes reste une bonne illustration de ce rôle. Le Congrès a établi une loi en 1976 intitulée *Arms Export Control Act* qui autorise le Président de contrôler l'exportation et

l'importation d'articles et de services de défense à condition que le Président avise le Congrès à l'avance. Bien que le Congrès ait le pouvoir de bloquer une vente qu'il désapprouve, le Président garde toujours le pouvoir décisionnel quotidien en termes de vente d'armes.

A. Ronald Reagan: Échanger des armes contre des otages Américains.

Les premières ventes d'armes conclues par un Président américain avec un pays au Moyen-Orient étaient celles conclues entre Ronald Reagan et l'Iran malgré l'embargo exercé par les Etats-Unis sur ce pays. En fait, cet accord était un scandale politique très controversé car il a commencé secrètement avant de devenir public. Il a été appelé de diverses manières comme l'affaire Iran-Contra, *Irangate* ou *Iran-Contra Scandal*.

Reagan et les hauts fonctionnaires de son gouvernement ont été accusés d'autoriser un accord secret de vente d'armes avec l'Iran en échange de la libération de nombreux otages américains détenus par Hezbollah, un groupe libanais avec lequel l'Iran a de solides liens. Ce qui était embarrassant pour Reagan, c'est que bien qu'il ait promis aux Américains de ne pas échanger des armes pour otages, il a pris la responsabilité de toute action qu'il a prétendu ne pas en avoir connaissance de. Reagan a déclaré :

“What began as a strategic opening to Iran deteriorated, in its implementation, into trading arms for hostages. This runs counter to my own beliefs, to administration policy, and to the original strategy we had in mind. There are reasons why it happened, but no excuses. It was a mistake. I undertook the original Iran initiative in order to develop relations with those who might assume leadership in a post-Khomeini government”¹⁸⁵.

B. George H. W. Bush: Un accord d'armes stratégiques avec l'Arabie Saoudite.

Le successeur de Reagan, George H. W. Bush, a orchestré une vente d'armes similaire avec l'Arabie Saoudite mais, cette fois, ce n'était pas secret. Bush a informé le Congrès de son plan de

¹⁸⁵ Ronald Reagan, “Discours à la nation sur l’affaire de l’Iran Contra”, 4 mars 1987 <http://millercenter.org/president/speeches/speech-3414> Consulté le 17 février 2020. [traduction] «Ce qui a commencé comme une ouverture stratégique pour l'Iran et qui s'est détérioré dans sa mise en œuvre en échangeant des armes contre des otages. Cela va à l'encontre de mes propres croyances, de la politique de gouvernement et de la stratégie initiale que nous avons. Il y a des raisons pour lesquelles cela s'est produit, mais pas d'excuses. C'était une erreur. J'ai entrepris l'initiative originelle de l'Iran afin de développer des relations avec ceux qui pourraient assumer le leadership dans un gouvernement post-Khomeiny».

vendre 72 avions de chasse F-15 à l'Arabie Saoudite. L'affaire été conclue faite après l'expiration d'une période d'examen du Congrès de 30 jours¹⁸⁶.

C. Barack Obama: Autoriser les armes dans le cadre de la nouvelle doctrine du Président.

Obama a autorisé des contrats d'armes plus que tous les autres Président américains depuis la Seconde Guerre mondiale. La flambée des ventes d'armes au Moyen-Orient pendant la présidence d'Obama a été motivée par sa nouvelle philosophie de la politique étrangère qui s'est concentrée sur l'armement des alliés plutôt que de mettre les troupes américaines sur le terrain et surtout avec la montée de l'EIL dans la région. Cela inclut l'envoi d'hélicoptères *Apache* au Qatar et "bunker buster" bombes ainsi que des munitions en grappe vers l'Arabie Saoudite¹⁸⁷.

Il est important de souligner que les décisions sur les accords de vente des armes, en tant qu'élément de la mise en œuvre de la politique étrangère, ont été prises principalement vis-à-vis des pays du Moyen-Orient, en tenant compte du fait qu'il y a quatre pays arabes parmi les dix principaux clients des Etats-Unis en 2020.¹⁸⁸ Il s'agit ainsi de l'Arabie saoudite, EAU, Qatar et l'Irak.

D. Donald Trump : Une autorisation très précoce de vente d'armes.'

Dans le premier jour de l'Administration Trump, l'Agence américaine de coopération en matière de sécurité de défense (DSCA) a notifié au Congrès son intention de vendre 1,3 milliard de dollars de systèmes d'armes dans le cadre de quatre contrats dont le plus important était avec

¹⁸⁶ Andrew Rosenthal, "THE 1992 CAMPAIGN: Republicans; JET SALE TO SAUDIS APPROVED BY BUSH, SAVING JOBS IN U.S.", *The New York Times*, 12 september 1992
<https://www.nytimes.com/1992/09/12/us/1992-campaign-republicans-jet-sale-saudis-approved-bush-saving-jobs-us.html> Consulté le 17 juillet 2020.

¹⁸⁷ Yara Bayoumy, "Obama administration arms sales offers to Saudi top \$115 billion: report", *Reuters*, 7 september 2016
<https://www.reuters.com/article/us-usa-saudi-security/obama-administration-arms-sales-offers-to-saudi-top-115-billion-report-idUSKCN11D2JQ> Consulté le 16 juillet 2020

¹⁸⁸ Martin Armstrong, "The USA's Biggest Arms Export Partners", *Statista*, 9 mai 2020
<https://www.statista.com/chart/12205/the-usas-biggest-arms-export-partners/> Consulté le 17 juillet 2020

l'Arabie saoudite, suivie du Koweït.¹⁸⁹ Au-delà de la stratégie globale de protection des pays producteurs de pétrole par l'autorisation des ventes d'armes, on peut dire que cette autorisation très précoce de vente d'armes de la part de Trump était effectuée à la lumière de sa promesse d'une augmentation historique du budget militaire américain. et une grande reconstruction des forces armées¹⁹⁰. Cela nécessite la production de nouveaux navires, avions et armes et la modernisation de l'arsenal nucléaire américain. En fait, ce sera un gaspillage de moderniser les armes ou de reconstruire l'armée sans renoncer aux capacités actuelles.

À partir de ces exemples qui illustrent comment certains Présidents américains exercent leur rôle dans la mise en œuvre des politiques en autorisant des ventes d'armes, nous constatons que ce rôle a surtout été exercé pour soutenir les pays arabes producteurs de pétrole et surtout l'Arabie saoudite, qui reste le premier client d'armes des Etats-Unis et le deuxième importateur dans le monde après l'Inde¹⁹¹. De plus, ce rôle a également été exercé en secret afin de libérer les citoyens américains qui ont été mis en otage par un groupe terroriste prétendu.

En outre, l'autorisation de vente d'armes a été aussi déployée comme une nouvelle stratégie de politique étrangère des Etats-Unis au Moyen-Orient pendant la présidence d'Obama. Cette stratégie met l'accent sur la lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient en armant les pays de la région et en minimisant la présence physique des forces américaines dans la région.

Tableau 6: Mise en œuvre par les Présidents américains de politiques relatives à la zone MENA.

Loi établie par le Congrès	Président	Parti	Comment la loi a-t-elle été mise en œuvre?

¹⁸⁹ Voir plus de détails sur ces contrats sur le siteWeb officiel de la DSCA. Archive janvier 2017. <http://www.dscamilitary.com/major-arms-sales/archives/201701> consulté le 21 mars 2021.

¹⁹⁰ The White House. President Donald Trump. Issues: Making our Military Strong Again. <https://www.whitehouse.gov/making-our-military-strong-again> consulté le 21 mars 2021.

¹⁹¹ Voir la fiche d'information de Stockholm International Peace Institute. Tendances des transferts internationaux d'armes, 2015. Février 2016. Tableau 2. p. 2. <http://books.sipri.org/files/FS/SIPRIFS1602.pdf> Consulté le 17 juillet 2020.

Arms Control Export Act de 1976	Ronald W. Reagan	Républicain	Autoriser une vente d'armes secrète pour l'Iran en échange de la libération d'otages américains.
	George W. H. Bush	Républicain	Autoriser un contrat d'armes de 72 avions de chasse F-15 avec l'Arabie Saoudite
	Barak Obama	Démocrate	Autoriser des contrats d'armes avec l'Arabie saoudite et le Qatar.
	Donald Trump	Républicain	Autoriser des contrats d'armes avec l'Arabie saoudite et le Kuwait. .

VI. Entreprendre des actions indépendantes.

Le Président américain peut parfois «go it alone» (faire cavalier seul) et prendre une décision attendue ou entreprendre une action remarquable concernant des questions de politique étrangère ou domestique sans informer le Congrès. Ces actions sont généralement controversées car elles ne sont pas soutenues par la Constitution. Les actions indépendantes de la politique étrangère sont principalement prises en état de guerre et d'urgence, ce qui implique des opérations militaires ou la création de nouvelles agences et politiques. Dans ce cas, le Congrès peut soit soutenir le Président ou le contester. Cependant, le Congrès s'oppose ou restreint rarement de telles actions indépendantes.

Par exemple, lorsque Reagan a commandé le bombardement de la Libye en 1986 en raison du prétendu terrorisme soutenu par l'Etat, le public américain a soutenu l'action du Président, ce qui a obligé le Congrès à faire la même chose. L'affaire Iran-Contra mentionnée ci-dessus est un autre exemple d'une telle action indépendante de Reagan. L'affaire a commencé secrète avant qu'elle devienne publique.

George W.H. Bush a envoyé unilatéralement un grand nombre de troupes dans le Golf avant de demander au Congrès d'approuver ses projets de guerre dans la région. Son fils, George W. Bush a poussé les limites du pouvoir présidentiel après le 11 septembre grâce à de nombreuses actions indépendantes, notamment l'autorisation d'une frappe aérienne pour chasser les avions civils détournés, la création des tribunaux militaires pour juger les combattants ennemis et l'interception des communications électroniques des personnes sans la permission de la Cour.

Les actions unilatérales controversées d'Obama étaient principalement liées à des affaires intérieures et très peu d'entre elles avaient un aspect étranger surtout au Moyen-Orient.

En bref, il est important de souligner que les actions indépendantes du Président américain restent une question juridique hautement discutable sur laquelle de nombreux spécialistes de la loi constitutionnelle répandent de la lumière¹⁹². Notre but dans ce chapitre n'est pas de débattre la légalité constitutionnelle de ces actions, mais il s'agit plutôt de savoir comment ce rôle particulier est exercé par certains Présidents américains dans le contexte de la politique étrangère américaine dans la région. D'après les exemples mentionnés ci-dessus, nous pouvons dire que ce rôle controversé est principalement utilisé dans l'Etat d'urgence, comme la guerre, pour riposter aux attaques terroristes prétendues ou et protéger les civils américains.

Tableau 7: Actions indépendantes des Présidents américains relatives à la zone MENA

Président	Parti	Action Indépendante
Ronald W. Reagan	Républicain	• Commander le bombardement de la Libye en 1986 à cause d'un terrorisme prétendu soutenu par l'Etat. • L'affaire Iran-Contra
George W. H. Bush	Républicain	Envoyer un grand nombre de troupes dans le Golf avant de demander au Congrès d'approuver ses projets de guerre dans la région.
George W. Bush	Républicain	• Autoriser une attaque aérienne pour chasser les avions civils détournés. • Créer des tribunaux militaires pour juger les combattants ennemis. • Surveiller les communications électroniques des personnes sans la permission du tribunal.
Barack Obama	Démocrate	Les actions indépendantes d'Obama étaient principalement liées à des affaires intérieures.

¹⁹² Les académiciens éminents qui examinent la légalité constitutionnelle des actions indépendantes des présidents sont Terry M. Moe et William G. Howell de l'Université de Stanford; Dans leur article «Action and Presidential Power: A Theory», ils tentent de décrire une théorie de cet aspect du pouvoir présidentiel qui n'est pas spécifié dans la Constitution. Voir l'article dans *Presidential Studies Quarterly* (1999). V. 29. Problème. pp. 850-873.

VII. Comparaison des politiques étrangères des Présidents républicains et démocrates dans la région MENA.

L'exécutif du gouvernement américain a été dirigé par douze Présidents de Truman à Obama: Six républicains et six démocrates¹⁹³. Nous avons étudié les discours, les déclarations et les actions de chaque Président, qui traitent totalement ou partiellement des sujets liés à la région MENA.

Les analyses ci-dessus de la politique étrangère des Présidents républicains et démocrates dans la région MENA montrent que ceux-ci partagent généralement les mêmes points de vue sur les grands problèmes de la région. Cependant, ils peuvent différer légèrement ou considérablement dans la manière dont ils traitent ces problèmes.

Par exemple, ils se sont tous mis d'accord pour empêcher les Soviétiques de s'étendre dans la région pendant la Guerre Froide afin de protéger les intérêts américains surtout les ressources pétrolières de la région. Les Présidents républicains et démocrates ont généralement utilisé les mêmes moyens pour atteindre cet objectif, notamment celui de soutenir l'indépendance des pays de la région et intervenir diplomatiquement dans les conflits de la région. Les Soviétiques tentaient de profiter de ces conflits pour séduire les états de la région et les inciter à rejoindre leur bloc.

Cependant, nous avons remarqué que le seul Président qui a utilisé un moyen non diplomatique pour empêcher les Soviétiques de s'étendre à l'Iran était républicain, à savoir le Président Dwight Eisenhower qui a ordonné un coup d'Etat pour renverser le gouvernement démocratiquement élu de Mossadagh qui s'appuyait sur l'URSS.

De même, en dépit de leur appartenance à un parti, tous les Présidents américains ont été très soucieux de protéger et de renforcer Israël. Cependant, les moyens utilisés pour atteindre ce but diffèrent. Nous avons constaté que les démocrates sont plus susceptibles de le faire par le biais d'une

¹⁹³ Les présidents républicains sont Dwight D. Eisenhower, Richard Nixon, Gerald Ford, Ronald Reagan et George W.H. Bush, George W. Bush et Donald Trump. En ce qui concerne les démocrates, il y a Harry Truman, John F. Kennedy, Lyndon B. Johnson, Jimmy Carter, Bill Clinton et Barack Obama.

médiation entre Israël et les pays susceptibles de mettre en danger la sécurité d'Israël. Par exemple, les Présidents démocrates ont assuré la médiation des seules négociations sérieuses ayant abouti à des accords de paix établis entre Israël et les Arabes, à savoir les accords de Camp David de 1978 sous la médiation de Jimmy Carter et les accords d'Oslo de 1993 sous la médiation de Bill Clinton.

De plus, les démocrates sont plus susceptibles que les républicains de jouer un rôle relativement plus neutre dans le conflit israélo-palestinien. À titre d'exemple, le seul Président américain qui n'ose pas opposer son veto à une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies condamnant les activités d'Israël dans les territoires occupés était un démocrate, à savoir le Président Barack Obama.

En outre, les analyses de la politique étrangère des Présidents républicains et démocrates dans la région MENA ont révélé non seulement qu'elles s'accordent généralement sur l'importance stratégique de la région pour la prospérité économique des États-Unis, principalement en raison de ses ressources pétrolières, mais elles se mettent également d'accord sur les moyens de protéger ces intérêts pétroliers. Ces moyens incluent des interventions militaires, l'application des sanctions économiques à l'un des pays producteurs de pétrole susceptibles de limiter le flux de pétrole vers les États-Unis et exercer une pression sur les autres pays pour qu'ils augmentent leur production. Ils incitent également les alliés des États-Unis à faire des compromis politiques en faveur des pays producteurs de pétrole, comme c'était le cas pour Israël et les pays arabes producteurs de pétrole lors de la crise pétrolière de 1973, en plus d'autoriser la vente d'armes aux pays producteurs de pétrole en particulier.

Les analyses ont également révélé que les Présidents républicains sont plus susceptibles d'utiliser la force et de prendre des mesures unilatérales pour résoudre des problèmes critiques dans la région, contrairement aux démocrates qui sont enclins à utiliser moins de force et à prendre des décisions multilatérales. Nous avons également découvert que les républicains croient davantage aux « attaques préventives ». En fait, le premier Président américain à avoir utilisé cette expression dans

l'un de ses discours était Ronald Reagan qui a évoqué une opération militaire contre la Libye.¹⁹⁴ De même, la plupart des politiques étrangères du Président George W. Bush dans la région MENA après le 11 septembre avaient un aspect préventif, comme nous l'expliquions. En revanche, nous n'avons noté aucune référence à cette croyance ni dans les paroles ni dans les actes des Présidents démocrates.

CHAPITRE 2

Le Congrès: Le deuxième acteur étatique majeur de la politique étrangère Américaine.

La Constitution américaine répartit les pouvoirs d'initier et de changer les politiques étrangères entre le Président et le Congrès. Les deux branches du gouvernement partagent le pouvoir de la prise de décision relatif à l'élaboration des politiques étrangères américaines; pourtant, ils ont des rôles différents à jouer et à travers lesquels ils créent les politiques étrangères ou répondent aux décisions des politiques étrangères de chacun.

Le premier article de la Constitution américaine mentionne plusieurs pouvoirs du Congrès en matière de politique étrangère tels que la régulation du commerce avec les pays étrangers, la déclaration de la guerre, l'augmentation et le renforcement de l'armée, la provision et la maintenance d'une marine ainsi que l'établissement des règles pour le gouvernement et la régulation des forces terrestres et navales¹⁹⁵.

Un autre pouvoir très important du Congrès est '*The Power of the Purse*' ou la capacité d'imposer des taxes et de dépenser de l'argent public pour le gouvernement national. Ce pouvoir est exclusivement dévolu au Congrès et en particulier à la Chambre des Représentants: "No money shall

¹⁹⁴ *Ibid.* Voir note 21.

¹⁹⁵ La Constitution des États-Unis, Article 1. Art. I. <https://constitutioncenter.org/media/files/constitution.pdf>
Consulté le 23 juillet 2020.

be drawn from the Treasury, but in consequence of Appropriations made by Law”¹⁹⁶. Cependant, l'étude de Carroll sur le *power of the purse* montre que ce rôle n'est pas très important pour initier et façonner la politique étrangère américaine malgré le fait que c'est le rôle majeur de la Chambre des Représentants¹⁹⁷.

Un autre rôle de la politique étrangère du Congrès est de consentir les traités conclus par le Président ainsi que les nominations des ambassadeurs, ce qui est un exemple du système constitutionnel de freins et de contrepoids.

Malgré l'apparente importance de ces pouvoirs, le rôle du Congrès dans l'élaboration de la politique étrangère des États-Unis varie avec le temps. L'étude de cette variation génère deux importants débats académiques.

Le premier débat concerne les facteurs qui influencent le rôle du Congrès dans la politique étrangère américaine. Henahan fait valoir que la montée des problèmes internationaux critiques est la principale variable qui explique le changement du niveau d'activité du Congrès en matière de politique étrangère¹⁹⁸. Cela correspond à de nombreuses réflexions réalistes sur les relations internationales qui considèrent la politique étrangère comme une réaction à des facteurs externes surtout les menaces extérieures¹⁹⁹. D'autre part, certains chercheurs néolibéraux minimisent l'importance des facteurs externes dans la définition des politiques étrangères et soulignent les facteurs internes tels que l'impact des groupes d'intérêts domestiques²⁰⁰.

¹⁹⁶ La Constitution des États-Unis, Article I; section 9, clause 7. «Aucune somme ne sera prélevée sur le Trésor, sinon la suite d'affectations des crédits stipulées par la loi ».

¹⁹⁷ Voir Holbert N. Carroll, *The House of Representatives and Foreign Policy* (Boston: Little, Brown, 1966).

¹⁹⁸ Marie T. Henahan, *Foreign Policy and Congress: An International Relations Perspectives* (The University of Michigan Press, 2000), p. 1.

¹⁹⁹ Voir *Hans Morgenthau, Politics among Nations: The Struggle for Powers and Peace* (New York: Knopf, 1948), Kenneth Waltz, *Man, the state, and War* (New York: Columbia University Press, revised edition, 2001) et Barthe Sébastien et Charles-Philippe David. « Chapitre 35. La politique étrangère », Thierry Balzacq éd., dans *Traité de relations internationales* (Presses de Sciences Po, 2013), pp. 907-932.

²⁰⁰ Voir Robert Keohane, *International Institutions and State Power* (Boulder, Co: Westview Press, 1984); Peter Gourevitch, *Politics in Hard Times* (Ithaca, N.Y.: Cornell University Press, 1986); Ronald Rogowski, *Commerce and Coalitions* (Princeton: Princeton University Press, 1989); Jeffrey Frieden, “Invested Interests: The Politics of National Economic Policies in a World of Global Finance”, *International Organization* 45 (Autumn, 1991): 425-51; and Jack Snyder, *Myths of Empire. Domestic Politics and International Ambition* (Ithaca: Cornell

Le deuxième débat académique généré par l'étude du rôle du Congrès dans la politique étrangère tourne autour de la dominance ou le poids du Congrès dans l'initiation de la politique étrangère américaine. Les spécialistes de la politique américaine et des relations internationales ont largement discuté cette question. La première perspective largement répandue chez les chercheurs est la dominance du pouvoir législatif sur l'initiation de la politique étrangère avant l'ère de la guerre du Vietnam marquée par une présidence autocratique. Cela a entraîné un désenchantement étendu avec le pouvoir exécutif²⁰¹.

L'ère post-Vietnam a été caractérisée par la dominance du Congrès afin de restreindre les décisions du Président en matière de politique étrangère. Cependant, l'exécutif a rapidement retrouvé sa dominance. Robinson le confirme et argumente que le Président domine la prise de décision en matière de politique étrangère et que le rôle du Congrès se limite à légitimer ou à modifier les décisions du Président en matière de politique étrangère plutôt que d'initier ses propres politiques étrangères.²⁰²

Cette conclusion a été confirmée par Sundquist qui a mené une étude couvrant plus de 200 ans d'expérience en matière de législation²⁰³. D'un autre côté, certains chercheurs considèrent le Congrès comme l'acteur principal de la politique étrangère²⁰⁴. Bien que ces analystes soulignent le

University Press, 1991) et Geoffroy de Lagasnerie, «Néolibéralisme, théorie politique et pensée critique », *Raisons politiques*, vol. 52, no. 4, 2013, pp. 63-76.

²⁰¹ Voir David Adler, "The Constitution and Presidential Warmaking: The Enduring debate", *Political Science Quarterly*, 103. (Spring 1988); 1-36; John H. Ely, *War and Responsibility: Constitutional Lessons of Vietnam and its Aftermath* (Princeton University Press, 1993); John T. Rourke & Farnen Russel, "War, Presidents and the Constitution", *Presidential Studies Quarterly*, (1988), 18:513-22; Harold H. Koh, "Why the President (almost) always wins in foreign affairs", *Yale Law Journal* 97 (1986): 1255-1342; Gordon Silverstein, "Judicial enhancement of executive", dans *The President, The Congress, and the Making of Foreign Policy* (Ed. Paul E. Peterson. Norman: University of Oklahoma Press, 1994)

²⁰² James A. Robinson, *Congress and Foreign Policy Making: A Study in Legislative Influence* (New York: Dorsey, 1962).

²⁰³ James L. Sundquist, *The Decline and Resurgence of Congress* (Washington DC. Brookings Institution, 1983).

²⁰⁴ Voir David M. Abshire, & Ralph D. Nurnberger, *The Growing Power of Congress* (Beverly Hills, CA: Stage, 1981); Gordon S. Jones & John A. Marini, *The Imperial Congress: Crisis in the Separation of Powers* (New York: Pharos, 1998); Gordon L. Crovitz & Jeremy A. Rabkin, *The Fettered Presidency: Legal Constraints on the Executive Branch* (Washington DC: American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1989); Thomas Franck, *The Tethered Presidency: Congressional Restraints on Executive Power* (New York: New York University Press, 1981) et Barthélemy Courmont, «Le Congrès et son poids dans la formulation de la politique étrangère américaine», *Revue internationale et stratégique*, vol. 42, no. 2, 2001, pp. 87-97.

rôle majeur que le Congrès joue dans les affaires étrangères, ils ne prétendent pas qu'il est l'acteur dominant. Ils postulent que le rôle du Congrès devient de plus en plus influent et dominant en cas d'usurpations continues par le Président et surtout en ce qui concerne les pouvoirs de guerre.

En plus des pouvoirs de guerre, Crabb a spécifié quelques domaines de politique étrangère dans lesquelles le rôle du Congrès s'est énormément développé²⁰⁵. Ces domaines comprennent l'aide étrangère, le commerce international, les programmes d'échanges culturels, la participation à l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales, et le développement de l'énergie atomique. Les cas qui illustrent ces domaines ont été étudiés par Moe et Teel qui ont conclu que le Congrès a joué le rôle de leader et décideur plus que le Président en matière de politique étrangère²⁰⁶.

Ce chapitre traite ces deux débats académiques dans le contexte du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord en examinant deux questions de recherche:

1. Qu'est-ce qui influencent les décisions de politique étrangère du Congrès au Moyen-Orient et en Afrique du Nord?
2. Dans quelle mesure le Congrès peut-il être considéré comme un acteur majeur de la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA, et sur quelles questions majeures le Congrès se concentre-t-il dans la région?

En ce qui concerne la première question, ce chapitre fait valoir que les décisions de politique étrangère du Congrès relatives à la région MENA ne sont pas influencées uniquement par des facteurs externes ou internes. Ces décisions sont plutôt influencées par un ensemble de variables qui s'imbriquent et qui impliquent à la fois des facteurs externes et internes. En ce qui concerne la deuxième question, nous soutenons que le niveau de dominance du Congrès dans l'initiation des

²⁰⁵ Cecil V. Crabb, *American Foreign Policy in the Nuclear Age*, (New York: Harper and Row, 1965)

²⁰⁶ Ronald C. Moe & Steven C. Teel, "Congress as policy maker: A necessary Reap-praisal", dans *Congress and President*, ed. Ronald C. Moe, 32-52 (Pacific Palisades, CA: Goodyear, 1971)

politiques étrangères au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est faible par rapport aux autres décisions prises par cette entité législative.

Ce chapitre se termine par une comparaison des lois parrainées par les républicains et celles parrainées par les démocrates. Cette comparaison est effectuée à la lumière du concept de '*soft power*' et de '*hard power*' en politique étrangère. M. Joseph Nye, un spécialiste éminent de la politique étrangère, a été le premier à inventer le concept de «soft power» en 1990. Selon Nye, un pays peut utiliser un programme de coopération culturelle et éducative ainsi qu'une aide financière pour convaincre les autres pays d'adopter ses politiques. En revanche, le «hard power» fait référence à l'utilisation d'interventions militaires, de diplomatie coercitive et des sanctions économiques pour atteindre le même objectif. Nye a également abordé le concept de «*smart power*» qui signifie une combinaison efficace et efficiente de soft et hard power²⁰⁷

I. La collecte de données.

Pour collecter les données, nous avons utilisé le site web www.congress.gov. Nous avons choisi ce site parce qu'il constitue la source la plus complète et la plus crédible pour les lois du Congrès car il est administré par le gouvernement américain. Cela signifie que les informations fournies, surtout les résolutions, sont authentiques. Le site web contient toutes les lois adoptées par le Congrès de 1973 à 2017. Il permet également aux utilisateurs de rechercher des documents et des dossiers basés sur 7 catégories de recherche: Current legislation, all legislation, all sources, members, Congressional record, committee reports, nominations, treaty documents, House communications and Senate communications²⁰⁸.

²⁰⁷ Voir Joseph S. Nye, "Soft Power", Foreign Policy, no. 80 (1990): 153-71. Consulté 23 juillet 2020 doi:10.2307/1148580

²⁰⁸ Traduction des catégories: Législation actuelle, toutes les lois, toutes les sources, membres, dossier du Congrès, rapports de comité, nominations, documents de traités, communications de la Chambre des Représentants et communications du Sénat.

Pour les besoins de ce chapitre, nous avons choisi '*all legislation*' car elle permet de collecter plus de données sur les législations adoptées par le Congrès. L'exécution d'une recherche dans la section "*all legislation*" a abouti à 406 845 résolutions qui incluent²⁰⁹ :

- **Bills (Projets de loi):** Un projet de loi est une proposition législative devant le Congrès. Il peut être un projet de loi de la Chambre des Représentants (H.R.) ou un projet de loi du Sénat (S.). Chaque projet de loi reçoit un numéro dans l'ordre où il est introduit. Les projets de loi d'intérêt public portent sur des questions qui touchent le grand public ou des catégories de citoyens, tandis que les projets de loi d'intérêt privé concernent des questions individuelles qui touchent des particuliers telles que des réclamations contre le gouvernement.
- **Joint Resolutions (Résolutions conjointes):** Il peut s'agir de Résolutions conjointes de la Chambre des Représentants (H.J.Res.) ou de Résolutions conjointes du Sénat (S.J.Res.). Les résolutions conjointes sont également affectées dans l'ordre où elles sont présentées et nécessitent l'approbation des deux chambres et la signature du Président tout comme les projets de loi. Il n'y a pas vraiment de différence entre un projet de loi et une résolution conjointe sauf le fait que les résolutions conjointes sont utilisées pour des questions limitées comme une allocation pour un objectif particulier. En outre, elles sont utilisées pour proposer des amendements à la Constitution et, s'ils sont approuvés, ils ont force de loi. Les résolutions conjointes peuvent également faire partie de la Constitution si les trois quarts des États les ratifient. Dans ce cas, la signature du Président n'est pas requise.
- **Concurrent resolutions (Résolutions simultanées):** Il peut s'agir de résolutions simultanées de la Chambre de Représentants (H.Con.Res.) ou de résolutions simultanées du Sénat (S.Con.Res.). Ce type de résolutions nécessite l'approbation des deux chambres, mais, contrairement aux résolutions conjointes, elles ne requièrent pas la signature du Président et n'ont pas force de loi. Les résolutions simultanées peuvent être utilisées pour établir ou

²⁰⁹ La recherche a été effectuée le 21 décembre 2017. Pour plus d'informations sur les projets de loi et les différents types de résolutions ainsi que la différence entre chacun d'entre eux, voir ce lien https://www.lexisnexis.com/help/CU/Serial_Set/About_Bills.htm Consulté le 21 décembre 2017.

modifier des règles relatives aux deux chambres comme le réglage du temps de l'ajournement du Congrès. En outre, les résolutions simultanées peuvent également être utilisées pour exprimer les sentiments des deux chambres sur certaines questions telles que les vœux adressés à un pays pour son anniversaire d'indépendance.

- **Simple resolutions Résolutions simples):** Il peut s'agir de résolutions simples de la Chambre des Représentants (H.Res.) ou de résolutions simples du Sénat (S.Res.). Ces résolutions sont des propositions législatives qui traitent des questions internes de chaque chambre. Pour cette raison, elles ne nécessitent ni l'approbation de l'autre Chambre ni la signature du Président et n'ont pas force de loi. Par exemple, le Sénat ou la Chambre de Représentants peuvent individuellement exprimer leurs condoléances à la famille d'un membre décédé du Congrès ou donner individuellement des conseils sur les affaires étrangères à l'exécutif.

Pour les besoins de cette section, nous avons dû limiter la recherche, dans la section '*all legislation*' en utilisant deux critères consécutifs: Le premier concerne le focus régional de ce chapitre, à savoir la région MENA; nous sommes principalement intéressé par l'analyse des législations pertinentes du Congrès relatives à cette région. Le site Web a un moteur de recherche interne qui peut être utilisé pour limiter la recherche dans une section en utilisant des mots-clés. None avons donc limité ma recherche dans la section '*all legislation*' en utilisant '*Middle East*' comme une expression clé.

L'exécution de la recherche à nouveau a abouti à 5866 législations contre 406 845 avec la recherche dans la section '*all all legislation*' sans utiliser '*Middle East*' comme une expression de recherche clé. Les 5866 législations incluent toutes les types de résolutions que nous avons mentionnés et définis ci-dessus. Cependant, nous nous inntéressons surtout aux types de lois qui ont force de loi parce qu'elles exigent l'approbation des deux Chambres du Congrès ainsi que la signature du Président pour devenir lois. Cela signifie que ces lois traitent des questions importantes pour les

États-Unis parce que les deux chambres du pouvoir législatif et le pouvoir exécutif sont tous d'accord.

En disant cela, nous avons utilisé un deuxième critère pour limiter ma recherche dans la section '*all legislation*'. en plus de '*Middle East*', nous avons ajouté '*law*' comme un autre mot-clé dans le moteur de recherche. le lancement à nouveau de la recherche a généré 3679 législations dont chacune est présentée de la façon suivant:²¹⁰ :

BILL
[S.1388](#) — 112th Congress (2011-2012) **Middle East and North Africa Transition and Development Act**
Sponsor: [Sen. Kerry, John F. \[D-MA\]](#) (Introduced 07/19/2011) **Cosponsors:** (2)
Committees: Senate - Foreign Relations
Latest Action: Senate - 07/19/2011 Read twice and referred to the Committee on Foreign Relations. ([All Actions](#))
Tracker: Introduced

L'examen des premières législations révèle que beaucoup d'entre eux ne servent pas les deux objectifs du chapitre susmentionnés. On parle de la pertinence pour la région du Moyen-Orient et le fait d'être une loi. Cela peut être facilement trouvé à partir de la façon dont les résolutions apparaissent dans les résultats de la recherche, comme illustré par l'exemple ci-dessus. La désignation législative '*Middle East and North Africa Transition and Development Act*' montre qu'elle est pertinente pour le premier objectif de ce chapitre en ce qui concerne la région MENA. Cependant, il ne sert pas le deuxième objectif du chapitre car il n'est pas devenu une loi comme le montre le *tracker*. Il vient juste d'être présenté au Sénat. En revanche, l'exemple ci-dessous montre une résolution qui est devenue une loi, mais qui n'a rien à voir avec la région MENA comme son titre l'indique: '*Kentucky National Forest Land Transfer Act of 2000*'.

²¹⁰ Ceci est juste un échantillon de la façon dont un projet de loi ou une résolution apparaissent dans les résultats de recherche dans www.congress.gov

[H.R.4811](#) — 106th Congress (1999-2000) **Kentucky National Forest Land Transfer Act of 2000**

Sponsor: [Rep. Callahan, Sonny \[R-AL-1\]](#) (Introduced 07/10/2000) **Cosponsors:** ([0](#))

Committees: House – Appropriations

Committee Reports: [H. Rept. 106-720](#); [H. Rept. 106-997 \(Conference Report\)](#)

Latest Action: 11/06/2000 Became Public Law No: 10-429. ([TXT](#) | [PDF](#)) ([All Actions](#))

Notes: [H.R. 5526](#), another FY2001 Foreign Operations Appropriations bill, was incorporated and its text included in the [H.R. 4811](#) conference report: [H.Rept. 106-997](#). [H.R. 5526](#) was enacted by reference in sec. 101a of P.L. 106-429. [S. 3140](#), the Kentucky National Forest Land Transfer Act,

Tracker: Introduced Passed House Passed Senate Resolving Differences To President Became Law

Par conséquent, nous avons dû parcourir toutes les 3679 résolutions pour trouver celles qui sont devenues des lois et qui se rapporte, en même temps, à la région MENA. Cela prenait du temps mais il n'y avait pas d'autre moyen de le faire. En fait, le titre de la résolution et la partie «*tracker*» de chaque entrée ont accéléré le processus d'écrémage et ont abouti à la découverte de 126 lois.

Ces lois ont été organisées dans un tableau de sept colonnes dont la première indique l'ordre dans lequel la législation apparaît dans les résultats de la recherche. Les autres colonnes, de gauche à droite, montrent le titre de la loi, un bref résumé de ses objectifs et de sa motivation, le numéro attribué, la date à laquelle il a été adopté, son sponsor et l'affiliation du sponsor.

Ces informations permettent à ce document de tirer des conclusions très importantes sur les principaux sujets sur lesquels le Congrès se concentre dans la région MENA et les motivations derrière ce focus ainsi que le niveau de dominance de ce pouvoir législatif dans la politique étrangère américaine par apport à la région MENA.

II. Résultats et interprétations.

A. Le Congrès: Un faible niveau de domination dans l'élaboration de la politique étrangère américaine

Le premier constat général qui retient notre attention concerne le nombre de lois que nous avons trouvées après avoir effectué une recherche dans la section '*all legislation*' de www.congress.gov pour trouver des législations qui sont devenues des lois et qui concernent la région MENA. Cette recherche a été effectuée entre 1973 et 2017.

Nous avons trouvé 126 lois en prenant en considération que le nombre total de lois trouvées dans la même période, à l'exclusion des 126 lois, était 11 617. Pour exprimer ces résultats différemment, sur une période d'environ 44 ans, le Congrès a adopté seulement 126 lois relatives à la région MENA. C'est l'équivalence de 3 lois par an approximativement. En pourcentage, les lois relatives à la région MENA ne représentent que 1,09% du nombre total de lois adoptées par le Congrès entre 1973 et 2017. Ce pourcentage reste faible en tenant compte de l'importance stratégique de la région pour les États-Unis.

La conclusion à tirer de ces résultats est que le niveau de dominance du Congrès dans l'initiation des politiques étrangères au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est moins important que ce que pensaient beaucoup de chercheurs²¹¹. Bien que cette conclusion montre que le Congrès n'est pas un acteur majeur de la politique étrangère américaine dans la région MENA, il est difficile d'émettre un constat général sur la politique étrangère américaine parce que l'intérêt du Congrès est très susceptible de changer d'une région à l'autre. Cela nécessite d'autres recherches pour comparer le niveau de dominance du Congrès dans l'initiation des politiques étrangères dans différentes régions. En disant cela, nous ne pouvons pas confirmer l'argument des chercheurs qui ont avancé des arguments en faveur de dominance du Congrès dans l'établissement des politiques étrangères américaines²¹².

Plus particulièrement, nous avons trouvé 8 lois seulement qui se rapportent au pouvoir le plus important du Congrès dans lequel son niveau de dominance est généralement considéré comme le plus élevé. Nous parlons du '*power of the purse*'. Ces lois (H.R.869, S.107, H.R.1268, H.R.1282,

²¹¹ Voir note 10.

²¹² Voir note 7.

H.R.1281, H.R.3289, H.J.Res.157, H.R.963) autorisent l'allocation de fonds à des fins diverses. La plus importante est celle des missions militaires.

Pour exprimer ce résultat différemment, environ 6,5% du total des lois trouvées traitent des sujets relatifs au pouvoir le plus important du Congrès. Par conséquent, nous pouvons affirmer que bien qu'il soit généralement soutenu que le *'power of the purse'* est le pouvoir le plus important du Congrès dans lequel son niveau de dominance est élevé, notre constat révèle que ce niveau de dominance est faible dans le contexte de la région MENA car seulement 6,5% des lois totales trouvées se rapporte à ce pouvoir.

En outre, nous avons également examiné le niveau de dominance du Congrès dans l'initiation de politiques étrangères relatives à des sujets spécifiques dans le contexte de la région MENA. Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction, certains spécialistes affirment que le niveau de dominance du Congrès a augmenté dans les sujets liés à l'aide étrangère, au commerce extérieur, aux programmes d'échanges culturels, à la vérification et l'équilibre du pouvoir du Président ainsi qu'à la participation aux Nations Unies et autres organisations internationales.

L'examen de cet argument dans le contexte de la région MENA révèle que le niveau de dominance varie d'un sujet à l'autre en tenant compte du fait que le nombre total de lois trouvées est de 126. Le tableau 8 montre qu'à part l'aide étrangère, le niveau de dominance du Congrès dans l'initiation des politiques étrangères concernant les sujets susmentionnés reste faible au moins dans le contexte de la région MENA, contrairement à ce que soutiennent certains chercheurs²¹³. Pour illustrer, on remarque que tous ces sujets constituent moins de 4% de toutes les lois trouvées, à l'exception de l'aide étrangère qui constitue environ 14% du total des lois trouvées.

Tableau 8. Le niveau de dominance du Congrès concernant certains sujets.

Sujets	Nombre de lois	Approx. %	Les Codes des lois

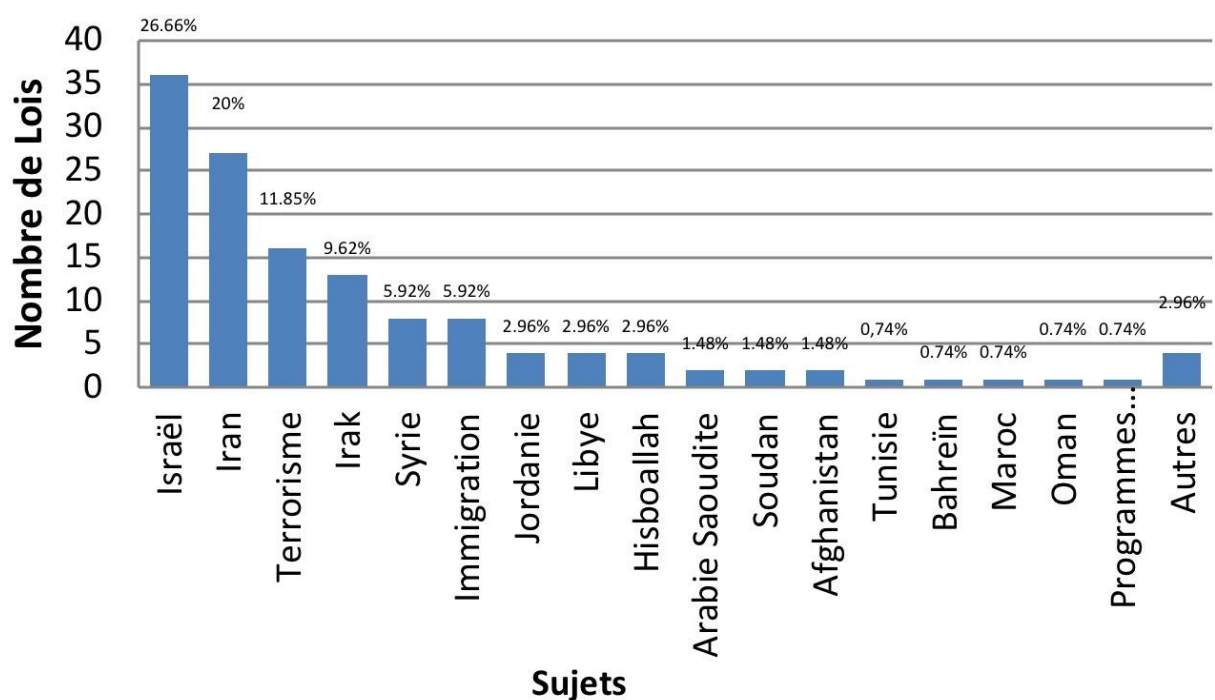
²¹³ Voir note 11 et 12

L'aide internationale	18	14	S.719, H.R.612, H.R.1159, H.R.5877, H.R.2856, H.R.11088, S.1007, S.2673, S.2165, H.R.2240, H.R.390, H.R.1905, H.R.390, H.R.2081, S.2781, H.R.2646, H.R.907, H.R.157
Commerce international	5	4	H.R.3074, H.R.2603, H.R.4842, H.R.4340, H.R.5684
Participation aux Nations Unies et autres organisations internationales.	3	2.5	S.169, S.720, H.R.1697
Vérification et équilibre du pouvoir du Président.	2	1.5	H.R.12.30, H.R.1087
Programmes d'échanges culturels.	2	1.5	H.R.3362, H.R.2988

B. Le Congrès: Intérêts et motivations.

En plus de déterminer le niveau de dominance du Congrès dans l'initiation de la politique étrangère des États-Unis en général et dans certains sujets particuliers au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ce chapitre s'intéressait également aux principaux intérêts du Congrès dans la région ou les sujets dans lesquels le Congrès semble être plus dominant en ce qui concerne la politique étrangère des États-Unis dans cette région et les facteurs qui influencent chaque sujets. Pour ce faire, nous avons examiné les 126 lois en fonction de leur objectif. La graphique 1 ci-dessous illustre la fréquence des lois du Congrès liées à la région MENA par sujet de 1973 à 2017²¹⁴.

Figure 1. Fréquence des lois du Congrès liées à la région MENA par sujet (1973-2017)



1. Protéger et renforcer Israël: Des moyens différents mais une seule fin.

La figure 1 ci-dessus montre qu'Israël est le sujet le plus dominant du Congrès avec 36 lois. Autrement dit, 26,66% des lois liées à la région MENA concernent Israël. Un examen attentif de ces lois révèle que même si elles diffèrent par les moyens, elles ont le même objectif. Bien que le but soit de protéger et de renforcer Israël en faisant progresser son développement, les moyens sont les suivants:

a. Protéger Israël aux Nations Unies.

Les États-Unis protègent Israël dans les Nations Unies en suspendant leurs contributions financières à cette organisation et en opposant son veto aux résolutions proposées par l'un de ses organes, comme le Conseil de sécurité ou le Conseil des Droits de L'homme, si ces résolutions sont dirigées contre Israël. C'était le cas lorsque le Conseil de sécurité a déclaré que les colonies Israéliennes à Gaza et en Cisjordanie étaient illégales (H.R.769, S.107) et que le CDH avait exhorté les entreprises à rompre leurs contrats avec Israël en réponse à ses atrocités contre les Palestiniens (S.720, HR.1697). La protection d'Israël dans l'ONU implique également une riposte à toutes les activités des Nations unies perçues par les États-Unis comme antisémites (S. 169).

b. Imposer des interdictions et des sanctions contre des entités régionales.

L'examen de ces lois montre également que les États-Unis protègent Israël en renforçant les interdictions contre l'Organisation de libération de la palestine (OLP) ou d'autres organisations telles que le Hamas, qui pourraient mettre en danger la sécurité d'Israël (S1060, S.2370, S.962, H.R.2808, S.1487, H.R.2390, H.R.3542, H.R.1164, H.R.2712, H.R.2497).

c. Fournir une assistance complète à Israël.

En plus de protéger Israël, certaines lois visent à renforcer ce pays en lui fournissant une assistance financière, militaire, sécuritaire et logistique (H.R.11088, S.1007, S.2673, S.2165, H.R.2240) et en établissant des partenariats économiques et scientifiques entre les États-Unis et Israël (S.719, H.R.612, H.R.1159, H.R.5877, H.R.2856, H.R.3074)²¹⁵.

d. Actions symboliques mais significatives du Congrès.

Certaines lois liées à Israël incluent des actions symboliques du Congrès telles que l'attribution de la médaille d'or du Congrès à Anwar Sadat (S.266, H.R.754) et Shimon Perez (H.R.2939) en raison de leurs accords de paix en tenant compte du fait que le traité de paix d'Anwar Sadat qu'il a signé avec Israël a été reçu avec une énorme controverse dans le monde arabe car il était considéré comme un coup de poignard dans le dos²¹⁶. Ces actions symboliques du Congrès louent également les gouvernements d'Israël et d'Egypte dans l'un des anniversaires du traité de paix (S.J.Res.87) et réaffirment les liens d'amitié entre les États-Unis et Israël à l'occasion de l'anniversaire de ce pays (H.J.Res.102).

e. Reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et sécuriser les citoyens israéliens.

Quatre lois confirmaient la reconnaissance américaine de Jérusalem comme capitale d'Israël (H.R.257, H.R.265, S.11, S.1322), ce qui a soulevé une énorme controverse car cette ville sainte appartient à toutes les religions monothéistes: l'Islam, Christianisme et judaïsme. Enfin et surtout, une loi a pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des soldats israéliens et américains (H.R.1175).

²¹⁵ Pour plus d'informations sur ces lois et celles qui suivent, voir, ANNEXE. L'annexe comprend des informations sur la désignation de la loi, son but, les sponsors et leurs affiliations politiques ainsi que la date de l'adoption et la chambre où chaque loi est adoptée.

²¹⁶ Voir Heather L. Wagner, *Anwar Sadat and Menachem Begin: Negotiating Peace in the Middle East* (Chelsea House Publications, 2007) et Robert Solé, «Anouar al-Sadate. À contre-courant», *Ils ont fait l'Égypte moderne*. sous la direction de Solé Robert (Perrin, 2017), pp. 257-275.

De toute évidence, alors que l'objectif de toutes les lois liées à Israël est de protéger et de renforcer ce pays, le Congrès a utilisé divers moyens pour atteindre cet objectif. La question qui se pose est: Quels sont les facteurs internes et externes qui pourraient inciter certains membres du Congrès à sponsoriser ces lois?

2. Protéger et renforcer Israël: Les facteurs motivants.

a. Les facteurs externes motivant les lois du Congrès sur Israël.

Les paragraphes ci-dessus révèlent deux facteurs externes. Le premier concerne les résolutions adoptées ou susceptibles d'être adoptées par des organisations internationales contre Israël et surtout par certains organes des Nations Unies. Les États-Unis ont opposé leur veto à ces résolutions et a mis également fin à leur contributions financières à ces organisations.

Le second facteur externe est les groupes arabes et musulmans dans la région tels que le Hamas et le Hezbollah. De tels groupes sont perçus comme de véritables menaces pour l'existence d'Israël. Cela est résolu en imposant des sanctions à ces organisations ou en renforçant les capacités militaires et sécuritaires d'Israël comme nous avons expliqué ci-dessus.

b. Facteurs internes motivant les lois du Congrès sur Israël.

Si ces deux facteurs externes sont révélés par l'analyse des lois relatives à Israël, cette analyse ne révèle aucun facteur interne. La découverte des facteurs internes qui peuvent pousser certains membres du Congrès à introduire des lois en faveur d'Israël exige une lecture des biographies de ces membres.

Une lecture approfondie des biographies des 32 membres du Congrès ayant sponsorisé les 36 lois liées à Israël a révélé certains facteurs internes qui auraient pu inciter ces membres à introduire ces lois. Nous avons organisé les résultats dans le tableau 9.

Tableau 9. Principaux résultats relatifs aux biographies des membres du Congrès qui ont introduit des lois en faveur d'Israël.

Membres du Congrès	Religion	P	Contributions des PAC pro-israéliennes	Affiliations et soutien institutionnelles pro-israéliennes.
Sen. Barbara Boxer (2 lois)	Juif	D	\$ 757 418	
Sen. Rudy Boschwitz		R	107 905	• Membre du Conseil d'administration de l'AIPAC • Membre du Conseil d'administration de l'Institut Juif des Affaires Juives Nationales.
Sen. Ben Cardin		D	901 365	
Rep. Ben Gilman		R	104 468	
Rep. Josh Gottheimer		D	95 858	
Rep. Tom Lantos (2 lois)		D	381 586	
Rep. Ileana Ros-Lehtinen	D'origine Juive	R	1 068 284	• Ses grands-parents maternels étaient des juifs séfarades qui étaient actifs dans la communauté juive de Cuba. • Un des principaux contributeurs à ses campagnes est Irving Moskowitz, un bailleur de fonds des colonies israéliennes²¹⁷.
Rep- Derek Kilmer		D	21 750	Il s'est rendu en Israël lors d'un voyage sponsorisé par le lobby israélien, <i>American Israel Education Foundation</i> , avec l'objectif déclaré de renforcer la coopération militaire et économique entre les Etats-Unis et Israël ²¹⁸ .
Sen. Orrin Hatch	Eglise SDJ	R	219 383	Membre du Conseil d'administration du <i>US Holocaust Memorial Museum</i> .
Sen. Marco Rubio		R	622 137	

²¹⁷ "Irving Moskowitz major funder for Ros-Lehtinen", *The New York Jewish Week*, 11 janvier 2011 <https://jewishweek.timesofisrael.com/irving-moskowitz-provided-major-funds-to-ros-lehtinen/> Consulté le 23 décembre 2017.

²¹⁸ Rick Cohen, "Questions about AIPAC Support and Congressional Efforts to Increase Israel Military Aid", *Nonprofit Quarterly*, 24 avril 2015 <https://nonprofitquarterly.org/2015/04/24/questions-about-aipac-support-and-congressional-efforts-to-increase-israel-military-aid/> Consulté le 23 décembre 2017.

Sen. Dean Heller		R	108 650	Il était l'un des premiers membres du Congrès à proposer de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et de re-localiser l'ambassade américaine à Jérusalem.
Rep. Chris Stewart		R	300	
Sen. Ted Cruz (2 lois)	Baptiste	R	453 571	Il a accusé l'administration Obama d'avoir un "programme anti-Israélien radical" et a déclaré que l'histoire rappellerait à la fois Obama et Kerry comme "des ennemis incessants d'Israël" en réponse à leur soutien à une résolution des Nations Unies condamnant les colonies israéliennes ²¹⁹ .
Sen. Jesse Helms		R	42 310	
Rep. Trent Franks (2 lois)		R	62 400	• Un membre fondateur de la <i>Congressional Israel Allies Foundation</i>. • Membre du <i>Israel American Council</i>
Sen. Mitch McConnell		R	1 433 021	
Rep. Kay Granger	Méthodiste	R	120 650	Le fondateur d'un groupe de travail bipartite pour lutter contre la montée mondiale de l'antisémitisme. ²²⁰
Rep. Brian Mast	Évangélique	R	111 428	Il s'est porté volontaire avec les Forces de défense israéliennes pour emballer des kits médicaux et déplacer des fournitures. ²²¹
Rep. Joe Wilson	Presbytérien	R	22 050	Membre du Caucus des Alliés d'Israël.
Sen. Sheldon Whitehouse	Anglican/épiscopal	D	307 331	
Rep. Peter Roskam		R	298 826	
Rep. James Langevin		D	129 366	Membre du Caucus Démocratique de travail sur l'Israël.
Rep. Patrick T. McHenry	Catholique	R	102 059	

²¹⁹ Yousef Saba, "Rubio, Cruz denounce Kerry's speech on Israel", *Politico*, 28 décembre 2016 <https://www.politico.com/story/2016/12/marco-rubio-john-kerry-israel-mideast-speech-reaction-233013> Consulté le 23 décembre 2017

²²⁰ Jim Lobe, "Greybeards Urge U.S. not to Veto U.N. Anti-Settlement Resolution", *IPS*, 19 janvier 2011 <https://web.archive.org/web/20110121064302/http://ipsnews.net/news.asp?idnews=54179> Consulté le 24 décembre 2017.

²²¹ Renee Ghert-Zand, "Pro-Israel US Army vet runs for Congress — on prosthetic legs", *The Times of Israel*, 2 mars 2016 <http://www.timesofisrael.com/pro-israel-us-army-vet-runs-for-congress-on-prosthetic-legs/> Consulté le 24 décembre 2017.

Rep. Joseph Kennedy		D	50 120	
Rep. Leonard Lance		R	46 450	● Président du Caucus républicain pour Israël. ● Membre du Caucus des Alliés D'Israël du Congrès.
Rep. John Ratcliffe		R	0000	
Rep. Doug Lamborn	Non spécifié	R	121 203	● Membre de la Fondation des Alliés d'Israël. ● Co-président de la Congressional Allies Foundation.
Sen. Claiborne Pell		D	111 300	
Sen. Robert J. Dole		R	63 250	
Rep. Philip Crane		R	10 500	
Rep. Thomas Morgan		D	-	
Sen. Frank Church		D	-	
● Nombre total de lois sponsorisées par les républicains: 23 (63.88 %) ● Nombre total de lois parrainées par les démocrates: 13 (36.11%)				● Total des contributions pour les républicains: \$ 5 118 845 ● Total des contributions pour les démocrates: \$2 756 094

(1) La religion: Un facteur interne important.

Le premier facteur important est la religion²²². Parmi les 32 sponsors, six sont juifs et deux sont d'origine juive; Cela signifie que 25% des membres du Congrès qui ont introduit des lois pour soutenir Israël de 1973 à 2017 sont des juifs ou d'origine juive.

Il est à noter que la différence entre le nombre de sponsors (32) et le nombre de lois trouvées (36) s'explique par le fait que quatre membres du Congrès ont introduit deux lois. Deux de ces membres sont juifs: Barbara Boxer et Tom Lantos. Cela signifie que les Juifs sont plus actifs au Congrès que d'autres dans l'adoption de législations visant à protéger Israël.

En plus du judaïsme, certains des sponsors sont affiliés à certaines églises chrétiennes qui maintiennent des liens spirituels forts avec les juifs. La première de ces églises est l'Église de

²²² Pew Research Center: Religion and Public Life, "Members of Congress : Religious Affiliations", 5 janvier 2015 <http://www.pewforum.org/2015/01/05/members-of-congress-religious-affiliations/> Consulté le 24 décembre 2017

Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours, connue sous le nom de SDJ ou de l'Église mormone, à laquelle appartiennent quatre sponsors; à savoir, les Sénateurs Orrin Hatch, Marco Rubio et Dean Heller en plus de Rep. Stewart Stewart. Les adeptes de l'église SDJ croient qu'ils sont soit les descendants directs de la maison d'Israël, soit qu'ils y ont été adoptés. En disant cela, ils vénèrent hautement les Juifs car ils les considèrent comme un peuple de l'alliance de Dieu²²³.

La deuxième église est la Convention Baptiste du Sud à laquelle appartiennent quatre sponsors: les sénateurs Ted Cruz, Jesse Helms et Mitch McConnell, en plus du représentant Trent Franks. Les adeptes de cette église sont reconnaissants au peuple juif car ils croient que grâce aux Juifs, ils ont reçu les Écritures et que leur sauveur est le Messie d'Israël²²⁴.

Plus tôt dans cette section, nous avons mentionné que quatre membres du Congrès ont introduit deux lois relatives à Israël. Les deux premiers étaient juifs et les deux autres appartenaient à l'église baptiste du sud; à savoir, le sénateur Ted Cruz et le représentant Trent Franks. Cela révèle que les membres les plus actifs du Congrès en termes d'initiation des législations qui servent les intérêts d'Israël sont les juifs et des baptistes. En outre, il est bien connu que l'Église baptiste du Sud a ses racines dans l'évangélisme dominé par les sionistes chrétiens.

Ariel décrit comment les évangéliques considèrent les juifs comme les vrais héritiers d'Israël et le fait que le rassemblement des juifs en Palestine reste une condition préalable à la seconde venue de Jésus, qui est au cœur des croyances des évangélistes²²⁵. En plus de ce motif, qui explique la haute estime des évangéliques et leur soutien inconditionnel aux juifs, Spector fournit d'autres raisons en synthétisant des informations provenant de publications, d'interviews originales, de sondages, de sites web, de conférences interconfessionnelles, de cultes et de reportages. Ces motivations incluent la promesse de la bénédiction de Dieu pour ceux qui bénissent les juifs, la gratitude envers les juifs pour avoir fondé les bases du christianisme, le regret de l'antisémitisme

²²³ Daniel H. Ludlow, "Of the House of Israel", The Church of Jesus Christ of Latter-day Saints (LDS), janvier 1991 <https://www.lds.org/ensign/1991/01/of-the-house-of-israel?lang=eng> Consulté le 25 décembre 2017

²²⁴ "Resolution on Jewish Evangelism", *Southern Baptist Convention*, juin 11-13, 1996 <http://www.sbc.net/resolutions/655/resolution-on-jewish-evangelism> Consulté le 25 décembre 2017

²²⁵ Voir Yaakov Ariel, *An Unusual Relationship: Evangelical Christians and Jews* (New York University Press, 2013)

passé de l'Église, la crainte que Dieu va magistrer les nations sur leur traitement des juifs ainsi que le fait de considérer Israël comme bouclier américain contre les menaces islamistes dans la région MENA²²⁶.

En plus de l'église SDJ et de l'église baptiste, il existe deux autres églises auxquelles deux des sponsors des lois liées à Israël appartiennent et les deux ont leurs racines dans l'évangélisme, à savoir, l'église Méthodiste Unie à laquelle Rep. Kay Granger appartient et la Chapelle Evangélique du Calvaire avec laquelle le représentant Brian Mast est affilié.

Alors que les églises mentionnées précédemment ont de forts liens spirituels avec les Juifs et Israël, tableau 9 montre que certains membres du Congrès sont affiliés à d'autres églises avec lesquelles Israël et les Juifs ont peu d'affinité, mais aucun ressentiment ou haine. Ceux-ci incluent l'église presbytérienne, épiscopale et catholique. Il y a aussi d'autres membres qui n'ont aucune appartenance religieuse.

Pour récapituler, si nous comptons le nombre de membres du Congrès qui sont juifs, d'origine juive ou affiliés à des églises chrétiennes ayant des liens forts avec les juifs et avec Israël, nous trouvons 18 membres. Cela signifie que 56,25% des membres du Congrès qui ont introduit des lois en faveur d'Israël entre 1973 et 2017 pourraient avoir été motivés par la religion; la religion peut être considérée comme un facteur interne important qui peut influencer le focus du Congrès sur Israël.

Ce constat est également soutenu par les affiliations politiques des sponsors. 63,88% des lois liées à Israël étaient introduit par des membres conservateurs républicains du Congrès. Cependant, nous avons également constaté que d'autres membres sont affiliés à des églises chrétiennes sans liens spirituels solides avec Israël et les Juifs et d'autres sponsors n'ont aucune appartenance religieuse spécifique. Le nombre total de ces membres est de 14. Autrement dit, 43,75% des sponsors des lois en faveur d'Israël n'ont peut-être pas été motivés par la religion.

²²⁶ Voir Stephen Spector, *Evangelicals and Israel: The Story of American Christian Zionism* (Oxford University Press, 2008)

Cela nous amène à conclure que même si la religion peut être un facteur interne important qui explique le focus du Congrès sur Israël, il est difficile de généraliser ce constat ou établir la religion comme facteur interne causal.

(2) Le lobbying juif: Un autre facteur interne important.

Le deuxième facteur qui pourrait influencer les membres du Congrès américain à introduire des lois en faveur d'Israël est le lobby juif puissant aux États-Unis et surtout l'AIPAC, *American Israel Public Affairs Committee*.

L'aspect le plus pertinent et le plus tangible de ce lobbying est la contribution financière des PAC, *Political Action Committees*, pro-israéliens aux politiciens américains en tant que candidats au Congrès ou en tant que membres du Congrès. Un PAC est défini par Merriam-Webster comme «un groupe formé par une industrie ou une organisation spécialisée dans des sujets particuliers pour collecter et contribuer de l'argent aux campagnes de candidats susceptibles de promouvoir les intérêts du groupe»²²⁷. Selon le *Federal Election Campaign Act* (FECA), les PAC doivent divulguer l'argent qu'ils collectent et dépensent en soumettant des rapports périodiques à la *Federal Election Committee* (FEC). De plus, les candidats doivent identifier les contributions provenant de chaque PAC et les divulguer tous à la FEC²²⁸.

Il y a beaucoup de PAC pro-israéliens dont le plus fort est *JStreet PAC* qui a contribué à hauteur de 1 191 307 dollars aux différents candidats au Congrès entre 2017 et 2018. la plupart de ces candidats étaient des démocrates: 1 154 292 dollars pour des candidats démocrates et

²²⁷ Cette définition a été prise du dictionnaire en ligne Merriam-Webster.
<https://www.merriam-webster.com/dictionary/political%20action%20committee> Consulté le 25 décembre 2017.

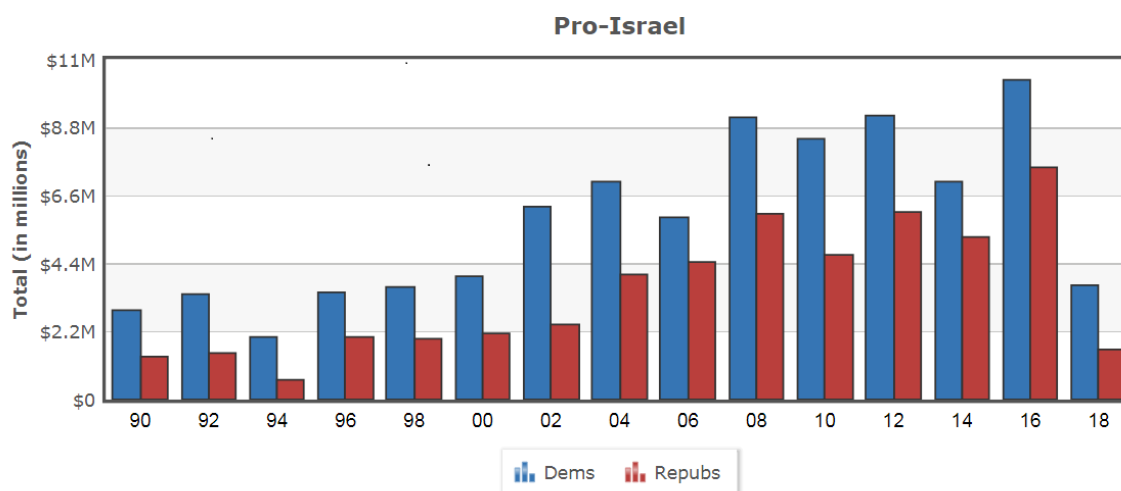
²²⁸ Federal Election Committee (FEC), février 2004 au février 2017.
<https://classic.fec.gov/pages/brochures/fecfeca.shtml> Consulté le 26 décembre 2017.

seulement 37 015 dollars pour des candidats républicains. *JStreetPAC* a été suivi par *NorPAC* avec 681 482 dollars, dont la majeure partie (568 997 dollars) a été attribuée à des candidats démocrates²²⁹.

Ces chiffres sont appuyés par les données présentées dans la figure 2 ci-dessous²³⁰. La figure 2 montre les contributions pro-israéliennes des PAC en millions de dollars aux candidats du Congrès de 1990 à 2018 et leur répartition en fonction de leurs affiliations politiques. Il est très clair que les contributions aux candidats démocrates dépassent de loin celles des candidats républicains. Figure 3 ci-dessous montre les contributions des PAC pro-arabes en milliers de dollars, pas en millions, comme nous l'avons vu avec les contributions pro-israéliennes²³¹.

Un rapide coup d'œil aux deux figures révèle que les contributions des PAC pro-israéliennes dépassent de loin ceux des pro-arabes, ce qui explique la puissance du lobby israélien aux États-Unis et son fort impact sur les membres du Congrès par rapport au lobby pro-arabe. Il est important de noter que la plupart des PAC pro-israéliens travaillent sous la direction de *I/AIPAC* qui reste leur principal client lobbyiste pro-israélien en 2017, comme l'illustre le figure 4.

Figure 2. Contributions totales des PAC Pro-Israéliennes en millions de dollars aux candidats du Congrès par affiliations politiques: 1990-2018.



Source : Center for Responsive Politics

²²⁹ Center for Responsive Politics, Pro-Israel PACs' Top Contributions, 2019-2020, [Opensecrets.org](https://www.opensecrets.org/industries/indus.php?ind=Q05), Données fournis par le Federal Election Commission (12 mars 2018).

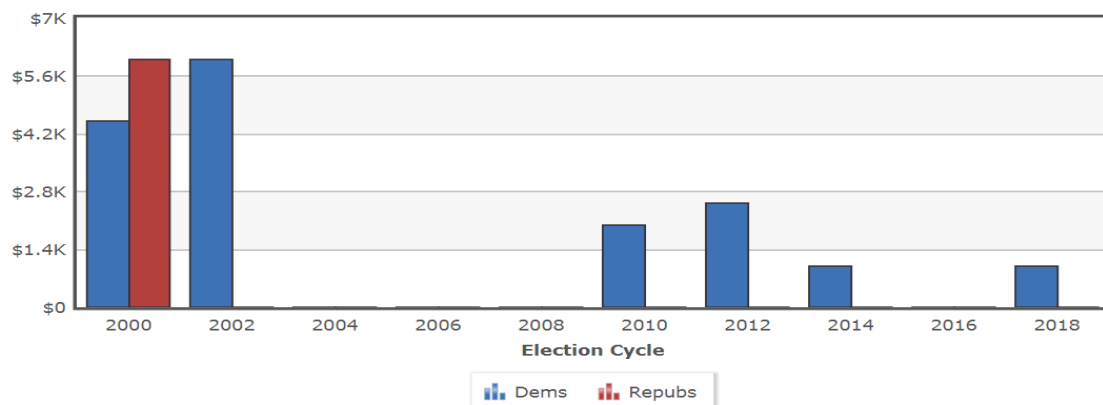
<https://www.opensecrets.org/industries/indus.php?ind=Q05> Consulté le 25 décembre 2017.

²³⁰ *Ibid.*

²³¹ Center for Responsive Politics, Arab American PAC Contributions, 2020, [Opensecrets.org](https://www.opensecrets.org/pacs/lookup2.php?strID=C00346239), données fournis par le Federal Election Commission (12 mars 2018)

<https://www.opensecrets.org/pacs/lookup2.php?strID=C00346239> Consulté le 25 décembre 2020.

Figure 3. Contributions total des PAC pro-arabes en milliers de dollars aux candidats du Congrès par affiliations politiques: 2000-2018.



Source : Center for Responsive Politics.

Figure 4. Top lobbying clients pro-israélien pour les PAC pro-israéliens en 2017.

Client/Parent	Total
American Israel Public Affairs Cmte	\$3,402,651
Israeli-American Coalition for Action	\$560,000
J Street	\$400,000
Zionist Organization of America	\$200,000
American Jewish Cmte	\$130,000

Source : Center for Responsive Politics.

La question qui se pose est de savoir qui, parmi les 32 membres du Congrès qui ont introduit les 36 lois pour soutenir Israël, a reçu des contributions de PAC et d'individus pro-israéliens. Le *Center for Responsive Politics* a une base de données des contributions pro-israéliennes et des contributions individuelles à chaque candidat de 1989 à 2018 sur la base des informations publiées

par la *Federal Election Commission* le 12 mars 2018²³². Nous avons suivi les noms des 32 sponsors sur cette base de données et nous avons inclus les résultats dans le tableau 9.

Ce tableau montre que 29 des 32 sponsors ont reçu des contributions des PAC pro-israéliennes. Les trois autres sponsors sont Rep. Thomas Morgan (1973-1977), Sénateur Frank Church (1979-1981) et Rep. John Ratcliffe (2015-2018). Il était clair que la raison pour laquelle aucune contribution à Thomas Morgan et à Frank Church n'a pu être trouvée est le fait que la recherche dans la base de données du *Centre for Responsive Politics* va de 1989 à 2018 et ils étaient en poste avant cela. En ce sens, le seul sponsor auquel aucune contribution n'a été trouvée est Rep. John Ratcliffe.

Selon la même source, Rep. Ratcliffe a reçu une contribution de 2000 dollars en 2018 du *Lone Star Liberty Fund*, une PAC qui ne relève pas du lobby israélien aux États-Unis.²³³ Le Tableau 9 montre également qu'environ 44% des contributions ont été accordées à des sponsors juifs ou d'origine juive et 37% des contributions ont été accordées à des sponsors affiliés à des églises chrétiennes dont les membres sont liés spirituellement aux juifs et à Israël.

Cela signifie qu'environ 81% des contributions ont été accordées à des sponsors qui auraient pu être motivés par leurs affiliations religieuses. En outre, alors que la figure 2 montre que les démocrates reçoivent plus de contributions des PAC pro-israéliennes que les républicains, le tableau 9 montre un résultat différent; il révèle que les républicains reçoivent plus de contributions des PAC pro-israéliennes que les démocrates. Cela peut s'expliquer par le fait que la figure 2, fournie par le *Center for Responsive Politics*, montre les contributions des PAC pro-israéliennes aux membres

²³² Cette base de données permet aux utilisateurs de trier leur recherche en fonction de critères spécifiques: cycle d'élection, chambre du Congrès, montant de la contribution, nom des candidats et l'Etat auquel ils appartiennent.
<https://www.opensecrets.org/industries/summary.php?ind=Q05&cycle=All&recipdetail=H&mem=Y>

²³³ Le lien suivant mène à une base de données de toutes les contributions totales des PAC aux candidats fédéraux de 1998 à 2018. <https://www.opensecrets.org/pacs/industry.php?txt=Q03&cycle=2018> Consulté le 25 décembre 2017.

du Congrès en général tandis que notre résultat examine les mêmes contributions à la lumière du parrainage des lois qui protègent et renforcent Israël.

Par conséquent, nous pouvons dire que si les démocrates reçoivent généralement plus de contributions des PAC pro-israéliennes que les républicains, les républicains qui sont plus susceptibles d'introduire des lois en faveur d'Israël reçoivent plus de contributions des PAC pro-israéliennes. Ceci est corroboré par les résultats montrés dans le tableau 9. Les républicains ont introduit environ 64% des lois et reçoivent 65% des contributions. Quant aux démocrates, ils ont introduit environ 36% des lois et ont reçu 35% des contributions.

(3) Les affiliations institutionnelles: Un facteur interne moins important.

En plus des affiliations religieuses et du lobbying juif, la lecture des biographies des 32 sponsors révèle un troisième facteur qui pourrait avoir motivé les membres du Congrès américain à sponsoriser des lois qui bénéficient à Israël. Ce facteur concerne les affiliations institutionnelles. Le tableau 10 montre que certains membres du Congrès sont affiliés à des institutions et à des organisations qui servent les intérêts d'Israël. Ces institutions font partie du lobbying juif aux États-Unis.

Il est important de noter que 3 des 8 sponsors dont les affiliations religieuses ont peu d'affinités avec Israël ou les Juifs ont des affiliations institutionnelles avec des entités politiques pro-israéliennes; il s'agit notamment du Représentant Joe Wilson, presbytérien et membre du *Israel Allies Caucus*; Rep. James Langevin, catholique et membre du *Democratic Israel Working Caucus*; et Rep. Leonard Lance, catholique et Président du *House Republican Caucus for Israel* ainsi que coprésident de la *Congressional Israel Allies Foundation*,

3. Iran: Le deuxième sujet le plus important pour le Congrès.

a. Le programme nucléaire iranien et Israël: Les facteurs externes les plus saillants qui ont poussé le Congrès à adopter des législations sur l'Iran.

Le deuxième sujet le plus important relatif au travail législatif du Congrès dans la région MENA après Israël est l'Iran. 27 des 135 lois relatives à la région MENA (20%) traitent des sujets liés à ce pays. Les programmes de missiles nucléaires et balistiques iraniens viennent en tête avec 25 lois (S.722, H.R.1905, S.15, H.R.3118, H.R.808, H.R.2194, H.R.1698, H.R.6297, H.R.3364, H.R.1638, H.R.5877, H.R.3783, H.R.478, S.1713, H.R.3078, H.R.2185, H.R.2081, H.R.3425, S.227, H.R.3203, H.R.1954, H.R.3107, H.R.1883, H.R.3810, H.R.1191). Ces lois tournent autour de la lutte contre les activités de missiles nucléaires et balistiques de l'Iran en gelant les biens du pays, en empêchant le blanchiment d'argent, en vérifiant la conformité nucléaire de l'Iran, en négociant un accord et en imposant des sanctions ou en les élargissant contre l'Iran et des personnes ou entités qui contribuent à ces activités. Les deux lois restantes traitent d'autres sujets tels que la promotion de la démocratie iranienne (H.R.9198) et le soutien à un cessez-le-feu pendant la guerre entre l'Iran et l'Irak (H.J.Res.216).

Le fait que la plupart des lois relatives à l'Iran mettent l'accent sur son programme nucléaire révèle un facteur externe majeur qui aurait pu susciter ces lois. On parle des menaces sécuritaires qu'un tel programme pourrait représenter pour les intérêts stratégiques américains dans la région ainsi que pour l'allié stratégique des États-Unis, Israël qui reste la seule puissance nucléaire dans la région MENA. Pour trouver d'éventuels facteurs internes incitant certains membres du Congrès à introduire des lois relatives à l'Iran, nous avons examiné leurs biographies. Les résultats sont organisés dans le tableau 10.

Tableau 10. Principaux résultats concernant les biographies des membres du Congrès qui ont introduit des lois sur l'Iran.

Membres du Congrès	Religion	P	Contributions des PAC pro-israéliennes	Affiliations institutionnelles et déclarations politiques

Rep. Ben Gilman (3 lois)	Juif	R	\$ 104 468	
Rep. Howard Berman		D	619 740	● Président de la commission américaine des affaires étrangères. ● Il a déclaré: "Avant même d'être démocrate, j'étais sioniste"²³⁴.
Rep. Lee Zeldin		R	257 251	● Membre des anciens combattants juifs. ● Critiqué l'accord nucléaire d'Obama avec l'Iran. ● Il s'est refusé un visa pour entrer en Iran afin de vérifier le respect de l'accord nucléaire²³⁵.
Rep. Eliot Engel		D	1 193 111	● Membre de l'Alliance Hellénique-Israélienne du Congrès. ● Membre du Groupe des Alliés d'Israël. ● Il a opposé l'accord nucléaire d'Obama avec l'Iran.
Rep. Stephen Solarz		D	30 100	
Rep. Ileana Ros-Lehtinen (2 lois)	D'origine Juive	R	1 068 284	● Ses grands-parents maternels étaient des juifs séfarades qui étaient actifs dans la communauté juive de Cuba. ● Un des principaux contributeurs à ses campagnes est Irving Moskowitz, un bailleur de fonds des colonies israéliennes.²³⁶
Rep. Edward Royce (3 lois)	Catholique	R	522 737	Il s'est opposé à l'accord nucléaire d'Obama avec l'Iran et a appelé à plus de sanctions sur ce pays.
Rep. Bruce Poliquin		R	3500	
Rep. Ron DeSantis		R	104 500	● Il s'est opposé à l'accord nucléaire de Obama avec l'Iran et l'accusé de traiter Raul Castro de Cuba et Ayyatollah Khamenei de l'Iran mieux que Benjamin Natanyahu.

²³⁴ Nathan Guttman, "New Foreign Affairs Committee Chairman Draws Praise From All Sides", *The Forward*, 18 septembre 2008
<https://forward.com/news/13244/new-foreign-affairs-committee-chairman-draws-prais-01741/> Consulté le 25 décembre 2017.

²³⁵ Amir Vahdat, "Iran says US congressmen can't visit amid nuclear deal row", *Associated Press*, 16 juin 2016
<https://apnews.com/24bf91854009440cb610828c1d5a38dd/iran-says-us-congressmen-cant-visit-amid-nuclear-deal-row> Consulté le 26 décembre 2017

²³⁶ *Ibid.* Note 8.

				• Introduit la loi sur la responsabilité palestinienne qui visait à arrêter l'aide américaine à l'Autorité palestinienne jusqu'à ce qu'elle reconnaisse officiellement Israël en tant qu'État juif et boycotte le Hamas.²³⁷ • Lieutenant commandant a la marine américaine
Rep. Gerald Connolly		D	108 631	
Rep. Lou Barletta		R	2500	
Sen. Marco Rubio		R	622 137	Il a soutenu une sanction plus sévère contre l'Iran et s'est opposé à l'accord nucléaire d'Obama avec l'Iran.
Sen. Dean Heller	Eglise SDJ	R	108 650	• Il a été l'un des premiers membres du Congrès à proposer de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et de transférer l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem. • Soutient davantage de sanctions contre l'Iran en raison de son programme nucléaire
Rep. Alcee Hastings	Méthodiste	D	353 050	
Sen. Richard Lugar		R	194 810	Lieutenant US Navy
Rep. Jeff Duncan (2 lois)	Baptiste	R	25 000	
Rep. Robert Pittenger	Église évangélique de Forest Hill	R	6500	
Rep. Peter Roskam	Anglican/Episcopal	R	298 826	
Rep. Ted Poe	Restorationist	R	36 250	
Sen. Bob Corker	Non spécifié	R	167 846	
Rep. Ruben Kihuen		D	34 229	
• Nombre total de lois sponsorisées par les républicains: 21 (77.77 %)				• Total des contributions pour les républicains : \$ 3 523 259

²³⁷ Anthony Man, "We need to save the country,' conservative U.S. Senate candidate tells Broward activists", *Sun Sentinel*, 24 août 2015
<http://www.sun-sentinel.com/news/fl-ron-desantis-conservative-candidate-20150824-story.html>
Consulté le 26 décembre 2017.

● Nombre total de lois parrainées par les démocrates : 6 (22.22%)	● Total des contributions pour les démocrates : \$ 2 238 861

La première observation qui retient notre attention dans le tableau 10 est qu'il y a cinq membres du Congrès que nous pouvons également trouver dans le tableau 9 qui traite les lois qui protègent et renforcent Israël; ce sont les représentants Ben Gilman, Ileana Ros-Lehtinen et Peter Roskam en plus des sénateurs Marco Rubio et Dean Heller. Cela signifie que ces membres ont introduit des lois qui protègent et renforcent Israël et, en même temps, ils ont introduit d'autres lois pour contrer le programme nucléaire iranien et proposer plus de sanctions contre ce pays.

Cela suggère que les lois liées à l'Iran pourraient être provoquées par le danger perçu du programme nucléaire de ce pays sur Israël. Par conséquent, la protection d'Israël pourrait être considérée comme un facteur externe important qui explique le parrainage de lois liées à l'Iran, dont la plupart (92,59%) traitent le blocage du programme nucléaire iranien par divers moyens.

b. La religion: Un facteur interne important incitant l'adoption de lois sur l'Iran.

Il est intéressant de noter que quatre des cinq membres du Congrès mentionnés ci-dessus sont des Juifs, d'origine juive ou bien affiliés à une église chrétienne qui maintient des liens spirituels forts avec les juifs et avec Israël.

Pour illustrer, Ben Gilman, qui est en tête de tous les membres du Congrès car il a introduit trois lois contre l'Iran, est un juif. Ileana Ros-Lehtinen, qui a introduit deux lois contre l'Iran est d'origine juive. En fait, Ben Gilman et Ileana Ros-Lehtinen sont deux des quatre membres du Congrès qui ont introduit plus d'une loi contre l'Iran. Les deux autres membres sont Marco Rubio et Dean Heller qui sont affiliés à l'église SDJ connue par sa relation spirituelle solide avec les juifs et avec Israël.

Cela ne supporte pas seulement notre conclusion précédente, selon laquelle la protection d'Israël du danger nucléaire iranien pourrait être un facteur externe incitant à l'adoption de lois

contre l'Iran, mais elle révèle également que la religion pourrait être un facteur interne incitant ces membres à introduire ces lois.

En fait, le tableau 10 affirme cette conclusion. Presque tous les sponsors de lois contre l'Iran sont des Juifs, d'origine juive ou affiliés à des églises chrétiennes dont les relations avec les Juifs et Israël sont très fortes. Le tableau 10 indique que le tiers des lois contre l'Iran, 9 sur 27, étaient introduites par des membres juifs ou d'origine juive; environ 30%, 8 sur 27, de ces lois ont été introduites par des membres affiliés à des églises chrétiennes qui maintiennent des liens spirituels indéfectibles avec les juifs et avec Israël. Ces églises sont l'église SDJ, méthodiste, baptiste et l'évangélique.

La nouvelle église trouvée est l'Église Restorationist qui fait partie du mouvement sioniste chrétien dont les membres croient que restaurer les Juifs en terre sainte et établir Israël en tant qu'État juif est une prophétie biblique de la seconde venue de Jésus-Christ²³⁸. Ainsi, on peut dire qu'environ 64% des lois contre l'Iran pourraient avoir été motivées par les affiliations religieuses de leurs sponsors.

Un autre constat qui pourrait appuyer cette conclusion est le fait qu'environ 78% des lois contre l'Iran ont été introduites par des républicains conservateurs. Les 36% restants des lois étaient introduites par des membres dont les affiliations religieuses ne sont pas spécifiées ou affiliées à d'autres églises, à savoir l'église catholique et épiscopale. Bref, la religion pourrait être un facteur interne important qui pourrait expliquer les motivations des membres du Congrès qui ont introduit des lois contre l'Iran.

c. Le lobbying juif et les affiliations institutionnelles: Des facteurs internes importants.

Les facteurs externes et internes mentionnés précédemment nous ont incité à penser qu'il pourrait y avoir un lobby juif derrière le parrainage des lois contre l'Iran parce que la plupart des

²³⁸ Voir Donald Lewis, *The Origins of Christian Zionism: Lord Shaftesbury and Evangelical Support for a Jewish Homeland* (Cambridge University Press, 2014)

sponsors sont juifs, d'origine juive ou affiliés à des églises chrétiennes qui ont des relations spirituelles très particulières avec les juifs en plus du fait que cinq de ces sponsors ont également été identifiés comme sponsors de lois visant à protéger et à renforcer Israël. Dans ce cadre, nous avons vérifié si les sponsors des lois contre l'Iran avaient reçu des contributions financières des PAC pro-israéliennes ou s'ils sont affiliés à des institutions pro-israéliennes aux États-Unis.

Le tableau 10 montre que tous les sponsors ont reçu des contributions financières des PAC pro-israéliennes²³⁹. Environ 57% de ces contributions ont été accordées à des sponsors juifs ou d'origine juive; 23% des contributions ont été accordées à des sponsors affiliés à des églises chrétiennes dont les membres sont liés spirituellement aux Juifs et à Israël. Cela signifie que 80% des contributions aux sponsors des lois contre l'Iran ont été accordées à ceux qui auraient pu être poussés par leurs affiliations religieuses. Cela correspond à peu près au même pourcentage que celui des lois relatives à la protection et au renforcement d'Israël (81%).

Un autre point de comparaison entre le tableau 9 et le tableau 10 est que les républicains qui sont plus susceptibles d'introduire des lois en faveur d'Israël et de recevoir plus de contributions que les démocrates, sont également plus susceptibles d'introduire des lois contre l'Iran et de recevoir plus de contributions des PAC pro-israéliens que les démocrates. Le tableau 10 montre que les républicains ont introduit environ 78% des lois et ont reçu 61% des contributions; par ailleurs, les démocrates ont introduit environ 22% des lois et ont reçu 39% des contributions.

Enfin et surtout, la lecture des biographies des sponsors révèle également que beaucoup d'entre eux sont affiliés à des organisations pro-israéliennes qui font partie du lobby juif aux États-Unis. En outre, beaucoup d'entre eux plaident pour plus de sanctions contre l'Iran. Pourtant, ils poussent pour plus de protection et plus de renforcement pour Israël²⁴⁰.

²³⁹ La même source utilisée pour vérifier ces contributions par rapport aux sponsors des lois pro-israéliennes a été utilisée pour vérifier les sponsors des lois liées à l'Iran. On parle du *Center for Responsive Politics*.

²⁴⁰ Les détails sur les affiliations institutionnelles de certains sponsors et leurs convictions en matière de politique étrangère dans la région MENA figurent dans la 5ème colonne du tableau 10.

4. Le terrorisme: Le troisième sujet le plus important pour le Congrès.

a. *La menace internationale: Un facteur externe critique motivant les lois du Congrès sur le terrorisme.*

Le troisième sujet le plus important pour le Congrès dans la région MENA, après Israël et l'Iran, est le terrorisme. 16 des 135 lois relatives à la région MENA (11,85%) concernent la lutte contre le terrorisme en réponse aux événements du 11 septembre. La réponse rapide aux attentats du 11 septembre a été de créer une commission du 11 septembre chargée de recommander et de mettre en œuvre diverses mesures de sécurité, s'approprier des fonds pour le personnel et les opérations militaires ainsi que pour les projets de R&D (H.R.1, H.R.3338, H.R.4775).

Une autre réponse rapide aux attentats du 11 septembre est le très controversé *Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism* ou *USA PATRIOT ACT* (H.R.3162). Cette loi est critiquée par ce qu'elle est supposée avoir donné trop de pouvoir au gouvernement pour enfreindre les libertés civiles.

La lutte contre le terrorisme a également été menée en autorisant le Président à utiliser la force militaire contre des groupes tels que Al-Qaïda, l'EISL, les Talibans, Jabhat Fath Al-Sham et d'autres groupes armés (H.J.Res.89, H.J.Res.112, H.J.Res.100, S.J.Res.31, H.J.Res.63, H.R.1785, H.J.Res.43). Cela s'ajoute à l'interdiction d'utiliser des fonds d'agences fédérales pour fournir une assistance couverte à ces organisations (S.532, H.R.789, H.R.258, H.R.608) et fournir des appropriations supplémentaires liées à «la guerre contre le terrorisme» (H.R.1268).

Il va sans dire que ces lois sont motivées par un facteur externe important, à savoir les prétendues menaces terroristes internationales. En ce qui concerne d'éventuels facteurs internes et similaires à ce que nous avons établi pour Israël et l'Iran, nous avons examiné les biographies des membres du Congrès sponsorisant ces lois. Les résultats sont résumés dans le tableau 11.

Tableau 11. Principaux résultats concernant les biographies des membres du Congrès qui ont introduit des lois sur le terrorisme.

Membres du Congrès	Religion	P	Contributions des PAC de défense	Affiliations institutionnelles et déclarations Politiques.
Rep. James Banks		R	\$91 249	Lieutenant US Navy

Rep. Scott Perry	Non spécifié	R	21 270	Général de brigade dans l'armée américaine
Rep. Todd Young		R	147 650	- Capitaine du US Marine Corps. - Reçu 2,896,732 dollars de dons de la <i>National Rifle Association (NRA)</i>, accusée de servir les intérêts de l'industrie de la défense²⁴¹.
Rep. Adam Kinzinger (2 lois)		R	160 127	- Major dans l'US Air Force. - Appuyer l'utilisation d'un port d'armes dissimulé²⁴².
Rep. Ted Budd		R	9100	Il possède un magasin d'armes à feu en Caroline du Nord ²⁴³ .
Rep. Bennie Thompson	Méthodiste	D	524 918	
Rep. Bill Young		R	1 517 035	Sergent-chef de la garde nationale de l'armée
Rep. Jerry Lewis (2 lois)	Presbytérien	R	1 193 602	Il a été accusé d'avoir utilisé son poste de Président de la Commission d'appropriation de la Chambre des Représentants en faveur de firmes de lobbyistes militaires par le biais d'autres méthodes. Ces entreprises, à leur tour, ont contribué par des milliers de dollars au comité de campagne de Lewis ²⁴⁴ .
Sen. Rand Paul		R	75 945	- S'oppose à toutes les formes de contrôle des armes. - Soutient le maintien des bases militaires américaines permanentes à l'étranger²⁴⁵.

²⁴¹ David leonhardt, Ian Prasad Philbrick et Stuart Thompson, "Thoughts and Prayers and N.R.A. Funding", 4 octobre 2017, *The New York Times*, <https://www.nytimes.com/interactive/2017/10/04/opinion/thoughts-prayers-nra-funding-senators.html> Consulté le 26 décembre 2017.

²⁴² Aaron Bycoffe, "Tracking Congress in the Age of Trump", *FiveThirtyEight*, 30 janvier 2017, <https://projects.fivethirtyeight.com/congress-trump-score/adam-kinzinger/> Consulté le 26 décembre 2017.

²⁴³ Bruce Henderson, "How a gun store owner with no political experience won the nation's most crowded primary", *Charlotte Observer*, 22 juillet 2016 <https://www.charlotteobserver.com/news/politics-government/election/article91307042.html> Consulté le 26 décembre 2017.

²⁴⁴ Jerry Kammer, "A Steady Flow of Financial Influence: Close ties make Rep. Lewis, Lobbyist Lowery a potent pair", *PBS*, 25 août 2006. <http://www.pbs.org/now/shows/234/money-politics.html> Consulté le 26 décembre 2017.

²⁴⁵ Jon Ward, "Rand Paul Supports Military Bases On Foreign Soil", *The Huffington Post*, 1 avril 2013. https://www.huffingtonpost.com/entry/rand-paul-supports-military-bases.-on-foreign-soil_us_5b57d591e4b0cf38668fb72c Consulté le 26 décembre 2017.

				Un grand supporter de l'augmentation des dépenses de défense²⁴⁶.
Rep. Adam B. Schiff	Juif	D	300 110	
Sen. Jeff Flake	Eglise SDJ	R	89 020	Il s'est opposé à la nécessité de vérifier les antécédents des ventes d'armes à feu privées.
Rep. James F. Sensenbrenner	Anglican/Episcopal	R	111 450	
Rep. Tulsi Gabbard (2 lois)	Hindou	D	142 851	Major dans l'armée américaine.
- Nombre total de lois sponsorisées par les républicains: 13 (81.25 %) - Nombre total de lois parrainées par les démocrates: 3 (18.75 %)				- Total des contributions pour les républicains : \$3 416 448 - Total des contributions pour les démocrates : \$967 879

b. Le lobbying de la défense et les affiliation aux militaires: Les deux facteurs internes qui motivent les lois du Congrès sur le terrorisme.

Pour commencer, nous avons remarqué qu'il n'y avait pas de sponsor commun avec les sujets précédents: Israël et l'Iran. Cela est contraire à ce que nous avons constaté entre Israël et l'Iran comme il y avait cinq sponsors en commun entre les deux sujets. Cela nous pousse à penser que les facteurs internes qui poussent certains membres du Congrès à introduire des lois liées au terrorisme pourraient être différents de ceux qui incitent à introduire des lois concernant Israël et l'Iran.

Ceci est appuyé par une autre observation liée à la religion en tant que facteur interne possible. Alors que seulement 18% des lois relatives à Israël et 9% de celles relatives à l'Iran sont introduites par des membres du Congrès qui n'ont pas une affiliation religieuse, 54% des sponsors des lois liées au terrorisme ne sont pas affiliées à une religion. Cela signifie que la religion ne pourrait pas être un facteur interne important expliquant le parrainage des lois sur le terrorisme.

²⁴⁶ Alex Rogers, "Rand Paul Proposes Boosting Defense Spending", *Time*, March 26, 2015, <http://time.com/3759378/rand-paul-defense-spending/> Consulté le 26 décembre 2017.

L'examen des biographies des sponsors révèle deux découvertes intéressantes qui sont incluses dans le tableau 11. La première est l'affiliation à l'armée américaine: 53% des sponsors étaient des fonctionnaires classés dans l'une des branches de l'armée américaine, contre 14% seulement pour les sponsors des lois liées à Israël et 11% pour celles liées à l'Iran²⁴⁷. Par conséquent, nous pouvons dire que l'affiliation à l'une des branches de l'armée américaine pourrait être considérée comme un facteur interne incitant certains membres du Congrès à introduire des lois relatives à la guerre contre le terrorisme.

La deuxième découverte concerne les positions des sponsors en faveur d'un moindre contrôle des armes à feu et d'une augmentation des dépenses de défense comme le montre tableau 11. Ces deux découvertes nous incitent à penser à une relation possible entre ces sponsors et les lobbyistes de l'industrie de la défense aux États-Unis. La variable la plus tangible à travers laquelle on peut vérifier l'existence d'une telle relation est la contribution des PAC de défense à ces sponsors.²⁴⁸

Le tableau 11 montre que tous les sponsors de lois relatives au terrorisme ont bénéficié des contributions des PAC de défense. Le sponsor qui a reçu les contributions les plus élevées est Bill Young qui est un sergent-chef dans l'armée de la Garde nationale. Le sponsor qui a reçu les deuxièmes contributions les plus élevées (1 193 602 \$) est Jerry Lewis, l'un des trois sponsors qui ont sponsorisé deux lois sur le terrorisme et ses relations avec les lobbyistes de la défense étaient bien connus. Son conseiller en contrôle des appropriations de la défense, le lieutenant-colonel Carl Kime, travaillait pour Lewis depuis 2001 alors qu'il était officier militaire du Pentagone. Cela constitue une violation flagrante des règles de la Chambre des Représentants car les officiers militaires peuvent faire partie du personnel des comités, mais pas du personnel d'un membre du Congrès par ce que cela impliquerait un conflit d'intérêts²⁴⁹.

²⁴⁷ Voir les tableaux 9 et 10 pour plus de détails sur les responsables de l'armée américaine qui ont introduit les lois sur Israël et l'Iran.

²⁴⁸ La vérification de ces contributions a été effectuée via la même source que celle utilisée pour les PAC pro-Israéliennes. On parle du *Centre for Responsive Politics* qui offre une base de données sur les contributions des PAC de défense et des individus à chaque candidat de 1990 à 2018 sur la base des informations diffusées par la *Federal Election Commission* le 16 avril 2018. Consulté le 26 décembre 2017 <https://www.opensecrets.org/industries/summary.php?ind=D&cycle=All&recipdetail=A&sortorder=U>

²⁴⁹ Alexander Bolton, "Lewis's use of military aid may break the rules", *The Hill*, February 2, 2006

De plus, Jerry Lewis a été considéré comme l'un des 15 membres les plus corrompus du Congrès par les *Citizens for Responsibility and Ethics* (CREW) à Washington et ce pour avoir abusé de sa position de Président de la Commission des Appropriations parlementaires²⁵⁰.

Il est intéressant de noter que si nous comparons les contributions totales des PAC de défense par sponsor des lois relatives au terrorisme à celles des PAC pro-israéliennes dans les tableaux 9 et 10, nous constatons que les contributions des PAC de défense par sponsor dépassent celles des PAC pro-israéliennes de 91,194 dollars pour les lois sur Israël et 62,869 dollars pour les lois sur l'Iran²⁵¹. Cette comparaison montre que les lobbyistes de la défense, tout comme les lobbyistes pro-israéliens, ont tous intérêt à influencer les législations du Congrès relatives à la région MENA. Le tableau 11 montre également que les républicains sont plus susceptibles de mener des guerres et de recevoir des contributions des PAC de défense que les démocrates.

En résumé, nous pouvons soulever un facteur externe et deux facteurs internes qui pourraient avoir incité des lois sur le terrorisme. Le facteur externe est la perception des menaces terroristes internationales qui semblent provenir principalement de la région MENA. En ce qui concerne les facteurs internes, il y a l'affiliation à l'armée américaine ainsi que le lobbying de la défense.

5. L'Irak: Une tension politique historique avec les États-Unis.

a. L'Irak en tant que menace: Le facteur de motivation externe derrière les législations du Congrès .

<http://thehill.com/homenews/news/10349-lewiss-use-of-military-aide-may-break-the-rules> Consulté le 26 décembre 2017

²⁵⁰ CREW est un organisme de surveillance du gouvernement américain à but non lucratif et non partisan, qui vise à exposer les violations de l'éthique et la corruption par des fonctionnaires et des institutions gouvernementales. Pour plus d'informations sur cette organisation, consultez son site Web. <https://www.citizensforethics.org/>

²⁵¹ Nous avons calculé cela en divisant le nombre total de contributions des PAC par le nombre de sponsors dans chaque sujet. Le quotient pour le terrorisme est de 337 255 dollars (4 384 327 dollars ÷ 13); celle pour Israël est de 246,091 dollars (7 874 939 dollars ÷ 32) et le quotient pour l'Iran est de 274,386 dollars (5 762 120 dollars ÷ 21). Ensuite, nous avons soustrait le quotient du terrorisme de celui d'Israël et de l'Iran pour trouver la différence.

Le quatrième sujet le plus important du travail législatif du Congrès dans la région MENA est l'Irak. 13 des 135 lois relatives à la région, qui représentent 9,62% du total des lois, traitent des problèmes liés à ce pays. Quatre de ces lois (H.R.1282, H.R.1281, H.R.3289, H.J.Res.157) autorisent l'allocation de fonds ou de fonds supplémentaires pour couvrir les dépenses des opérations militaires américaines en Irak. D'autres lois traitent de divers problèmes notamment:

- L'exhortation du Président à prendre des mesures appropriées pour amener l'Iraq à se conformer à ses obligations internationales concernant l'acquisition d'armes de destruction massive (S.J.Res.54).
- L'assistance humanitaire aux Iraquiens ainsi qu'une aide financière et technique aux ONGs du pays pour lutter contre les crimes de guerre (H.R.390).
- L'abrogation l'autorisation d'utilisation de la force militaire contre l'Irak en 2002, qui a été donnée à George W. Bush, pour empêcher Trump de l'utiliser comme autorisation légale d'employer la force militaire dans la région (H.R.1230).
- Renversement de Saddam Hussein du pouvoir et remplacer son régime par un gouvernement démocratique (H.R.4655).
- Fin de la mission du Fonds de Secours et de Reconstruction en Iraq et demande adressée à l'inspecteur général de fournir un rapport sur les dépenses engagées (S.4046).
- Gel des propriétés et imposition aux États-Unis de sanctions contre les étrangers qui contribuent à la déstabilisation de l'Iraq (S.138).
- Autorisation du recours à la force militaire en Irak (H.J.Res.141).
- Soutien d'un cessez-le-feu dans la guerre Irak-Iran en tant que solution au conflit (H.J.Res.216).
- Attribution d'avantages financiers aux soldats servant dans des missions en Irak (H.R.963).

Ces lois montrent clairement que l'Irak a été perçu comme une menace externe pour les États-Unis. Ces derniers ont affirmé que l'Iraq possédait des armes de destruction massive et hébergeait des groupes terroristes, ce qui pourrait être considéré comme des facteurs externes

expliquant l'adoption de ces lois. Cela est illustré par le fait que huit des treize lois sur l'Iraq concernent le recours à la force. Il s'agit notamment de recommandations d'autoriser l'utilisation de la force (H.J.Res.141), de fournir des fonds ou des fonds supplémentaires pour des opérations militaires dans ce pays (H.R.1282, H.R.1281, H.R.3289, H.J.Res.157), d'expulser Saddam Hussein du pouvoir (H.R.4655), de s'assurer que l'Irak ne possède pas des armes de destruction massive (S.J.Res.54) et d'imposer des sanctions (S.138).

b. Sécuriser Israël: Un autre facteur externe.

Nous avons examiné les biographies des sponsors de ces lois et surtout les contributions reçues de divers PAC susceptibles de les influencer. Nous avons inclus les PAC pro-Israéliennes car il y a deux sponsors juifs et cinq sponsors qui sont affiliés à des églises chrétiennes qui maintiennent de fortes relations spirituelles avec les juifs en plus du fait que l'Irak pendant Saddam Hussein est perçu comme une menace pour Israël en raison de sa prétendue possession d'ADM.

c. Les facteurs internes derrière les lois sur l'Iraq: Une combinaison de divers motifs.

Comme la plupart des lois sur l'Iraq impliquent le recours à la force, nous avons pensé qu'il pouvait y avoir une influence des PAC de la défense sur les sponsors. De même, l'Iraq est l'un des principaux producteurs de pétrole dans le monde. Par conséquent, nous avons pensé que les lobbyistes du secteur pétrolier pourraient avoir été impliqués dans divers problèmes relatifs à ce pays.

Tableau 12. Principaux résultats concernant les membres du Congrès qui ont introduit des lois sur l'Iraq.

Membres du Congrès	Religion	P	Contributions des PAC israéliennes	Contributions des PAC de défense	Contributions des PAC de pétrole et gaz
Benjamin A. Gilman	Juif	R	\$104 468	\$74,550	\$2 885
Stephen J. Solarz		D	30 100	9000	9 600
Trent Lott	Baptiste	R	92 700	179 833	389 854
Barbara Lee		D	43 000	20 510	13 600
Bill C.W. Young	Méthodiste	R	1500	1 517 035	31 550
Dennis J. Hastert		R	294 100	190 875	439 338
Christopher H. Smith	Catholique	R	146 475	30 280	9200

Susan M. Collins		R	372 528	623 351	272 809
Peter T. King		R	138 000	470 900 ²	112 650
Marco Rubio	L'église SDJ	R	622 137	280 738	1 104 359
Jamie L. Whitten (3 lois)	Presbytérien	D	-	9 500	4000
• Nombre total de lois introduites par les républicains: 10 (77 %) • Nombre total de lois introduites par les démocrates: 3 (23%)			• Total des contributions pour les républicains: \$1 711 908. • Total des contributions pour les démocrates: \$73 100	• Total des contributions pour les républicains: \$3 367 562. • Total des contributions pour les démocrates: \$29 510	• Total des contributions pour les républicains: \$2 386 645 • Total des contributions pour les démocrates: \$27 200

La première remarque accablante du tableau 12 est qu'il contient trois sponsors qui ont également introduit des lois en faveur d'Israël et d'autres lois contre l'Iran. Ce sont Ben Gilman, Stephen Solarz et Marco Rubio. Cela montre que les mêmes membres du Congrès qui introduisent des lois pour protéger et renforcer Israël introduisent d'autres lois pour combattre ou sanctionner d'autres pays de la même région, y compris l'Iran et l'Irak. En ce sens, la protection d'Israël pourrait également être considérée comme un facteur externe important qui explique l'utilisation de la force contre l'Irak ou l'imposition de sanctions à ce pays. Ceci est corroboré par le fait que deux de ces membres du Congrès (Ben Gilman et Stephen Solarz) sont juifs et le troisième appartient à l'Eglise SDJ qui, comme nous l'avons déjà expliqué, vénère fortement Israël et les Juifs.

En fait, la religion semble être un facteur interne important qui pourrait expliquer les lois portant sur l'Irak. 64% des sponsors ci-dessus sont juifs ou appartiennent à des églises qui maintiennent des liens spirituels solides avec Israël et les Juifs, à savoir les églises baptiste, méthodiste et la SDJ.

Le fait qu'il y ait des membres juifs ou pro-israéliens du Congrès, qui ont introduit des lois sur l'Irak, nous incite à vérifier les contributions possibles des PAC pro-israéliennes à ces sponsors. Le tableau 12 montre que tous les sponsors ont reçu des contributions des PAC pro-israéliennes à l'exception de Jamie Whitten.²⁵²

²⁵² Center for Responsive Politics, "Pro-Israel: Money to Congress", Consulté le 26 décembre 2017.

Pareillement à ce que nous avons découvert à propos d'Israël et de l'Iran, le nombre de républicains qui ont introduit des lois sur l'Irak ainsi que les contributions totales des PAC pro-israéliennes aux républicains dépassent de loin ceux des démocrates. Cela signifie que les républicains sont plus susceptibles d'introduire des lois relatives à la politique étrangère américaine au Moyen-Orient et plus susceptibles de recevoir des contributions des PAC pro-israéliennes que les démocrates.

Comme le sujet de l'Irak évoque le recours à la force militaire, nous avons également cherché à vérifier la contribution des PAC de défense à ces sponsors. En effet, le tableau 12 montre que tous les sponsors ont reçu des contributions de ces PAC, y compris Jamie Whitten, qui n'a reçu aucune contribution des PAC pro-israéliennes²⁵³. De même, compte tenu du fait que l'Irak est l'un des principaux producteurs de pétrole au monde, nous avons également vérifié les contributions des PAC du secteur pétrolier et gazier aux sponsors des lois sur ce pays. En effet, nous avons constaté que tous les sponsors ont également reçu des contributions de ces PAC²⁵⁴.

Le tableau 12 révèle également quelques résultats intéressants. Premièrement, les contributions totales des PAC de la défense ainsi que les PAC pétrolières et gazières dépassent de loin celles des PAC pro-israéliennes, principalement parce que l'Iraq était sujet à un recours à la force militaire en plus du fait qu'il est l'un des principaux pays producteurs de pétrole au monde. Cela constitue un intérêt clé pour les États-Unis. Deuxièmement, les républicains ont reçu beaucoup plus de contributions des PAC de défense et des PAC du pétrole et du gaz que les démocrates dans le cas de l'Iraq. Enfin et surtout, les membres du Congrès qui sont affiliés à l'armée américaine sont plus susceptibles de recevoir des contributions des PAC de défense.

<https://www.opensecrets.org/industries/summary.php?ind=O05&cycle=All&recipdetail=H&mem=Y>

²⁵³ Center for Responsive Politics, "Defense: Money to Congress", Consulté le 26 décembre 2017

<https://www.opensecrets.org/industries/summary.php?ind=D&cycle=All&recipdetail=H&sortorder=N&mem=Y>

²⁵⁴ Center for Responsive Politics, "Oil & Gas: Money to Congress", Consulté le 26 décembre 2017

<https://www.opensecrets.org/industries/summary.php?ind=E01&cycle=All&recipdetail=H&sortorder=N&mem=Y>

Pour illustrer, il n'y a qu'un seul sponsor, parmi les 11 sponsors ci-dessus, qui est affilié à l'armée américaine; on parle de Bill Young, un sergent-chef de la garde nationale de l'armée, que nous pouvons également retrouver parmi les sponsors des lois relatives au terrorisme dans le tableau 11. Bill Young a reçu les contributions les plus faibles des PAC pro-israéliennes et les contributions les plus élevées des PAC de défense. Pour récapituler, il y a trois facteurs externes et quatre facteurs internes qui pourraient expliquer les lois sur l'Irak. Les facteurs externes sont la menace perçue de la possession présumée d'armes de destruction massive par ce pays, son soutien douteux aux groupes terroristes et le danger qu'il représente pour l'allié le plus stratégique des Etats-Unis: Israël. Les facteurs internes incluent les affiliations religieuses des sponsors et les contributions des PAC pro-israéliens, pro-défense et pétroliers et gaziers.

6. La Syrie: Une véritable menace perçue pour Israël.

a. La sécurité d'Israël: Un facteur externe clé derrière les lois concernant la Syrie.

Le sujet suivant est la Syrie avec 8 lois ou 5,92% du total des lois trouvées. Ces lois se concentrent sur différents sujets notamment:

- L'appel lancé à la Syrie pour qu'elle cesse de supporter le terrorisme et qu'elle ferme les bureaux proches du Hamas, de Hisbullah et du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (S.Con.Res.19, H.R.1828).
- La promotion des droits de l'homme et la fourniture d'une assistance humanitaire en Syrie (H.R.1905, H.R.390, H.R.2081).
- La condamnation des violences et les violations des droits de l'homme perpétrées par le gouvernement syrien et les forces progouvernementales contre les civils syriens et l'usage de tous les moyens diplomatiques et économiques pour mettre un terme à ces actions (S.905, H.R.1967)
- L'imposition de l'él gel des propriétés des étrangers qui contribuent à la déstabilisation de la Syrie (S.138).

Les principaux objectifs de ces lois révèlent que les États-Unis s'opposent au régime syrien soit en raison de ses allégations de violations des droits de l'homme, ou en raison de son prétendu soutien aux soi-disant groupes terroristes ; à savoir, le Hamas, Hizbullah et le Front Populaire de Libération de la Palestine. Bien qu'il ne soit pas clair pourquoi les États-Unis seraient intéressés par la promotion des droits de l'homme en Syrie, les lois imposant au gouvernement syrien d'arrêter son soutien aux groupes susmentionnés révèlent un facteur externe évident. On parle de la protection d'Israël car les trois groupes sont tous perçus comme des menaces pour ce dernier.

b. Les facteurs internes: Une combinaison de différents motifs derrière les lois syriennes.

Nous avons également examiné les biographies des sponsors afin de trouver d'autres facteurs susceptibles d'être à l'origine des lois sur la Syrie. Les principaux résultats sont présentés dans le tableau 13.

Tableau 13. Principaux résultats concernant les membres du Congrès qui ont introduit des lois sur la Syrie.

Membres du Congrès	Religion	P	Contributions des PAC pro-israéliennes	Affiliations institutionnelles et adhésions
Benjamin L. Cardin	Juif	D	\$901 365	Il était le sponsor de Israel Anti-Boycott Act (S.720) qui pénalise les entreprises et les organisations internationales qui boycottent Israël ²⁵⁵ .
Eliot L. Engel (2 lois)		D	1 193 111	• Membre de l'Alliance Hellénique-Israélienne du Congrès • Membre du Groupe des Alliés d'Israël du Congrès
Lee M. Zeldin		R	257 251	Membre des anciens combattants juifs.
Ileana Ros-Lehtinen	D'origine Juive	R	1 068 284	• Ses grands-parents maternels étaient des juifs séfarades actifs dans la communauté juive de Cuba. • Un contributeur majeur à ses campagnes est Irving Moskowitz, un bailleur de fonds des colonies israéliennes²⁵⁶.

²⁵⁵ S.720 - Israel Anti-Boycott Act, 115th Congress, (2017-2018), 23 mars 2017

<https://www.congress.gov/bill/115th-congress/senate-bill/720> Consulté le 26 décembre 2017

²⁵⁶ *Ibid.* Note 8.

Lindsey Graham	Baptiste	R	146 475	Un partisan très fort d'Israël. Par exemple, il a refusé de confirmer la nomination de Chuck Hagel par Obama comme Secrétaire de la Défense, affirmant que Hagel serait "le secrétaire de la Défense le plus antagoniste envers l'Etat d'Israël dans l'histoire de notre nation" ²⁵⁷ .
Marco Rubio	L'église SDJ	R	513 415	
Christopher H. Smith	Catholique	R	622 137	
• Nombre total de lois introduites par les républicains: 5 (75 %) • Nombre total de lois introduites par les démocrates: 3 (25 %)			• Total des contributions pour les républicains: \$2,607,562 • Total des contributions pour les démocrates: \$2,094,476	

Le premier constat intéressant du tableau 13 concerne les affiliations religieuses des sponsors. 50% des lois sur la Syrie étaient introduites par des membres juifs du Congrès et 87,5% des sponsors étaient soit juifs, d'origine juive, ou affiliés à des églises chrétiennes connues pour leurs solides liens spirituels avec Israël et avec les Juifs, à savoir, l'église baptiste et l'église SDJ. Ces pourcentages sont plus élevés que ceux que nous avons trouvés lorsque nous avons examiné les affiliations religieuses des membres du Congrès qui ont introduit des lois en faveur d'Israël. Seulement 22% des lois en faveur d'Israël étaient introduites par des membres juifs du Congrès et 56,25% des sponsors sont soit juifs, d'origine juive ou affiliés à des églises chrétiennes ayant de bonnes relations spirituelles avec Israël et les Juifs. Cela révèle que la religion pourrait être un facteur interne important qui explique le parrainage des lois concernant la Syrie dont le régime représente une menace pour Israël.

Le tableau 13 montre également que la plupart des sponsors sont affiliés à diverses institutions faisant partie du lobby juif aux États-Unis et que la plupart d'entre eux expriment leur soutien à Israël par des paroles et des actes.

²⁵⁷ "Graham: Hagel Would Be 'Most Antagonistic' Defense Secretary Toward Israel in Nation's History". CBS DC, 7 janvier 2013 <http://washington.cbslocal.com/2013/01/07/graham-hagel-would-be-most-antagonistic-defense-secretary-toward-israel-in-nations-history/> Consulté le 26 décembre 2017.

En outre, le tableau 13 montre un autre facteur interne lié à celui de la religion, à savoir le lobby juif ou israélien aux États-Unis représenté par les PAC pro-israéliennes. Les contributions totales des PAC pro-israéliennes par sponsor pour les lois concernant la Syrie est de 671 719 dollars, ce qui dépasse de loin les lois en faveur d'Israël: 246 091 dollars.²⁵⁸ Cela révèle l'importance stratégique de la Syrie pour les États-Unis, principalement parce qu'elle est perçue comme une menace réelle pour Israël.

7. L'immigration: Une bonne illustration de la participation du Congrès à la politique étrangère américaine.

Nous avons également identifié 8 lois sur l'immigration, qui constituent 5,92% du total des lois trouvées. Ces lois se concentrent sur les sujets suivants:

- L'octroi du statut d'immigrant spécial aux Irakiens et aux Afghans employés par le gouvernement des États-Unis en Irak et en Afghanistan, y compris les traducteurs des forces armées américaines et des organismes fédéraux (H.R.3233, S.2829, S.1104).
- L'annulation du très controversée *executive order* 13769 et 13780 de Trump intitulé *Protecting the Nation from Foreign Terrorist Entry in the United States*. Ce décret limite l'entrée des immigrants et des ressortissants de sept pays du Moyen-Orient: l'Iran, l'Irak, la Libye, la Somalie, le Soudan, la Syrie et le Yémen. La loi stipule «qu'aucun fonds fédéral ne sera utilisé pour mettre en œuvre ou appliquer les modifications de politique énoncées par un tel ordre»²⁵⁹. (H.R.1075)
- L'éligibilité des ressortissants israéliens pour accéder aux États-Unis en tant qu'investisseurs non immigrés de visa E-2 conformément à la loi sur l'immigration et la nationalité si Israël fournit un traitement non immigrant réciproque aux ressortissants américains (H.R.3992, H.R.1503)

²⁵⁸ Ceci est calculé en divisant les contributions totales par le nombre de sponsors. Par exemple, les contributions totales des PAC pro-israéliennes pour les sponsors des lois concernant la Syrie sont de 4 702 034 dollars et le nombre de sponsors est de 7, donc 4 702 034 divisé par 7 est de 671 719 dollars.

²⁵⁹ H.R.1075 - Freedom for Refugees Escaping Enmity (FREE) Act, 115th Congress (2017-2018). Introduite par Yvette D. Clarke et adoptée le 6 mars 2017 <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/1075> Consulté le 27 décembre 2017.

- L'octroi du statut de réfugié aux États-Unis à tout étranger venant d'Irak ou de la région du Moyen-Orient pendant la guerre du Golfe (S.1339).
- L'ajustement du statut d'étranger de certains ressortissants juifs syriens arrivés aux États-Unis après le 31 décembre 1991 et l'octroi en leur faveur du statut de résident permanent (H.R.4681).

a. Les facteurs externes: Protéger les ressortissants des alliés américains.

Nous pouvons parler de deux facteurs externes majeurs incitant à l'adoption de lois sur l'immigration. Le premier consiste à renforcer les relations bilatérales entre les États-Unis et Israël en accordant aux Israéliens et aux juifs d'autres pays du Moyen-Orient un traitement préférentiel pour entrer aux États-Unis et leur accorder le statut de résident permanent.

Le deuxième facteur externe est celui de protéger les ressortissants de certains pays de la région, tels que l'Irak, en particulier ceux qui travaillent avec les agences fédérales américaines ou l'armée américaine en tant que traducteurs. Ces ressortissants obtiennent le statut d'immigrant spécial ou le statut de réfugié aux États-Unis.

b. Les facteurs internes: Équilibrer le pouvoir du Président en matière de régulation de la migration.

Le facteur interne s'articule autour de l'équilibre du pouvoir du Président. Cela est illustré par le refus du Congrès de fournir des fonds fédéraux pour mettre en œuvre et appliquer les changements de politique suggérés par l'un des décrets de Trump visant à restreindre l'entrée aux États-Unis d'immigrants et de non-immigrants de sept pays du Moyen-Orient. Ce facteur interne illustre le système de freins et de contrepoids qui existe entre les différentes branches du gouvernement fédéral aux États-Unis.

Tableau 14. Principaux résultats concernant les membres du Congrès qui ont introduit des lois sur l'immigration.

Membres du Congrès	Religion	P	Informations Personnelles

Ben Nighthorse Campbell	Catholique	R	Sa mère, Mary Vieira, était une immigrée du Portugal. Elle est arrivée aux États-Unis avec sa mère à l'âge de six ans ²⁶⁰ .
Rick Lazio	Non spécifié	R	Il est le fils d'un père italien et d'une mère danoise qui a immigré aux États-Unis ²⁶¹ .
Earl Blumenauer	Non spécifié	D	Né en Pologne.
Yvette D. Clarke	Episcopal	D	La fille de parents immigrés jamaïcains ²⁶² .
Edward M. Kennedy	Non spécifié	D	
Howard L. Berman	Juif	D	- Ses grands-parents maternels ont émigré de Russie.²⁶³ - Il a dit un jour "Avant même d'être démocrate, j'étais sioniste"²⁶⁴.
Richard G. Lugar	Méthodiste	R	Il est le fils de parents immigrés allemands ²⁶⁵ .
Zoe Lofgren	Luthérien	D	
- Nombre total de lois sponsorisées par les républicains: 3 (37.5%) - Nombre total de lois parrainées par les démocrates: : 5 (62.5 %)			

Le facteur interne le plus notable qui aurait pu motiver ces membres du Congrès à introduire des lois sur l'immigration est le fait que presque tous sont soit des immigrants ou des fils et filles d'immigrés aux États-Unis, comme le montre le tableau 14. La plupart de ces lois visent à faciliter l'entrée aux États-Unis ou à bloquer une tentative présidentielle de restreindre cette entrée.

Il est vrai que l'Amérique est une nation d'immigrants mais les sponsors ci-dessus sont les fils et les filles d'immigrants et ils ne sont pas les descendants d'une longue lignée d'immigrants, comme c'est le cas de la plupart des membres du Congrès.

²⁶⁰ "INS Delays Deporting Honor Student: Nighthorse Campbell wants to Give Jesus Apodaca Permanent Status", *The Denver Channel*, 27 septembre 2002.. <https://www.thedenverchannel.com/news/ins-delays-deporting-honor-student> Consulté le 27 décembre 2017

²⁶¹ Dan Barry, "A Growing Ambition : A special report.: Behind the Lazio Smile lies a Deliberate and Pragmatic Substance", *The New York Times*, 5 juillet 2000 <https://www.nytimes.com/2000/07/05/nyregion/growing-ambition-special-report-behind-lazio-smile-lies-deliberate-pragmatic.html?pagewanted=all&src=pm> Consulté le 27 décembre 2017

²⁶² Yvette D. Clarke: Biographie. Consulté le 20 juillet 2018. <https://clarke.house.gov/about/biography/> Consulté le 27 décembre 2017

²⁶³ Howard L. Berman: Biographie <http://history.house.gov/People/Detail/9309?ret=True> Consulté le 27 décembre 2017

²⁶⁴ *Ibid.* Note 23.

²⁶⁵ Indiana German Heritage Society: Senator Richard Lugar. 2012 Hossier german-American. https://web.archive.org/web/20130202050332/http://www.ighs.org/index_files/Page2965.htm Consulté le 27 décembre 2017

Un autre facteur interne moins important est la religion. Nous avons remarqué que la seule loi favorisant les ressortissants d'Israël en termes d'entrée aux États-Unis était introduite par un membre du Congrès juif et sioniste, à savoir Howard L. Berman.

Enfin et surtout, nous avons également remarqué que l'immigration est le premier sujet dans lequel les sponsors démocrates dépassent les républicains. C'est probablement parce que c'est le premier sujet qui n'implique pas l'emploi de la force ou une sorte de tension politique avec d'autres pays, comme c'était le cas de l'Iran, de l'Irak et du terrorisme. Par conséquent, nous pouvons dire que les républicains ont tendance à être plus agressifs dans leurs politiques étrangères au Moyen-Orient que les démocrates.

8. Le Hezbollah: Presque les mêmes facteurs prometteurs des lois sur l'Iran et la Syrie.

Les quatre lois relatives au Hezbollah visent à condamner l'usage de boucliers humains par le groupe et à utiliser des moyens diplomatiques, législatifs et exécutifs pour empêcher son réseau logistique et financier de fonctionner en lui imposant des sanctions multilatérales (H.R.3342, S.1595, H.R.3329, H.R.2297). Compte tenu des liens étroits que le Hezbollah maintient avec les régimes iranien et syrien, les lois concernant ce groupe sont clairement motivées par un facteur externe important. On parle de la menace que ce groupe représente pour Israël lorsque nous avons conclu notre examen des lois sur l'Iran et la Syrie.

Nous avons également remarqué que 3 des 4 lois sur le Hezbollah étaient introduites par des membres du Congrès que nous pouvons également trouver parmi les sponsors des lois en faveur d'Israël ou contre l'Iran et la Syrie; à savoir le sénateur Marco Rubio et le représentant Edward Royce qui, comme le montre le tableau 15, reçoivent des sommes d'argent très importantes des PAC pro-israéliennes.

En bref, nous pouvons dire que les lois sur le Hezbollah sont très probablement motivées par les mêmes facteurs que les lois sur l'Iran et la Syrie, à l'exception de la religion car 3 des 4 lois ont été introduites par des membres catholiques dont il n'entretiennent pas de relations étroites

avec Israël et les Juifs. Cependant, ces membres catholiques du Congrès reçoivent encore des contributions considérables des PAC pro-Israéliennes, comme le montre le tableau 15.

Le fait que tous les sponsors de lois contre le Hezbollah soient républicains confirme notre conclusion précédente selon laquelle ils sont plus susceptibles d'être impliqués dans les politiques étrangères américaines concernant la région MENA que les démocrates; notamment les politiques qui sont marquées par le recours à la force et qui génèrent des tensions belliqueuses.

Tableau 15. Principaux résultats concernant les membres du Congrès qui ont introduit des lois sur le . Hezbollah.

Membres du Congrès	Religion	P	Contributions des PAC pro-Israéliennes
Mike Gallapher	Catholique	R	\$54 300
Edward R. Royce (2 lois)		R	522 737
Marco Rubio	L'église SDJ	R	622 137
100% des lois sont parrainées par des républicains			Totale: \$1 199 174

9. La Jordanie: L'un des alliés stratégiques des États-Unis dans la région MENA.

Les quatre lois concernant la Jordanie visent à établir une coopération bilatérale pour renforcer la capacité militaire et l'économie locale de la Jordanie (H.R.2646), aider la Jordanie à sécuriser ses frontières avec la Syrie et l'Irak et lutter contre EIIL (H.R.907), établir un accord de libre-échange avec le pays (H.R.2603) et autoriser les ventes d'armes (S.J.Res.228).

Ces lois ressemblent à celles que nous avons trouvées sur Israël en termes de contenu. Cependant, les lois concernant la Jordanie restent beaucoup moins nombreuses que celles concernant Israël. Nous pouvons dire que la Jordanie est le deuxième allié stratégique des États-Unis après Israël et le premier allié arabe de la région. Ainsi, les lois sur la Jordanie pourraient avoir été motivées par le facteur externe consistant à renforcer cet allié aux niveaux économique, militaire et sécuritaire afin de protéger les intérêts américains dans la région.

Ce facteur externe est appuyé par d'autres facteurs internes liés aux sponsors des lois en faveur de la Jordanie. Nous avons remarqué qu'Ileana Ros-Lehtinen, qui a introduit 50% des lois sur la Jordanie, faisait également partie des sponsors des lois en faveur d'Israël et des lois contre l'Iran et la Syrie. Considérant qu'elle est d'origine juive et qu'elle a reçu l'une des contributions les plus élevées des PAC pro-israéliennes (1 068 284 dollars), nous pouvons dire que le parrainage des lois en faveur de la Jordanie par Ileana Ros-Lehtinen était principalement motivé par les mêmes facteurs internes qui l'ont incité à sponsoriser des lois en faveur d'Israël et d'autres lois contre l'Iran et la Syrie. On parle de son origine juive et du lobby juif aux États-Unis. C'est parce que la Jordanie est considérée comme un allié stratégique des États-Unis dans la région sans menace vis-à-vis d'Israël contrairement à l'Iran ou la Syrie.

Le deuxième sponsor est Robert J. Dole, que nous avons également trouvé parmi les sponsors des lois en faveur d'Israël. Bien que sa religion ne soit pas spécifiée, nous avons découvert qu'il avait reçu une contribution de 63 250 dollars des PAC pro-israéliennes et de 139 090 dollars des PAC pro-défense. Cela explique son parrainage d'une loi autorisant les ventes d'armes à la Jordanie qui reste l'un des alliés les plus forts des États-Unis dans la région et un pays qui maintient des relations amicales avec Israël²⁶⁶.

Le troisième sponsor est William M. Thomas, un baptiste appartenant à l'une des églises qui maintiennent de solides relations spirituelles avec les juifs et avec Israël. Cependant, il n'a reçu que 1 000 dollars des PAC pro-israéliennes.

10. La Libye à l'ère de Mu'ammar Kadhafi: Une menace perçue pour les intérêts et les alliés américains.

Il existe quatre lois sur la Libye dont trois portent sur l'imposition ou l'extension de sanctions économiques et commerciales à ce pays afin de limiter sa capacité à soutenir le terrorisme international et à fabriquer des armes de destruction massive (R.5877, H.R.1954, H.3107). La quatrième loi vise à indemniser tous les ressortissants américains qui ont des revendications liées au

²⁶⁶ *Ibid.* Note 34.

terrorisme contre la Libye dans le cadre du processus de rétablissement des relations normales entre les États-Unis et la Libye (S.3370).

Nous avons remarqué que les trois premières lois concernant l'imposition de sanctions économiques et commerciales s'appliquent à la fois à la Libye et à l'Iran. Cela signifie que ces lois ont très probablement été provoquées par les menaces externes que les régimes de ces pays ont représenté pour les intérêts américains et leurs alliés dans la région plus particulièrement, Israël.

La quatrième loi (S.3370) a été principalement inspirée par un facteur interne lié à la pression publique américaine sur les politiciens américains pour forcer le leader libyen, Mouammar Kadhafi, à indemniser les ressortissants américains qui prétendaient avoir été victimes du terrorisme international soutenu par Kadhafi²⁶⁷.

Nous avons également remarqué que 50% des lois sur la Libye sont sponsorisées par Ben Gilman, un membre du Congrès républicain juif que nous pouvons également trouver parmi les sponsors des lois en faveur d'Israël et d'autres lois contre l'Iran et l'Irak. L'autre 50% des lois est introduite par Alcee L. Hastings et Joseph R. Biden.

Hastings est un démocrate affilié à l'église méthodiste qui, comme nous l'avons expliqué précédemment, maintient de fortes relations spirituelles avec Israël et les Juifs. Cela s'ajoute au fait qu'il a reçu 353 050 dollars de contributions des PAC pro-israéliennes et nous n'avons pu le trouver que parmi les sponsors des lois contre l'Iran et la Libye. Enfin, il y a Joseph R. Biden, un démocrate catholique qui a reçu 477 610 dollars des PAC pro-israéliens et que nous ne pouvons trouver que parmi les sponsors des lois contre la Libye.

Ces faits concernant les sponsors montrent que la religion et le lobbying juif peuvent être considérés comme des facteurs internes importants à l'origine des lois sur la Libye. C'est parce que la Libye de Mouammar Kadhafi représentait une menace pour les intérêts américains et ses alliés dans la région, y compris Israël.

²⁶⁷ Pendant la présidence de Reagan, les États-Unis ont accusé Mouammar Kadhafi d'être impliqué dans le bombardement d'une boîte de nuit patronnée par des soldats américains en 1986 à Berlin.

11. L’afghanistan: Une combinaison de *soft* et *hard power* pour dissuader les menaces externes.

Les deux lois sur l'Afghanistan visent à établir et à financer *Radio Free Afghanistan* en Dari et en Pachtou (H.R.2998) et à fournir des allocations supplémentaires d'urgence pour les opérations militaires et étrangères dans ce pays (H.R.3289)²⁶⁸. *Radio Free Afghanistan*, également connue sous le nom de *Radio Azadi*, est en fait la branche afghane de *Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL)* du gouvernement américain. Radio Azadi vise principalement les jeunes et les femmes afghanes et ouvre à répandre la culture américaine parmi eux comme une guerre de propagande contre les stations de radio parrainées par les talibans. Cela pourrait être le facteur externe à l'origine de cette loi.

L'autre loi (H.R.3289), qui fournit des allocations de fonds d'urgence pour des opérations militaires et étrangères en Afghanistan, était probablement motivée par la nécessité de poursuivre la mission des États-Unis dans ce pays. Cette mission s'inscrivait dans le cadre de la guerre contre le terrorisme qui résultait des menaces extérieures perçues par certains régimes et groupes de la région sur les intérêts et la sécurité des États-Unis, y compris les talibans en Afghanistan.

En ce qui concerne les sponsors, il y a Edward R. Royce et Bill C.W. Young. Edward R. Royce, membre du Congrès républicain, a introduit la loi sur le lancement de *Radio Free Afghanistan*; Nous avons remarqué qu’il était un législateur actif par rapport aux sujets de la région MENA. Il a introduit trois lois contre l’Iran et deux lois contre le Hezbollah. L'examen de sa biographie ne révèle aucun facteur interne pouvant expliquer son parrainage d'une telle loi. Cependant, le fait qu'il a introduit trois lois contre l'Iran et deux lois contre le Hezbollah suggère que son parrainage d'une loi visant à contrer la propagande des talibans via une chaîne de radio constitue un moyen de *soft power* de

²⁶⁸ Il est important de souligner que l'Afghanistan ne fait pas partie géographiquement de la région MENA, mais elle fait partie de la guerre américaine contre le terrorisme qui englobe des pays qui hébergent des groupes terroristes présumés tels que le Taliban et Al-Qaeda en Afghanistan.

dissuader les menaces culturelles extérieures par opposition à l'utilisation de *hard power* afin de dissuader les menaces sécuritaires externes illustrées par les lois contre l'Iran et le Hezbollah.

Bill C.W. Young, un membre du Congrès républicain, était le sponsor de la loi qui accordait des fonds d'urgence pour continuer les opérations militaires en Afghanistan (H.R.3289). En plus du fait qu'il était également l'un des sponsors des lois sur la guerre contre le terrorisme et des lois contre l'Iran, Young est également un sergent-chef de la garde nationale de l'armée, ce qui nous a incité à penser qu'il pouvait être influencé par les lobbyistes de défense en introduisant cette loi. En effet, le total des contributions qu'il a reçues des PAC de défense s'élève à 1 517 035 dollars, ce qui reste l'une des contributions les plus élevées que nous avons trouvées jusqu'à présent²⁶⁹.

12. L'Arabie saoudite: Lutter contre le terrorisme en employant un acteur régional.

Les deux lois relatives à l'Arabie Saoudite (H.J.Res.104 et S.J.Res.40) limitent la fourniture de munitions air-sol des États-Unis à ce pays et conditionnent cette disposition par la lutte contre des groupes terroristes, notamment Al-Qaïda et *l'Etat islamique*. Le contenu de ces lois révèle un facteur externe intéressant, à savoir celui de la dissuasion des menaces terroristes de manière indirecte en utilisant l'un des alliés américains de la région, l'Arabie saoudite.

Toutefois, on ne voit pas clairement pourquoi les lois limiteraient la fourniture d'armes à l'Arabie saoudite. La réponse a été trouvée dans les biographies des sponsors qui révèlent que Ted Lieu et Christ Murphy ont vivement critiqué le soutien des États-Unis à l'intervention militaire de l'Arabie Saoudite au Yémen en 2015. Ils affirment que l'Arabie saoudite utilise des armes américaines pour cibler des civils au Yémen. C'est pourquoi ils ont proposé des lois qui limitent la fourniture d'armes à l'Arabie Saoudite²⁷⁰. À part leurs déclarations sur le ciblage des civils, les biographies des deux sponsors ne révèlent aucun facteur interne pouvant expliquer cette opposition.

²⁶⁹ Ibid. Note 45.

²⁷⁰ Voir Chris Murphy, "The Roots of Radical Extremism", *Council on Foreign Relations*, 29 janvier 2016. <https://www.cfr.org/event/chris-murphy-roots-radical-extremism> et James Carden, "America's support for Saudi Arabia's War on Yemen Must End", *The Nation*, avril 2017. <https://www.thenation.com/article/americas-support-for-saudi-arabias-war-on-yemen-must-end/> Consulté le 5 juillet 2018.

13. Le Soudan: l'importance de la société civile américaine dans la promulgation des législations du Congrès.

Les deux lois relatives au Soudan appuient un accord de paix dans le pays, fournissent une assistance humanitaire surtout dans la région du Darfour (S.2781) et condamnent les violations des droits de l'homme commises par toutes les parties du conflit y compris le gouvernement soudanais (H.R.5531). Il est important de souligner que ces lois ont été provoquées par le conflit armé qui a éclaté en 2003 entre le gouvernement soudanais et les groupes rebelles du Sud; à savoir le *Sudan Liberation Movement* (SLM) et le *Justice and Equality Movement* (JEM). Ces groupes ont affirmé que le gouvernement soudanais opprimait la population non arabe de la région du Darfour. Le conflit armé a entraîné des centaines de milliers de morts parmi les civils.

Considérant que le Soudan n'a jamais été une priorité dans la politique étrangère des États-Unis dans la région, il est difficile de parler d'un facteur externe à l'origine de ces lois. L'affaire du Darfour a suscité beaucoup d'activisme aux États-Unis et faisait partie du dialogue public grâce aux organisations de la société civile et aux célébrités qui ont joué un rôle important en suscitant une réponse officielle du Congrès et du Président à la crise²⁷¹. Les lois sur le Soudan illustrent l'importance de la société civile américaine en tant que facteur interne important pour inciter le Congrès à initier des lois, y compris celles introduites par les membres du Congrès Richard G. Lugar et Thomas G. Tancredo à propos du Soudan.

14. Le Maroc: Un partenariat important avec un pays stratégique de la région.

La seule loi relative au Maroc (H.R.4842) porte sur l'adoption d'un accord de libre-échange entre ce pays et les États-Unis. En effet, cette loi repose sur des avantages économiques et financiers, considérés comme un facteur externe important à l'origine de cette loi. C'est un facteur externe car cet accord de libre-échange permettra aux entreprises américaines d'exporter leurs produits en

²⁷¹Anne Kavalierchic, "American Response to Darfur", *International Justice Project*, 3 juillet 2013 <https://www.internationaljusticeproject.com/american-response-to-darfur/> Consulté le 28 décembre 2017.

franchise des droits de douane non seulement vers le Maroc mais aussi vers l'Europe grâce à l'accord d'association maroco-européen signé en 2000.

Cette loi était introduite par Tom DeLay, un homme d'affaires prospère et un célèbre lobbyiste du secteur privé²⁷². Ces faits concernant Tom Delay suggèrent que le lobbying commercial pourrait avoir été un facteur interne important à l'origine de l'accord de libre-échange avec le Maroc, qui s'entrecroise avec le facteur externe précédemment mentionné.

15. Le Bahreïn: Un autre partenariat important avec un pays stratégique.

La seule loi sur le Bahreïn (H.R.4340) mentionne également la conclusion d'un accord de libre-échange entre ce pays et les États-Unis. Semblable à celui avec le Maroc, cet accord est également motivé par des avantages économiques et financiers, ce qui pourrait avoir été un facteur externe important à l'origine de cette loi. C'est un facteur externe car la plupart des biens et services américains deviendront exonérés des droits de douanes. Cet accord permettra également aux entreprises américaines d'avoir accès au grand marché du Conseil de la Coopération du Golfe (CCG) car le Bahreïn est un membre fondateur de cette entité et occupe une position stratégique dans la région. En outre, l'accord de libre-échange avec le Bahreïn constitue une autre étape dans la réalisation de l'objectif à long terme des États-Unis de créer une zone de libre-échange au Moyen-Orient (MEFTA).

Cette loi a été introduite par Roy Blunt, connu pour son soutien aux accords de libre-échange au cours des vingt années passées au Congrès. Celles-ci incluent l'accord américano-singapourien en 2003, l'accord de libre-échange centre-américain en 2005 et l'accord américano-coréen en 2011.

Cela suggère que Blunt pourrait avoir été influencé par certaines industries et sociétés ayant des intérêts dans de tels accords. En effet, le résumé des contributions des PAC à Roy Blunt de

²⁷² "Tom DeLay and the Lobbying Game", *The New York Times*, 4 mars 2004. <https://www.nytimes.com/2004/03/04/opinion/tom-delay-and-the-lobbying-game.html> Consulté le 28 décembre 2017.

2013 à 2018 montre qu'il a reçu 816 607 dollars d'industries de valeurs et d'investissements qui restent des lobbyistes très influents en termes d'investissements, de commerce et de prestation de services²⁷³.

16. Oman: Un autre partenariat important avec un pays stratégique.

La seule loi sur Oman (H.R.5684) se concentre également sur la conclusion d'un accord de libre-échange entre ce pays et les États-Unis. Il va sans dire que cette loi a également été motivée par des avantages économiques et politiques, compte tenu du fait qu'Oman est un pays exportateur de pétrole et de gaz, situé à l'entrée du golfe arabe et à environ 56 kilomètres de l'Iran.

En outre, l'accord de libre-échange prévoit un accès en franchise de droits de douane pour presque tous les produits de consommation et produits industriels américains, ce qui se traduirait par davantage d'opportunités d'exportation pour les entreprises américaines. La loi a été introduite par John A. Boehner dont les liens avec les lobbyistes du monde des affaires étaient très controversés. Un article du *New York Times* a déclaré que Boehner était [“tightly bound to lobbyists”] et [“He maintains especially tight ties with a circle of lobbyists and former aides representing some of the nation's biggest businesses, including Goldman Sachs, Google, Citigroup, R.J. Reynolds, MillerCoors and UPS”]²⁷⁴.

17. La Tunisie: Dissuader la menace terroriste perçue.

La seule loi relative à la Tunisie (H.R.157) concerne la lutte contre le terrorisme dans ce pays en renforçant son secteur de la sécurité, en consolidant la coopération économique et en fournissant des articles de défense et des formations. Cette loi a été précédée par une série

²⁷³ Sen. Roy Blunt – Missouri. *Center for Responsive Politics*. <https://www.opensecrets.org/members-of-congress/summary/roy-blunt?cid=N00005195> Consulté le 28 juillet 2018.

²⁷⁴ Eric Lipton, “A.G.O.P. Leader Tightly Bound to Lobbyists”, *The New York Times*, 11 septembre 2010. <https://www.nytimes.com/2010/09/12/us/politics/12boehner.html?pagewanted=all> Consulté le 28 juillet 2018. [Traduction] Un article du *New York Times* a déclaré que Boehner était «étroitement lié aux lobbyistes» et «entretient des liens particulièrement étroits avec un groupe de lobbyistes et d'anciens collaborateurs représentant certaines des plus grandes entreprises du pays, y compris Goldman Sachs, Google, Citigroup, R.J. Reynolds, MillerCoors et UPS»

d'attaques terroristes ciblant ce pays en 2013, 2015, 2016 et 2017. De toute évidence, cette loi s'inscrivait dans le cadre de la guerre contre le terrorisme lancée par les États-Unis en réponse aux événements de 11 septembre comme moyen de prévention du terrorisme en dehors des États-Unis. Le sponsors de cette loi est Alcee L. Hastings dont sa biographie ne suggère pas un facteur interne susceptible d'être à l'origine de la loi sur la Tunisie.

18. Les programmes d'échanges culturels: Peaufiner l'image des États-Unis grâce à la diplomatie publique.

Une seule loi illustre l'intérêt du Congrès pour initier des programmes d'échanges culturels dans le contexte de la région MENA. Cette loi autorise des allocations pour financer des organisations telles que le *Center for Middle Eastern Western Dialogue* et le *Israeli Arab Scholarship* (H.R.3362). Pour déceler les facteurs externes à l'origine de cette loi, nous avons commencé par dénicher plus d'informations sur ces programmes.

Le *Centre for Middle Eastern Western Dialogue* qui change de nom pour *the Hollings Center for International Dialogue*, est une "non-profit, non-governmental organization dedicated to fostering dialogue between the United States and countries with pre-dominantly Muslim populations in the Middle East, North Africa, South Asia, Eurasia and Europe. In pursuit of this mission, the Hollings Center convenes dialogue conferences that generate new thinking on important international issues and deepen channels of communication across opinion leaders and experts"²⁷⁵. L'objectif principal du centre est de se concentrer sur "opening and reinforcing networks and connections between the US and the predominantly Muslim world, particularly in the post- 9/11 environment"²⁷⁶.

²⁷⁵ *The Hollings Center for International Dialogue. About us.* Consulté le 22 juillet 2018. <https://www.hollingscenter.org/about-us/> [Traduction] « Une organisation non gouvernementale à but non lucratif visant à favoriser le dialogue entre les Etats-Unis et les pays à prédominance musulmane au Moyen-Orient, l'Afrique du nord, l'Asie du sud, l'Eurasie et l'Europe. Dans le cadre de cette mission, le Hollings Centre organise des conférences de dialogue qui génèrent de nouvelles idées sur des sujets internationaux importants et approfondissent les canaux de communication entre les leaders d'opinion et les experts ».

²⁷⁶ *Ibid.* [Traduction] « l'ouverture et le renforcement des réseaux et des connexions entre les États-Unis et le monde à prédominance musulmane surtout après les attentats du 11 septembre ».

La *Israeli Arab Scholarship* est un programme qui finance des bourses au profit des Arabes israéliens pour faire des études dans des établissements d'enseignement supérieur aux États-Unis. Le fait que ces deux programmes ont été lancés après les attentats du 11 septembre et qu'ils se sont concentrés sur l'ouverture de canaux de dialogue avec les musulmans et les arabes nous incite à penser que la loi affectant des fonds pour ces programmes (H.R.3362) a été principalement inspirée par les perceptions négatives des arabes et des musulmans aux États-Unis. Par conséquent, ces programmes visaient à améliorer cette image grâce à la diplomatie publique.

Le sponsor de cette loi était Harold Rogers. Sa biographie ne révèle aucun facteur interne susceptible d'expliquer son soutien à une telle loi, sauf ce que nous avons souligné à propos de l'amélioration de l'image négative des États-Unis dans la région, qui reste un facteur externe.

19. Divers: Des actions symboliques mais significatives.

Les quatre lois restantes, qui constituent 2,94% du total des lois trouvées, se réfèrent à divers sujets symboliques. Ceux-ci comprennent l'approbation de l'emplacement d'un mémorial pour commémorer et honorer les membres des forces armées qui ont servi dans le cadre de l'*Operation Desert Storm* ou de l'*Operation Desert Shield*. (S.J.Res.1, H.J.Res.3). Ces lois ont été présentées en tant que résolution commune au Sénat et à la Chambre de Représentants.

Les deux autres lois concernent la désignation d'une journée nationale de prière pour les membres des forces militaires américaines et les citoyens américains en poste ou détenus en otage au Moyen-Orient, ainsi que pour leurs familles (H.J.Res.673). Ceci s'ajoute à l'attribution de médailles aux membres des services en uniforme qui ont participé à l'*Operation Enduring Freedom* et à l'*Operation Iraqi Freedom* (H.R.3104).

Nous avons remarqué que toutes ces lois concernaient la reconnaissance du service des forces américaines et des citoyens américains au Moyen-Orient surtout pendant la guerre en Irak, dont la légitimité était très discutable chez les américains. Cela suggère que ces lois ont été suscitées

par cette controverse et ont été initiées pour légitimer la guerre contre le terrorisme en général et la guerre en Irak en particulier.

Il est intéressant de noter que trois des quatre lois ont été introduites par des membres de haut rang de l'armée américaine, à savoir, David P. Roe, major dans l'armée américaine; John Duncan, un capitaine de l'armée américaine, et Vic Snyder, un caporal des US Marine Corps. Le seul sponsor qui n'est affilié à aucune division de l'armée américaine est John Boozman. Cela suggère que l'affiliation institutionnelle de certains membres du Congrès pourrait avoir été un facteur interne incitant à introduire ces lois symboliques mais significatives.

C. Comparaison des politiques étrangères des membres du Congrès républicains et démocrates dans la région MENA.

Il est important de rappeler que notre comparaison repose sur 126 lois adoptées entre 1973 et 2017. Ces lois traitent de diverses questions liées à la région MENA. Environ 68% (86 lois) ont été parrainées par des membres républicains du Congrès et 32% (40 lois) par des démocrates. Cela signifie que les républicains ont tendance à être plus impliqués dans la région que les démocrates.

1. Les lois introduites par les membres républicains du Congrès.

Une lecture approfondie des 86 lois introduites par les membres républicains du Congrès révèle qu'elles peuvent être classées en trois catégories principales en plus d'autres sujets divers.

La première grande catégorie illustre l'utilisation du *hard power* qui représente environ 51% du total des lois initiées par les républicains. 63% des lois qui illustrent l'utilisation du *hard power* concernent l'imposition des sanctions économiques et financières sur les pays et les organisations soupçonnés de mettre en danger les intérêts des États-Unis dans la région. D'autres lois illustrant l'utilisation de *hard power* concernent l'autorisation de l'utilisation de la force militaire contre les régimes et les groupes qui représentent un danger pour les intérêts américains dans la région. Ces lois constituent environ 23% des lois qui illustrent l'utilisation de *hard power*. Les autres lois relatives

au *hard power*, qui représentent 14% du total, portent sur des allocations financières autorisées pour couvrir les dépenses des opérations militaires dans la région.

La deuxième catégorie principale des lois initiées par les membres républicains du Congrès illustre l'utilisation du *soft power*. Cette catégorie représente environ 12% du total des lois parrainées par les républicains. 70% de ces lois concernent des coopérations bilatérales et des accords avec certains pays de la région. Il s'agit notamment des accords de libre-échange avec le Maroc, le Bahreïn, Oman et la Jordanie, ainsi qu'un accord en matière de défense avec la Jordanie. Les autres lois illustrant l'utilisation du *soft power* comprennent la création et l'affectation de fonds pour des programmes éducatifs et culturels visant à améliorer l'image des États-Unis parmi la jeunesse arabe et musulmane, ainsi que l'approvisionnement d'une aide économique, technique et humanitaire à l'Irak et la Syrie en plus de soutenir la paix au Soudan.

La troisième catégorie majeure est Israël. Nous avons inclus cette catégorie comme une catégorie principale car les lois relatives à ce pays représentent environ 27% du total des lois introduites par les membres républicains du Congrès dans la région MENA. 57% des lois relatives à Israël visent à protéger ce pays en imposant des sanctions financières et en renforçant les interdictions à l'encontre de l'Organisation de Libération de la Palestine, de l'Autorité Palestinienne et du Hamas, en ordonnant aux autres pays de retirer leur soutien à ces organisations, et en limitant ou en stoppant l'assistance humanitaire et financière à Gaza et à la Cisjordanie.

La protection d'Israël passe également par le soutien de ce pays au sein des organisations internationales, surtout aux Nations Unies, par le veto des résolutions condamnant les colonies israéliennes, la lutte contre les actes antisémites à l'ONU et le boycott anti-Israël.

Les lois relatives à Israël visent également à renforcer ce pays sur les plans économique, scientifique et politique. Ces lois représentent 30% du total des lois relatives à Israël et incluent la reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'état d'Israël et la conclusion d'accords bilatéraux en matière d'économie et de recherche. Enfin, 13% des lois relatives à Israël concernent des actions

symboliques telles que la félicitation de l'Égypte et d'Israël pour le dixième anniversaire de leur accord de paix et rendre hommage à Anwar Sadat et à Shimon Perez pour leurs efforts de paix.

En plus de ces trois catégories principales, les lois introduites par les républicains traitent d'autres sujets qui ne peuvent pas figurer dans l'une des trois catégories principales. Ces lois représentent 10% du total des lois initiées par les républicains et traitent de divers sujets.

Premièrement, ils y avait quelque lois sur l'immigration qui accordent le statut de réfugié aux Iraquiens et aux habitants du Grand Moyen-Orient pendant la première guerre du Golfe. adaptent le statut de certains ressortissants juifs syriens aux résidents permanents et accordent le statut d'immigrant spécial aux traducteurs irakiens et afghans.

Deuxièmement, nous avons constaté que certaines lois que nous appelons symboliques honorent symboliquement les américains stationnés ou retenus en otages au Moyen-Orient en instituant une journée nationale ou en approuvant l'emplacement d'un monument commémoratif en leur honneur. Enfin, il existe une loi intitulée «Iraq Reconstruction Accountability Act of 2006», qui oblige l'Inspecteur général spécial à fournir un rapport d'audit légal sur les fonds affectés à la reconstruction de l'Irak.

Tableau 16. Les catégories principaux des lois relatives à la région MENA et introduites par des membres républicains du Congrès: 1973-2017.

Les catégories principales et leur % du total des lois introduites par les républicains		Sous-catégories et leur % des catégories principales		
Catégories majeurs	%	Sous-catégorie	%	Le numéro d'ordre des lois comme indiqué en annexe
Hard power	51%	Sanctions économiques et financières	63%	12, 19, 25, 29, 30, 32, 33, 36, 39, 40, 41, 54, 55, 57, 67, 68, 70, 74, 83, 88, 96, 105, 112, 117, 119, 121, 122, 126
		Autorisation du recours à la force	23%	24, 45, 49, 62, 63, 69, 75, 87, 100, 114
		Appropriation des fonds pour des opérations militaires	14%	14, 37, 38, 43, 84, 99

Soft power	12%	Accords bilatéraux incluant des accords de libre échange	70%	21, 50, 53, 98, 108, 115, 116
		Autres moyens, notamment des programmes d'échange culturels, le maintien de la paix et l'aide humanitaire.	30%	28, 35, 94
Israël	27%	Protection d'Israël	57%	6, 7, 8, 13, 16, 22, 58, 59, 61, 101, 102, 103, 111
		Renforcement d'Israël	30%	20, 27, 48, 64, 93, 109, 124
		Autres	13%	2, 3, 17
Autres	10%	Celles-ci comprennent principalement les lois sur l'immigration et certaines actions symboliques		1, 4, 42, 51, 66, 82, 92, 106, 113

2. Les lois introduites par les membres démocrates du Congrès.

Semblable à ce que nous avons découvert à propos des lois introduites par les membres républicains du Congrès, les lois initiées par les démocrates peuvent être classées en trois catégories principales en plus de quelques sujets divers.

La première catégorie principale, qui représente 32,5% du total des lois introduites par les démocrates, illustre l'utilisation du *hard power*. Ces lois incluent l'application des sanctions économiques et financières sur les régimes et les groupes mettant en danger les intérêts des États-Unis dans la région. Ces lois représentent environ 69% des lois illustrant l'utilisation du *hard power*. 23% des lois illustrant le *hard power* consistent en l'appropriation des fonds pour financer des opérations militaires dans la région et 8% seulement autorisent le recours à la force militaire.

La deuxième catégorie principale illustre l'utilisation du *soft power*. Cette catégorie représente 20% du total des lois initiées par les membres démocrates du Congrès. 37,5% d'entre elles concernent l'établissement des partenariats bilatéraux en matière d'économie et de défense et

62,5% concernent l'autorisation de vente d'armes, l'abrogation de l'utilisation de la force, la condamnation d'actes de violence, la prise des mesures de sécurité pour lutter contre le terrorisme, l'empêchement d'un pays de se procurer des armes de destruction massive et le soutien d'un cessez-le-feu.

La troisième catégorie principale est Israël, qui représente 32,5% du total des lois initiées par des membres démocrates du Congrès. 54% de ces lois visent à renforcer ce pays en établissant des partenariats bilatéraux stratégiques de défense et en fournissant une aide financière. 23% des lois relatives à Israël visent à protéger ce pays en sanctionnant l'Organisation de Libération de la Palestine, en assurant le retour des soldats israéliens, en ordonnant à un autre pays arabe de cesser d'appuyer des groupes palestiniens censés mettre en danger la sécurité d'Israël et en contrant une tentative internationale de boycott d'Israël.

Les autres lois relatives à Israël visent à accorder aux Israéliens un traitement préférentiel pour entrer aux États-Unis, ainsi que d'autres actions symboliques telles que la réaffirmation des liens avec Israël à l'occasion du cinquantième anniversaire de son établissement et l'attribution d'une médaille d'or à Shimon Perez.

En plus de ces trois catégories principales, les lois parrainées par les démocrates traitent d'autres sujets qui représentent 15% du total des lois. La plus importante de ces lois concerne l'immigration, notamment le décret de Trump qui visait à interdire l'entrée aux États-Unis aux citoyens de sept pays arabes et l'octroi aux Irakiens employés par le gouvernement fédéral américain pendant la guerre du Golfe d'un statut d'immigrant spécial aux États-Unis. La loi restante concerne une action symbolique qui attribue des médailles d'or aux soldats américains ayant pris part à des opérations militaires dans la région.

Tableau 17. Les catégories principales des lois relatives à la région MENA, introduites par des membres démocrates du Congrès : 1973-2017.

Les catégories principales et leur % du total des lois introduites par les démocrates.	Sous-catégories et leur % des catégories principales	

Catégories majeurs	%	Sous-catégorie	%	Le numéro d'ordre des lois comme indiqué en annexe
Hard power	32.5%	Imposition de sanctions économiques et financières	69%	34, 44, 46, 65, 76, 78, 81, 91, 120
		Autorisation du recours à la force	8%	56
		Affectation des fonds pour des opérations militaires	23%	11, 31, 97
Soft power	20%	Accords bilatéraux	37.5%	72, 73, 85
		Autorisation de la vente d'armes, abrogation du recours à la force, condamnation les actes de violence, prise des mesures de sécurité pour lutter contre le terrorisme, empêchement d'un pays d'acquérir des armes de destruction massive et soutenir le cessez-le-feu.	62.5%	18, 26, 47, 95, 104
Israël	32.5%	Protection d'Israël	23%	23, 60, 118
		Renforcement Israël	54%	9, 10, 15, 71, 77, 86, 89
		Autres	23%	5, 90, 12
Autres	15%	Celles-ci comprennent principalement les lois sur l'immigration et certaines actions symboliques.		52, 79, 80, 107, 110, 123

3. La comparaison des lois introduites par les membres républicains et démocrates du Congrès.

Les analyses susmentionnées des lois initiées par les membres républicains et démocrates du Congrès montrent qu'il existe trois principaux points de comparaison relatifs à la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA. Il s'agit de l'utilisation de *hard power*, *soft power* et Israël. Les tableaux 16 et 17 montrent que les membres républicains et démocrates du Congrès utilisent plus de moyens de *hard power* que de *soft power* dans leur politique étrangère dans la région MENA. Cependant, les républicains sont généralement plus susceptibles d'utiliser des moyens de *hard power* que les démocrates, notamment le recours à la force militaire. D'autre part, les démocrates

sont généralement plus susceptibles d'utiliser des moyens de *soft power* que les républicains, à l'exception de la conclusion d'accords de libre-échange avec les pays de la région.

À titre d'exemple, tous les accords de libre-échange conclus par les États-Unis avec des pays arabes, notamment le Bahreïn, la Jordanie, le Maroc et Oman, ont été introduites par des républicains. Cela indique que les républicains sont plus enclins à chercher des opportunités économiques externes dans la région que les démocrates.

Nous avons également constaté que, contrairement aux républicains, les démocrates sont plus susceptibles de déployer le *smart power* qui constitue une combinaison efficace et équilibrée de *hard* et *soft power* en politique étrangère. Pour illustrer, on constate que bien que la différence en pourcentage entre l'emploi du *hard power* et celle du *soft power* reste important chez les républicains (39%), elle est comparativement insignifiante chez les démocrates (12,5%)²⁷⁷.

Le troisième point de comparaison principal est Israël qui occupe une place très importante dans la politique étrangère américaine pour les membres républicains et démocrates du Congrès. 32,5% des lois introduites par les démocrates et 27% des lois initiées par les républicains visent à protéger et à renforcer Israël par divers moyens. En d'autres termes, aucune des lois relatives à Israël ne traite un aspect du *hard power* contrairement aux autres lois relatives aux autres pays de la région.

S'il existe une différence significative entre les politiques étrangères des membres républicains et démocrates du Congrès en ce qui concerne l'utilisation du *hard power* et du *soft power*, cette différence est beaucoup moins importante en ce qui concerne les lois relatives à Israël. Enfin et surtout, les lois relatives à l'immigration montrent que les démocrates ont tendance à être plus ouverts aux citoyens de la région qu'aux les républicains.

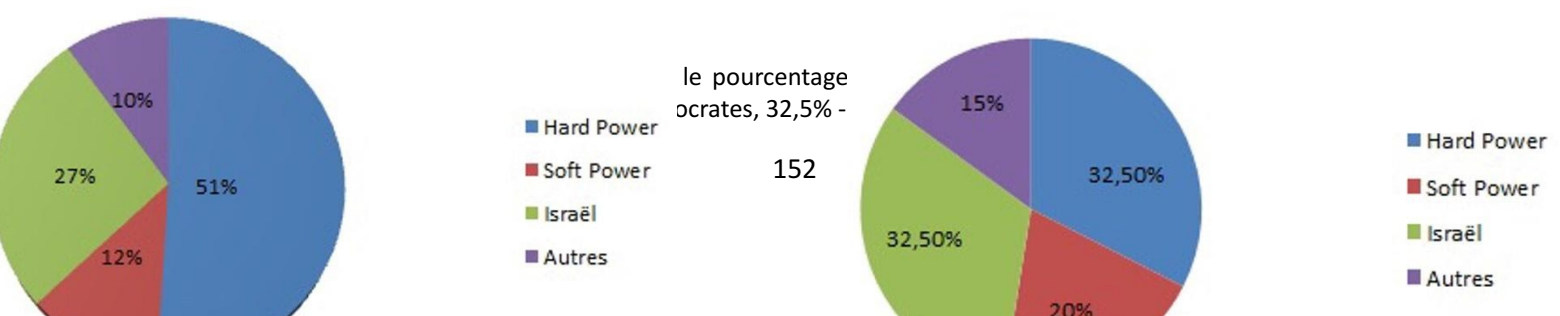


Figure 6. Les catégories des lois introduites par les démocrates dans la région MENA.

Figure 5. Les catégories des lois introduites par les républicains dans la région MENA.

CHAPITRE 3

Les Partis Politiques: Un Rôle en Déclin dans l'Élaboration de la Politique Étrangère Américaine.

Les pères fondateurs des États-Unis, qui étaient également les rédacteurs de la Constitution américaine, n'envisageaient aucun rôle pour les partis politiques ni visaient à établir un système politique partisan dans le pays. C'est pourquoi, il n'est pas fait mention des partis politiques et de leur rôle dans la Constitution des États-Unis d'Amérique. George Washington, le premier Président des États-Unis, n'était affilié à aucun parti politique; en fait, dans son discours d'adieu, il a mis en garde contre la création des partis politiques en déclarant:

"I have already intimated to you the danger of parties in the state, with particular reference to the founding of them on geographical discriminations. Let me now take a more comprehensive view, and warn you in the most solemn manner against the baneful effects of the spirit of party"²⁷⁸.

De même, Alexander Hamilton et James Madison ont clairement exprimé leur inquiétude face aux menaces des factions nationales dans les *Federalist Papers* N° 9 et N° 10 respectivement²⁷⁹. Cependant, les mêmes dirigeants, Hamilton et Madison, ont été à l'origine du développement de l'un des premiers systèmes de partis politiques au monde afin de déplacer le pouvoir exécutif d'un bloc à un autre par le biais d'élections. Ceux-ci incluent la faction fédéraliste dirigée par Hamilton et la faction démocrate-républicaine avec Madison et Thomas Jefferson à la tête²⁸⁰.

²⁷⁸ George Washington, "Washington's Farewell Address", 1796, http://avalon.law.yale.edu/18th_century/washing.asp Traduction: «Je vous ai déjà fait part du danger des partis dans l'État, avec une référence particulière à leur fondation sur des discriminations géographiques. Permettez-moi maintenant d'avoir une vision plus globale et de vous mettre en garde de la manière la plus solennelle contre les effets néfastes de l'esprit de parti». Consulté le 5 Septembre 2019.

²⁷⁹ Alexander Hamilton, *The Federalist Paper's* No. 9: "The Union as a Safeguard Against Domestic Faction and Insurrection", *Spirit of Law*, vol. i., book ix., chap.I http://avalon.law.yale.edu/18th_century/fed09.asp ; James Madison, *The Federal Paper* No. 10, "The Same Subject Continued. The Union as a Safeguard Against Domestic Faction and Insurrection from the New York Packet", 23 novembre 1787 http://avalon.law.yale.edu/18th_century/fed10.asp Consulté le 5 Septembre 2019 .

²⁸⁰ Richard Hofstadter, *The Idea of a Party System: The Rise of Legitimate Opposition in the United States, 1780–1840* (University of California Press, 1970).

Ce système de partis s'est encore développé grâce à l'élargissement des droits de vote qui étaient réservés aux propriétaires masculins avant son élargissement aux 19e et 20e siècles pour inclure toutes les races et tous les sexes. L'élargissement de l'électorat a permis aux partis politiques de mobiliser un nombre croissant d'électeurs²⁸¹.

De nos jours, les partis républicain et démocrate contrôlent les pouvoirs exécutif et législatif aux États-Unis. Par exemple, il n'y a jamais eu de Président élu en dehors des deux partis depuis 1852 et la part du vote populaire des deux partis à la présidence a toujours été proche de 95% depuis la Seconde Guerre mondiale²⁸². De même, le nombre de députés nationaux et fédéraux qui ne sont affiliés à aucun parti a toujours été très faible²⁸³.

I. L'impact des partis politiques sur l'élaboration des politiques: Un bref aperçu du débat théorique.

L'impact des partis politiques sur l'élaboration des politiques a été largement débattu parmi les politologues²⁸⁴. Il existe deux tendances principales divergentes quant à l'importance des partis politiques dans l'élaboration des politiques.

A. L'hypothèse partisane: Le rôle influent des partis politiques dans l'élaboration des politiques.

La théorie de 'l'hypothèse partisane' soutient que la composition du parti au gouvernement joue un rôle clé dans la définition des choix politiques dans les démocraties constitutionnelles.²⁸⁵ Cependant, ce rôle d'influence des partis politiques dépend de plusieurs facteurs qui incluent la

²⁸¹ George Dangerfield, *The Era of Good Feelings*, (Ivan R. Dee Publisher: 1989).

²⁸² ROPER Center for Public Opinion Research, Presidential elections: Popular votes, Cornell University <https://ropercenter.cornell.edu/polls/us-elections/popular-vote/> Consulté le 5 septembre 2019.

²⁸³ Brookings Institution, Vital statistics on Congress: Tableau 1-19, 23 avril 2014 <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/07/Vital-Statistics-Full-Data-Set.pdf> Consulté le 5 septembre 2019.

²⁸⁴ Certains des chercheurs qui ont discuté ce sujet incluent Hibbs (1977), Tufte (1978), Garrett & Lange (1989), Blais et al. (1993), Schmidt (1996), Garrett (1998), Boix (1998), Karol (2016) et Behrent (2017).

²⁸⁵ Manfred G. Schmidt, "When Parties Matter: A Review of the possibilities and limits of partisan influence on public policy", *European Journal of Political Research*. September 1996, p. 156.

répartition du pouvoir entre les différentes branches du gouvernement. Autrement dit, les partis politiques sont plus susceptibles de jouer un rôle important dans l'élaboration des politiques dans un système politique qui valorise une répartition équilibrée du pouvoir entre les différentes branches du gouvernement²⁸⁶.

La constitution américaine est un exemple de cette répartition équilibrée⁸. Alors que le rôle des partis politiques dans le système politique américain reste insignifiant dans le pouvoir judiciaire car les juges sont tenus de s'abstenir de toute activité politique, un tel rôle semble plus important dans les pouvoirs législatif et exécutif car ces derniers se constituent largement des membres des partis démocrate et républicain²⁸⁷.

Le système américain de séparation des pouvoirs est caractérisé par les principes des 'freins et de contrepoids' et de 'gouvernement divisé'. Le principe des freins et contrepoids permet au parti de l'opposition dans le législatif de contrôler l'autre parti dans l'exécutif en prenant la majorité des sièges au Congrès. Ce faisant, il est théoriquement difficile pour le Président ou le Congrès de détenir un pouvoir absolu.

En outre, le système de freins et de contrepoids n'est pas seulement appliqué aux rapports entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, mais il est également pratiqué au sein du pouvoir législatif. À titre d'illustration, pour qu'un projet de loi soit adopté, il faut que la Chambre des représentants et le Sénat l'adoptent. En d'autres termes, la Chambre des Représentants doit approuver une loi proposée par le Sénat et vice versa.

Le principe de 'gouvernement divisé' décrit une situation dans laquelle un parti dirige l'exécutif, tandis que l'autre parti domine l'une ou les deux chambres du législatif²⁸⁸. Par exemple, pendant la présidence d'Obama, la branche exécutive était dirigée par le parti démocrate, tandis que le parti

²⁸⁶ *Ibid.*

²⁸⁷ Code of Conduct of United States Judges, Canon 5, United States Courts <https://www.uscourts.gov/judges-judgeships/code-conduct-united-states-judges> Consulté le 5 septembre 2019.

²⁸⁸ Voir Richard S. Conley, *The Presidency, Congress, and Divided Government: A Postwar Assessment* (Texas A&M University Press, 2003); Richard S. Conley, "Divided Government and Democratic Presidents: Truman and Clinton Compared", *Presidential Studies Quarterly*, Vol. 30, No. 2, June 2000.

républicain dominait la branche législative. Le tableau 19 montre que sur les 48 ans entre 1969 et 2017, le gouvernement des États-Unis n'a été uni qu'en 8 ans seulement (1977-1981, 1993-1995, 2009-2011). Cela signifie qu'il y a eu une augmentation des cas de gouvernement divisé, ce qui entraînera très probablement un désaccord entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif dans lequel le rôle des partis politiques aura probablement plus d'influence.

Le tableau 18 donne, de sa part, des exemples de la manière dont les pouvoirs exécutif et législatif contrôlent et équilibrent leurs pouvoirs respectifs.

Tableau 18. Exemples de la façon dont les pouvoirs exécutif et législatif du gouvernement américain vérifient et équilibrent le pouvoir de chacun.

Comment le pouvoir exécutif (Président) vérifie le pouvoir législatif (Congrès) ?	Comment le pouvoir législatif (le Congrès) vérifie le pouvoir exécutif (le Président)?
Opposer le veto aux lois adoptées par le Congrès	Le Congrès peut annuler le veto du Président par 2/3 des voix des deux chambres.
Faire des propositions de nouvelles lois et traités internationaux au Congrès.	Le Sénat peut approuver ou rejeter les traités proposés à la majorité des 2/3
Désigner des fonctionnaires fédéraux, y compris des juges	Le Sénat peut approuver ou refuser ces nominations
Proposer le budget fédéral et d'autres allocations	• Approuver ou refuser l'appropriation de fonds (<i>the Power of the Purse</i>) • Mener des enquêtes pour vérifier si le Président dépense de manière appropriée les fonds alloués.
Le Président est le commandant en chef	Le pouvoir de déclarer la guerre
	Une résolution commune de la Chambre des représentants et du Sénat peut mettre fin à certains pouvoirs du Président, y compris les pouvoirs de guerre, sans son accord.
	Le Sénat peut destituer le Président à la majorité des 2/3

B. Les partis politiques : Un rôle en déclin dans l'élaboration des politiques.

Le deuxième argument a mis au défi la théorie d'*hypothèse partisane* dans des études relativement récentes. Les partisans de cette tendance théorique soutiennent que l'impact des partis politiques sur l'élaboration des politiques a diminué en raison de la *convergence partisane*.

Selon la théorie de la *convergence partisane*, les partis politiques n'adoptent plus de politiques qui distinguent les partis les uns des autres, car la plupart d'entre eux ont tendance à s'appuyer sur le

centre politique pour séduire la majorité des électeurs²⁸⁹. Alors que les deux principaux partis politiques américains convergent sur l'importance stratégique de la région MENA pour les États-Unis, surtout l'intérêt du pays pour le pétrole de la région, leurs politiques dans la région ne sont pas forcément identiques.

En outre, la capacité des partis politiques à influencer sur les politiques peut être limitée par la "*path dependence*" qui "has to mean, if it is to mean anything, that once a country or region has started down a track, the costs of reversal are very high. There will be other choice points, but the entrenchments of certain institutional arrangements obstruct an easy reversal of the initial choice"²⁹⁰. En d'autres termes, les politiques adoptées aujourd'hui par les partis politiques suivent celles héritées du passé. Par conséquent, toute tentative visant à modifier ces politiques entraînera des coûts électoraux négatifs pour le parti. De ce fait, les partis ont tendance à ne pas innover dans l'élaboration des politiques.

Bien qu'une telle théorie puisse être pertinente dans certains systèmes politiques, elle ne semble pas l'être dans le contexte américain, notamment en ce qui concerne la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA. En effet, il y a des changements globaux constants qui nécessitent une réponse adéquate dans les politiques. Les événements du *Printemps arabe* ont obligé les États-Unis à renoncer à leur soutien de longue date aux régimes non démocratiques de la région.

II. L'impact des partis politiques américains sur la politique étrangère américaine dans la région MENA : La question de la recherche et la sélection des cas.

²⁸⁹ Peter Mair, "Political Parties and Party System," dans Graziano P., Vink M.P. (eds) *Europeanization*. Palgrave Macmillan, London, 2008, pp.154-166

²⁹⁰ Margaret Levi, "A Model, a Method, and a Map: Rational Choice in Comparative and Historical Analysis", dans *Comparative Politics: Rationality, Culture and Structure* 28. (Mark Irving Lichbach ed., 1997). [Traduction] «doit signifier, si cela veut dire quelque chose, qu'une fois qu'un pays ou une région a entamé une voie, les coûts du renversement sont très élevés. Il y aura certes d'autres choix, mais les retranchements de certains arrangements institutionnels entravent un renversement facile du choix initial».

A. Les partis politiques américains : Ont-ils un impact sur le façonnage de la politique étrangère américaine dans la région MENA?

En nous basant sur la brève description du débat théorique concernant l'impact des partis politiques sur l'élaboration des politiques, nous posons l'hypothèse suivante : Les partis politiques américains sont plus susceptibles d'avoir un impact sur le façonnage de la politique étrangère américaine dans la région MENA. Cela est dû à plusieurs facteurs :

Premièrement, le système politique américain repose sur la séparation des pouvoirs, ce qui permet au parti de l'opposition au Congrès de contrôler et d'équilibrer le parti au pouvoir dans la branche exécutive par le biais du système de freins et de contrepoids ainsi que le principe du gouvernement divisé. En effet, ce système est bien établi dans la Constitution américaine.

Deuxièmement, alors que les deux principaux partis américains ont tendance à s'accorder sur l'importance stratégique de la région MENA pour les intérêts du pays, leurs politiques visant à réaliser ces intérêts ne sont pas forcément identiques. Dernier point mais non le moindre, les changements critiques croissant dans la région entraînent un nombre grandissant de conflits partisans sur la manière de faire face à de tels changements.

Pour répondre à la question de recherche et tester la validité de cette hypothèse, nous avons passé en revue des études de cas qui illustrent des débats entre le législatif et l'exécutif sur des événements critiques dans la région MENA, de Nixon à Obama, en analysant le processus de prise de décisions concernant ces événements et le rôle des partis politiques dans ce processus.

B. La sélection des cas et la collecte des données.

1. Les cas du gouvernement divisé de Nixon à Obama.

Comme nous l'avons expliqué brièvement ci-dessus, le système politique américain repose sur le principe de la séparation des pouvoirs qui permet à chaque branche du gouvernement de contrôler les décisions de chacune et d'équilibrer ses pouvoirs en fonction du système de freins et de contrepoids. Les partis politiques démocrate et républicain peuvent ainsi jouer un rôle important

dans ce processus car tous les Présidents américains et presque tous les membres du Congrès sont affiliés à l'un des deux partis.

Cependant, le rôle des partis politiques dans l'élaboration des politiques est plus susceptible d'être puissant dans les situations de gouvernement divisé dans lesquelles un parti dirige le pouvoir exécutif, tandis que l'autre a la majorité dans une ou deux chambres du Congrès. En d'autres termes, il est très difficile d'évoquer un rôle important des partis politiques américains dans l'élaboration des politiques si le même parti dirige le pouvoir exécutif et a la majorité dans les deux chambres du Congrès. En affirmant cela, nous étions intéressés à examiner les cas de gouvernement divisé.

Pour dénicher ces cas, nous avons étudié les affiliations politiques des Présidents américains allant de Nixon à Obama (1969-2017) et celles des membres du Congrès qui coïncidaient avec cette période (91e à 114e). Le tableau 19 résume les résultats.

Tableau 19. Les affiliations politiques des congrès américains de Nixon à Obama²⁹¹.

Les Présidents		Le Congrès							
		La chambre des Représentants				Le Sénat ²⁹²			
Noms & années	Parti	Années	#D	#R	#autres	Années	#D	#R	# autres
Nixon (1969-74)	R	1969-71	243	192	0	1969-71	57	43	0
		1971-73	255	180	0	1971-73	54	44	2
		1973-75	243	192	0	1973-75	56	42	2
Ford (1974-77)	R	1973-75	243	192	0				
		1975-77	291	144	0	1975-77	61	37	2
Carter (1977-81)	D	1977-79	292	143	0	1977-79	61	38	1
		1979-81	278	157	0	1979-81	58	41	1
Reagan (1981-89)	R	1981-83	243	192	0	1981-83	46	53	1
		1983-85	269	166	0	1983-85	45	55	0
		1985-87	254	181	0	1985-87	47	53	0
		1987-89	258	177	0	1987-89	55	45	0
H. W. Bush (1989-93)	R	1989-91	260	175	0	1989-91	55	45	0
		1991-93	267	167	1	1991-93	56	44	0
Clinton (1993-2001)	D	1993-95	258	176	1	1993-95	57	43	0
		1995-97	204	230	1	1995-97	48	52	0
		1997-99	207	226	1	1997-99	45	55	0
		1999-01	211	223	1	1999-01	45	55	0

²⁹¹ Les informations du tableau 19 ont été recueillies auprès de différentes sources officielles. Il s'agit notamment du site Web officiel de la Chambre des Représentants <https://history.house.gov/Institution/Party-Divisions/Party-Divisions/> et du site officiel du Sénat <https://www.senate.gov/history/partydiv.htm>

²⁹² Le nombre total de membres des sénateurs de 1945 à 1959 était de 96 et il est passé à 100 après la nouvelle admission des États de l'Alaska et d'Hawaï.

G. W. Bush (2001-09)	R	2001-03	213	220	2	2001-03	50	50	0
		2003-05	205	229	1	2003-05	48	51	1
		2005-07	201	233	1	2005-07	44	55	1
		2007-09	233	202	0	2007-09	49	49	2
Obama (2009-2017)	D	2009-11	257	178	0	2009-11	57	41	2
		2011-13	193	242	0	2011-13	51	47	2
		2013-15	201	234	0	2013-15	53	45	2
		2015-17	188	247	0	2015-17	44	54	2

Le tableau 19 révèle ainsi les résultats suivants :

Premièrement, sur une période de 48 ans entre 1969 et 2017, il y a eu 34 ans de gouvernement divisé entre l'exécutif et l'une ou les deux chambres du législatif. Soit 71% du total des cas. Cela signifie que les partis démocrate et républicain sont plus susceptibles de jouer un rôle important dans l'élaboration des politiques en contrôlant les décisions des uns et des autres au sein des pouvoirs exécutif et législatif.

Deuxièmement, la fréquence des cas de gouvernement divisé variait entre les Présidents de Nixon à Obama. Par exemple, il y avait un Président dont le mandat la présidence n'a été témoin d'aucun cas de gouvernement divisé, à savoir celui du Président Jimmy Carter. Le tableau 20 réorganise les informations du tableau 19 pour inclure les cas de gouvernement divisé seulement, qui feront l'objet de nos études de cas sélectionnés.

Tableau 20. Les études de cas de gouvernement divisé sélectionnés entre 1969 et 2017.

Les Présidents		Congés							
		La Chambre des Représentants				Le Sénat ²⁹³			
Nom & années	Parti	Années	#D	#R	#autres	Années	#D	#R	#autres
Nixon (1969-74)	R	1969-71	243	192	0	1969-71 1	57	43	0
		1971-73	255	180	0	1971-73 3	54	44	2
		1973-75	243	192	0	1973-75 5	56	42	2
Ford (1974-77)	R	1973-75	243	192	0				

²⁹³ *Ibid.*

		1975-77	291	144	0	1975-77	61	37	2
Reagan (1981-89)	R	1981-83	243	192	0				
		1983-85	269	166	0				
		1985-87	254	181	0				
		1987-89	258	177	0	1987-89	55	45	0
H. W. Bush (1989-93)	R	1989-91	260	175	0	1989-91	55	45	0
		1991-93	267	167	1	1991-93	56	44	0
Clinton (1995-2001)	D	1995-97	204	230	1	1995-97	48	52	0
		1997-99	207	226	1	1997-99	45	55	0
		1999-01	211	223	1	1999-01	45	55	0
G. W. Bush (2001-09)	R	2007-09	233	202	0				
Obama (2011-2017)	D	2011-13	193	242	0				
		2013-15	201	234	0				
		2015-17	188	247	0	2015-17	44	54	2

2. Collecte de données et analyse des cas: Les politiques des Présidents et les législations du Congrès relatives à la région MENA.

Puisque nous voulons savoir comment l'exécutif et le législatif répondaient aux politiques et aux décisions de chacun, nous avons examiné les études de cas de gouvernement divisé dans le tableau 20 de deux manières différentes: Les réponses du Congrès aux politiques et décisions des Présidents et les réponses des Présidents aux politiques et décisions du Congrès.

a. Réponses du Congrès aux politiques et décisions des Présidents.

Premièrement, nous avons présenté les politiques et les décisions des Présidents sur des événements et des questions clés qui coïncidaient avec les cas de gouvernement divisé en utilisant leurs discours, déclarations et actions. Ensuite, nous avons examiné comment une ou les deux chambres du Congrès réagissaient aux politiques et décisions du Président. Nous nous sommes intéressés à toutes sortes de législation par lesquelles une ou les deux chambres du Congrès ont

exprimé leur sentiment ou leur opinion sur les politiques et les décisions des Présidents dans la région MENA. Cela inclut *bills*, *joint resolutions*, *concurrent resolutions* et *simple resolutions* (projets de loi, résolutions conjointes, résolutions concurrentes et résolutions simples)²⁹⁴.

Ces législations ont été rassemblées sur www.congress.gov, un site Web officiel et fiable du gouvernement, donnant accès à toutes les législations du Congrès de 1973 à nos jours. Le site Web permet aux utilisateurs de limiter le processus de recherche en fonction de critères spécifiques : *Time*, *chamber*, *bill type*, *status of legislation*, *subject/ policy area*, *committee*, *sponsor*, *co-sponsor* et *party*.

Pour les besoins de ce chapitre, nous avons limité notre recherche en utilisant les filtres de *time* et de *policy area*, car nous nous intéressions aux législations qui répondent aux politiques spécifiques des Présidents liées à la région MENA dans une période spécifique. Dans ce sens, nous avons limité notre recherche de législations pertinentes au calendrier du Congrès qui coïncidait avec des politiques et décisions spécifiques des Présidents, les législations présentées par l'une ou les deux chambres du Congrès ainsi que '*international affairs*, *armed forces and national security*' en tant que *policy areas*. Les résultats de la recherche ont été écrémés pour sélectionner ceux qui sont pertinents pour la région MENA.

b. Les réponses des Présidents aux législations du Congrès.

Les législations exigeant la réponse du président doivent répondre à deux critères. Premièrement, ils doivent avoir la force de loi; les types de législations qui ont la force de loi sont *bills* et *joint resolutions*. Deuxièmement, les législations qui exigent la réponse du Président doivent être adoptées par la Chambre et le Sénat. Dans ce cadre, nous avons limité notre recherche en utilisant les filtres du *time* ou le calendrier des congrès qui coïncidait avec les cas de gouvernement divisé, le *type of legislation* en sélectionnant *bills* et *joint resolutions* approuvés ou rejetés par les

²⁹⁴ Voir la section c ci-dessous pour plus d'informations sur chaque type de résolution.

Présidents, ainsi que '*international affairs, armed forces and national security*' en tant que *policy areas*.

Les résultats de la recherche ont été écriémés pour sélectionner ceux qui sont pertinents pour la région MENA. Avant d'analyser notre première étude de cas, il est important de différencier les types de législations du Congrès.

c. Les types de législations du Congrès.

- ❖ **Bill (projet de loi):** Une *bill* est une proposition législative devant le Congrès; elle peut être une *bill* de la Chambre des Représentants (H.R.) ou une *bill* du Sénat (S.). Chaque *bill* reçoit un numéro dans l'ordre où elle est introduite. Les *bills* d'intérêt public portent sur des sujets qui touchent le grand public ou des catégories de citoyens, tandis que les *bills* d'intérêt privé concernent des sujets individuels qui touchent des particuliers tels que les réclamations contre le gouvernement.
- ❖ **Joint resolutions** (résolutions conjointes): Elle peut s'agir de *Joint resolution* de la Chambre des Représentants (H.J.Res.) ou du Sénat (S.J.Res.). Les *Joint resolutions* sont également affectées un numéro dans l'ordre où elles sont présentées et nécessitent l'approbation des deux chambres et la signature du Président tout comme les *bills*. Il n'y a pas vraiment de différence entre une *bill* et une *Joint resolution* sauf le fait que les *Joint resolutions* sont utilisées pour des questions limitées comme une allocation pour un objectif particulier. En outre, elles sont utilisées pour proposer des amendements à la Constitution et, s'ils sont approuvés, ils ont force de loi. Les *Joint resolutions* peuvent également faire partie de la Constitution si les trois quarts des États les ratifient. Dans ce cas, la signature du Président n'est pas requise.
- ❖ **Concurrent resolutions** (résolutions concurrentes): Elle peut s'agir de *Concurrent resolutions* de la Chambre de Représentants (H.Con.Res.) ou du Sénat (S.Con.Res.). Ce type de législations nécessite l'approbation des deux chambres, mais, contrairement aux *joint*

resolutions, elles ne requièrent pas la signature du Président et n'ont pas une force de loi. Les *Concurrent resolutions* peuvent être utilisées pour établir ou modifier des règles relatives aux deux chambres comme le réglage du temps de l'ajournement du Congrès. En outre, les *Concurrent resolutions* peuvent également être utilisées pour exprimer les sentiments des deux chambres sur certains sujets tels que les vœux adressés à un pays pour son anniversaire d'indépendance.

- ❖ **Simple resolutions** (résolutions simples): Elle peut s'agir de *Simple resolutions* de la Chambre des Représentants (H.Res.) ou du Sénat (S.Res.). Ces législations sont des propositions législatives qui traitent des sujets internes de chaque chambre. Pour cette raison, elles ne nécessitent ni l'approbation de l'autre Chambre ni la signature du Président et n'ont pas une force de loi. Par exemple, le Sénat ou la Chambre de Représentants peuvent individuellement exprimer leurs condoléances à la famille d'un membre décédé du Congrès ou donner individuellement des conseils sur les affaires étrangères à l'exécutif.

III. L'impact des partis politiques américains sur la politique étrangère américaine dans la région MENA : Analyses d'études de cas.

- A. Richard Nixon (1969-1974) et Congrès (91e, 92e, 93e): Un soutien mutuel entre un exécutif républicain et un législatif démocrate.**
 - 1. Les réponses du Congrès aux politiques de Nixon dans la région MENA: Une entente solide.**

La majeure partie de la politique étrangère du Président Nixon était axée sur la *détente* avec les Soviétiques et la Chine pendant la guerre froide. Sa présidence a coïncidé avec des événements très importants dans la région MENA, à savoir la guerre d'Octobre et le choc pétrolier de 1973.

a. La guerre d'Octobre²⁹⁵ de 1973 : Un consensus républicain-démocrate pour soutenir Israël.

La guerre d'Octobre de 1973 s'est déroulée dans le Sinaï et le Golan entre le 6 et le 25 octobre. Elle a impliqué une coalition d'Etats arabes, dirigée par l'Egypte et la Syrie, contre Israël. Le Sinaï et le plateau du Golan ont été occupés par Israël depuis la guerre des six jours de 1967. Nixon a aidé Israël afin d'empêcher sa défaite à travers l'*Operation Nickel Grass* qui visait à fournir à ce pays des équipements militaires à grande échelle du 14 octobre au 14 novembre 1973²⁹⁶.

Le Congrès a présenté une série de 8 *concurrent resolutions* et 24 *simple resolutions*, qui portaient essentiellement le même titre "*Expressing the sense of Congress with respect to the immediate delivery of certain aircraft and other equipment from the United States to Israel*". Ces résolutions ont été présentées du 9 octobre au 29 novembre 1973. Elles ont toutes exprimé l'appui du Congrès concernant la livraison immédiate des équipements militaires à Israël²⁹⁷. Fait intéressant, 75% de ces résolutions ont été présentées par des membres démocrates du Congrès, en tenant compte du fait que la décision initiale avait été prise par un Président républicain, Richard Nixon²⁹⁸. Cela suggère initialement qu'il existe un consensus entre les deux partis lorsqu'il s'agit de soutenir Israël.

²⁹⁵ Cette guerre s'appelle également la guerre de Ramadan ou la guerre de Kippour

²⁹⁶ Voir Kenneth K. Robertson, *Operation Nickel Grass: The airlift to Israel and coronation of C-5 Galaxy, Octobre-Novembre 1973* (AMC Museum Foundation, Inc, 2000)

²⁹⁷ Les 8 *concurrent resolutions* sont H.Con.Res.335, H.Con.Res.336, H.Con.Res.337, H.Con.Res.338, H.Con.Res.339, H.Con.Res.344, H.Con.Res.249 et H.Con.Res. 353. Les 24 *simple resolutions* sont S. Res.189, H.Res.612, H.Res.613, H.Res.614, H.Res.615, H.Res.616, H.Res.617, H.Res.618, H.Res.619, H.Res.620, H.Res.621, H.Res.622, H.Res.624, H.Res.640, H.Res.660, H.Res.674, H.Res.675, H.Res.676, H.Res.678, H.Res.682, H.Res.689, H.Res.699, H.Res.722 et H.Res.723.

²⁹⁸ Les résolutions qui ont été présentées par les membres démocrates du Congrès, Rep. William Lehman, Rep. Robert Sikes, Rep. Thomas O'Neill, Rep. Goodlow Byron, Rep. Tom Bevill and Sen. Hubert Humphrey, inclus toutes les *concurrent resolutions* citées ci-dessus (note 20) plus H.Res.612, H.Res.613, H.Res.614, H.Res.615, H.Res.616, H.Res.617, H.Res.618, H.Res.619, H.Res.620, H.Res.621, H.Res.622, H.Res.640, H.Res.660, H.Res.674, H.Res.676, H.Res.678, H.Res.689, H.Res.699, et H.Res.723. Les résolutions proposées par les membres républicains du Congrès Rep. Dan Kuykendall, Rep. Donald Brozman, Rep. Joseph Maraziti et Rep. Samuel Young, sont H.Res.624, H.Res.675, H.Res.682 et H.Res.722.

Tandis que les États-Unis ont soutenu Israël, la coalition arabe a été soutenue par les États pétroliers arabes en augmentant le prix du pétrole de 70% pour forcer Israël à se retirer des territoires qu'il occupait pendant la guerre des Six jours de 1967. En conséquence, Nixon a demandé une allocation de 2,2 milliards de dollars au Congrès comme une aide urgente à Israël. La demande du Président républicain a été transformée en une résolution de la Chambre des représentants (H.R.11088) introduite par un membre démocrate du Congrès, Rep. Thomas Morgan.

La résolution a été adoptée par la Chambre des Représentants (364-52) et par le Sénat (66-9) et a été promulguée comme une loi après avoir été signée par le Président le 26 décembre 1973²⁹⁹. Ceci confirme la suggestion initiale concernant l'unanimité qui existe entre les deux parties lorsque le sujet en discussion concerne la protection et le soutien d'Israël en raison de leurs points de vue comparables sur ce sujet spécifique.

b. Le choc pétrolier de 1973: Un consensus continu entre les démocrates et les républicains pour soutenir Israël.

La demande d'aide d'urgence lancé par Nixon pour Israël a incité les pays pétroliers arabes à appliquer un embargo total sur leurs exportations de pétrole vers les États-Unis. En réponse à cet embargo, l'administration Nixon a lancé une nouvelle stratégie énergétique visant à accroître la production nationale et a appelé tous les Américains à conserver leur consommation d'énergie afin de réduire l'impact des prix en flèche du pétrole. Dans le même temps, le Congrès a appuyé la gestion de la situation par Nixon en présentant une série de six résolutions visant à économiser l'énergie, à mettre fin à l'aide étrangère des États-Unis aux pays participant à l'embargo et à appliquer des sanctions commerciales contre eux³⁰⁰.

²⁹⁹ H.R.11088, "Emergency Security Assistance Act", 26 décembre 1973

<https://www.congress.gov/bill/93rd-congress/house-bill/11088> Consulté le 19 Septembre 2019.

³⁰⁰ S.Res.279, "Resolves that it is the sense of the Senate that the Washington Energy Conference should consider conservation measures in major oil consuming countries," a soutenu la stratégie de conservation de Nixon; H.R.11438 "A bill to cease all foreign aid to those Middle East nations that reduced the export of oil and oil products to the United States as a punitive reaction to U.S. support of Israel," a arrêté l'aide étrangère américaine pour les pays arabes participant à l'embargo. Il y avait une série de résolutions intitulées "Trade Sanctions Act," (H.R.11572, H.R.11627, H.R.11752, H.R.11770 and H.R.11993) qui ont appliqué des sanctions commerciales sur ces pays.

Quatre de ces résolutions ont été présentées par des républicains et deux par des démocrates. Cela indique que les deux parties ont convenu de la manière dont la crise a été gérée³⁰¹. En fait, nous avons trouvé une série de cinq résolutions félicitant le Président pour ses actions au Moyen-Orient et pour la façon dont il a géré la crise pétrolière³⁰².

Cependant, la stratégie de Nixon n'a pas été très utile. Cela a contraint Nixon à négocier le retrait d'Israël du Sinaï et du Golan afin de mettre fin à l'embargo, ce qui a été mis en place le 18 mars 1974³⁰³. Les membres démocrates du Congrès ont soutenu les négociations du Président républicain en introduisant une série de quatre résolutions appelant Nixon à organiser une conférence internationale pour discuter de la crise énergétique et trouver des moyens afin de maintenir la paix et la stabilité dans la région MENA³⁰⁴. Trois de ces résolutions (75%) ont été présentées par des démocrates.

2. Les réponses de Nixon aux législations du Congrès dans la région MENA: Un soutien réciproque.

Notre recherche a abouti à la découverte d'une seule résolution qui a été approuvée par Nixon après l'adoption de la Chambre des Représentants et le Sénat. Nous avons déjà fait référence à cette résolution ci-dessus.³⁰⁵ H.R.11088 qui a été introduite par un membre du Congrès démocrate en réponse favorable à la demande du Président républicain d'une aide étrangère de 2,2 milliards de dollars à Israël après la hausse du prix du pétrole par les arabes, contraignant Israël à se retirer des territoires qu'il occupait en 1967. Cela illustre le soutien réciproque de l'exécutif républicain au législatif démocrate relatif au soutien à Israël.

³⁰¹ Les démocrates ont présenté les résolutions H.R.11993 (Rép. Donald Clancy) et H.R.11770 (Rép. Bill Stuckey). Quant aux républicains, ils ont présenté les résolutions H.R.11438 (Rép. Joseph Maraziti), H.R.11572 et H.R.11752 (Rép. Dick Shoip) et H.R.11627 (Rép. Carleton King).

³⁰² Ces résolutions sont H.Res.706, H.Res.707, H.Res.708, H.Res.709, H.Res.732. Ils ont toutes été présentées par le représentant républicain Lamar Baker.

³⁰³ Karen R. Merrill, *The Oil Crisis of 1973-1974: A brief history with documents* (Bedford/St. Martin's, 2007)

³⁰⁴ Les résolutions présentées par les démocrates sont H.Con.Res.377, H.Con.Res.392 (Rép. Dante Fascell) et S.Res.210 (Sén. Edward Kennedy). La résolution restante, qui a été introduite par un républicain, était H.Con.Res.409 (Rep. Thomas Railsback).

³⁰⁵ H.R.11088, "Emergency Security Assistance Act", December 26, 1973 <https://www.congress.gov/bill/93rd-congress/house-bill/11088> Consulté le 10 septembre 2019

B. Gerald Ford (1974-1977) et Congrès (93e et 94e): Un exécutif républicain contre un législatif démocrate.

1. Réponses du Congrès aux politiques de Ford dans la région MENA: Un fort désaccord face aux critiques de Ford contre Israël.

Le conflit entre l'Égypte et Israël, hérité par le Président Gerald Ford de ses prédécesseurs, était le problème majeur auquel Ford a été associé dans la région MENA. Ford a clairement déclaré que ce conflit avait des effets négatifs sur les intérêts vitaux des États-Unis et de ses alliés en mettant en péril la stabilité de l'économie mondiale en raison du choc pétrolier de 1973, qu'il a qualifié de *'intolerable risks'*³⁰⁶. Ford a déclaré que:

*"we will not accept stagnation or stalemate with all its attendant risks to peace and prosperity and to our relations in and outside of the region"*³⁰⁷.

Ford se rapportait principalement au refus d'Israël de se retirer de territoires qu'il avait occupé en 1967 comme un facteur principal mettant en danger le processus de paix dans la région et menaçant les intérêts des États-Unis en endommageant ses relations avec les pays arabes producteurs de pétrole. Ford a envoyé une lettre au Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, pour exprimer sa frustration face au comportement d'Israël dans le processus de négociations et de son intention de réévaluer la politique étrangère des États-Unis dans la région, y compris son soutien à Israël³⁰⁸.

Le 24 mars 1975, Ford communiquait son plan de réévaluation qui comprenait l'annulation ou l'arrêt temporaire de l'aide américaine à Israël entre mars et septembre 1975. Rabin qualifiait cette période de "one of the worst in the American-Israeli relations"³⁰⁹. En conséquence, Ford a reçu une lettre, signée par 76 sénateurs américains, critiquant ses tentatives de blâmer Israël pour le blocage

³⁰⁶ Gerald Ford, "Address on US Foreign Policy", 10 avril 1975. <http://millercenter.org/president/ford/speeches/speech-5500> Consulté le 17 octobre 2019.

³⁰⁷ *Ibid.* Traduction: «nous n'accepterons pas la stagnation ou l'impasse avec tous les risques qui en découlent pour la paix et la prospérité et pour nos relations à l'intérieur et à l'extérieur de la région».

³⁰⁸ Yitzhak Rabin, *The Rabin Memoirs* (University of California Press, 1996), p. 256

³⁰⁹ *Ibid.* p. 261. Traduction: «l'une des pires relations américano-israéliennes».

des négociations de paix et lui demandant instamment de répondre à la demande israélienne de 2,59 milliards de dollars d'aides économique et militaire³¹⁰.

C'était la réaction la plus marquante du Congrès à la politique étrangère de Ford dans la région pendant sa présidence, qui provenait d'une très grande majorité de sénateurs représentant les deux partis.

2. Les réponses de Ford aux législations du Congrès concernant la région MENA: Une approbation absolue.

Notre recherche a abouti à la découverte de trois résolutions qui ont été approuvées par Ford après l'adoption de la Chambre des Représentants et le Sénat. Ces trois résolutions ont été introduites par des démocrates qui représentaient le parti d'opposition. Le tableau 21 fournit plus de détails sur ces législations.

Tableau 21. Les Législations approuvées par Ford sur la région MENA (1974-1977).

No	Intitulé	Parrain	Date	Réponse du Président
S.818 ³¹¹	"An Act to authorize United States payments to the United Nations for expenses of the United Nations peacekeeping forces in the Middle East, and for other purposes".	D	19/06/1975	Approuvé
H.R.4592 ³¹²	An Act making appropriations for Foreign Assistance and related programs for the fiscal year ending June 30, 1975, and for other purposes.	D	26/03/1975	Approuvé
H.R.13680 ³¹³	Act to amend the Foreign Assistance Act of 1961 and the Foreign Military Sales Act.	D	30/06/1976	Approuvé

³¹⁰ Letter to President Ford by 76 members of US Senate, 22 mai 1975 <https://mfa.gov.il/MFA/ForeignPolicy/MFADocuments/Yearbook2/Pages/84%20Letter%20to%20President%20Ford%20by%2076%20Members%20of%20the%20U.aspx> Consulté le 21 octobre 2019.

³¹¹ S.818, "An Act to authorize United States payments to the United Nations for expenses of the United Nations peacekeeping forces in the Middle East, and for other purposes", 19 juin 1975 <https://www.congress.gov/bill/94th-congress/senate-bill/818> Consulté le 12 Novembre 2019. [Traduction]: «Loi autorisant les paiements des États-Unis à l'Organisation des Nations Unies pour les dépenses des forces de maintien de la paix des Nations Unies au Moyen-Orient et à d'autres fins».

³¹² H.R.4592, "An Act making appropriations for Foreign Assistance and related programs for the fiscal year ending June 30, 1975, and for other purposes", 26 mars 1975 <https://www.congress.gov/bill/94th-congress/house-bill/4592> Consulté le 12 Novembre 2019. [Traduction]: «Loi portant ouverture de crédits pour l'aide étrangère et les programmes connexes pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1975 et à d'autres fins ».

³¹³ H.R.13680, "Act to amend the Foreign Assistance Act of 1961 and the Foreign Military Sales Act, and for other purpose", 30 juin 1976 <https://www.congress.gov/bill/94th-congress/house-bill/13680> Consulté le 12 Novembre 2019. [Traduction]: «Loi modifiant la loi sur l'assistance étrangère de 1961 et la loi sur les ventes d'armes à l'étranger, et à d'autres fins ».

Outre la loi S.818, qui portait sur l'engagement des États-Unis à payer leur part des dépenses des forces de maintien de la paix des Nations Unies au Moyen-Orient, les autres lois portaient sur l'aide étrangère des États-Unis surtout pour les pays en conflit: Israël et l'Égypte.

Premièrement, le maintien de l'engagement américain à financer les forces de maintien de la paix des Nations Unies au Moyen-Orient demeure une obligation internationale. En avançant cela, il est difficile d'imaginer que Ford aurait recours à un veto contre une telle législation malgré le fait qu'elle a été initiée par un membre du Congrès du parti d'opposition.

En ce qui concerne les lois relatives à l'aide étrangère des États-Unis, nous avons remarqué que l'accent était mis sur Israël qui bénéficiait de généreuses allocations des États-Unis sous forme d'une assistance militaire et économique. L'approbation par Ford des deux législations peut être attribuée à la pression qu'il a subi de la majorité du Sénat, comme nous l'avons expliqué précédemment. Cette pression a empêché Ford de mettre en œuvre son «plan de réévaluation» visant à suspendre l'aide américaine à Israël.

C. Ronald Reagan (1981-1989) et le Congrès (97e, 98e, 99e, 100e) : Un exécutif républicain contre un législatif démocrate.

Contrairement aux cas examinés précédemment, dans lesquels la situation de gouvernement divisé s'étendait aux deux chambres du Congrès et tout au long du mandat des Présidents, le cas de gouvernement divisé coïncidant avec les deux mandats de Reagan (1981-1989) était limité à la Chambre des représentants (97e, 98e, 99e, 100e). Quant au Sénat, le cas de gouvernement divisé a coïncidé avec la seconde moitié du deuxième mandat de Reagan (1987-1989).

Dans ce sillage, nous prendrons en considération les politiques et les décisions de Reagan et les législations de la Chambre (1981-1989) et du Sénat (1987-1989) lors de l'analyse des réponses du Congrès aux politiques du Président. Cependant, lors de l'analyse des réponses de Reagan aux législations du Congrès, nous devons prendre en considération les législations qui

ont été adoptées par la Chambre et le Sénat de 1981 à 1989, car les législations qui nécessitent la réponse du Président doivent être approuvées par les deux chambres.

1. Les réponses du Congrès aux politiques de Reagan dans la région MENA: Un amalgame de consentement, de désapprobation et d'absence de réponse.

La présidence de Reagan a coïncidé avec de nombreux événements critiques dans la région. Il s'agit notamment de l'invasion israélienne du Liban en 1982, les attaques meurtrières contre les *American Marine Baracks* en 1983, les attaques militaires américaines contre la Libye en 1986 et le scandale *Iran-contra* entre 1985 et 1987.

a. L'invasion israélienne du Liban: Un accord fort entre un législatif démocrate et un exécutif républicain.

En réponse à l'invasion israélienne du Liban en juin 1982, Reagan a demandé à Israël de se retirer de Beyrouth et a envoyé 800 marines américains au Liban pour participer à une opération multinationale de maintien de la paix, avec la France et l'Italie, afin de maintenir un cessez-le-feu et d'aider le gouvernement libanais à contrôler la capitale³¹⁴. En outre, Reagan a nommé Philip Habib, un diplomate américain éminent, comme envoyé spécial des États-Unis au Moyen-Orient pour négocier une solution pacifique au siège israélien de Beyrouth.

La Chambre a adopté cinq législations pendant la période de crise qui s'est étendue de juin 1982 à juin 1985. Quatre des cinq législations ont été initiées par des démocrates (H.R.6631, H.Res.203, H.Res.318 et H.J.Res.364) et la cinquième a été introduite par un républicain (H.Con.Res.397).

Ils ont traité de divers sujets. Deux des cinq législations ont appuyé la décision de Reagan d'envoyer des forces américaines pour participer à une opération multinationale de maintien de la paix au Liban³¹⁵. En outre, il y avait une législation (H.Con.Res.397) qui exprimait profondément la

³¹⁴ Ronald Reagan, "Address to the Nation on Lebanon", 20 septembre 1982 <http://millercenter.org/president/reagan/speeches/speech-5453> Consulté le 23 octobre 2019.

³¹⁵ H.J.Res.364, "Multinational Force in Lebanon Resolution", 29 septembre 1983 <https://www.congress.gov/bill/98th-congress/house-joint-resolution/364> ; H.Res.318, "A resolution providing for the consideration of the bill (H. J. Res. 364) providing statutory authorization under the War Powers Resolution for continued United States participation in the multinational peacekeeping force in Lebanon in order to obtain withdrawal of all foreign forces from Lebanon", 29 septembre 1983 <https://www.congress.gov/bill/98th-congress/house-resolution/318> Consulté le 23 octobre 2019.

gratitude du Congrès à Philip Habib pour ses réalisations en tant qu'envoyé spécial des États-Unis au Moyen-Orient³¹⁶. L'une des six législations a soutenu l'accord entre les gouvernements du Liban et d'Israël sur les mesures préliminaires du retrait des forces israéliennes du Liban³¹⁷. La législation restante (H, R.6631) est une loi d'assistance humanitaire, économique et militaire au Liban³¹⁸.

b. Les attaques meurtrières contre des marines américains au Liban: Une pression du législatif démocrate sur l'exécutif républicain.

Ce fut l'une des attaques les plus sanglantes contre les américains en octobre 1983. La caserne de l'US Marine a explosé à l'aéroport de Beyrouth le 23 octobre 1983 faisant plus de 200 morts et plus de 100 blessés. Le même jour, Reagan a fermement condamné les attaques et a insisté sur le maintien des forces américaines au Liban³¹⁹. La Chambre des Représentants a adopté une législation exprimant son respect à la mémoire des Américains tués lors des attaques³²⁰.

En guise de réponse, Reagan a approuvé des frappes aériennes ciblant les dirigeants du Hezbollah, un groupe libanais soupçonné d'être impliqué dans les attaques³²¹. Cependant, cette décision n'a pas été exécutée grâce au secrétaire américain à la défense, Casper Weinberger, qui a réussi à convaincre Reagan de l'inutilité des « attaques aveugles » comme des représailles, compte

³¹⁶ H.Con.Res.397, "A concurrent resolution expressing the deep gratitude of the Congress to Special Envoy Philip Habib", 16 septembre 1982 <https://www.congress.gov/bill/97th-congress/house-concurrent-resolution/397> Consulté le 23 octobre 2019.

³¹⁷ H.Res.203, "A resolution expressing the support of the House of Representatives on the decision of the Governments of Lebanon and Israel on agreeing to arrangements for the withdrawal of Israeli forces from Lebanon", 25 Mai 1983 <https://www.congress.gov/bill/98th-congress/house-resolution/203> Consulté le 23 octobre 2019.

³¹⁸ H.R.6631, "A bill to authorize humanitarian assistance for the people of Lebanon", 30 juin 1982 <https://www.congress.gov/bill/97th-congress/house-bill/6631> Consulté le 23 octobre 2019.

³¹⁹ Ronald Reagan, "Remarks to Reporters on the Death of American and French Military Personnel in Beirut, Lebanon", 23 octobre 1983 <https://www.reaganlibrary.gov/research/speeches/102383a> Consulté le 23 octobre 2019.

³²⁰ H.Res.345, "A resolution with respect to the memory of those Americans who lost their lives in Beirut", 24 octobre 1983 <https://www.congress.gov/bill/98th-congress/house-resolution/345> Consulté le 25 octobre 2019

³²¹ Timothy J. Geraphty, *Peacekeeping at war: Beirut 1983—The Marine Commander Tells His Story* (Potomac Books. Sterling, VA, 2009, p. 254).

tenu du fait que les États-Unis n'étaient pas en mesure de prouver qui était responsable des attaques

³²².

Entre-temps, la Chambre a présenté une série de sept résolutions entre le 20 janvier et le 3 février 1984 sous le même intitulé "*Providing for the prompt and orderly withdrawal of U.S. troops from Lebanon*"³²³. Presque toutes ces résolutions, six sur sept, ont été présentées par des démocrates afin d'exhorter le Président républicain à retirer les forces américaines de Beyrouth³²⁴. Le 7 février 1984, Reagan a ordonné aux forces américaines de commencer à se retirer du Liban principalement en raison de la baisse du soutien du Congrès à la mission américaine de maintien de la paix dans ce pays³²⁵.

c. Les représailles de Reagan contre le régime libyen: Une absence de réponse du Congrès.

Le 14 avril 1986, Reagan a ordonné des frappes aériennes contre certaines installations de Mouammar Kadhafi, affirmant que le chef libyen était impliqué dans l'explosion d'une boîte de nuit à Berlin le 5 avril 1986. La boîte de nuit était principalement fréquentée par des soldats américains, ce qui a incité le public américain à soutenir les attaques de Reagan contre la Libye comme un acte de représailles. Reagan a annoncé la réussite de la mission et a précisé que les États-Unis avaient le droit de se défendre contre les attaques terroristes en utilisant une action préventive³²⁶.

La Chambre n'a adopté aucune résolution approuvant ou refusant ces attaques, étant donné qu'elle a le pouvoir de déclarer la guerre. Cela peut s'expliquer par le fait que les attaques étaient déjà soutenues par 77% des Américains car elles étaient considérées comme des actes de

³²² Interview: Casper Weinberger (*PBS Frontline*, September 2001)

<https://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/target/interviews/weinberger.html> Consulté le 13 novembre 2019

³²³ Ces résolutions sont H.J.Res.395, H.J.Res.397, H.Con.Res.248, H.Con.Res.92, H.R.4623, H.J.Res.444 et H.J.Res.459. [Traduction] «Prévoir le retrait rapide et ordonné des troupes américaines du Liban ».

³²⁴ La résolution qui a été introduite par un républicain est H.J.Res.444.

³²⁵ Ronald Reagan, "Statement of the situation in Lebanon", 7 février 1984 <https://www.reaganlibrary.gov/research/speeches/20784d> Consulté le 13 novembre 2019

³²⁶ Ronald Reagan, "Speech to the nation on air strikes against Libya", 14 avril 1986. <http://millercenter.org/president/reagan/speeches/speech-5864> Consulté le 22 octobre 2019

représailles³²⁷. Par conséquent, il était difficile pour le Congrès d'exprimer une opinion différente de celle de la majorité des Américains interrogés.

d. L'affaire Iran-Contra: Le législatif démocrate contrôle l'exécutif républicain.

Reagan était le premier Président américain à conclure un accord de vente d'armes avec un pays de la région, à savoir l'Iran. Cet accord a commencé secrètement avant de devenir un scandale politique très controversé compte tenu du fait que les États-Unis appliquaient un embargo sur l'Iran. Le problème majeur du scandale *Iran-Contra* était l'accusation de l'administration Reagan d'avoir approuvé un accord secret de vente d'armes avec l'Iran en échange de la libération de nombreux ressortissants américains pris en otage par le Hezbollah qui entretenait de bonnes relations avec l'Iran. La chose déconcertante pour Reagan était sa promesse aux américains de ne pas échanger d'armes contre des otages, mais il a pris l'entière responsabilité de l'action et a admis que c'était une erreur³²⁸.

Le Congrès a adopté trois législations en réponse à cette affaire, toutes initiées par des démocrates. Deux d'entre eux (H.Res.12 et S.Res.23) ont créé un comité spécial pour enquêter sur cette affaire et le troisième (S.Res.170) a chargé le conseil juridique du Sénat de mettre en œuvre une assignation et une ordonnance du *Senate Select Committee on Secret Military Assistance to Iran and*

³²⁷ Gregory Francis Intoccia, "American Bombing of Libya: An International legal Analysis", *Case Western Reserve Journal of International Law*, Volume 19, Issue 2, 1987, p.187.

³²⁸ Ronald Reagan, "Address to the Nation on Iran Contra affaire", 4 mars 1987.

<http://millercenter.org/president/speeches/speech-3414> Consulté le 22 octobre 2019

*Nicaraguan Opposition*³²⁹. Quelques jours après cette loi, Reagan s'est adressé aux Américains pour admettre qu'il avait commis une erreur.³³⁰.

2. Les réponses de Reagan aux législations du Congrès concernant la région MENA: Une approbation complète.

Notre recherche a abouti à la découverte de cinq résolutions qui ont été approuvées par Reagan après l'adoption de la Chambre des Représentants et le Sénat. Ces trois résolutions ont été introduites par des démocrates qui représentaient le parti d'opposition. Le tableau 21 fournit plus de détails sur ces législations.

Tableau 22. Législations approuvées par Reagan sur la région MENA (1981-1989)

No	Intitulé	Parrain	Date	Réponse du Président
H.R.6631	A bill to authorize humanitarian assistance for the people of Lebanon ³³¹ .	D	12/10/1983	Approuvé
S.639	Lebanon Emergency Assistance Act of 1983 ³³² .	R	27/06/1983	Approuvé
S.J.Res.159	A joint resolution providing statutory authorization under the War Powers Resolution for continued United States participation in the multinational peacekeeping force in Lebanon in order to obtain withdrawal of all foreign forces from Lebanon ³³³ .	R	30/06/1982	Approuvé

³²⁹ H.Res.12, "A resolution creating a Select Committee to Investigate Covert Arms Transactions with Iran", 1 janvier 1987 <https://www.congress.gov/bill/100th-congress/house-resolution/12> ; S.Res.23, "A resolution establishing a select committee of the Senate to conduct an investigation and study of activities by the National Security Council and other agencies of the United States Government with respect to the direct or indirect sale, shipment, or other provision of arms to Iran and the use of the proceeds from any such transaction to provide assistance to any faction or insurgency in Nicaragua or in any other foreign country, or to further any other purpose, and related matters", 6 janvier 1987 <https://www.congress.gov/bill/100th-congress/senate-resolution/23> ; S.Res.170, "A resolution to direct the Senate Legal Counsel to bring an action to enforce a subpoena and order of the Senate Select Committee on Secret Military Assistance to Iran and the Nicaraguan Opposition", 19 mars 1987 <https://www.congress.gov/bill/100th-congress/senate-resolution/170> Consulté le 25 octobre 2019

³³⁰ *Ibid.* Note 50

³³¹ [Traduction] «Un projet de loi autorisant l'aide humanitaire au peuple libanais».

³³² [Traduction] « Loi sur l'assistance d'urgence au Liban de 1983 ».

³³³ [Traduction] « Une résolution conjointe autorisant statutairement, en vertu de la résolution sur les pouvoirs de guerre, la participation continue des États-Unis à la force multinationale de maintien de la paix au Liban afin d'obtenir le retrait de toutes les forces étrangères du Liban».

S.J.Res.228	A joint resolution relating to the proposed sales of arms to Jordan ³³⁴ .	R	25/11/1985	Approuvé
S.J.Res.228	A joint resolution to support a ceasefire in the Iran-Iraq war and a negotiated solution to the conflict ³³⁵ .	D	18/08/1987	Approuvé

Le tableau 22 montre que toutes les législations adoptées par la Chambre et le Sénat et exigeant la réponse de Reagan ont été approuvées par lui. En d'autres termes, aucune d'entre elles n'a été opposée par Reagan malgré le fait que deux des cinq législations étaient présentées par des démocrates (H.J.Res.216 et H.R.6631) qui représentaient le parti d'opposition. Cela peut s'expliquer par le but de ces lois.

Pour illustrer, H.R.6631 portait sur l'aide humanitaire au Liban après l'invasion d'Israël. Par conséquent, il est très difficile d'imaginer un veto de Reagan à une telle législation. Quant à H.J.Res.216, l'appel américain à un cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak est lié à l'un des intérêts américains les plus stratégiques de la région. C'est du pétrole. L'intensification du conflit entre les deux pays producteurs de pétrole affecterait le coût de la production pétrolière, ce qui aurait un impact négatif sur l'économie américaine.

Les trois lois restantes (S.J.Res.228, S.J.Res.159 et S.639) ont été introduites par des membres du Congrès du Parti républicain, auquel Reagan était affilié, et approuvées par des démocrates qui avaient la majorité au Congrès. En conséquence, l'approbation de Reagan de ces législations était attendue, d'autant plus que deux d'entre elles concernaient la poursuite de la participation des forces américaines aux opérations de maintien de la paix au Liban et l'aide humanitaire d'urgence à ce pays. En fait, les deux législations faisaient déjà partie de la vision de Reagan au Liban

D. George W. H. Bush (1989-1993) et le Congrès (101e, 102e): Une relation de soutien mutuel entre un exécutif républicain et un législatif démocrate.

³³⁴ [Traduction] «Une résolution conjointe relative au projet de vente d'armes à la Jordanie».

³³⁵ [Traduction] «Une résolution conjointe pour soutenir un cessez-le-feu dans la guerre Iran-Irak et une solution négociée au conflit».

La présidence de George W.H. Bush a coïncidé avec la première guerre du Golfe en 1991 qui était l'événement le plus important qui a marqué la politique étrangère de Bush dans la région MENA. En outre, Bush a également été impliqué dans l'autorisation d'une vente de matériel de la défense à l'Arabie saoudite en 1992.

1. Les réponses du Congrès aux politiques de Bush dans la région MENA: L'absence de dissentiment.

a. La première guerre du Golfe en 1991: L'approbation démocrate au Congrès à une demande républicaine de l'exécutif de faire la guerre.

En réponse à l'invasion irakienne du Koweït le 2 août 1990, le Président Bush a imposé des sanctions économiques à l'Irak et a gelé ses avoirs aux États-Unis, tout en déployant des troupes américaines en Arabie Saoudite pour empêcher une nouvelle invasion³³⁶. L'incapacité de persuader Saddam Hussein d'un possible retrait du Koweït par des moyens diplomatiques et économiques a incité Bush à demander au Congrès l'autorisation d'utiliser la force contre l'Irak le 14 janvier 1991³³⁷.

Cette action militaire a marqué le début de la première guerre du Golfe impliquant une coalition internationale, dirigée par les États-Unis, contre l'Irak. Le Président Bush a annoncé le succès de l'opération au Congrès le 6 mars 1991 où il a également communiqué ses futurs objectifs politiques dans la région³³⁸.

b. L'accord de la vente des armes avec l'Arabie Saoudite.

George H. W. Bush a informé le Congrès de sa décision de vendre 72 avions de chasse F-15 à l'Arabie saoudite. Après la fin d'une période d'examen du Congrès de 30 jours et l'absence de réponse du Congrès, l'accord a été conclu le 11 septembre 1992³³⁹.

³³⁶ Edward P. Haley, "It Wasn't My Fault: Or, Why Saddam Surprised the Bush Administration and Invaded Kuwait", dans *From Cold War to New World Order: The Foreign Policy of George Bush* (Greenwood Press. Westport, CT. 2002, pp. 91-112.

³³⁷ H.J.Res.77, "Authorization for Use of Military Force Against Iraq Resolution", 14 janvier 1991 <https://www.congress.gov/bill/102nd-congress/house-joint-resolution/77> Consulté le 28 octobre 2019.

³³⁸ George H. W. Bush, "Address before a joint Session of Congress on the End of the Gulf War", 6 mars 1991. <http://millercenter.org/president/bush/speeches/speech-3430> Consulté le 28 octobre 2019.

³³⁹ Andrew Rosenthal, "THE 1992 campaign: Republicans, Jet Sale to Saudis approved by Bush, saving jobs in US", 12 septembre 1992

2. Les réponses de Bush aux législations du Congrès concernant la région MENA : Une approbation absolue.

Notre recherche a abouti à la découverte de sept résolutions qui ont été approuvées par Reagan après l'adoption de la Chambre des Représentants et le Sénat. Le tableau 23 fournit plus de détails sur ces législations.

Tableau 23. Les réponses de Bush aux législations adoptées par le Congrès et liées à la région MENA (1989-1993)

No	Intitulé	Parrain	Date	Réponse du Président
S.J.Res.87	A joint resolution to commend the Governments of Israel and Egypt on the occasion of the tenth anniversary of the Treaty of Peace between Israel and Egypt ³⁴⁰ .	R	29/03/1989	Approuvé
H.J.Res.673	To designate November 2, 1990, as a national day of prayer for members of American military forces and American citizens stationed or held in the Middle East, and for their families ³⁴¹ .	R	14/11/1990	Approuvé
H.J.Res.77	Authorization for Use of Military Force Against Iraq Resolution ³⁴² .	R	14/01/1991	Approuvé

<https://www.nytimes.com/1992/09/12/us/1992-campaign-republicans-jet-sale-saudis-approved-bush-saving-jobs-us.html> Consulté le 28 octobre 2019.

³⁴⁰ [Traduction] «Une résolution conjointe pour féliciter les Gouvernements israélien et égyptien à l'occasion du dixième anniversaire du traité de paix entre Israël et l'Égypte»

³⁴¹ [Traduction] «Désigner le 2 novembre 1990 comme journée nationale de prière pour les membres des forces militaires américaines et les citoyens américains stationnés ou détenus au Moyen-Orient, et pour leurs familles».

³⁴² [Traduction] «Autorisation d'utilisation de la force militaire contre l'Iraq».

H.R.1176	Foreign Relations Persian Gulf Conflict Emergency Supplemental Authorization Act, Fiscal Year 1991 ³⁴³ .	D	27/03/1991	Approuvé
H.R.1284	Emergency Supplemental Assistance for Israel Act of 1991 ³⁴⁴ .	D	28/03/1991	Approuvé
S.725	Persian Gulf Conflict Supplemental Authorization and Personnel Benefits Act of 1991 ³⁴⁵ .	D	06/04/1991	Approuvé
H.R.2122	Emergency Supplemental Persian Gulf Refugee Assistance Act of 1991 ³⁴⁶ .	D	17/01/1991	Approuvé

Le tableau 23 montre que les sept législations adoptées par le Congrès et nécessitant des réponses de Bush ont été approuvées par lui, y compris les quatre présentées par les démocrates. Six des sept lois portaient sur la première guerre du Golfe, y compris l'autorisation le recours à la force contre l'Irak (H.J.Res.77), l'affectation des crédits supplémentaires liés à la participation des États-Unis à la guerre (H.R.1176, S.725, H.R.2122), la fourniture d'une assistance économique d'urgence à Israël en raison des coûts résultant de la guerre (H.R.1284) et la désignation d'une journée de prière pour les forces armées américaines et les citoyens qui étaient stationnés ou détenus dans la région (H.J.Res.673).

La relation entre l'exécutif républicain et le législatif démocrate sous la présidence de George W.H. Bush a été caractérisée par un soutien mutuel concernant la participation des États-Unis à la première guerre du Golfe. Cette guerre a été l'événement le plus important qui a marqué la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA au début des années 90.

Ce soutien mutuel peut être attribué à la menace représentée par l'Iraq qui pesait sur les intérêts pétroliers américains dans la région surtout après l'invasion du Koweït et la crainte que cette invasion ne soit le début d'un plan expansionniste pour prendre le contrôle des réserves d'autres pays producteurs de pétrole de la région, comme l'Arabie Saoudite, sachant que l'armée

³⁴³ [Traduction] «Relations extérieures : Loi sur l'autorisation supplémentaire d'urgence pour les conflits dans le golfe Persique, exercice 1991».

³⁴⁴ [Traduction] «Loi de 1991 sur l'assistance supplémentaire d'urgence à Israël».

³⁴⁵ [Traduction] «Loi de 1991 sur l'autorisation supplémentaire et les avantages du personnel pour les conflits du golfe Persique».

³⁴⁶ [Traduction] «Loi de 1991 sur l'assistance d'urgence supplémentaire aux réfugiés du golfe Persique».

irakienne était la quatrième puissance militaire du monde. En fait, Bush lui-même a reconnu cette menace en déclarant:

“Our jobs, our way of life, our own freedom and the freedom of friendly countries around the world would all suffer if control of the world's great oil reserves fell into the hands of Saddam Hussein”³⁴⁷.

E. Bill Clinton (1995-2001) et le Congrès (104e, 105e, 106e): Une relation consensuelle entre un exécutif démocrate et un législatif républicain.

La présidence de Clinton a coïncidé avec quelques incidents dans la région, notamment les accords d'Oslo, la deuxième tentative de l'Iraq d'attaquer le Koweït et l'attentat à la bombe de Beit Lid.

1. Les réponses de la Chambre des Représentants aux politiques de Clinton dans la région MENA: Une harmonie républicaine-démocrate.

a. L'Irak et la menace des armes de destruction massive: Un consensus démocrate-républicain.

Pour montrer sa frustration face aux sanctions économiques imposées à l'Irak après la première guerre du Golfe, Saddam Hussein a déployé des milliers de soldats irakiens près des frontières avec le Koweït. En réponse, Clinton a mobilisé les troupes américaines pour dissuader l'Irak de ré-attaquer le Koweït³⁴⁸.

Clinton a également répondu à l'attaque de l'équipement de défense américain par Saddam dans la zone d'exclusion aérienne des Nations Unies dans le nord de l'Irak pendant la guerre civile kurde³⁴⁹. En guise de représailles, Clinton a ordonné des frappes de missiles de croisière contre des

³⁴⁷ George W.H. Bush, “Remarks to the Department of Defense Employees”, 15 août 1990 <https://bush41library.tamu.edu/archives/public-papers/2165> Consulté le 28 octobre 2019. [Traduction]: «Nos emplois, notre mode de vie, notre propre liberté et la liberté des pays amis du monde entier souffriraient si le contrôle des grandes réserves mondiales de pétrole tombait entre les mains de Saddam Hussein».

³⁴⁸ Eric W. Herr, *Operation Vigilant Warrior: Conventional Deterrence Theory, Doctrine and Practice* (Biblio Scholar, 2012).

³⁴⁹ *Ibid.*

installations de défense irakiennes le 3 septembre 1996, ce que le Congrès a hautement recommandé par le biais d'une législation³⁵⁰.

En outre, Clinton a menacé d'utiliser la force au cas où Saddam Hussein tenterait d'entraver la mission de l'UNSCOM, *United Nations Special Commission*, dont la tâche principale était d'assurer que l'Iraq se conformait à la résolution 687 du Conseil de sécurité des Nations Unies exigeant que l'Iraq détruise ses armes chimiques et biologiques ainsi que les installations d'armes nucléaires après la guerre du Golfe³⁵¹.

Le Congrès a réitéré les menaces de Clinton en adoptant une législation, présentée par un démocrate, pour exprimer sa volonté d'autoriser le recours à la force militaire contre l'Iraq si ce dernier ne respectait pas la résolution susmentionnée³⁵². Quelques mois plus tard, le Congrès a adopté une autre législation, introduite par un républicain, déclarant que l'Iraq est en "material and unacceptable breach of its international obligations" («violation substantielle et inacceptable de ses obligations internationales») et exhortant Clinton à prendre les mesures appropriées en vertu de la loi américaine pour mettre l'Iraq en conformité avec ces obligations³⁵³. En conséquence, les menaces de Clinton et du Congrès se sont concrétisées après la réticence de Saddam à coopérer avec les inspecteurs de l'UNSCOM; Clinton a convenu de quatre jours de frappes aériennes intenses contre des installations militaires irakiennes entre le 16 et le 19 décembre 1998³⁵⁴.

³⁵⁰ S.Res.288, "A resolution regarding the United States response to Iraqi aggression," 5 septembre 1996 <https://www.congress.gov/bill/104th-congress/senate-resolution/288> Consulté le 29 October 2019.

³⁵¹ UN Security Council Resolution 687, 3 avril 1991 <http://www.un.org/Depts/unmovic/documents/687.pdf> Consulté le 29 octobre 2019.

³⁵² H.Res.322, "Expressing the sense of the House that the United States should act to resolve the crisis with Iraq in a manner that assures full Iraqi compliance with United Nations Security Council resolutions regarding the destruction of Iraq's capability to produce and deliver weapons of mass destruction, and that peaceful and diplomatic efforts should be pursued, but that if such effort fail, multilateral military action or unilateral United States military action should be taken", 13 novembre 1997 <https://www.congress.gov/bill/105th-congress/house-resolution/322> Consulté le 30 octobre 2019.

³⁵³ S.J.Res.54, "A joint resolution finding the Government of Iraq in unacceptable and material breach of its international obligations", 14 août 1998. Traduction: "Violation substantielle et inacceptable de ses obligations internationales", <https://www.congress.gov/bill/105th-congress/senate-joint-resolution/54> Consulté le 30 Octobre 2019

³⁵⁴ Ryan C. Hendrickson, *The Clinton War: The constitution, Congress and War Powers* (Vanderbilt University Press, Nashville, TN, 2002)

Le Congrès a adopté une législation présentée par un républicain intitulée *“Iraq Liberation Act of 1998”* quelques semaines avant les frappes pour autoriser Clinton à recourir à la force contre l'Irak afin de renverser Saddam Hussein³⁵⁵. Le Congrès a adopté une autre législation, également introduite par un républicain, juste après le début des frappes pour exprimer son soutien aux forces américaines dans le Golfe³⁵⁶.

b. Les Accords d'Oslo: Un accord républicain-démocrate sur la protection d'Israël.

Les négociations de paix entre Israël et la Palestine ont commencé secrètement en Norvège avant de s'ouvrir lorsque Clinton a joué le rôle de médiateur entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin. Les négociations ont abouti à la signature d'un ensemble d'accords. Le premier (Oslo I) a été signé en 1993 à la Maison Blanche et l'autre (Oslo II) a été signé en Égypte en 1995.

Le principe le plus important de l'Accord d'Oslo I était la reconnaissance mutuelle de l'État d'Israël et de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) en plus du retrait des forces israéliennes de certaines parties de Gaza et de Cisjordanie et d'établissement d'une autorité palestinienne avec un contrôle limité de la Cisjordanie et de Gaza³⁵⁷.

Oslo II a divisé la Cisjordanie en trois zones (A, B et C) et a donné à l'Autorité palestinienne un contrôle limité des zones A et B avec la possibilité de conclure un accord final sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU³⁵⁸.

Le Congrès a adopté deux législations, présentées par des démocrates, pour soutenir l'accord et approuver la participation américaine au processus de paix³⁵⁹. En outre, le Congrès a adopté une

³⁵⁵ H.R.4655, “Iraq Liberation Act of 1998”, 13 octobre 1998 <https://www.congress.gov/bill/105th-congress/house-bill/4655> Consulté le 30 octobre 2019.

³⁵⁶ H.Res.612, “Expressing unequivocal support for the men and women of our Armed Forces who are currently carrying out missions in and around the Persian Gulf region”, 17 décembre 1998 <https://www.congress.gov/bill/105th-congress/house-resolution/612> Consulté le 30 octobre 2019.

³⁵⁷ Declaration of Principles on Interim Self-Government Arrangements (Oslo I), 13 septembre 1993 <http://www.acpr.org.il/publications/books/43-Zero-oslo-agreement.pdf> Consulté le 30 octobre 2019.

³⁵⁸ Israeli-Palestinian Interim Agreement on the West Bank and Gaza Strip, 28 septembre 1995 <http://www.acpr.org.il/publications/books/44-Zero-isr-pal-interim-agreement.pdf> Consulté le 30 octobre 2019.

³⁵⁹ S.Con.Res.43, “A concurrent resolution expressing the sense of the Congress concerning the historic opportunity for peace in the Middle East”, 15 septembre 1993 <https://www.congress.gov/bill/103rd-congress/senate-concurrent-resolution/43> ; H.Con.Res.143, “Expressing

autre législation, initiée par un démocrate, intitulée *Middle East Peace Facilitation Act of 1993* qui autorisait Clinton de suspendre les lois interdisant l'aide étrangère à l'OLP et à ses membres au FMI en échange de son engagement aux accords d'Oslo et l'abrogation du boycott d'Israël par la Ligue arabe³⁶⁰. Cette autorisation a été prolongée à six reprises entre décembre 1993 et janvier 1996 dans six nouvelles législations sous le même intitulé, dont cinq étaient introduites par des républicains³⁶¹.

c. L'attentat à la bombe de Beit Lid en 1995: Une forte solidarité bipartite avec Israël.

En réponse à l'attentat à la bombe qui a visé des soldats israéliens le 22 janvier 1995, Clinton a signé un ordre exécutif pour geler les avoirs de ce qu'il a appelé des organisations terroristes qui, comme il l'a déclaré, "threaten to disrupt the peace process" (menacent de perturber le processus de paix)³⁶². En fait, cet ordre exécutif était venu en réponse à une législation adoptée par le Sénat, deux jours après, condamnant les attentats et demandant à Clinton de mettre fin au soutien financier aux groupes terroristes accordé par l'Iran³⁶³.

2. Les réponses de Clinton aux législations du Congrès concernant la région MENA: Une approbation quasi absolue.

Notre recherche a abouti à la découverte de treize résolutions dont douze ont été approuvées par Reagan après l'adoption de la Chambre des Représentants et le Sénat. Le tableau 24 fournit plus de détails sur ces législations.

Tableau 24. Les réponses de Clinton aux législations liées à la région MENA et adoptées par le Congrès (1993-2001)

the sense of the Congress concerning the historic opportunity for peace in the Middle East", 20 octobre 1993 <https://www.congress.gov/bill/103rd-congress/house-concurrent-resolution/143> Consulté le 31 octobre 2019.

³⁶⁰ S.1487, "Middle East Peace Facilitation Act of 1993", 28 octobre 1993 <https://www.congress.gov/bill/103rd-congress/senate-bill/1487> Consulté le 31 octobre 2019.

³⁶¹ La législation originale (S.1487) a été prolongée quatre fois sous le même intitulé mais sous des codes différents: S.1667 (2 décembre 1993), H.R.2161 (14 août 1995), H.R.2404 (30 septembre 1995) et H.R.2589 (13 novembre 1995). La première extension (S.1667) a été parrainée par un démocrate et la suivante a été parrainée par des républicains.

³⁶² Bill Clinton, "State of the Union Address", 24 janvier 1995. <http://millercenter.org/president/clinton/speeches/speech-3440> Consulté le 30 octobre 2019. Traduction: «Menacent de perturber le processus de paix».

³⁶³ Voir tableau 7 pour plus de détails sur ces extensions.

No	Intitulé	Parrain	Date	Les réponses du Président
S.1487	Middle East Peace Facilitation Act of 1993 ³⁶⁴ .	D	28/10/1993	Approuvé
S.1667	A bill to extend authorities under the Middle East Peace Facilitation Act of 1993 by six months ³⁶⁵ .	D	02/12/1993	Approuvé
S.962	A bill to extend authorities under the Middle East Peace Facilitation Act of 1994 until August 15, 1995 ³⁶⁶ .	R	02/07/1995	Approuvé
H.R.2161	To extend authorities under the Middle East Peace Facilitation Act of 1994 until October 1, 1995 ³⁶⁷ .	R	14/08/1995	Approuvé
H.R.2404	To extend authorities under the Middle East Peace Facilitation Act of 1994 until November 1, 1995 ³⁶⁸ .	R	30/09/1995	Approuvé
H.R.2589	To extend authorities under the Middle East Peace Facilitation Act of 1994 until December 31, 1995 ³⁶⁹ .	R	13/11/1995	Approuvé
H.R.2808	To extend authorities under the Middle East Peace Facilitation Act of 1994 until March 31, 1996 ³⁷⁰ .	R	04/01/1996	Approuvé
S.1322	Jerusalem Embassy Act of 1995.	R	08/11/1995	Approuvé
S.J.Res.54	A joint resolution finding the Government of Iraq in unacceptable and material breach of its international obligations ³⁷¹ .	R	14/08/1998	Approuvé
H.J.Res.102	Expressing the sense of the Congress on the occasion of the 50th anniversary of the founding of the modern State of Israel and reaffirming the bonds of friendship and cooperation between the United States and Israel ³⁷² .	D	11/05/1998	Approuvé
H.R.2709	Iran Missile Proliferation Sanctions Act of 1997³⁷³.	R	24/06/1998	Opposé
H.R.4655	Iraq Liberation Act of 1998 ³⁷⁴ .	R	31/10/1998	Approuvé
H.R.1883	Iran Nonproliferation Act of 2000 ³⁷⁵ .	R	14/03/2000	Approuvé

Le tableau 24 montre que 12 des 13 législations liées à la région MENA et adoptées par le Congrès ont été approuvées par Clinton et 75% des législations approuvées étaient introduites par des républicains. Cela signifie que le législatif républicain et l'exécutif démocrate se sont mis d'accord sur presque tous les sujets liés à la région MENA.

³⁶⁴ [Traduction] «Loi de 1993 sur la facilitation de la paix au Moyen-Orient».

³⁶⁵ [Traduction] «Un projet de loi visant à proroger de six mois les pouvoirs en vertu de la loi de 1993 sur la facilitation de la paix au Moyen-Orient.».

³⁶⁶ [Traduction] «Un projet de loi visant à étendre les pouvoirs en vertu de la loi de 1994 sur la facilitation de la paix au Moyen-Orient jusqu'au 15 août 1995».

³⁶⁷ [Traduction] «Prolonger les pouvoirs en vertu de la loi de 1994 sur la facilitation de la paix au Moyen-Orient jusqu'au le 1er octobre 1995».

³⁶⁸ [Traduction] «Prolonger les pouvoirs en vertu de la loi de 1994 sur la facilitation de la paix au Moyen-Orient jusqu'au le 1er novembre 1995».

³⁶⁹ [Traduction] «Prolonger les pouvoirs en vertu de la loi de 1994 sur la facilitation de la paix au Moyen-Orient jusqu'au le 31 décembre 1995.».

³⁷⁰ [Traduction] «Prolonger les pouvoirs en vertu de la loi de 1994 sur la facilitation de la paix au Moyen-Orient jusqu'au le 31 mars 1996».

³⁷¹ [Traduction] «Une résolution conjointe constatant que le Gouvernement iraquien a violé de manière inacceptable et matérielle ses obligations internationales.».

³⁷² [Traduction] «Exprimant le sens du Congrès à l'occasion du 50e anniversaire de l'établissement de l'État moderne d'Israël et réaffirmant les liens d'amitié et de coopération entre les États-Unis et Israël».

³⁷³ [Traduction] «Loi de 1997 sur les sanctions contre la prolifération des missiles en Iran».

³⁷⁴ [Traduction] «Loi de libération de l'Irak de 1998».

³⁷⁵ [Traduction] «Loi iranienne de non-prolifération de 2000».

Le sujet dominant, qui constitue 58% du total des législations trouvées, a été intitulé *Middle East Peace Facilitation Act of 1993* qui a été prolongé six fois par la suite et faisait suite aux accords d'Oslo, comme nous l'avons expliqué dans la section b ci-dessus³⁷⁶.

Les autres législations approuvées portaient sur de divers sujets. Premièrement, il y avait deux législations sur l'Irak dont la première condamnait son régime pour ne pas avoir respecté ses obligations internationales concernant l'acquisition d'armes de destruction massive (S.J.Res.54) et l'autre législation (H.R.4655) autorisait Clinton à chercher à destituer Saddam du pouvoir et remplacer son régime par un gouvernement démocratique.

Il y avait également deux lois concernant Israël. La première (S.1322) a reconnu Jérusalem comme la capitale de l'État d'Israël et a demandé à Clinton d'établir l'ambassade des États-Unis à Jérusalem au plus tard le 31 mai 1999. L'autre législation (H.J.Res.102) a félicité Israël pour le 50e anniversaire de sa création et a mis en avant les relations étroites qui existent entre les deux pays.

Il y avait deux législations sur l'Iran qui traitaient ses plans de prolifération. La première (H.R.2709) visait à imposer des sanctions aux pays qui ont aidé l'Iran à développer ses programmes de missiles balistiques à longue portée surtout la Russie et la Corée du Nord³⁷⁷. Clinton a opposé son veto à cette législation par crainte que les relations américaines avec la Russie et le gouvernement iranien modéré nouvellement élu, dirigé par le Président Khatami, ne soient endommagées. Les partisans de cette législation ont affirmé que le programme de missiles iranien mettrait en danger la sécurité des pays voisins surtout Israël. Comme alternative, Clinton a utilisé son pouvoir exécutif pour sanctionner sept entreprises russes pour avoir fourni une assistance technique à l'Iran³⁷⁸. En fait, les mêmes entreprises avaient déjà été déclarées violatrices des lois russes sur l'exportation de technologies par les autorités russes³⁷⁹.

³⁷⁶ Ce sujet dominant et ses six extensions sont les 7 premières lois du tableau 24.

³⁷⁷ H.R.2709, "Iran Missile Proliferation Sanctions Act of 1997", 24 juin 1998 <https://www.congress.gov/bill/105th-congress/house-bill/2709>? Consulté le 1 novembre 2019.

³⁷⁸ Patrick Clawson, Michael Eisenstadt, Eliyahu Kanovsky, et David Menashri, "Iran under Khatami: Political, Economic and Military Assessment", The Washington Institute, 1998.

³⁷⁹ *Ibid.*

Après une contestation de près de deux ans entre le pouvoir législatif, dominé par les républicains, et le pouvoir exécutif démocrate, Clinton a signé la *Iran non-proliferation Act of 2000* (H.R.1883) dont le libellé est resté considérablement moins restrictif que la version de 1998 où il a été mis son veto³⁸⁰.

F. George W. Bush (2007-2009) et le Congrès (110e): Un exécutif républicain contre un législatif démocrate.

Contrairement aux études de cas des Présidents Nixon, Ford, Bush senior et Clinton, dans lesquelles la situation de gouvernement divisé s'étendait aux deux chambres du Congrès et tout au long le mandat des Présidents, le cas du gouvernement divisé coïncidant avec la présidence de Bush était limité à la Chambre des représentants (110e) qui coïncidaient avec la deuxième moitié de son deuxième mandat (2007-2009). Pour cela, nous prendrons en considération les politiques et décisions de Bush et les législations connexes de la Chambre (2007-2009) lors de l'analyse des réponses du Congrès aux politiques du Président. Cependant, lors de l'analyse des réponses de Bush aux législations du Congrès, nous devons prendre en considération les législations qui ont été adoptées par la Chambre et le Sénat de 2001 à 2009 parce que les législations qui nécessitent la réponse du Président doivent être approuvées par les deux chambres.

1. Les réponses du Congrès aux politiques de Bush dans la région MENA.

La présidence de George W. Bush a coïncidé avec un événement très critique dans l'histoire américaine contemporain à savoir celui du 11 septembre 2001. Cet événement a présenté un véritable défi pour Bush moins d'un an après avoir pris le pouvoir.. En réponse au 11 septembre, George W. Bush a prononcé un discours dans lequel il a présenté ses plans politiques pour l'après-11 septembre et a annoncé la guerre contre le terrorisme. Il a déclaré:

We will direct every resource at our command -- every means of diplomacy, every tool of intelligence, every instrument of law enforcement, every financial

³⁸⁰ H.R.1883, "Iran Nonproliferation Act of 2000", 14 mars 2000 <https://www.congress.gov/bill/106th-congress/house-bill/1883> Consulté le 1 novembre 2019

influence, and every necessary weapon of war -- to the disruption and to the defeat of the global terror network.... And we will pursue nations that provide aid or safe haven to terrorism. Every nation, in every region, now has a decision to make. Either you are with us, or you are with the terrorists. From this day forward, any nation that continues to harbor or support terrorism will be regarded by the United States as a hostile regime³⁸¹.

Ces plans politiques comprenaient la guerre en Irak, la *USA PATRIOT ACT*, la création de nouveaux organismes et projets gouvernementaux ainsi que des nouvelles sanctions contre la Syrie. Cependant, toutes ces politiques ont été décidées entre 2001 et 2006, ce qui n'a pas coïncidé avec la période de gouvernement divisé (2007 à 2009) que nous avons choisie comme cas d'étude.

2. Les Réponses de Bush aux législations du Congrès concernant la région MENA (2001.2009): Une approbation absolue.

Notre recherche a abouti à la découverte de quatorze résolutions qui ont été approuvées par Bush après l'adoption de la Chambre des Représentants et le Sénat. Le tableau 25 fournit plus de détails sur ces législations.

³⁸¹ George W. Bush, "Address on the US response on the attacks of September 11", 21 septembre 2001 <http://millercenter.org/president/gwbush/speeches/address-on-the-u.s.-response-to-the-attacks-of-september-11> Consulté le 3 novembre 2019. [Traduction]: «Nous dirigerons toutes les ressources à notre disposition - tous les moyens de diplomatie, chaque outil de renseignement, chaque instrument d'application de la loi, chaque influence financière et chaque arme de guerre nécessaire - vers la perturbation et la défaite du réseau terroriste mondial Et nous poursuivrons les pays qui fournissent une aide ou un refuge sûr au terrorisme. Chaque nation, dans chaque région, a maintenant une décision à prendre. Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes. À partir d'aujourd'hui, toute nation qui continue d'abriter ou de soutenir le terrorisme sera considérée par les États-Unis comme un régime hostile».

Tableau 25. Les réponses de Bush aux législations liées à la région MENA et adoptées par le Congrès (2001-2009)

No	Intitulé	Parrain	Date	Réponses du Président
H.R.1954	Iran and Libya Sanctions Act (ILSA) Extension Act of 2001 ³⁸² .	R	03/08/2001	Approuvé
S.J.Res.23	Authorization for the Use of Force ³⁸³ .	D	18/09/2001	Approuvé
H.R.5531	Sudan Peace Act ³⁸⁴ .	R	21/10/2002	Approuvé
H.J.Res.114	Authorization for Use of Military Force Against Iraq Resolution of 2002 ³⁸⁵ .	R	16/10/2002	Approuvé
H.R.1828	Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act of 2003 ³⁸⁶ .	D	12/12/2003	Approuvé
S.2845	Intelligence Reform and Terrorism Prevention Act of 2004 ³⁸⁷ .	R	17/12/2004	Approuvé
S.2781	Comprehensive Peace in Sudan Act of 2004 ³⁸⁸ .	R	23/12/2004	Approuvé
S.1713	Iran Nonproliferation Amendments Act of 2005 ³⁸⁹ .	R	22/11/2005	Approuvé
S.2271	USA PATRIOT Act Additional Reauthorizing Amendments Act of 2006.	R	09/03/2006	Approuvé
H.R.5877	To Amend the ILSA of 1996 to Extend the Authorities Provided in such Act until September 29, 2006 ³⁹⁰ .	R	04/08/2006	Approuvé
H.R.6198	Iran Freedom Support Act ³⁹¹ .	R	30/09/2006	Approuvé
H.R.3127	Darfur Peace and Accountability Act of 2006 ³⁹² .	R	13/10/2006	Approuvé
S.2370	Palestinian Anti-terrorism Act of 2006 ³⁹³ .	R	21/12/2006	Approuvé
S.3370	Libyan Claims Resolution Act ³⁹⁴ .	D	04/08/2008	Approuvé

³⁸² [Traduction] «Loi de 2001 sur l'extension de la loi sur les sanctions contre l'Iran et la Libye (ILSA)».

³⁸³ [Traduction] «Autorisation de recours à la force».

³⁸⁴ [Traduction] «Loi de paix au Soudan».

³⁸⁵ [Traduction] «Autorisation d'utilisation de la force militaire contre l'Iraq Résolution de 2002».

³⁸⁶ [Traduction] «Loi de 2003 sur la responsabilité de la Syrie et la restauration de la souveraineté libanaise».

³⁸⁷ [Traduction] «Loi de 2004 sur la réforme du renseignement et la prévention du terrorisme».

³⁸⁸ [Traduction] «Loi de 2004 sur la paix globale au Soudan ».

³⁸⁹ [Traduction] «Loi de 2005 portant sur la modification de la loi sur la non-prolifération en Iran».

³⁹⁰ [Traduction] «Modifier l'ILSA de 1996 pour étendre les pouvoirs prévus dans cette loi jusqu'au 29 septembre 2006».

³⁹¹ [Traduction] «Loi sur le soutien à la liberté en Iran».

³⁹² [Traduction] «Loi de 2006 sur la paix et la responsabilité au Darfour».

³⁹³ [Traduction] «Loi antiterroriste palestinienne de 2006 ».

³⁹⁴ [Traduction] «Loi sur la résolution des réclamations libyennes».

Les quatorze législations liées à la région MENA que le Congrès a adoptées sous la présidence de George W. Bush ont traité de divers sujets. Premièrement, deux législations ont autorisé le Président à recourir à la force militaire après le 11 septembre. L'une d'entre elles (H.J.Res.23) a été adoptée quelques jours après les événements. Elle a autorisé le Président à recourir à toute la force nécessaire et appropriée contre les nations, les organisations ou les personnes qu'il estime avoir planifié, autorisé, commis ou aidé les attentats terroristes survenus le 11 septembre 2001³⁹⁵. La deuxième loi relative à l'autorisation de recourir à la force (H.J.Res.114) était spécifique à l'Iraq³⁹⁶.

En réponse au 11 septembre et en plus de l'autorisation du recours à la force, le Congrès a adopté deux législations visant à lutter contre le terrorisme en réformant le renseignement et en appliquant de nombreuses mesures juridiques³⁹⁷.

En ce qui concerne le terrorisme, le Congrès a adopté deux législations appelant le gouvernement syrien à cesser son soutien aux groupes terroristes (H.R.1828) et aux pays, organisations et individus qui apportent leur soutien au Hamas (S.2370)³⁹⁸.

Il y avait deux législations qui portaient sur l'Iran et la Libye et visaient à imposer des sanctions économiques et commerciales à ces pays³⁹⁹. Les autres législations portant exclusivement sur l'Iran (S.1713 et H.R.6198) traitent d'autres sujets. Alors que la S.1713 a réitéré la volonté des

³⁹⁵ S.J.Res.23, "Authorization for Use of Military Force", 11 septembre 2001. <https://www.congress.gov/bill/107th-congress/senate-joint-resolution/23> Consulté le 7 novembre 2019.

³⁹⁶ H.J.Res.114, "Authorization for Use of Military Force Against Iraq Resolution of 2002", 16 octobre 2002. <https://www.congress.gov/bill/107th-congress/house-joint-resolution/114> Consulté le 7 novembre 2019.

³⁹⁷ Ces législations sont S.2271 et S.2845.

³⁹⁸ H.R.1828, "Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act of 2003", 12 décembre 2003 <https://www.congress.gov/bill/108th-congress/house-bill/1828> ; S.2370, "Palestinian Anti-Terrorism Act of 2006", 21 2006 <https://www.congress.gov/bill/109th-congress/senate-bill/2370> Consulté le 7 novembre 2019.

³⁹⁹ H.R.1954, "ILSA Extension Act of 2001", 3 août 2001 <https://www.congress.gov/bill/107th-congress/house-bill/1954> et H.R.5867, "To amend the Iran and Libya Sanctions Act of 1996 to extend the authorities provided in such Act until September 29, 2006" <https://www.congress.gov/bill/109th-congress/house-bill/5877> Consulté le 7 novembre 2019.

États-Unis d'empêcher l'Iran de développer davantage son programme nucléaire, la législation H.R.6198 a renoncé à certaines sanctions contre ce pays et à y promouvoir la démocratie⁴⁰⁰.

Il y avait également une autre législation portant exclusivement sur la Libye (S.3370) qui exigeait que la Libye fournisse des compensations aux citoyens américains qui ont des allégations liées au terrorisme contre la Libye en échange du rétablissement des relations américaines avec ce pays⁴⁰¹.

Le Congrès a adopté trois législations sur le Soudan. Elles ont condamné toutes les parties du conflit pour leurs violations des droits de l'homme et les ont encouragé à engager des négociations afin de parvenir à une paix durable⁴⁰².

G. Barack Obama (2011-2017) et le Congrès (112e, 113e, 114e): Un exécutif démocrate contre un législatif républicain.

Le cas du gouvernement divisé sous la présidence d'Obama s'est produit de 2011 à 2017 avec la Chambre des représentants (112e, 113e, 114e) et de 2015 à 2017 avec le sénat (114e). Par conséquent, nous avons analysé les décisions de politique étrangère d'Obama et les législations connexes au cours de ces périodes spécifiques en traitant de la façon dont le Congrès a répondu au Président. Néanmoins, nous avons considéré toutes les législations adoptées par le Congrès de 2009 à 2017 lorsque nous avons examiné les réponses d'Obama au Congrès. En effet, les législations qui ont force de loi doivent être adoptées par les deux chambres avant d'être envoyées au Président pour approbation ou refus.

⁴⁰⁰ S.1713, "Iran Nonproliferation Amendments Act of 2005", 22 novembre 2005 <https://www.congress.gov/bill/109th-congress/senate-bill/1713> et H.R.6198, "Iran Freedom Support Act", 30 septembre 2006 <https://www.congress.gov/bill/109th-congress/house-bill/6198> Consulté le 7 novembre 2019.

⁴⁰¹ S.3370, "Libyan Claims Resolution Act", 4 août 2008 <https://www.congress.gov/bill/110th-congress/senate-bill/3370> Consulté le 7 novembre 2019.

⁴⁰² H.R.5531, "Sudan Peace Act", 21 octobre 2002 <https://www.congress.gov/bill/107th-congress/house-bill/5531> H.R.3127, "Darfur Peace and Accountability Act of 2006", 13 octobre 2006 <https://www.congress.gov/bill/109th-congress/house-bill/3127> ; S.2781, "Comprehensive Peace in Sudan Act of 2004", 23 décembre 2004 <https://www.congress.gov/bill/108th-congress/senate-bill/2781> Consulté le 7 novembre 2019. M

En plus d'hériter les répercussions des guerres en Afghanistan et en Irak, la présidence d'Obama a coïncidé avec les soulèvements arabes, ou le *printemps arabe*, qui a commencé en 2010. En outre, Obama a dû faire face au programme nucléaire iranien.

1. Les réponses du Congrès aux politiques d'Obama dans la région MENA: Une désapprobation absolue.

a. Le recours à la force militaire d'Obama contre la Libye: Un refus du Congrès.

En réponse à la réaction agressive d'El Kaddafi au soulèvement libyen, Obama a décidé d'envoyer des troupes américaines en Libye pour participer à une opération militaire de l'OTAN qui a débuté en 2011 et visait à renverser le chef libyen: Muamar El Kaddafi. La Chambre des Représentants a exprimé son désaccord avec Obama dans une résolution qu'elle a approuvée. La résolution, H.Res.292, déclarait que "The President shall not deploy, establish, or maintain the presence of units and members of the United States Armed Forces on the ground in Libya"⁴⁰³. En outre, la Chambre a échoué d'adopter une résolution autorisant une utilisation limitée des troupes américaines pour approuver la mission de l'OTAN en Libye⁴⁰⁴.

b. Le recours à la force militaire d'Obama contre la Syrie : Un deuxième refus du Congrès.

Contrairement au cas de la Libye, Obama a décidé de ne pas répondre au soulèvement syrien malgré l'utilisation d'armes chimiques contre les insurgés et les civils.

L'émergence de l'EIL et la décapitation de deux journalistes américains en août et en septembre 2014 en Syrie ont incité Obama à réagir le 10 septembre 2014 pour communiquer son intention de

⁴⁰³ H.Res.292, "Declaring that the President shall not deploy, establish, or maintain the presence of units and members of the United States Armed Forces on the ground in Libya, and for other purposes", 3 juin 2011 <https://www.congress.gov/bill/112th-congress/house-resolution/292> Consulté le 8 novembre 2019. [Traduction]: «Le président ne déploiera pas, n'établira pas ou ne maintiendra pas la présence d'unités et de membres des forces armées américaines sur le terrain en Libye».

⁴⁰⁴ H.J.Res.68, "Authorizing the limited use of the United States Armed Forces in support of the NATO mission in Libya.", 24 juin 2011 <https://www.congress.gov/bill/112th-congress/house-joint-resolution/68> Consulté le 8 novembre 2019.

dégrader et finalement détruire l'EIL à travers une stratégie complète et soutenue de contre-terrorisme⁴⁰⁵.

En effet, Obama a ordonné des frappes aériennes ciblant certaines installations de l'EIL en Syrie le 22 septembre 2014 malgré le fait que le Congrès n'ait pas approuvé la demande du Président de recourir à la force contre l'EIL⁴⁰⁶. Obama a justifié sa décision en affirmant que l'EIL représentait une menace pour la sécurité nationale des États-Unis et a fait référence aux autorisations précédentes du Congrès en 2001 et 2002 pour le Président Bush qui avait reçu l'autorisation d'utiliser la force pour la même raison que celle fournie par Obama⁴⁰⁷.

c. L'accord nucléaire d'Obama avec l'Iran: Un troisième refus du Congrès.

L'un des principaux problèmes auxquels Obama a dû faire face au cours de son deuxième mandat était le programme nucléaire iranien. Avec les chefs de la Chine, la France, l'Allemagne, la Russie et le Royaume-Uni, il a choisi d'engager des négociations diplomatiques avec l'Iran. Ces négociations ont abouti à un accord le 14 juillet 2015 à Vienne⁴⁰⁸ dont le principal objectif était d'empêcher l'acquisition d'armes nucléaires par l'Iran pendant au moins dix ans en échange de la levée des sanctions économiques imposées à ce pays⁴⁰⁹.

⁴⁰⁵ Barack Obama, "Statement by the President on ISIL", 10 septembre 2014 <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/09/10/statement-president-isil-1> Consulté le 9 novembre 2019.

⁴⁰⁶ Il y avait trois résolutions conjointes intitulées "Authorization for the Use of Military Force Against the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL)". Ces résolutions (H.J.Res.123, H.J.Res.125 et H.J.Res.128) ont été présentées par trois membres différents du Congrès (Rép. Issa Darrell, Rép. Adam Schiff et Rép. John Larson) entre le 8 et le 19 septembre 2014. Aucune de ces résolutions n'a été prise plus loin. En d'autres termes, aucune d'entre elles n'a été adoptée, ce qui signifie que le Congrès a refusé d'autoriser Obama à recourir à la force contre l'EIL.

⁴⁰⁷ S.J.Res.23, "Authorization for Use of Military Force", 11 septembre 2001 <https://www.congress.gov/bill/107th-congress/senate-joint-resolution/23> ; H.J.Res.114, "Authorization for Use of Military Force Against Iraq Resolution of 2002", 16 October 2002 <https://www.congress.gov/bill/107th-congress/house-joint-resolution/114> Consulté le 7 novembre 2019.

⁴⁰⁸ "Joint Comprehensive Plan of Action", 14 juillet 2015 <https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/122460/full-text-of-the-iran-nuclear-deal.pdf> Consulté le 9 novembre 2019.

⁴⁰⁹ Aniseh B. Tabrizi, *The Nuclear Deal: Exploiting its Potential, dans Iran after the Deal: The Road Ahead*, Edité par Magri, P. et Perteghella, A. (Italian Institute for International Political Studies. Milan, Italie, 2015).

La Chambre n'a pas réussi à adopter une résolution, présentée par un membre du Congrès républicain, pour approuver cet accord⁴¹⁰. En outre, la Chambre a réussi à adopter une résolution visant à suspendre le pouvoir d'Obama de lever ou de réduire les sanctions imposées à l'Iran jusqu'à la fin de son mandat⁴¹¹.

d. Soutenir Israël : Un fort refus du Congrès du choix d'Obama de ne pas opposer son veto à la résolution de l'ONU condamnant les colonies israéliennes.

Dans son discours *A New Beginning* de 2009 à l'Université du Caire, Obama a souligné les relations "*strong et unbreakable*" (solides et incassables) des États-Unis avec Israël, mais il a appelé Israël à cesser ses colonies car elles sont illégitimes et entravent la réalisation de la paix⁴¹².

Étonnamment et contrairement à presque toutes les résolutions des Nations Unies condamnant les atrocités israéliennes, les États-Unis ont choisi de ne pas opposer leur veto à la résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'ONU ordonnant à Israël de cesser les activités des colonies juives quelques jours seulement avant la fin du deuxième mandat d'Obama⁴¹³. Quelques semaines avant que cette décision ne soit prise, la Chambre a approuvé une résolution exhortant le gouvernement américain à continuer de s'opposer et d'opposer son veto aux résolutions du Conseil de sécurité contre Israël⁴¹⁴. Une semaine après l'adoption de la résolution 2334 du Conseil de sécurité, un membre républicain

⁴¹⁰ H.R.3461, "To approve the Joint Comprehensive Plan of Action, signed at Vienna on July 14, 2015, relating to the nuclear program of Iran", 11 septembre 2015 <https://www.congress.gov/bill/114th-congress/house-bill/3461> Consulté le 9 novembre 2019.

⁴¹¹ H.R.3460, "To suspend until January 21, 2017, the authority of the President to waive, suspend, reduce, provide relief from, or otherwise limit the application of sanctions pursuant to an agreement related to the nuclear program of Iran", 14 juillet 2016 <https://www.congress.gov/bill/114th-congress/house-bill/3460> Consulté le 9 novembre 2019.

⁴¹² Barack Obama, "Address at Cairo University", 4 juin 2009 <http://millercenter.org/president/obama/speeches/speech-5502> Consulté le 10 novembre 2019.

⁴¹³ United Nations Security Council Resolution 2334, 23 décembre 2016 <http://www.un.org/webcast/pdfs/SRES2334-2016.pdf> Consulté le 10 novembre 2019.

⁴¹⁴ H.Con.Res.165, "Expressing the sense of Congress and reaffirming longstanding United States policy in support of a direct bilaterally negotiated settlement of the Israeli-Palestinian conflict and opposition to United Nations Security Council resolutions imposing a solution to the conflict", 30 novembre 2016 <https://www.congress.gov/bill/114th-congress/house-concurrent-resolution/165> Consulté le 10 novembre 2019.

de la Chambre a présenté une résolution pour désapprouver la décision d'Obama de ne pas opposer son veto à la résolution 2334⁴¹⁵.

2. Les réponses d'Obama aux législations du Congrès concernant la région MENA (2009-2017).

Notre recherche a abouti à la découverte de 8 résolutions qui ont été approuvées par Obama après l'adoption de la Chambre des Représentants et le Sénat. Le tableau 26 fournit plus de détails sur ces législations.

Tableau 26. Les réponses d'Obama aux législations liées à la région MENA et adoptées par le Congrès (2009-2017).

No	Intitulé	Parrain	Date	Réponse du Président
H.R.2194	Comprehensive Iran Sanctions, Accountability, and Divestment Act of 2010 ⁴¹⁶ .	D	01/07/2009	Approuvé
H.R.1905	Iran Threat Reduction and Syria Human Rights Act of 2012 ⁴¹⁷ .	R	10/08/2012	Approuvé
H.R.3783	Countering Iran in the Western Hemisphere Act of 2012 ⁴¹⁸ .	R	28/12/2012	Approuvé
S.2165	United States-Israel Enhanced Security Cooperation Act of 2012 ⁴¹⁹ .	D	27/07/2012	Approuvé
S.2673	United States-Israel Strategic Partnership Act of 2014 ⁴²⁰ .	D	19/12/2014	Approuvé
H.R.1191	Iran Nuclear Agreement Review Act of 2015 ⁴²¹ .	R	22/05/2015	Approuvé
H.R.2297	Hizballah International Financing Prevention Act of 2015 ⁴²² .	R	18/12/2015	Approuvé
H.R.907	United States-Jordan Defense Cooperation Act of 2015 ⁴²³ .	R	18/12/2016	Approuvé

⁴¹⁵ H.Res.957, "Disapproving of President Obama and his administration's refusal to veto the anti-Israel resolution adopted by the United Nations Security Council on December 23, 2016", 30 novembre 2016 <https://www.congress.gov/bill/114th-congress/house-resolution/957> Consulté le 10 novembre 2019. Cette résolution a été renvoyée à la commission des affaires étrangères du Congrès, mais elle n'a pas été poussé loin.

⁴¹⁶ [Traduction] «Loi de 2010 sur les sanctions, la responsabilité et le désinvestissement en Iran».

⁴¹⁷ [Traduction] «Iran Threat Reduction and Syria Human Rights Act of 2012».

⁴¹⁸ [Traduction] «Contre l'Iran dans la loi de 2012 sur l'hémisphère occidental».

⁴¹⁹ [Traduction] «Loi de 2012 sur la coopération renforcée en matière de sécurité entre les États-Unis et Israël».

⁴²⁰ [Traduction] «Loi de 2014 sur le partenariat stratégique États-Unis-Israël».

⁴²¹ [Traduction] «Loi de 2015 sur l'examen de l'accord nucléaire iranien».

⁴²² [Traduction] «Loi de 2015 sur la prévention du financement international du Hezbollah».

⁴²³ [Traduction] «Loi de 2015 sur la coopération en matière de défense entre les États-Unis et la Jordanie».

Le tableau 26 montre que cinq des huit lois approuvées par Obama étaient introduites par des républicains. Ces lois visaient à maintenir ou à étendre les sanctions contre l'Iran et à l'empêcher de développer une arme nucléaire (H.R.1905, H.R.3783 et H.R.1191), de restreindre les sources internationales de financement du Hezbollah (H.R.2297) et de signer un accord de coopération en matière de défense avec la Jordanie (H.R. 907).⁴²⁴ Les trois lois restantes ont été introduites par des démocrates et portaient sur l'imposition de sanctions à l'Iran (H.R.2194) et le renforcement des relations des États-Unis avec Israël grâce à la coopération en matière de sécurité et aux partenariats stratégiques (S.2165 et S.2673).

Il est important de préciser que toutes les lois traitant des sanctions contre l'Iran et approuvées par Obama ont été promulguées avant l'accord d'Obama avec l'Iran le 14 juillet 2015 qui visait à renoncer à ces sanctions; à savoir H.R.2194, H.R.1905, et H.R.3783. La loi intitulée *"Iran Nuclear Agreement Review Act of 2015"* (H.R.1191) n'était pas un aval du Congrès à l'accord d'Obama avec l'Iran. Il s'agissait plutôt d'une revue de la proposition d'accord d'Obama avec l'Iran.

⁴²⁴ Il est important de souligner que les lois relatives au maintien ou à l'extension des sanctions contre l'Iran ont été approuvées par Obama avant l'accord iranien avec l'Iran, qui a convaincu l'Iran d'arrêter ses activités de développement nucléaire pendant au moins 10 ans en échange de la levée ou de la suspension des sanctions .

Conclusion de la partie I.

Il existe de nombreuses conclusions à tirer du chapitre 1 qui analysait les rôles de politique étrangère du Président par lesquels il établit et façonne la politique étrangère américaine.

La première conclusion porte sur les intérêts constants des Etats-Unis dans la région. Le premier intérêt des Etat-Unis tournait sur la prévention de l'expansion des Soviétiques dans la région.

Cependant, la sécurité d'Israël et le pétrole viennent en tête de ces intérêts. Cela a été clairement extrapolé à partir de l'analyse des rôles des Présidents américains.

En plus de la protection d'Israël et le pétrole, l'analyse du chapitre révèle un autre intérêt américain qui reste relativement nouveau. Il s'agit ainsi d'empêcher les groupes fondamentalistes ou terroristes de prendre le pouvoir dans la région en lançant la guerre contre la terreur qui a commencé après le 11 septembre avec la guerre de George W. Bush en Irak et en Afghanistan.

Nous avons constaté que les politiques étrangères des États-Unis dans la région changent à chaque fois qu'il y a un défi ou une menace perçue pour les intérêts américains dans la région. Ces changements consistaient à lancer des actions militaires, établir des mesures de défense et de sécurité plus strictes, autoriser la vente d'armes, appliquer des sanctions économiques, augmenter ou diminuer l'aide étrangère, mener des négociations diplomatiques et des interventions médiatrices, formuler des déclarations politiques favorables ou opposées et, enfin, prendre position sur l'événement qui déclenche le changement et la menace.

Le chapitre 1 a également révélé que les républicains ont tendance à être plus intéressés aux événements internationaux dans la région MENA que les démocrates. Les républicains sont également plus susceptibles d'utiliser la force pour s'occuper de problèmes critiques dans la région que les démocrates qui sont plus enclins aux moyens diplomatiques et aux négociations des accords. En outre, les républicains ont tendance à être plus productifs que les démocrates en proposant des dispositions relatives à la politique étrangère des États-Unis dans la région. De plus, les républicains présentent plus d'envie de mettre en œuvre des politiques législatives dans la région que les démocrates en autorisant davantage d'accords d'armes. Enfin, les Présidents républicains ont utilisé plus d'actions indépendantes que les démocrates par rapport aux questions du Moyen-Orient.

Le chapitre 2 a discuté du rôle du Congrès dans l'initiation des politiques étrangères au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Bien qu'il soit difficile de décrire le niveau général de dominance du Congrès dans l'élaboration des politiques étrangères en général, il est raisonnable de dire que ce niveau de

dominance reste très faible dans la région MENA. En fait, seulement 1,09% du total des lois entre 1973 et 2017 traitaient de divers sujets relatifs à la région MENA en tenant compte de l'importance stratégique de cette dernière pour les États-Unis.

Plus particulièrement, nous avons examiné le niveau de dominance du Congrès sur des sujets particuliers dans lesquels le Congrès est censé jouer un rôle de premier plan. Ceux-ci incluent le *Power of the Purse*, le contrôle et l'équilibre du pouvoir du Président surtout en ce qui concerne la déclaration de guerre, l'aide étrangère, le commerce international, l'établissement de programmes d'échanges culturels et la participation à l'ONU et à d'autres organisations internationales. A titre d'illustration, nous avons découvert que les lois relatives au *Power of the Purse* constituent 6,5% du total des lois, ce qui constitue un faible pourcentage, compte tenu du fait que le *power of the purse* est le pouvoir le plus important du Congrès. En outre, en dehors de l'aide étrangère, qui représente environ 14% du total des lois trouvées, toutes les autres lois restent insignifiantes car elles représentent moins de 4% du nombre total de lois.

Le chapitre 2 a également examiné les facteurs qui influencent les lois du Congrès relatives à la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA. Nos analyses des 126 lois ont confirmé que les menaces externes perçues contre les États-Unis et leur allié stratégique, Israël, constituaient un facteur externe clé incitant à adopter de nombreuses lois du Congrès sur différents sujets dans la région MENA.

De même, nos analyses ont également confirmé que les groupes d'intérêt nationaux sont un facteur interne important. Ils jouent un rôle très important en incitant de nombreuses législations du Congrès dans la région à travers leurs contributions financières aux sponsors des lois. Ceux-ci comprennent quatre grands groupes de lobbyistes, à savoir le lobby juif, l'industrie de la défense, les sociétés pétrolières et gazières ainsi que les sociétés d'investissement et de valeurs mobilières. Cependant, notre examen de ces facteurs a révélé qu'il est très difficile de se prononcer sur le facteur le plus important parmi les facteurs externes et internes.

Outre les menaces externes et les groupes d'intérêt nationaux, notre analyse a révélé d'autres facteurs externes et internes importants. Premièrement, il y a la protection et le renforcement des alliés américains dans la région, notamment Israël. Deuxièmement, certaines lois sont motivées par l'image négative des États-Unis dans la région. Troisièmement, certaines lois sont motivées par des avantages économiques externes.

Outre les groupes de pression nationaux, l'analyse des lois et des biographies de leurs sponsors a révélé d'autres facteurs internes tels que la religion, l'affiliation institutionnelle, la race, l'opinion publique

Le chapitre 3 a examiné l'impact des partis politiques américains sur l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la zone MENA. Nous avons analysé sept études de cas qui ont examiné des cas de gouvernement divisé coïncidant avec les présidences de Nixon, Ford, Reagan, Bush senior, Clinton, Bush junior et Obama. Les sept études de cas comprenaient 16 événements et situations liés à la région MENA auxquels les Présidents ont réagi et sur lesquels ils ont pris des décisions. Le Congrès a exprimé son accord avec les Présidents dans 9 de ces événements et situations dont la plupart concernaient le soutien à Israël. Sept des seize événements et situations examinés ont illustré le désaccord du Congrès avec les politiques et les décisions des Présidents. Cependant, il y avait trois cas seulement qui illustrent l'impact du désaccord du Congrès sur les Présidents et les politiques des Présidents.

En ce qui concerne les législations liées à la région MENA qui ont été adoptées par les deux chambres du Congrès et ont exigé les réponses des Président, nous avons décelé 51 lois réparties sur sept Présidents: Nixon, Ford, Reagan, Bush senior, Clinton, Bush junior et Obama. Chose intéressante, une seule de ces lois a été déclinée par le Président Clinton et les 50 autres lois ont toutes été approuvées par les Présidents susmentionnés. Les résultats de l'analyse révèle que les partis politiques ont un impact faible sur les décisions de politiques étrangères américaines.

Partie II:

LE RÔLE DES ACTEURS NON ÉTATIQUES DANS L'ÉLABORATION DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD.

Introduction.

Selon la théorie libérale des Relations internationales, les acteurs non étatiques les plus influents qui contribuent à façonner l'élaboration de la politique étrangère sont les partis politiques, les médias, l'opinion publique, les *think tanks* et les groupes d'intérêt⁴²⁵. La deuxième partie de cette thèse examine le rôle de tous ces acteurs dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA, à l'exception des partis politiques dont le rôle a été examiné dans la première partie de cette thèse.

Pour commencer, en tenant compte du fait qu'aucune des publications existantes ne prétend fournir une explication causale théorique ou empirique généralisable de l'impact des médias sur l'élaboration de la politique étrangère, nous pouvons différencier deux tendances scientifiques divergentes qui examinent la relation entre les médias et l'élaboration de la politique étrangère.

Premièrement, il y a la théorie du *CNN Effect* qui soutient que les médias, la télévision en particulier, ont une influence décisive sur l'élaboration des politiques⁴²⁶. Deuxièmement, ceux qui s'opposent à la théorie du *CNN Effect* soutiennent que la couverture persistante des catastrophes humanitaires, comme une famine, inciterait principalement les décideurs à intervenir. Ce faisant, la prémisse du *CNN Effect* devient une évidence, ce qui rend son affirmation causale discutable.

Quant au rôle de l'opinion publique, on peut distinguer deux écoles de pensée différentes. Si le premier est influencé par l'école libérale, le second a un aspect réaliste. Les partisans de l'approche libérale soutiennent que l'opinion publique a un rôle principal dans l'élaboration de la politique étrangère. En outre, ils la considèrent comme une condition nécessaire pour valider les politiques étrangères⁴²⁷. D'un autre côté, les partisans de l'approche réaliste marginalisent l'influence de l'opinion publique sur l'élaboration des politiques en raison de plusieurs facteurs.

⁴²⁵ Marijke Breuning, *Foreign Policy Analysis: A Comparative Introduction* (Springer, 2007), pp.115-140.

⁴²⁶ Voir Samuel Feist, "Facing Down the Global Village: The Media Impact", in *The global century*, édité par Kugler & E. Frost, pp. 709-725, Washington DC: National Defense University Press, 2001; Steven Livingston et Todd Eachus, "Humanitarian crises and U.S. foreign policy: Somalia and the CNN effect reconsidered", *Political Communication*, 12, 1995:413; and Daniel Schorr, "CNN effect: Edge-of-seat diplomacy", *Christian Science Monitor*, 27 novembre 1998: 11.

⁴²⁷ Voir Holsti, *Public Opinion and American Foreign Policy*, Shamir, Yaacov. "Introduction: What is Public Opinion and Why is it Important to Conflict Resolution?" et Steven & Patrick's "Does Public Opinion Matter? World Attitudes on Global Governance".

Outre les médias et l'opinion publique, les *think tanks* sont également considérés comme l'un des acteurs non étatiques susceptibles de façonner les politiques. Bien qu'aucune des publications existantes ne prétende établir une relation causale claire entre les recommandations politiques des *think tanks* et les politiques réelles prises par les décideurs, il existe quelque arguments divergents sur le rôle des *think tanks* dans l'élaboration des politiques étrangères.

Certains chercheurs affirment que les *think tanks* jouent un rôle clé dans la formulation des politiques étrangères. ils pensent que les politologues n'ont pas compris leur impact récent, important et institutionnel sur la politique étrangère américaine⁴²⁸. D'autres chercheurs s'attachent à mettre en évidence les contraintes méthodologiques qui rendent difficile l'évaluation de l'impact des *think tanks* sur la politique étrangère⁴²⁹.

Alors que les *think tanks* s'efforcent d'influencer les politiques à travers les recommandations politiques qu'ils fournissent et les recherches qu'ils mènent, les groupes d'intérêt tentent d'influencer les politiques en utilisant différents moyens qui incluent, avant tout, le lobbying.

L'impact des groupes d'intérêt sur l'élaboration des politiques est souvent examiné à la lumière de deux grands cadres théoriques: Le pluralisme et le néo-corporatisme. Selon les pluralistes, la politique et l'élaboration des politiques sont un marché libre des idées dans lequel des individus et des groupes d'horizons différents et représentant divers intérêts s'efforcent de commercialiser leurs idées et leurs intérêts afin de convaincre les décideurs politiques de les adopter

⁴³⁰ .

⁴²⁸ Voir, par exemple, David Ricci; *The Transformation of American Politics. The New Washington and the Rise of Think Tanks*, (Yale University Press, 1993), 3.

⁴²⁹ Voir Donald E. Abelson, *Think Tanks in the United States*. Dans Diane Stone, Andrew Denham, et Mark Garnett (Eds.). *Think Tanks Across Nations: A Comparative Approach*, (Manchester University Press, 1998), 107-126 (p. 107- 108), et Diane Stone, *Capturing the Political Imagination. Think Tanks and the Policy Process*, (London, Frank Cass, 1996), p.2-3.

⁴³⁰ Voir Robert Dahl, *Who Governs? Democracy and Power in an American City* (Yale University Press, 2005) et David Truman, *The Governmental Process Political Interests and Public opinion* (New York Alfred A Knopf, 1951).

Contrairement à la perspective pluraliste, la perspective corporatiste ou néo-corporatiste met en évidence l'importance de la coopération institutionnelle entre les groupes d'intérêt et les décideurs⁴³¹.

CHAPITRE 1

Les Médias et L'Opinion Publique: Un Rôle Marginal dans L'Élaboration de la Politique Étrangère Américaine.

Le rôle des médias et de l'opinion publique dans la formulation et l'élaboration de la prise de décision en matière de politique étrangère a été largement débattu parmi les universitaires et les décideurs. Compte tenu du fait qu'il n'y a pas de théorie bien établie qui explique une influence causale claire des médias et de l'opinion publique sur la formation des décisions politiques, il existe deux grandes orientations scientifiques qui guident la littérature sur la relation entre les médias, l'opinion publique et l'élaboration de la politique étrangère.

I. La relation entre les médias, l'opinion publique et l'élaboration des politiques: Les approches théoriques et la méthodologie de recherche.

A. Les médias et l'élaboration des politiques: Les cadres théoriques et méthodologiques.

Les théories qui traitent la relation entre les médias et les décideurs suggèrent deux directions d'influence. La première considère les médias comme une variable d'entrée car ils influencent le processus de prise de décision en politique étrangère. La deuxième direction considère

⁴³¹ PerOla Öberg, Torsten Svensson, Peter Munk Christiansen, Asbjørn Sonne Nørgaard, Hillary Rommetvedt et Gunnar Thesen, "Disrupted Exchange and Declining Corporatism: Government Authority and Interest Group Capability in Scandinavia", *Government and Opposition* (2001) 46(3): 365-391.

les médias comme une variable de sortie car ils sont influencés par les élites politiques par le biais des campagnes de relations publiques (RP) qu'elles établissent.

1. Les médias en tant qu'influenceur de la politique étrangère.

La position des médias en tant qu'influenceurs de la politique étrangère s'expliquent par deux théories: Le cadrage et l'*agenda setting*. La théorie de l'*agenda setting* a été élaborée par Max McCombs. Ce dernier affirme que les médias jouent un rôle important en influençant le choix des sujets prioritaires pour le public par le renforcement de l'importance des sujets particuliers. Ces sujets particuliers sont fréquemment et principalement traités par les médias.⁴³² Bernard Cohen a introduit le concept d'*agenda setting* dans l'élaboration de la politique étrangère. Il a expliqué sa fonction en ces termes:

*"While [the press] may not be successful much of the time in telling people what to think, but it is stunningly successful in telling its readers what to think about. The world will look different to different people"*⁴³³.

La deuxième théorie est le cadrage. Cette théorie suggère que la façon dont un problème particulier est présenté au public (appelé le cadre) façonne l'opinion publique et les élites politiques en promouvant des interprétations spécifiques à l'aide de techniques telles que les histoires, les stéréotypes, les métaphores et les symboles⁴³⁴. Nous pouvons dire que si la théorie de l'*agenda setting* se concentre sur ce dont on parle, la théorie du cadrage se concentre sur la façon dont la question évoquée est comprise et vue.

⁴³² Maxwell McCombs et Amy Reynolds, "News influence on our pictures of the world," *Media Effects*, (2002):11-28.

⁴³³ Bernard Cohen, *The press and foreign policy* (Princeton University Press, 1963), 12-13. [Traduction] «Bien que [la presse] ne réussisse pas souvent à dire aux gens ce qu'il faut penser, elle réussit étonnamment à dire à ses lecteurs ce qu'il faut penser à. Le monde sera différent pour différentes personnes».

⁴³⁴ Shanto Iyengar et Adam Simon, "News Coverage of the Gulf Crisis and Public Opinion". Dans *Taken by Storm: The media, public opinion, and US foreign policy in the Gulf War*, Ed. Bennett et Paletz (Chicago: Chicago University Press, 1994), 171.

2. Les rôles des médias en tant qu'émetteurs de convictions en matière de politique étrangère.

Cette direction d'influence est expliquée par le concept de *media management* (MM) ou *spin*. Ce concept est un type de propagande visant à utiliser des techniques de manipulation dans des campagnes de relations publiques pour convaincre les médias et l'opinion publique de la validité d'une politique particulière⁴³⁵. Pour ce faire, les décideurs utilisent des méthodes variées, notamment des fuites d'informations, des conférences de presse, des interviews et des événements médiatiques⁴³⁶. Les techniques de MM sont plus susceptibles d'être utilisées pendant les conflits et les guerres lorsque les décideurs politiques précèdent ou suivent leurs décisions avec des stratégies de relations publiques consistant à ignorer les médias en s'abstenant de leur communiquer des messages, de formuler des «spins» ou de faire des annonces publiques sans action politique⁴³⁷.

Les médias ont tendance à appuyer davantage l'agenda des décideurs lorsque ceux-ci parviennent à un consensus public élevé. Dans ce cas, les «*spin doctors*» travaillent sur le maintien et le renforcement de ce consensus. Cependant, lorsque les décideurs ne parviennent pas à un tel consensus public, les médias deviennent plus critiques et les «*spin doctors*» renouvellent leurs stratégies de relations publiques pour changer l'attitude des médias⁴³⁸.

B. Le rôle de l'opinion publique dans l'élaboration de la politique étrangère: Les approches théoriques.

Il existe de nombreuses approches théoriques qui fournissent des explications empiriques ou normatives aux relations internationales ou aux décisions de politique étrangère telles que le postmodernisme et les théories de la dépendance. Cependant, les approches théoriques réalistes et

⁴³⁵ Voir Barbara Pfetsch, "Government News Management", dans *The Politics of News, The News of Politics* (CQ Press, 1998).

⁴³⁶ Voir Yoel Cohen, *Media Diplomacy: The Foreign Office in the Mass Communications Age* (London: Frank Cass and Company Ltd, 1986); Cyril Blet, «Les médias, un instrument de diplomatie publique ?», *Revue internationale et stratégique*, vol. 78, no. 2, 2010, pp. 119-126.

⁴³⁷ Chanan Naveh, "The role of media in foreign policy decision making: A theoretical framework", *Conflict and Communication*, Vol.1, No. 2, (2002), 9.

⁴³⁸ Gadi Wolfsfeld, *Media and Political Conflict: News From the Middle East* (Cambridge University Press, 1997), 25.

libérales semblent dominer parmi les spécialistes des relations internationales et les décideurs de la politique étrangère. Alors que l'approche réaliste représente la compréhension classique des relations internationales puisqu'elles remontent à Thucydide, l'approche libérale reste relativement moderne puisqu'elle est apparue au XVII^e siècle et a coïncidé avec la mise en place du système étatique moderne.

1. L'approche libérale et le rôle central de l'opinion publique dans l'élaboration de la politique étrangère.

Selon l'approche libérale, l'opinion publique est au cœur du processus d'élaboration de la politique étrangère et elle est considérée comme une condition préalable à son efficacité et sa légitimité⁴³⁹. Jeremy Bentham, l'un des théoriciens libéraux les plus éminents, considérait l'opinion publique comme le «seul remède» aux éventuelles lacunes de l'élaboration des politiques des gouvernements⁴⁴⁰.

De manière générale, les partisans de l'approche libérale soutiennent que le pouvoir exécutif prend en compte l'opinion publique en raison de plusieurs facteurs. Pour commencer, les théoriciens libéraux soulignent l'importance de l'opinion publique pour légitimer le pouvoir exécutif.⁴⁴¹ De plus, les libéraux affirment que les dirigeants rationnels soutiennent les préférences de leur peuple et respectent leur volonté parce qu'ils étaient derrière leur élection.⁴⁴² Par conséquent, si les dirigeants prennent des décisions contre la volonté du public, leur réputation sera ternie et ils pourraient ne pas être réélus⁴⁴³.

Dans un contexte plus spécifique, Emmanuel Kant a exprimé un argument similaire en mettant l'accent sur la guerre en tant qu'exemple critique de décisions de politique étrangère. Il fait valoir

⁴³⁹ Les théoriciens libéraux incluent, mais sans s'y limiter Holsti (1996), Shamir (2005), Vaïsse (2008) et Steven & Patrick (2009),

⁴⁴⁰ Jeremy Bentham, *Works of Jeremy Bentham* (New York: Russell and Russell, 1962), vol.8, 561.

⁴⁴¹ Yaacov Shamir, "Introduction: What is Public Opinion and Why is it Important to Conflict Resolution?", *Palestine- Israel Journal of Politics, Economics and Culture*, Vol 11, No 4, 2005. <https://pij.org/articles/304/introduction-what-is-public-opinion-and-why-is-it-important-to-conflict-resolution> Consulté le 9 janvier 2020.

⁴⁴² Eugene R. Wittkopf et Christopher M. Jones, *American foreign policy: pattern and process* (New York: St Martin's press, 2012), p. 265.

⁴⁴³ Steve Chan et William Safran, "Public Opinion as a Constraint against War: Democracies' Responses to Operation Iraqi Freedom", *Foreign Policy Analysis*, 2006, p.167.

que le public est plus susceptible de jouer un rôle clé en restreignant le choix de la guerre sur lequel certains dirigeants peuvent s'appuyer dans un système républicain contrairement à la monarchie dans laquelle les monarques peuvent être impliqués dans une guerre dont les motifs ne sont pas pertinents aux intérêts des citoyens⁴⁴⁴.

2. L'approche réaliste et le rôle marginalisé de l'opinion publique dans l'élaboration des politiques étrangères.

De manière générale, l'approche réaliste minimise l'impact de l'opinion publique sur l'élaboration de la politique étrangère en raison de plusieurs facteurs. Les partisans de ce cadre théorique soutiennent que l'opinion publique est plus susceptible d'être caractérisée par l'irrationalité, la passion, le manque d'informations et la volatilité en plus de la possibilité d'être manipulée par les médias ou les politiciens⁴⁴⁵.

Tocqueville a exprimé, de sa part, un argument similaire qui considérait l'aristocratie comme un « *firm and enlightened body* » contrairement à la démocratie dont le public pourrait être affecté par l'ignorance et la passion qui constituent des pierres d'achoppement face à la prise des décisions efficaces de politique étrangère⁴⁴⁶.

En fait, l'ignorance et la passion restent les principales caractéristiques que les réalistes utilisent pour remettre en question l'efficacité de l'opinion publique dans l'élaboration des politiques étrangères. En fait, les décideurs sont plus susceptibles de négliger l'opinion publique ignorante et passionnée lorsqu'ils traitent des questions de politique étrangère parce que leur passion et leur subjectivité sont très peu susceptibles de servir les « intérêts nationaux »⁴⁴⁷.

⁴⁴⁴ Emmanuel Kant, *Perpetual Peace, and Other Essays on Politics, History, and Morals* (Indianapolis: Hackett, 1983) 113, introduit et traduit par Ted Humphrey.

⁴⁴⁵ Les théoriciens réalistes incluent, mais sans s'y limiter Lippmann (1955), blanc, Loisel et Scherrer (2005), Knecht et Weatherford (2006), Robinson (2008), Jentleson (2013) et McCormick (2013).

⁴⁴⁶ Alexis de Tocqueville, *Democracy in America* (New York: Vintage, 1958), Vol. 1, 243-245.

⁴⁴⁷ John Mearsheimer, "American public opinion and the special relationship with Israel", *Middle East Monitor*, 28 janvier 2014 <https://www.middleeastmonitor.com/20140128-american-public-opinion-and-the-special-relationship-with-israel/> Consulté le 24 août 2020.

La vision réaliste du rôle de l'opinion publique dans l'élaboration des politiques reste plus forte dans les affaires intérieures que dans les affaires étrangères. Ils affirment que le public peut être efficace dans l'élaboration des politiques nationales parce que les questions en discussion sont directement liées à leurs activités quotidiennes. Par conséquent, ils ont tendance à être enthousiastes et bien informés sur ces sujets contrairement aux problèmes étrangers dont le public a tendance à être moins informé et moins motivé parce qu'ils pensent que les problèmes étrangers ne sont pas directement liés à leur vie quotidienne⁴⁴⁸.

Le manque d'informations sur les affaires étrangères parmi le public est mis à profit par les décideurs politiques qui peuvent le persuader de suivre leur opinion et d'accepter leurs décisions de politique étrangère en formulant le problème d'une manière spécifique comme George W. Bush l'avait fait avec la guerre contre le terrorisme après le 11 septembre⁴⁴⁹. La diffusion des technologies de l'information peut affaiblir l'affirmation des réalistes selon laquelle l'opinion publique est moins informée sur les questions de politique étrangère. Cependant, la façon dont ces sujets sont formulés par les politiciens et les médias peut influencer l'opinion publique.

Dans l'ensemble, les approches théoriques montrent qu'il existe une relation mutuelle entre les médias, l'opinion publique et les décideurs. Cependant, il existe deux grandes tendances scientifiques divergentes sur la direction de l'influence. Alors que certains affirment que les médias et l'opinion publique ont un rôle influent sur l'élaboration des politiques, d'autres pensent différemment; ils affirment que leur rôle influent est minime et insignifiant. Ce faisant, ils postulent que les décideurs politiques exercent une influence à la fois sur les médias et l'opinion publique.

Ce chapitre examine ces débats théoriques dans le contexte de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Il vise à évaluer le rôle déterminant des médias et de

⁴⁴⁸ Voir Benjamin I. Page et Robert Y. Shapiro, *The Rational Public: Fifty Years of Trends in Americans' Policy Preferences* (Chicago: University of Chicago Press, 1992); Alan D. Monroe, "Public Opinion and Public Policy, 1980- 1993", *Public Opinion Quarterly*, Vol. 62, Issue 1 (May 1998) 6-28, <https://doi.org/10.1086/297828> Consulté le 24 août 2020.

⁴⁴⁹ George W. Bush a réussi à persuader les Américains de la nécessité d'attaquer l'Irak parce que Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive et a aidé des terroristes en profitant de l'atmosphère de peur qui a régné après le 11 septembre.

l'opinion publique dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA depuis le début de la guerre contre le terrorisme jusqu'au, soi-disant, le printemps arabe. Nous avons analysé la rhétorique et les décisions présidentielles concernant divers événements régionaux, la couverture médiatique de ces événements et les sondages d'opinion publique pertinents.

C. La méthodologie de la recherche.

Pour examiner la direction d'influence entre les décideurs, les médias et l'opinion publique, les chercheurs ont utilisé une combinaison de méthodologies qualitatives et quantitatives, notamment l'analyse de contenu des couvertures médiatiques, l'analyse du discours de la rhétorique présidentielle, l'analyse statistique des sondages d'opinion publique ainsi que des entretiens avec des décideurs.

Ce chapitre n'utilise pas les entretiens pour deux raisons. Premièrement, en tant que chercheur dans une université marocaine, il est très difficile d'avoir accès aux décideurs américains. Deuxièmement, interroger les décideurs politiques sur des questions aussi critiques que la *guerre contre le terrorisme* peut soulever des questions de validité et de fiabilité des réponses, qui sont plus susceptibles de refléter la manière dont les responsables politiques veulent être rappelés plutôt que la manière avec laquelle ils ont réellement élaboré leur politique de lutte contre le terrorisme.

Ce chapitre utilise une combinaison de méthodes quantitatives et qualitatives. La méthode qualitative se concentre sur l'analyse des principaux événements de la *guerre contre le terrorisme* et le *Printemps arabe*, ainsi que sur la manière dont les Présidents et les médias américains décrivent ces événements dans leurs discours et leurs couvertures. En ce qui concerne la méthode quantitative, nous nous sommes appuyé sur les *cadres* médiatiques généraux utilisés pour décrire les événements principaux dans la région ainsi que sur des bases de données statistiques relatives aux effets des médias et aux sondages d'opinion publique qui sont basées sur des enquêtes nationales.

II. Le discours présidentiel du 11 Septembre au *printemps Arabe*: D'une rhétorique de la peur à une rhétorique de démocratie.

La *guerre contre le terrorisme* et le *Printemps arabe* ont coïncidé avec les présidences de George W. Bush et de Barack Obama. Ce chapitre analyse leurs discours relatifs à la politique étrangère américaine dans la région MENA de 2001 à 2013. En outre, ce chapitre discute de la question suivante: Dans quelle mesure la rhétorique des Présidents américains a-t-elle défini l'agenda des médias et influencé l'opinion publique sur la politique étrangère américaine dans la région?

A. George W. Bush et la rhétorique de la peur dans l'ère post-11 Septembre: Définir l'agenda des médias et influencer l'opinion publique.

1. L'ère post-11 Septembre: L'utilisation présidentielle de la peur et de l'incertitude pour manipuler les médias et l'opinion publique.

a. *Le 11 Septembre et la peur: Une manipulation présidentielle insidieuse de l'opinion publique.*

L'ère post-11 septembre a été marquée par un choc et une peur aux États-Unis compte tenu des pertes humaines déplorables. Un jour après les attentats, Bush a prononcé un discours pour plaider en faveur de la *guerre contre le terrorisme*. La rhétorique du discours visait à accentuer la peur des Américains en décrivant les attaques comme des "actes de guerre" et en mettant en garde les Américains en déclarant :

*"We are a different enemy than we have ever faced. This enemy hides in shadows and has no regard for human life"*⁴⁵⁰.

⁴⁵⁰ George Bush, "Remarks by the President in Photo Opportunity with the National Security Team," 12 septembre 2001 <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/09/20010912-4.html> Consulté le 4

Dans le même discours, Bush a déclaré que les Etats-Unis “*will use all resources to conquer the enemy where they hide*” (utilisera toutes les ressources pour vaincre l'ennemi là où il se cache)⁴⁵¹. Quelques jours après les attentats, un sondage d'opinion a montré que 79% des Américains considéraient ces événements comme des «actes de guerre»⁴⁵². Un autre sondage postérieur aux attentats du 11 septembre 2001 a montré que 75% des Américains étaient favorables à l'usage de la force contre un pays dans lequel les personnes impliquées dans les attaques vivaient, même si le pays lui-même n'avait aucun rôle à jouer dans ces attaques⁴⁵³. La corrélation positive entre la rhétorique de Bush et les résultats des sondages indique que la campagne de guerre de Bush a influencé l'opinion publique américaine ou, au moins, a mis en exergue la peur que les Américains ont déjà eu après les attaques.

C'est dans cette atmosphère de peur que George W. Bush a plaidé en faveur de la *guerre contre le terrorisme* dans son discours du 20 septembre 2001, où la rhétorique de la peur a été utilisée pour servir à diverses fins. Premièrement, elle a été employée pour justifier le choix de l'Afghanistan et ses cibles d'Al-Qaïda, de Taliban et d'Oussama Ben Laden:

*“The leadership of al Qaeda has great influence in Afghanistan and supports the Taliban regime in controlling most of that country. In Afghanistan, we see al Qaeda's vision for the world”*⁴⁵⁴.

Bush a continué l'utilisation du discours de la peur pour légitimer son intervention militaire en Afghanistan:

juin 2019. [Traduction]: «Nous sommes confrontés à un ennemi différent de celui auquel nous avons été confrontés. Cet ennemi se cache dans l'ombre et n'a aucun respect pour la vie humaine».

⁴⁵¹ *Ibid.*

⁴⁵² Polling Report, “CNN/USA Today/Gallup Poll,” Polling Report, 14–15 septembre 2001 <http://www.pollingreport.com/terror10.htm>, Consulté le 3 juin 2019.

⁴⁵³ Polling Report, “NBC News/Wall Street Journal Poll,” Polling Report, 15–16 septembre 2001, <http://www.pollingreport.com/terror10.htm>, Consulté le 3 juin 2019.

⁴⁵⁴ George Bush, “Address to a joint session of Congress and the American people,” 20 septembre 2001 <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/09/20010920-8.html> Consulté le 12 juin 2019. [Traduction]: «Les leaders d'Al-Qaïda ont une grande influence en Afghanistan et soutiennent le régime des talibans pour contrôler la majeure partie de ce pays. En Afghanistan, nous voyons la vision d'Al-Qaïda pour le monde».

“Thousands of these terrorists in more than 60 countries. They are recruited from their own nations and neighborhoods and brought to camps in places like Afghanistan where they are trained in the tactics of terror. They are sent back to their homes or sent to hide in countries around the world to plot evil and destruction”⁴⁵⁵.

Deuxièmement, le discours de la peur a été utilisé par Bush pour justifier ses futures interventions préventives et militaires de longue durée:

“Our nation has been put on notice: We are not immune from attack. We will take defensive measures against terrorism to protect Americans ... Our war on terror begins with al Qaeda, but it does not end there. It will not end until every terrorist group of global reach has been found, stopped, and defeated”⁴⁵⁶.

Enfin, l'utilisation de la peur par Bush a également servi à des fins internationales, comme l'indique la célèbre déclaration triste de Bush:

“Every nation in every region now has a decision to make: either you are with us or you are with the terrorists. From this day forward, any nation that continues to harbor or support terrorism will be regarded by the United States as a hostile regime”⁴⁵⁷.

b. Le 9/11, la peur, et l'Incertitude: L'adoption médiatique de la rhétorique présidentielle.

Dans un tel moment de peur et d'incertitude, les médias américains ont adopté la rhétorique présidentielle et soutenu la *guerre contre le terrorisme* par une couverture télévisée et des éditoriaux de journaux. Les principaux journaux américains tels que le *New York Times*, qui est

⁴⁵⁵ *Ibid.* [Traduction]: «Des milliers de ces terroristes dans plus de 60 pays sont recrutés dans leurs quartiers et amenés dans des camps situés dans des pays comme l'Afghanistan où ils sont formés à la tactique de la terreur. Ils sont renvoyés chez eux ou sont envoyés se cacher dans des pays du monde entier pour comploter le mal et la destruction».

⁴⁵⁶ *Ibid.* [Traduction]: «Notre pays a été prévenu : Nous ne sommes pas à l'abri des attaques. Nous prendrons des mesures défensives contre le terrorisme pour protéger les Américains... Notre guerre contre le terrorisme commence par Al-Qaïda, mais ne s'arrête pas là. Cela ne prendra fin que lorsque chaque groupe terroriste de portée mondiale aura été trouvé, arrêté et vaincu».

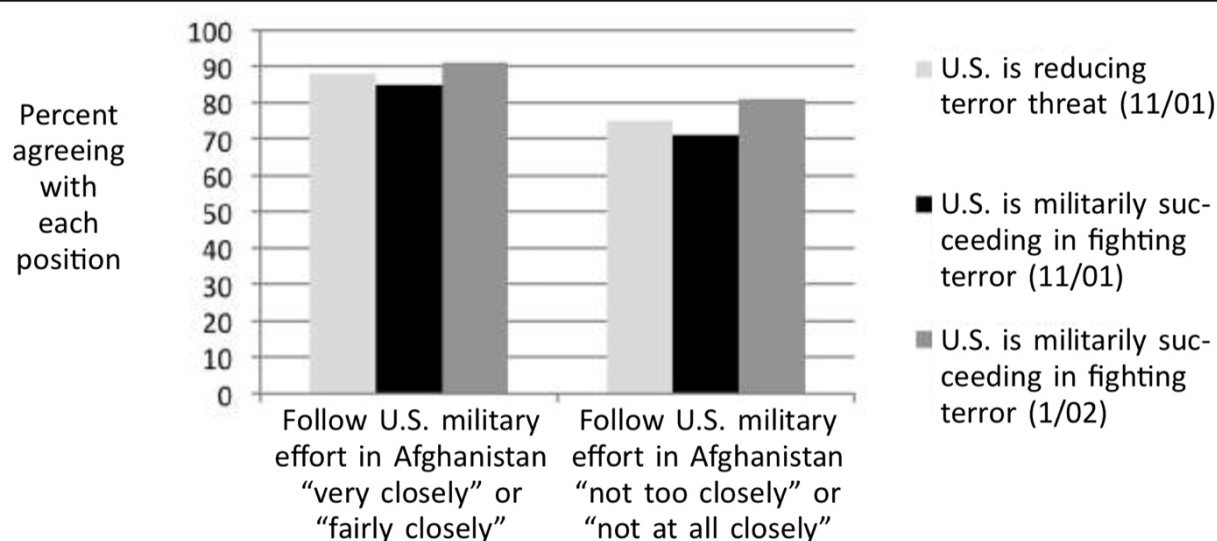
⁴⁵⁷ *Ibid.* Traduction: «Chaque pays de chaque région a maintenant une décision à prendre : soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes. À partir de ce jour, toute nation qui continuera à abriter ou à soutenir le terrorisme sera considérée par les États-Unis comme un régime hostile».

généralement considéré comme un journal libéral, et le *Washington Post* étaient très favorables à la guerre ainsi que les cibles spécifiques de Bush, notamment Al-Qaïda, les Taliban et Ben Laden⁴⁵⁸.

D'autres éditoriaux ont fréquemment employé les termes «*evil*», «*corruption*» et «*State-sponsored terrorism*» pour décrire les Taliban et Al-Qaeda⁴⁵⁹. Il est important de noter que les dix plus grands journaux américains n'ont montré aucune opposition à la guerre et aucun d'entre eux ne prédisait qu'il échouerait depuis les attentats du 11 septembre jusqu'au début de la guerre⁴⁶⁰.

En outre, une étude de la couverture de la guerre en Afghanistan du *CNN* a montré que 62% de la couverture traitait des activités militaires générales tandis que 17% seulement concernait les pertes humaines⁴⁶¹. Cela montre que le cadrage présidentiel de la *guerre contre le terrorisme* qui se concentrait sur la rhétorique de la peur a défini le programme des médias américains qui ont joué un rôle crucial en influençant l'opinion publique. À titre d'illustration, le figure 7 montre que le suivi du discours des médias politiques est étroitement lié à une augmentation du soutien à la guerre⁴⁶².

Figure 7. La guerre contre le terrorisme et les effets des médias sur l'opinion publique: Nov 2001- Jan 2002⁴⁶³.



⁴⁶¹ Amy E. Jasperson et Mansour O. El-Kikhia, "CNN and al Jazeera's Media Coverage of America's War in Afghanistan", dans *Framing Terrorism*, Norris, Kern, and Just, (2004): 113–132.

⁴⁶² Political-media effects on public opinion of war on terror, novembre 2001- janvier 2002, *Pew Research Center*.

⁴⁶³ Percent agreeing with each position (Pourcentage d'accord avec chaque position). Follow US military effort in Afghanistan "very closely", "fairly closely", "not very closely" or "not al all closely" (Suivre l'effort militaire américain en Afghanistan «de très près», «d'assez près», «pas de très près» ou «pas tous de près». US is reducing terror threat (Les États-Unis réduisent la menace terroriste). US is militarily succeeding in fighting terror (Les États-Unis réussissent militairement à combattre le terrorisme).

Source : Pew Research Center Surveys.

En résumé, on peut dire que George W. Bush a profité de l'atmosphère de peur qui avait déjà régné aux États-Unis après les attentats du 11 septembre. Cette peur s'est accrue à cause de la manière dont Bush a décrit les attaques et de la façon dont il a décrit la *guerre contre la terreur*. En conséquence, il a pu définir le programme des médias américains qui ont adopté son discours et ont joué un rôle clé en influençant l'opinion publique américaine d'accepter le recours à la force dans d'autres pays en commençant par l'Afghanistan.

2. L'Irak : Recycler le discours de la peur pour vendre la guerre.

a. *La campagne de relations publiques de Bush: Se concentrer sur des cadres bien définis.*

La guerre en Afghanistan a été suivie par une campagne pour vendre la guerre en Irak. Dans cette campagne, George Bush s'est concentré sur deux grands axes: La possession d'armes de destruction massive (ADM) par l'Iraq et son lien présumé avec le terrorisme. Cette grande campagne de relations publiques a débuté en 2002 et a permis de convaincre les Américains de la nécessité de faire la guerre en Irak en renforçant le climat de peur qui régnait encore aux États-Unis.

Pour vendre son programme de guerre au niveau international et lui donner une justification légale, Bush a prononcé un discours devant l'ONU le 12 septembre 2002 dans lequel il décrivait le régime de Saddam Hussein comme étant répressif et affirmait que l'Irak avait rompu ses engagements envers l'ONU en terme du respect des droits de l'homme, le soutien présumé à des organisations terroristes et la possession d'armes de destruction massive⁴⁶⁴.

⁴⁶⁴ George Bush, "Presidents Remarks at The United Nations General Assembly", 12 septembre 2002 <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/09/20020912-1.html> Consulté le 14 juin 2019.

Les discours qui ont suivi ont répété les mêmes cadres. Par exemple, son discours d'octobre 2002 décrivait l'Irak comme une «grave menace à la paix» et soulignait que cette menace s'aggraverait avec le temps⁴⁶⁵. Il a déclaré:

“If we know Saddam Hussein has dangerous weapons today—and we do—does it make any sense for the world to wait to confront him as he grows even stronger and develops even more dangerous weapon?”⁴⁶⁶.

Ces discours alarmants ont de plus en plus augmenté en 2003, à commencer par le discours sur l'état de l'union dans lequel il a fait référence à des laboratoires d'armes biologiques irakiens présumés:

“The United Nations concluded in 1999 that Saddam Hussein had biological weapons sufficient to produce over 25,000 liters of anthrax—enough doses to kill several million people. He hasn’t accounted for that material. He’s given no evidence that he has destroyed it. The United Nations concluded that Saddam Hussein had materials sufficient to produce more than 38,000 liters of botulinum toxin—enough to subject millions of people to death by respiratory failure. . . . He’s given no evidence that he has destroyed it”⁴⁶⁷.

Ce discours visait à présenter l'Iraq comme une menace réelle en transmettant un message d'incertitude quant à sa prétention de ne pas posséder d'armes biologiques afin d'influencer l'opinion publique américaine et internationale et de les convaincre de la nécessité de faire la guerre

⁴⁶⁵ George Bush, “President Bush outlined Iraqi Threat”, 7 October 2002, <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/10/20021007-8.html> Consulté et traduit le 7 juin 2019

⁴⁶⁶ *Ibid.* [Traduction]: «Si nous savons que Saddam Hussein a des armes dangereuses aujourd'hui - et nous savons - est-il logique que le monde attende de le confronter à mesure qu'il se fortifie et qu'il développe des armes encore plus dangereuses?»

⁴⁶⁷ George Bush, “State of the Union Address”, 28 Janvier 2003 <http://whitehouse.georgewbush.org/news/2003/012803-SOTU.asp> Consulté le, 14 juin 2019. [Traduction]: «L'Organisation des Nations Unies a conclu en 1999 que Saddam Hussein disposait d'armes biologiques suffisantes pour produire plus de 25 000 litres d'anthrax, soit des doses suffisantes pour tuer plusieurs millions de personnes. Il n'a pas rendu compte de ce matériel. Il n'a donné aucune preuve qu'il l'ait détruit. Les Nations Unies ont conclu que Saddam Hussein disposait de suffisants matériaux pour produire plus de 38 000 litres de toxine botulique - suffisants pour que des millions de personnes soient tuées par insuffisance respiratoire. . . . Il n'a donné aucune preuve qu'il l'ait détruit».

en Irak. Dans un discours similaire à l'ONU, Bush a accru le degré de peur en se réchauffant contre le développement éventuel d'armes nucléaires par l'Irak :

*"Iraq employs capable nuclear scientists and technicians. It retains physical infrastructure needed to build a nuclear weapon"*⁴⁶⁸.

Le secrétaire d'État, Collin Powell, s'est fait l'écho de ces mêmes allégations dans son discours à l'ONU de février 2003.⁴⁶⁹

Pour intensifier la peur vis-à-vis de l'Irak, Bush a fréquemment lié Saddam Hussein à Al-Qaïda afin de rappeler aux Américains les attaques du 11 septembre et de maintenir leur peur. Il est intéressant de noter que la campagne médiatique pour vendre la guerre en Irak a commencé un jour après le premier anniversaire du 11 septembre, ce qui indique que le moment choisi pour la campagne a été désigné de manière stratégique pour persuader davantage les Américains que l'Irak constituait une menace réelle. Dans son discours du premier anniversaire du 11 septembre, Bush a déclaré: "Saddam Hussein aids and protects terrorists, including members of al Qaeda"⁴⁷⁰.

Une autre déclaration dans laquelle Bush a lié l'Irak à Al-Qaïda en déclarant que:

*"Iraq and al Qaeda have had high-level contacts that go back a decade. Some al Qaeda leaders who fled Afghanistan went to Iraq. . . . Iraq has trained al Qaeda members in bomb-making and poisons and deadly gases. And we know that after September the 11th, Saddam Hussein's regime gleefully celebrated the terrorist attacks on America"*⁴⁷¹.

⁴⁶⁸ Bush, "Presidents Remarks at The United Nations General Assembly", 12 Septembre 2002. [Traduction]: «L'Irak emploie des scientifiques et des techniciens nucléaires compétents. Il conserve l'infrastructure physique nécessaire à la construction d'une arme nucléaire».

⁴⁶⁹ Collin Powell, "US Secretary of State Address to the United Nations Security Council," 5 Février 2003, <https://www.theguardian.com/world/2003/feb/05/iraq.usa> Consulté le 25 juin 2019.

⁴⁷⁰ Bush, "Presidents Remarks at The United Nations General Assembly", 12 Septembre 2002. Traduction: Saddam Hussein aide et protège les terroristes, y compris les membres d'Al-Qaïda"

⁴⁷¹ Bush, "President Bush outlined Iraqi Threat", 7 Octobre 2002. Traduction: L'Irak et Al-Qaïda ont eu des contacts de haut niveau depuis une décennie. Certains leaders d'Al-Qaïda qui ont fui l'Afghanistan se sont rendus en Irak. . . . L'Irak a formé des membres d'Al-Qaïda à la fabrication de bombes, à l'empoisonnement et aux gaz mortels. Et nous savons qu'après le 11 septembre, le régime de Saddam Hussein a joyeusement célébré les attaques terroristes contre l'Amérique ».

Outre la possession présumée d'armes de destruction massive, notamment le développement d'armes nucléaires et des liens avec Al-Qaïda, la campagne de Bush a mis en lumière un troisième point concernant le régime de Saddam Hussein, à savoir les violations des droits de l'homme et son attitude répressive à l'égard de sa population. Bush a dénoncé le comportement de Saddam:

“arbitrary arrest and imprisonment, summary execution, and torture by beating, burning, electric shock, starvation, mutilation, and rape. Wives are tortured in front of their husbands; children in the presence of their parents—all of these horrors concealed from the world by the apparatus of a totalitarian state”⁴⁷².

Bush a souligné son intention de ne pas cibler les civils et s'est adressé directement aux Irakiens en ces termes:

“We will deliver the food and medicine you need. We will tear down the apparatus of terror and we will help you to build a new Iraq that is prosperous and free. . . . The tyrant will soon be gone. The day of your liberation is near”⁴⁷³.

Cet accent mis sur les violations des droits de l'homme de Saddam et ses promesses envers les Iraquiens visait à associer un message de peur accablant à un message d'espoir: L'espoir pour les Américains de renverser l'un des partisans de la terreur présumé et l'espoir pour les Irakiens de se débarrasser d'un dictateur et établir un régime démocratique en Irak.

Il a été reconnu par la suite que toutes ces affirmations étaient trompeuses: Saddam n'avait pas d'ADM avant la guerre et son régime n'avait aucun lien avec Al-Qaïda. Melvin Goodman, ancien analyste de la CIA, a déclaré:

“The CIA and the intelligence community went too far in trying to accommodate the demands of the Bush administration... . The Bush administration, particularly Cheney, Rice, and Rumsfeld, made it clear what it wanted in the way of intelligence and kept sending reports back to

⁴⁷² Bush, “Presidents Remarks at The United Nations General Assembly”, 12 Septembre 2002. Traduction: «Arrestation et emprisonnement arbitraires, exécutions sommaires et tortures par coups, brûlures, décharges électriques, famine, mutilations et viols. Les femmes sont torturées devant leurs maris; les enfants en présence de leurs parents - toutes ces horreurs dissimulées au monde par un État totalitaire».

⁴⁷³ George Bush, “Remarks by the President in Address to the nation”, 17 mars 2003 <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/03/20030317-7.html> Consulté et traduit le 24 juin 2019. Traduction: «Nous vous livrerons la nourriture et les médicaments dont vous avez besoin. Nous allons abattre le terroriste et vous aider à construire un nouvel Irak prospère et libre. . . . Le tyran sera bientôt parti. Le jour de ta libération est proche».

*be redone until it got the answers that it wanted. As a result, the CIA began to practice self-censorship and stopped distributing credible intelligence that argued against Iraq WMDs and links to al Qaeda*⁴⁷⁴.

Une autre preuve des informations trompeuses de Bush sur l'Irak est fournie par le Iraq Study Group (ISG), qui a mené une étude sur les armes de destruction massive d'Irak après la guerre et a conclu que l'Irak ne constituait pas une menace⁴⁷⁵. Le responsable de l'ISG, David Kay, a témoigné devant le Congrès après la guerre et a expliqué que l'Irak avait démoli son programme chimique et biologique en 1991 et que sa capacité à reconstruire son programme nucléaire s'était estompée surtout après la visite des inspecteurs de l'ONU en Irak dans les années 90.⁴⁷⁶

b. L'opinion publique et la couverture médiatique de la guerre en Irak: Un reflet de la propagande de Bush.

La propagande présidentielle de Bush a réussi à vendre la guerre en Irak en utilisant des informations trompeuses et déformées sur la possession présumée d'armes de destruction massive par l'Irak et ses liens avec Al-Qaïda. Ces informations ont été accueillies favorablement par les Américains parce que l'administration Bush a tiré parti de l'atmosphère de peur qui régnait toujours après le 11 septembre. Ainsi, l'administration Bush était en mesure de définir le programme des médias américains qui reposait sur les sources officielles pour leurs rapports⁴⁷⁷.

Quant à l'opinion publique, le discours de Bush a semblé plaire à la majorité des Américains en 2002 et au début de 2003 selon les sondages d'opinion menés par différents organismes de sondage. Ces sondages ont montré un soutien croissant au programme de guerre de Bush sur la base des

⁴⁷⁴ Melvin Goodman, *Failure of Intelligence: The Decline and Fall of the CIA* (Lanham MD: Rowman and Littlefield, 2008), 267-268. Traduction: «La CIA et les services de renseignement sont allés trop loin en essayant de répondre aux demandes de l'administration Bush.... L'administration Bush, et surtout Cheney, Rice et Rumsfeld, a clairement expliqué ce qu'elle souhaitait en matière de renseignement et a continué à renvoyer les rapports à refaire jusqu'à ce qu'elle obtienne les réponses souhaitées. En conséquence, la CIA a commencé à pratiquer l'autocensure et a cessé de diffuser des renseignements crédibles qui plaidaient contre les armes de destruction massive et les liens avec Al-Qaïda en Irak».

⁴⁷⁵ Voir le rapport du L'Iraq Study Group. <https://www.iraqsolidaridad.org/2006/docs/gei-1.pdf>
Consulté le 24 juin 2019.

⁴⁷⁶ Transcript: David Kay at Senate Hearing," Carnegie Endowment for International Peace, 28 janvier 2004, <https://carnegieendowment.org/2004/01/28/transcript-david-kay-at-senate-hearing-pub-14898> Consulté et traduit le 26 juin 2019

⁴⁷⁷ Lance Bennett, Regina G. Lawrence, et Steven Livingston, *When the Press Fails: Political Power and the News Media From Iraq to Katrina* (Chicago: University of Chicago Press, 2008).

justifications du Président⁴⁷⁸. De même, les principaux médias américains adoptaient généralement le discours de Bush.

(1) Le *Washington Post*: Un reflet total de la rhétorique de Bush.

La couverture du *Post* faisait écho au discours de Bush en ce qui concerne les prétextes donnés pour justifier la guerre en Irak. Pour illustrer son propos, le journal a indiqué: "It is hard to imagine how anyone could doubt that Iraq possesses WMDs"⁴⁷⁹. Dans un discours similaire, le même journal a qualifié l'Irak comme "a threat not just to the United States, but to the global order"⁴⁸⁰. Le *Post* s'est également fait l'écho du discours de Bush sur les liens présumés de l'Irak avec Al-Qaïda. L'un des éditoriaux du journal a averti que Saddam "shelters terrorists who have killed Americans and who would like to kill more"⁴⁸¹.

Le *Post* s'est également fait l'écho de la rhétorique de Bush sur l'instauration de la démocratie en Irak et la libération des Irakiens de la dictature de Saddam. Un éditorial a déclaré que la guerre en Irak va "free the long-suffering Iraqi people, who have endured one of the cruelest and most murderous dictatorships of the past half-century"⁴⁸².

⁴⁷⁸ Il s'agit notamment de CNN/USA Today/Gallup Poll, Polling Report, 9-10 décembre 2002; ABC News / Washington Post polls, Polling Report, 6-9 février 2003; ABC News Polls, Polling Report, 5 au 9 mars 2003; www.pollingreport.com/iraq18.htm Consulté le 12 février 2020.

⁴⁷⁹ "Irrefutable", *Washington Post*, éditorial, 6 février 2003

https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/2003/02/06/irrefutable/e598b1be-a78a-4a42-8e1a-c336f7a217f4/?noredirect=on&utm_term=.627653a2fb5c Consulté le 26 juin 2019. Traduction: «il est difficile d'imaginer comment quiconque pourrait douter que l'Irak possède des ADM».

⁴⁸⁰ "The Case for Action", 5 février 2003, https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/2003/02/05/the-case-for-action/2ff69a62-a914-45ae-80b3-13f7997ef29e/?utm_term=.7f8e30642ac4 Consulté le 26 juin 2019.

Traduction: «menace non seulement pour les États-Unis, mais pour l'ordre mondial»

⁴⁸¹ "The Perils Of Passivity", *Washington Post*, 13 février 2003, https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/2003/02/13/the-perils-of-passivity/de03a4b3-7a84-4064-9fb2-8b283e4dc8b7/?utm_term=.2681ac833202 Consulté le 27 juin 2019. Traduction: «héberge des terroristes qui ont tué des Américains et qui voudraient en tuer davantage».

⁴⁸² "First Strike Capability," *Washington Post*, 23 Avril 2002

https://www.washingtonpost.com/archive/sports/2002/04/23/first-strike-capability/d10350c7-ed4d-4ec2-bca1-e225f183c126/?utm_term=.adc1e4765cad Consulté le 1 juillet 2019. Traduction: «libérer le peuple irakien qui a longtemps enduré l'une des dictatures les plus cruelles et les plus meurtrières des cinquante dernières années».

Dans son évaluation des reportages en première page du *Washington Post* d'août 2002 à mars 2003, Howard Kurtz, l'ancien rédacteur en chef du journal, a conclu que le nombre d'histoires publiées par le journal dépassait les 140 articles dont le discours faisait écho à celui de l'administration Bush⁴⁸³.

En revanche, un nombre insignifiant d'histoires a évoqué d'autres motifs tels que les intérêts américains dans le pétrole irakien. De juin 2002 à mars 2003, seulement deux récits mentionnaient le pétrole comme l'un des facteurs à l'origine de la guerre en Irak⁴⁸⁴. Cependant, une telle affirmation a été discréditée par le *Post* car ce dernier l'attribuait à des membres du régime irakien qui n'avaient aucune crédibilité auprès des Américains au cours de cette période.

(2) Le *New York Times*: Refléter la rhétorique de Bush et soulever des inquiétudes concernant la guerre.

Bien que le discours du *Washington Post* sur la rhétorique de Bush puisse être justifié en raison de la nette tendance conservatrice du journal et de son lien avec le parti républicain, le *Times* était censé représenter un point de vue opposé car il est connu pour son lien avec le parti démocrate. Cela n'a pas été le cas dans une grande mesure. À titre d'illustration, les rédacteurs du journal ont commenté positivement sur le discours de Bush du 11 septembre et ont félicité le Président d'avoir présenté un «*argument convaincant*» en faveur de l'élimination des armes non conventionnelles de l'Iraq et exigé que Bagdad se conforme aux ordonnances de désarmement de longue date du Conseil de sécurité⁴⁸⁵.

⁴⁸³ Lisa Finnegan, *No Questions Asked: News Coverage since 9/11* (Westport, CT: Praeger, 2006), 67.

⁴⁸⁴ Ces deux histoires sont: Dan Morgan et David B. Ottaway, "In Iraqi War Scenario, Oil Is Key Issue", *Washington Post*, 15 Septembre 2002, https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2002/09/15/in-iraqi-war-scenario-oil-is-key-issue/ba43d2a9-abe5-4371-8f2c-445e262778a1/?noredirect=on&utm_term=.71b41bb2591b Consulté le 1 juillet 2019 ; Glenn Frankel, "Hussein Denies Charges in Interview Oil Is U.S. Goal, Iraqi Leader Says", *Washington Post*, 5 février 2003, A17.

⁴⁸⁵ "A measured Pace on Iraq", éditorial, *New York Times*, 14 Septembre 2002 <https://www.nytimes.com/2002/09/14/opinion/a-measured-pace-on-iraq.html> Consulté le 1 juillet 2019.

Une étude des éditoriaux du *Times* après le discours de Bush de septembre 2002 ont montré que 73,6% d'entre eux impliquaient que Saddam possédait ou pourrait posséder des armes de destruction massive⁴⁸⁶.

En outre, le journal considérait l'Irak comme une "serious threat to international order"⁴⁸⁷. En ce qui concerne le discours sur la démocratie, les droits de l'homme et les liens avec le terrorisme, le *Times* a également reflété les revendications de Bush en soulignant : "Baghdad's brutal repression of minorities, its wholesale violations of human rights, and its tolerance for terrorism"⁴⁸⁸. Alors que des centaines d'histoires ont mis en avant ces affirmations, quatre d'entre elles seulement ont indiqué que le pétrole irakien était l'un des motifs visés, mais elles étaient toutes attribuées au gouvernement de Saddam, qui était déjà perçu comme une menace aux États-Unis⁴⁸⁹.

Malgré le fait que le *New York Times* fait l'écho du discours de Bush sur l'Irak en ce qui concerne sa possession d'armes de destruction massive, ses liens avec le terrorisme et son régime répressif, le journal était prudent quant au soutien de l'intention de Bush d'envahir ce pays, contrairement au *Washington Post* qui a exprimé un soutien inconditionnel à Bush. Le *Times* a exprimé de nombreuses inquiétudes quant à l'idée d'entrer en guerre, ce qui comprenait notamment des pertes humaines et financières potentielles des Américains, l'inconvénient de ne pas bénéficier d'un soutien suffisant de

⁴⁸⁶ Anthony DiMaggio, *Mass Media, Mass Propaganda: Examining American News in the "War on Terror"*, (Lanham, MD: Lexington Books, 2008), 70.

⁴⁸⁷ *Ibid.* "A measured Pace on Iraq", *New York Times*, 14 Septembre 2002. Traduction: «grave menace pour l'ordre international».

⁴⁸⁸ "A Road Map for Iraq", *New York Times*, 18 Septembre 2002

<https://www.nytimes.com/2002/09/18/opinion/a-road-map-for-iraq.html> Consulté le 1 juillet 2019. Traduction: «la brutale répression des minorités par Bagdad, ses violations généralisées des droits de l'homme et sa tolérance au terrorisme».

⁴⁸⁹ Ces histoires sont: "Main U.S. Goal Is Oil Supply, Iraq Says," *New York Times*, 3 Septembre 2002 <https://www.nytimes.com/2002/09/03/world/main-us-goal-is-oil-supply-iraq-says.html> ; Julia Preston, "Hussein, in a Letter to General Assembly, Says Bush Wants to Control Mideast Oil", *New York Times*, 20 Septembre 2002 <https://www.nytimes.com/2002/09/20/world/threats-responses-baghdad-hussein-letter-general-assembly-says-bush-wants.html> ; "In Saddam Hussein's Words; It's for Oil", *New York Times*, 20 Septembre 2002 <https://www.nytimes.com/2002/09/20/world/threats-and-responses-in-saddam-hussein-s-words-it-s-for-oil.html?mtrref=www.google.com&gwh=0DD2BE721241BC712FCBEC5B51D43A9C&gwt=pay> ; John F. Burns, "Baghdad's View; Citing North Korea, an Iraqi Aide Says 'Oil and Israel,' Not Weapons, Spur the U.S.", *New York Times*, 22 Octobre 2002 <https://www.nytimes.com/2002/10/22/world/threats-responses-baghdad-s-view-citing-north-korea-iraqi-aide-says-oil-israel.html> Ces articles étaient consulté et traduit le 8 juillet 2019.

la part de l'ONU et des alliés internationaux, en plus de l'épuisement des moyens diplomatiques pour renverser le régime de Saddam⁴⁹⁰.

Il est important de souligner que le choix du *New York Times* et du *Washington Post* pour illustrer l'impact de la rhétorique de Bush sur les médias est justifié par le fait qu'ils sont considérés comme des journaux principaux qui ont un impact sur d'autres journaux rapportant partout aux États-Unis.

Knight Ridder et ses journalistes Jonathan Landay et Warren Strobel, qui remettaient en cause les affirmations de Bush sur l'Irak, étaient l'un des rares journaux à avoir émis un avis critique sur le discours de Bush. Cependant, leurs articles ont été négligés et marginalisés parce que la rhétorique de peur de Bush dominait grâce à l'atmosphère de peur qui régnait déjà. Ce n'est qu'après la guerre que Landay et Warren sont reconnus pour leurs reportages indépendants et ils ont reçu le prix Raymond Clapper Memorial⁴⁹¹.

(3) Les réseaux d'informations Américaines: Un reflet continue de la rhétorique de Bush.

Il va sans dire initialement qu'un réseau d'information tel que le *Fox News* refléterait indubitablement et sans surprise le discours de Bush en raison de son antécédent conservateur bien connu. Le *Fox News* reflétait non seulement la rhétorique de Bush sur l'Irak et plaidait pour la guerre, mais il réagissait durement aux voix qui s'opposaient à la guerre, ce qui était très particulier à ce réseau d'informations⁴⁹².

De manière générale, la rhétorique de l'administration Bush sur l'Irak a dominé les réseaux de télévision américains. À titre d'illustration, plus de 75% des invités à des programmes d'informations avant la guerre étaient associés au gouvernement tandis que 1% seulement

⁴⁹⁰ "THREATS AND RESPONSES; Excerpts From House Debate on the Use of Military Force Against Iraq," *New York Times*, 9 Octobre 2002, <https://www.nytimes.com/2002/10/09/us/threats-responses-excerpts-house-debate-use-military-force-against-iraq.html> consulté le 3 juillet 2019.

⁴⁹¹ Lindsay et Strobel ont reçu ce prix de la Tribune de la Presse du Sénat le 5 février 2004 pour leur couverture indépendante de la période d'avant-guerre.

⁴⁹² Nous avons trouvé de nombreux exemples de réponses du *Fox* aux critiques anti-guerre. Ceux-ci incluent mais ne se limitent pas à: Bill O'Reilly, "Should the U.S. Take Steps against Allies that Don't Support Iraqi Military Action?", *The O'Reilly Factor, Fox News*, 26 février 2003, 8 p.m.; Sean Hannity et Alan Colmes, "Interview with Neil Dobro, Steven Zunes", *Fox News*, 17 février 2003, 9 p.m. .

représentaient la voix contre la guerre⁴⁹³. Des résultats similaires ont été trouvés après le début de la guerre. 71% des invités à diverses émissions d'informations sur *CNN*, *ABC*, *PBS*, *NBC* et *Fox* ont soutenu la guerre tandis que 10% seulement étaient contre⁴⁹⁴.

La couverture critique de la guerre est brièvement apparue dans des chaînes d'informations quelques mois avant le début de la guerre car elle coïncidait avec le débat du Congrès sur l'autorisation du Président à entrer en guerre. Néanmoins, il a été noté que cette couverture critique diminuait et disparaissait surtout après que le Congrès ait autorisé la guerre⁴⁹⁵. Cela signifie que les journalistes étaient partiaux et ne respectaient pas le principe d'objectivité censé caractériser les médias, notamment dans une démocratie. Ted Koppel, l'un des animateurs de *ABC*, a déclaré:

*"If the President says I'm going to war for reasons A, B, and C, I can't very well stand there and say, 'the President is not telling you the truth; the actual reason that he's going to war is some reason he hasn't even mentioned'"*⁴⁹⁶.

La déclaration de Koppel montre que toute tentative de remettre en question le discours officiel pourrait nuire à la réputation du journaliste, comme ce qui est arrivé à Dan Rather de *CBC News*⁴⁹⁷.

3. La période de l'après-guerre en Irak: Le déclin de la propagande de Bush et le changement d'opinion publique et d'attention des médias.

a. L'échec de la propagande de Bush : Les facteurs incitatifs.

⁴⁹³ Timothy E. Cook, *Governing with the News: The News Media as a Political Institution* (Chicago: University of Chicago Press, 199)

⁴⁹⁴ *Ibid.*

⁴⁹⁵ Christopher Groshek, "Shifting Dissent: Media Coverage of the Decision to Go to War in Iraq", (International Communication Association Conference, New York, 2005).

⁴⁹⁶ Ted Koppel, "Crisis Coverage and the Candy Bar Imperative", dans *Feet to the Fire: The Media after 9/11*, ed. Kristina Borjesson (Amherst, NY: Prometheus Books, 2005), 31. [Traduction]: «Si le président dit que je vais faire la guerre pour les raisons A, B et C, je ne peux vraiment pas dire que le président ne vous dit pas la vérité; la vraie raison pour laquelle il entre en guerre est une raison qu'il n'a même pas mentionnée».

⁴⁹⁷ Pour plus d'informations sur le cas de Dan Rather, voir Howard Kurtz, "Dan Rather to Step Down at CBS", *Washington Post*, November 24, 2004. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2004/11/24/dan-rather-to-step-down-at-cbs/3d8c6f2d-41a7-48b8-bd88-35181bfa0c7c/?noredirect=on&utm_term=.9a424fdf2d20 Consulté et traduit le 7 juillet 2019.

L'échec et la chute de la propagande de Bush ont été attribués à de nombreux facteurs. Premièrement, le fait qu'aucune ADM n'ait été trouvée en Irak a prouvé que Bush avait trompé les Américains et leur avait menti. Deuxièmement, les lourdes pertes humaines parmi les civils irakiens et les forces armées américaines ont suscité une grave préoccupation morale parmi le public américain. Troisièmement, il était clair après la guerre que le pétrole constituait un motif majeur pour se rendre en Irak, ce qui était marginalisé et n'avait pas été abordé dans la période d'avant-guerre. Enfin, l'augmentation de la violence en Irak et l'instabilité de la région ont mis en cause la légalité internationale de la guerre, ce qui n'avait pas été beaucoup discutée auparavant.

b. L'échec de la rhétorique de Bush et l'évolution de l'opinion publique.

La chute de la propagande de Bush est illustrée par un changement dans l'opinion publique américaine à propos de l'Irak. En 2007, la plupart des Américains pensaient que les États-Unis avaient pris la mauvaise décision de partir en guerre et pensaient que la guerre n'allait pas bien⁴⁹⁸. En outre, la majorité pensait que Bush avait délibérément induit en erreur les États-Unis sur les armes de destruction massive et que les États-Unis avaient commis une erreur en envoyant leurs troupes.⁴⁹⁹ . De plus, en 2004, la plupart des Américains étaient favorables au retrait des troupes américaines d'Irak⁵⁰⁰.

c. Les médias: Un rôle influent dans l'évolution de l'opinion publique.

Les médias ont joué un rôle important dans l'évolution de l'opinion publique à propos de la guerre surtout dans la couverture des événements violents et le nombre croissant de victimes parmi les troupes américaines en dépit des efforts constants de Bush pour persuader les Américains que les opérations militaires progressaient. Ceci est illustré par le pourcentage d'Américains qui prêtaient attention à l'actualité sur l'Irak. Ce pourcentage variait de 60% à près de 90% entre décembre 2003

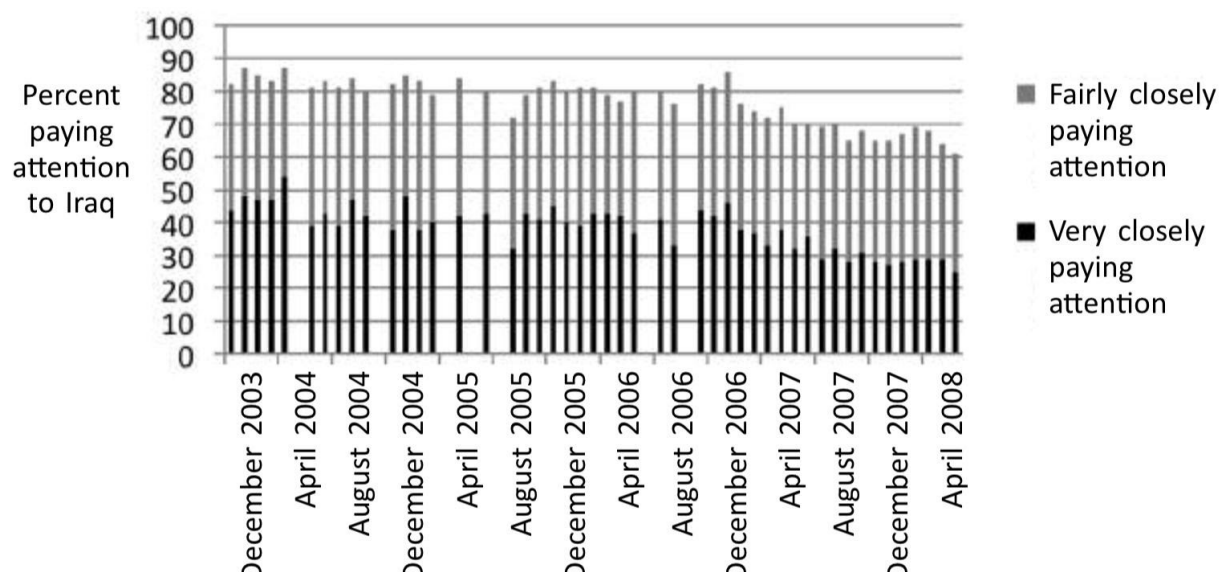
⁴⁹⁸ Voir Polling Report, "Pew Research Center survey", Polling Report, 18–22 avril 2007 <http://www.pollingreport.com/iraq6.htm> Consulté le 10 juillet 2019.

⁴⁹⁹ Voir "Iraq", Gallup, 2013, <https://news.gallup.com/poll/1633/iraq.aspx> Consulté le 10 juillet 2019..

⁵⁰⁰ *Ibid.*

et décembre 2007, comme le montre la figure 8. Fait intéressant, c'est la même période durant laquelle la plupart des Américains ont exprimé leur opposition à la guerre comme expliqué au paragraphe précédent. Cela suggère qu'il existe une corrélation positive entre l'augmentation de la couverture médiatique de la violence en Irak et l'augmentation de l'opposition des Américains à la guerre.

Figure 8. L'attention du public américain à l'Irak (décembre 2003-avril 2008)⁵⁰¹.



Source : Pew Research Center.

L'impact des médias sur l'opinion publique est illustré par le pourcentage d'Américains qui connaissaient le nombre de morts parmi les forces armées américaines en 2007. Plus de 60% des Américains interrogés savaient que 3000 soldats américains avaient été tués en Irak jusqu'à 2007.⁵⁰² C'était principalement dû à la couverture des médias qui se concentraient sur la violence et d'autres problèmes critiques.

Quelques événements critiques importants ont contribué à l'évolution de l'opinion publique américaine dans le sens d'une opposition croissante à la guerre.

⁵⁰¹ Percent paying attention to Iraq (Pourcentage prêtant attention à l'Irak). Fairly closely paying attention (Accorder une attention assez étroite). Very closely paying attention (Être très attentif).

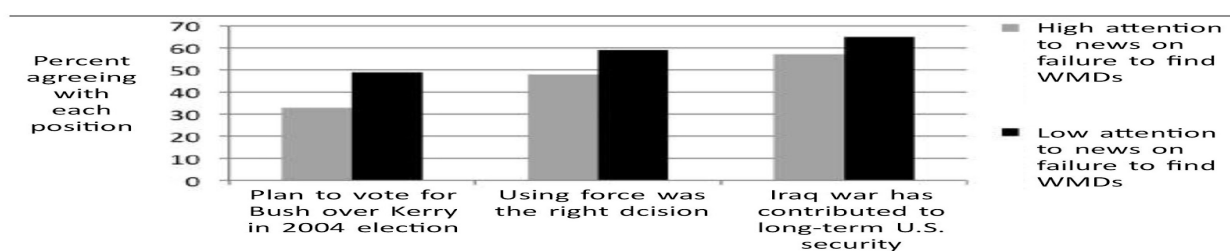
⁵⁰² Anthony R. DiMaggio, *When Media Goes to War: Hegemonic Discourse, Public Opinion, and the Limits of Dissent* (New York: Monthly Review Press, 2009), chap. 7.

(1) La preuve que l'Irak ne possédait pas d'armes de destruction massive et le déclin de la crédibilité de Bush.

De nombreux rapports ont conclu que l'Irak ne possédait pas d'armes de destruction massive. Le rapport le plus important a été publié dès 2004 par David Kay, l'inspecteur en chef des États-Unis, qui a déclaré qu'il était "very unlikely to find a large stockpiles of weapons".⁵⁰³

La couverture de tels rapports a influencé l'opinion publique américaine. Le Graphique 3 montre que les Américains qui ont suivi l'actualité de l'absence d'armes de destruction massive en Irak étaient plus susceptibles de s'opposer à la guerre et de voter contre le Président en 2004.

Figure 9. La relation entre l'absence d'armes de destruction massive en Irak et l'opinion des Américains sur la guerre⁵⁰⁴.



Source : Pew Research Center Surveys (Février 2004).

(2) Le scandale de la prison d'Abou Ghraïb et la chute de la rhétorique humanitaire de Bush.

Le scandale de la torture dans la prison d'Abou Ghraïb a été le deuxième événement important ayant contribué au changement de l'opinion publique américaine sur la guerre. Ce terrible événement a d'abord été couvert par le *New Yorker* et le *CBS*, suivis par d'autres chaînes qui diffusaient d'horribles images d'abus psychologiques, physiques et sexuels en plus du meurtre de détenus irakiens par des interrogateurs et des soldats américains.

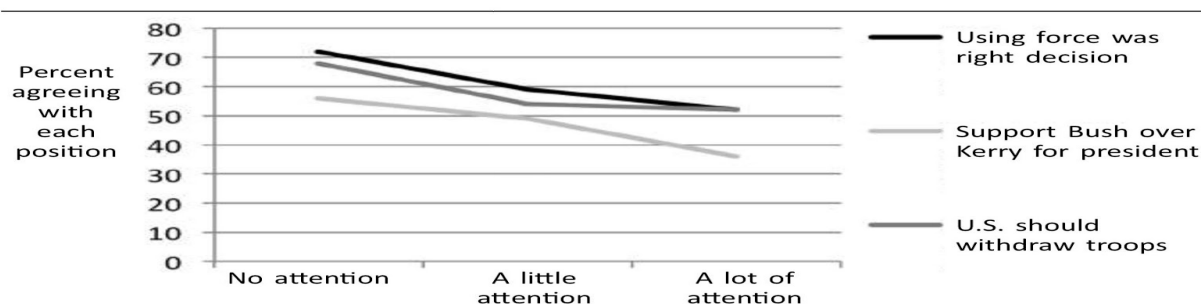
⁵⁰³ "Kay: No Evidence Iraq Stockpiled WMDs", *CNN*, 26 janvier 2004

<http://edition.cnn.com/2004/WORLD/meast/01/25/spri.nirq.kay/> Consulté le 12 juillet 2019. Traduction: «très peu probable que les États-Unis trouvent des stocks importants d'armes».

⁵⁰⁴ Percent agreeing with each position (Pourcentage d'accord avec chaque position). Plan to vote for Bush over Kerry in 2004 election (Prévoyez de voter pour Bush plutôt que pour Kerry lors des élections de 2004). Using force was the right decision (Utiliser la force était la bonne décision). Iraq war has contributed to long-term US security (La guerre en Irak a contribué à la sécurité à long terme des États-Unis). High attention to news on failure to find WMDs (Une grande attention aux nouvelles sur l'échec de trouver des armes de destruction massive). Low attention to news on failure to find WMDs (Une faible attention aux nouvelles sur l'échec de trouver des armes de destruction massive)..

Les abus ont été reçus de façon choquante dans le monde entier et considérés comme de graves violations du droit international humanitaire⁵⁰⁵. Malgré le fait que Bush a nié la responsabilité de son gouvernement dans le scandale d'Abou Ghraib en déclarant que ces soldats ne représentaient pas les valeurs américaines «*démocratiques*» et que les médias américains n'avaient pas tout montré et rapporté à propos de cet événement, les images de torture ont entaché la crédibilité de la guerre et affaibli ses prétentions humanitaires, comme l'avait déjà prétendu par Bush. En fait, le scandale d'Abou Ghraib a renforcé les revendications anti-guerre et l'opposition à la guerre⁵⁰⁶. Le figure 10 montre que le suivi de l'actualité sur Abou Ghraib était liée à une augmentation de l'opposition à la guerre.

Figure 10. La relation entre le scandale de Abou-Ghraib et l'opposition publique à le guère.⁵⁰⁷



Source : Pew Research Center Surveys (Avril 2004).

(3) Guantanamo Bay et les violations américaines des droits de l'homme.

Malgré les efforts de Bush pour associer les prisonniers de Guantanamo au terrorisme afin de justifier leur détention, les abus et les tortures infligés aux détenus de Guantanamo ont suscité de nombreuses controverses sur la légalité de leur détention et leur droit à une procédure régulière et à un procès équitable. En plus d'abuser le Coran en urinant, en le déchirant et en écrivant des

⁵⁰⁵ Les Nations Unis, "Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment," les Nations Unis, 10 décembre 1984

<https://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/cat.aspx>. Consulté et traduit le 12 juillet 2019.

⁵⁰⁶ De nombreux sondeurs ont associé la baisse soudaine de l'approbation publique de Bush au scandale d'Abou Ghraib. Voir Jeffrey M. Jones et Joseph Carroll, "Deconstructing the Drop in Bush's Public Approval Rating," Gallup, 1 juin 2004, <https://news.gallup.com/poll/11872/deconstructing-drop-bushs-job-approval-rating.aspx> Consulté le 12 juillet 2019.

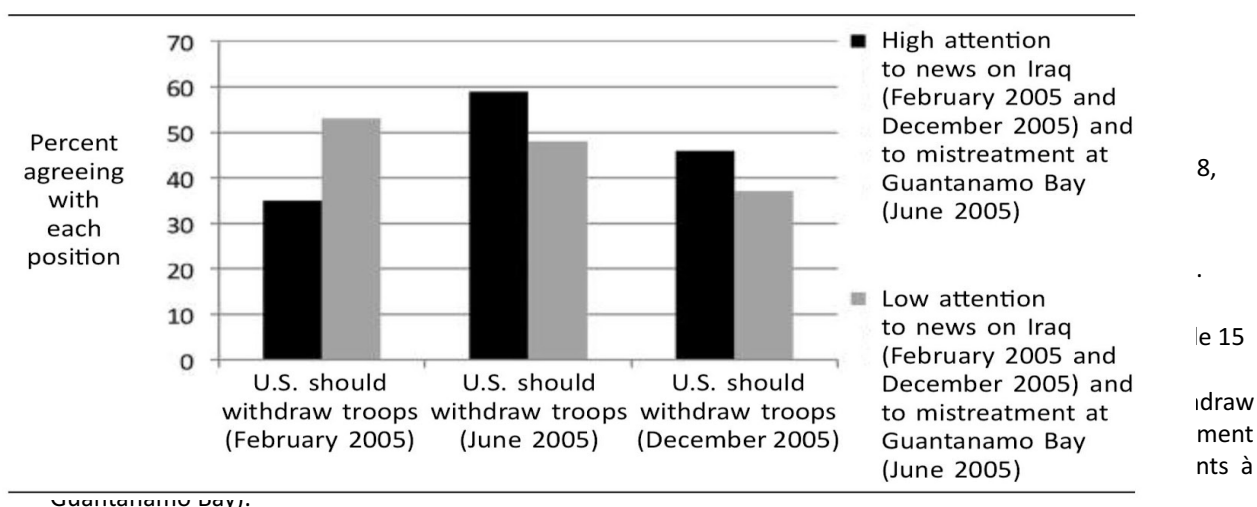
⁵⁰⁷ Percent agreeing with each position (Pourcentage d'accord avec chaque position). No attention (Pas d'attention). A little attention (Un peu d'attention). A lot of attention (Beaucoup d'attention). Using force was the right decision (Utiliser la force était la bonne décision). Support Bush over Kerry for president (Soutenir Bush plutôt que Kerry pour le poste de président). US should withdraw troops (Les États-Unis devraient retirer leurs troupes).

commentaires abusifs sur ses pages, les détenus ont été soumis à de nombreux types de torture physique, psychologique et sexuelle.⁵⁰⁸

Fait assez surprenant, près de 80% des détenus de 2002 à 2013 ont été libérés sans accusation.⁵⁰⁹ En outre, la Cour Suprême des États-Unis a nié avoir désigné à deux reprises dans sa décision les prisonniers de Guantanamo comme "combattants ennemis" et ordonné que des procès civils soient ouverts⁵¹⁰.

Ces polémiques ont obligé le Congrès à tenir des audiences en 2005 pour décider de l'avenir de Guantanamo. Les démocrates ont condamné les abus et la torture et ont considéré la prison comme illégale au regard du droit international et des conventions de Genève. La figure 11 montre que la couverture médiatique de Guantanamo a été associée à un soutien accru au retrait d'Irak. Cela a également remis en question la revendication humanitaire de Bush sur la guerre en Irak.

Figure 11. La relation entre l'attention portée aux actualités sur l'Irak et les mauvais traitements à Guantanamo et l'appui des Américains au retrait de l'Iraq⁵¹¹.



Source : Pew Research Center Surveys (février, juin, et décembre 2004)

(4) Le nombre croissant de pertes humaines parmi les soldats américains.

Le nombre croissant de morts parmi les troupes américaines est un autre fait qui a contribué à renforcer l'opposition à la guerre. L'atteinte de 2000 décès le 25 octobre 2005 est devenue un événement médiatique à travers une couverture étendue par les médias. Ce faisant, les médias ont contribué à renforcer l'opposition à la guerre. La figure 11 montre une corrélation positive entre une grande attention portée à l'actualité sur l'Iraq et un soutien accru au retrait de ce pays, en tenant compte du fait que la couverture par les médias de l'atteinte du 2000e soldats morts a commencé en octobre 2005.

Les quatre facteurs susmentionnés ont eu un impact notable sur l'orientation de l'opinion publique américaine sur l'opposition à la guerre et sur le soutien d'un retrait. En effet, les médias ont joué un rôle important dans ce changement en couvrant les quatre événements.

B. L'Iran: Réitérer la rhétorique présidentielle de la peur.

La *guerre contre le terrorisme* était l'objectif majeur de la politique étrangère de Bush après le 11 septembre en se concentrant sur «l'axe du mal». En plus de l'Iraq, l'axe du mal comprend l'Iran et la Corée du Nord. Selon Bush, ces pays représentent une véritable menace pour les États-Unis et leurs alliés car ils tiennent à posséder des armes de destruction massive⁵¹². Semblables à ce que Bush avait fait avant la guerre en Irak, Bush et Obama ont recyclé la rhétorique de la peur dans leurs discours pour représenter l'Iran comme une menace pour la sécurité des États-Unis et du monde entier en raison de son développement présumé d'armes nucléaires.

1. Bush et la menace Iranienne perçue.

⁵¹² George Bush, "State of the Union Address", 29 janvier 2002
<https://americanrhetoric.com/speeches/stateoftheunion2002.htm> Consulté 16 juillet 2019.

La rhétorique de Bush sur l'Iraq était semblable à celle de l'Iran sauf que ce dernier se concentrait plus sur le programme nucléaire présumé de l'Iran. Les efforts de Bush pour transmettre un message de peur à l'égard de l'Iran ont coïncidé avec deux événements importants.

Premièrement, il y avait une tension croissante entre les inspecteurs de l'AIEA et le gouvernement iranien. Cette tension a abouti à commander à l'Iran de mettre fin à ses projets d'enrichissement de l'uranium. Deuxièmement, les élections iraniennes de 2005 ont abouti à l'élection de Mahmoud Ahmedinejad à la présidence de l'Iran. Ahmedinejad était connu pour sa rhétorique antagoniste envers les États-Unis. Ces deux événements ont facilité les efforts de Bush pour présenter l'Iran comme une menace pour les États-Unis. Quelques mois avant la fin de son deuxième mandat, Bush a alerté que:

"Iran's actions threaten the security of nations everywhere. So the United States is strengthening our longstanding security commitments with our friends in the Gulf -- and rallying friends around the world to confront this danger before it is too late"⁵¹³.

Bush a fourni plus de détails sur ces "actions" et décrit l'Iran comme le premier sponsor mondial de la terreur en l'accusant d'avoir armé les groupes terroristes Hezboallah, le Hamas et le Jihad Islamique Palestinien en plus de son refus de se montrer transparent en ce qui concerne ses programmes et ambitions nucléaires⁵¹⁴.

2. La couverture médiatique de l'Iran: Un reflet du discours de Bush.

La couverture médiatique de l'Iran pendant les mandats de Bush était généralement caractérisée par un reflet du discours de Bush sur la peur consistant à présenter l'Iran comme une menace.

⁵¹³ George Bush, "President Bush discusses importance of Freedom in The Middle East", 13 janvier 2008, <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2008/01/20080113-1.html> Consulté le 16 juillet 2019. [Traduction]: «Les actions de l'Iran menacent la sécurité des nations du monde entier. Ainsi, les États-Unis renforcent leurs engagements de longue date en matière de sécurité avec leurs amis du Golfe - et rallient leurs amis du monde entier pour faire face à ce danger avant qu'il ne soit trop tard».

⁵¹⁴ *Ibid.*

Le *Washington Post* a considéré l'Iran comme une menace majeure en raison de son programme de plus en plus audacieux d'acquérir la technologie permettant de produire des armes nucléaires et a minimisé l'efficacité des moyens diplomatiques utilisés pour essayer de résoudre le problème de l'Iran⁵¹⁵. De même, les éditoriaux du *New York Times* suggéraient que le programme nucléaire iranien avait des objectifs non civils et appelaient le Président à prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'Iran de développer plus son programme nucléaire⁵¹⁶.

Bien que le *Times* ait rapporté que les moyens diplomatiques n'ont pas réussi à dissuader l'Iran d'acquérir une arme nucléaire et critiquait Bush pour ce résultat, le journal, contrairement au *Washington Post*, n'était pas enthousiaste par le recours à la force car il appelle à une évaluation stratégique de cette option et avertit que celle-ci échouera probablement⁵¹⁷.

En ce qui concerne les reportages télévisés, certaines recherches montrent que les réseaux de télévision étaient quatre fois plus susceptibles d'impliquer que l'Iran essayait de développer des armes nucléaires que le contre-argument⁵¹⁸. En revanche, le rapport de l'AIEA, selon lequel il n'y avait aucune preuve crédible du développement d'armes nucléaires par l'Iran, retenait beaucoup moins l'attention des médias américains⁵¹⁹.

3. Barack Obama: Un changement temporaire par rapport à la rhétorique de Bush.

Contrairement à George Bush, qui a fait allusion à l'usage de la force, Obama a commencé sa présidence par une rhétorique plus apaisante à l'égard de l'Iran. Il s'est adressé aux leaders iraniens en disant:

"My administration is now committed to diplomacy that addresses the full range of issues before us, and to pursuing constructive ties among the United States, Iran and the international community. This process will not

⁵¹⁵ "Long Shots in Iran", éditorial, *Washington Post*, 9 juillet 2003, A26.

⁵¹⁶ "Unraveling Iran's nuclear threats", *The New York Times*, 9 mai 2003

<https://www.nytimes.com/2003/05/09/opinion/unraveling-iran-s-nuclear-secrets.html> Consulté le 18 juillet 2019.

⁵¹⁷ "Military rumblings on Iran", *New York Times*, 27 janvier 2005

<https://www.nytimes.com/2005/01/27/opinion/military-rumblings-on-iran.html> Consulté le 18 juillet 2019.

⁵¹⁸ DiMaggio, Anthony. *When Media Goes to War*, 2009, 153-154

⁵¹⁹ *Ibid.*

be advanced by threats. We seek, instead, engagement that is honest and grounded in mutual respect. . . . The United States wants the Islamic Republic of Iran to take its rightful place in the community of nations. You have that right—but it comes with real responsibilities, and that place cannot be reached through terror or arms, but rather through peace- full actions that demonstrate the true greatness of the Iranian people and civilization. And the measure of that greatness is not the capacity to destroy, it is your demonstrated ability to build and create”⁵²⁰.

Cependant, le ton conciliant d’Obama n’a pas duré longtemps et a ressemblé à la rhétorique de la peur de Bush surtout après la publication des rapports de l’AIEA et de l’Institut pour la science et la sécurité internationale, qui avaient prévenu que l’uranium enrichi de l’Iran était suffisant pour produire des armes nucléaires⁵²¹.

Obama a accusé l’Iran de construire une installation nucléaire pour enrichir l’uranium, mettant en garde que cela mettrait en danger la sécurité américaine.⁵²² De plus, malgré les menaces d’Obama de recourir à la force dans le cas où l’Iran poursuivrait son plan d’enrichissement d’uranium, il était engagé dans des négociations critiquées par les républicains qui privilégiaient davantage l’utilisation de la force⁵²³.

⁵²⁰ Barack Obama, “A new year, a new beginning”, 19 mars 2009 <https://obamawhitehouse.archives.gov/blog/2009/03/19/a-new-year-a-new-beginning> Consulté le 18 juillet 2019. [Traduction]: «Mon administration est désormais attachée à une diplomatie qui se concentre sur trouver des liens constructifs entre les États-Unis, l’Iran et la communauté internationale. Ce processus ne sera pas menacé par des menaces. Nous recherchons plutôt un engagement honnête et fondé sur le respect mutuel. . . . Les États-Unis veulent que la République islamique d’Iran prenne la place qui lui revient de droit dans la communauté des nations. Vous avez ce droit, mais cela implique de véritables responsabilités. Ce droit ne peut être atteint ni par la terreur ni par les armes, mais plutôt par des actions pacifiques. qui démontrent la vraie grandeur du peuple et de la civilisation iraniennes. Et la mesure de cette grandeur n’est pas la capacité de détruire, c’est votre capacité démontrée de construire et de créer».

⁵²¹ David Albright, Paul Brannan, et Jacqueline Shire, “IAEA Report on Iran”, *Institute for Science and International Security*, 28 août 2009, https://www.isis-online.org/publications/iran/Analysis_IAEA_Report.pdf Consulté et traduit le 18 juillet 2019.

⁵²² Barrack H. Obama, “Statements by President Obama, French President Sarkozy, and British Prime Minister Brown on Iranian Nuclear Facility”, *The White House*, 25 Septembre 2009

<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2009/09/25/statements-president-obama-french-president-sarkozy-and-british-prime-mi> Consulté et traduit le 18 juillet 2019.

⁵²³ Barack Obama, “Remarks by the President at AIPAC Policy Conference”, 4 mars 2012, Consulté et traduit le 18 juillet 2019. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2012/03/04/remarks-president-aipac-policy-conference-0>

4. La couverture médiatique de l'Iran: Différentes réponses au programme d'Obama.

a. *Le Washington Post: Critiquer les négociations diplomatiques entre Obama et l'Iran.*

Le *Post* a continué à exprimer sa ferme conviction que l'Iran était une menace pendant la présidence d'Obama. Le journal était certain que l'Iran était de plus en plus sur le point d'acquérir une arme nucléaire et a constamment averti Obama d'intervenir afin d'empêcher le développement du plan nucléaire de l'Iran avant qu'il ne soit trop tard.⁵²⁴ Le *Post* n'espérait pas des tentatives de l'ONU pour convaincre l'Iran d'abandonner son programme nucléaire et a souvent signalé que de telles tentatives échoueraient très probablement.⁵²⁵

b. *Le New York Times: Soutenir les négociations diplomatiques d'Obama avec l'Iran.*

La couverture de l'Iran par le *Times* durant la présidence d'Obama ne diffère pas de celle du *Washington Post* en ce qui concerne le fait de considérer l'Iran comme une menace. Les deux journaux diffèrent quant à la manière de traiter cette «menace». Le *Post* a critiqué Obama pour avoir engagé des négociations avec l'Iran et a plaidé en faveur d'un changement de régime afin d'empêcher l'Iran d'acquérir des armes nucléaires.⁵²⁶ En revanche, le *Times* appuyait les négociations entre Obama et l'Iran et s'opposait à l'idée d'une intervention militaire⁵²⁷. Cependant, le *Times* était très incertain quant à la volonté des leaders iraniens d'abandonner leur programme nucléaire⁵²⁸.

c. *Les réseaux de télévision Américains: Des réactions mitigées à la politique d'Obama.*

⁵²⁴ "Running Out of Time to Stop Iran's Nuclear Program", éditorial, *Washington Post*, 9 Novembre 2011 https://www.washingtonpost.com/opinions/running-out-of-time-to-stop-irans-nuclear-program/2011/11/09/gIQAiFDQ6M_story.html?utm_term=.53636c98d113 Consulté et traduit le 21 juillet 2019.

⁵²⁵ "Iran at the Brink", éditorial, *Washington Post*, 31 août 2012, http://articles.washingtonpost.com/2012-08-30/opinions/35490315_1_supreme-leader-nuclear-facilities-centrifuges Consulté et traduit le 21 juillet 2019

⁵²⁶ "More Half-Measures from Obama Administration on Iran", éditorial, *Washington Post*, 22 Novembre 2011 <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2002/09/15/in-iraqi-war-scenario-oil-is-key-issue/ba43d2a9-abe5-4371-8f2c-445e262778a1/>. Consulté le 22 juillet 2019

⁵²⁷ "Diplomacy on the Sidelines", éditorial, *New York Times*, 6 avril 2009 <https://www.nytimes.com/2009/04/06/opinion/06mon2.html?mtrref=www.google.com&gwh=25C3BCD6512538E8F5F9F5548F34FC15&gwt=pay> Consulté le 21 juillet 2019.

⁵²⁸ *Ibid.*

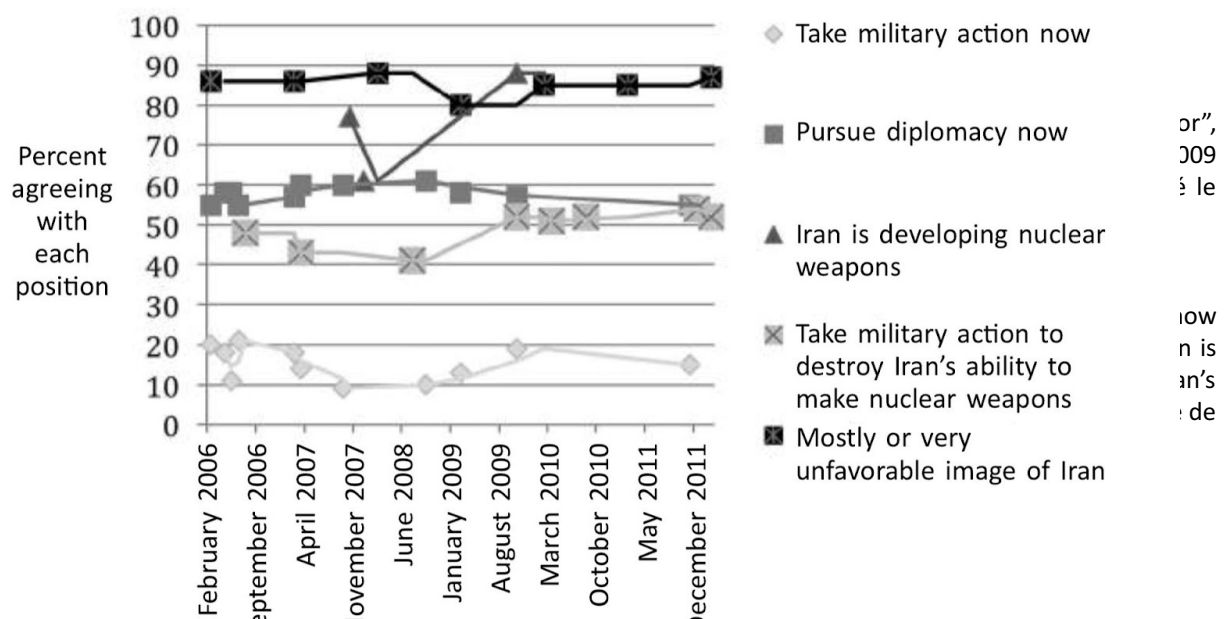
Semblables aux grands journaux américains, les chaînes de télévision américaines reflétaient la perception d'Obama de l'Iran comme un «danger». Toutefois, certaines chaînes de télévision, telles que le *Fox News*, se sont opposées à l'engagement d'Obama dans des négociations avec l'Iran⁵²⁹ tandis que d'autres, telles que le *MSNBC*, ont fermement soutenu Obama sur le même sujet⁵³⁰.

Les revendications présidentielles de Bush et d'Obama ont été contestées par le chef de l'AIEA, Mohamed Elbaradei, qui a annoncé qu'il n'existait «aucune preuve crédible» sur la mise au point d'armes nucléaires par l'Iran⁵³¹. La rhétorique propagandiste du Président à propos de l'Iran était semblable à celle de l'Iraq avant la guerre lorsque Bush affirmait que l'Iraq constituait une menace en raison de sa possession présumée d'armes de destruction massive. Malgré la contestation de la rhétorique présidentielle par l'AIEA, notre analyse montre que les médias américains reflétaient la perception présidentielle de l'Iran comme une «menace» mais différaient dans la manière dont les Présidents doivent traiter ce sujet.

5. L'impact du discours présidentiel et des médias sur les Américains.

La figure 12 montre que la grande majorité des Américains avaient une image très défavorable de l'Iran et pensaient qu'il développait des armes nucléaires entre 2006 et 2011. Cependant, une minorité (20% approximativement) estimait que les États-Unis devaient poursuivre une action militaire. Les médias américains ont joué un rôle important dans l'évolution de l'opinion publique américaine car il est très peu probable que les Américains recherchent des informations sur l'Iran auprès des médias non américains.

Figure 12. L'opinion publique sur l'Iran (février 2006-décembre 2012)⁵³²



C. Barack Obama et le *Printemps Arabe*: l'évolution du discours présidentiel.

Les soulèvements arabes, qui ont débuté en 2010, ont entraîné un changement du discours présidentiel sur la région, passant d'un discours de la peur à un discours de la démocratie. Ce changement de discours peut être attribué à deux facteurs majeurs.

Premièrement, l'impact de la rhétorique de la peur s'est atténué en raison des répercussions négatives des guerres en Afghanistan et en Irak, notamment du fait qu'aucune arme de destruction massive n'a été trouvée en Irak ainsi que l'augmentation du nombre de pertes humaines parmi les troupes américaines. Le deuxième facteur était les soulèvements arabes qui ont obligé Obama à s'éloigner du soutien américain de longue date des régimes répressifs de la région MENA en raison des protestations persistantes et généralisées des masses arabes dans la plupart des pays de la région.

Ces manifestations visaient à réaliser l'égalité et la justice sociale. Les manifestations ont abouti à un changement de régime en Tunisie, en Égypte, en Libye et au Yémen quelques mois seulement après le début des soulèvements, en plus du lancement de réformes politiques dans d'autres pays.

Les soulèvements arabes ont prouvé que les arabes et les musulmans aspirent à la démocratie et peuvent se manifester pacifiquement et civiquement pour atteindre leurs objectifs. En fait, les soulèvements ont mis en cause le discours orientaliste et la théorie du «choc des civilisations», qui dominaient la vision américaine du monde arabe et musulman après le 11 septembre. Ce discours dépeint les musulmans et les arabes comme antidémocratiques, violents, exotiques et excessivement passionnés⁵³³.

l'Iran à fabriquer des armes nucléaires). Image majoritairement ou très défavorable de l'Iran. Mostly or very unfavorable image of Iran (Image majoritairement ou très défavorable de l'Iran).

⁵³³ Pour plus d'informations sur le discours orientaliste, voir Edward Said, *Orientalism* (New York: Vintage, 1979).

Said a écrit sur l'impact du discours orientaliste sur l'opinion publique dans son ouvrage *Covering Islam: How the Media and the Experts Determine How We See the Rest of the World* (New York: Vintage, 1997).

1. Obama et la révolution Égyptienne: Une domination incohérente des médias.

Le *printemps arabe* et son objectif de déboucher sur des transitions démocratiques dans le monde arabe ont coïncidé avec le premier mandat d'Obama. La réaction d'Obama au soulèvement égyptien était prudente surtout au début et avant la chute du régime de Moubarak. Quelques jours après le début des manifestations, le 25 janvier 2011, Obama a soutenu les droits des Égyptiens à la liberté de réunion, à la liberté d'expression et à la liberté d'accès à l'information⁵³⁴. Cependant, sa réaction à l'idée d'un changement de régime était très vague:

*"An orderly transition must be meaningful, it must be peaceful, and it must begin now. The process must include a broad spectrum of Egyptian voices and opposition parties. It should lead to elections that are free and fair. And it should result in a government that's not only grounded in democratic principles, but is also responsive to the aspirations of the Egyptian people"*⁵³⁵.

Il était clair que l'accent était mis sur une rhétorique de la démocratie et que rien n'indiquait clairement que Moubarak devrait se retirer. Il semblait plutôt qu'Obama conseillait Moubarak de mettre en œuvre une réforme politique pour éviter son renversement.

Un tel discours soutenant la démocratie et les libertés des Égyptiens semble nouveau et manque de crédibilité compte tenu du soutien de longue date des États-Unis aux régimes répressifs de la région, y compris le régime de Hosni Moubarak qui a régné pendant plus de trente ans. Obama a réagi à la démission de Moubarak dans la même journée en déclarant: "The people of Egypt have spoken, their voices have been heard, and Egypt will never be the same"⁵³⁶.

a. Obama et les soulèvements Égyptiens: Le discours dominant dans les médias Américains.

⁵³⁴ Barack Obama, "Remarks by the President on the situation in Egypt", February 1 février 2011 <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/02/01/remarks-president-situation-egypt> Consulté et traduit le 24 juillet 2019

⁵³⁵ *Ibid.* [Traduction]: «Une transition ordonnée doit avoir un sens; elle doit être pacifique et doit commencer maintenant. Le processus doit inclure un large éventail de voix égyptiennes et de partis d'opposition. Cela devrait conduire à des élections libres et équitables. Et cela devrait aboutir à un gouvernement fondé non seulement sur des principes démocratiques, mais il doit également être à l'écoute des aspirations du peuple égyptien».

⁵³⁶ Barack Obama, "Remarks by the President on the situation in Egypt", 11 février 2011 <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/02/11/remarks-president-egypt> Consulté le 24 juillet 2019. Traduction : «Le peuple égyptien a parlé, sa voix a été entendue et l'Égypte ne sera plus jamais la même».

Malgré les critiques des républicains sur la gestion de la situation en Égypte par Obama, le discours d'Obama sur l'Égypte a dominé les médias américains, principalement en raison de sa focalisation sur le discours démocratique. En fait, Obama a été considéré par les médias américains comme le « top newsmaker » sur l'Égypte⁵³⁷. En outre, un sondage réalisé en février 2011 a révélé que 66% des Américains ont qualifié de « bon » ou de « très bon » le traitement de la situation en Égypte par Obama⁵³⁸.

Le *New York Times* et le *Washington Post* ont adopté la rhétorique de la démocratie d'Obama. Le *Post* a demandé à Moubarak de se retirer et a encouragé Obama à contacter l'armée égyptienne afin de l'inciter à ne pas intervenir dans les manifestations en utilisant l'aide d'un milliard de dollars à cette institution pour l'influencer⁵³⁹. Après le renversement de Moubarak, le *Times* a demandé aux Égyptiens de se tourner vers le travail ardu de la construction d'un nouvel⁸⁷ ordre démocratique pour remplacer l'ancien régime autoritaire.... Les États-Unis doivent être prêts pour faire pression maintenant pour un changement démocratique complet⁵⁴⁰.

b. Le Coup d'État Militaire Égyptien et la perte de contrôle d'Obama.

Les élections de 2012 qui ont suivi le renversement de Moubarak ont été considérées comme les premières élections libres et transparentes de l'histoire de l'Égypte depuis plus de 30 ans. Ces élections ont abouti à l'élection de Mohammed Morsi des *frères musulmans* au poste de Président de l'Égypte. Quelques mois après l'élection de Morsi, les Égyptiens sont revenus dans la rue pour exprimer leur mécontentement face à la situation économique et sociale du pays.

⁵³⁷ Pew Research Center, "The Fall Of Mubarak and the Media", PEJ News Coverage Index Février 7-13, 2011, <https://www.journalism.org/2011/02/12/pej-news-coverage-index-february-713-2011/> Consulté le 24 juillet 2019

⁵³⁸ NBC News/Wall Street Journal Poll, Polling Report, participants 4 février 2011 <https://www.pollingreport.com/work2.htm> Consulté le 25 juillet 2019.

⁵³⁹ The U.S. Needs to Break with Mubarak Now", editorial, *Washington Post* 29 janvier 2011 <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/01/28/AR2011012805399.html> Consulté et traduit le 24 juillet 2011.

⁵⁴⁰ "Egypt's Moment", éditorial, *New York Times*, 11 février 2011, <https://www.nytimes.com/2011/02/12/opinion/12sat1.html?mtrref=www.google.com&gwh=C01DD94F912DE0CCDE6F3D87EF97D0A6&gwt=pay> Consulté et traduit le 24 juillet 2011.

L'armée égyptienne a profité de cette situation pour organiser un coup d'État qui a abouti au renversement de Morsi et à son incarcération en juillet 2013. L'emprisonnement de Morsi a été suivi d'attaques répressives de l'armée égyptienne contre ses partisans, faisant des centaines de morts et des milliers de blessés parmi les manifestants. Ainsi, l'Égypte est revenue à l'autoritarisme du régime militaire et le rêve de la démocratie s'est évanoui.

La réaction immédiate d'Obama au coup d'État a été très limitée. En outre, il n'a pas accepté de qualifier l'intervention militaire contre Morsi comme un «coup d'État» et a déclaré qu'il était «profondément préoccupé» par la destitution de Morsi en utilisant un discours très vague appelant les militaires à revenir à la démocratie⁵⁴¹. Obama a continué de fournir une aide à l'armée égyptienne malgré le massacre de centaines de manifestants et le blessé de milliers.

L'étude de cas sur l'Égypte montre que le soulèvement égyptien a défini la politique étrangère d'Obama dont la rhétorique de la démocratie a dominé les médias américains. Toutefois, cette domination a été limitée au début de 2011, ce qui a coïncidé avec le début du soulèvement et le renversement de Hosni Moubarak. La couverture médiatique du soulèvement et du renversement de Moubarak dans les médias américains était très significative et reflétait le discours d'Obama sur la démocratie qui était très fréquent. En revanche, la montée en puissance des *frères musulmans* au pouvoir et les réponses limitées d'Obama au coup d'État militaire contre Morsi ont influencé la couverture médiatique de l'Égypte de la seconde moitié de 2011 à 2013. De plus, l'attention a été réorientée vers les problèmes émergents dans la région en 2012 et 2013, notamment la guerre civile en Syrie et les attaques contre l'ambassade américaine en Libye.

2. Le soulèvement Libyen et l'intervention Américaine en Libye : Une réaction différente.

Contrairement à l'Égypte, le soulèvement libyen était armé. Il a débuté le 17 février 2011 et a impliqué les forces de Mouammar Kadhafi contre celles des rebelles qui étaient mal armées et moins

⁵⁴¹ Barack Obama, "Statement by BARACK Obama on Egypt", 3 juillet 2013 <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/07/03/statement-president-barack-obama-egypt>
t Consulté et traduit le 25 juillet 2011.

nombreuses. Le nombre croissant de morts parmi les civils et l'accès limité à l'eau dans certaines zones libyennes ont suscité une préoccupation humanitaire internationale. Sous couvert humanitaire, l'OTAN a imposé aux forces de Kadhafi une zone d'exclusion aérienne et un blocus naval en mars.

De plus, les forces américano-OTAN ont participé à une série d'attaques dirigées contre les forces de Kadhafi. Ces attaques ont fait davantage de victimes parmi les civils et ont été critiquées par des organisations des droits de l'homme alors que ces attaques étaient justifiées par des préoccupations humanitaires. La guerre civile et l'intervention américano-OTAN ont abouti à la mort de Kadhafi et à la reconnaissance par l'ONU du conseil national de transition des rebelles en tant que représentant légal de la Libye le 15 septembre 2011.

a. Obama et la Libye: Un focus exclusif sur les discours humanitaires et démocratiques.

Obama a justifié l'intervention des Etats-Unis en Libye par son souci des vies humaines:

“we saw the prospect of imminent massacre; we had a mandate for action, and heard the Libyan people’s call for help. Had we not acted along with our NATO allies and regional coalition partners, thousands would have been killed”⁵⁴².

De plus, Obama a poursuivi l'adoption de la rhétorique démocratique avec la crise libyenne:

“When Qaddafi inevitably leaves or is forced from power, decades of provocation will come to an end, and the transition to a democratic Libya can proceed”⁵⁴³.

L'accent exclusif d'Obama sur la rhétorique de la démocratie et sa préoccupation pour les droits de l'homme en Libye, sans aucune mention de l'intérêt américain pour le pétrole libyen, ont rendu son discours moins crédible surtout après le silence américain de longue date sur le régime répressif de Kadhafi, sauf lorsque le leader libyen a essayé de renforcer ses relations avec l'union soviétique et a défié le système économique capitaliste américain.

⁵⁴² Barack Obama, “Remarks by the President on the Middle East and North Africa”, 19 mai 2011 <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/05/19/remarks-president-middle-east-and-north-africa> Consulté 26 juillet 2019. [Traduction] : «Nous avons vu la perspective d'un massacre imminent; nous avons l'autorisation d'agir et nous avons entendu l'appel du peuple libyen à l'aide. Si nous n'avions pas agi avec nos alliés de l'OTAN et nos partenaires de la coalition régionale, des milliers de personnes auraient été tuées»

⁵⁴³ *Ibid.* Traduction: «Lorsque Kadhafi quittera inévitablement le pouvoir ou sera contraint de le quitter, des décennies de provocation prendront fin et la transition vers une Libye démocratique pourra avoir lieu».

Une partie importante du défi lancé par Kadhafi était de rendre l'exploitation du pétrole libyen très difficile et coûteuse pour les entreprises étrangères. Ainsi, l'opposition américaine au régime de Kadhafi était rarement motivée par ses violations des droits de l'homme. En effet, l'intérêt stratégique des États-Unis pour le pétrole de la région a toujours été une caractéristique fondamentale de la politique étrangère des États-Unis.

b. L'Intervention Américaine en Libye: Une opinion publique sceptique mais solidaire.

Les sondages menés avant l'intervention américaine ont montré de nombreuses réserves sur la plupart des options politiques en Libye à l'exception du renversement de Kadhafi, que la majorité des Américains ont soutenu⁵⁴⁴. À titre d'illustration, seulement 13% ont soutenu l'envoi de forces américaines, 16% ont approuvé l'attaque des installations militaires aériennes de Kadhafi, 23% ont convenu de fournir du matériel militaire aux rebelles et 44% ont préféré l'option d'imposer une zone d'exclusion aérienne⁵⁴⁵.

En revanche, lorsque Obama a décidé d'imposer une zone d'exclusion aérienne et de participer à des frappes aériennes multinationales sur les installations militaires de Kadhafi, la majorité des Américains ont soutenu ces frappes et approuvé la façon dont Obama gérait la crise libyenne afin de protéger les civils contre les attaques de Kadhafi⁵⁴⁶.

Le soutien de l'opinion publique à l'intervention d'Obama peut être attribué à plusieurs facteurs. Premièrement, l'intervention était une décision internationale qui impliquait la participation de nombreux pays et a été approuvée par la résolution 1973 de l'ONU⁵⁴⁷. Deuxièmement, l'opinion publique américaine a généralement soutenu le commandant en chef en temps de guerre malgré le

⁵⁴⁴ CNN/Opinion Research Corporation Poll, Polling Report, 11–13 Mars, 2011; CNN/ Opinion Research Corporation Poll, Polling Report, 18–20 Mars 2011 <https://www.pollingreport.com/libya.htm> Consulté le 24 février 2020.

⁵⁴⁵ Pew Research Center Poll, Polling Report, 10–13 mars 2011 <https://www.pollingreport.com/libya.htm> Consulté le 24 février 2020:

⁵⁴⁶ NBC News/Wall Street Journal Poll, Polling Report, 31 mars- 4 avril, 2011 <https://www.pollingreport.com/libya.htm> Consulté le 24 février 2020

⁵⁴⁷ "United Nations Security Council Resolution 1973", 17 mars 2011 [https://www.undocs.org/S/RES/1973%20\(2011\)](https://www.undocs.org/S/RES/1973%20(2011)) Consulté le 24 février 2020.

scepticisme qu'elle pourrait montrer avant la guerre. Troisièmement, la conception d'Obama de l'intervention comme une intervention humanitaire a séduit la plupart des Américains, ce qui est justifié par le fait que la majorité a soutenu le renversement de Kadhafi⁵⁴⁸.

c. La couverture médiatique de la crise Libyenne: Un reflet de la rhétorique d'Obama.

Les médias américains ont reflété le discours humanitaire et démocratique d'Obama. À titre d'illustration, le *New York Times* considérait Kadhafi comme un «boucher» et plaidait en faveur d'une intervention militaire:

*“we have no doubt that Gaddafi will butcher and martyr his own people in his desperation to hold on to power. He must be condemned and punished by the international community”*⁵⁴⁹.

Une étude de 56 articles du *Times* publiés à propos de la Libye en 2011 a révélé que le journal était cinq fois plus susceptible de se concentrer sur la rhétorique humanitaire par rapport à d'autres thèmes tels que l'intérêt américain pour le pétrole libyen⁵⁵⁰. De même, le *Washington Post* avait le même point de vue⁵⁵¹.

Alors que la plupart des chaînes de télévision américaines soutenaient l'intervention d'Obama en Libye, très peu l'ont critiquée pour des raisons différentes. Par exemple, le *Fox News* a reproché à Obama de ne pas renverser Kadhafi plus tôt et de ne pas utiliser suffisamment de ressources militaires dans l'intervention⁵⁵².

⁵⁴⁸ *Ibid.* Note. 108.

⁵⁴⁹ Libya's Butcher,” éditorial, *New York Times*, 22 février 2011

<https://www.nytimes.com/2011/02/23/opinion/23wed2.html> Consulté le 5 août 2019. Traduction : «Nous n'avons aucun doute sur le fait que Kadhafi va massacrer et martyriser son propre peuple dans son désespoir de s'emparer du pouvoir. Il doit être condamné et puni par la communauté internationale».

⁵⁵⁰ Anthony R. DiMaggio, “Propaganda for ‘Justice’: Flattering the State on Libya and Bin Laden”, *Truthout*, 26 mai 2011, http://truth-out.org/index.php?option=com_k2&view=item&id=1278:propaganda-for-justice-flattering-the-state-on-libya-and-bin-laden consulte le 5 août 2019

⁵⁵¹ “Obama demands pull-back of Libya troops, Tripoli declares cease fire”, *Washington Post*, 18 mars 2011, https://www.washingtonpost.com/?utm_term=.117788c574f2 Consulté le 27 juillet 2019.

⁵⁵² “Shock: Hannity Would Support Action in Libya if McCain Were President”, *Media Matters for America*, 24 mars 2011, <https://www.mediamatters.org/video/2011/03/24/shock-hannity-would-support-action-in-libya-if/177935> Consulté le 28 juillet 2019

L'impact des médias sur l'opinion publique américaine a été considérable. Selon un sondage de *Pew Research Center* sur la Libye réalisé le 11 mars, les Américains qui suivent l'actualité sur la Libye sont plus susceptibles d'être en accord avec une intervention militaire américaine⁵⁵³.

La mort de Kadhafi a été célébrée par Obama et les médias américains qui ont saisi cette occasion pour reproduire le discours de la démocratie et des droits de l'homme. Obama a souligné sa rhétorique de la démocratie et des droits de l'homme en affirmant que la mort de Kadhafi :

*“marks the end of a long and painful chapter for the people of Libya, who now have the opportunity to determine their own destiny in a new and democratic Libya.... For four decades, the Qaddafi regime ruled the Libyan people with an iron fist. Basic human rights were denied”*⁵⁵⁴.

Le *Times* a déclaré que la mort de Kadhafi avait permis aux Libyens de « *bâtir leur démocratie stable et pacifique* »⁵⁵⁵. Le *Washington Post* a commenté sur l'avenir de la Libye et de l'ensemble de la région en déclarant que “Libya’s stabilization under a democratic government could help tip the broader wave of change in the Arab Middle East toward those favoring freedom”⁵⁵⁶.

D. La rhétorique de la démocratie d’Obama: D’un succès incontestable à un succès branlant.

⁵⁵³ Pew Research Center Survey, “Public wary of US military intervention in Libya”, 23 mars 2011
<https://www.pewresearch.org/fact-tank/2011/03/23/public-wary-of-u-s-military-intervention-in-libya/>
Consulté le 28 juillet 2019.

⁵⁵⁴ Barack Obama, “Remarks by the President on the Death of Muammar Qaddafi”, 20 octobre 2011
<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2011/10/20/remarks-president-death-muammar-qaddafi>
Consulté le 27 juillet 2019. [Traduction]: « Marque la fin d'un long et douloureux chapitre pour le peuple libyen, qui a maintenant l'occasion de déterminer son propre destin dans une Libye nouvelle et démocratique.... Pendant quatre décennies, le régime de Kadhafi a dirigé le peuple libyen d'une main de fer. Les droits humains fondamentaux ont été refusés ».

⁵⁵⁵ Neil Macfarquhar, “An erratic leader, brutal and defiant to the end”, *New York Times*, 20 octobre 2011
<https://www.nytimes.com/2011/10/21/world/africa/qaddafi-killed-as-hometown-falls-to-libyan-rebels.html>
Consulté et traduit le 27 juillet 2019

⁵⁵⁶ “For Post-Gaddafi Libya, ‘Now the Hard Part Begins,’” editorial, *Washington Post*, 20 octobre 2011
https://www.washingtonpost.com/opinions/for-post-gaddafi-libya-now-the-hard-part-begins/2011/10/20/gIQAzSRg1L_story.html Consulté le 28 juillet 2019. [Traduction]: « la stabilisation de la Libye sous un gouvernement démocratique pourrait contribuer à faire pencher la vague de changement du Moyen-Orient arabe vers ceux qui favorisent la liberté ».

Les études de cas sur l’Egypte et la Libye ont montré qu’Obama avait réussi à susciter l’adhésion du public à sa politique étrangère dans la région MENA. Les médias américains ont joué un rôle important dans la formation de l’opinion publique en adoptant et en reprenant la rhétorique de la démocratie et des droits de l’homme d’Obama. La fermeté de ce succès a commencé à trembler après l’attaque des installations américaines à Benghazi et la montée du soulèvement syrien.

1. Les attentats de Benghazi: La chute de la rhétorique d’Obama et la montée des médias Américains.

L’ambassade des États-Unis à Benghazi ainsi que l’annexe de la CIA dans la même ville ont été attaquées le 11 septembre 2012, ce qui coïncidait avec le onzième anniversaire des attentats du 11 septembre. Les attaques ont fait quatre morts et dix blessés parmi les Américains, dont l’ambassadeur américain en Libye, Christopher Stevens. Trois jours plus tard, Al-Qaïda a annoncé sa responsabilité dans les attaques et a déclaré qu’il s’agissait d’une réaction de vengeance à la mort d’Abou Yahya Al-Libi, membre d’Al Qaïda qui a été tué au Pakistan par les États-Unis quelques mois avant les attaques de Benghazi.

a. Obama et sa réponse controversée aux attaques de Benghazi.

Les premières réponses d’Obama décrivaient les attentats comme des «actes de terreur» et promettaient de traduire les agresseurs en justice⁵⁵⁷. Les médias américains ont reproché à Obama de ne pas garantir la sécurité des diplomates américains. Les critiques se sont accrues après la publication des résultats d’une enquête du Congrès conduite en grande partie par des républicains. Elles ont conclu que les hauts responsables du département d’Etat américain avaient continuellement réduit le nombre d’agents de sécurité à l’ambassade de Benghazi, alors qu’ils

⁵⁵⁷ Barack Obama, “Remarks by the President on the death of US embassy staff in Libya”, 12 septembre 2012 <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2012/09/12/remarks-president-deaths-us-embassy-staff-libya> Consulté et traduit 29 juillet 2019.

étaient au courant des risques élevés auxquels les diplomates américains étaient exposés⁵⁵⁸. Obama a décrit la controverse soulevée dans le rapport du Congrès comme un « jeu télévisé » politique et a critiqué les républicains pour avoir politisé ce sujet⁵⁵⁹.

b. La couverture médiatique des attaques de Benghazi et son impact sur la crédibilité d'Obama et l'opinion publique Américaine.

La critique de la réponse d'Obama aux attaques de Benghazi a été principalement émise par les médias conservateurs de droite, qui faisaient écho aux critiques républicaines. Pour illustrer, le *Fox News* a qualifié l'attaque de Benghazi de « scandale » et a reproché à Obama de ne pas avoir qualifié rapidement les attaques : « actes de terreur ». De plus, le *Fox* a critiqué Obama pour ne pas avoir pris les mesures de sécurité nécessaires pour protéger les diplomates américains⁵⁶⁰. Il est important de noter que l'administration Obama a initialement qualifié les attaques : « protestation spontanée contre un film anti-musulman »⁵⁶¹. Les médias libéraux ont défendu Obama et ont considéré Benghazi comme un « scandale fabriqué » qui ne mérite pas beaucoup d'attention⁵⁶².

La divulgation par CNN du journal de Christopher Stevens a contribué à affaiblir la rhétorique d'Obama sur Benghazi. L'Ambassadeur Stevens, assassiné à Benghazi, a mis en garde contre la sécurité défaillante autour de l'enceinte diplomatique américaine et contre les attaques potentielles d'extrémistes dans son journal⁵⁶³. L'histoire de CNN a désavantagé lourdement Obama dans la mesure où le Président et son administration étaient parfois incapables de contrôler les reportages

⁵⁵⁸ Il s'agissait d'un rapport conjoint de cinq commissions du Congrès : Les forces armées, les affaires étrangères, les services de renseignement, le pouvoir judiciaire et le contrôle et la réforme du gouvernement. Le rapport s'intitulait « Progress Report on Benghazi Terror Attack Investigation », le 23 avril 2013 <https://www.hsdl.org/c/progress-report-on-benghazi-terrorist-attacks-investigation/> Consulté le 29 juillet 2019.

⁵⁵⁹ « President Obama and British Prime Minister David Cameron Joint press Conference », 13 mai 2012 <https://m.youtube.com/watch?v=puwwLlhEysw> Consulté et traduit 29 juillet 2019. .

⁵⁶⁰ Arthur Herman, « Three key questions on the Benghazi scandal », *Fox News*, 13 novembre 2012 <https://www.foxnews.com/opinion/three-key-questions-on-the-benghazi-scandal> Consulté le 29 juillet 2019.

⁵⁶¹ *Ibid.*

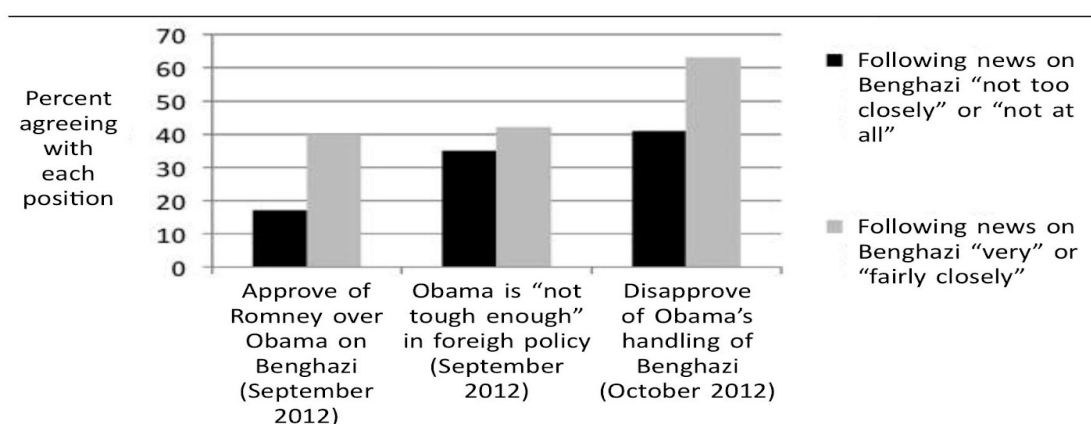
⁵⁶² « There were meaningful Benghazi lies after all », *MSNBC the Rachel Maddow Show*, 17 mai 2013 <http://www.msnbc.com/rachel-maddow-show/there-were-meaningful-benghazi-lies-afte/amp> Consulté le 29 juillet 2019.

⁵⁶³ « CNN Finds, Returns Journal Belonging to Late U.S. Ambassador », the CNN Wire Staff, 23 septembre 2019 <https://edition.cnn.com/2012/09/22/world/africa/libya-ambassador-journal/index.html> Consulté le 29 juillet 2019.

des médias américains surtout après avoir constamment couvert les audiences du comité du Congrès sur Benghazi, qui ont généralement désavoué le discours d'Obama.

La couverture médiatique de Benghazi a eu un impact négatif sur la crédibilité d'Obama. Le figure 13 montre que les Américains qui ont suivi les news sur Benghazi étaient plus enclins à désapprouver la rhétorique d'Obama et à approuver les critiques républicaines. Plus précisément, ceux qui ont suivi le reportage sur la revendication initiale de «protestation spontanée» d'Obama et la demande de sécurité accrue de l'Ambassadeur Stevens étaient plus susceptibles de désapprouver Obama⁵⁶⁴.

Figure 13. Impact de la couverture médiatique de Benghazi par les médias américains sur la crédibilité d'Obama⁵⁶⁵.



⁵⁶⁴ Bruce Stokes, "The whole world is watching", Pew Research Center, 22 octobre 2012

<https://www.pewresearch.org/global/2012/10/22/the-whole-world-is-watching/> Consulté le 31 juillet 2019.

⁵⁶⁵ Percentage agreeing with each position (Pourcentage d'accord avec chaque position). Approve of Romney over Obama on Benghazi (Approuver Romney sur Obama sur Benghazi). Obama is "not tough enough" in foreign policy (Obama n'est «pas assez dur» en politique étrangère). Disapprove of Obama's handling of Benghazi (désapprouve la gestion de la crise de Benghazi par Obama). Following news on Benghazi "not too closely" or "not at all" (Suivre l'actualité de Benghazi «pas de trop près» ou «pas du tout»). Following news on Benghazi "very" or "fairly" closely (Suivre l'actualité de Benghazi de «très» ou «assez» de près).

2. Le soulèvement Syrien et la perte de contrôle d'Obama.

Le soulèvement syrien a commencé en mars 2011 avec des manifestations pacifiques exprimant un mécontentement vis-à-vis du régime de Bachar Al Assad et demandant qu'il quitte le pouvoir. Le régime syrien a violemment réprimé les manifestations, ce qui a contribué à l'escalade du conflit en une guerre civile. Cette guerre civile s'est encore intensifiée fin 2013 avec l'implication de nouveaux acteurs, ce qui a compliqué la guerre. À titre d'illustration, il y a eu la montée en puissance de groupes fondamentalistes tels que EIL qui ont combattu le régime d'Assad. Ce dernier a été soutenu militairement par le Hezbollah, le gouvernement iranien et la Russie.

a. Obama: Une réponse chancelante à la crise Syrienne.

Les premières réactions d'Obama au soulèvement syrien étaient laconiques, notamment en ce qui concerne une éventuelle intervention américaine dans le conflit. En plus de sa rhétorique humanitaire décrivant les pertes humaines dans la guerre comme «déchirantes», Obama a exprimé son opposition à une intervention militaire américaine en Syrie à condition qu'Assad n'utilise pas d'armes chimiques et biologiques dans la guerre, ce qu'il a appelé une «ligne rouge»⁵⁶⁶.

En septembre 2013, les Nations Unies ont confirmé l'utilisation d'armes chimiques en Syrie sans que le régime d'Assad soit tenu pour responsable⁵⁶⁷. Obama a profité de ce rapport pour lancer une campagne visant à obtenir le soutien public d'une intervention militaire américaine contre le régime d'Assad. Obama a déclaré:

⁵⁶⁶ Barack Obama "Remarks by the President at AIPAC Policy Conference", 4 mars 2012 <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2012/03/04/remarks-president-aipac-policy-conference-0> Consulté et traduit le 30 juillet 2019.

⁵⁶⁷ United Nations, "United Nations Mission to Investigate Allegations of the Use of Chemical Weapons in the Syrian Arab Republic", 21 août 2013 <https://www.un.org/zh/focus/northafrica/cwinvestigation.pdf> Consulté le 31 juillet 2019. [Traduction] : «La situation a profondément changé le 21 août, lorsque le gouvernement d'Assad a gazé plus d'un millier de personnes dont des centaines d'enfants. Les images de ce massacre sont écoeurantes: Hommes, femmes, enfants couchés en rangées, tués par le gaz de poudre. D'autres moussent à la bouche, à bout de souffle. Un père tenant ses enfants morts en les priant de se lever et de marcher. Au cours de cette terrible nuit, le monde a vu en détail la terrible nature des armes chimiques et la raison pour laquelle l'écrasante majorité de l'humanité les a déclarées interdites - un crime contre l'humanité et une violation des lois de la guerre».

*“The situation profoundly changed on August 21, when Assad’s government gassed to death over a thousand people, including hundreds of children. The images from this massacre are sickening: Men, women, children lying in rows, killed by poison gas. Others foaming at the mouth, gasping for breath. A father clutching his dead children, imploring them to get up and walk. On that terrible night, the world saw in gruesome detail the terrible nature of chemical weapons, and why the overwhelming majority of humanity has declared them off-limits—a crime against humanity, and a violation of the laws of war”*⁵⁶⁸.

Malgré le recours à une rhétorique humanitaire axée sur la protection des civils, l’obtention de l’appui de l’opinion publique et du Congrès pour une intervention en Syrie semblait être un défi pour Obama surtout avec les effets destructeurs de la guerre en Irak et le mensonge des armes de destruction massive sur la base duquel George Bush a envahi ce pays. Les membres du Congrès qui se sont opposés à l’intervention des États-Unis ont mis en doute son efficacité et ont soutenu que cela aggraverait le conflit et entraînerait davantage de morts.

En outre, les opposants à une intervention américaine ont fait référence au rapport de l’ONU selon lequel le régime d’Assad ne pouvait être tenu pour responsable de l’utilisation d’armes chimiques. Cela a sapé l’argument d’Obama contre le régime d’Assad, qui repose principalement sur des informations de renseignement déclassifiées.

En réponse à cette forte opposition, Obama a déclaré que les frappes contre la Syrie seraient temporaires et précises et a averti que les armes chimiques pourraient se retrouver entre les mains de terroristes⁵⁶⁹. L’opposition forte du public et du Congrès à l’idée d’intervention d’Obama en Syrie l’a poussé à s’abstenir et à conclure un accord avec le gouvernement syrien. L’accord serait mis en œuvre par l’ONU avec la Russie en tant qu’intermédiaire. Selon cet accord, le régime syrien doit démanteler ses armes chimiques d’ici la mi-2014⁵⁷⁰.

⁵⁶⁸ Barack Obama, “Remarks of the President in an address to the nation on Syria”, 10 septembre 2013 <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/09/10/remarks-president-address-nation-syria> Consulté et traduit le 1 août 2019. .

⁵⁶⁹ *Ibid.*

⁵⁷⁰ “UN Security Council agrees to rid Syria of chemical weapons, endorses peace process”, *UN News*, 27 septembre 2013 <https://news.un.org/en/story/2013/09/451502-un-security-council-agrees-rid-syria-chemical-weapons-endors-es-peace-process> Consulté le 1 août 2019.

b. L'essor des médias Américains et de l'opinion publique Américaine.

La couverture médiatique américaine de l'affaire syrienne combinait un amalgame de messages sympathiques et défavorables à la rhétorique d'Obama. Le *Washington Post* a reproché à Obama de ne pas avoir pris d'action militaire unilatérale en Syrie et d'avoir choisi de s'engager dans une solution diplomatique multilatérale visant à désarmer Assad via l'ONU et la Russie⁵⁷¹. Néanmoins, le *Poste* a appuyé l'idée d'Obama de fournir des armes aux insurgés syriens afin de les aider à renverser Al Assad⁵⁷². À la suite des attaques chimiques, le *Post* a encouragé Obama à prendre des mesures militaires et mis en garde contre une utilisation potentielle de ces armes pour attaquer des cibles américaines dans la région⁵⁷³.

Le *New York Times* a exprimé un point de vue plus équilibré car il était sceptique quant à l'utilité d'une action militaire et tenait les révolutionnaires et le régime d'Assad pour responsables de la situation humanitaire critique en Syrie⁵⁷⁴. Contrairement au *Post*, le *Times* a félicité Obama d'avoir résisté à une action militaire au début du conflit et d'avoir fourni des armes aux insurgés⁵⁷⁵. En réponse à la suggestion d'Obama de mener une action militaire à la suite des attaques chimiques, le *Times* a critiqué cette suggestion face à la forte opposition nationale et internationale⁵⁷⁶.

⁵⁷¹ "A scapegoat for Syria?" Editorial, *Washington Post*, 6 juillet 2012

https://www.washingtonpost.com/opinions/a-scapegoat-for-syria/2012/07/06/gJQA4xbeSW_story.html

Consulté le 2 août 2019.

⁵⁷² "U.S. Policy on Syria Still Lacks Coherence", éditorial, *Washington Post*, 1 mai 2013

https://www.washingtonpost.com/opinions/us-policy-on-syria-still-lacks-coherence/2013/05/01/dbda6cfc-b27b-11e2-bbf2-a6f9e9d79e19_story.html?utm_term=.9b0a2aab6a04 Consulté et traduit le 2 août 2019.

⁵⁷³ "U.S. Must Act against Crimes against Humanity," éditorial, *Washington Post*, 30 août 2013

https://www.washingtonpost.com/opinions/us-must-act-against-crimes-against-humanity/2013/08/30/dad67a26-1199-11e3-b4cb-fd7ce041d814_story.html?utm_term=.27155055f17b Consulté et traduit le 30 août 2019.

⁵⁷⁴ "Wrong: Ways to Fight Assad", éditorial, *New York Times*, 20 mars 2012

<https://www.nytimes.com/2012/03/21/opinion/wrong-ways-to-fight-bashar-al-assad.html?mtrref=www.google.com&gwh=A47480E9408C44B6F3A2BF8E4D0B0D5D&gwt=pay&assetType=REGIWALL> Consulté le 2 août 2019.

⁵⁷⁵ "Measured Approach to the Syrian Crisis", éditorial, *New York Times*, 30 Novembre 2012

<https://www.nytimes.com/2012/12/01/opinion/a-measured-approach-to-the-syrian-crisis.html>, consulté le 2 août 2019.

⁵⁷⁶ "After Arming the Rebels, Then What?", éditorial, *New York Times*, 14 juin 2013

<https://www.nytimes.com/2013/06/15/opinion/after-arming-the-rebels-then-what.html> Consulté le 2 août 2019

La couverture des chaînes principales d'informations était semblable à celle des principaux journaux en ce qui concerne la transmission d'une combinaison de messages de soutien et de réfutation du discours d'Obama. Le *Fox News* a rapporté que l'utilisation d'armes chimiques était la responsabilité d'Assad et a plaidé pour une intervention militaire américaine afin de le punir pour avoir violé la «ligne rouge» comme l'a appelé Obama⁵⁷⁷. Bien que le MSNBC reflétait la conviction d'Obama de la responsabilité d'Assad pour les attaques chimiques, la chaîne d'informations n'a pas crédité de l'utilité d'une intervention militaire américaine⁵⁷⁸.

En résumé, la couverture médiatique de la crise Syrienne reflétait généralement la rhétorique d'Obama en 2012 en raison de son accent mis sur le discours humanitaire et de son opposition initiale à une intervention militaire des États-Unis. Cependant, la rhétorique d'Obama n'a pas séduit les Américains car la plupart d'entre eux ne suivaient pas les actualités sur la Syrie en 2012; ce pourcentage a rarement atteint 40% et près de 70% déclarant qu'ils ne prêtaient pas une attention particulière à l'actualité en Syrie⁵⁷⁹.

En 2013, la couverture a changé à la suite des attaques chimiques car elle est devenue de plus en plus critique à l'encontre de la rhétorique d'Obama en raison de son intention d'intervenir militairement en Syrie. Presque 74% des Américains estimaient qu'une intervention militaire américaine en Syrie créerait une réaction brutale contre les États-Unis et leurs alliés dans la région.⁵⁸⁰

En effet, les médias américains ont joué un rôle important dans la formation de l'opinion publique en Syrie. Selon les sondages de septembre 2013 du Pew Research Center, les Américains qui accordaient plus d'attention à l'actualité en Syrie risquaient davantage de rejeter le plan militaire

⁵⁷⁷ "Atrocities could trigger military intervention in Syria, Joint Chiefs chairman warns", *Fox News*, 23 mai 2012 <https://www.foxnews.com/politics/atrocities-could-trigger-military-intervention-in-syria-joint-chiefs-chairman-warns> Consulté le 3 août 2019

⁵⁷⁸ Chris Hayes, *All In with Chris Hayes*, MSNBC, 14 juin 2013, 8 p.m. est. Rachel Maddow, *The Rachel Maddow Show*, MSNBC, 13 juin 2013, 9 p.m. est; Ed Schultz, *The Ed Show*, MSNBC, 12 mai 2013, 5 p.m. est.

⁵⁷⁹ Bruce Stokes, "Americans on Middle East turmoil: Keep us out of it", Pew Research Center, 14 décembre 2012 <https://www.pewresearch.org/global/2012/12/14/americans-on-middle-east-turmoil-keep-us-out-of-it/> Consulté le 4 août 2019.

⁵⁸⁰ Pew Research. Enter, "Public Opinion Runs Against Syrian Airstrikes", 3 septembre 2013 <https://www.people-press.org/2013/09/03/public-opinion-runs-against-syrian-airstrikes/> Consulté le 4 août 2019.

d'Obama.⁵⁸¹ Le cas syrien a mis en lumière l'importance des médias dans la formation de l'opinion publique qui a contribué à dissuader Obama d'intervenir militairement en Syrie.

Bref, contrairement aux cas de l'Égypte et de la Libye dans lesquels la rhétorique d'Obama a généralement dominé les médias américains et obtenu l'appui public à sa politique étrangère dans la région MENA, le cas de Benghazi et de la Syrie ont marqué le début d'un déclin de la rhétorique présidentielle et l'épanouissement d'autres acteurs, y compris les médias et l'opinion public.

⁵⁸¹ Pew Research Center, September 2013 Political Survey
<https://www.people-press.org/dataset/september-2013-political-survey/> Consulté le 4 août 2019

CHAPITRE 2

Les Think Tanks: Un Impact Indirect sur la Politique Étrangère Américaine.

L'utilisation de l'expression *think Tank* trouve son origine au cours de la Seconde Guerre mondiale et cela signifiait un lieu sûr où des stratégies militaires pourraient être établies et discutées⁵⁸². De nos jours, la définition des *think tanks* (réservoir d'idées ou laboratoire d'idées) reste problématique.

Par exemple, Larousse définit l'expression *think tank* comme un «Cercle de réflexion émanant généralement d'institutions privées, et apte à soumettre des propositions aux pouvoirs publics. (Recommandation officielle: Laboratoire d'idées)»⁵⁸³. *La Toupie* définit un *think tank* comme «une institution de droit privé, en principe indépendante, à but non lucratif, qui regroupe des experts ou des professionnels chargés de réfléchir sur des questions des domaines politique, économique, technologique, social, etc»⁵⁸⁴.

La définition des *think tanks* est également problématique pour les chercheurs. Beaucoup d'éminents spécialistes ont donné des définitions différentes au terme «*think tank*». Ceux-ci incluent Abelson (2009), McGann & Weaver (2000), Smith (1991) et Stone et Denham (2004), pour en citer quelques-uns. Cependant, ils semblent être d'accord sur leur nature et leur fonction en tant qu'organisations indépendantes à but non lucratif, qui visent à influencer les politiques des gouvernements en produisant et en diffusant des recherches scientifiques dans le cadre des conférences, séminaires, livres, articles, rapports et revues.

⁵⁸² Stella Ladi, *Globalization, Policy Transfer and Policy Research institutes* (Edward Elgar Publishing, 2005), p. 44.

⁵⁸³ Larousse, Dictionnaire de Français en ligne, https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/think_tank/10910449

⁵⁸⁴ La Toupie, Dictionnaire en ligne, "Toupictionnaire": Le dictionnaire de Politique. http://www.toupie.org/Dictionnaire/Think_tank.htm Consulté le 10 février 2019.

Le rôle des *think tanks* aux États-Unis semble être plus important que celui en Europe en raison de plusieurs facteurs dont le plus important est la discipline des partis politiques. Alors que les représentants exécutifs et législatifs des partis politiques en Europe ont tendance à respecter les conseils de leurs partis politiques, les Présidents et les membres du Congrès américain ne sont pas obligés de se conformer aux ordres de leurs partis⁵⁸⁵. Par conséquent, ils sont plus susceptibles de faire appel à l'expertise des *think tanks* pour les aider à élaborer des politiques nationales et étrangères.

En fait, de nombreux décideurs américains, tant du pouvoir exécutif que législatif du gouvernement américain, ont nommé des experts de *think tanks* pour occuper des postes de haut rang dans leurs gouvernements ou leurs bureaux. Ce chapitre traite l'impact des *think tanks* américains sur la politique étrangère américaine au Moyen-Orient et en Afrique du Nord à la lumière de trois études de cas: Bill Clinton (1993-2001), George Bush (2001-2009) et Barack Obama (2009-2017). Avant de discuter les débats théoriques et méthodologiques sur l'impact politique des *think tanks* américains, il est important d'examiner la typologie de ces *think tanks* aux États-Unis, ce qui nous aidera à comprendre comment ils peuvent influencer les politiques publiques.

I. La typologie des *Think Tanks* aux États-Unis.

Pour commencer, il est important de souligner que le nombre du personnel n'a pas été mentionné par les spécialistes comme une caractéristique déterminante importante des *think tanks* par les spécialistes, car ce nombre peut aller d'un ou deux membres à plusieurs centaines. Selon Abelson (2002), les *think tanks* diffèrent par leur spécialisation, leurs résultats de recherche et leur orientation idéologique, ainsi que par leur indépendance institutionnelle⁵⁸⁶. Il distingue ainsi cinq types des *think tanks*: *Universities without Students*, *Government Contractors*, *Advocacy Think Tanks*, *Legacy-Based Think Tanks* et *Policy Clubs*⁵⁸⁷ (universités sans étudiants, chercheurs sous contrat, *think*

⁵⁸⁵ Diane Stone, "Introduction. Think Tanks, Policy Advice and Governance", dans Diane Stone & Andrew Denham (Eds.): *Think Tanks Traditions, Policy Research, and Politics of Ideas* (Manchester University Press, 2004). pp. 1-16 (pp.1-2).

⁵⁸⁶ *Ibid.*, p. 8.

⁵⁸⁷ *Ibid.*

tanks du plaidoyer et *think tanks* de parti). De même, McGann et Weaver ont identifié quatre types de *think tanks*: *Academic*, ou ce que Abelson appelait *universities without students*, *Contract Researchers*, *Advocacy Think Tanks* and *Party Think Tanks*⁵⁸⁸.

Un examen attentif de la définition de chaque type révèle que ce que McGann et Weaver ont appelé « *Party Think Tanks* » partage presque les mêmes caractéristiques que les *Legacy-Based Think Tanks* et *Policy Clubs* d'Abelson. C'est-à-dire que tous les membres du personnel sont des anciens ou des actuels membres d'un parti politique et leur travail reflète l'orientation de ce dernier⁵⁸⁹. Par conséquent, la typologie des *think tanks* peut se résumer à trois grandes catégories sur lesquelles il existe un consensus dans la littérature. Vous trouverez ci-dessous une brève définition de chaque type avec ses caractéristiques particulières.

A. Universities Without Students /Academic Think Tanks (universités sans étudiants/think tanks académiques)

Le personnel de ce type est généralement constitué d'académiciens et de chercheurs renommés et prolifiques. On les appelle 'universités' parce que leur fonction majeure est de favoriser une meilleure compréhension des problèmes politiques, économiques et sociaux importants auxquels la société est confrontée, ce qui est la mission principale de toutes les universités⁵⁹⁰. Cependant, les académiciens de ces *think tanks* n'enseignent pas car il n'y a pas d'étudiants. La *Brookings Institution* est l'un des *academic think tanks* les plus connus aux États-Unis.

Selon Abelson, les *academic think tanks* ont les caractéristiques suivantes. Premièrement, ils ont tendance à se concentrer sur des projets de recherche à long et à moyen terme visant à examiner des sujets qui pourraient être considérés par les décideurs à l'avenir. Les résultats de ces projets de recherche sont publiés dans de longs livres. Deuxièmement, les *academic think tanks* sont souvent décrits comme des organisations indépendantes dont les normes de recherche sont

⁵⁸⁸ James G. McGann & Kent R. Weaver (Eds.), *Think tanks and civil societies: Catalysts for ideas and action* (London: Transaction Publishers, 2000).

⁵⁸⁹ *Ibid.*

⁵⁹⁰ Donald E. Abelson, *Do Think Tanks Matter? Assessing the Impact of Public Policy Institutes*. 2nd ed (McGill-Queen's University Press), p. 18.

strictement objectives. Leur financement provient de diverses fondations, entreprises et particuliers et leur programme est généralement défini en interne par leur personnel⁵⁹¹. Néanmoins, le niveau d'indépendance de ces *think tanks* ainsi que l'objectivité de leurs recherches se heurtent souvent à leur mission principale, à savoir celle d'influencer les politiques publiques.

B. Contract Think Tanks (think tanks contractuels).

Les *contract think tanks* partagent certaines caractéristiques avec les *academic* et diffèrent par d'autres. Les deux emploient de forts universitaires et s'efforcent pour garder l'objectivité et la crédibilité comme des caractéristiques principales de leurs recherches. Cependant, les *contract think tanks* diffèrent des *academic* en ce qui concerne leurs sources de financement, leur client principal, la manière dont ils établissent leur programme et le type de recherche qu'ils produisent.

Les *contract think tanks* reçoivent généralement des fonds d'organismes gouvernementaux, lesquels ces organismes jouent un rôle important dans la définition du programme qui devrait être mis en œuvre par les *contract think tanks*. Le fait que le programme est principalement défini par les bailleurs de fonds, qui sont principalement des décideurs, pourrait remettre en cause l'objectivité et la crédibilité de leurs recherches, surtout si les bailleurs de fonds tentent d'exercer une influence sur leurs sous-traitants afin de modifier les résultats de la recherche ou les empêcher de les publier au cas où ils ne correspondent pas aux croyances et aux convictions des bailleurs de fonds.

En outre, les *contract think tanks* présentent leurs résultats de recherche à leurs bailleurs de fonds sous la forme de rapports plutôt que de livres ou d'articles diffusés publiquement. Cependant, les agences gouvernementales peuvent choisir de rendre les résultats de la recherche accessibles au public. *RAND* et *Urban Institute* sont des exemples de *contract think tanks*.

C. Advocacy Think Tanks (think tanks du plaidoyer).

⁵⁹¹ McGann & Weaver, *Think tanks and civil societies*, p. 7.

Ce type des *think tanks* vise à informer les décideurs politiques des sujets critiques actuels. Ce faisant, ils sont intéressés par la vente de leurs idées à des objectifs spécifiques plutôt que par le maintien d'objectivité dans leurs recherches, comme c'est le cas pour les *academic* et les *contract think tanks*. C'est pourquoi leurs recherches sont souvent qualifiées de «moins objectives et moins équilibrées»⁵⁹².

Contrairement aux *academic* et aux *contract think tanks*, qui visent à influencer les politiques futures, *advocacy think tanks* s'efforcent d'influencer les débats politiques actuels en fournissant aux décideurs politiques et aux médias de très courtes études sous forme de notes d'information d'une ou deux pages. En outre, la plupart des *advocacy think tanks* recrute des jeunes titulaires d'un master ou d'un doctorat en plus de professionnels dans les domaines des affaires, du gouvernement et de *Capitol Hill*. Ainsi, le personnel de ce type a généralement peu ou pas d'expérience en recherche.

Les *Advocacy think tanks* recueillent leurs fonds principalement auprès de leurs membres qui fournissent des contributions individuelles. Cependant, ils reçoivent également des contributions d'entreprises et de fondations. Cela a permis aux *advocacy think tanks* de se présenter comme des organisations indépendantes, car ils dépendent principalement de l'autofinancement. Une autre caractéristique des *advocacy think tank* est leur utilisation des médias pour influencer les décideurs et l'opinion publique.

Tableau 27. Similitudes et différences entre les différents types de *think thanks*.

Caractéristique	<i>Academic</i>	<i>Contract</i>	<i>Advocacy</i>
Source de financement	Donations, dons, entreprises, et individuelles	Organismes gouvernementaux	Principalement les membres mais aussi des fondations et des entreprises.
Qui définit le programme?	Personnel/ chercheurs	Les besoins du gouvernement	Idéologie
Personnel'	Des académiciens de renom.	Des académiciens de renom.	Des jeunes chercheurs et des professionnels expérimentés de différent domaines.

⁵⁹² Abelson, Do Think tanks matter? 21.

Les projets de recherche	Des projets de recherche à long et à moyen terme visant à influencer les politiques futures.	Des projets de recherche à long et à moyen terme visant à influencer les politiques futures.	Vendre leurs idées pour influencer les débats actuels.
Comment la recherche est-elle présentée?	Des livres et des articles longs	Rapports	Notes d'information d'une ou deux pages et les médias.
Idéologies	S'efforce pour être neutre	S'efforce pour être neutre	Libéral/ Ou conservatisme

Un examen attentif de ce tableau révèle deux faits importants à propos des *think tanks*. Premièrement, ils peuvent influencer les politiques par le biais des recherches qu'ils publient ou des idées qu'ils commercialisent. Deuxièmement, aucun des types ne peut prétendre à une indépendance totale car ils ne sont pas tous neutres à 100%, tant que certains d'entre eux imposent un certain niveau de restrictions quant à la définition de leur programme et aucun d'entre eux n'est autofinancé.

Alors que les *academic think tanks* sont les plus proches d'être indépendants et neutres, les *contract* peuvent se positionner au milieu du continuum et les *advocacy* sont plus considérés comme des lobbies que des *think tanks* car leur objectif principal n'est pas de mener des recherches mais de gagner la «guerre des idées». Il existe des types similaires de *think tanks*, souvent appelés *Party think tanks*, qui rassemblent des recherches déjà publiées pour étayer les positions de leur parti sur divers sujets.

II. L'impact politique des think tanks: Le débat scientifique, Les contraintes méthodologiques et la *Multiple-Stream Theory*.

A. Les débats théoriques et méthodologiques.

L'impact des *think tanks* américains sur la politique étrangère américaine a été largement débattu entre les politologues. Par exemple, David Ricci affirme que les *think tanks* américains jouent un rôle crucial dans la définition de la politique étrangère américaine. Cependant, il pense que les

politologues n'ont pas reconnu leur impact nouveau, important et institutionnel sur le processus décisionnel américain en matière de politique étrangère⁵⁹³.

Abelson fait valoir qu'en raison de contraintes méthodologiques, il est très difficile d'évaluer l'impact des *think tanks* sur la prise de décision en matière de politique étrangère, notamment en établissant un lien de causalité entre les décisions prises par les décideurs et les recommandations politiques formulées par différents *think tanks*⁵⁹⁴. De même, Stone décrit l'impact des *think tanks* sur l'élaboration des politiques comme étant diffus, variable et difficile à mesurer⁵⁹⁵.

Certains spécialistes expliquent l'impact des *think tanks* sur la politique étrangère des États-Unis par la séparation du processus d'élaboration des politiques, qui résulte du système de freins et de contrepoids, en plus du manque de discipline dans les partis politiques américains⁵⁹⁶. En d'autres termes, le système américain de freins et de contrepoids permet à une partie de contrôler le pouvoir exécutif, tandis que la partie adverse contrôle le législatif. Cela permet aux *think tanks* de gagner plus d'importance en termes d'influence sur l'élaboration des politiques en commercialisant leurs idées et en offrant leur expertise, surtout dans un système politique où les partis politiques jouent un rôle insignifiant en termes de formulation de recommandations politiques.

Malgré la difficulté d'établir un lien de causalité entre les recommandations des *think tanks* et la prise de décision en matière de politique étrangère, Abelson affirme que les chercheurs peuvent tirer des conclusions importantes sur le rôle des *think tanks* dans la prise de décision politique en établissant des liens entre les décisions politiques et les recommandations des *think tanks*⁵⁹⁷. Pour ce faire, les chercheurs utilisent des indicateurs utiles tels que la présence dans les médias, les témoignages au Congrès, le nombre de ventes de livres, les consultations avec les ministères et les

⁵⁹³ David Ricci, *The Transformation of American Politics. The New Washington and the Rise of Think Tanks* (Yale University Press, 1993), p. 3.

⁵⁹⁴ Donald E. Abelson, "Think Tanks in the United States", dans Diane Stone, Andrew Denham, et Mark Garnett (Eds.), *Think Tanks Across Nations: A Comparative Approach* (Manchester University Press, 1998), pp. 107-126 (p. 107-108).

⁵⁹⁵ Diane Stone, *Capturing the Political Imagination. Think Tanks and the Policy Process*, (London, Frank Cass, 1996), p.2-3.

⁵⁹⁶ Richard S.Katz, *Politische Parteien in den Vereinigten States. Fokus Amerika* Der Friedrich- Ebert-Stiftung ne.7, Washington DC, 2007), p.7.

⁵⁹⁷ Abelson, *think tanks in the United States*, 1998.

agences du gouvernement, ainsi que le fait que certains anciens membres des *think tanks* travaillent comme hauts fonctionnaires au sein des administrations américaines⁵⁹⁸.

Selon McGinn, tous ces indicateurs ne doivent pas être considérés comme des indicateurs «d'impact». Il distingue quatre types d'indicateurs: *Resource*, *utilization*, *output* et *impact*⁵⁹⁹. Premièrement, les indicateurs de *resource* désignent la capacité d'engager et de maintenir des académiciens compétents, qui effectuent des recherches objectives et produisent des analyses opportunes et profondes. Les indicateurs de *resource* incluent également la capacité de retenir un financement important et stable, ainsi que de maintenir des contacts étroits et fiables avec les décideurs, les communautés académiques et les médias.

Deuxièmement, les indicateurs d'*utilisation* comprennent les citations qualitatives et quantitatives, la présence dans les médias, les auditions dans les entités législatives et exécutives, les réunions officielles, les ventes de livres, les consultations des membres du Congrès et des ministères / agences gouvernemental, le nombre de participants aux conférences et séminaires organisées par chaque *think tank* et le nombre de références à leurs recherches et analyses dans des sources savantes de haut niveau.

Troisièmement, les indicateurs de *output* renvoient à la quantité et à la qualité des recommandations politiques, au nombre de publications, aux entretiens avec les médias, aux conférences, séminaires et séances d'information organisées ainsi qu'au nombre de nominations à des postes gouvernementaux de haut niveau parmi leur personnel.

Enfin, les indicateurs d'*impact* se concentrent sur les recommandations politiques adoptées ou prises en compte par les décideurs, le nombre des postes consultatifs pour les partis politiques et les candidats politiques, les récompenses octroyées, les publications dans des revues spécialisées, le

⁵⁹⁸ Martin Gehlen, Politikberatung in den USA. Der Einfluss Der Think Tanks Auf die amerikanische Sozialpolitik (Frankfurt, 2005), pp. 35-36.

⁵⁹⁹ James McGinn, G. James, 2017. Global Go To Think Tanks Index Report (University of Pennsylvania, 2018), p. 34. https://repository.upenn.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1012&context=think_tanks

nombre d'abonnés et visites des site-Webs ainsi que la capacité à remettre en question les connaissances ordinaires et les stratégies de fonctionnement conventionnelles des décideurs.

B. La *Multiple-Stream Theory*.

La *multiple-stream theory* a été développée par John W. Kingdon dans son livre *Agendas, Alternatives and Public Policies*⁶⁰⁰. Kingdon soutient que le processus d'établissement des politiques comporte trois *streams* (courants) indépendants qui convergeraient pour former l'agenda politique. Selon Kingdon, les *think tanks* jouent un rôle clé dans ces *streams*, ce qui a pour effet d'influencer l'agenda politique en faisant la promotion de leurs idées auprès des décideurs. Le *Problem Stream*, le *Policy Stream* and le *Political Stream*.

Premièrement, le *Problem Stream* fait référence au type de problèmes en discussion dans une société particulière, qui incluent, sans s'y limiter, la politique, la science, la technologie, la diplomatie, l'économie et l'éducation. Le *Problem Stream* de ce chapitre traite de la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Deuxièmement, le *Policy Stream* se concentre sur la qualité de la recherche professionnelle et des idées produites par les *think tanks* et dans quelle mesure ces idées attirent l'attention des décideurs. Ce chapitre examine la capacité des *think tanks* américains à attirer l'attention des présidents américains sur la politique étrangère américaine dans la région MENA grâce à des liens potentiels entre les recommandations politiques des *think tanks* et les décisions de politique étrangère des Présidents de Clinton à Obama.

Troisièmement, le *Political Stream* se concentre principalement sur la relation directe entre les *think tanks* et le gouvernement et surtout le personnel des *think tanks* qui est recruté pour servir dans différentes branches du gouvernement. Aux fins de ce chapitre, nous nous concentrons sur le personnel de haut rang des *think tanks* qui ont été recrutés pour servir dans les trois administrations et dont les postes concernent les politiques étrangère et de défense.

⁶⁰⁰ John W. Kingdon, *Agendas, Alternatives, and Public Policies* (Boston: Little Brown, 2010).

III. L'impact des *think tanks* Américains sur la politique étrangère Américaine dans la région MENA: Les études de cas.

A. William J. Clinton (1993-2001) et le changement dans la politique étrangère des États-Unis: Un impact significatif mais ambivalent des *think tanks*.

1. Le personnel de Clinton et le monde des *think tanks*: Un recrutement important.

L'Administration Clinton a été premièrement associée au *Progressive Policy Institute* (PPI), un *think tank* créé pour s'affilier au *Democratic Leadership Council* (DLC) qui a été présidé par Clinton avant son élection à la 42e présidence des États-Unis⁶⁰¹.

Selon James McGann, le "PPI serves as the research arm of the Democratic Leadership Council, a centrist democratic group that provided the intellectual and policy framework for the Clinton campaign and later the 'Clinton Agenda'"⁶⁰². En tant que Président élu, Clinton a essayé

⁶⁰¹ Le Parti démocratique a fondé le DLC en 1985 afin de modifier la politique de gauche adoptée à la fin des années 60, 70 et 80, et de reprendre les électeurs blancs de la classe moyenne en concevant des politiques qui répondent à leurs besoins.

⁶⁰² James G. McGann, *JThink Tanks and Policy Advice in the United States: Academics, Advisors and Advocates*. Abingdon, UK: Routledge, 2007), p. 18. Traduction: «Le PPI sert comme le bras de recherche du *Democratic Leadership Council*, un groupe démocratique centriste qui a fourni le cadre intellectuel et politique pour la campagne électorale de Clinton et plus tard le « *Clinton Agenda*».

d'appliquer les recommandations politiques du PPI telles qu'elles étaient décrites dans son «*Mandate for Change*»⁶⁰³. En fait, il existait de nombreuses similitudes fortes entre le *Mandate for Change* du PPI et le premier discours sur l'État de l'Union de Clinton⁶⁰⁴. Cependant, la plupart des recommandations du *Mandate for Change* portaient sur des sujets intérieurs tels que la réforme de l'aide sociale. Cela s'explique par le fait que tous les membres du personnel du PPI qui ont rejoint l'Administration Clinton travaillaient dans les départements de politique intérieure. Ceux-ci incluent Al From, William Galston, Elaine Kamarck et Bruce Reed.

En ce qui concerne la politique étrangère, Clinton a sollicité l'expertise du personnel d'autres *think tanks*. La plus célèbre était Madeline Albright, qui fut présidente du *Center for National Policy* (CNP) de 1989 à 1992 avant de rejoindre l'Administration Clinton, d'abord comme ambassadrice des États-Unis auprès des Nations Unies (1993-1997), puis Secrétaire d'État (1997-2001). Depuis 2001, Mme Albright a rejoint le monde des *think tanks* et elle occupe actuellement le poste de directrice émérite au conseil d'administration du *Council on Foreign Relations* (CFR).

La deuxième personnalité de marque était Anthony Lake qui a occupé le poste de Foreign Service Officer au Département d'État pendant huit ans avant de rejoindre l'Administration Clinton, où il était l'un des principaux conseillers en matière de politique étrangère et en sécurité nationale de 1993 à 1997. Avant de rejoindre l'administration Clinton, le *Council on Foreign Relations* (CFR) avait demandé à Lake de mener une étude analytique sur l'impact de la politique étrangère américaine au Vietnam sur la société américaine⁶⁰⁵.

Avant de rejoindre l'Administration Clinton en tant qu'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OTAN de 1993 à 1998, Robert Hunter avait été affilié au *Center for Strategic International Studies*

⁶⁰³ Donald, E. Abelson, *A Capitol Idea: Think Tanks & Foreign Policy* (Quebec, Canada: McGill Queen's University Press, 2006), p. 38.

⁶⁰⁴ Abelson, *Do Think Tanks Matter?* p. 189.

Bill Clinton, "State of the Union Address", The American Presidency Project, University of California Santa Barbara, 17 février 1993 <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=47232> Consulté le 18 février 2019.

⁶⁰⁵ Anthony Lake, *The Vietnam Legacy: The War, American Society and the Future of American Foreign Policy* (New York: New York University Press, 1976).

(CSIS) de 1981 à 1993 et avait siégé au *National Security Council* pendant la présidence de Carter. Après avoir terminé ses fonctions au gouvernement, il travaille depuis quelque temps comme conseiller principal chez RAND Corporation.

Ces exemples illustrent le fait que Clinton a fait appel aux compétences du personnel des *think tanks* pour occuper des postes-clefs en politique étrangère, notamment le Département d'État, les Nations Unies, l'OTAN et le NSC.

Strobe Talbott est un autre exemple illustrant un phénomène inverse. Il ne faisait pas partie des *think tanks* avant de se joindre à l'administration Clinton en tant que Secrétaire d'État adjoint de Madeleine Albright. M. Talbott a rejoint le monde des *think tanks* après avoir terminé son service gouvernemental et a été Président de la Brookings Institution de 2002 à 2017⁶⁰⁶.

2. Le personnel de Clinton et les types de *think tanks* dont ils proviennent: Une combinaison équilibrée.

Nous avons noté que Clinton a eu recours à différents types de *think tanks* pour recruter son personnel de politique étrangère. Le *Center for National Policy* (désormais appelé *Truman Center for National Policy*) est considéré comme un *advocacy think tank* car il a été fondé par d'anciens membres des cabinets libéraux et principalement par des fondations de gauche telles que la *MacArthur Foundation*, la *Carnegie Corporation de New York* et *The Open Society Foundations*, pour défendre des valeurs libérales et progressistes⁶⁰⁷.

La RAND Corporation et le CSIS sont généralement considérés comme des *contract think tanks* car leurs principales sources de financement proviennent de contrats avec des agences et des ministères du gouvernement et ils présentent leurs recherches principalement dans des rapports et des articles⁶⁰⁸. Quant au *Council on Foreign Relations* (CFR), il est considéré comme un *academic*

⁶⁰⁶ Strobe Talbott est actuellement a "distinguished fellow in residence" au Foreign Policy Program au sein de Brookings Institution, <https://www.brookings.edu/experts/strobe-talbott/> Consulté le 20 mars 2019.

⁶⁰⁷ Plus d'informations sur le Center for National Policy peut être trouvé sur le *influence Watch Organization*. <https://www.influencewatch.org/non-profit/center-for-national-policy/> Consulté le 16 avril 2019.

⁶⁰⁸ Les informations sur RAND et CSIS ont été Consultées de leur siteweb respectivement le 3 février 2019. <https://www.rand.org/about/glance.html> et <https://www.csis.org/programs/about-us>

think tank parce qu'il est financé par diverses sources qui ne comprennent pas les contrats avec des agences ou des ministères du gouvernement. Les sources de financement du CFR incluent des particuliers, des sociétés, les revenus du magazine *Foreign Affairs* en plus de dons des fondations ainsi que des dotations⁶⁰⁹. En outre, le CFR effectue ses recherches sous différentes formes, notamment de longs livres. RAND, le CSIS et le CFR sont tous reconnus pour leurs recherches indépendantes et ils s'efforcent pour être neutre.

3. Les politiques de Clinton dans la région MENA: Du *Assertive Multilateralism* (*multilatéralisme affirmé*) à une approche unilatérale.

Le fait que tout le personnel clé de la politique étrangère de Clinton soit issu des *think tanks* indépendants ou progressistes pourrait expliquer sa stratégie de «*Assertive Multilateralism*» attribuée à Madeline Albright. Cette stratégie est axée sur une coopération multilatérale visant à réduire les dépenses militaires et les pertes en vies humaines associées aux participations militaires internationales⁶¹⁰.

Cette stratégie de politique étrangère a été adoptée au cours de la première moitié du premier mandat de Clinton en soutenant les résolutions 661 et 687 du Conseil de Sécurité des Nations Unies contre l'Irak, notamment l'imposition de sanctions économiques contre ce pays, l'application de *no-fly zone* (zone d'exclusion aérienne) et l'inspection du potentiel acquisition d'armes de destruction massive par l'Iraq⁶¹¹. Cependant, la tactique du *assertive multilateralism* s'est atténuée après les élections américaines de 1994, qui ont marqué un tournant dans la politique étrangère de Clinton au Moyen-Orient.

⁶⁰⁹ Les informations sur le CFR ont été Consultées de son siteWeb surtout la section sur les sources de financement. <https://www.cfr.org/funding> Consulté le 4 février 2019.

⁶¹⁰ Jennifer Sterling-Folker, "Between a Rock and a Hard Place. Assertive and Post Cold-War US Foreign Policy", James M. Scott, (Ed.) *After the end. Making US Foreign Policy in the Post-Cold-War World* (Durham: Duke University Press, 1988), pp. 277-304.

⁶¹¹ United Nations Security Council Resolution 661, Iraq-Kuwait, 6 août 1990, <http://unscr.com/en/resolutions/661> et United Nations Security Council Resolution 687, Iraq-Kuwait, 3 avril 1991 <http://unscr.com/en/resolutions/687>

Les élections américaines de 1994, qui avaient eu lieu au milieu du premier mandat de Clinton, étaient connues comme la *Republican Revolution* car les républicains avaient remporté des majorités considérables au Congrès et aux postes de gouverneur. Cette victoire a marqué la fin du contrôle démocratique pour la première fois en 40 ans et permet aux républicains de garder le contrôle de la Chambre et du Sénat pendant les six années restantes du mandat de Clinton⁶¹².

Ce changement radical coïncide avec une critique sévère de la politique étrangère de Clinton, y compris celle au Moyen-Orient, surtout les critiques des *think tanks* conservateurs tels que la *Heritage Foundation* et le *American Enterprise Institute* (AEI)⁶¹³. Ces critiques se sont intensifiées avec la création d'un *think tank* néoconservateur naissant en 1997. On parle du *Project for New American Century* (PNAC).

Dans sa déclaration de principes, le PNAC décrivait les États-Unis comme une puissance prééminente du monde, qui s'efforçait de façonner un nouveau siècle favorable aux principes et aux intérêts américains en soutenant une augmentation des dépenses de défense et en défiant les régimes hostiles aux intérêts et aux valeurs des États Unis⁶¹⁴. Par des régimes hostiles, le PNAC faisait référence en premier lieu à l'Iraq de Saddam Hussein. En fait, le PNAC a intensifié ses critiques sur la politique étrangère de Clinton vis-à-vis de ce pays, surtout au cours de son second mandat.

Ces critiques ont abouti à la rédaction d'une lettre ouverte du PNAC au Président Clinton le 26 janvier 1998 pour lui demander de retirer Saddam Hussein du pouvoir. La lettre était signée par d'éminents conservateurs et d'anciens responsables des administrations républicaines, qui occuperaient des postes-clés dans l'Administration Bush plus tard. Ceux-ci comprennent Donald

⁶¹² Adam Clymer, "The 1994 Elections: Congress, the Overview; G.O.P celebrates its sweep to Power; Clinton Vows to Find Common Ground", *New York Times*, 10 novembre 1994

<https://www.nytimes.com/1994/11/10/us/1994-elections-congress-overview-gop-celebrates-its-sweep-power-clinton-vows.html> Consulté le 20 février 2019.

⁶¹³ David D. Newsom, *The Public Dimension of Foreign* (Bloomington, IN: Indiana University Press), p. 147

⁶¹⁴ The Project for New American Century. Statement of Principles, 3 juin 1997.
<https://www.rrojasdatabank.info/pfpc/PNAC---statement%20of%20principles.pdf>

Rumsfeld, Richard Armitage, Paul Wolfowitz, Elliott Abrams, John Bolton, Paula Dobriansky et Robert Zoellick⁶¹⁵.

En plus du PNAC, Abelson a noté qu'entre 1998 et 2008, la *Heritage Foundation*, ainsi que des membres conservateurs de l'AEI, du CSIS, de Cato et de RAND, étaient plus souvent invités à témoigner devant le Congrès, contrôlé par les républicains, que la *Brookings Institution* qui est généralement connue pour ses points de vues libéraux⁶¹⁶.

Il est très probable que la pression républicaine du Congrès, qui a coïncidé avec les critiques acerbes des *think tanks* conservateurs, a forcé Clinton à abandonner son *assertive multilateralism* et à adopter une politique étrangère caractérisée par une augmentation des dépenses de défense, une diminution des engagements américains dans les organisations internationales, un engagement en faveur de l'élargissement de l'OTAN et une politique forte visant à imposer davantage de sanctions contre l'Irak et contre d'autres pays *hostiles* de la région tels que l'Iran, la Lybie et le Soudan⁶¹⁷.

Depuis 1996, Clinton a adopté une approche diplomatique et militaire unilatérale consistant à imposer davantage de sanctions contre l'Irak et à suivre Oussama Ben Laden au Soudan et en Afghanistan. Par exemple, Clinton a ordonné l'*Operation Desert Strike* en septembre 1996 contre la défense aérienne irakienne en réponse à la tentative de Saddam Hussein d'attaquer le Kurdistan irakien. Le 31 octobre 1998, Clinton a signé la *Iraq Liberation Act*, qui visait à retirer Saddam Hussein du pouvoir. Cette loi a été appliquée entre le 16 et le 19 décembre 1998 par le lancement de frappes aériennes concentrées contre des installations militaires en Irak, affirmant que Saddam Hussein n'avait pas coopéré avec les inspecteurs de l'ONU en matière d'armes de destruction massive⁶¹⁸.

Clinton a continué à s'écarter de *assertive Multilateralism* (multilatéralisme affirmé) en signant deux décrets, 12957 et 12959, contre l'Iran visant à imposer plus de sanctions pétrolières

⁶¹⁵ Project for the New American Century, letter to President Clinton, 26 janvier 1998, consulté le 22 février 2019

<https://web.archive.org/web/20130112203258/http://www.newamericancentury.org/iraqclintonletter.html>

⁶¹⁶ Abelson, Do Think Tanks Matter? 174-76.

⁶¹⁷ James D. Boys, "A Lost Opportunity : The Flawed Implementation of Assertive Multilateralism (1991-1993)", *European journal of American studies* [Online], 7-1 | 2012, document 6, Online depuis le 17 Décembre 2012, 2019 <http://journals.openedition.org/ejas/9924> Consulté le 26 Février

⁶¹⁸ H.R.4655 - Iraq Liberation Act of 1998, 31 octobre 1998

<https://www.congress.gov/bill/105th-congress/house-bill/4655> Consulté le 26 février 2019.

contre ce pays et à interdire aux entreprises américaines et à leurs filiales étrangères toute relation commerciale avec ce pays, affirmant que l'Iran est un pays *sponsor of terrorism* et *rogue*⁶¹⁹.

Clinton a poursuivi sa politique étrangère unilatérale au Moyen-Orient afin de traquer Oussama Ben Laden en Afghanistan et au Soudan. Le 20 août 1998, Clinton a ordonné une frappe de missiles sur les camps d'entraînement d'Al-Qaïda en Afghanistan et sur une usine pharmaceutique au Soudan, soupçonnée d'avoir hébergé Ben Laden et produit des armes biologiques. Cependant, ces attaques n'ont pas réussi à capturer ou à tuer Bin Laden.

En résumé, l'étude de cas de Clinton montre que les *think tanks* auraient pu jouer un rôle important dans la conception et la définition de sa politique étrangère, y compris la région MENA. Pour commencer, ses membres éminents de la politique étrangère ont été recrutés des *think tanks* de types différents, à savoir *academic*, *contract* et *advocacy*. Ceux-ci incluent Madeline Albright dont *assertive multilateralism* n'a pas prévalu longtemps et a été confrontée à la montée en puissance des *think tanks* conservateurs surtout après les élections de 1994 qui ont abouti à un contrôle fort du Congrès par les républicains.

L'étude de cas de Clinton ne suggère pas que le changement de politique étrangère de Clinton était lié de manière causale à la pression exercée par des *think tanks* conservateurs. Au contraire, ce cas présente quelques indicateurs forts qui illustrent l'influence que les *think tanks* conservateurs auraient pu avoir sur la politique étrangère de Clinton au Moyen-Orient. Ces indicateurs comprennent le changement de politique étrangère de Clinton dans la région après les critiques sévères des *think tanks* conservateurs, particulièrement le PNAC, qui coïncidait avec un contrôle républicain du Congrès.

Ce changement de politique étrangère de Clinton a été illustré par les exemples que nous avons fournis concernant l'Irak, l'Iran et Oussama Ben Laden. Un autre indicateur est la conclusion

⁶¹⁹ William J. Clinton. Executive Order 12957. "Prohibiting Certain Transactions With Respect to the Development of Iranian Petroleum Resources", le 15 mars 1995

https://en.m.wikisource.org/wiki/Executive_Order_12957

William J. Clinton. Executive Order 12959. "Prohibiting Certain Transactions With Respect to Iran", le 6 mai 1995 https://en.m.wikisource.org/wiki/Executive_Order_12959#/search

d'Abelson selon laquelle les *think tanks* conservateurs étaient principalement invités à témoigner devant le Congrès après la victoire historique des républicains qui leur permet de contrôler le Congrès pendant la présidence de Clinton.

B. George W. Bush (2001-2009): Un impact indirect des *think tanks* conservateurs.

1. Le personnel de Bush et ses affiliations avec les *think tanks*: Une domination conservatrice.

L'influence potentielle des *think tanks* sur la politique étrangère de Bush a débuté lors de sa campagne présidentielle de 2000. Il a réuni une équipe d'amis et des conseillers politiques dont la plupart étaient affiliés avec des *think tanks* conservateurs, notamment la *Hoover Institution*, l'*American Enterprise Institute* (AEI), et le nouvellement établi *Project for New American Century* (PNAC)⁶²⁰. Ces *Vulcans*, comme certains préfèrent les appeler, avaient déjà servi dans des administrations républicaines précédentes avant de rejoindre l'Administration Bush⁶²¹. Le plus important parmi ceux-ci était Donald Rumsfeld et Dick Cheney.

Dick Cheney, vice-président de Bush au cours de ses deux mandats (2001-2009), était affilié à l'AEI, ainsi que son épouse Lynne. Dick Cheney mentionne fréquemment l'AEI dans ses mémoires plus que tout autre *think tank*. Après avoir terminé son service dans le gouvernement Bush le père, au sein duquel il a exercé les fonctions de Secrétaire à la Défense de 1989 à 1993, il a rejoint l'AEI pour "continue to contribute on the major policy and political debates of the day"⁶²². En remerciement du même mémoire, Cheney a déclaré:

"I'd like to thank the American Enterprise Institute, with which I've been long associated, and its outstanding and visionary president Arthur Brooks for the

⁶²⁰ Abelson. *Do Think Think Tanks Matter?* 2009. p. 144.

⁶²¹ James Mann, *The Rise of the Vulcans: The History of Bush's War Cabinet* (New York, NY: Penguin Group, 2004), p. XV.

⁶²² Richard. B. Cheney, *In My Time: A Personal and Political Memoir* (New York, NY: Threshold Editions, 2011), p.241. Traduction: « continuer à contribuer aux grands débats politiques et aux politiques de l'heure ».

*many forums the organization has provided over the years for debate about the most important policy issues of our time*⁶²³.

Avant de siéger au ministère de la Défense de la nouvelle Administration Bush de 2001 à 2006, Donald Rumsfeld a occupé le même poste sous l'Administration du Président Gerald Ford (1975-1977) et comme ambassadeur des États-Unis auprès de l'OTAN (1973-1974). Rumsfeld a été associé à divers *think tanks* dont la plupart sont considérés comme conservateurs. Ceux-ci incluent le *Centre for Security Policy* (CSP), la *Hoover Institution*, le *Project for New American Century* (PNAC) et *RAND Corporation*.

Le fait que George W. Bush s'est appuyé sur ces personnalités éminentes de son administration ne peut pas être expliqué par leur affiliation avec les *think tanks* que nous avons mentionnés; au contraire, George W. Bush les a distingués en raison de leur expérience politique au service des administrations républicaines précédentes, y compris celle de son père. En fait, Cheney et Rumsfeld ont été recrutés par des *think tanks* en raison de leur expérience politique au service des administrations précédentes et non en raison de leurs capacités académiques ou savantes.

Les deux hommes les plus puissants de l'Administration Bush, Cheney et Rumsfeld, étaient des signataires de la Déclaration de Principes fondatrice de PNAC, qui avait été rédigée avant l'arrivée au pouvoir de Bush en 2001. En fait, 10 des 25 signataires de cette déclaration ont rejoint l'Administration Bush. Outre Cheney et Rumsfeld, il y avait:

- Paul Wolfowitz, Secrétaire Adjoint à la Défense.
- Eliot A. Cohen, Conseiller du Département d'État et membre du Comité pour la Libération de l'Irak.
- Paula Dobriansky, sous-Secrétaire d'État chargée de la Démocratie et des Affaires Étrangères.
- Zalmay Khalilzad, Ambassadeur Américain aux Nations Unies, en Irak et en Afghanistan.
- Scooter Libby, Chef de Cabinet du Vice-Président Dick Cheney.
- Elliot Abrams, membre principal du Conseil de Sécurité Nationale.

⁶²³ *Ibid.*, p. 521. «Je tiens à remercier l'*American Enterprise Institute*, auquel j'étais associé depuis longtemps, et son président exceptionnel et visionnaire Arthur Brooks pour les nombreux forums que l'organisation a organisés au fil des ans pour débattre des questions politiques les plus importantes de notre temps ».

- Aaron Friedberg, Conseiller Adjoint du Vice-Président pour la sécurité nationale et directeur de la planification des politiques du Vice-Président.
- Fred Ikle, membre du Conseil de la Politique de Défense.

2. Les politiques de Bush dans la région MENA: Un reflet des recommandations politiques du PNAC.

En 2000, le PNAC a mené une étude intitulée *“Rebuilding America’s Defenses”*. Cette étude contenait une recommandation claire sur l'Irak: “While the unresolved conflict with Iraq provides the immediate justification, the need for a substantial American force presence in the Gulf transcends the issue of the regime of Saddam Hussein”⁶²⁴.

Il est très important de noter que l'étude de PNAC avait été menée avant le 11 Septembre et quelques mois avant l'arrivée au pouvoir de Bush avec un gouvernement représentant 40% des signataires de la Déclaration de Principes de PNAC. En d'autres termes, ce n'est pas seulement à cause du 11 Septembre ou du régime de Saddam Hussein que George W. Bush a décidé d'envahir l'Irak, mais aussi parce que le personnel clé du PNAC de Bush avait déjà été convaincu de la nécessité de maintenir une présence militaire forte des États-Unis au Moyen-Orient.

En effet, les critiques virulentes du PNAC de la politique étrangère de Clinton au Moyen-Orient ont été remplacées par un soutien sans ambiguïté de la politique de Bush dans la région. Les événements lamentables du 11 septembre ont donné une certaine crédibilité aux *think tanks* néoconservateurs surtout au PNAC qui entretient des liens percutants avec les autorités républicaines. Dans son analyse d'un large spectre de commentateurs, Donald Abelson conclut que

⁶²⁴ The Project for the New American Century, *Rebuilding America’s Defenses: Strategy, Forces and Resources for a New Century* (Septembre 2000), 14. Consulté le 1er mars 2019, [https://web.archive.org/web/20130112234519/http://newamericancentury.org/RebuildingAmerica sDefenses.pdf](https://web.archive.org/web/20130112234519/http://newamericancentury.org/RebuildingAmerica%20Defenses.pdf) [traduction] : «Alors que le conflit non résolu avec l'Irak fournit la justification immédiate, la nécessité d'une présence substantielle de la force américaine dans le Golfe transcende la question du régime de Saddam Hussein».

Traduction: «Alors que le conflit non résolu avec l'Irak fournit la justification immédiate, la nécessité d'une présence substantielle de la force américaine dans le Golfe transcende la question du régime de Saddam Hussein».

les politiques et les principes du PNAC, considérés par la majorité comme extrêmes et désagréables avant le 11 septembre, sont devenus plus attrayants après⁶²⁵.

Quelques jours après le 11 septembre, PNAC a envoyé une lettre à George W. Bush pour lui présenter sa vision de *la guerre contre le terrorisme*. Cette lettre soulignait certaines recommandations, notamment la poursuite des opérations militaires en Irak et en Afghanistan visant à renverser Saddam Hussein et à capturer ou tuer Oussama Ben Laden, à isoler le Hezbollah, à mettre un terme au soutien financier à l'Autorité Palestinienne et à augmenter les dépenses de défense pour atteindre tous ces objectifs⁶²⁶. Il est intéressant de noter que la lettre ne mentionnait rien sur l'Iran et la Corée du Nord ni sur les menaces que leurs programmes de missiles balistiques pourraient représenter pour la sécurité des États-Unis.

Le fort rapprochement entre les recommandations du PNAC et la vision de la politique étrangère de Bush au Moyen-Orient n'est plus qu'une simple coïncidence si on prend en compte les liens étroits que ce *think tank* néoconservateur entretenait avec le cercle restreint de Bush. L'adoption des recommandations de politique étrangère du PNAC par Bush concernant la région MENA ne doit pas être attribuée à l'importance du PNAC en tant que *think tank* censé fournir des recommandations de politique indépendantes et objectives. Au contraire, le fort alignement est principalement attribué à ces politiciens républicains de premier plan qui ont fondé le PNAC et dont les convictions politiques néoconservatrices ont précédé sa naissance.

En fait, Bush n'a jamais mentionné le rôle du PNAC en lui fournissant des recommandations politiques, mais il a souvent mentionné Cheney et Rumsfeld dans le même but. Un autre point qui soutient cette conclusion est le fait que la prééminence du PNAC s'est progressivement estompée après que la plupart de ses éminents fondateurs ont rejoint l'administration Bush jusqu'à ce qu'il ait cessé ses activités en 2006. Ainsi, nous pouvons considérer le PNAC comme une anomalie lorsque

⁶²⁵ Donald Abelson. *A Capitol Idea*, p.212.

⁶²⁶ Project for the New American Century. "Letter to President Bush", 20 Septembre 2001. <https://web.archive.org/web/20130112203258/http://www.newamericancentury.org/> Consulté le 9 mars 2019.

nous analysons les liens étroits entre ses recommandations politiques et la vision de la politique étrangère de Bush dans la région MENA.

3. La guerre contre le terrorisme de Bush: Différentes recommandations de différents think tanks.

La possibilité de faire la guerre a été partagée par d'autres *think tanks* conservateurs, notamment l'AEI, la *Heritage Foundation* et le *Hoover Institute*. D'autre part, d'autres grands *think tanks* avaient des vues équilibrées à cet égard. Par exemple, le *Carnegie Endowment for International Peace* (CEIP) était opposé à la guerre et recommandait d'autres moyens non militaires pour faire face à une éventuelle acquisition d'armes de destruction massive par l'Iraq⁶²⁷.

Certains érudits de *Brookings* étaient favorables à l'invasion de l'Iraq et au renversement de Saddam Hussein, mais d'autres ont suggéré de débattre davantage au Congrès. Le *Council on Foreign Relations* (CFR) était opposé à l'utilisation de la force pour contenir ou désarmer le régime de Saddam Hussein. Le *Cato Institute* partageait le même argument, selon lequel l'Irak ne menaçait pas la sécurité des États-Unis. Il y avait aussi des *think tanks* très connus qui ont préféré ne pas donner de recommandation sur le fait d'entrer en guerre en Irak, comme le CSIS⁶²⁸.

4. Bush et les think tanks pro-Israéliens: Un recrutement important.

Le «lobby israélien» est un autre aspect très important de la politique étrangère de Bush au Moyen-Orient à l'égard des *think tanks* américains. John Mearsheimer et Stephen M. Walt ont mené une étude pertinente et ils ont conclu que les relations entre certains membres du staff pro-Israélien de Bush et des *think tanks* pro-Israéliens étaient intenses surtout avec le PNAC, l'AEI, le CSP, la

⁶²⁷ Ellen Laipson, "Think Tanks: Supporting Cast Players in the National Security Enterprise", Dans *The National Security Enterprise: Navigating the Labyrinth*, édité par George, Roger et Harry Rishikof (Washington, DC: Georgetown University Press, 2011), pp. 289-299.

⁶²⁸ *Ibid.*

Hudson Institute, la *Jewish Institute for National Security of America* (JINSA), the *Middle East Forum* et la *Washington Middle East Institute for Near East Policy*⁶²⁹. Ces personnes sont les suivants:

- Elliott Abrams, qui est né dans une famille juive, a été un assistant spécial du Président Bush ainsi que le directeur principal du Conseil de Sécurité Nationale pour les affaires du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. Abrams était un cofondateur de PNAC et de CSP, deux *think tanks* d'extrême droite réputés pour leur ferme soutien à Israël
- John Bolton était le sous-secrétaire d'État pour le contrôle d'armes et la sécurité internationale (2001-2005) et ambassadeur des États-Unis auprès des Nations Unies (2005-2006) sous l'Administration Bush. Avant de rejoindre l'Administration Bush, Bolton était le vice-Président senior de l'AEI, l'un des *think tanks* conservateurs connus pour son fort soutien à Israël.

Après avoir terminé son service au sein de l'Administration Bush, Bolton est devenu le président de *Gatestone Institute* de 2013 à 2018, qui est un *think tank* conservateur, ayant été critiqué pour avoir diffusé des informations fausses contre les Musulmans⁶³⁰. John Bolton était derrière la solution des trois Etats au conflit israélo-palestinien. Il a suggéré de confier le contrôle de Gaza à l'Égypte et la Cisjordanie à la Jordanie⁶³¹. Cette solution, clairement biaisée, qui priverait les Palestiniens de la création de leur propre Etat, a montré le ferme soutien exprimé par Bolton à Israël. En fait, il a décrit le droit des Palestiniens d'avoir leur propre État comme un "stratagème"⁶³². En

⁶²⁹ John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt, *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy* (New York, NY: Farrar, Straus et Giroux, 2007), pp.129-131.

⁶³⁰ Heidi Przybyla, "John Bolton Presided over Anti-Muslim Think Tank", *NBC News*, 23 avril 2018, Consulté le 5 mars 2019.

<https://www.nbcnews.com/politics/white-house/john-bolton-chaired-anti-muslim-think-tank-n868171>

⁶³¹ John R. Bolton, "The Three-State Solution", *The Washington Post*, 5 janvier 2009, Consulté le 5 mars 2019. <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/01/04/AR2009010401434.html?noredirect=on>

⁶³² John R. Bolton, "How to Block the Palestinian Statehood Ploy", *The Wall Street Journal*, 3 Juin 2011, <https://www.wsj.com/articles/SB10001424052702303657404576357721571060778> Consulté le 5 mars 2019.

2010, Bolton a co-fondé l'Initiative *Friends of Israel*, avec 12 autres personnalités internationales, pour contrer les efforts visant à délégitimer l'Etat d'Israël⁶³³.

- Né dans une famille juive, Douglas Feith est un néoconservateur qui a occupé le poste de sous-secrétaire à la défense dans l'Administration Bush de 2001 à 2005. Feith était le directeur du *Center for National Security Strategies* de *Hudson Institute* qui reste l'un des forts *think tanks* pro-israéliens. En fait, le *Gatestone Institute*, présidé par John Bolton, a commencé comme un bureau satellite du *Hudson Institute* à New York. De plus, selon Didi Ramez et Shira Beery, des documents fiscaux américains et israéliens révèlent qu'*Hudson* est un important bailleur de fonds de l'*Institute for Zionist Strategies* (IZS) avec des centaines de milliers de dollars durant quelques années⁶³⁴.
- Scooter Libby, né dans une famille juive et l'un des soi-disant *Vulcans*, a occupé le poste de chef de cabinet de Dick Cheney et a participé aux efforts de Bush pour négocier la feuille de route israélo-palestinienne pour la paix en prenant part à de nombreuses réunions avec les dirigeants israéliens en 2002 et 2003. Libby a été l'un des cofondateurs de PNAC qui, comme nous l'avons mentionné précédemment, est un *think tank* pro-israélien puissant. Mearsheimer et Walt ont décrit Libby comme étant "the most fervently pro-Israel official" (le fonctionnaire le plus fervent pro-israélien) de l'Administration Bush⁶³⁵.
- Richard Perle, fils de parents juifs, a présidé le comité consultatif du conseil de la politique de défense au sein de l'Administration Bush de 2001 à 2003. Il a participé à de nombreux *think tanks* conservateurs pro-israéliens tels que le *Washington Institute for Near East Policy*, (WINEP), CSP, AEI, PNAC et le *Jewish Institute for*

⁶³³ Pour plus d'informations sur cette organisation, visitez sa siteWeb <http://www.friendsofisraelinitiative.org>

⁶³⁴ Didi Ramez with Shira Beery, "Hudson Inst primary financial backer of NGO behind campaign to purge Israeli universities of "leftists", *Coderet*, 19 août 2010 <https://didiremez.wordpress.com/2010/08/19/hudson-inst-primary-financial-backer-of-ngo-behind-campaign-to-purge-israeli-universities-of-leftists/> Consulté le 6 mars 2019.

⁶³⁵ Mearsheimer and Walt, *The Israel Lobby*, p. 20.

National Security of America (JINSA). Perle a écrit, avec David Wurmser, Douglas Feith et d'autres, un document de politique destiné à Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien. Le document, intitulé "*A Clean Break: A New Strategy for Securing the Realm*", propose une nouvelle approche pour traiter les Palestiniens en maintenant le droit de les "poursuivre" ardemment et de promouvoir des alternatives au leadership d'Arafat⁶³⁶.

- David Wurmser, co-auteur de *A Clean Break*, était un conseiller de Dick Cheney au Moyen-Orient et l'assistant spécial de John Bolton. Il était un chercheur sur le Moyen-Orient au sein de l'AEI.
- Enfin, issu d'une famille juive, Paul Wolfowitz était le secrétaire adjoint à la Défense dans l'Administration Bush. Wolfowitz était un chercheur à l'AEI et l'un des signataires de la Déclaration de Principes du PNAC.

En résumé, l'étude de cas de Bush suggère deux conclusions majeures. Premièrement, le grand nombre de hauts fonctionnaires qui ont rejoint l'administration Bush du PNAC et les liens étroits entre les recommandations politiques de ce dernier et la vision de la politique étrangère de Bush dans la région MENA ne peuvent pas être attribués au PNAC en tant que *think tank* censé fournir des recherches objectives. Ces faits sont plutôt principalement attribués aux personnes qui ont fondé le PNAC, dont la plupart étaient des politiciens, et non des universitaires, et qui ont servi dans les administrations républicaines précédentes et leurs convictions politiques néoconservatrices ont précédé la création du PNAC. En effet, c'est leur expérience politique qui a encouragé Bush à les recruter pour servir dans son administration et à adopter leurs idéologies néoconservatrices. La création du PNAC n'était qu'un outil pour canaliser ces idéologies déjà établies.

⁶³⁶ "A Clean Break: A New Strategy for Securing the Realm", 25 janvier 2014, at the Wayback Machine, Institute for Advanced Strategic and Political Studies, Juillet 2006.

La deuxième découverte majeure concerne le grand nombre de membres du personnel qui ont rejoint l'administration Bush en provenance des différents *think tanks* pro-israéliens, comme nous l'avons expliqué en détail ci-dessus.

C. Barack Obama (2009-2017): Un cas unique à bien des égards.

1. Le *staff* d'Obama: Les *think tanks* et les *Obamians*.

Le premier mandat de la présidence de Barack Obama était principalement caractérisé par la gestion de ce qu'il a hérité de son prédécesseur et surtout l'Iraq, l'Afghanistan et Oussama Ben Laden. Lors du deuxième mandat, ces problèmes ont été étendus au *printemps arabe*, notamment à la guerre en Libye, à la montée de l'ISIS, au programme nucléaire de l'Iran et au conflit en Syrie.

Pour résoudre ces problèmes, Obama a demandé l'aide de ce que James Mann a appelé les *Obamians* qui diffèrent considérablement des *Vulcans* de Bush⁶³⁷. Donald Abelson a remarqué que ces *Obamians* représentaient une nouvelle génération d'experts et avaient été recrutés auprès de nombreux *think tanks* pour élaborer la politique étrangère d'Obama, y compris celle de la région MENA. Ces *think tanks* comprenaient un *academic*, le *Council on Foreign Relations* (CFR); un *contrat*, le *Center for Strategic International Studies* (CSIS) et des *advocacy think tanks*; à savoir le *Centre for American Progress* (CAP) et le *Washington Institute for Near East Policies* (WINEP)⁶³⁸.

2. Les politiques d'Obama et les recommandations des *think tanks*: Une similitude frappante.

La création du *Center for American Progress* (CAP) en 2003 par John Podesta, qui a co-présidé l'équipe de transition d'Obama à la présidence et lui a servi comme un conseiller, visait à représenter le point de vue libéral par opposition à l'AEI et à la *Heritage Foundation*, qui représentent le point de vue conservateur.

⁶³⁷ James Mann, *The Obamians: The Struggle Inside the White House to Redefine American Power* (New York, NY: Penguin Group, 2012).

⁶³⁸ McGann & Weaver, *Think tanks and civil societies*, p. 147.

Selon *Politico*, le CAP, dirigé par John Podesta, était « a key ally of Obama White House, developing policy plans that included an outline for the withdrawal of American troops from Iraq »⁶³⁹. En fait, Obama lui-même a clairement déclaré: “I could not be more grateful to CAP not only for giving me a lot of good policy ideas but also giving me a lot of staff.”⁶⁴⁰. En effet, presque un tiers du personnel du CAP a rejoint l'Administration d'Obama⁶⁴¹.

Quelques mois avant l'élection d'Obama en tant que Président américain, le CAP et le *New Democracy Project* avaient publié un document d'environ 600 pages intitulé *Change for America: A Progressive Blueprint for The 44th President*⁶⁴². Ce document est composé de 67 essais consacrés à divers sujets relatifs à la Maison-Blanche et aux politiques économiques et sécuritaires des États Unis.

Parmi les recommandations politiques pertinentes adressées à la région MENA, on note le retrait de l'Iraq, la réduction de la dépendance des États-Unis à l'égard du pétrole de la région, la fermeture de Guantanamo Bay et le recours accru à la diplomatie ou à ce qu'on appelle le *soft power*.

En effet, les dernières troupes américaines se sont retirées d'Irak le 18 novembre 2011 avant de revenir en 2014 avec la montée de l'EIL. Les importations américaines de pétrole en provenance des pays arabes du Golfe ont diminué de 40% entre 2008 et 2013⁶⁴³. Obama a prononcé un discours pour évoquer son plan de fermeture de Guantanamo, affirmant que ce centre de détention “does

⁶³⁹ Ben Smith, “Podesta to step down at CAP”, *Politico*, 24 Novembre 2011 <https://www.politico.com/story/2011/10/podesta-to-step-down-at-cap-066742> Consulté le 24 mars 2019. Traduction: « un allié clé de la Maison Blanche d'Obama, élaborant des plans politiques comprenant un aperçu du retrait des troupes américaines d'Irak ».

⁶⁴⁰ Barack Obama, “Remarks on the economy”, Le 4 Décembre 2013

https://www.washingtonpost.com/politics/running-transcript-president-obamas-december-4-remarks-on-the-economy/2013/12/04/7cec31ba-5cfe-11e3-be07-006c776266ed_story.html?noredirect=on Consulté le 24 mars 2019. [Traduction]: « Je ne pourrais pas être plus reconnaissant à CAP non seulement de m'avoir donné beaucoup de bonnes idées politiques, mais aussi de m'avoir donné beaucoup de personnel ».

⁶⁴¹ Tevi Troy, “The Dilemma of the DC Think Tank”, *The Atlantic*, 19 décembre 2017.

<https://www.theatlantic.com/politics/archive/2017/12/presidents-and-think-tanks/548765/> Consulté le 26 mars 2019.

⁶⁴² Mark Green & Michele Jolin (Ed.), *Change for America: A Progressive Blueprint for the 44th President* (Basic Books, 2009).

⁶⁴³ Herman Franssen, “Obama and Declining US Dependence on Imported Oil and Gas”, *Middle East Institute*, 2014.

not advance our (US) national security; it undermines it”⁶⁴⁴. Enfin, le bilan d’Obama concernant l’utilisation de la diplomatie et du *soft power* au Moyen-Orient est absolument plus positif, au moins en comparaison avec ses prédécesseurs républicains, Bush et son père.

Quoique le fait que les politiques d’Obama dans la région soient conformes aux recommandations de *Change for America*, cela ne signifie pas nécessairement qu’il existe un lien de causalité entre les politiques adoptées par Obama et les deux *think tanks* qui ont élaboré ces recommandations. Cependant, les liens étroits d’Obama avec le CAP et ses éloges clairs pour ses idées politiques et son personnel suggèrent que ce *think tank* aurait pu avoir un impact sur les décisions de politique étrangère d’Obama dans la région MENA.

Outre le CAP, qui représente le clan *dovish* du parti démocratique, Obama a sollicité l’expertise d’autres personnes appartenant à un autre *think tank* représentant le clan *hawkish* (va-t-en-guerre) du parti. Ce *think tank* est le *Center for New American Security* (CNAS) créé par Kurt Campbell et Michele Flournoy en 2007. Flournoy a occupé le poste de sous-secrétaire à la défense d’Obama de 2009 à 2012 et Kurt Campbell a occupé le poste de sous-secrétaire d’État de 2009 à 2013.

Après avoir rejoint l’Administration Obama, Campbell et Flournoy ont été remplacés par Colonel John Nagl à la tête du CNAS. Avant de rejoindre le CNAS, Nagl était le conseiller de David Petraeus qui était le commandant de la coalition militaire en Irak. Cela explique l’importance accordée par le CNAS aux politiques de sécurité nationale et de défense des États-Unis, notamment le terrorisme. Il est intéressant de noter que de nombreux chercheurs considèrent le CNAS comme la version démocratique du PNAC en ce qui concerne leur souci de maintenir une présence militaire américaine dans le monde. Cependant, le CNAS a plaidé pour une présence moindre, surtout après la très coûteuse guerre en Irak.

⁶⁴⁴ Barack Obama, “Remarks by the President on Plan to Close the Prison at Guantanamo Bay”, *The White House. Office of the Press Secretary*, 23 février 2016 <http://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/02/23/remarks-president-plan-close-prison-Guantanamo-bay> [Traduction]: «Ne fait pas progresser notre sécurité nationale (américaine); ça le sape ».

Un autre fait qui pourrait expliquer le penchant du CNAS en faveur du maintien de la présence militaire au Moyen-Orient réside dans ses sources de financement, provenant de fabricants d'armes et de sociétés de défense telles que Northrop Grumman Aerospace Systems, Neal Blue, Airbus, Boeing, BAE Systems, Leonardo DRS, Huntington Ingalls Industries, Leidos et Lockheed Martin

⁶⁴⁵.

Avant de fonder le CNAS, Flournoy et Campbell travaillaient avec le *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) où ils avaient édité un livre intitulé *“To Prevail: An American Strategy For the Campaign Against Terrorism”* deux mois après le 11 septembre 2001⁶⁴⁶. Ce livre a soutenu la décision de Bush d'attaquer des groupes terroristes ainsi que les Etats qui les soutiennent ou ne peuvent pas les combattre sur leurs terres. Ce faisant, ils ont justifié la guerre contre le terrorisme.

En 2003, ils ont signé, avec 13 autres académiciens démocrates, un document intitulé *“Progressive Internationalism: A Democratic National Security Strategy”* qui réaffirmait leur soutien à la guerre contre le terrorisme tout en critiquant l'échec diplomatique de Bush à convaincre tous les alliés des États-Unis et gagner leur confiance pour le soutenir⁶⁴⁷. Pendant la campagne électorale présidentielle, Campbell et Flournoy ont présenté leurs recommandations politiques au prochain Président dans un document intitulé *“The Inheritance and the Way Forward”* dans lequel ils s'opposaient au concept de *guerre préventive* de Bush et préconisaient une réorientation de la guerre contre le terrorisme afin que les États-Unis ne perdent pas leurs alliés musulmans⁶⁴⁸.

En fait, on ne peut pas dire qu'Obama ait réorienté la guerre contre le terrorisme du Moyen-Orient, mais il l'a étendue en Afrique et la concentration sur le Moyen-Orient est devenue moins intense et moins agressive par rapport à son prédécesseur en utilisant des moyens plus diplomatiques, comme recommandé par *“The Inheritance and the Way Forward”*⁶⁴⁹.

⁶⁴⁵ CNAS Supporters, Cash Contributions Received, Du 1 octobre 2017 au 30 septembre 2018 <https://www.cnas.org/support-cnas/cnas-supporters> Consulté le 28 mars 2019.

⁶⁴⁶ Kurt Campbell & Michele Flournoy, *“To Prevail: An American Strategy for the Campaign Against Terrorism”*, CSIS Significant Issues Series, CSIS, Novembre 2001.

⁶⁴⁷ *“Progressive Internationalism: A Democratic National Security Strategy”*, *Progressive Policy Institute*, 30 Octobre 2003.

⁶⁴⁸ Kurt Campbell & Michele Flournoy, *“The Intermittence and the Way Forward”*, *Center for New American Security*, 2007.

⁶⁴⁹ *Ibid.*

Le discours d'Obama "*A New Beginning*" qu'il a prononcé en Égypte quelques mois après son adhésion à la Maison Blanche, avait pour objectif de reconstruire les relations des États-Unis avec le monde musulman qui ont été gravement endommagées pendant la présidence de Bush. En effet, la reconstruction des relations des États-Unis avec le monde musulman était l'une des recommandations du document politique du CNAS susmentionné⁶⁵⁰.

Outre ces deux *advocacy think thanks*, d'autres types de *think tanks* ont permis à Obama de disposer d'experts en politique étrangère et de défense. Susan Rice avait travaillé avec *Brookings*, un *academic think tank*, avant de rejoindre la campagne présidentielle d'Obama en tant que conseillère principale en matière de politique étrangère et ambassadrice auprès de l'ONU au cours de son premier mandat⁶⁵¹.

De 2013 à 2017, Susan Rice était la Conseillère de la Sécurité Nationale. Elle a fermement soutenu une intervention militaire visant à renverser le régime de Muammar Kadhafi en Libye⁶⁵². En mars 2011, après des réticences initiales, Obama a autorisé des attaques aériennes contre la Libye afin d'appliquer la résolution 1973 du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour créer une zone d'exclusion aérienne, préconisée par Susan Rice qui était l'ambassadrice des États-Unis auprès de l'ONU⁶⁵³.

En 2012, Rice a dénoncé l'utilisation du droit de veto par la Russie et la Chine pour bloquer une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU appelant Bashar Al-Assad à se retirer du gouvernement syrien⁶⁵⁴. Obama a également insisté sur le fait que Al-Assad "*must go*" dans un

⁶⁵⁰ Barack Obama, "A New Beginning", Cairo, Egypt, 4 juin 2009.

<https://obamawhitehouse.archives.gov/issues/foreign-policy/presidents-speech-cairo-a-new-beginning>

⁶⁵¹ *Brookings* est considéré comme un *academic think tank* car il compte sur différentes sources de financement à l'exclusion du gouvernement américain. De plus, ce *think tank* présente ses recherches dans des livres et des journaux académiques <https://www.brookings.edu/about-us/>

⁶⁵² Gerald Helguero, "US Supports Libya No-Fly Zone, Seeks Broader Action", Consulté le 28 mars 2019 <https://archive.is/20120715063810/http://uk.ibtimes.com/articles/124009/20110317/libya-no-fly-zone-hillary-clinton-united-nations-susan-rice.htm> Consulté le 28 mars 2019.

⁶⁵³ United Nations Security Council Resolution S/RES/1973, le conseil de sécurité de l'ONU, 17 mars 2011 <https://www.securitycouncilreport.org/un-documents/document/Libya-S-RES-1973.php> Consulté le 28 mars 2019.

⁶⁵⁴ Alicia Cohen, "Amb. Rice says Russia, China, will 'come to regret' vetoing UN Syria Resolution", *The Hill*, <https://thehill.com/video/administration/208773-susan-rice-condemns-russia-and-china-for-voting-with-syrias-assad> Consulté le 28 mars 2019.

discours prononcé devant l'Assemblée Générale des Nations Unies⁶⁵⁵. De plus, Susan Rice a souvent été critiquée pour son ton combatif contre Israël, ce qui a contribué à intensifier la tension provisoire entre Israël et Obama, surtout après le discours du premier ministre israélien Netanyahu dans lequel il critiquait sévèrement l'accord nucléaire entre Obama et l'Iran⁶⁵⁶.

Les relations entre Obama et Israël étaient caractérisées par des tensions, notamment après son accord nucléaire avec l'Iran et l'abstention américaine d'utiliser son veto pour bloquer une résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies appelant Israël à cesser immédiatement ses activités coloniales en Cisjordanie et à Jérusalem-Est⁶⁵⁷. L'abstention américaine a permis l'adoption de la résolution. C'était la première fois que les États-Unis n'utilisaient pas leur veto contre une résolution anti-israélienne des Nations Unies.

Chuck Hagel était le Président du *Atlantic Council* avant de rejoindre l'Administration Obama en tant que secrétaire à la défense de 2013 à 2015. Après, il est retourné au *Atlantic Council*⁶⁵⁸. Nous avons noté que le choix de Hagel est l'un des rares cas dans lequel un Président démocrate a choisi un républicain pour servir au sein de son administration. Hagel était un sénateur républicain américain du Nebraska de 1997 à 2009. Cela peut s'expliquer par les vues de la politique étrangère de Hagel dans le Moyen-Orient car il était le critique le plus franc de son parti sur la politique étrangère de George Bush dans la région.

Hagel a déclaré «there will not be a military solution to Iraq. Iraq belongs to the 25 million Iraqis who live there. It doesn't belong to the United States. Iraq is not a prize to be won or lost»⁶⁵⁹. En décembre 2005, Hagel s'adressait à Georges Bush et au parti républicain: "I took an oath of office

⁶⁵⁵ Barack Obama, "Remarks by President Obama in Address to the United Nations General Assembly", 28 septembre 2015 http://responsibilitytoprotect.org/US_en_0.pdf Consulté le 28 mars 2019.

⁶⁵⁶ Dennis Ross, *Doomed to Succeed: The US-Israel Relationship from Truman to Obama* (McMillan, 2015), p.366.

⁶⁵⁷ UN Security Council Resolution 2334, 23 décembre 2016 <https://www.un.org/webcast/pdfs/SRES2334-2016.pdf> Consulté le 28 mars 2019.

⁶⁵⁸ L'*Atlantic Council* est considéré comme un *academic think tank*, car il s'appuie sur différentes sources de financement qui excluent le financement du gouvernement américain en plus du fait qu'il présente ses recherches dans des livres et des revues spécialisées.

⁶⁵⁹ Jeff Zeleny et Carl Hulse, "Senate Supports a Pullout Date in Iraq War Bill", *New York Times*, March 27, 2007 <https://www.nytimes.com/2007/03/28/washington/28cong.html> Consulté le 5 avril 2019. Traduction: «Il n'y aura pas de solution militaire en Irak. L'Irak fait partie des 25 millions d'Irakiens qui y vivent. Il n'appartient pas aux États-Unis. L'Irak n'est pas un prix à gagner ou à perdre ».

to the Constitution, I didn't take an oath of office to my party or my president”⁶⁶⁰. En juillet 2006, Hagel a critiqué la réaction de Bush à la guerre du Liban de 2006 entre Israël et le Hezbollah, affirmant que “the sickening slaughter on both sides must end and it must end now. President Bush must call for an immediate cease-fire. This madness must stop”. Il a également déclaré: “Our relationship with Israel is special and historic... But it need not and cannot be at the expense of our Arab and Muslim relationships. That is an irresponsible and dangerous false choice”⁶⁶¹.

Cependant, en tant que secrétaire à la Défense, Hagel a maintenu de solides relations avec le ministre israélien à la Défense, Moshe Ya'alon, qui a qualifié Hagel comme « *a true friend* »⁶⁶². Malgré le fait que ses relations avec la Maison-Blanche se détérioraient, ce qui a conduit à sa démission en 2015, Hagel entretenait d'excellentes relations avec des responsables de l'armée israélienne, ce qui contrastait nettement avec la manière dont il était perçu avant d'être nommé secrétaire à la Défense

⁶⁶³.

En juillet 2007, il était l'un des trois sénateurs républicains seulement à avoir voté en faveur d'un projet de loi parrainé par Obama, prévoyant le retrait des troupes américaines d'Irak avant le 31 mars 2008⁶⁶⁴. En 2008, accompagné d'Obama, ce temps-là sénateur, et Jack Reed, un autre sénateur démocrate de Rhode Island, s'est rendu en Irak pour rencontrer des membres de l'armée américaines, le général Davis Patraeus et le Premier ministre irakien Nour Al-Maliki.

⁶⁶⁰ Charles Babington, "4 GOP Senators Hold Firm Against Patriot Act Renewal More Safeguards Needed, They Say". The Washington Post. 21 décembre 2005 http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2005/12/20/AR2005122001488.html?nav=rss_print/asection&noredirect=on Consulté le 5 avril 2019. [Traduction]: «J'ai prêté serment à la Constitution, je n'ai pas prêté serment à mon parti ou à mon président».

⁶⁶¹ "Key Republican breaks with Bush on Mideast; Nebraska's Sen. Hagel calls for immediate cease-fire", CNN, online edition, 31 juillet 2006, <http://edition.cnn.com/2006/POLITICS/07/31/hagel.mideast/> Consulté le 6 avril 2019.

Traduction: “Le massacre écœurant des deux côtés doit prendre fin et il doit se terminer maintenant. Le président Bush doit appeler à un cessez-le-feu immédiat. Cette folie doit cesser... C'est un faux choix irresponsable et dangereux».

⁶⁶² Michael Wilber et Herb Keinon, “Ya’alon Praises Chuck Hagel as True Friend”, *The Jerusalem Post*, 24 novembre 2004

<https://m.jpost.com/Israel-News/Politics-And-Diplomacy/Yaalon-praises-Chuck-Hagel-as-true-friend-382736>

Consulté le 6 avril 2019.

⁶⁶³ *Ibid.*

⁶⁶⁴ S.433- Iraq War De-Escalation Act of 2007, 30 janvier 2007 <https://www.congress.gov/bill/110th-congress/senate-bill/433/text> Consulté le 6 avril 2019.

De toute évidence, le choix de Hagel par Obama était moins susceptible en raison de son affiliation au *Atlantic Council*, mais plus probablement en raison des critiques acerbes formulées par Hagel à l'égard de l'Administration Bush et de sa vision de la politique étrangère au Moyen-Orient.

Pour récapituler, l'étude de cas d'Obama peut être considérée comme unique à bien des égards. Tout d'abord, il a sollicité l'expertise de nombreux membres du personnel des *academic*, *contract* et *advocacy think tanks*. Plus particulièrement, les *advocacy think tanks*, CAP et CNAS, représentent des idées différentes au sein de la vision libérale.

Deuxièmement, Obama est l'un des rares Présidents américains à reconnaître clairement l'aide du CAP pour lui fournir du personnel en matière de politique étrangère et des recommandations en matière de politique. Cependant, cela ne signifie pas que le CAP a une influence directe sur le processus décisionnel d'Obama en matière de politique étrangère. Dernier point, mais non le moindre, le fait qu'un président américain recrute l'un des érudits des *think tanks* pour siéger au sein de son administration ne signifie pas que ce *think tank* a une influence sur ce Président. Ce choix pourrait être attribué aux vues politiques antérieures d'une personne de ce *think tank*, comme ce fut le cas avec Chuck Hagel et le *Atlantic Council*.

Les Groupes d'Intérêt: Un Impact Imparfait.

I. Introduction: Définitions et classification des groupes d'intérêt.

A. Les groupes d'intérêt: Un concept largement défini.

Les humains ont historiquement développé une tendance naturelle et solide à se regrouper pour atteindre des objectifs communs qui comprennent, sans s'y limiter, la défense de leurs droits, la défense des causes particulières ou l'obtention d'avantages économiques. Les groupes d'intérêt, également appelés les lobbies ou les groupes de pression, sont difficiles à définir en raison du fait que leur travail est si varié et que leurs intérêts sont souvent très larges. Le fait qu'il existe de nombreuses définitions des groupes d'intérêt indique qu'il n'y a pas eu d'unanimité scientifique autour d'une définition distincte surtout parmi les politologues. En fait, les groupes d'intérêt sont souvent définis de manière large.

La plupart des définitions indiquent que les groupes d'intérêt sont une association formelle d'individus ou d'organisations qui partagent des objectifs et des préoccupations similaires et visent à influencer les politiques par le biais du lobbying⁶⁶⁵. David Truman a défini les groupes d'intérêt comme "any group that, on the basis of one or more shared attitudes, makes certain claims upon other groups in society"⁶⁶⁶.

De même, Almond et Powell ont défini un groupe d'intérêt comme un "group of individuals who are linked by a particular bond or concern of advantage and who have awareness of those

⁶⁶⁵ Laura Baroni, Brendan Carroll et Adam William Chalmers et al, "Defining and classifying interest groups," *Interest Groups & Advocacy* 3. (2014): 149-151. Michel Offerlé, «Groupes d'intérêt(s)», Olivier Fillieule éd., Dictionnaire des mouvements sociaux. Presses de Sciences Po, 2009, pp. 279-286.

⁶⁶⁶ David Truman, *The Governmental Process Political Interests and Public opinion* (New York Alfred A Knopf, 1951) p.33. [Traduction]: «tout groupe qui, sur la base d'une ou de plusieurs attitudes partagées, fait certaines revendications à d'autres groupes de la société».

bonds”⁶⁶⁷. Selon Hitchner et Levine, un groupe d'intérêt est “a collection of individuals who try to realize their common objectives by influencing public policy”⁶⁶⁸. Dans une littérature relativement plus récente, la définition de Grant se concentre sur l'influence des groupes d'intérêt sur l'établissement et la mise en œuvre des politiques⁶⁶⁹.

Ces définitions partagent deux caractéristiques principales concernant les groupes d'intérêt. Premièrement, ils constituent des individus qui partagent des valeurs et des objectifs identiques ou similaires. Deuxièmement, ils cherchent à influencer les politiques en exerçant une pression sur les décideurs. Ce chapitre cherche à répondre aux questions suivantes: Pourquoi les groupes d'intérêt réussissent ou échouent-ils à façonner la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient et en Afrique du Nord? Dans quelles circonstances et en utilisant quelles stratégies?

B. Les groupes d'intérêt: Un concept diversement catégorisé.

Le fait que les groupes d'intérêt ont des intérêts et des objectifs différents explique les diverses classifications utilisées pour classer ces entités⁶⁷⁰.

La classification la plus importante des groupes d'intérêt a été fournie par Almond, Powell et coll. qui ont classé les groupes d'intérêt en quatre catégories⁶⁷¹. La première catégorie est constituée des *anomic groups* (groupes anomiques) qui sont établis de manière informelle et spontanée sans coordination ni organisation préalable de ses membres. Les membres des *anomic groups* partagent généralement le même sentiment fort sur un problème particulier, ce qui les incite souvent à

⁶⁶⁷ Gabriel A. Almond et G. Bingham Powell, Jr., *Comparative Politics Today: A World View* (Boston, 1980), p. 35. [Traduction]: «Un groupe d'individus qui sont liés par un lien particulier ou un souci commun et qui connaissent ces liens».

⁶⁶⁸ Dell Hitchner et Carole Levine, *Comparative Government and Politics* (New York, Dodd Mead & Co. 1967). p. 59. [Traduction]: «un ensemble d'individus qui tentent de réaliser leurs objectifs communs en influençant les politiques publiques».

⁶⁶⁹ U Wyn Grant, *Pressure Groups and British Politics* (London MacMillan Press Ltd, 2002), p. 14.

⁶⁷⁰ Outre la classification d'Almond, Jean Blondel et Maurice Duverger ont fourni deux autres classifications qui, dans leur essence, suivent un modèle similaire à celui d'Almond. Voir Blondel, *Comparative Government A reader*. Garden City (N.Y., Anchor Books, 1969) et Duverger, *Party Politics and Pressure Groups* (Thomas Nelson & Sons Ltd, 1972).

⁶⁷¹ Gabriel Almond, Bingham Powell, Aare Strom et R J Dalton, *Comparative Politics Today: A World View*, (Singapore Pearson Education, Inc, 2000), pp. 70-72

l'exprimer simultanément à travers des manifestations de rue ou des actions violentes pour tenter d'influencer les politiques d'une manière non conventionnelle.

La deuxième catégorie est constituée des *non-associational groups* (groupes non associatifs) qui sont également plus susceptibles d'être désorganisés et irréguliers dans leurs efforts de lobbying. Cependant, leur travail a tendance à être plus persistant que les *anomic groups* car leurs préoccupations tournent autour des problèmes ethniques, régionaux, religieux ou professionnels.

La troisième catégorie est constituée des *institutional groups* (institutional groups) qui sont formellement et fortement organisés. Ces groupes peuvent jouer divers rôles sociaux ou politiques en plus des articulations d'intérêts, ce qui rend leur travail très percutant. Les exemples incluent les factions au sein des partis politiques, les entités du Congrès, les groupes administratifs, les armées, les églises ou les sociétés. Les intérêts de cette catégorie sont souvent limités au groupe qu'ils représentent.

La quatrième catégorie est constituée des *associational groups* (associational groups) qui sont formellement organisés pour représenter les intérêts des groupes spécifiques dont l'objectif principal tourne autour des avantages économiques. Ces groupes visent souvent à influencer les politiques.

Ces quatre catégories peuvent être reclassées en deux catégories principales, chacune d'entre elles constituant de sous-catégories.

La première catégorie principale est constituée des groupes d'intérêts économiques / commerciaux dont la principale préoccupation est de défendre les intérêts et les avantages économiques de leurs membres. Il s'agit notamment des entreprises, des syndicats et des associations institutionnelles représentant certains secteurs clés tels que l'éducation et la santé.

La deuxième catégorie principale est constituée des groupes d'intérêt des citoyens dont le but s'articule autour d'objectifs non professionnels. Il s'agit notamment de groupes d'identité qui rassemblent des citoyens ayant des intérêts idéologiques, ethniques et religieux similaires en plus de

groupes d'intérêt public ayant des préoccupations spécifiques, notamment des organisations environnementales et humanitaires.

II. Le rôle influent des groupes d'intérêt sur l'élaboration des politiques: Une explication théorique.

Pour commencer, il est important de souligner que le concept d'influence englobe toutes les étapes du processus d'élaboration des politiques, de la définition de l'agenda à l'exécution effective des politiques⁶⁷². En disant cela, l'influence politique des groupes d'intérêt reste un processus multidimensionnel qui se compose de différentes phases.

A. L'influence politique des groupes d'intérêt: Un processus en plusieurs étapes.

1. La première étape: Choisir des stratégies et des tactiques de lobbying efficaces.

La première phase exige des groupes d'intérêt qu'ils utilisent efficacement certaines stratégies et tactiques afin d'exercer une influence politique sur les décideurs⁶⁷³. Ces mécanismes de lobbying peuvent prendre des formes directes et indirectes. Pour illustrer, un groupe d'intérêt peut opter pour une campagne populaire qui consiste à inciter l'opinion publique à mettre les législateurs ou les Présidents sous pression en les appelant, en leur écrivant et en organisant des manifestations avant de voter une loi ou de prendre une décision sur des sujets importants⁶⁷⁴.

Une autre technique de lobbying direct comprend les *Political Action Committees* (PAC) dont le nombre et l'importance ont augmenté de plus en plus dans la politique américaine. La fonction principale des PAC est de lever des fonds et de les utiliser pour financer les campagnes des candidats

⁶⁷² Patrick Bernhagen, "Who Gets What in British Politics - and How? An Analysis of Media Reports on Lobbying around Government Policies, 2001-7, *Political Studies* (2011): 1-21.

⁶⁷³ Raj Chari, John Hogan, Gary Murphy et Michele Crepaz, *Regulating lobbying: A global comparison* (Manchester University Press, 2019).

⁶⁷⁴ Quelques études récentes ont montré que le lobbying en appelant ou en envoyant des messages aux législateurs n'est pas aussi efficace que la plupart des théories du lobbying populaire le prétendent. Voir, par exemple, John Cluverius, "How the Flattened Costs of Grassroots Lobbying Affect Legislator Responsiveness", *Political Research Quarterly* (2017) <https://doi.org/10.1177%2F1065912916688110>

politiques qui sont plus susceptibles de servir leurs intérêts lorsqu'ils accèdent au pouvoir. Un PAC peut faire partie d'un groupe d'intérêt mais il peut également être indépendant⁶⁷⁵.

Un autre mécanisme de lobbying concerne le recours aux tribunaux surtout lorsque les membres du Congrès et / ou les Présidents choisissent de rester indifférents aux préoccupations des groupes d'intérêt ou de ne pas trouver d'intérêt pour eux⁶⁷⁶.

2. La Deuxième Étape: Avoir Accès aux Décideurs.

L'utilisation de bonnes stratégies et techniques de lobbying permet aux groupes d'intérêt d'avoir accès aux décideurs⁶⁷⁷. Le niveau d'accès diffère d'un groupe d'intérêt à l'autre en raison de plusieurs facteurs⁶⁷⁸.

Les facteurs les plus importants sont les ressources humaines et financières. Les groupes d'intérêt qui ont des membres nombreux et dévoués ainsi qu'un accès à davantage de ressources financières sont généralement plus susceptibles d'être efficaces et de réussir à influencer sur les politiques⁶⁷⁹.

En d'autres termes, les grands groupes d'intérêt avec des membres dévoués peuvent être très efficaces dans l'organisation des campagnes populaires influentes qui visent à obtenir le soutien

⁶⁷⁵ Alexander Fourinaies et Andrew Hall montrent comment les groupes d'intérêt cherchent à influencer les politiques par leurs contributions à la campagne et d'autres moyens. Voir leur article "How Do Interest Groups Seek Access to Committees?" *American Journal of Political Science* (2017) <https://doi.org/10.1111/ajps.12323> Consulté le 20 mars 2020.

⁶⁷⁶ Stephen Wasby fournit une bonne explication des facteurs qui influencent les litiges intentés par des groupes d'intérêt. Voir "Interest groups and litigation", *Policy Studies Journal* (2005): 657-670. <https://doi.org/10.1111/j.1541-0072.1983.tb00569.x> Consulté le 20 mars 2020.

⁶⁷⁷ Jan Beyers et Caelesta Braun, "Ties that count: explaining interest group access to policymakers", *Journal of Public Policy*, vol. 34, lusse 1 (2014): 93-121.

⁶⁷⁸ Différents chercheurs ont discuté de l'importance d'avoir accès aux décideurs comme condition préalable pour influencer les politiques. Il s'agit notamment de Pieter Bouwen, "Corporate Lobbying: Towards a Theory of Access", *Journal of European Public Policy* (2002): 365-390 et Jan Beyers, "Gaining and seeking access: The European adaptation of domestic interest associations", *European Journal of Political Research* (2002): 585-612.

⁶⁷⁹ Quelques études fournissent des conclusions empiriques sur le manque d'importance des ressources financières des groupes d'intérêt pour influencer l'élaboration des politiques. Voir, par exemple, Beth Leech, Frank Baumgartner, Jefferey Berry, Marie Hojnackia et David Kimball, "Does Money Buy Power? Ressources des groupes d'intérêt et résultats politiques", document présenté à la réunion annuelle de la *Midwest Political Science Association*, Chicago, 12-15 avril 2007 https://fbaum.unc.edu/papers/MPSA_2007_Does_Money_Buy_Power.pdf Consulté le 19 mars 2020..

de l'opinion publique pour un problème spécifique. En outre, les groupes d'intérêt disposant de ressources financières importantes peuvent avoir une influence politique par le biais de leurs contributions aux *Political Action Committees*.

D'autres facteurs incluent le leadership et la cohésion interne⁶⁸⁰. Qu'ils soient des lobbyistes professionnels ou des leaders charismatiques, une direction éminente est très cruciale pour avoir un meilleur accès aux décideurs. De plus, la cohésion interne est fondamentale pour obtenir un meilleur accès aux décideurs. Cette cohésion se retrouve souvent dans les groupes d'intérêt dont les membres partagent des objectifs de politique ethnique, idéologique ou étrangère identiques ou similaires.

3. La troisième étape: Influencer l'élaboration des politiques.

Le choix de stratégies et de tactiques de lobbying efficaces ainsi que l'accès aux décideurs politiques auront très probablement pour effet d'influencer les décisions politiques, de la définition de l'agenda à l'élaboration des politiques. Cependant, les niveaux d'influence dépendent généralement de la façon dont les groupes d'intérêt utilisent des techniques de lobbying efficaces, du degré d'accès aux décideurs politiques ainsi que des systèmes politiques dans lesquels ils fonctionnent, dont nous discuterons dans les paragraphes suivants.

B. L'Influence des Groupes d'Intérêt et Leur Environnement Politique: Le Pluralisme contre le Néo-corporatisme.

Les principales perspectives théoriques qui expliquent l'impact des groupes d'intérêt sur l'élaboration des politiques sont le pluralisme et le néo-corporatisme.

⁶⁸⁰ Hahrie Han, Kenneth T. Andrews, Marshall Ganz, Matthew Baggetta et Chaeyoon Lim ont bien décrit la relation entre le leadership des groupes d'intérêt et leur influence politique dans leur article "The Relationship of Leadership Quality to the Political Presence of Civic Associations", *Perspectives on Politics*, 2011, 9 (1): 45-59.

1. Le pluralisme et l'élitisme: Une approche réaliste de l'influence des groupes d'intérêt.

La théorie pluraliste considère la politique et l'élaboration des politiques comme un marché où des idées et des perspectives diverses et différentes, générées par des individus, des partis politiques et des groupes d'intérêt, rivalisent pour faire entendre leur voix par les décideurs⁶⁸¹. La théorie pluraliste en science politique fournit un compte rendu réaliste de la relation qui existe entre les groupes d'intérêt et les décideurs surtout dans les démocraties libérales comme les États-Unis.

Selon le point de vue pluraliste, le fait qu'il y ait une concurrence sur un marché politique libre des intérêts empêche un monopole potentiel d'intérêts par un groupe spécifique, ce qui se traduit par un accès équilibré aux décideurs et une influence réglementée sur l'élaboration des politiques. Cependant, de nombreux facteurs peuvent perturber cet équilibre, ce qui pourrait rendre certains groupes d'intérêt plus puissants que d'autres en termes d'accès aux décideurs et d'influence sur l'élaboration des politiques.

Les premiers facteurs sont liés à la possession de ressources financières et humaines qui, comme nous l'avons expliqué ci-dessus, pourraient rendre les groupes d'intérêt bien financés et bien organisés plus susceptibles d'avoir un accès notable aux décideurs et d'exercer une influence efficace sur l'élaboration des politiques que ceux moins organisés et moins financés.

Un autre facteur concerne le rôle du gouvernement dans la résolution des conflits, qui est moins susceptible d'être neutre. Le gouvernement est plus susceptible d'adopter les intérêts de groupes spécifiques car ils sont liés aux intérêts de l'État tels que les sociétés pétrolières et gazières en relation avec la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA. En fait, ces facteurs sont pris en considération par la théorie élitiste qui est considérée comme une version modifiée de la théorie pluraliste⁶⁸².

⁶⁸¹ Les références théoriques pluralistes les plus importantes incluent: *Who Governs?* De Robert Dahl. et *The Governmental Process: Political Interests and Public Opinion* de David Truman.

⁶⁸² L'auteur élitiste le plus éminent est Theodore J. Lowi qui a publié de nombreux livres sur cette théorie, dont le plus important est: *The End of Liberalism: The Second Republic of the United States*.

2. Le corporatisme et le néo-corporatisme: Une approche institutionnalisée de l'influence des groupes d'intérêt.

Le corporatisme et sa version modifiée, la théorie néo-corporatiste, considèrent le processus d'élaboration des politiques comme un produit d'une coopération institutionnelle entre les décideurs et certains groupes d'intérêt et surtout ceux qui ont des intérêts économiques⁶⁸³.

Le système politique corporatiste a de nombreuses caractéristiques dont certaines sont liées à l'influence des groupes d'intérêt surtout les groupes économiques et commerciaux. Premièrement, les groupes d'intérêt commerciaux sont plus susceptibles d'être une communauté petite mais fortement regroupée dans une fédération influente⁶⁸⁴. Deuxièmement, l'État a tendance à s'impliquer davantage dans l'économie en se concentrant moins sur la défense et davantage sur les programmes de protection sociale. Dans ce cadre, il est difficile de considérer les États-Unis comme un pays corporatiste parce que l'État fédéral n'engage pas de coopération institutionnelle avec des groupes d'intérêts commerciaux et que les États-Unis sont généralement connus pour leurs dépenses élevées en matière de défense.

III. Sélection de cas, collecte de données et méthodologie.

A. Les groupes d'intérêt: La sélection de cas.

Étant donné que ce chapitre examine le rôle des groupes d'intérêt dans l'élaboration de la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le choix des groupes d'intérêt devrait être pertinent pour les principaux intérêts stratégiques américains dans la région. Ces intérêts ont été historiquement et constamment poursuivis par les décideurs américains depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. On parle de la protection d'Israël et le maintien du flux de

⁶⁸³ PerOla Öberg, Torsten Svensson, Peter Munk Christiansen, Asbjørn Sonne Nørgaard, Hillary Rommetvedt et Gunnar Thesen, "Disrupted Exchange and Declining Corporatism: Government Authority and Interest Group Capability in Scandinavia", *Government and Opposition* (2001) 46(3): 365-391.

⁶⁸⁴ Peter Munk Christiansen, Asbjørn Sonne Nørgaard, Hilmar Rommetvedt, Torsten Svensson, Gunnar Thesen et PerOla Öberg, "Varieties of Democracy: Interest Groups and Corporatist Committees in Scandinavian Policy Making", *Voluntas: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations* 21, no. 1 (2010): 22-40.. www.jstor.org/stable/27928196 Consulté le 21 mars 2020.

pétrole.⁶⁸⁵ Cela s'ajoute à des intérêts relativement récents tels que la lutte contre le terrorisme et l'entrave au développement d'armes nucléaires.

Il existe de nombreux groupes d'intérêts ethniques, religieux, économiques et civils américains dont l'agenda est lié aux intérêts stratégiques américains dans la région. Les plus importants parmi ces groupes sont *l'American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC), *Christians United for Israel* (CUFI), la *National Association of Arab Americans* (NAAA), le *Council on American Islamic Relations* (CAIR), *ExxonMobil* et le *Center for Arms Control and Non-Prolifération*.

Compte tenu du fait que la portée de cette thèse ne permet pas d'examiner le rôle de tous ces groupes d'intérêt dans l'élaboration de la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA, nous avons choisi *l'American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC) car c'est le plus grand et le plus puissant groupe d'intérêt américain dont l'agenda se concentre sur les sujets majeurs liés à l'intérêt stratégique américain dans la région.

Selon un sondage du magazine *Fortune*, qui a demandé aux membres du Congrès et à leur personnel d'exprimer leur opinion sur les groupes d'intérêt les plus puissants aux États-Unis, l'AIPAC s'est classée deuxième après la *American Association of Retired Persons* (AARP)⁶⁸⁶. Le même résultat a été atteint par le *National Journal* dans une autre étude⁶⁸⁷.

B. Collectes de données et méthodologie.

Étant donné que cette recherche a été menée au Maroc, il était très difficile de mener des entretiens surtout avec des représentants d'AIPAC ainsi que des membres du Congrès ou des membres du personnel du Congrès. Ce faisant, nous nous sommes principalement appuyés sur une analyse qualitative des données publiées par les médias, AIPAC et le gouvernement. Celles-ci incluent des discours, d'articles, des rapports et des documents officiels du Congrès tels que des projets de loi et des résolutions.

⁶⁸⁵ Daniel Byman et Sara Bjerg Miller, "The United States and the Middle East: Interest, Risks and Risks", *Sustainable Security*, 2016, p.263 DOI:10.1093/acprof:oso/9780190611477.003.0011

⁶⁸⁶ Jefferey H. Birnbaum, "Washington's poser 25", *Fortune*, 8 décembre 1997.

⁶⁸⁷ Richard E. Cohen et Peter Bell, "Congressional Insiders Poll", *National Journal*, 5 mars 2005.

American Israel Public Affairs Committee (AIPAC).

L'AIPAC a pour principale mission de “strengthen, protect and promote the US-Israel relationship in ways that enhance the security of the United States and Israel”⁶⁸⁸ (Renforcer, protéger et promouvoir la relation États-Unis-Israël de manière à améliorer la sécurité des États-Unis et d'Israël). Pour réaliser cette mission, l'AIPAC essaie d'avoir accès aux décideurs et d'influencer leurs décisions en utilisant une combinaison efficace de diverses stratégies qui incluent le lobbying au Congrès et à l'exécutif, en fournissant des contributions financière aux campagnes électorales des candidats législatifs en plus de façonner l'opinion publique à travers les médias, les universités et les *think tanks*⁶⁸⁹.

Pour savoir pourquoi l'AIPAC réussit ou échoue à façonner la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient et en Afrique du Nord? dans quelles circonstances et en utilisant quelles stratégies? Nous nous sommes concentrés sur les présidences de George W. Bush et de Barack Obama à la lumière de deux sujets importants concernant la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA et l'agenda de l'AIPAC. On parle du conflit israélo-palestinien et le programme nucléaire iranien.

Nous commencerons par mettre en évidence les stratégies de lobbying de l'AIPAC, puis on va discuter de la manière dont l'AIPAC a accès aux décideurs politiques avant d'examiner si ce groupe d'intérêt a réussi à influencer la politique étrangère des États-Unis concernant le conflit israélo-Palestinien et le programme nucléaire iranien sous les présidences de George W. Bush et Barack Obama.

I. Les stratégies de lobbying de l'AIPAC: Une approche communautaire multi-variée pour façonner et dominer l'opinion publique Américaine.

⁶⁸⁸ Page d'accueil du site Web de l'AIPAC <https://www.aipac.org> Consulté le 30 mars 2020.

⁶⁸⁹ John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt, *The Israel Lobby and US Foreign Policy* (Farrar, Straus, and Giroux, 2007) pp.151-167

L'AIPAC s'efforce de persuader les Américains que les valeurs des États-Unis et d'Israël ne sont pas distinctes et que leurs intérêts stratégiques au Moyen-Orient sont identiques. Ce faisant, il joue souvent la carte de l'antisémitisme et présente un point de vue partiel sur les politiques d'Israël dans la région. En outre, l'AIPAC fait des efforts considérables pour faire taire les critiques des politiques d'Israël ou l'identité des valeurs et des intérêts américains et israéliens⁶⁹⁰. Cela se fait par divers moyens qui incluent les médias, les universités et les *think tanks* en raison de leur rôle crucial dans la formation de l'opinion publique.

A. Surveiller et influencer les médias: Une tactique efficace pour façonner l'opinion publique.

Bien qu'il soit obsolète de prétendre que l'AIPAC ou les Juifs contrôlent ce que les médias américains disent à propos d'Israël, il est sûr de soutenir que le lobby israélien, et surtout l'AIPAC, parvient à influencer les médias grâce à sa persévérance et son travail acharné. Une récente et très importante étude médiatique menée par *416Labs*, un groupe de recherche basé à Toronto, sur les gros titres de cinq journaux américains percutants de 1967 à 2017 a révélé une couverture pro-israélienne continue du conflit israélo-palestinien⁶⁹¹. On pourrait se demander quelles sont les sources de cette couverture biaisée?

Premièrement, un tel parti-pris implique que l'AIPAC profite d'un nombre important de journalistes et de correspondants pro-israéliens dans les principaux médias américains et des professionnels des médias relativement rares qui sont pro-arabes. Eric Alterman, un journaliste américain, historien et critique des médias, a fourni une liste de 56 chroniqueurs et commentateurs sur lesquels AIPAC peut compter pour soutenir Israël de manière réflexive et sans réserve⁶⁹². En

⁶⁹⁰ *Ibid.*

⁶⁹¹ Les journaux sur lesquels l'étude a été menée sont le *Chicago Tribune*, le *Los Angeles Times*, le *New York Times*, le *Washington Post* et le *Wall Street Journal*. Pour plus d'informations sur l'étude, voir 416Labs, «50 ans d'occupation», 19 décembre 2018.

https://static1.squarespace.com/static/558067a3e4b0cb2f81614c38/t/5c391cc4758d46ef9834907f/1547246789711/416_LABS_50_Occup_Oears_O+ Consulté le 31 mars 2020.

⁶⁹² Eric Alterman, "Intractable Foes, Warring Narratives", MSNBC.com, 28 mars 2002

<https://www.wrmea.org/002-may/intractable-foes-warring-narratives-measuring-the-unmeasurable.html>
Consulté le 1 avril 2020.

revanche, il ne comptait que 5 professionnels des médias qui critiquaient constamment les politiques israéliennes ou soutenaient les politiques pro-arabes⁶⁹³.

Deuxièmement, l'AIPAC utilise diverses tactiques pour bloquer et limiter les informations antipathiques sur Israël. Il s'agit notamment de la mobilisation des gens pour envoyer des messages en masse aux rédacteurs en chef et aux responsables des médias, l'organisation des manifestations et la boycott les médias qui présentent des commentaires désavantageux sur Israël.

Eason Jordan, directeur en chef de l'information de CNN, a rapporté qu'il avait reçu environ 6000 messages électroniques en une journée dénonçant les commentaires anti-israéliens perçus d'un correspondant de CNN à Jérusalem⁶⁹⁴. De plus, les principaux journaux américains traditionnels ont été boycottés à un moment donné à la suite de leurs reportages sur les politiques d'Israël au Moyen-Orient, notamment le *New York Times*, le *Washington Post*, le *Los Angeles Times*, le *Chicago Tribune*, le *Miami Herald* et le *Philadelphia Inquirer*⁶⁹⁵.

La force de la pression exercée par l'AIPAC pousse certains journalistes à réfléchir deux fois avant de critiquer Israël. Cela est confirmé par un correspondant d'un grand journal américain cité par Michael Massing, qui a souligné que les journaux ont «peur» d'organisations telles que l'AIPAC: "The pressure from these groups is relentless. Editors would just as soon not touch them"⁶⁹⁶. De même, Menachem Shalev, l'ancien porte-parole du consulat d'Israël à New York, a déclaré:

"Of course, a lot of self-censorship goes on. Journalists, editors, and politicians are going to think twice about criticizing Israel if they know they are going to get

⁶⁹³ *Ibid.* Malgré les défis mineurs rencontrés par l'argument d'Alterman, l'écart entre les commentateurs pro-israéliens et ceux qui le critiquent est trop grand pour affaiblir l'essence de l'argument d'Alterman.

⁶⁹⁴ Felicity Barringer, "MIDEAST TURMOIL: THE NEWS OUTLETS; Some U.S. Backers of Israel Boycott Dailies over Mideast Coverage That They Deplore", *New York Times*, 23 mai 2002
<https://www.nytimes.com/2002/05/23/world/mideast-turmoil-outlets-some-us-backers-israel-boycott-dailies-over-mideast.html> Consulté le 1 avril 2020.

⁶⁹⁵ David Shaw, "From Jewish Outlook, Media Are Another Enemy", *Los Angeles Times*, 28 avril 2002
<https://www.latimes.com/archives/la-xpm-2002-apr-28-mn-40500-story.html> et Michael Massing, "The Storm over the Israel Lobby", *New York Review of Books*, 8 juin 2006
<https://www.nybooks.com/articles/2006/06/08/the-storm-over-the-israel-lobby/> Consulté le 1 avril 2020.

⁶⁹⁶ Michael Massing, "The Israel Lobby", *The Nation*, 23 mai 2002
<https://www.thenation.com/article/archive/israel-lobby/> Consulté le 1 avril 2020. [Traduction]: «La pression de ces groupes est implacable. Les rédacteurs ne les toucheraient pas plus tôt ».

*thousands of angry calls in a matter of hours. The Jewish lobby is good at orchestrating pressure*⁶⁹⁷.

B. Gagner la guerre des idées: Vers le contrôle du monde des *think tanks* à Washington.

Consciente du fait que les médias américains s'appuient de plus en plus sur des *think tanks* pour l'analyse des politiques ainsi que sur le rôle clé de ces derniers dans la fourniture d'idées politiques aux législateurs et aux Présidents, l'AIPAC était convaincue de la nécessité de créer des *think tanks* pro-israéliens qui visent à façonner la politique étrangère américaine au Moyen-Orient en faveur d'Israël.

Le *Washington Institute for Near East Policy* (WINEP) ou le *Washington Institute* est l'un de ces *think tanks* qui ont été financés par les donateurs de l'AIPAC et créés par d'anciens responsables de l'AIPAC y compris Barbi Weinberg, l'ancienne vice-présidente de l'AIPAC et épouse de Larry Weinberg, l'ancien Président de l'AIPAC en plus de Martin Indyk, l'ancien directeur adjoint de la recherche de l'AIPAC et l'ancien ambassadeur américain en Israël⁶⁹⁸.

L'institut s'identifie comme le plus grand institut de recherche consacré exclusivement à l'étude du Moyen-Orient.⁶⁹⁹ Son conseil d'administration, comprenant Shelly Kassen, James Schreiber, Bernard Leventhal, Peter Lowy, Walter P. Stern, Jay Bernstein, Moses S. Libitzky et Lief D. Rosenblatt, est connu pour défendre les politiques étrangères américaines qui servent, avant tout, les intérêts d'Israël⁷⁰⁰.

⁶⁹⁷ David Biale, *Power and Powerlessness in Jewish History* (New York: Schocken Books, 1986), 186-87. [Traduction]: «Bien sûr, il y a beaucoup d'autocensure. Les journalistes, les rédacteurs en chef et les politiciens vont réfléchir à deux fois avant de critiquer Israël s'ils savent qu'ils vont recevoir des milliers d'appels de colère en quelques heures. Le lobby juif est doué pour orchestrer la pression».

⁶⁹⁸ Thomas G. Mitchell, *Israel /Palestine and the Politics of a Two-State Future* (McFarland, 2013), p. 164.

⁶⁹⁹ The Washington Institute for Near East Studies, *Mission and History* <https://www.washingtoninstitute.org/about/mission-and-history> Consulté le 2 avril 2020

⁷⁰⁰ The Washington Institute for Near East Studies, *Board of Directors* <https://www.washingtoninstitute.org/about/board-of-directors> Consulté le 2 avril 2020.

En plus du WINEP, le lobby pro-israélien a maintenu une présence influente dans d'autres *think tanks* éminents à Washington, dont la plupart sont pro-israéliens et critiquent à peine le soutien absolu des États-Unis à l'État juif⁷⁰¹.

Martin Indyk, l'ancien directeur adjoint de la recherche de l'AIPAC et l'un des fondateurs de WINEB, était le directeur fondateur du *Saban Center for Middle East Policy*, un institut de recherche affilié à la *Brookings Institution*, qui est classé à plusieurs reprises depuis 2008 le premier *think tank* au monde, y compris le rapport de 2019⁷⁰². Le *Saban Center* a été initialement financé par une généreuse contribution de 13 millions de dollars de Haim Saban, un sioniste convaincu qui a été décrit par le *New York Times* comme "perhaps the most politically connected mogul in Hollywood, throwing his weight and money around Washington and, increasingly, the world, trying to influence all things Israeli"⁷⁰³.

C. Garder un œil sur le monde universitaire: Une tactique moins efficace.

L'échec des accords d'Oslo et le recours à une force déplorable par Ariel Sharon contre les Palestiniens en 2002 lors de la deuxième *Intifada* ont suscité une critique généralisée d'Israël sur les campus américains. En réponse, l'AIPAC a intensifié ses efforts pour remodeler l'opinion des étudiants sur Israël en multipliant les fonds alloués aux programmes universitaires visant à préparer les étudiants à approuver la position d'Israël.

En 2003, l'AIPAC a réuni un groupe de 240 étudiants leaders de différents campus américains pour participer à une formation entièrement financée de quatre jours à Washington pour leur apprendre à retrouver le cœur et l'esprit de leurs pairs en faveur des politiques israéliennes dans les territoires occupés⁷⁰⁴. Quatre ans plus tard, une plus grande assemblée a été organisée par l'AIPAC

⁷⁰¹ Mearsheimer and Walt, 2007, p. 176-177

⁷⁰² James G. McGann, TTCSP Global Go To Think Tank Index Report, *University of Pennsylvania* https://repository.upenn.edu/think_tanks/ Consulté le 2 avril 2020.

⁷⁰³ Andrew Ross Sorkin, "Schlepping to Moguldom", *New York Times*, 5 septembre 2004 <https://www.nytimes.com/2004/09/05/business/yourmoney/schlepping-to-moguldom.html> Consulté le 2 avril 2020. [Traduction]: « Peut-être le magnat le plus politiquement connecté à Hollywood, jetant son poids et son argent autour de Washington et, de plus en plus, du monde, essayant d'influencer tout ce qui est israélien ».

⁷⁰⁴ James D. Besser, "Turning Up Heat in Campus Wars", *Jewish Week*, 25 juillet 2003.

lors de sa conférence politique annuelle qui a accueilli environ 400 campus américains représentés par 1200 étudiants dont 150 présidents de gouvernements étudiants⁷⁰⁵.

Le siteWeb de l'AIPAC consacre une section entière intitulée «*AIPAC on campus*» qui fournit des informations sur les initiatives des campus de l'AIPAC dans les facultés et les universités des États-Unis ainsi que des possibilités de formation et de stage dans l'organisation⁷⁰⁶.

Ces tentatives d'influencer les étudiants allaient de pair avec une campagne similaire pour surveiller et faire pression sur les membres du corps professoral qui manifestaient un certain type de critique envers Israël. Ce processus a commencé avec l'identification des professeurs et des entités des campus soupçonnées d'être anti-Israël. Les résultats de cette enquête ont été publiés dans le *1984 AIPAC College Guide: Exposing the Anti-Israel Campaign on Campus*⁷⁰⁷. Le suivi des critiques d'Israël dans le monde universitaire a été développé en 2002 grâce à la création de *Campus Watch*, un siteWeb qui a incité les étudiants à signaler les professeurs qui pourraient montrer ou exprimer une attitude anti-Israélienne. Ce siteWeb a été critiqué pour avoir menacé les professeurs figurant sur la liste noire et porter atteinte à leur liberté intellectuelle⁷⁰⁸.

Des pressions ont également été exercées sur les administrateurs d'éminentes universités qui embauchent des professeurs éminents qui sont censés critiquer Israël. Des exemples de cette pression comprennent les centaines de messages électroniques et d'appels téléphoniques que Jonathan Cole, l'ancien Président de l'Université Columbia, a reçu après le recrutement de Rashid Khalidi, l'éminent historien palestino-américain, ou lorsque le critique littéraire Edward Said a exprimé son opinion sur la politique d'Israël dans les territoires occupés⁷⁰⁹.

⁷⁰⁵ Northern Nazarene University, *Messenger*, Vol. 95., No.2., Summer 2007
https://web.nnu.edu/files/alumni/summer_07.pdf Consulté le 3 avril 2020.

⁷⁰⁶ AIPAC on Campus, <https://www.aipac.org/connect/students> Consulté le 6 avril 2020.

⁷⁰⁷ Jonathan S. Kessler et Jeff Schwaber, *The AIPAC college guide: Exposing the anti-Israel campaign on campus*, AIPAC papers on U.S.-Israel relations (American Israel Public Affairs Committee, 1984).

⁷⁰⁸ Michael Massing, "Campus Watch", *The New York Review Of Books*, 13 juillet 2006
<https://www.nybooks.com/articles/2006/07/13/campus-watch/> ; Kristine McNeil, "The War on Academic Freedom", *The Nation*, 11 novembre 2002
<https://www.thenation.com/article/archive/war-academic-freedom/> Consulté le 3 avril 2020.

⁷⁰⁹ Jonathan R. Cole, "The Patriot Act on Campus: Defending the University Post-9/11," *Boston Review*, Summer 2003 <http://bostonreview.net/us/jonathan-r-cole-patriot-act-campus> Consulté le 3 avril 2020.

En outre, pour favoriser le discours pro-israélien dans le monde universitaire et en plus de nombreux programmes d'études juives existants, certains philanthropes de l'AIPAC ont financé de nouveaux programmes universitaires axés sur Israël dans de nombreuses institutions américaines d'enseignement supérieur, ce qui contribuerait à minimiser la rhétorique anti-israélienne et diffuser celle pro-israélienne dans les facultés et les universités américaines⁷¹⁰.

Selon un sondage de 2018 de *l'Association of Jewish Studies*, il y avait 250 programmes d'études juives dans les facultés et les universités américaines⁷¹¹. En outre, il existe environ 27 programmes d'études israéliennes dans d'éminentes universités américaines⁷¹².

D. Cibler des communautés spécifiques: Un contact direct avec les Américains.

Le siteWeb de l'AIPAC consacre une section entière intitulée «*Communities*» qui détaille les efforts et les initiatives de l'AIPAC pour défendre son programme pro-israélien auprès des communautés religieuses, ethniques, commerciales et professionnelles des États-Unis. Il s'agit notamment de la *Synagogue Initiative* de l'AIPAC, la communauté chrétienne, la communauté afro-américaine, la communauté hispanique, la communauté des Affaires immobilières et la communauté juridique de Los Angeles⁷¹³.

II. Accéder aux décideurs: Divers moyens, mais une seule fin.

A. Accéder aux membres du Congrès: Une stratégie à multiples facettes.

1. L'argent, l'AIPAC et le Congrès: Avoir accès aux législateurs actuels et futurs.

⁷¹⁰ Ilana Horwitz, Arielle Levites and Emily Sigalow, "Jewish Studies in the Academy in 2018", *Association for Jewish Studies* https://www.associationforjewishstudies.org/docs/default-source/surveys-of-the-profession/final-report_infographic_7-29-2.pdf?sfvrsn=2 Consulté le 3 juillet 2020.

⁷¹¹ Mitchell G. Bard, "Tenured or Tenuous: Defining the Role of Faculty in Supporting Israel on Campus", *the Israel on Campus Coalition and the American-Israeli Cooperative Enterprise*, Mai 2004.

⁷¹² "Israel Education: University Centers of Israel Studies", *Jewish Virtual Library*, <https://www.jewishvirtuallibrary.org/university-chairs-in-israel-studies-2> Consulté le 3 avril 2020.

⁷¹³ AIPAC Communities <https://www.aipac.org/connect/communities> Consulté le 6 avril 2020.

Tout d'abord, il est important de souligner que l'AIPAC, en tant qu'organisation, ne peut pas contribuer financièrement aux campagnes des candidats au Congrès. Cependant, leurs membres individuels le peuvent. Compte tenu du fait que l'argent compte beaucoup pour les élections législatives américaines, la force de l'AIPAC dans l'influence des contributions financières aux candidats au Congrès permet à l'organisation d'avoir accès aux législateurs américains en récompensant ceux qui approuvent les politiques américaines favorables à Israël et en punissant ceux qui ne le font pas⁷¹⁴. Le processus s'effectue par différents canaux.

Pour commencer, les donateurs de l'AIPAC sont généralement des contributeurs clés des candidats au Congrès. Par exemple, le total des contributions des membres de l'AIPAC en 2019 était de près de 3 millions de dollars⁷¹⁵. De plus, l'AIPAC joue un rôle important en identifiant les candidats pro-israéliens au Congrès et en les reliant à d'autres contributeurs potentiels, y compris les *Political Action Committees* (PACs) pro-israéliens⁷¹⁶.

Cela se fait en supervisant les registres des votes du Congrès, en rencontrant tous les candidats pour les informer des défis d'Israël au Moyen-Orient et leur demander d'écrire un *position paper* sur la façon dont ils voient la relation américano-israélienne afin de décider pour qui l'organisation recommanderait le financement de la campagne électorale⁷¹⁷.

Le *Center for Responsive Politics* (CRP), un institut de recherche indépendant spécialisé dans le suivi des dons des campagnes électorales, compte environ 20 PACs pro-israéliens dont le plus puissant est J Street qui a contribué à hauteur de 1 487 976 dollars pendant le cycle électoral de 2020⁷¹⁸. Selon le même centre, le total⁷¹⁹ des contributions des individus et des PACs pro-israéliennes

⁷¹⁴ M. J. Rosenberg, "This is how AIPAC really works", *The Nation*, 14 février 2019 <https://www.thenation.com/article/archive/aipac-omar-israel-congress-anti-semitism/> Consulté le 4 avril 2020.

⁷¹⁵ Le montant exact était de 2 962 107 \$. Ces informations étaient basées sur les données publiées par la *Federal Electoral Commission* (FEC) le 23 mars 2020. *Center of Responsive Politics*, «Pro-Israel contributions summary: 2019-2020» <https://www.opensecrets.org/industries/indus.php?cycle=2020&ind=q05> Consulté le 4 avril 2020.

⁷¹⁶ David Biale, *Power and Powerlessness in Jewish History* (NewYork: Schocken Books, 1986), 186-87.

⁷¹⁷ IBP USA, *Israel Lobby in the United States Handbook: Volume 1 Strategic Information, Organization, Operations, Performance* (USA International Business Publications, 2018), pp.14-15.

⁷¹⁸ Center of Responsive Politics. "Pro-Israel contributors: 2019-2020", <https://www.opensecrets.org/industries/contrib.php?cycle=2020&ind=q05> Consulté le 4 avril 2020.

⁷¹⁹ Center of Responsive Politics, "Pro-Israel contributions totals: 1990-2020"

de 1990 à 2020 est de 151 391 977 dollars. Cependant, l'utilisation de l'argent pour aider les candidats au Congrès favorables à Israël à se faire élire n'est pas toujours couronnée de succès malgré son efficacité générale⁷²⁰.

2. Tendre la main aux législateurs: Une approche directe pour y accéder.

En plus des contributions financières, l'AIPAC accède aux membres du Congrès par divers moyens directs et proactifs. Pour commencer, l'AIPAC tient à rencontrer chaque candidat ou à contacter les membres du personnel du Congrès et à offrir des conseils politiques sur les sujets relatifs au Moyen-Orient en général ou à Israël en particulier. Dans son discours lors de la conférence politique de l'AIPAC de 2007, Howard Friedman, l'un des anciens Présidents de l'AIPAC, souligne l'importance de rencontrer plus fréquemment les membres du Congrès et les candidats au Congrès:

“Each one in this room must make the commitment to meet with our members of Congress and candidates for congressional offices at least twice more after Tuesday’s lobbying appointments and before the next policy conference. We can be sure that debates taking place in Congress will color the views of presidential candidates. Therefore, our Capitol Hill meetings carry more weight than usual. Providing a member of Congress or presidential candidate with AIPAC’s reliable information is key”⁷²¹.

Si les membres du personnel de l'AIPAC doivent rencontrer tous les membres du Congrès au moins deux fois par an, cela représente plus de 1000 réunions par an. Howard explique comment ils procèdent à chaque réunion en disant:

“AIPAC meets with every candidate running for Congress. These candidates receive in-depth briefings to help them completely understand the complexities of Israel’s predicament and that of the Middle East as a whole. We even ask each

<https://www.opensecrets.org/industries/totals.php?cycle=2020&ind=q05> Consulté le 4 avril 2020

⁷²⁰ Mearsheimer et Walt, *The Israel Lobby*, pp.155-169.

⁷²¹ Howard Friedman, “AIPAC Policy Conference Speech”, 11 mars 2007 https://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/speeches-and-interviews/speeches-by-aipac-leadership/2007/03/friedman_pc_2007.pdf Consulté le 6 avril 2020. [Traduction]: «Chacun dans cette salle doit s’engager à rencontrer nos membres du Congrès et nos candidats aux postes du Congrès au moins deux fois de plus après les nominations de lobbying de mardi et avant la prochaine conférence politique. Nous pouvons être sûrs que les débats qui auront lieu au Congrès coloreront les opinions des candidats à la présidentielle. Par conséquent, nos réunions Capitol Hill portent plus de poids que d'habitude. Fournir à un membre du Congrès ou à un candidat à la présidence les informations fiables de l'AIPAC est essentiel ».

candidate to author a 'position paper' on their views of the U.S.-Israel relationship—so it's clear where they stand on the subject”⁷²².

Deuxièmement, l'AIPAC organise des briefings réguliers dans la *Capitol Hill* pour les membres du personnel du Congrès et envoie une copie de son journal politique mensuel, *Near East Report* et le *AIPAC Briefing Book* à tous les membres du Congrès pour fournir un aperçu et une analyse des problèmes affectant la relation américano-israélienne⁷²³.

Troisièmement, selon l'un des membres du personnel de l'AIPAC, les membres du personnel de l'AIPAC sont généralement invités à rédiger des discours, travailler sur une législation, donner des conseils, effectuer des recherches, collecter des coauteurs et rassembler les votes⁷²⁴.

En outre, l'*American Israel Education Foundation* (AIEF), une organisation caritative pro-israélienne affiliée à l'AIPAC, organise des voyages entièrement financés en Israël pour les membres du Congrès accompagnés d'un membre de leur famille et de leurs employés pour éduquer les décideurs et les influents politiques sur l'importance de la relation américano-israélienne à travers des expériences de première main en Israël, des briefings d'experts sur les affaires du Moyen-Orient et des réunions avec l'élite politique israélienne⁷²⁵. Au cours de la dernière décennie, l'AIEF a dépensé près de 13 millions de dollars en voyages pour 363 législateurs et 657 employés des membres du Congrès en Israël⁷²⁶.

3. Inciter les Américains à agir: Une approche indirecte pour y accéder.

⁷²² *Ibid.* 52. [Traduction]: «L'AIPAC rencontre tous les candidats au Congrès. Ces candidats reçoivent des briefings approfondis pour les aider à comprendre complètement les complexités de la situation difficile d'Israël et celle du Moyen-Orient dans son ensemble. Nous demandons même à chaque candidat de rédiger un «document de position» sur son point de vue sur les relations entre les États-Unis et Israël - afin de savoir où il en est sur ce sujet»

⁷²³ AIPAC, *Near East Report* <https://www.aipac.org/resources/aipac-publications/> Consulté le 6 avril 2020.

⁷²⁴ Ceci est cité dans Camille Mansour, *Beyond Alliance: Israel in U.S. Foreign Policy*, traduit par James A. Cohen (New York: Columbia University Press, 1994), 242.

⁷²⁵ *American Israel Education Foundation, Mission Statement* <http://www.aiefdn.org> Consulté le 6 avril 2020

⁷²⁶ Akela Lacy et Ryan Grim, “An invitation you can’t refuse: How Rep. Steny Hoyer makes sure AIPAC’s Israel Junket is well attended”, *The Intercept*, 20 juin 2019 <https://theintercept.com/2019/06/20/steny-hoyer-aipac-j-street-israel/> Consulté le 6 avril 2020

L'AIPAC déploie des efforts considérables pour engager les Américains, surtout leurs membres, à contacter leurs représentants au Congrès et à leur demander d'appuyer les politiques qui servent les intérêts d'Israël et de s'opposer à ceux qui ne le font pas. Le *Action Center* de l'AIPAC, accessible sur son site Web, fournit des informations sur les sujets examinés par le Congrès et indique comment contacter leurs représentants.⁷²⁷

Les sujets actuels, au 6 avril 2020, à propos desquels l'AIPAC exhorte ses partisans à contacter le Congrès sont les suivants: L'opposition aux attaques contre les États-Unis et Israël à la Cour Pénale Internationale (CPI), le soutien à une prolongation de l'embargo des Nations Unies sur les armes contre l'Iran, le soutien d'une assistance de sécurité complète à Israël et le soutien du projet de loi US-Israel PTSD Collaborative Research Act (H.R.5605)⁷²⁸.

4. La présence des législateurs aux événements de l'AIPAC: Un engagement fort.

L'AIPAC organise divers événements auxquels les membres du Congrès et leurs collaborateurs sont invités à assister et à participer. L'événement le plus important est sa conférence politique annuelle, à laquelle participent souvent plus des deux tiers du Congrès⁷²⁹. En fait, la Conférence politique de l'AIPAC est la plus grande assemblée de membres du Congrès en un seul endroit, à l'exclusion des adresses sur l'état de l'Union et des sessions conjointes du Congrès⁷³⁰.

B. L'accès aux Présidents et aux candidats à la Présidence: L'argent, le personnel et le taux de participation dans les élections présidentielles.

1. La campagne électorale présidentielle: Le pouvoir de la circonscription électorale Juive.

Malgré le fait que les juifs américains ne représentent que 2,2% de la population adulte totale des États-Unis, leur impact sur les élections présidentielles découle en partie de leurs

⁷²⁷ AIPAC, Action Center: Contact Congress <https://takeaction.aipac.org/y1wjJP1> Consulté le 6 avril 2020.

⁷²⁸ *Ibid.*

⁷²⁹ AIPAC Policy Conference 2020 <https://event.aipac.org/policyconference-about> Consulté le 6 avril 2020.

⁷³⁰ Connie Bruck, "Friends Of Israel", *The New Yorker*, 25 août 2014 <https://www.newyorker.com/magazine/2014/09/01/friends-israel> Consulté le 6 avril 2020.

généreuses contributions aux campagnes électorales⁷³¹. Par exemple, environ 60% des fonds collectés auprès de sources non publiques proviennent du lobby pro-israélien qui joue un rôle clé dans la mobilisation des électeurs juifs pour faire des dons⁷³².

L'AIPAC mobilise également la circonscription juive à voter pour le candidat à la présidence qui est susceptible d'approuver la politique d'Israël. La circonscription juive a les taux de participation les plus élevés parmi les circonscriptions ethniques aux États-Unis, en plus du fait qu'elle est amassée dans des États décisifs lors des élections américaines comme la Pennsylvanie, la Californie, New York, le New Jersey, l'Illinois et la Floride⁷³³.

2. Maintenir le soutien exécutif: Un moyen basé sur le personnel.

Afin d'obtenir et de maintenir l'accès à la branche exécutive, l'AIPAC tient à s'assurer que ses partisans contrôlent les postes clés de l'administration. Pour illustrer cela, le Président Clinton s'est appuyé sur de nombreux responsables pro-israéliens pour conseiller sur les questions du Moyen-Orient.

Les plus éminents d'entre eux étaient Martin Indyk, l'ancien directeur adjoint de la recherche de l'AIPAC et l'un des fondateurs du *think tank* pro-israélien WINEB, qui a occupé des postes clés, notamment celui de secrétaire d'État adjoint, l'ambassadeur des États-Unis en Israël et membre de conseil de sécurité nationale de Clinton. De plus, il y avait Dennis Ross, un juif qui a rejoint WINEB après avoir été délégué spécial de Clinton au Moyen-Orient.

L'administration Bush était constituée de plus de fonctionnaires néoconservateurs pro-israéliens et juifs de haut rang. Ils ont occupé des postes liés à la politique américaine au Moyen-Orient. Les responsables pro-israéliens nés dans des familles juives étaient Paul Wolfowitz, Elliot Abrams,

⁷³¹ Pew Research Center, A portrait of Jewish Americans: Population estimates 2013, 1 octobre 2013 <https://www.pewforum.org/2013/10/01/chapter-1-population-estimates/> Consulté le 7 avril 2020.

⁷³² Thomas B. Edsall et Alan Cooperman, "GOP uses remarks to court Jews", *The Washington Post*, 13 mars 2003 <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2003/03/13/gop-uses-remarks-to-court-jews/74571902-fe63-4543-a972-a5d642546321/> Consulté le 7 avril 2003.

⁷³³ Robert Gregg, Gary W. McDonogh et Cindy H. Wong, *Encyclopedia of Contemporary American Culture* (Routledge, 2005), p.390.

Douglas Feith, Scooter (Lewis) Libby et Richard Perle⁷³⁴. Quant à ceux qui n'étaient pas juifs, mais qui ont toujours manifesté un fort soutien à Israël, nous pouvons citer Dick Cheney, Donald Rumsfeld, John Bolton, Aaron Friedberg, William Luti, David Wurmser et John Hannah.

L'administration Obama était également peuplée de hauts fonctionnaires pro-israéliens dont les positions sont pertinentes pour le Moyen-Orient et qui sont nés dans des familles juives. Il s'agit notamment de Tony Blinken, Eric Lynn, David Plouffe, Daniel Rubenstein, Steven Simon, Rahm Emanuel, David Axelrod, James Steinberg et Mara Rudman⁷³⁵.

La même chose s'applique à l'administration Trump dont les responsables juifs pro-israéliens travaillant sur des sujets liés au Moyen-Orient incluent Avi Berkowitz, Jared Kushner, David Friedman, Jason Greenblatt, Stephen Miller et Elan Carr⁷³⁶. Cela s'ajoute à Mike Pompeo, secrétaire d'État américain, et John Bolton, conseiller à la sécurité nationale, qui sont tous deux connus pour être des partisans bellicistes pro-israéliens.

3. La *Policy Conference* de l'AIPAC: Une présence importante de Présidents et de Candidats à la Présidence.

L'AIPAC a toujours tenu à inviter les Présidents et les candidats à la présidence à prononcer des discours lors de sa conférence politique annuelle afin de plaider leur cause en faveur d'Israël. Parmi les exemples récents de ces discours, on cite ceux du Président Bill Clinton (1995 et 1996), du candidat présidentiel George Bush (2000), du Président Bush (2002), du candidat présidentiel Barack Obama (2008), du Président Obama (2011 et 2012), de la candidate présidentielle Hillary Clinton (2016), du candidat à la présidence Donald Trump (2016), du vice-président de Trump Pence (2019) et du candidat à la présidence Mike Bloomberg (2020).

⁷³⁴ Jews in Barack Obama Administration, *Jewish Virtual Library*, 2001-2009
<https://www.jewishvirtuallibrary.org/jews-in-the-george-w-bush-administration> Consulté le 8 avril 2020.

⁷³⁵ Jews in Barack Obama Administration, *Jewish Virtual Library*, 2009-2017
<https://www.jewishvirtuallibrary.org/jews-in-the-barack-obama-administration> Consulté le 8 avril 2020.

⁷³⁶ Jews in Trump Administration, *Jewish Virtual Library*, 2017-2020
<https://www.jewishvirtuallibrary.org/jews-in-donald-trump-administration> Consulté le 8 avril 2020.

III. L'AIPAC et la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA: Une influence imparfaite.

Pour examiner l'efficacité des stratégies de lobbying de l'AIPAC, nous avons choisi quelques études de cas qui se rapportent à l'agenda de l'organisation et à ses réalisations revendiquées selon son site Internet. Ce faisant, nous avons identifié deux grands axes politiques.

Premièrement, les efforts de l'AIPAC pour assurer la fourniture continue de l'aide américaine pour renforcer la puissance militaire d'Israël restent l'un des principaux objectifs. Deuxièmement, l'organisation s'assure de diriger les ressources américaines pour protéger la sécurité d'Israël en soutenant sa position contre les Palestiniens et autres régimes ou mouvements hostiles perçus dans la région. Cela inclut d'empêcher ces entités de développer des armes de destruction massive (ADM) et de lutter contre les groupes terroristes émergents.

Les événements du 11 septembre ont contribué à faire avancer l'agenda de l'AIPAC alors que les États-Unis se tournaient vers la concentration de leurs plans de politique étrangère sur le Moyen-Orient avec la guerre contre le terrorisme qui visait à renverser le régime de Saddam en Irak pour son hébergement présumé d'Al-Qaïda et sa possession proclamée des armes de destruction massive, et à empêcher l'Iran d'acquérir des armes nucléaires en plus d'affaiblir le Hezbollah et la Syrie.

En d'autres termes, les États et les groupes, qui avaient été perçus comme des menaces à la sécurité d'Israël et des partisans fidèles des Palestiniens, sont devenus des menaces pour les États-Unis également après le 11 septembre. Ainsi, l'AIPAC a dû saisir ces nouvelles circonstances comme une occasion en or pour faire avancer et réaliser son agenda en influençant la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA. La question qui se pose est: l'AIPAC a-t-elle réussi à atteindre cet objectif?

A. Bush et Obama contre AIPAC: La bataille pour façonner le conflit Palestino-israélien.

1. L'administration Bush contre l'AIPAC: Une bataille continue.

a. *L'ère post-11 Septembre: Le premier échec de Bush à trouver un compromis et la première victoire de l'AIPAC.*

Consciente de l'ascension des sentiments anti-américains dans la région MENA en raison de la position américaine sur le conflit palestinien-israélien en général et de sa réaction à l'utilisation de la violence par Israël contre les Palestiniens pendant la deuxième *Intifada*, l'administration Bush a tenté d'apaiser ces sentiments en tentant de faire valoir le droit des Palestiniens à avoir leur propre État et de convaincre Ariel Sharon de mettre fin aux plans d'Israël de construire de nouvelles colonies et de retirer les forces israéliennes des territoires occupés par lesquels ils sont entrés par effraction en octobre 2001.

Sharon a refusé la demande de Bush en déclarant que ce dernier tentait d'apaiser les Arabes aux dépens d'Israël afin de recueillir leur soutien dans la guerre contre le terrorisme⁷³⁷. La tension entre Bush et Sharon s'est intensifiée fin octobre 2001, ce qui a provoqué une confrontation sans précédent entre Israël et les États-Unis⁷³⁸. En réponse, l'AIPAC a rédigé une déclaration afin de faire pression sur Bush pour qu'il s'abstienne de sa demande et dénonce sa proposition d'un État palestinien car il récompenserait plutôt que punir ceux qui hébergent et soutiennent des terroristes

⁷³⁹.

Entre-temps, l'AIPAC incitait les membres du Congrès à exercer une pression similaire sur Bush en les rencontrant et en jouant un rôle de premier plan en aidant 89 sénateurs à rédiger et à envoyer une lettre à Bush le 16 novembre 2001⁷⁴⁰. La lettre recommandait au Président de refuser de

⁷³⁷ Alan Sipress et Lee Hockstader, "Sharon's Speech Riles US", *The Washington Post*, 6 octobre 2001 <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2001/10/06/sharon-speech-riles-us/97933281-c83f-4447-8d5b-540635004cae/> Consulté le 9 avril 2020.

⁷³⁸ Suzanne Goldenberg, "Sharon defies US Demand to Retreat," *the Guardian*, 24 octobre 2001.

⁷³⁹ Cité dans Barbara Ferguson, "Jewish Groups Assail Bush For Endorsing Palestinian State", *Arab News*, 13 octobre 2001 <https://www.arabnews.com/node/215457> Consulté le 10 avril 2020.

⁷⁴⁰ Elaine Sciolino, "Senators Urge Bush Not to Hamper Israel", *New York Times*,

rencontrer Arafat, jusqu'à ce que les Palestiniens cessent d'attaquer Israël. De plus, les signataires de la lettre ont demandé à Bush de déclarer ouvertement que les États-Unis soutenaient fermement le droit d'Israël de venger la violence palestinienne⁷⁴¹.

Fin novembre, la tension entre les États-Unis et Israël s'est apaisée et les relations bilatérales se sont sensiblement améliorées, en partie grâce aux efforts de l'AIPAC, mais aussi en raison du triomphe naissant des États-Unis en Afghanistan.

Début décembre, Sharon a rencontré Bush à la Maison Blanche quelques jours après les violentes attaques israéliennes contre Gaza, qui n'ont pas été condamnées par Bush. En revanche, Ce dernier a demandé à Arafat d'arrêter l'emploi de la violence contre Israël⁷⁴². Dans une courte déclaration avant la réunion, Bush a conclu par "May God bless the Israeli citizens who lost their lives, and their families," sans mentionner les Palestiniens qui ont perdu la vie dans le même context

⁷⁴³.

b. L'ère pré-guerre d'Irak: Le deuxième échec de Bush à trouver un compromis et le deuxième triomphe de l'AIPAC.

Presque le même scénario a été répété fin mars 2002 lorsque Ariel Sharon, en réponse aux attaques du Hamas contre Israël, a réoccupé presque tous les territoires sous contrôle palestinien en Cisjordanie et a refusé de se retirer à la demande urgente de Bush⁷⁴⁴. Bush était préoccupé par

17 Novembre 2001
<https://www.nytimes.com/2001/11/17/world/senators-urge-bush-not-to-hamper-israel.html> Consulté le 10 avril 2020.

⁷⁴¹ David Singer et Lawrence Grossman, *American Jewish Year Book 2002*, (American Jewish Committee: Springer, 2003), Vol. 102, p.169.

⁷⁴² George W. Bush, "President condemns Jerusalem Bombings", the White House, 1 décembre 2001
<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/12/20011202-1.html> Consulté le 10 avril 2020

⁷⁴³ "George Bush statement before meeting Ariel Sharon", the White House, 2 décembre 2001
<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/12/20011202-2.html> Consulté le 10 avril 2020

⁷⁴⁴ Keith B. Richburg et Molly Moore, "Israel Rejects Demands to Withdraw Troops", the Washington Post, 11 avril 2002
<https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2002/04/11/israel-rejects-demands-to-withdraw-troops/7c57b427-4ac3-4f43-a88b-b22a336e30cf/> Consulté le 10 avril 2020.

l'impact négatif des actions israéliennes sur son image au Moyen-Orient et surtout en ce qui concerne ses plans pour recueillir un soutien sur la guerre contre l'Irak.

L'AIPAC a rapidement commencé à mobiliser les membres du Congrès pro-israélien du parti républicain pour agir. Le 10 avril, Tom DeLay, le chef de la majorité républicaine de la Chambre des Représentants, et Trent Lott, le chef de la majorité républicaine du Sénat, ont rencontré Bush à la Maison Blanche pour expliquer la pression exercée sur les républicains et lui demander de s'abstenir de demander à Israël de se retirer⁷⁴⁵.

Une semaine plus tard, Bush a publié une déclaration dans laquelle il décrivait Sharon comme un homme de la paix et a déclaré que Sharon avait répondu à sa demande en se retirant pleinement et immédiatement⁷⁴⁶. Ce n'était pas le cas car les forces israéliennes ne se sont pas complètement retirées de la Cisjordanie et elles ont commencé leur retrait partiel quelques jours après la déclaration de Bush.

Entre-temps, l'AIPAC a facilité la visite de Netanyahu au Congrès au cours de laquelle il s'est adressé et a rencontré 40 de ses sénateurs en avril pour justifier l'occupation israélienne de la Cisjordanie⁷⁴⁷. Deux semaines plus tard, le Congrès a adopté deux résolutions à une écrasante majorité pour mettre de côté les objections de Bush, rassurer Israël du soutien du Congrès dans une lutte commune contre le terrorisme, décrire Arafat comme un élément clé du terrorisme palestinien et fournir des crédits supplémentaires à Israël pour lutter contre le terrorisme⁷⁴⁸.

La résolution de la Chambre des Représentants (H.Res.392) a été introduite par le représentant républicain chrétien sioniste, Tom DeLay, et la résolution du Sénat (S.Res.247) a été introduite par le

⁷⁴⁵ Romesh Ratnesar, "The right's new crusade: Lobbying for Israel", *CNN*, 29 avril 2002
<http://edition.cnn.com/ALLPOLITICS/time/2002/05/06/crusade.html> Consulté le 10 avril 2020.

⁷⁴⁶ George Bush et Collin Powell, "President Bush, Secretary Powell Discuss Middle East", *The White House*, Office of the Press Secretary, 18 avril 2002
<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/04/20020418-3.html> Consulté le 10 avril 2020.

⁷⁴⁷ CNN Transcripts, "Former Prime Minister Benjamin Netanyahu Addresses Congress", *CNN*, 10 avril 2002
<http://edition.cnn.com/TRANSCRIPTS/0204/10/se.02.html> Consulté le 10 avril 2020.

⁷⁴⁸ H.Res.392, "Expressing solidarity with Israel in its fight against terrorism", 2 mai 2002.
<https://www.congress.gov/bill/107th-congress/house-resolution/392> This resolution was passed by 352-21
S.Res.247, "A resolution expressing solidarity with Israel in its fight against terrorism", 22 avril 2002.
<https://www.congress.gov/bill/107th-congress/senate-resolution/247> This resolution was passed by 94-2

sénateur démocrate juif, Joseph Lieberman, qui montre un consensus et un triomphe bi-partisan écrasant sur Bush et son administration.

Le représentant Tom Delay a été classé parmi les dix premiers bénéficiaires de fonds de PAC pro-israéliens lors des élections au Congrès de 2004⁷⁴⁹. Quant au sénateur Joseph Lieberman, il a reçu 2 001 324 dollars entre 1989 et 2014 de PAC et d'individus pro-israéliens⁷⁵⁰.

c. Bush et la Feuille de Route: Une réticence de Sharon et des victoires insignifiantes du Président.

Malgré son échec dans les deux cas précédents, Bush a insisté pour continuer à plaider en faveur de la création d'un État palestinien car il pensait que cela servait les intérêts nationaux des États-Unis. Ce faisant, il a fait pression pour la proposition d'une feuille de route qui a été refusée par Sharon et le lobby israélien aux États-Unis. L'AIPAC a aidé à rédiger une lettre au Congrès en demandant au Président de ne pas faire pression sur Israël au sujet de la feuille de route et, au lieu de cela, l'a exhorté à faire pression sur les Palestiniens pour qu'ils respectent les mesures de sécurité qui leur étaient dictées⁷⁵¹.

Israël ne semblait pas motivé par la feuille de route de Bush, qui était justifiée par son plan de construction d'une 'barrière de sécurité', ou ce que d'autres appelaient 'barrière de séparation', qui visait à saisir plus de terres des territoires déjà occupés en Cisjordanie et à exposer des milliers de Palestiniens à plus de souffrances quotidiennes⁷⁵². Le 25 juillet 2003, Bush a commencé à exprimer son désaccord avec le plan de Sharon lors d'une conférence de presse conjointe à la Maison Blanche

⁷⁴⁹ Hugh Galford, "Pro-Israel PAC Contributions to 2004 Congressional Candidates", *Washington Report on Middle East Affairs*, juillet-août 2004 <https://www.wrmea.org/004-july-august/004-top-ten-career-recipients-of-pro-israel-pac-funds.html> Consulté le 27 avril 2020.

⁷⁵⁰ Center for Responsive Politics, Sen. Joe Lieberman (1989-2014), <https://www.opensecrets.org/members-of-congress/summary?cid=N00000616&cycle=CAREER&type=> Consulté le 27 avril 2020.

⁷⁵¹ Cette lettre a été signée par 283 Représentants et 85 sénateurs. Voir Nathan Guttman, "Senators, Congressmen Put Pro-Israel Stance in Writing", *Haaretz*, 18 avril 2003 <https://www.haaretz.com/1.4682655> Consulté le 11 avril 2020.

⁷⁵² Ceci est une carte de la clôture, qui a été fournie par une organisation israélienne des droits de l'homme appelée B'TSELEM. https://www.btselem.org/download/separation_barrier_map_eng.pdf Consulté le 11 avril 2020.

avec le leader palestinien Mahmoud Abbas. Bush considérait le mur comme un problème et un obstacle au développement de la confiance entre les deux partis⁷⁵³.

Moins d'une semaine plus tard, Bush a accueilli Sharon à la Maison Blanche. Sharon était ferme sur son plan de construction du mur, ce qui n'a pas été critiqué par Bush qui a soutenu l'affirmation de Sharon selon laquelle le terrorisme palestinien restait la principale pierre d'achoppement à la paix⁷⁵⁴.

Fin novembre, Bush a décidé de punir Israël sur son plan de mur en annulant environ 10% des garanties de prêt de 3 milliards de dollars offertes à Israël au début de 2003⁷⁵⁵. L'AIPAC n'a pas pris la peine de faire du lobbying contre cette décision car cela signifiait ne couper aucun sou de l'aide étrangère américaine régulière à Israël. Au contraire, cela signifiait qu'Israël devait payer 4 millions de dollars supplémentaires chaque année pour les taux d'intérêt, ce qui n'était pas mal du tout pour un pays riche comme Israël⁷⁵⁶.

L'administration Bush a pu remporter une deuxième victoire mineure sur le lobby israélien lorsqu'elle n'a pas accepté la menace de Sharon de bannir et de forcer Arafat à quitter la Cisjordanie en septembre 2003.⁷⁵⁷ Sharon a renié et l'AIPAC n'a pas fait grand-chose à ce sujet.

⁷⁵³ "Remarks by George W. Bush and Mahmoud Abbas", *The White House*: Office of the Secretary, 25 juillet 2003 <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/07/20030725-6.html> Consulté le 11 avril 2020.

⁷⁵⁴ "President Discusses Middle East Peace with Prime Minister Sharon", *The White House*: Office of the Secretary, 29 juillet 2003 <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/07/20030729-2.html> Consulté le 11 avril 2020.

⁷⁵⁵ Stephen R. Weismann, "US Rescinds Part Of Loan Guarantees to Israel", *New York Times*, 26 Novembre 2003 <https://www.nytimes.com/2003/11/26/world/us-rescinds-part-of-loan-guarantees-to-israel.html> Consulté le 11 avril 2020.

⁷⁵⁶ *Ibid.*

⁷⁵⁷ James Bennet, "Israel Announces Official Decision to Remove Arafat", *New York Times*, 12 septembre 2003 <https://www.nytimes.com/2003/09/12/world/israel-announces-official-decision-to-remove-arafat.html> Consulté le 12 avril 2020.

d. La nouvelle tentative de l'Administration Bush de jouer le rôle de médiateur: Un nouvel échec.

La réélection de Bush en novembre 2004 a coïncidé avec la mort d'Arafat le même mois, qui a été suivie par l'élection de Mahmoud Abbas en janvier 2005 et d'Ehud Olmert en janvier 2006. De nombreux changements, mais aucun progrès dans le processus de paix.

Malgré la reconnaissance d'Israël par Abbas et sa dénonciation de la violence du côté palestinien ainsi que sa pression pour revitaliser le processus de paix, Bush a choisi de se désengager de relancer la Feuille de route de sa réélection jusqu'à la fin de 2006, ce qui a contribué à affaiblir Abbas et entraînant un triomphe politique sans précédent du Hamas aux élections de 2006. Le lobby israélien a soutenu ce changement de politique de Bush car cela signifiait qu'Israël continuera de contrôler de vastes territoires en Cisjordanie⁷⁵⁸.

La détérioration des conditions de vie des Palestiniens à Gaza, causée par l'isolement d'Israël, a incité le Hamas à attaquer Israël et a conduit à la prise en otage d'un soldat israélien à l'été 2006. En conséquence, Israël a ré-occupé Gaza. Le même été, la situation s'est aggravée avec la prise en otage de deux autres soldats israéliens par le Hezbollah. Au milieu de ces circonstances, l'administration Bush s'est sentie obligée de plaider pour la reprise des négociations de paix afin de garantir un soutien arabe continu à la guerre en Irak ainsi qu'aux tentatives de l'Iran d'acquérir une arme nucléaire.

La décision de l'administration Bush de jouer le rôle d'intermédiaire a coïncidé avec une initiative de paix saoudienne qui a été adoptée par la ligue arabe et approuvée par les États-Unis. Cependant, Ehud Olmert a rejeté la plupart des clauses de l'initiative⁷⁵⁹. Condoleezza Rice, secrétaire d'État américaine, a rencontré 15 chefs d'organisations juives américaines, dont l'AIPAC, pour leur assurer

⁷⁵⁸ Ori Nir, "Influential American Jewish Coalition Balks at Endorsing Sharon's Gaza Plan", *Forward*, 22 octobre 2004 <http://old.forward.com/articles/4361/influential-american-jewish-coalition-balks-at-end/default.htm> Consulté le 13 avril 2020.

⁷⁵⁹ Steven Erlanger, "Olmert Rejects Right of Return for Palestinians", *New York Times*, 31 mars 2007 <https://www.nytimes.com/2007/03/31/world/middleeast/31mideast.html> Consulté le 13 avril 2020.

que les États-Unis n'exerceront aucune pression sur Israël pour qu'il accepte l'initiative de paix de la ligue arabe⁷⁶⁰.

La dernière décision prise par Bush avant de quitter ses fonctions était son soutien total à la guerre d'Israël contre le Hamas fin 2008, ce qui était une fatalité car le Hamas figurait déjà sur la liste américaine des groupes terroristes.

2. L'Administration Obama contre l'AIPAC: Une bataille à peine équilibrée.

En tant que candidat à la présidence, Obama a prononcé un discours lors de la conférence politique de l'AIPAC en 2008 pour rassurer les juifs américains que:

"Any agreement with the Palestinian people must preserve Israel's identity as a Jewish state, with secure, recognized and defensible borders. Jerusalem will remain the capital of Israel, and it must remain undivided".⁷⁶¹

Dans un discours prononcé à l'Université du Caire en juin 2009, Obama a déclaré:

"For more than sixty years they've endured the pain of dislocation. Many wait in refugee camps in the West Bank, Gaza, and neighboring lands for a life of peace and security that they have never been able to lead. ... America will not turn our backs on the legitimate Palestinian aspiration for dignity, opportunity, and a state of their own"⁷⁶².

En fait, il n'y a jamais eu de Président américain qui a exprimé le droit des Palestiniens à avoir leur propre État et à vivre une vie décente à de nombreuses reprises et d'une manière catégorique de dehors d'Obama.

⁷⁶⁰ Ron Kampeas, "Rice focuses on endgame", *The Jewish Telegraphic Agency*, 11 Février 2007 <https://www.jta.org/2007/02/11/united-states/rice-focuses-on-endgame> Consulté le 13 avril 2020.

⁷⁶¹ Barack Obama, "Speech at AIPAC's Policy Conference", *NPR*, 4 juin 2008 <https://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=91150432> Consulté le 13 avril 2020. [Traduction]: «Tout accord avec le peuple palestinien doit préserver l'identité d'Israël en tant qu'Etat juif, avec des frontières sûres, reconnues et défendables. Jérusalem restera la capitale d'Israël et elle doit rester indivise».

⁷⁶² Barack Obama, "Remarks by the President on a New Beginning", *Cairo University(Egypt)*, 4 juin 2009 <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/remarks-president-cairo-university-6-04-09> Consulté le 14 avril 2020. [Traduction]: «Pendant plus de soixante ans, ils ont enduré la douleur de la luxation. Beaucoup attendent dans les camps de réfugiés en Cisjordanie, à Gaza et dans les pays voisins une vie de paix et de sécurité qu'ils n'ont jamais pu mener. ... L'Amérique ne tournera pas le dos à l'aspiration légitime des Palestiniens à la dignité, aux opportunités et à leur propre état».

a. L'héritage des colonies de Mitchell et Obama: Une première confrontation précoce avec le Lobby Israélien.

Le deuxième jour de son mandat, Obama a nommé George Mitchell comme son envoyé spécial pour la paix au Moyen-Orient. Mitchell a été accueilli avec espoir par la plupart des Palestiniens en raison de sa ferme demande de geler les colonies illégales d'Israël pendant le premier mandat de Bush⁷⁶³. En effet, la recommandation de Mitchell a été adoptée par l'administration Obama et a été traduite en une déclaration énergique et claire en mai 2009 par la secrétaire d'État, Hillary Clinton, affirmant que le Président "wants to see a stop to settlements - not some settlements, not outposts, not natural growth exceptions"⁷⁶⁴. L'administration Obama a d'abord souligné le problème des colonies parce qu'il pensait que cela entraverait un progrès potentiel vers l'instauration de la paix.

Cette déclaration a suscité les inquiétudes de l'AIPAC et a rapidement répondu en mobilisant le Congrès pour envoyer une lettre à Obama afin de l'exhorter à travailler "closely and privately" avec Israël et à ne pas exercer de pression publique sur Israël concernant le problème des colonies⁷⁶⁵. La lettre a été signée par 329 représentants et 76 sénateurs qui ont appelé au maintien du *statu quo* et ont déclaré que les États-Unis doivent être à la fois un médiateur de confiance et un ami dévoué d'Israël⁷⁶⁶.

Obama a semblé recevoir le message que le lobby israélien n'était pas satisfait de sa pression publique sur Israël et du changement perçu de la politique étrangère américaine envers ce pays. En conséquence, il a rencontré des représentants de 14 organisations juives américaines, y compris l'AIPAC, pour les apaiser et expliquer ce changement perçu vis-à-vis d'Israël aux dirigeants juifs.

⁷⁶³ Sharm El-Sheikh Fact-Finding Committee Report "Mitchell Report", 30 avril 2001
http://eeas.europa.eu/archives/docs/mepp/docs/mitchell_report_2001_en.pdf Consulté le 14 avril 2020.

⁷⁶⁴ Martin S. Indyk, Kenneth G. Lieberthal et Michael E. O'Hanlon, *Bending History: Barack Obama's Foreign Policy* (Brookings Institution Press, 2012), p. 119. [Traduction]: «Veut voir un arrêt des colonies - pas certaines colonies, pas d'avant-postes, pas d'exceptions à la croissance naturelle».

⁷⁶⁵ Ben Smith, "Dems pressure Obama on Israel", *Politico*, 1 juin 2009
<https://www.politico.com/story/2009/06/dems-pressure-obama-on-israel-023207> Consulté le 14 avril 2002.

⁷⁶⁶ Chris McGreal, "US pro-Israeli group attempts to stop shift in White House Middle East policy: AIPAC urges Congress members to sign letter to Barack Obama calling for Israel to set pace of negotiations with Palestinian", *The Guardian*, 6 mai 2009
<https://www.theguardian.com/world/2009/may/06/us-israel-palestinians-middle-east>
Consulté le 14 avril 2020.

Obama a confirmé ce changement et a répondu: "you are absolutely right and we are going to fix that... the sense of evenhandedness has to be restored"⁷⁶⁷. En fait, cette déclaration ressemble à des excuses implicites au lobby israélien.

De plus, Obama a nommé Dennis Ross comme assistant spécial du Président et directeur principal pour la région centrale, qui comprend le Moyen-Orient et le Golfe en plus du Pakistan, de l'Afghanistan et de l'Asie du Sud⁷⁶⁸. En plus d'être un politicien juif pro-israélien convaincu, la tension entre Mitchell et Ross était tellement perceptible, surtout lorsque ce dernier ignorait Mitchell alors qu'il menait des négociations avec des responsables israéliens⁷⁶⁹.

Pour contrebalancer la nomination de Dennis Ross, Obama a nommé Chuck Hagel au poste de secrétaire américain à la Défense en 2013, ce qui a montré une limitation de l'influence de l'AIPAC sur les nominations à des postes de direction, étant donné que Hagel était très critique envers Israël et l'AIPAC en particulier⁷⁷⁰.

Malgré le fait qu'Obama a réussi à empêcher Israël de geler partiellement ses colonies en 2009 et 2010, le nombre total de colonies au cours de sa présidence a dépassé celui de son prédécesseur selon les données présentées par le bureau central des statistiques d'Israël et *Peace Now*, une organisation de surveillance anti-colonies⁷⁷¹.

b. Les colonies Israéliennes et la position d'Obama aux Nations Unies: Un nul au goût de défaite.

⁷⁶⁷ Josh Ruebner, *Shattered Hopes: Obama's Failure to Broker Israeli-Palestinian Peace* (New York: Verso, 2014), p. 281. [Traduction]: « vous avez tout à fait raison et nous allons résoudre ce problème ... le sentiment d'impartialité doit être rétabli ».

⁷⁶⁸ Glenn Kessler, "Dennis Ross is moved from state Department Post to White House", *the Washington Post*, 15 juin 2009 http://voices.washingtonpost.com/44/2009/06/15/dennis_ross_is_moved_from_stat.html Consulté le 14 avril 2020.

⁷⁶⁹ Barak Ravid et Natasha Mozgovaya, "Obama's Mideast Adviser Steps Down Amid Stalled Peace Talks", *Haaretz*, 10 novembre 2011 <https://www.haaretz.com/1.5208428> Consulté le 14 avril 2020.

⁷⁷⁰ Chris McGreal, "Chuck Hagel 'not antisemitic for saying pro-Israel lobby has a powerful voice", *The Guardian*, 7 janvier 2013 <https://www.theguardian.com/world/2013/jan/07/chuck-hagel-not-antisemitic-israel> Consulté le 16 avril 2020.

⁷⁷¹ Josef Federman, "Israeli settlements have grown during the Obama years", *APNews*, 16 septembre 2016 <https://apnews.com/93e1597c5da7493ea49c29260f7f8004/israeli-settlements-have-grown-during-obama-years> Consulté le 14 avril 2020.

Étonnamment et contrairement à l'appel catégorique initial d'Obama pour qu'Israël arrête toutes sortes de colonies en Cisjordanie, les États-Unis, sous sa direction, ont opposé leur veto à une résolution anti-coloniale du Conseil de sécurité de l'ONU en février 2011. La résolution a été soutenue par tous les membres, y compris le Royaume-Uni et la France⁷⁷². L'AIPAC a salué le recours au veto par Obama pour bloquer une tentative de condamnation et de délégitimation des colonies israéliennes⁷⁷³.

Contrairement à la résolution de l'ONU de 2011, Obama a décidé de prendre une position différente sur une résolution similaire du Conseil de sécurité de l'ONU 2334 en 2016 lorsque les États-Unis se sont abstenus de voter contrairement aux 14 autres membres qui ont voté en faveur de la résolution⁷⁷⁴. L'abstention américaine a permis à la résolution de passer, ce qui a rendu les colonies israéliennes illégales conformément au droit international⁷⁷⁵.

L'AIPAC a réagi à l'abstention américaine en déclarant qu'elle était profondément gênée par l'échec de l'administration Obama à opposer son veto afin d'empêcher une résolution destructrice, partielle, anti-israélienne d'être promulguée par le Conseil de sécurité des Nations Unies⁷⁷⁶.

Avant l'adoption de la résolution, l'AIPAC a créé une plate-forme sur son siteWeb afin de mobiliser les Américains pour exhorter leurs représentants fédéraux au Congrès à remercier ceux qui s'y sont opposés et à ceux qui ne l'ont pas fait pour tenter de faire pression sur Obama afin d'opposer son veto aux Nations Unies⁷⁷⁷. En effet, un groupe très important de 387 membres du

⁷⁷² "United States vetoes Security Council resolution on Israeli settlements", *United Nations News*, 19 février 2011 <https://news.un.org/en/story/2011/02/367082-united-states-vetoes-security-council-resolution-israeli-settlements> Consulté le 14 avril 2020.

⁷⁷³ Hilary Leila Krieger, "US vetoes UN resolution condemning settlements as illegal", *The Jerusalem Post*, 19 février 2011 <https://m.jpost.com/International/US-vetoes-UN-resolution-condemning-settlements-as-illegal> Consulté le 15 avril 2020.

⁷⁷⁴ "UN Security Council Resolution 2334", *The United Nations*, 23 décembre 2016 <https://www.un.org/webcast/pdfs/SRES2334-2016.pdf> Consulté le 15 avril 2020.

⁷⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁷⁶ "AIPAC Statement on U.S. Abstention from UNSC Resolution Vote", 23 décembre 2016, Consulté le 15 avril 2020. <https://www.aipac.org/resources/aipac-publications/publication?pubpath=PolicyPolitics/Press/AIPAC%20Statements/2016/12/AIPAC%20Statement%20on%20US%20Abstention%20from%20UNSC%20Resolution%20Vote>

⁷⁷⁷ Eric Cortellessa, "AIPAC looks to push Congress on opposition to UN resolution", *The Times of Israel*, 30 décembre 2016 <https://www.timesofisrael.com/aipac-looks-to-push-congress-on-opposition-to-un-resolution/> Consulté le 15 avril 2020.

Congrès a envoyé une lettre à Obama pour l'exhorter à opposer son veto à la résolution 2334 du CSNU⁷⁷⁸. Malgré toutes ces pressions, Obama était déterminé à gagner cette bataille contre l'AIPAC moins d'un mois avant la fin de son deuxième mandat.

c. L'État de Palestine et la position d'Obama à l'ONU: Un changement de dernière minute à nouveau.

En septembre 2011 et après une impasse de deux ans dans les négociations de paix avec Israël, Mahmoud Abbas a décidé de demander l'adhésion de l'État Palestinien aux Nations Unies, ce qui, en cas d'admission, lui permettrait d'engager des poursuites contre Israël et d'autres pays à la Cour Pénale Internationale (CPI). Pour être membre à part entière de l'ONU, la Palestine devait être recommandée par le Conseil de sécurité avant d'obtenir le soutien des deux tiers de l'Assemblée générale. Bien que l'obtention de la majorité des deux tiers à l'assemblée générale ne soit pas un grand défi, il est presque impossible d'obtenir la recommandation du conseil de sécurité en raison de la forte probabilité d'être bloqué par le veto américain⁷⁷⁹.

En faisant, les Palestiniens ont choisi une option plus facile d'être un «État non membre», ce qui nécessite une majorité simple à l'assemblée générale, tout en reconnaissant le statut d'État à la Palestine. Le 29 novembre 2012, la Palestine a été reconnue comme un «État observateur non membre» par la résolution 67/19 de l'assemblée générale, qui exigeait l'utilisation de l'appellation «État de Palestine» dans tous les documents des Nations Unies⁷⁸⁰.

Avant l'adoption de la résolution de l'AG, l'AIPAC a joué un rôle clé en mobilisant ses amis au Congrès pour adopter une série de projets de loi afin de rejeter et bloquer l'initiative, menacer de suspendre l'aide aux Palestiniens et faire pression sur Obama pour qu'il oppose son veto, ce qu'il a

⁷⁷⁸ Letter to President Obama from Members of Congress about UNSC Resolution 2334, 13 avril 2016 <https://lieu.house.gov/sites/lieu.house.gov/files/documents/Lowey%20Granger%20Final%20Letter%20%283%29.pdf> Consulté le 15 avril 2020.

⁷⁷⁹ En juillet 2019, l'État de Palestine était reconnu par 138 États membres de l'ONU, soit plus des deux tiers du nombre total (193 États membres). Voir la page de la mission permanente à observateur de l'État de Palestine auprès des Nations Unies (New York) <https://palestineun.org/about-palestine/diplomatic-relations/> Consulté le 16 avril 2020.

⁷⁸⁰ United Nations General Assembly Resolution 67/19, Status of Palestine Status in the United à Nations, 4 décembre 2012 <https://unispal.un.org/UNISPAL.NSF/0/19862D03C564FA2C85257ACB004EE69B> Consulté le 16 avril 2020.

fait⁷⁸¹. Cela comprenait un projet de loi de la Chambre des Représentants H.Res.1765⁷⁸² qui a été introduit par le représentant Howard Berman, un sioniste juif qui a déclaré un jour "before even being a Democrat, I was a Zionist"⁷⁸³.

Ari Goldberg, qui travaillait comme membre du personnel de Howard Berman pendant des années, a ensuite été nommé porte-parole de l'AIPAC⁷⁸⁴. Le Sénat a adopté un projet de loi (S.Res.185)⁷⁸⁵ qui a été introduit par le sénateur Benjamin Cardin, un juif et l'un des démocrates les plus proches de l'AIPAC selon le *Times of Israel*.⁷⁸⁶

Comme il l'a fait avec la résolution anti-colonies de l'ONU, Obama a semblé reconsidérer sa position sur le statut d'État de la Palestine vers la fin de son deuxième mandat lorsqu'il a refusé de faire une déclaration publique pour s'opposer à la candidature de l'État palestinien sur demande du *Minority Leader* sénateur Harry Reid à qui la Maison Blanche a dit à deux reprises qu'elle était entrain de réévaluer sa position sur ce sujet⁷⁸⁷.

⁷⁸¹ AIPAC, "Condemn Palestinian Recognition at UN". Consulté le 16 avril 2020

<https://www.aipac.org/learn/legislative-agenda/agenda-display?agendaaid=%7BD28737B1-8EEC-4339-BF9B-B357733A48C8%7D>

⁷⁸² H.Res.1765 (111th Congress), "Supporting a negotiated solution to the Israeli-Palestinian conflict and condemning unilateral measures to declare or recognize a Palestinian state, and for other purposes", 15 décembre 2010 <https://www.congress.gov/bill/111th-congress/house-resolution/1765/text> Consulté le 16 avril 2020. .

⁷⁸³ Nathan Guttman, "New Foreign Affairs Committee Chairman Draws Praise From Sides", *Forward*, 24 avril 2008 <https://forward.com/news/13244/new-foreign-affairs-committee-chairman-draws-prais-01741/> Consulté le 16 avril 2020. Traduction: « Avant même d'être démocrate, j'étais sioniste ».

⁷⁸⁴ Ron Kampeas, "AIPAC bringing in a new spokesman", *Jewish Telegraph Agency*, 7 février 2011 <https://www.jta.org/2011/02/07/united-states/aipac-bringing-in-a-new-spokesman> Consulté le 16 avril 2020.

⁷⁸⁵ S.Res.185 (112th Congress), "A resolution reaffirming the commitment of the United States to a negotiated settlement of the Israeli-Palestinian conflict through direct Israeli-Palestinian negotiations, reaffirming opposition to the inclusion of Hamas in a unity government unless it is willing to accept peace with Israel and renounce violence, and declaring that Palestinian efforts to gain recognition of a state outside direct negotiations demonstrates absence of a good faith commitment to peace negotiations, and will have implications for continued United States aid", 28 juin 2011 <https://www.congress.gov/bill/112th-congress/senate-resolution/185?q=%7B%22search%22%3A%5B%22negotiation%22%5D%7D&r=4> Consulté le 16 avril 2020.

⁷⁸⁶ JTA, "AIPAC-aligned Senator Cardin to address J Street confab", *the Times of Israel*, 22 mars 2018 <https://www.timesofisrael.com/aipac-aligned-senator-cardin-to-address-j-street-confab/> Consulté le 16 avril 2020.

⁷⁸⁷ John Bresnahan et Edward-Isaac Dove, "Exclusive: Obama brushed off Reid's plea on Palestinian state", *Politico*, 1 octobre 2015 <https://www.politico.com/story/2015/10/reid-obama-israel-palestinians-netanyahu-united-nations-214011> Consulté le 16 avril 2020.

Ce changement d'opinion d'Obama a été principalement attribué à une déclaration de Benjamin Netanyahu dans sa campagne de réélection dans laquelle il a déclaré avec force qu'il bloquerait toute tentative de faire de l'État de Palestine une réalité⁷⁸⁸.

B. Bush et Obama contre AIPAC: Le triomphe ultime de la diplomatie sur le programme nucléaire Iranien.

Après avoir vaincu le régime de Saddam Hussein en Irak, l'Iran est devenu le défi le plus important pour les États-Unis et Israël dans la région en raison de deux facteurs majeurs. Premièrement, le développement potentiel d'armes nucléaires par l'Iran peut menacer la sécurité d'Israël ainsi que les forces américaines basées dans la région. Deuxièmement, l'Iran a de grandes chances de contrôler la région riche en pétrole en raison de ses liens solides avec les chiites en Irak, le Hezbollah au Liban et les Houthis au Yémen. Par conséquent, il est très important pour les États-Unis et Israël d'empêcher l'Iran de devenir une puissance nucléaire et de dominer le Moyen-Orient.

Il existe deux approches différentes pour atteindre cet objectif. La première, qui est publiquement prônée par Israël et soutenu de manière équivoque par le lobby israélien aux États-Unis, favorise l'utilisation de moyens rigoureux tels que des sanctions économiques ou une intervention militaire. Les partisans de cette approche minimisent l'efficacité des mesures diplomatiques et des incitations économiques pour empêcher l'Iran d'acquérir une arme nucléaire. Cette approche nécessite une présence militaire américaine permanente et forte dans la région.

La deuxième approche pour traiter le programme nucléaire iranien consiste à engager des négociations diplomatiques avec ce pays, ce qui nécessite d'éliminer la possibilité de recourir à la force car cela rendrait les dirigeants iraniens plus zélés à rechercher une arme dissuasive.

1. L'Administration Bush et l'AIPAC sur le programme nucléaire Iranien: Quand des facteurs nationaux et internationaux restreignent l'influence du lobby.

⁷⁸⁸ *Ibid.*

a. L'usage de la force contre l'Iran: Lorsque l'opinion publique restreint la rhétorique du Lobby.

L'Iran faisait partie de «l'axe du mal», identifié par Bush après le 11 septembre et comprenant l'Iraq et la Corée du Nord en raison de leur parrainage présumé du terrorisme ou de la mise au point d'armes de destruction massive. Après le renversement du régime de Saddam, Israël a commencé son plaidoyer pour un changement de régime en Iran en raison de l'intention potentielle de ce pays de développer une arme nucléaire⁷⁸⁹. La rhétorique de Bush a reflété celle d'Israël dans de nombreux discours y compris celui qu'il a prononcé en mars 2006:

*"The threat is, of course, their stated objective to destroy our strong ally Israel. That's a threat, a serious threat . . . I made it clear, I'll make it clear again, that we will use military might to protect our ally, Israel"*⁷⁹⁰.

Le lobby israélien a demandé à la Maison Blanche de s'abstenir de faire des déclarations publiques sur la détermination des États-Unis à recourir à la force contre l'Iran pour défendre Israël de peur que la communauté juive américaine ne soit blâmée pour les répercussions négatives d'une éventuelle attaque militaire contre l'Iran surtout à un moment où Bush était confronté à une critique croissante à cause de la guerre en Irak⁷⁹¹.

La demande du lobby israélien peut s'expliquer par le fait que l'opinion publique américaine s'opposait fermement à l'option militaire. Selon un sondage d'opinion réalisé en 2007 par *USA Today* / *Gallup Poll*, 73% des Américains étaient favorables aux moyens diplomatiques et économiques pour forcer l'Iran à arrêter son plan nucléaire tandis que 18% seulement préféraient l'option militaire⁷⁹².

⁷⁸⁹ Stephen Farrell, Robert Thomson, et Danielle Haas, "Attack Iran the Day Iraq War Ends, Demands Israel", *Times* (London), 5 novembre 2002
<https://www.thetimes.co.uk/article/attack-iran-the-day-iraq-war-ends-demands-israel-j0kqj6tpcz> Consulté le 17 avril 2020.

⁷⁹⁰ Cité dans John P. McTernan, *As America Has Done To Israel* (Whitaker House, 2008), p.242. [Traduction]: «La menace est, bien sûr, leur objectif déclaré de détruire notre puissant allié Israël. C'est une menace, une menace sérieuse. . . J'ai dit clairement, je le répéterai clairement, que nous utiliserons la puissance militaire pour protéger notre allié, Israël ».

⁷⁹¹ Ori Nir, "Groups to Bush: Drop Iran-Israel Linkage", *Forward*, 12 mai 2006
<https://forward.com/news/1386/groups-to-bush-drop-iran-israel-linkage/> Consulté le 17 avril 2020.

⁷⁹² Lydia Saad, "Americans Want a Restrained Iran Strategy", *Gallup Poll*, 6 novembre 2007
<https://news.gallup.com/poll/102592/americans-want-restrained-iran-strategy.aspx> Consulté le 19 avril 2020.

Contrairement aux membres de l'AIPAC, l'option de faire la guerre à l'Iran n'a pas été préconisée par la direction de l'organisation lors de sa conférence politique de 2007 où les convictions politiques de l'AIPAC sont généralement exprimées. Aucun des dirigeants de l'AIPAC n'a ouvertement parlé de la guerre avec l'Iran dans leurs discours ou lors de tables rondes, et très peu d'orateurs externes bien connus l'ont fait⁷⁹³.

L'un des rares dirigeants extérieurs éminents qui a appelé à une approche énergique pour faire face aux ambitions nucléaires de l'Iran était le pasteur John Hagee, le célèbre chrétien sioniste et le fondateur de l'une des organisations américaines pro-israéliennes les plus solides, *Christians United For Israel* (CUFI). John Hagee a déclaré:

*“ It is 1938; Iran is Germany and Ahmadinejad is the new Hitler. Ladies and gentlemen we must stop Iran’s nuclear threat and stop it now and stand boldly with Israel, the only democracy in the Middle East. The only way to win a nuclear war is to make certain it never starts ”*⁷⁹⁴.

John Hagee a eu le privilège de prendre la parole lors du dîner plénier d'ouverture de la conférence politique de l'AIPAC 2007 au cours de laquelle il a été très chaleureusement accueilli et son discours a été vivement et fréquemment applaudi par une foule d'environ 6000 délégués de l'AIPAC.

En bref, il est difficile d'évaluer l'influence de l'AIPAC sur le discours de Bush d'utiliser la force contre l'Iran en raison de la position ambiguë de ses dirigeants sur cette question et du rôle de l'opinion publique à cet égard.

⁷⁹³ Gregory Levey, “Inside America's powerful Israel lobby”, *Salon*, 16 mars 2007 <https://www.salon.com/2007/03/16/aipac/> Consulté le 18 avril 2020.

⁷⁹⁴ John Hagee, “Speech at AIPAC Policy Conference 2007”, 11 mars 2007 https://www.aipac.org/-/media/publications/policy-and-politics/speeches-and-interviews/speeches-by-policy-makers/2007/03/hagee_pc_2007.pdf Consulté le 18 avril 2020. [Traduction]: «Nous sommes en 1938; L'Iran est l'Allemagne et Ahmadinejad est le nouvel Hitler. Mesdames et Messieurs, nous devons mettre un terme à la menace nucléaire de l'Iran, l'arrêter maintenant et nous tenir hardiment aux côtés d'Israël, la seule démocratie du Moyen-Orient. La seule façon de gagner une guerre nucléaire est de s'assurer qu'elle ne commence jamais ».

b. L'imposition de sanctions à l'Iran: Quand un facteur international facilite l'influence du lobby.

Avec une référence très minime à Israël, les menaces fréquentes de Bush d'utiliser la force semblaient inutiles pour dissuader l'Iran de poursuivre ses plans nucléaires, ce qui a poussé Bush à réfléchir à un autre moyen : l'imposition de sanctions économiques.

En juin 2005, Bush a publié un décret 13382 pour geler les propriétés des individus impliqués dans le programme nucléaire iranien⁷⁹⁵. En outre, il a profité du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), sur le non-respect par l'Iran de ses restrictions sur l'enrichissement d'uranium, pour commencer à plaider en faveur de sanctions internationales contre l'Iran. En décembre 2006, mars 2007 et mars 2008, Bush a réussi à persuader tous les membres du Conseil de sécurité d'imposer des sanctions à l'Iran et de les endurcir après que ce dernier ait refusé de fermer ses installations nucléaires⁷⁹⁶.

Entre-temps, l'AIPAC faisait pression pour des sanctions similaires au Congrès par le biais de ses membres pro-israéliens. Pour illustrer, la Chambre des Représentants a adopté un projet de loi (H.R.1400) intitulé «*Iran Counter Proliferation Act of 2007*» sur lequel 397 membres ont voté pour et seulement 16 ont voté contre⁷⁹⁷. Ce projet de loi a été introduit par le regretté représentant Tom Lantos, un survivant de l'Holocauste et un allié solide de l'AIPAC.

La loi a visé à soutenir les sanctions du Conseil de sécurité contre l'Iran et a appelé à les renforcer en plus de l'imposition des sanctions sévères américaines sur le même pays. Lantos a été l'un des principaux bénéficiaires des contributions financières des PAC pro-Israël, dont la plupart sont

⁷⁹⁵ George W. Bush Executive Order 13382, the US Department of Treasury, 28 juin 2005 <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/Programs/Documents/wmd.pdf> Consulté le 20 avril 2020.

⁷⁹⁶ "Security Council Imposes Sanctions on Iran for Failure to Halt Uranium Enrichment, Unanimously Adopting Resolution 1737", Press Release: the United Nations Security Council, 23 décembre 2006; <https://www.un.org/press/en/2006/sc8928.doc.htm> ; "Security Council tightens sanctions against Iran over uranium enrichment", *The United Nations News*, 24 mars 2007

<https://news.un.org/en/story/2007/03/213372-security-council-tightens-sanctions-against-iran-over-uranium-enrichment> ; "Security Council Restrictions on Iran's Proliferation-Sensitive Nuclear Activities, Increases Vigilance over Iranian Banks, Inspect Cargo", the United Nations News, 3 mars 2008 <https://www.un.org/press/en/2008/sc9268.doc.htm> Consulté le 17 avril 2020.

⁷⁹⁷ H.R.1400 (110th Congress)- Iran Counter-Proliferation Act of 2007, 26 septembre 2007, <https://www.congress.gov/bill/110th-congress/house-bill/1400/all-info> Consulté le 19 avril 2020.

affiliés à l'AIPAC. Par exemple, le montant le plus important qu'il a reçu de divers PAC en 2000 provenait de PAC *pro-Israël*⁷⁹⁸.

En bref, bien que l'AIPAC ait exercé une forte influence sur le Congrès pour adopter des lois imposant des sanctions à l'Iran, il est difficile de parler d'une influence similaire sur le Président concernant les sanctions internationales parce que la communauté internationale, y compris les membres permanents du Conseil de sécurité, était prédisposée à accepter les sanctions et surtout après le rapport de l'AIEA.

De toute évidence, ni les menaces d'utilisation de la force ni l'imposition de sanctions sévères ne peuvent dissuader l'Iran de son plan nucléaire. A ce titre, l'approche qui n'a pas été épuisée était l'approche diplomatique. Cela a été sollicité par le Président Obama qui a fait face à une forte opposition de l'AIPAC.

2. L'Administration Obama contre l'AIPAC sur le programme nucléaire Iranien: Le triomphe de la diplomatie.

a. Du discours conflictuel à la rhétorique aimable: La première tentative diplomatique d'Obama avec l'Iran et la première tentative de l'AIPAC pour influencer les négociations.

Contrairement au langage conflictuel de Bush envers l'Iran, Obama a commencé son mandat en transmettant des messages positifs de sa détermination à résoudre le conflit avec l'Iran par des moyens diplomatiques. Dans son discours inaugural, Obama a déclaré:

*"To the Muslim World, we seek a new way forward, based on mutual interest and mutual respect ... we will extend a hand if you are willing to unclench your fist"*⁷⁹⁹

⁷⁹⁸ Center for Responsive Politics, Top contributions to Rep. Tom Lantos (1999-2000), <https://www.opensecrets.org/members-of-congress/summary?cid=N00007382&cycle=2000&type=I> Consulté le 20 avril 2020.

⁷⁹⁹ Barack Obama, "President Barack Obama Inaugural Address", *The White House*, 21 janvier 2009 <https://obamawhitehouse.archives.gov/blog/2009/01/21/president-barack-obamas-inaugural-address> Consulté le 20 avril 2020. [Traduction]: «Pour le monde musulman, nous cherchons une nouvelle voie à suivre, basée sur l'intérêt mutuel et le respect mutuel... nous tiendrons la main si vous êtes prêt à desserrer le poing».

Bien que le message ait été envoyé au monde musulman, il était clair qu'Obama s'adressait à l'Iran en particulier parce que c'était le pays avec lequel les États-Unis avait la relation la plus tendue. Dans un message plus direct deux mois après le discours inaugural, Obama a envoyé un court enregistrement au peuple et aux leaders iraniens afin de les féliciter pour le Nouvel An persan (*Nowruz*), louer le riche patrimoine culturel de l'Iran et souhaiter à l'Iran un brillant avenir⁸⁰⁰.

Après la première réponse positive de l'Iran à la proposition 'fuel swap' américano-russe en avril 2009, la première tentative diplomatique d'Obama de conclure un accord avec l'Iran, l'AIEA et les autres membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne (P5 + 1), a été retardée en raison de la réélection de Mahmoud Ahmadinejad en juin 2009, qui s'est traduite par des semaines de manifestations affirmant que les élections avaient été truquées.

Dans ces circonstances et se sentant obligée d'accepter la tentative diplomatique d'Obama, l'AIPAC a demandé à Obama d'accorder à l'Iran un temps limité pour répondre à la proposition et, en même temps, a fait pression sur les membres du Congrès pour adopter des résolutions imposant les sanctions les plus sévères possibles à l'Iran au cours de leur conférence politique de 2009 pour dissuader ce dernier de poursuivre le développement de son programme nucléaire⁸⁰¹. Cette conférence politique de 2009 s'est fortement concentrée sur la mise en évidence des menaces iraniennes non seulement contre Israël mais aussi contre les États-Unis et de nombreux autres pays⁸⁰².

Alors que la réponse de l'Iran a été largement influencée par les protestations internes susmentionnées, l'AIPAC a réussi à faire pression sur ses partisans au Congrès pour introduire un projet de loi (H.R.2194) le 30 avril 2009 intitulé «*Comprehensive Iran Sanctions, Accountability, and Divestment Act*». Ce projet de loi a commandé d'imposer des sanctions supplémentaires plus sévères

⁸⁰⁰ Barack Obama, "A New Year, A New Beginning", *The White House*, 19 mars 2009 <https://obamawhitehouse.archives.gov/blog/2009/03/19/a-new-year-a-new-beginning> Consulté le 20 avril 2020.

⁸⁰¹ Richard Silverstein, "AIPAC Hidden Persuaders", *The Guardian*, 15 mai 2009 <https://www.theguardian.com/commentisfree/cifamerica/2009/may/13/aipac-iran-us-obama> Consulté le 21 avril 2020.

⁸⁰² *Ibid.*

et a déclaré que ces sanctions sont plus susceptibles d'aider les efforts diplomatiques internationaux avec l'Iran à obtenir des résultats efficaces⁸⁰³.

Le projet de loi (H.R.2194) a été introduit par le représentant Howard Berman, un démocrate juif et un sioniste convaincu dont le membre du personnel, Ari Goldberg, a ensuite été nommé porte-parole de l'AIPAC⁸⁰⁴. Berman a reçu 612 190 \$ des PAC pro-israéliens entre 1989 et 2014⁸⁰⁵.

Cependant, H.R.2194 n'a pas pu aller plus loin qu'après la reprise des négociations diplomatiques avec l'Iran en octobre 2009, en tenant compte du fait qu'il avait été introduit en avril 2009⁸⁰⁶. Cela signifie que malgré le fait que l'AIPAC peut réussir à faire pression sur les membres du Congrès pour présenter des projets de loi en faveur d'Israël, réussir à y accéder ne conduit pas toujours à réussir à influencer le processus législatif.

Après la reprise des négociations en octobre 2009, l'Iran a refusé la proposition initiale de 'fuel swap' en raison de l'opposition interne. Cela était une tentative iranienne de renégocier les clauses de la proposition. Les États-Unis, ainsi que la France et la Russie, ont refusé les nouveaux termes et conditions de l'Iran, ce qui a entraîné l'imposition de sanctions supplémentaires à l'Iran par le Conseil de sécurité et le Congrès⁸⁰⁷.

b. Iran contre Obama: Le jeu du poulet.

L'échec de la première tentative diplomatique d'Obama avec l'Iran a conduit à recourir à nouveau à des sanctions aux niveaux international et national. Le 9 juin 2010, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1929 qui a endurci les sanctions précédemment imposées, notamment de nouvelles

⁸⁰³ H.R.2194 (111th Congress) – "Comprehensive Iran Sanctions, Accountability, and Divestment Act of 2010", 30 avril 2009 <https://www.congress.gov/bill/111th-congress/house-bill/2194> Consulté le 21 avril 2020.

⁸⁰⁴ *Ibid.* Notes 118 et 119.

⁸⁰⁵ Center for Responsive Politics, Rep. Howard Berman PACs contributions (1989-2014) <https://www.opensecrets.org/members-of-congress/summary?cid=N00008094&cycle=CAREER> consulté le 21 avril 2020.

⁸⁰⁶ Voir le chemin parcouru par cette résolution depuis son introduction jusqu'à son adoption en tant que droit public <https://www.congress.gov/bill/111th-congress/house-bill/2194/actions?KWICView=false> Consulté le 21 avril 2020.

⁸⁰⁷ Pour plus de détails sur la proposition de «fuel swap» et les nouveaux accords suggérés par l'Iran, voir Trita Parsi, *Losing an Enemy: Obama, Iran and the Triumph of Diplomacy* (Yale University Press/New Haven & London, 2017), chapitre 6: A Single Roll of the Dice, pp. 79-103.

restrictions à la prolifération nucléaire et des mesures liées aux essais ainsi qu'un embargo total sur l'exportation d'armes vers l'Iran⁸⁰⁸.

Ce développement international a facilité l'adoption du H.R.2194, mentionné précédemment, qui a fait l'objet de pressions de la part de l'AIPAC et a été adopté par la Chambre des Représentants et le Sénat avant d'être signé par Obama le 1er juillet 2010. Il s'agit d'un autre cas montrant que l'influence de l'AIPAC peut être affectée par un facteur international.

En réponse à ces sanctions, l'Iran a décidé d'étendre ses activités nucléaires et surtout en ce qui concerne l'enrichissement d'uranium qui allait à l'encontre des objectifs fondamentaux des États-Unis et de P5+l'Allemagne⁸⁰⁹. L'impasse a duré environ six mois en raison de l'insistance de l'Iran à reconnaître son droit d'enrichir l'uranium et à lever les sanctions comme conditions pour reprendre les négociations tandis que les États-Unis et leurs alliés ont insisté sur l'arrêt du processus d'enrichissement pour reprendre les négociations. Après l'impasse de six mois, les parties se sont rencontrées en décembre 2010 à Genève et à Istanbul en janvier 2011, mais les réunions n'ont eu aucun nouveau résultat.

La deuxième impasse a duré environ une année au cours de laquelle l'Iran était provocant en poursuivant ses activités nucléaires malgré la détérioration des conditions économiques résultant des sanctions sévères et du plan méthodique visant à isoler l'Iran. L'aggravation des conditions de l'économie iranienne et les inquiétudes des États-Unis concernant le développement menaçant des activités nucléaires iraniennes ont incité les deux parties à reprendre les négociations en 2012 avec une série de réunions impliquant l'Iran et le P5 +1.

Les réunions ont commencé avec une première rencontre à Istanbul en avril, suivie d'une autre à Bagdad en mai et d'une troisième à Moscou en juin⁸¹⁰. Ces réunions politiques ont été suivies de réunions techniques en juillet impliquant des experts de toutes les parties. Entre-temps, l'AIEA publiait des rapports sur les activités nucléaires de l'Iran en 2012, dont le dernier était en novembre,

⁸⁰⁸ Security Council Resolution 1929, 9 juin 2010
https://www.iaea.org/sites/default/files/unsc_res1929-2010.pdf Consulté le 21 avril 2020.

⁸⁰⁹ Parsi, *Losing an Enemy*, p. 104

⁸¹⁰ Pour plus de détails sur ces réunions, voir Parsi, *Losing an Enemy*, pp. 108-131

et qui indiquaient que l'Iran continuait sa production d'uranium enrichi à 20%⁸¹¹. En avril 2013, l'Iran et le P5+1 se sont rencontrés pour annoncer que les parties sont éloignées et qu'aucune autre réunion n'est prévue.

c. Obama contre l'AIPAC sur l'accord avec l'Iran: La bataille finale.

(1) Obama et le nouveau Président iranien: La voie vers le JCPOA.

Le changement de direction en Iran semblait apporter une lueur d'espoir pour les négociations avec l'élection du modéré Hassan Rouhani qui, trois jours après son investiture le 3 août 2013, a appelé à la reprise des négociations sérieuses avec le P5+1⁸¹². C'était une rupture claire avec son prédécesseur, Mahmoud Ahmadinejad, qui était connu pour sa rhétorique conflictuelle avec les États-Unis en particulier. Une autre rupture avec ses prédécesseurs a été l'appel téléphonique d'Obama avec Rouhani en septembre 2013.

À la suite de cet échange positif, une série de réunions a eu lieu entre l'Iran et le P5+1 avec la participation de l'AIEA. Malgré les pierres d'achoppement qui ont entravé les négociations, un accord a finalement été conclu et le *Joint Comprehensive Plan Of Action* (JCPOA) a été signé à Vienne le 14 juillet 2015, quelques mois avant la fin du deuxième mandat d'Obama.

En vertu de cet accord, l'Iran a accepté de restreindre ses activités nucléaires, y compris l'enrichissement d'uranium, et de les soumettre à l'inspection de l'AIEA en échange de la fin des sanctions⁸¹³. L'accord a suscité de vives critiques et le refus de la part de l'AIPAC pendant les négociations et après sa finalisation.

⁸¹¹ Kelsey Davenport, Daryl G. Kimball et Greg Thielmann, "The November 2012 IAEA Report on Iran and Its Implications", *Arms Control Association*, 16 novembre 2012
<https://armscontrol.org/blog/2012-11-16/november-2012-iaea-report-iran-its-implications> Consulté le 22 avril 2020.

⁸¹² "Iran's new leader Rouhani urges 'serious' nuclear talks", *BBC News*, 6 août 2013
<https://www.bbc.com/news/world-middle-east-23591371> Consulté le 22 avril 2020.

⁸¹³ Joint Comprehensive Plan of Action, 14 juillet 2015
<https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/122460/full-text-of-the-iran-nuclear-deal.pdf> Consulté le 22 avril 2020.

(2) Les sanctions de l'AIPAC contre la diplomatie d'Obama: Le principal combat avant l'accord.

L'AIPAC a commencé ses efforts de lobbying au Congrès pour bloquer les négociations en décembre 2013 moins de trois mois après leur reprise. Il a mobilisé quelque 10000 de ses lobbyistes afin de faire pression sur les législateurs pour qu'ils soutiennent un nouveau projet de loi (S.1881) présenté par le Sénateur Robert Menendez⁸¹⁴. Le sénateur Menendez est un fervent partisan d'Israël. Il a reçu l'honneur du *Political Courage* des Amis américains du parti politique israélien de droite, le *Likud* (AFL), en mai 2014, quelques mois après avoir introduit et présenté le projet de loi⁸¹⁵. De 2015 à 2020, il a reçu 580 272 \$ de PAC et d'individus pro-israéliens⁸¹⁶.

Le projet de loi intitulé «*Nuclear Weapon Free Iran Act of 2013*» visait à réduire les revenus pétroliers de l'Iran, soutenait Israël au cas où il serait obligé de se défendre contre l'Iran et ordonnait à Obama d'imposer une clause d'enrichissement zéro à l'Iran⁸¹⁷. Il est clair que ce projet de loi aurait nui aux négociations à leur début s'il avait été adopté. C'est pourquoi Obama s'est engagé à opposer son veto au projet de loi et à d'autres projets de loi potentiels dans son discours sur l'état de l'Union de 2014 et a insisté sur la diplomatie pour traiter le dossier iranien⁸¹⁸.

Cependant, le projet de loi n'a pas pu être voté en raison de l'appui du Conseil de sécurité nationale américain et du renseignement américain, qui ont fait valoir que de nouvelles sanctions nuiraient aux négociations et pourraient laisser aux États-Unis une seule option: Le recours à la force parce que le recours aux sanctions ne semblait pas fonctionner avec l'Iran⁸¹⁹.

⁸¹⁴ Rebecca Shimon Stoll, "AIPAC offers Senate Democrats a way out on Iran", *The Times of Israel*, 2 mars 2014 <https://www.timesofisrael.com/aipac-offers-senate-democrats-a-way-out-on-iran/> Consulté le 22 avril 2020.

⁸¹⁵ Adam Fishman, "Senator Bob Menendez Outlines Positions on Israel, Iran", *The Algemeiner*, 26 mai 2014 <https://www.algemeiner.com/2014/05/26/senator-bob-menendez-outlines-positions-on-israel-iran/> Consulté le 23 avril 2020.

⁸¹⁶ Center for Responsive Politics, Sen. Robert Menendez PACs contributions (2015-2020) <https://www.opensecrets.org/members-of-congress/summary?cid=N00000699> Consulté le 24 avril 2020.

⁸¹⁷ S.1881 (113th Congress) - Nuclear Weapon Free Iran Act of 2013, 20 décembre 2013 <https://www.congress.gov/bill/113th-congress/senate-bill/1881> Le 22 avril 2020.

⁸¹⁸ Barack Obama, "State of the Union Address", *The White House*, 28 janvier 2014 <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2014/01/28/president-barack-obamas-state-union-address> Consulté le 23 avril 2020.

⁸¹⁹ Paul Richter, "White House suggests Iran sanctions bill could draw U.S. into war", *Los Angeles Times*, 10 janvier 2014

En raison des terribles répercussions de la guerre en Irak et de la guerre civile en cours en Syrie, il était très difficile pour les États-Unis de mener une autre guerre dans la région. Cette affaire a entraîné une défaite humiliante de l'AIPAC et un triomphe très significatif de l'approche diplomatique d'Obama.

En fait, l'échec de S.1881 a été la principale carte que l'AIPAC a encouragée et préconisé pour entraver les négociations. Obama a réitéré sa détermination à mettre son veto à des projets de lois similaires parce que les sanctions se sont avérées infructueuses et si la diplomatie échoue, les États-Unis n'aurait qu'une seule option. On parle de faire la guerre à l'Iran, que les Américains étaient prédisposés à ne pas accepter en raison de l'expérience négative en Irak.

Cette rhétorique a aidé Obama à contrer d'autres initiatives de l'AIPAC visant à entraver ses efforts diplomatiques. Par conséquent, il a pu gagner la bataille, conclure l'accord avec l'Iran et signer le JCPOA à Vienne le 14 juillet 2015. Cependant, Obama a dû gagner le combat final pour passer le JCPOA en Congrès.

(3) La bataille finale: Le triomphe de la diplomatie et la défaite humiliante de l'AIPAC.

Selon la *Iran Nuclear Agreement Act of 2015*, qui a été promulguée en tant que loi publique le 22 mai 2015, tout accord avec l'Iran doit être précédée d'une période de soixante jours d'examen par le Congrès qui peut approuver, désapprouver ou ne pas réagir à l'accord⁸²⁰. La loi prévoyait un délai supplémentaire pour permettre au Président d'opposer son veto à la décision du Congrès et au Congrès de maintenir ou d'annuler le veto du Président.

Pour voter une résolution rejetant l'accord, les opposants à l'accord au Sénat ont dû obtenir 60 voix et 7 voix supplémentaires pour passer outre le veto d'Obama. D'un autre côté, les partisans de l'accord avec l'Iran devraient obtenir 34 voix afin de protéger le veto d'Obama au Sénat. Quant à la

<https://www.latimes.com/world/worldnow/la-fg-wn-white-house-iran-nuclear-deal-20140110-story.html>
Consulté le 23 avril 2020.

⁸²⁰ H.R.1191 (114th Congress) *Iran Nuclear Agreement Review Act of 2015*, 22 mai 2015
<https://www.congress.gov/bill/114th-congress/house-bill/1191/text> Consulté le 25 avril 2020.

Chambre des représentants, les partisans d'Obama ont dû obtenir 146 voix sur 435 pour sauvegarder son veto.

La période d'examen de soixante jours a commencé le 20 juillet 2015 et s'est terminée le 17 septembre. L'AIPAC a commencé ses efforts de lobbying au Congrès immédiatement lorsque son directeur exécutif, Howard Kohr, a commandé à son personnel d'annuler leurs vacances d'été pour se préparer au combat final⁸²¹. Le 16 juillet, Kohr a envoyé un script téléphonique à des dizaines de milliers de lobbyistes de l'AIPAC et les a exhortés à l'utiliser pour appeler leurs représentants au Congrès et les rencontrer dans leurs bureaux pendant les vacances d'été⁸²². Vers le 5 août, les lobbyistes de l'AIPAC ont organisé environ 400 réunions avec des membres du Congrès⁸²³.

De plus, l'AIPAC a créé *Citizens for Nuclear Free Iran*, un groupe de défense d'intérêts dont l'objectif était d'informer les Américains sur 'les dangers du projet d'accord avec l'Iran' et dont le conseil consultatif était composé de cinq anciens membres démocrates du Congrès⁸²⁴. La nouvelle organisation dépenserait entre 20 et 40 millions de dollars pour défendre son opposition à l'accord avec l'Iran par le biais d'annonces dans les médias, en payant les vols des membres de l'AIPAC vers Washington et en organisant des manifestations dans les bureaux des membres du Congrès.⁸²⁵

Obama était prêt pour le combat. Un jour après la conclusion de l'accord, il a exhorté le Congrès à l'approuver:

⁸²¹ Adam Lerner, "AIPAC forms new group to oppose Iran deal", *Politico*, 17 juillet 2015 <https://www.politico.com/story/2015/07/aipac-iran-deal-citizens-for-a-nuclear-free-iran-120307> Consulté le 25 avril 2020.

⁸²² Le script: "I am calling to urge the senator/representative to oppose the Iran nuclear deal because it will not block Iran from getting a nuclear weapon". Voir Ron Kampeas, "AIPAC to fight White House head-to-head in battle over Iran deal", *The Times of Israel*, 17 juillet 2015 <https://www.timesofisrael.com/aipac-to-fight-white-house-head-to-head-in-battle-over-iran-deal/> Consulté le 25 avril 2020.

⁸²³ Ailsa Chang, "Lobbyists Spending Millions To Sway The Undecided On Iran Deal", *NPR*, 6 août 2015 <https://www.npr.org/sections/itsallpolitics/2015/08/06/429911872/in-iran-deal-fight-lobbyists-are-spending-millions-to-sway-12-senators> Consulté le 26 avril 2020.

⁸²⁴ Alexander Bolton, "New group backed by AIPAC targets deal", *The Hill*, 17 juillet 2015 <https://thehill.com/homenews/senate/248349-new-group-backed-by-aipac-targets-iran-deal> Consulté le 25 avril 2020.

⁸²⁵ M.J. Rosenberg, "AIPAC Spent Millions of Dollars to Defeat the Iran Deal. Instead, It May Have Destroyed Itself", *The Nation*, 11 septembre 2015 <https://www.thenation.com/article/archive/aipac-spent-millions-of-dollars-to-defeat-the-iran-deal-instead-it-may-have-destroyed-itself/> Consulté le 25 avril 2020.

« If we don't choose wisely, I believe future generations will judge us harshly, for letting this moment slip away »⁸²⁶.

Il a également consacré son discours hebdomadaire du 18 juillet à la radio pour défendre l'accord et a critiqué les opposants pour ne pas être en mesure de fournir une alternative raisonnable⁸²⁷. Le 23 juillet, Obama a rencontré des membres démocrates non convaincus du Congrès pour les convaincre de soutenir l'accord⁸²⁸. Le 5 août, Obama a prononcé un discours dans lequel il comparait le soutien ou l'opposition à l'accord au choix entre la diplomatie et la guerre en disant:

“The choice we face is ultimately between diplomacy and some form of war—maybe not tomorrow, maybe not three months from now, but soon. How can we in good conscience justify war before we've tested a diplomatic agreement that achieves our objectives?”⁸²⁹.

L'administration Obama a fait ses propres efforts de lobbying en invitant les législateurs juifs à la Maison Blanche deux jours après la conclusion de l'accord pour les en informer et les exhorter à le soutenir⁸³⁰. Ce faisant, Obama tentait de faire pression sur les premiers points de contacts de l'AIPAC.

⁸²⁶ Jordan Fabian, “Obama's five big arguments on Iran deal”, *The Hill*, 18 juillet 2015 <https://thehill.com/homenews/administration/248387-obamas-five-big-arguments-on-iran-deal> Consulté le 26 avril 2020. [Traduction]: «Si nous ne choisissons pas sagement, je crois que les générations futures nous jugeront durement, pour avoir laissé passer ce moment».

⁸²⁷ Barack Obama, “WEEKLY ADDRESS: A Comprehensive, Long-Term Deal with Iran”, The White House, 18 juillet 2015 <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/07/18/weekly-address-comprehensive-long-term-deal-iran> Consulté le 26 avril 2020.

⁸²⁸ Jonathan Weisman et Michael Gordon, “Kerry defends Iran nuclear deal before skeptical Senate”, *The New York Times*, 23 avril 2015 <https://www.nytimes.com/2015/07/24/world/middleeast/john-kerry-defends-iran-nuclear-deal-before-skeptical-senate.html> Consulté le 26 avril 2020.

⁸²⁹ Full text: Obama gives a speech about the Iran nuclear deal, *the Washington Post*, 5 août 2015 <https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2015/08/05/text-obama-gives-a-speech-about-the-iran-nuclear-deal/> Consulté le 26 avril 2020. [Traduction]: «Le choix auquel nous sommes confrontés est finalement entre la diplomatie et une forme de guerre - peut-être pas demain, peut-être pas dans trois mois, mais bientôt. Comment pouvons-nous en bonne conscience justifier la guerre avant de tester un accord diplomatique qui atteigne nos objectifs? ».

⁸³⁰ Note 159.

Enfin, une résolution de désapprobation de l'accord n'a pas été adoptée au Sénat, tout comme une résolution d'approbation à la Chambre des Représentants⁸³¹. Par conséquent, l'accord est entré en vigueur après la fin de la période d'examen de soixante jours du Congrès.

En bref, la défaite humiliante de l'AIPAC sur le programme nucléaire iranien peut être attribuée à deux facteurs majeurs. Premièrement, l'accord avait une forte légitimité internationale car il était soutenu par les P5+1 et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Cela a affaibli les arguments de l'AIPAC contre l'accord, ce qui a nui à sa crédibilité auprès de nombreux membres du Congrès. Deuxièmement, Obama a très bien réussi à présenter le débat comme un choix de guerre ou de paix, ce qui était gênant pour l'opinion publique compte tenu des effets terribles de la guerre en Irak.

Conclusion de la partie II.

La deuxième partie de cette thèse portait sur le rôle des acteurs non étatiques américains dans l'élaboration de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. À savoir, les médias, l'opinion publique, les *think tanks* et les groupes d'intérêt.

Le chapitre 1 a examiné le rôle des médias et de l'opinion publique du début de la *guerre contre le terrorisme* au début du *printemps arabe*. Nos analyses ont conduit à la conclusion générale suivante: Les Présidents américains ont généralement réussi à définir le programme des médias américains et influencer l'opinion publique. L'utilisation efficace par les Présidents de la rhétorique de la peur et de la démocratie au moyen de cadres bien conçus et de campagnes de propagande a contraint la plupart des médias et de l'opinion publique américains à faire écho à leur discours et à adopter leur programme de politique étrangère avec des critiques mineures.

Nos analyses ont également révélé que les médias américains sont plus susceptibles de jouer un rôle important dans la politique étrangère américaine dans la région MENA lorsque les questions

⁸³¹ Dennis Jett, *The Iran Nuclear Deal: Bombs, Bureaucrats, and Billionaires* (Springer, 2018), p.35

en discussion mettent en danger la vie des américains et font ternir l'image des États-Unis en tant que pays démocratique respectueux des droits de l'homme.

En résumé, bien que nous puissions affirmer que les médias américains jouent un rôle clé dans la sensibilisation des américains sur les questions relatives à la région MENA et l'influence sur leurs opinions, leur rôle dans la définition de l'agenda américain en matière de politique étrangère reste moins important.

Le chapitre 2 a examiné l'impact des *think tanks* américains sur la politique étrangère des Présidents américains dans la région MENA à la lumière de trois études de cas: Bill Clinton (1993-2001), George Bush (2001-2009) et Barrack Obama (2009-2017).

Premièrement, nous avons constaté que les Présidents démocrates sont plus susceptibles de recruter des experts de différents types de *think tanks* que les Présidents républicains. Ce choix avait un impact sur la politique étrangère des Présidents, ce qui se reflétait dans la différence entre les politiques étrangères de Clinton, Bush et Obama dans la région MENA.

Deuxièmement, contrairement à Clinton et Obama, dont le personnel en matière de politique étrangère était principalement composé de spécialistes de *think tanks* et n'avait pas servi dans des administrations précédentes, la plupart des responsables de la politique étrangère de Bush ont servi dans des administrations précédentes avant de rejoindre des *think tanks*. Cela suggère que les Présidents américains peuvent recruter leur personnel principalement en raison de leur réputation scientifique et de leur affiliation à un *think tank* particulier ou bien en raison de leurs services et de leur expertise dans d'autres administrations précédentes ou comme des membres de Congrès.

Le deuxième type de conclusions est lié aux recommandations de la politique étrangère des *think tanks* concernant la région MENA et à la mesure dans laquelle elles ont été adoptées par les Présidents à l'étude. La conclusion la plus importante que nous avons tirée des analyses des trois études de cas est qu'il existe des liens étroits entre les recommandations politiques des *think tanks* et les politiques étrangères des trois Présidents. Toutefois, ces liens ne doivent pas être compris

comme des liens de causalité entre les recommandations politiques des *think tanks* et la politique étrangère des Présidents.

Le chapitre 3 a abordé l'impact de l'AIPAC sur la politique étrangère américaine dans la région MENA. La première conclusion porte sur le choix de bonnes stratégies du lobbying. Dans ce cadre, l'AIPAC essaie de façonner et de dominer l'opinion publique en surveillant et en influençant les médias, en gardant un œil sur le monde universitaire et en remportant la guerre des idées dans le monde des *think tanks* de Washington.

La deuxième conclusion générale que nous avons tirée de la façon dont l'AIPAC accède aux décideurs politiques est: Il est plus facile pour l'AIPAC d'avoir accès aux membres du Congrès qu'aux Présidents. La troisième conclusion porte sur l'influence de l'AIPAC sur la politique étrangère des États-Unis concernant le conflit palestinien-israélien et le programme nucléaire iranien. Tandis que l'AIPAC reste un groupe d'intérêt très fort principalement en raison de ses stratégies de lobbying complètes et pointues qui lui permet d'avoir un accès relativement facile aux décideurs, avoir accès aux décideurs n'entraîne pas toujours une influence sur leurs décisions. De plus, nous avons noté que l'AIPAC avait plus d'influence sur le Congrès que sur les Présidents concernant les sujets sélectionnés.

Conclusion générale.

Qui élabore et influence la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA et comment cette politique étrangère est-elle élaborée et influencée? Ce sont les principales questions de recherche que nous avons abordé et auxquelles nous avons répondu en examinant le rôle des acteurs étatiques et non étatiques ainsi que les facteurs qui influencent le processus de formulation et d'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région.

Sur la base de la littérature théorique et empirique existante concernant le rôle des acteurs étatiques et non étatiques dans l'élaboration et la mise en forme de la politique étrangère américaine dans la région MENA, nous avons posé neuf questions de recherche et postulé neuf hypothèses correspondantes, auxquelles nous avons répondu et testées en utilisant une combinaison de méthodes de recherches quantitatives et qualitatives.

Questions de Recherche		Hypothèses	
RQ1	Comment les Président et le Congrès américains établissent-ils et façonnent-ils la politique étrangère américaine dans la région MENA et qui domine le processus d'élaboration de la politique étrangère?	H1	Le Président est plus dominant que le Congrès dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA en raison des rôles pratiques qu'ils jouent dans la formulation de la politique étrangère
RQ2	Les intérêts américains dans la région ont-ils changé depuis la Seconde Guerre mondiale?	H2	Les intérêts stratégiques des États-Unis dans la région MENA sont restés constants depuis la Seconde Guerre mondiale.
RQ3	Les Présidents républicains et démocrates diffèrent-ils dans leurs politiques étrangères dans la région?	H3	Les politiques étrangères des républicains et démocrates dans la région MENA sont identiques si les intérêts américains dans la région sont invariables.
RQ4	Quels sont les facteurs qui influencent les législations du Congrès et les décisions des présidents concernant la région MENA?	H4	Les décisions de politique étrangère des Présidents américains et les législations du Congrès sur la région MENA sont influencées par des facteurs internes et externes.
RQ5	Les partis politiques jouent-ils un rôle contraignant dans la politique étrangère américaine dans la région MENA dans les situations de <i>divided government</i> ?	H5	Les partis politiques américains sont plus susceptibles de jouer un rôle contraignant important dans les situations de <i>divided government</i> .
RQ6	Quel impact les médias peuvent-ils avoir dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA dans les cas impliquant des interventions militaires américaines?	H6	Les médias américains sont moins susceptibles de jouer un rôle important dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA dans les cas impliquant des interventions militaires américaines.
RQ7	Dans quelle mesure l'opinion publique américaine a-t-elle eu un impact sur la politique étrangère américaine dans la région MENA dans les cas impliquant le recours à la force?	H7	L'opinion publique américaine est plus susceptible de jouer un rôle influent dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA dans les cas impliquant le recours à la force.
RQ8	Les <i>think tanks</i> réussissent-ils à influencer la politique étrangère américaine dans la région MENA?	H8	La qualité des recommandations politiques des <i>think tanks</i> et leur capacité à accéder aux décideurs politiques ne conduisent pas nécessairement à façonner l'élaboration des politiques.
RQ9	Pourquoi l'AIPAC réussit ou échoue à façonner la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA?	H9	Le succès ou l'échec de l'AIPAC dans l'élaboration de la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA est influencé par des facteurs internes et externes.

La première partie de RQ1 concerne la manière dont le Président et le Congrès établissent et façonnent la politique étrangère américaine. Les Présidents peuvent établir et façonner la politique étrangère américaine en exerçant six rôles principaux: Répondre aux événements internationaux, proposer des dispositions, négocier des accords internationaux, faire des déclarations de politique, mettre en œuvre des politiques et prendre des mesures indépendantes.

La Constitution américaine accorde au Congrès certains pouvoirs en matière de politique étrangère, notamment la réglementation du commerce avec d'autres États, la déclaration de guerre, la levée et le soutien d'armées, la fourniture et le maintien d'une marine et l'établissement de règles pour le gouvernement et la réglementation des forces terrestres et navales. Cependant, le pouvoir de politique étrangère le plus important est le «*power of the purse*» ou la capacité de taxer et de dépenser l'argent public pour le gouvernement fédéral.

Nos analyses de ces rôles dans le contexte de la région MENA soutiennent notre première hypothèse (H1): Le Président est plus dominant que le Congrès dans l'élaboration de la politique étrangère américaine en raison des rôles pratiques qu'ils jouent à ce propos. L'examen des rôles des Présidents de Truman à Trump a révélé que les Présidents sont omniprésents dans le processus d'élaboration de la politique étrangère. Cela commence par la réponse rapide aux événements étrangers dans la région MENA et s'étend à la proposition et la mise en œuvre de politiques.

En revanche, l'examen des rôles et des lois du Congrès dans le contexte du Moyen-Orient de 1973 à 2017 a révélé que le niveau général de domination du Congrès dans la politique étrangère américaine est faible. Le nombre total de lois qui ont été adoptées par le Congrès et signées par les Présidents entre 1973 et 2017 était de 11617 alors que le nombre de lois relatives à la région MENA au cours de la même période était de 126 lois seulement. Autrement dit, environ 1% du total des lois concerne la région MENA, ce qui reste un faible pourcentage compte tenu de l'importance stratégique de la région pour les États-Unis.

De même, le faible niveau de domination du Congrès a également été remarqué dans des contextes plus spécifiques dans lesquels le Congrès est censé jouer un rôle de premier plan. À savoir, le *power of the purse*, vérifier et équilibrer le pouvoir du Président, surtout en ce qui concerne la déclaration de guerre, l'aide étrangère, le commerce international, l'établissement de programmes d'échanges culturels et la participation à l'ONU et à d'autres organisations internationales.

À titre d'illustration, nous avons constaté que les lois relatives au *power of the purse* constituent 6,5% du total des lois, ce qui est un pourcentage relativement faible compte tenu du fait qu'il s'agit du pouvoir le plus important du Congrès. Cette conclusion s'applique aux autres rôles dont les pourcentages du total des lois sont inférieurs à 4%, à l'exception de l'aide étrangère qui est d'environ 14%.

La deuxième question de recherche de la thèse (RQ2) traite les intérêts américains dans la région et de leur évolution depuis la Seconde Guerre mondiale. L'analyse des six rôles en politique étrangère des Présidents américains de Truman à Trump dans le contexte du Moyen-Orient soutient

généralement la deuxième hypothèse de la thèse (H2): Les intérêts stratégiques des États-Unis dans la région MENA sont restés constants depuis la Seconde Guerre mondiale.

Alors que les premiers intérêts américains se sont concentrés sur le blocage de l'expansion soviétique dans la région, la protection et le renforcement d'Israël ainsi que la garantie d'un flux de pétrole régulier ont été des intérêts américains constants.

Tout d'abord, les États-Unis ont été le premier pays à reconnaître l'établissement de l'État d'Israël. Depuis sa création, les Présidents américains ont manifesté un fort soutien à Israël. Ce soutien a pris différentes formes. Par exemple, le Président peut proposer des législations pour fournir une aide financière généreuse à Israël. Le soutien des Présidents à Israël s'est également fait en jouant le rôle de médiateur dans des accords internationaux tels que l'accord de Camp David et les accords d'Oslo. Cela s'ajoute aux déclarations de soutien réitératives de presque tous les Présidents qui ont exprimé leur inquiétude au sujet de la sécurité d'Israël et leur attachement à la sauvegarder dans leurs déclarations de politique et dans leurs discours sur l'état de l'union.

Pour garantir un flux régulier de pétrole de la région, les Présidents ont utilisé une combinaison de différents moyens et stratégies. Celles-ci incluent, mais sans s'y limiter, ordonner un coup d'État de la CIA pour renverser un gouvernement iranien qui menaçait de nationaliser ses ressources pétrolières, intervenir pour apaiser les conflits dans la région, signer des lois pour défendre les pays producteurs de pétrole en utilisant la puissance militaire américaine et en autorisant la vente d'armes à ces pays.

Outre Israël et le pétrole, les États-Unis ont développé des intérêts relativement naissants après le 11 septembre, surtout avec la guerre contre le terrorisme qui visait à empêcher des groupes et régimes hostiles de prendre le pouvoir dans la région. En fait, nous considérons cet intérêt comme une extension du premier intérêt américain dans la région, qui était lié à l'expansion soviétique là-bas.

La troisième question de cette thèse (RQ3) examine si les républicains et les démocrates diffèrent dans leurs politiques étrangères dans la région MENA. Nos résultats réfutent la troisième

hypothèse (H3): Les politiques étrangères des républicains et démocrates dans la région MENA sont identiques si les intérêts américains dans la région sont invariables.

Quant à la différence entre les politiques étrangères des Présidents républicain et démocrate, nous avons noté que les Présidents républicains sont plus réactifs aux événements internationaux dans la région MENA que les démocrates. De même, les Présidents républicains sont plus susceptibles d'utiliser des moyens agressifs pour faire face à des situations critiques dans la région que les démocrates qui préfèrent utiliser des moyens diplomatiques.

En outre, les Présidents démocrates ont tendance à être moins productifs que les républicains en proposant des législations sur la politique étrangère américaine au Moyen-Orient. De même, les démocrates sont généralement moins enclins à appliquer les législations dans la région que les républicains en autorisant les transactions d'armes. Enfin, les Présidents républicains utilisent plus d'actions indépendantes que les démocrates.

Quant aux membres du Congrès, il existe trois points de comparaison entre les républicains et les démocrates. Premièrement, les républicains sont plus productifs que les démocrates en ce qui concerne l'initiation des projets de lois sur le Moyen-Orient. Pour illustrer, environ 73% des lois trouvées ont été introduites par des membres républicains du Congrès.

Deuxièmement, les membres démocrates du Congrès sont plus indulgents que les républicains dans leur politique étrangère. Par exemple, la plupart des lois qui n'impliquent pas l'usage de la force ou l'imposition de sanctions, telles que l'aide étrangère et l'immigration, sont initiées par des démocrates. En revanche, la plupart des lois qui tournent autour de l'usage de la force et de l'imposition de sanctions ont été initiées par des républicains. Enfin, les membres démocrates du Congrès ont tendance à recevoir beaucoup moins de contributions financières de divers lobbyistes que les républicains.

La quatrième question de recherche (RQ4) tourne autour des facteurs qui influencent les décisions des Présidents et les lois du Congrès concernant la région MENA. Nos résultats soutiennent la quatrième hypothèse de la thèse (H4): Les décisions de politique étrangère des Présidents

américains et les lois du Congrès sur la région MENA sont influencées par des facteurs internes et externes.

Quant aux facteurs qui influencent les décisions des Présidents, il existe une combinaison de facteurs internes et externes. Les facteurs externes sont liés au défi ou à la menace perçue pour les intérêts stratégiques des États-Unis et leurs alliés dans la région. La menace peut provenir d'acteurs régionaux ou internationaux étatiques ou non étatiques. Chaque fois qu'une menace est perçue, les Présidents réagissent rapidement par divers moyens. Celles-ci incluent le lancement d'interventions militaires, l'application de dispositions défensives et sécuritaires plus strictes, l'autorisation de ventes d'armes, l'imposition de sanctions économiques, l'augmentation ou la diminution de l'aide étrangère, la conduite de négociations et de médiations diplomatiques et la formulation de déclarations politiques favorables ou opposées.

Les principaux facteurs internes susceptibles d'influencer les politiques des Présidents dans la région MENA sont le Congrès et les groupes d'intérêt. Le système américain de freins et contrepoids permet aux pouvoirs législatif et exécutif du gouvernement de vérifier et d'équilibrer les pouvoirs de chacun.

Bien qu'elle ne réussisse pas toujours, les groupes d'intérêt peuvent également influencer les décisions des Présidents à travers diverses stratégies de lobbying. Il s'agit notamment de la mobilisation de leurs amis au Congrès pour faire pression sur les Présidents, de la mobilisation de leurs membres pour qu'ils organisent des manifestations, du lancement de campagnes médiatiques pour façonner l'opinion publique et de l'octroi de contributions financières aux campagnes électorales des candidats à la présidentielle.

Tout comme les facteurs susceptibles d'influencer les décisions des Présidents concernant la région MENA, ceux qui influencent les lois du Congrès peuvent être classés en deux catégories: Internes et externes.

Nos analyses de 126 lois de 1973 à 2017 ont révélé que les menaces extérieures perçues contre les États-Unis et leur allié stratégique, Israël, sont un facteur externe important. Les exemples de ces menaces comprennent le programme nucléaire iranien, la possession présumée d'armes de destruction massive par l'Iraq et le terrorisme international.

D'un autre côté, les groupes d'intérêt nationaux sont considérés comme un facteur interne important car ils jouent un rôle influent en incitant de nombreuses lois du Congrès dans la région à travers leurs contributions financières des PAC aux promoteurs des lois. Il existe quatre grands groupes d'intérêt dont le travail est pertinent pour la région MENA, à savoir le lobby juif, l'industrie de la défense, les sociétés pétrolières et gazières ainsi que les sociétés d'investissement et de valeurs mobilières.

Un examen attentif de ces principaux facteurs externes et internes révèle qu'il n'est pas facile de tirer une conclusion généralisable sur le facteur le plus important parmi les facteurs externes ou internes. Pour illustrer, il n'est pas sûr de conclure que le facteur le plus important qui pousse les lois du Congrès dans la région MENA est la menace extérieure perçue. De même, il est difficile de faire une généralisation sur l'impact inégalé du lobby juif parmi d'autres groupes d'intérêt aux États-Unis.

Nous avons conclu que chaque loi et chaque problème ont des motifs spécifiques qui peuvent impliquer une combinaison de facteurs externes et internes. Dans ce sens, il n'est pas facile de déterminer le facteur le plus important qui incite au lancement et à l'adoption d'une loi particulière sur la zone MENA.

Outre les principaux facteurs externes et internes mentionnés ci-dessus, nos analyses ont révélé d'autres facteurs significatifs.

Tout d'abord, la protection et le renforcement des alliés américains dans la région restent un facteur externe important. Il va sans dire que l'allié américain le plus stratégique de la région est Israël. Le Congrès adopte des lois pour protéger et renforcer Israël en utilisant différents moyens et stratégies. Celles-ci incluent la fourniture d'une aide financière, militaire, sécuritaire et logistique, l'établissement de partenariats économiques et scientifiques, le blocage et le veto des résolutions

contre Israël à l'ONU et à d'autres organisations internationales, l'imposition de sanctions aux pays et groupes qui sont soupçonnés de mettre en danger la sécurité d'Israël en plus d'offrir les citoyens israéliens des privilèges spéciaux pour entrer aux États-Unis.

Ce facteur externe s'applique à un autre allié stratégique américain. On parle de la Jordanie. Néanmoins, le nombre de lois adoptées sur Israël (36 lois) dépasse de loin celui sur la Jordanie (4 lois).

L'image négative des États-Unis parmi les Arabes est un autre facteur extérieur qui a incité les lois du Congrès. Ces lois ont été adoptées dans une tentative de polir cette image parmi les Arabes en offrant des bourses d'études et en lançant des programmes culturels d'échange pour la jeunesse arabe et musulmane ainsi que par la création des chaînes de radio afin de propager la culture américaine. Un exemple typique est Radio Azadi en Afghanistan.

Les avantages économiques sont un autre facteur externe. Les lois illustrant ce facteur concernent principalement les accords de libre-échange que les États-Unis ont conclu avec la Jordanie, le Maroc, le Bahreïn et Oman. Ces accords permettraient aux entreprises américaines de profiter des emplacements stratégiques de ces pays, de leurs ressources naturelles et des privilèges commerciaux en franchise non seulement de ces pays, mais aussi des marchés plus larges auxquels elles appartiennent ou auxquels elles ont accès, notamment l'Europe et l'Afrique pour le Maroc et le Golfe pour le Bahreïn et Oman.

Outre les groupes d'intérêt nationaux, l'examen des lois et les biographies de leurs auteurs ont révélé d'autres facteurs internes.

La religion est l'un des facteurs internes. Nous avons noté que la majorité des sponsors qui ont initié des lois ayant profité à Israël ou des lois contre des groupes et des régimes qui pourraient mettre en danger ce pays sont juifs, d'origine juive ou appartiennent à des églises chrétiennes qui ont de puissants liens spirituels avec les Juifs et Israël.

L'affiliation institutionnelle est un autre facteur interne. La plupart des sponsors qui appartenaient à des entités pro-israéliennes du Congrès ou hors le Congrès ont introduit des projets

des lois pour habiliter Israël et d'autres lois similaires pour imposer des sanctions contre les régimes politiques et les groupes mettant en danger ce pays. De même, toutes les lois qui traitent de la reconnaissance du service des soldats américains dans la région et leur offrent des privilèges financiers ont été introduites par des membres supérieurs de l'une des branches de l'armée américaine.

La race et l'origine ethnique sont d'autres facteurs internes. Nous avons noté que presque toutes les lois qui profitent aux immigrants ont été initiées par des membres du Congrès qui sont soit des immigrants, soit des fils et des filles d'immigrants.

L'intérêt personnel est un dernier facteur interne. Peu de lois étaient motivées par le fait que leurs sponsors avaient des intérêts personnels dans de telles lois. Pour illustrer, tous les accords de libre-échange ont été introduits par des membres du Congrès qui sont soit des hommes d'affaires, soit très influencés par les lobbyistes du secteur privé.

La cinquième question de recherche (RQ5) portait sur le rôle déterminant des partis politiques dans l'élaboration de la politique étrangère américaine en cas de *divided government*. Nos résultats réfutent la cinquième hypothèse de la thèse (H5): Les partis politiques américains sont plus susceptibles de jouer un rôle contraignant important dans les situations de *divided government*.

Nous avons examiné sept études de cas illustrant des situations de *divided government* qui coïncidaient avec les présidences de Nixon, Ford, Reagan, Bush senior, Clinton, Bush junior et Obama. Nos analyses des sept études de cas avaient deux objectifs: Premièrement, nous nous sommes concentrés sur l'analyse de la façon dont le Congrès a répondu aux politiques et aux décisions des Présidents concernant la zone MENA et vice versa. Deuxièmement, nous avons suivi ces réponses pour savoir si elles ont influencé le processus d'élaboration de la politique étrangère américaine dans la même région.

Les sept études de cas illustrant les réponses du Congrès aux politiques et décisions des Présidents ont coïncidé avec 16 événements et situations liés à la région MENA auxquels les Présidents ont répondu et sur lesquels ils ont pris des décisions. Le Congrès était d'accord avec les

Présidents dans 9 des 16 événements et situations. La plupart des 9 cas concernaient le soutien d'Israël. En plus d'être d'accord pour soutenir Israël, le Congrès a approuvé le choix des Présidents d'utiliser la force militaire dans de nombreuses occasions:

Le Congrès a désapprouvé les politiques et décisions des Présidents dans sept des seize événements et situations. Quatre d'entre eux ont coïncidé avec la présidence d'Obama. Celles-ci comprenaient la désapprobation du Congrès de la décision d'Obama d'utiliser la force contre la Libye en 2011 et la Syrie en 2014 ainsi que l'accord nucléaire d'Obama avec l'Iran et son choix de ne pas utiliser le veto américain contre une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU condamnant les colonies israéliennes.

Étonnamment, la censure du Congrès n'a pas empêché le recours à la force par Obama contre la Libye et la Syrie. De même, cela ne l'a pas empêché de signer l'accord nucléaire avec l'Iran et de ne pas opposer son veto à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU contre les colonies israéliennes.

Nous avons noté que l'impact de la désapprobation par le Congrès des décisions et politiques des Présidents dans la région MENA n'a pris effet que dans trois situations, qui coïncidaient avec les présidences de Ford et Reagan. Grâce à la pression du Congrès, le Président Ford a été obligé de changer d'avis sur son «*reassessment plan*» qui prévoyait d'interdire temporairement l'aide américaine à Israël qui a refusé de se retirer d'autres territoires qu'il occupait en 1967.

De la même manière, la pression du Congrès a poussé le Président Reagan à retirer les forces américaines du Liban en 1984 et a admis son erreur de conclure un accord de vente d'armes avec l'Iran, connu sous le nom *Iran-Contra affair*.

Quant aux réponses des Présidents aux lois adoptées par les deux chambres du Congrès et relatives à la région MENA, nous avons analysé 51 lois coïncidant avec sept présidences: Nixon, Ford, Reagan, Bush senior, Clinton, Bush junior et Obama. Étonnamment, il n'y avait qu'une seule loi à

laquelle Clinton a opposé son veto. Les 50 autres lois ont toutes été approuvées par les Présidents mentionnés ci-dessus.

Le fait que les républicains soient d'accord avec les démocrates sur presque toutes les questions liées à la région MENA peut s'expliquer par le type de questions en discussion ainsi que par le fait qu'un nombre important de ces lois sont à l'origine des initiatives ou des demandes des Présidents qui sont devenues des résolutions. Ces résolutions avaient force de loi. En d'autres termes, elles doivent être adoptées par les deux chambres du Congrès avant d'être renvoyées au Président pour approbation ou désapprobation.

Les 50 lois qui ont été approuvées par les Présidents peuvent être classées en quelques catégories dont deux principales chacune comprend 11 lois.

La première catégorie principale tourne autour des allocations du Congrès qui ont été autorisées pour divers objectifs. Il s'agit notamment de l'aide humanitaire, des opérations de maintien de la paix et de l'aide étrangère, surtout pour Israël. Les objectifs de ces lois justifient la concorde démocrate-républicaine car elles se concentrent sur l'offre d'une aide humanitaire pendant les guerres, la participation aux opérations multinationales de maintien de la paix des Nations Unies et le soutien d'Israël.

En fait, la demande des allocations est, à l'origine, la tâche du Président qu'il exerce par l'intermédiaire de l'*Office of Management and Budget* (OMB) conformément à la loi sur le budget et la comptabilité de 1921. Ce faisant, l'approbation par les Présidents des allocations du Congrès, ce qui implique un consensus démocrate-républicain, devient une évidence.

La deuxième catégorie principale, qui comprend également 11 lois, concerne l'imposition de sanctions à de nombreux régimes du Moyen-Orient, notamment l'Iran, l'Irak et la Libye. Alors que l'Iran a été sanctionné en raison de son programme nucléaire, l'Irak a été sanctionné en raison de sa possession présumée d'armes de destruction massive et de son invasion du Koweït. Quant à la Libye, elle a été sanctionnée en raison de son implication présumée dans le meurtre de militaires américains en Allemagne.

Bien que l'imposition de sanctions soit une puissance de politique étrangère du Congrès selon la Constitution américaine, les Présidents ont signé ces lois parce qu'elles sanctionnent diverses entités qui mettent en danger les intérêts et les alliés américains, ce qui était un point d'unanimité entre les républicains et les démocrates.

La troisième catégorie, qui comprend 7 lois, se concentre sur les accords d'Oslo. La loi originale était intitulée «*Middle East Peace Facilitation Act of 1993*» et les six autres lois ne sont que des extensions de cette dernière. Le but principal de ces lois était de faciliter l'exécution des accords dans lesquels Clinton jouait le rôle de médiateur entre l'Autorité palestinienne et Israël. L'approbation de ces actes par Clinton était donc une fatalité.

La quatrième catégorie, constituée de 5 lois, tourne autour de la prise de diverses mesures défensives pour lutter contre le terrorisme. Il s'agit notamment de réformer les renseignements, d'établir de nouvelles mesures juridiques, de veiller à ce que l'Iraq ne possède ou ne développe pas des armes de destruction massive et de dénoncer l'assistance présumée de la Syrie aux groupes terroristes. En fait, les attentats du 11 septembre ont engendré une peur sans précédent aux États-Unis, qui s'est traduite par une unité sans exemple entre des Américains d'horizons politiques différents.

Douze lois peuvent être classées en trois catégories dont chacune constitue quatre lois. La première concerne le pouvoir du Congrès de déclarer la guerre ou d'autoriser les Présidents, les commandants en chef, à utiliser la force à leur demande. La première autorisation est venue juste après le 11 septembre. Elle a permis à George W. Bush d'utiliser la force contre des pays, des groupes et des individus soupçonnés d'être impliqués dans les événements. Les autres autorisations autorisaient George W. H. Bush, Clinton et George W. Bush à faire la guerre à l'Irak en 1991, 1998 et 2003 respectivement.

La deuxième catégorie de quatre lois concerne les relations entre les États-Unis et Israël. La moitié de ces lois portait sur la création de partenariats stratégiques bilatéraux tandis que l'autre moitié se concentre sur la félicitations d'Israël à l'occasion du 50e anniversaire de sa création et en

soulignant à plusieurs reprises les liens solides entre les deux pays ainsi que la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël et le déplacement de l'ambassade américaine là-bas. Comme nous l'avons examiné dans nos études de cas, l'approbation d'Israël n'est guère un sujet de rivalité entre les démocrates et les républicains. En outre, la négociation des traités internationaux est, à l'origine, dirigée par le Président.

La troisième catégorie de quatre lois concerne l'ingérence dans les conflits régionaux en dénonçant la violence, en appelant au cessez-le-feu et en incitant les parties au conflit à s'engager dans des négociations de paix. Les exemples incluent la guerre entre l'Iran et l'Irak et la propagation de la violence au Soudan. Un accord démocrate-républicain sur de tels appels à la paix est très attendu, d'autant plus que l'instabilité de la région est susceptible de nuire aux intérêts américains en raison des répercussions négatives d'une telle instabilité sur le flux abordable de pétrole vers le pays.

Les quatre lois restantes sont classées en deux catégories dont chacune est constituée de deux lois. La première catégorie de deux lois tourne autour de l'approbation d'un accord sur les armes avec la Jordanie et de la création d'une coopération de défense avec ce pays. Il convient de noter que la Jordanie a toujours été considérée comme un allié stratégique des États-Unis par les démocrates et les républicains. De plus, la négociation d'un accord d'armement ou la création d'une coopération en matière de défense est, à l'origine, une fonction du Président.

La deuxième catégorie de deux lois concerne des actions symboliques. Celles-ci incluent la louange de l'Égypte et d'Israël à l'occasion du 10e anniversaire de leurs accords de paix et la création d'une journée de prière pour les citoyens américains et les forces armées qui ont été stationnés ou ont perdu la vie dans la guerre du Golfe.

La sixième (RQ6) et la septième (RQ7) question de recherche examinent le rôle influent des médias et de l'opinion publique dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA dans des cas impliquant l'utilisation de la force depuis le début de la guerre contre le

terrorisme jusqu'à le début du *printemps arabe*. Les résultats réfutent généralement la sixième (H6) et la septième (H7) hypothèses de la thèse avec quelques précisions.

H6: Les médias américains sont moins susceptibles de jouer un rôle important dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA dans les cas impliquant des interventions militaires américaines.

H7: L'opinion publique américaine est plus susceptible de jouer un rôle influent dans l'élaboration de la politique étrangère américaine dans la région MENA dans les cas impliquant le recours à la force.

Notre examen du discours présidentiel, la couverture médiatique des événements critiques pendant la période spécifiée et les sondages d'opinion publique sur les mêmes événements a abouti aux conclusions suivantes:

D'une manière générale, nous avons noté que les Présidents ont mieux réussi à exercer une influence sur les médias américains et l'opinion publique pour adopter leurs politiques dans la région MENA. Les Présidents ont fait un usage efficace de la rhétorique de la peur et de la démocratie à travers des cadres bien conçus et des campagnes de relations publiques. Cela a incité la plupart des médias américains et la majorité des américains à refléter leur discours avec peu ou pas de critiques, ce qui a été clairement extrapolé à partir de quatre études de cas: La guerre en Irak (2003), l'intervention en Libye (2011), la révolution égyptienne (2011) et le programme nucléaire iranien (2001-2013).

L'ère de l'après-11 septembre a été caractérisée par une atmosphère de peur écrasante aux États-Unis, dont George W. Bush a profité pour nourrir la peur parmi les américains en véhiculant des messages de «menace» sur le régime de Saddam en Irak et les ambitions nucléaires iraniennes.

Barack Obama a utilisé différents cadres pour plaider en faveur de l'intervention américaine en Libye et de la réaction américaine au soulèvement égyptien. Ces cadres ont trait à la démocratie et aux préoccupations humanitaires, qui ont été remarquablement convaincantes pour les médias et l'opinion publique. Dans ces quatre cas, les médias américains ont joué un rôle insignifiant car ils

reflétaient principalement le discours de Bush et d'Obama et se fondaient sur des sources officielles dans leur couverture.

En revanche, les cas qui illustrent un rôle relativement plus important des médias et de l'opinion publique américains comprennent: L'invasion de l'Irak (2003-2013) qui a coïncidé avec la divulgation de nombreux faits et scandales tels que l'absence d'ADM en Irak, les violations américaines des droits de l'homme dans les prisons d'Abou Ghraib et de Guantanamo et l'augmentation du nombre de morts parmi les soldats américains en Irak.

Les attentats de Benghazi en 2012 sont un autre exemple. Ces attaques ont abouti à la mort de diplomates américains, ce qui a suscité beaucoup de controverse sur la façon dont Obama a initialement répondu aux attaques. Le dernier cas était l'intention d'Obama d'intervenir militairement en Syrie en 2013 après avoir utilisé des armes chimiques.

Un examen attentif de ces trois cas montre que le rôle influent des médias aux États-Unis a tendance à être important chaque fois qu'il y a un risque de perdre des vies américaines et de ternir l'image de l'Amérique en tant que pays démocratique qui valorise les droits de l'homme. L'importance limitée des médias se limite à influencer l'opinion publique sur un problème de politique étrangère spécifique plutôt qu'à façonner les décisions de politique étrangère des décideurs.

Le seul cas qui peut élucider le rôle influent des médias américains dans l'élaboration de la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient était d'empêcher Obama d'utiliser la force en Syrie. Pourtant, on ne sait pas si c'était grâce aux médias ou à l'opposition au Congrès.

En bref, il est prudent de dire que les médias américains ont un rôle important à jouer pour sensibiliser les américains et façonner leurs points de vue sur divers sujets liés à la région MENA. Cependant, l'impact des médias sur l'établissement du programme de politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient est moins important.

La huitième question de recherche (RQ8) portait sur l'influence des *think tanks* américains sur les décisions de politique étrangère des Présidents concernant la région MENA à la lumière de la

Multiple-stream theory de Kingdon, en mettant l'accent sur trois études de cas: Bill Clinton (1993-2001), George Bush (2001-2009) et Barrack Obama (2009-2017). Les résultats de l'analyse ont soutenu la huitième hypothèse de la thèse (H8): La qualité des recommandations politiques des *think tanks* et leur capacité à accéder aux décideurs politiques ne conduisent pas nécessairement à façonner l'élaboration des politiques.

Le premier constat concerne les types des *think tanks* qui fournissent aux Présidents des experts en politique étrangère et la mesure dans laquelle les Présidents recrutent ces experts dans leurs administrations. Alors que Clinton et Obama recrutaient leur personnel de politique étrangère à partir d'un mélange d'*academic*, *contract* et *advocacy think tanks*, Bush a recruté la plupart de ses experts en politique étrangère d'*advocacy think tanks* qui ont une inclination clairement conservatrice ou néoconservatrice. Nous avons remarqué que le choix du type de *think tanks* influençait les décisions de politique étrangère des Présidents, qui se manifestaient dans la différence entre les politiques étrangères de Clinton, Bush et Obama dans la région MENA.

De plus, alors que la quasi-totalité du personnel de la politique étrangère de Clinton et d'Obama étaient des spécialistes des *think tanks* qui ne faisaient pas partie des administrations précédentes, la majorité du personnel de la politique étrangère de Bush a servi dans les administrations précédentes avant de rejoindre les *think tanks*. Cela montre que les Présidents peuvent choisir leur personnel de politique étrangère en fonction de deux critères majeurs: Leur réputation académique et leur affiliation à un *think tank* spécifique ainsi que leur expérience politique dans des administrations précédentes ou en tant que membres du Congrès.

Le deuxième constat important tourne autour des corrélations significatives entre ce que recommandent les *think tanks* et ce que Clinton, Bush et Obama décident concernant la région MENA. Cependant, ces corrélations ne doivent pas être considérées comme des relations causales pour deux raisons principales :

Premièrement, les liens entre les politiques étrangères des Présidents et les recommandations de politiques des *think tanks* ne doivent pas toujours être attribués à l'influence

d'un *think tank* spécifique en tant que communauté épistémique autonome qui s'efforce d'influencer les politiques en proposant des recherches opportunes.

Le cas de Bush et du PNAC suggère que le Président a choisi d'adopter les recommandations politiques du PNAC en raison de l'expérience politique des fondateurs du PNAC, surtout Dick Cheney et Donald Rumsfeld qui ont servi dans les administrations républicaines précédentes. En outre, les convictions néoconservatrices de Cheney et Rumsfeld étaient bien établies avant la création du PNAC. Ainsi, la création du PNAC n'était qu'un canal organisationnel par lequel ses fondateurs pouvaient canaliser leurs idéologies politiques.

Deuxièmement, on ne sait pas si le bouleversement de la politique étrangère de Clinton au Moyen-Orient a été principalement attribué à la victoire sans précédent des républicains au Congrès en 1994, ou à la puissante pression exercée par d'éminents *think tanks* conservateurs tels que l'AEI ou la *Heritage Foundation*.

Il est clair que les corrélations qui peuvent généralement sembler solides entre les recommandations politiques des *think tanks* et les décisions de politique étrangère des Présidents ne doivent pas toujours être comprises comme une influence directe de ces *think tanks* sur la politique étrangère des Présidents.

La neuvième question de recherche (RQ9) a examiné les facteurs qui influencent le succès ou l'échec des groupes d'intérêt à façonner la politique étrangère américaine dans la région MENA en mettant l'accent sur l'AIPAC. Ce dernier est considéré comme le groupe d'intérêt le plus puissant, dont les travaux concernent la politique étrangère américaine dans la région. Nous avons limité notre analyse aux présidences de George W. Bush et de Barack Obama ainsi qu'au conflit israélo-palestinien et au programme nucléaire iranien comme sujets de discussion. Nos résultats soutiennent la neuvième hypothèse de la thèse (H9): Le succès ou l'échec de l'AIPAC dans l'élaboration de la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA est influencé par des facteurs internes et externes. L'impact des groupes d'intérêt sur les politiques étrangères est un processus qui comprend trois étapes. Il commence par l'identification des stratégies de lobbying

appropriées qui peuvent permettre aux groupes d'intérêt d'avoir accès aux décideurs politiques dans le but d'influencer leurs décisions de politique étrangère.

La première étape a porté sur les stratégies de lobbying de l'AIPAC. Nous avons noté que l'AIPAC s'efforçait de façonner et de dominer l'opinion publique concernant le conflit israélo-palestinien et le programme nucléaire iranien en utilisant divers moyens et stratégies. Il s'agit notamment de contrôler et d'exercer une influence sur les médias, de surveiller le monde universitaire et de commercialiser ses idées par le biais des *think tanks*.

Pour contrôler et exercer une influence sur les médias, l'AIPAC dépend de nombreux journalistes pro-israéliens fidèles. En outre, il incite l'opinion publique à faire pression sur les médias qui critiquent la politique d'Israël dans la région ou contestent le soutien sans réserve des États-Unis à Israël. Les stratégies de lobbying incluent la mobilisation de ses adhérents pour envoyer des messages de masse et faire des appels de masse aux dirigeants des médias en plus du boycott des médias qui critiquent Israël ou organisent des manifestations publiques dans leurs bureaux.

Pour surveiller le monde universitaire, l'AIPAC séduit les étudiants, garde un œil sur les professeurs et fait pression sur les administrateurs. Premièrement, l'AIPAC séduit les étudiants en finançant des programmes universitaires qui défendent Israël, en formant des leaders étudiants à défendre Israël parmi leurs pairs sur le campus, en incitant les chefs de gouvernements étudiants à assister à sa conférence annuelle sur les politiques pour y participer et bénéficier de formations spéciales, y compris des stages.

Pour vendre ses idées et les défendre à Washington, l'AIPAC fonde et finance des *think tanks* qui défendent les intérêts d'Israël. Le personnel de ces *think tanks* est généralement d'ancien personnel de l'AIPAC. En outre, le financement de ces *think tanks* provient des donateurs de l'AIPAC. Parmi ces *think tanks* figurent le *Washington Institute for Near East Policy* (WINEP) et le *Saban Center for Middle East Policy*. En outre, l'AIPAC s'efforce de maintenir une présence importante de *fellows* pro-israéliens dans les *think tanks* conservateurs à Washington.

En plus du façonnage de l'opinion publique à travers les médias, les universités et les *think tanks*, l'AIPAC développe des programmes spécifiques qui visent à séduire des communautés religieuses, ethniques et commerciales.

La deuxième étape porte sur la manière dont l'AIPAC accède aux membres du Congrès, aux Présidents ou aux candidats à la présidence pour influencer leurs décisions de politique étrangère concernant la zone MENA. Le constat général que nous avons noté est qu'il est plus difficile pour l'AIPAC d'avoir accès aux Présidents qu'aux membres du Congrès.

L'AIPAC utilise divers moyens et stratégies pour avoir accès aux membres du Congrès. Tout d'abord, les membres du Congrès qui tendent à soutenir Israël et à défendre ses intérêts reçoivent des fonds généreux pour soutenir leurs campagnes. Ces fonds proviennent de PAC et d'individus affiliés à l'AIPAC. En outre, l'AIPAC utilise des stratégies plus directes, y compris la tenue de réunions constantes avec les membres du Congrès et leur personnel, l'organisation de séances d'information à leur intention, l'envoi de copies de son journal politique mensuel aux bureaux du Congrès, la rédaction de discours et de projets de lois, la conduite de recherches, l'organisation de voyages entièrement financés pour les membres du Congrès et de leurs collaborateurs en Israël et les invitant à sa conférence annuelle sur les politiques.

En plus, l'AIPAC incite ses partisans à faire pression sur leurs représentants au Congrès pour qu'ils votent en faveur de résolutions qui servent Israël et rejettent celles qui ne servent pas les intérêts d'Israël. Des exemples de stratégies de lobbying incluent l'envoi de messages de masse et les appels de masse.

En ce qui concerne l'accès aux présidents et aux candidats à la présidence, l'AIPAC utilise divers moyens et stratégies. Une stratégie importante concerne les fonds généreux de l'AIPAC pour les campagnes présidentielles par l'intermédiaire de ses PAC et d'individus. En outre, l'AIPAC exhorte la circonscription juive qui a le taux de participation le plus élevé et qui s'amasse dans des États décisifs. Enfin, l'AIPAC s'efforce de faire en sorte que les américains juifs ou pro-israéliens occupent des postes clés dans les administrations des Présidents.

La troisième étape consiste à exercer une influence sur la politique étrangère américaine en mettant l'accent sur le conflit israélo-palestinien et le programme nucléaire iranien. Notre analyse a donné les résultats suivants. Le premier constat important a trait à la capacité de lobbying de l'AIPAC, surtout en ce qui concerne ses stratégies inclusives et pertinentes qui lui facilitent l'accès aux décideurs d'une manière relativement facile. Néanmoins, accéder aux décideurs politiques ne conduit pas nécessairement à influencer leurs décisions concernant le conflit israélo-palestinien et le programme nucléaire iranien.

Plus particulièrement, nous avons remarqué que l'AIPAC avait moins d'influence sur les Présidents que sur le Congrès en ce qui concerne les sujets en discussion en raison de plusieurs facteurs. Pour commencer, l'AIPAC dépend de membres du Congrès juifs, chrétiens-sionistes et pro-israéliens fiables qui affichent un soutien moral sans réserve au programme de l'AIPAC.

Deuxièmement, il y a beaucoup moins d'argent entrant dans les campagnes présidentielles que celles du Congrès des PAC et des donateurs affiliés à l'AIPAC. Troisièmement, l'AIPAC reste plus efficace pour inciter ses adhérents à faire pression sur leurs représentants au Congrès que sur leurs Présidents. Enfin et surtout, certains facteurs internationaux ont joué un rôle important en facilitant le succès de l'AIPAC pour influencer les membres du Congrès. Des exemples de ces facteurs incluent les résolutions de l'ONU ou les changements politiques dans la région MENA.

D'autre part, de nombreux facteurs impactent sur l'influence moins significative de l'AIPAC sur les Présidents. Premièrement, les intérêts personnels de l'AIPAC peuvent souvent être en désaccord avec ceux des États-Unis et de leur image internationale dans la région. En outre, le Président peut réussir à façonner l'opinion publique en définissant les questions en jeu d'une manière particulière qui tire parti de l'expérience négative du public avec des problèmes similaires. Ce faisant, la capacité de l'AIPAC à façonner l'opinion publique en sa faveur devient difficile dans de telles situations.

De plus, nous avons également remarqué que l'AIPAC a une capacité limitée à influencer les nominations de l'administration. Par conséquent, son degré d'influence générale sur les décisions de politique étrangère du Président dans la région est minimisé.

Annexe. Les lois du Congrès sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (1973-2017).

N	Lois	But & Motivation	Ref.	Date	Sponsor	Parti
1	To designate November 2, 1990, as a national day of prayer for members of American military forces and American citizens stationed or held hostage in the Middle East, and for their families.	Prier pour les forces américaines et les citoyens pris en otage au Moyen-Orient et exhorter le Président et les autorités irakiennes à trouver une solution juste à la crise dans ce pays.	H.J.Res.673	11-14-90	John Duncan	R
2	Anwar Sadat Centennial Celebration Act	Organiser la remise à titre posthume d'une médaille d'or du Congrès à Anwar Sadat en reconnaissance de ses réalisations et de ses actions héroïques pour parvenir à une paix globale au Moyen-Orient.	S.266	02-01-17	Orrin G. Hatch	R
3	Anwar Sadat Centennial Celebration Act	Organiser la remise à titre posthume d'une médaille d'or du Congrès à Anwar Sadat en reconnaissance de ses réalisations et de ses actions héroïques pour parvenir à une paix globale au Moyen-Orient.	H.R.754	01-31-17	Christ Stewart	R
4	Persian Gulf War POW/MIA Accountability Act of 2002	Accordez le statut de réfugié aux États-Unis à tout étranger venant d'Irak ou de la région du Grand Moyen-Orient.	S. 1339	10-29-02	Ben Nighthorse Campbell	R
5	Expressing the sense of Congress on the occasion of the 50th anniversary of the founding of the modern State of Israel and reaffirming the bonds of friendship and cooperation between the United States and Israel.	- Féliciter les Israéliens pour l'édification d'un nouvel État et d'une société pluraliste. - A réaffirmé les liens d'amitié et de coopération entre les États-Unis et Israël.	H.J.Res.102	05-11-98	Tom Lantos	D
6	Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act of 2003	La Syrie devrait cesser de soutenir le terrorisme et fermer les bureaux terroristes	S.Con.Res.19	03-04-07	Lindsey Graham	R

		du Hamas, du Hezbollah et du Front populaire pour la libération de la Palestine.				
7	Safeguard Israel Act of 2017	Interdit au gouvernement américain de verser des contributions à l'ONU jusqu'à ce que le Président certifie au Congrès que la résolution 2334 du Conseil de Sécurité a été abrogée. Cette résolution décrit les colonies israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est comme illégales et exige la cessation des activités de colonisation.	H.R. 769	01-31-17	Kay Granger	R
8	Safeguard Israel Act of 2017	Interdit au gouvernement américain de verser des contributions à l'ONU jusqu'à ce que le Président certifie au Congrès que la résolution 2334 du Conseil de Sécurité a été abrogée. Cette résolution décrit les colonies israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est comme illégales et exige la cessation des activités de colonisation.	S. 107	01-12-17	Ted Cruz	R
9	Emergency Security Assistance Act	• Autorise une allocation au Président de 2 200 000 000 dollars pour une aide militaire d'urgence ou des allocations de vente de matériel militaire étranger à Israël et une allocation qui ne dépassant pas 200 000 000 dollars pour le Cambodge. • Autorise la libération d'Israël de sa responsabilité pour les articles et services fournis entre le 6 octobre 1973 et le 30 juin 1974.	H.R. 11088	12-26-73	Thomas E. Morgen	D

10	An act to authorize supplemental international security assistance for the fiscal year 1979 in support of the peace treaty between Egypt and Israel, and for other purposes.	• Autorise le Président à construire des bases aériennes en Israël et à fournir des articles et des services de défense à Israël. • Autorise des crédits à ces fins. • Autorise des allocations supplémentaires pour l'exercice 1979 au titre de la Loi sur le contrôle des exportations d'armes à utiliser pour garantir les ventes d'armes à l'Égypte et à Israël. • Autorise des allocations supplémentaires pour l'exercice 1979 en faveur de l'Égypte par l'intermédiaire du Fonds d'aide économique. • Autorise le Président à transférer en Égypte des installations et des biens de la mission de terrain américaine de Sinaï.	S. 1007	07-20-79	Franck Church	D
11	Operation Desert Shield/Desert Storm Supplemental Appropriations Act, 1991	Autorise des fonds supplémentaires pour le Département de la Défense et le Département des Transports pour couvrir les frais de l'opération.	H.R.1282	04-10-91	Jamie L. Whitten	D
12	Countering Iran's Destabilizing Activities Act of 2017	• Dirige les départements d'État, de défense et du Trésor et le directeur du renseignement national de présenter une stratégie tous les deux ans pour dissuader les activités iraniennes qui menacent les États-Unis et leurs principaux alliés au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et au-delà. • Le Président doit imposer des sanctions de blocage des avoirs et des exclusions américaines à toute personne qui contribue à ces activités.	S. 722	06-29-17	Bob Corker	R

13	PLO Accountability Act of 2017	Renforcer les interdictions concernant l'Organisation de libération de la Palestine et à d'autres fins	S. 1060	05-04-17	Ted Cruz	R
14	Department of State, Foreign Operations, and Related Programs Appropriations Act, 2018	Autorise des allocations pour ces agences gouvernementales afin de financer de nombreuses organisations telles que le Center for Middle Eastern Western Dialogue et la Israeli Arab Scholarship.	H.R3362	07-24-17	Harold Rogers	R
15	United States-Israel Strategic Partnership Act of 2014	• Transferez des articles militaires en Israël. • Fournir une assistance dans les domaines de l'énergie, de l'eau, de l'agriculture et des technologies des carburants alternatifs. • Partager et échanger des informations et des connaissances scientifiques. • S'assurer que toute exportation ou vente de matériel militaire aux États-Unis n'affectera pas la puissance militaire d'Israël.	S.2673	12-19-14	Barbara Boxer	D
16	Countering Anti-Semitism and Anti-Israel Activities at the United Nations Act of 2017	Utiliser l'influence financière américaine aux Nations-Unis pour réduire l'antisémitisme aux Nations-Unis, y compris parmi ses employés et ses agences spécialisées, ses programmes et ses fonds. Cela comprend la retenue de fonds pour toute organisation ou agence qui soutient des groupes désignés tels que le Hamas. Par exemple, The United Nations Relief et Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA)	S. 169	01-17-17	Marco Rubio	R
17	A joint resolution to commend the Governments of Israel and Egypt on the occasion of the tenth anniversary of the Treaty of Peace between Israel and Egypt.	• Félicite les deux pays pour la signature du traité de paix le 26 mars 1979. • Appelle les Palestiniens et les autres pays arabes à se joindre au processus de paix.	S.J Res.87	03-29-89	Rudy Boschwitz	R

		• Renoncez à la guerre et entamez des négociations de paix avec Israël.					
18	Combatting Terrorism in Tunisia Emergency Support Act of 2017	• Combattre le terrorisme en Tunisie et en Libye et empêcher les combattants en Syrie de rentrer en Tunisie. • Renforcer le secteur de la sécurité en Tunisie et renforcer la coopération économique avec ce pays • Autoriser le Président à fournir des articles de défense et des formations en Tunisie.	H.R.157	01-03-17	Alcee L. Hastings	D	
19	Iran Threat Reduction and Syria Human Rights Act of 2012	• Imposer des sanctions multilatérales à l'Iran en raison de son programme nucléaire. • Promouvoir les droits de l'homme en Syrie.	H.R.1905	08-10-2012	Ileana Ros-Lehtinen	R	
20	United States-Israel Enhanced Security Cooperation Act of 2012	• Réaffirmer l'engagement envers la sécurité d'Israël en tant qu'État juif. • Soutenir le droit d'Israël à la légitime défense et aider Israël à préserver son avantage militaire qualitatif. • Aider à un règlement négocié du conflit israélo-palestinien pour aboutir à deux États qui vivent côte à côte dans la paix et la sécurité. • Veto à toute résolution unilatérale du Conseil de Sécurité contre Israël.	S.2165	07-27-12	Barbara Boxer	D	
21	United States-Jordan Defense Cooperation Extension Act	Négocier un nouveau protocole d'accord jusqu'à l'exercice fiscal 2014 pour renforcer la capacité militaire et l'économie locale de la Jordanie.	R.H.2646	06-29-17	Ileana Ros-Lehtinen	R	
22	Palestinian Anti-Terrorism Act of 2006	• Soutenir la solution à deux États au conflit israélien palestinien. • S'opposer aux organisations, aux individus et aux pays qui soutiennent le terrorisme et rejettent violemment la solution à deux États.	S.2370	12-21-06	Mitch McConnell	R	

		Demander instamment aux membres de la communauté internationale d'éviter tout contact avec l'organisation Hamas jusqu'à accepter de reconnaître Israël, de renoncer à la violence, de désarmer et d'accepter des accords préalables.					
23	Israel Anti-Boycott Act	- S'oppose à la résolution du Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies du 24 mars 2016, qui exhorte les pays à faire pression sur les entreprises pour qu'elles cèdent ou rompent leurs contrats avec Israël. - Encourage la pleine mise en œuvre de la loi de 2014 sur le partenariat stratégique entre les États-Unis et Israël par le biais d'une coopération scientifique et technologique renforcée entre les États-Unis et Israël.	S.720	03-23-17	Benjamin Cardin	D	
24	Authorization for Use of Military Force Against al-Qaeda, the Taliban, and the Islamic State of Iraq and Syria	Autorise le Président à recourir à la force lorsque cela est nécessaire contre ces organisations.	H.J.Res.89	03-15-17	Jim Banks	R	
25	A joint resolution finding the Government of Iraq in unacceptable and material breach of its international obligations.	Prie instamment le Président de prendre les mesures nécessaires en vertu du droit américain pour amener l'Iraq à se conformer à de telles obligations.	S.J.Res.54	08-14-98	Trent Lott	R	
26	Implementing Recommendations of the 9/11 Commission Act of 2007	Prendre diverses mesures de sécurité pour lutter contre le terrorisme.	H.R.1	08-03-07	Bennie Thompson	D	
27	Recognition of Jerusalem as the Capital of the State of Israel Act	Reconnaisse Jérusalem comme la capitale indivisible d'Israël et transférez l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv.	H.R.257	02-16-17	Trent Franks	R	
28	Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism (USA PATRIOT ACT) Act of 2001	Cette initiative, lancée après le 11 septembre, vise à renforcer les procédures de sécurité et de surveillance nationales, à lutter contre le blanchiment d'argent, à protéger les frontières, à renforcer les	H.R.3162	10-26-01	James F. Sensenbrenner	R	

		dispositions relatives à l'immigration et à renforcer les renseignements.				
29	Iran Ballistic Missile Sanctions Act	Imposer des sanctions sur l'Iran et sur des entités et personnes liées pour des actions visant à acquérir ou développer des missiles balistiques et à lancer des technologies.	S.15	01-03-17	Dean Heller	R
30	Iran and Hizballah Western Hemisphere Prevention Act of 2017	Mettre plus de sanctions sur l'Iran et le Hezbollah	H.R.3118	09-05-17	Jeff Duncan	R
31	Dire Emergency Supplemental Appropriations for Consequences of Operation Desert Shield/Desert Storm, Food Stamps, Unemployment Compensation Administration, Veterans Compensation and Pensions, and Other Urgent Needs Act of 1991	Fournir des allocations supplémentaires d'urgence pour les opérations militaires pendant la guerre du Golfe contre l'Iraq et d'autres problèmes.	H.R.1281	04-10-91	Jamie L. Whitten	D
32	Iran Freedom Support Act	• Promouvoir la démocratie pour l'Iran • Modifier la loi de 1996 sur les sanctions contre l'Iran et faciliter sa non-prolifération nucléaire. • Prévenir le blanchiment d'argent pour les armes de destruction massive.	H.R.9198	09-30-06	Ileana Ros-Lehtinen	R
33	Iran Nonnuclear Sanctions Act of 2017	Exiger des sanctions contre les gardiens de la révolution iraniens, les entités apparentées et autres personnes qui soutiennent le terrorisme, abusent les droits de l'homme et promeuvent un programme de missiles balistiques	H.R.808	02-06-17	Peter J. Roskam	R
34	Comprehensive Iran Sanctions, Accountability, and Divestment Act of 2010	De fortes sanctions supplémentaires sont imposées à l'Iran en raison de son programme nucléaire et de son soutien au terrorisme international ainsi que des violations des droits de l'homme.	H.R.2194	07-01-10	Howard I. Berman	D

35	Iraq and Syria Genocide Emergency Relief and Accountability Act of 2017	• Veiller à ce que l'aide humanitaire, la stabilisation et l'aide au rétablissement des ressortissants et des résidents d'Irak ou de Syrie soient assurées. • Fournir une assistance financière et technique pour soutenir les organisations non gouvernementales spécialisées dans les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre en Irak depuis janvier 2014.	H.R.390	06-19-17	Christopher H. Smith	R
36	Iran Ballistic Missiles and International Sanctions Enforcement Act.	Faire respecter les sanctions contre l'Iran.	H.R.1698	03-29-17	Edward. R. Royce	R
37	Emergency Supplemental Appropriations Act for Defense and for the Reconstruction of Iraq and Afghanistan, 2004	Crédite des allocations supplémentaires d'urgence pour l'exercice 2004 pour des opérations militaires et de relations extérieures concernant l'Iraq et l'Afghanistan, y compris pour les secours et la reconstruction de l'Iraq.	H.R.3289	11-06-03	Bill C.W. Young	R
38	Department of Defense and Emergency Supplemental Appropriations for Recovery from and Response to Terrorist Attacks on the United States Act, 2002	Autorise des allocations pour le personnel militaire, les opérations et la maintenance, l'approvisionnement, la recherche et le développement en réponse au 11 septembre.	H.R.3338	01-10-02	Jerry Lewis	R
39	Iran Sanctions Extension Act	Il étend la loi sur les sanctions contre l'Iran de 1996 au 31 décembre 2026.	H.R.6297	12-15-16	Edward Royce	R
40	Countering America's Adversaries Through Sanctions Act	• Cela comprend la lutte contre l'acte de déstabilisation de l'Iran de 2017. • Loi de 2017 sur la lutte contre l'influence russe en Europe et en Eurasie et la loi coréenne sur l'interdiction et la modernisation.	H.R.3364	08-02-17	Edward Royce	R
41	Iranian Leadership Asset Transparency Act	• Le Département du Trésor devrait établir un rapport sur les avoirs des responsables iraniens détenus dans	H.R.1638	05-18-17	Bruce Poliquin	R

		les institutions financières américaines et étrangères et sur la manière dont ces actifs ont été acquis et utilisés.					
42	A joint resolution approving the location of a memorial to commemorate and honor the members of the Armed Forces who served on active duty in support of Operation Desert Storm or Operation Desert Shield.	• Combattre le blanchiment d'argent pour empêcher l'Iran de développer son programme de missiles balistiques.	S.J.RES.1	03-31-17	John Boozman	R	
43	2002 Supplemental Appropriations Act for Further Recovery From and Response To Terrorist Attacks on the United States	Approuve l'emplacement à Washington, DC et dans les environs du National Desert Storm and Desert Shield Memorial autorisé à être établi en vertu de la Loi autorisant la défense nationale de Carl Levin et Howard P. 'Buck 'McKeon pour l'exercice 2015.	H.R.4775	08-02-02	Bill C.W. Young	R	
44	To amend the Iran and Libya Sanctions Act of 1996 to extend the authorities provided in such Act until September 29, 2006.	Allocations supplémentaires visant à mettre en place un ensemble de mesures dans divers services pour aider à se remettre des attaques du 11 septembre et à y répondre. Prolonger les pouvoirs prévus par la loi de 1996 sur les sanctions contre l'Iran et la Libye jusqu'au 29 septembre 2006.	H.R.5877	08-04-06	Alcee L. Hastings	D	
45	Authorization for Use of Military Force Against Islamist Extremism	Autoriser l'utilisation des forces armées américaines contre des organisations qui soutiennent l'extrémisme islamiste et à d'autres fins.	H.J.Res.112	07-10-17	Scott Perry	R	
46	Libyan Claims Resolution Act	Le Congrès appuie les efforts du Président pour fournir une compensation équitable à tous les ressortissants américains qui ont des revendications liées au terrorisme contre la Libye dans le cadre du processus de rétablissement des relations américano-libyennes normales.	S.3370	08-04-08	Joseph R. Biden Jr	D	

47	To repeal the Authorization for Use of Military Force Against Iraq Resolution of 2002.	Abroge la résolution autorisant l'utilisation de la force militaire contre l'Iraq en 2002.	H.R.1230	02-27-17	Barbara Lee	D
48	Jerusalem Embassy and Recognition Act of 2017	- Reconnaître Jérusalem comme la capitale indivisible d'Israël. - L'ambassade des États-Unis en Israël devrait être établie à Jérusalem au plus tard le 1^{er} janvier 2019.	H.R.265	01-04-17	Leonard Lance	R
49	Iraq Liberation Act of 1998	Déclare que la politique des États-Unis devrait être de chercher à retirer le régime de Saddam Hussein du pouvoir en Irak et de le remplacer par un gouvernement démocratique.	H.R.4655	10-31-98	Benjamin A. Gilman	R
50	United States-Morocco Free Trade Agreement Implementation Act	Cela comprend les dispositions générales, les dispositions douanières, l'allègement des importations, les mesures de sauvegarde des textiles et des vêtements.	H.R.4842	08-17-04	Tom Delay	R
51	To provide for the adjustment of status of certain Syrian nationals.	- Ordonne au procureur général de conférer le statut de résident permanent à certains ressortissants syriens (juifs) arrivés aux États-Unis après le 31 décembre 1991. - Limite le nombre total de ces adjoints à 2 000. - Permet un ajustement similaire de l'épouse, de l'enfant ou du fils ou de la fille non marié (e) de cet étranger.	H.R.4681	10-27-00	Rick Lazio	R
52	To extend the period during which Iraqis who were employed by the United States Government in Iraq may be granted special immigrant status and to temporarily increase the fee or surcharge for processing machine-readable nonimmigrant visas.	Demande au secrétaire d'État d'augmenter de 1 dollar la redevance ou la surtaxe autorisée par la loi Foreign Relations Authorization Act, les exercices 1994 et 1995, pour le traitement des visas non immigrants lisibles à la machine et des cartes d'identité	H.R.3233	10-04-13	Earl Blumenauer	D

		ainsi que des visas non immigrants combinés. Exige que les montants perçus à la suite de l'augmentation des frais soient déposés dans le fonds général du Trésor.				
53	United States-Jordan Defense Cooperation Act of 2015	- Soutenir la Jordanie dans sa réponse à la crise des réfugiés syriens. - Fournir l'assistance nécessaire pour répondre aux besoins fondamentaux des réfugiés syriens assimilés. - Coopérer avec la Jordanie pour lutter contre la menace terroriste de l'EIL ou d'autres organisations terroristes. - Aide à sécuriser la frontière entre la Jordanie, la Syrie et l'Iraq. - La loi Arms Export Control Act est modifiée pour inclure la Jordanie parmi les pays éligibles à certaines ventes de défense rationalisées pendant trois ans.	H.R.907	02-18-16	Ileana Ros-Lehtinen	R
54	Countering Iran in the Western Hemisphere Act of 2012	Utiliser une stratégie globale pour contre la présence hostile croissante de l'Iran dans l'hémisphère occidental en travaillant avec des alliés et des partenaires américains dans la région pour dissuader les menaces aux intérêts américains par l'Iran, les gardiens de la révolution islamique et Le Hezbollah.	H.R.3783	12-28-12	Jeff Duncan	R
55	IRGC Terrorist Sanctions Act of 2017	- Désigner le corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) de l'Iran comme entité terroriste, - Imposer des sanctions contre le CGRI.	H.R.478	01-13-17	Ted Poe	R
56	Consolidated Authorization for Use of Military Force Resolution of 2017	Cette résolution commune autorise le Président à utiliser pendant trois ans toute la force nécessaire pour protéger	H.J.Res.100	04-27-17	Adam B. Schiff	D

		la sécurité nationale des États-Unis contre Al-Qaïda, l'État islamique d'Irak et du Levant (EIL), les talibans et tout groupe organisé et armé associé. c'est un co-belligérant contre les États-Unis.				
57	Iran Nonproliferation Amendments Act of 2005	Modifie la loi iranienne sur la non-prolifération de 2000	S.1713	11-22-05	Richard g. IULugar	R
58	A bill to extend authorities under the Middle East Peace Facilitation Act of 1994 until August 15, 1995.	Modifie la loi pour étendre du 1er juillet 1995 au 15 août 1995 le pouvoir du Président de suspendre l'applicabilité de certaines lois à l'Organisation de Libération de la Palestine.	S.962	07-02-95	Hesse Helms	R
59	To extend authorities under the Middle East Peace Facilitation Act of 1994 until March 31, 1996, and for other purposes.	De prolonger, du 31 décembre 1995 au 31 mars 1996, le pouvoir du Président de suspendre les interdictions spécifiées contre l'assistance étrangère et l'ONU à l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), la réception ou la dépense des fonds de l'OLP et l'adhésion de l'OLP au FMI	H.R.2808	01-04-96	Benjamin A. Gilman	R
60	Middle East Peace Facilitation Act of 1993	Accorde au Président le pouvoir de suspendre certaines dispositions législatives interdisant l'assistance étrangère et de l'ONU à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), la réception ou la dépense des fonds de l'OLP et l'adhésion de l'OLP au FMI.	S.1487	10-28-93	Claiborne Pell	D
61	PLO Accountability Act of 2017	Cette loi modifie la loi antiterroriste de 1987 pour autoriser le Président à renoncer jusqu'à six mois à l'interdiction de créer ou d'entretenir des bureaux, sièges sociaux, locaux ou autres installations de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) si le Président certifie au Congrès que les Palestiniens ont conclu un accord de paix final négocié avec Israël et ont cessé ses hostilités.	H.R.2390	05-18-17	Ileana Ros-Lehtinen	R

62	Authorization for the Use of Military Force Against al-Qaeda, the Taliban, and the Islamic State of Iraq and Syria	Cette résolution commune: 1) autorise le Président à utiliser toute la force nécessaire contre Al-Qaïda, les Taliban, l'État islamique d'Iraq et de Syrie (ISIS), les organisations qui lui ont succédé et les forces associées; et (2) accorde une autorisation légale spécifique pour introduire les forces armées américaines dans les hostilités ou dans des situations où la participation aux hostilités est clairement indiquée par les circonstances.	S.J.Res.31	03-02-17	Todd Young	R
63	Authorization for the Use of Military Force against the Islamic State of Iraq and the Levant.	Autorise le Président à utiliser les forces armées américaines contre l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIL) ou des personnes ou des forces associées.	H.J.RES63	02-03-17	Adam Kinzinger	R
64	Jerusalem Embassy and Recognition Act	Cette loi stipule que la politique américaine devrait reconnaître Jérusalem comme capitale indivisible d'Israël.	S.11	01-03-17	Dean Heller	R
65	Iran Ballistic Missile Reporting Act of 2017	Modifie la Loi sur l'autorisation de défense nationale pour l'exercice 2017 jusqu'au 31 décembre 2022, les exigences pour les rapports trimestriels de: (1) le Bureau du Directeur du renseignement national sur les lancements de missiles balistiques confirmés par l'Iran, et L'État et le Trésor s'efforcent d'imposer des sanctions unilatérales ou multilatérales à l'encontre des entités ou des individus concernés dans le cadre d'un tel lancement.	H.R.3078	06-27-17	Ruben J. Kuhen	D
66	Approving the location of a memorial to commemorate and honor the members of the Armed Forces who served on active duty in support of Operation Desert Storm or Operation Desert Shield.	Cette résolution conjointe approuve l'emplacement à Washington, DC et dans les environs du Monument National Desert Storm and Desert Shield Memorial, autorisé à être établi en vertu de la Loi autorisant la défense nationale de Carl Levin et Howard P. 'Buck' McKeon pour l'exercice 2015	H.J.Res.3	01-05-17	David P. Roe	R

67	Iran Sanctions Relief Review Act	Cette loi exige que le Président transmette tous les six mois au Congrès pendant les cinq ans pour déterminer si, à compter du 30 janvier 2016: (1) des institutions financières étrangères spécifiées, y compris des institutions financières iraniennes, ont facilité des transactions importantes ou fourni des services des organisations terroristes étrangères, des personnes étrangères sanctionnées, ou le corps des gardiens de la révolution de l'Iran ou un de ses fonctionnaires, agents ou affiliés; et (2) des personnes étrangères spécifiées ont sciemment aidé, parrainé ou fourni un soutien financier, matériel ou technologique, ou des biens ou des services pour ces personnes ou entités.	H.R.2185	04-27-17	Robert Pittenger	R
68	Stop Arming Terrorists Act	Interdit l'utilisation des fonds des agences fédérales pour fournir une assistance couverte à: (1) Al-Qaïda, Jabhat Fateh al-Sham, l'État islamique d'Irak et du Levant (ISIL), ou tout individu ou groupe affilié à, associé à, coopérer avec ou adhérer à de tels groupes; ou (2) le gouvernement de tout pays que le Bureau du Directeur du renseignement national (ODNI) détermine, au cours des 12 derniers mois, fourni une assistance couverte à un tel groupe ou individu.	S.532	03-06-17	Rand Paul	R
69	Comprehensive Strategy to Destroy ISIS Act of 2017	Un plan stratégique compressif pour combattre et éliminer ISIS	H.R.1785	05-18-17	Adam Kinzinger	R
70	To amend the Iran Threat Reduction and Syria Human Rights Act of 2012 to modify the requirement to impose sanctions with respect to the provision of specialized financial	Le Président impose des sanctions en vertu de la loi Iran Threat Reduction and Syria Human Rights Act de 2012 concernant la fourniture de services de messagerie financière spécialisés à la Banque Centrale	H.R.2081	05-01-17	Lee M. Zeldin	R

	messaging services to the Central Bank of Iran and other sanctioned Iranian financial institutions, and for other purposes.	d'Iran et à d'autres institutions financières iraniennes sanctionnées. Il ne peut être dérogé à cette obligation. Les sanctions sont étendues pour inclure, dans le cas d'un étranger cadre supérieur ou membre du conseil d'administration d'une personne fournissant de tels services de messagerie, le refus de visa et l'exclusion des États-Unis; révocation de tout visa ou autre document.				
71	United States-Israel Cybersecurity Cooperation Enhancement Act of 2017	Exige que le Département de la Sécurité Intérieure (DHS) établisse un programme de subventions pour soutenir la recherche et le développement en matière de cybersécurité, ainsi que la démonstration et la commercialisation de technologies de cybersécurité, conformément à l'accord entre le gouvernement des États-Unis et le gouvernement de l'État d'Israël sur la coopération dans le domaine de la science et de la technologie pour des questions de sécurité intérieure, à Jérusalem, en date du 29 mai 2008, ou accord successeur.	S.719	03-23-17	Sheldon Whitehouse	D
72	To provide limitations on the transfer of air-to-ground munitions from the United States to Saudi Arabia.	Interdit le transfert en Arabie Saoudite de munitions air-sol américaines jusqu'à ce que le Président certifie au Congrès que: (1) l'Arabie Saoudite et ses partenaires de coalition prennent toutes les précautions possibles pour réduire les risques de le déroulement des actions militaires et déploient des efforts démontrables pour faciliter la circulation de l'aide humanitaire et des biens commerciaux critiques; et 2) l'Arabie Saoudite prend des mesures efficaces pour cibler les organisations	H.J.Res104	05-25-17	Ted Lieu	D

		terroristes étrangères désignées, notamment Al-Qaïda dans la péninsule arabique et les organisations affiliées à l'État islamique d'Iraq et du Levant, dans le cadre de ses opérations militaires au Yémen.				
73	To provide limitations on the transfer of air-to-ground munitions from the United States to Saudi Arabia.	Interdit le transfert en Arabie Saoudite de munitions air-sol américaines jusqu'à ce que le Président certifie au Congrès que: (1) l'Arabie Saoudite et ses partenaires de coalition prennent toutes les précautions possibles pour réduire les risques de le déroulement des actions militaires et déploient des efforts démontrables pour faciliter la circulation de l'aide humanitaire et des biens commerciaux critiques; et 2) l'Arabie Saoudite prend des mesures efficaces pour cibler les organisations terroristes étrangères désignées, notamment Al-Qaïda dans la péninsule arabique et les organisations affiliées à l'État islamique d'Iraq et du Levant, dans le cadre de ses opérations militaires au Yémen.	S.J.Res.40	04-06-17	Christopher Murphy	D
74	No Bonuses for Terrorists Act	Cette loi modifie la loi sur l'aide étrangère de 1961 pour interdire l'aide à l'Autorité palestinienne et à l'Organisation de Libération de la Palestine jusqu'à ce que le Département d'État ait certifié que l'AP et l'OLP ont cessé de payer une compensation financière ou d'autre avantage généralement non disponible pour la population palestinienne dans son ensemble aux familles des Palestiniens tués dans le cadre d'un acte de terrorisme.	H.R.789	02-01-17	Ted Budd	R

75	Hamas Human Shields Prevention Act	Cette loi stipule que la politique américaine consiste à: (1) condamner l'utilisation de boucliers humains par le Hamas comme acte de terrorisme et violation des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et (2) agir contre ceux qui utilisent ou soutiennent l'utilisation des boucliers humains.	H.R.3542	11-15-17	Joe Wilson	R
76	To prohibit the use of United States Government funds to provide assistance to Al Qaeda, Jabhat Fateh al-Sham, and the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) and to countries supporting those organizations, and for other purposes.	Interdit l'utilisation des fonds des agences fédérales pour fournir une assistance couverte à: (1) Al-Qaïda, Jabhat Fateh al-Sham, l'État islamique d'Irak et du Levant (ISIL), ou tout individu ou groupe affilié à, associé à, coopérer avec ou adhérer à de tels groupes; ou (2) le gouvernement de tout pays que le Bureau du Directeur du renseignement national (ODNI) détermine, au cours des 12 derniers mois, fourni une assistance couverte à un tel groupe ou individu.	H.R.258	01-13-17	Tulsi Gabbard	D
77	U.S.-Israel Joint Missile Defense Act	Ce projet de loi autorise le Département de la Défense à tester le système de défense antimissile Arrow 3, conjointement avec le gouvernement israélien, afin de valider les capacités du système et d'améliorer ses performances.	H.R.2240	05-23-17	Josh Gottheimer	D

78	Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act of 2003	Déclare le sens du Congrès que le gouvernement syrien devrait immédiatement et inconditionnellement mettre un terme au soutien au terrorisme, déclarer ouvertement et totalement sa renonciation totale à toutes les formes de terrorisme et fermer tous les bureaux et installations terroristes en Syrie, y compris les bureaux du Hamas, du Hezbollah, le Front Populaire de Libération de la Palestine et le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général.	H.R.1828	12-12-03	Eliot L. Engel	D
79	Freedom for Refugees Escaping Enmity (FREE) Act	Cette loi annule le décret n ° 13769 intitulé " Protecting the Nation from Foreign Terrorist Entry into the United States. ". Aucun fonds fédéral ne peut être utilisé pour mettre en œuvre ou appliquer les modifications de politique énoncées dans cet ordre. Parmi les principales dispositions de cet ordre figurent les restrictions à l'entrée d'immigrants et de non-immigrés originaires de sept pays (Iran, Irak, Libye, Somalie, Soudan, Syrie et Yémen) et des restrictions supplémentaires aux admissions de réfugiés aux États-Unis.	H.R.1075	03-06-17	Yvette D. Clarke	D
80	A bill to make technical corrections to section 1244 of the National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2008, which provides special immigrant status for certain Iraqis, and for other purposes	Apporte des corrections techniques aux dispositions de la loi sur l'autorisation de la défense nationale pour l'exercice 2008, qui confèrent un statut d'immigrant spécial à certains Iraquiens employés par le gouvernement des États-Unis ou en son nom.	S.2829	06-03-08	Edward M. Kennedy	D
81	Stop Arming Terrorists Act	Cette loi interdit l'utilisation des fonds des agences fédérales pour fournir une assistance couverte: 1) à Al-Qaïda, à Jabhat	H.R.608	01-23-17	Tulsi Gabbard	D

		Fateh al-Sham, à l'État islamique d'Iraq et du Levant ou à tout individu ou groupe associé à avec, coopérant avec ou adhérant à de tels groupes; ou (2) le gouvernement de tout pays que le Bureau du Directeur du renseignement national (ODNI) détermine, au cours des 12 derniers mois, fourni une assistance couverte à un tel groupe ou individu.				
82	Iraq Reconstruction Accountability Act of 2006	● Modifie la loi John Warner National Defense Authorization Act pour l'exercice 2007 afin de modifier la date de cessation du Bureau de l'Inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Iraq (Bureau). Prévoit que le Bureau expire dix mois après que 80% des fonds alloués ou mis à disposition pour le Fonds de secours et de reconstruction en Iraq ont été dépensés ● Exige que l'inspecteur général spécial, avant la date d'expiration du mandat du Bureau, établisse un rapport d'audit judiciaire final sur tous les fonds alloués ou mis à la disposition du Fonds de secours et de reconstruction en Iraq.	S.4046	12-20-06	Susan M. Collins	R
83	State Sanctions Against Iranian Terrorism Act	Modifier la loi de 2010 sur les sanctions, la responsabilisation et les désinvestissements iraniens globaux afin de permettre aux gouvernements des États et des collectivités locales d'adopter et d'appliquer des mesures restreignant les investissements dans les entreprises en Iran et à d'autres fins.	H.R.3425	07-26-17	Ron DeSantis	R
84	Supply Our Soldiers Act of 2017	Cette loi ordonne au ministère de la Défense de prévoir un programme en vertu duquel les avantages postaux	H.R.963	03-23-17	Peter. T. King	R

		sont fournis à un membre des forces armées en service actif: 1) en Irak, en Afghanistan ou dans une autre zone de tir hostile désignée en tant qu'éligible pour payer des droits de douane dangereux; ou (2) hospitalisé dans un établissement médical militaire à la suite d'un tel service. Les avantages postaux se présentent sous la forme de coupons, de pièces justificatives ou d'autres preuves de crédit à utiliser pour les envois postaux. Le programme de prestations s'appliquera pendant l'exercice 2016-2021.				
85	Commission to Verify Iranian Nuclear Compliance Act	Établir la Commission de Vérification de la Conformité Nucléaire Iranienne.	H.R.3810	09-21-17	Gerald E. Connolly	D
86	United States-Israel Cybersecurity Cooperation Enhancement Act of 2017	Exige que le Département de la Sécurité Intérieure (DHS) établisse un programme de subventions pour soutenir la recherche et le développement en matière de cybersécurité, ainsi que la démonstration et la commercialisation de technologies de cybersécurité, conformément à l'accord entre le gouvernement des États-Unis et le gouvernement de l'État d'Israël sur la coopération dans le domaine de la science et de la technologie pour les questions de sécurité intérieure, en date du 29 mai 2008, ou un accord succédant.	H.R.612	02-01-17	James R. Langevin	D
87	Authorization for Use of Military Force Against al-Qaeda, the Taliban, and the Islamic State of Iraq and Syria	Autoriser le recours à des forces armées américaines contre Al-Qaïda, les Taliban, l'État islamique d'Iraq et de Syrie, les organisations qui lui ont succédé et les forces associées.	S.J.Res.43	05-25-17	Jeff Flake	R
88	Iran Nonnuclear Sanctions Act of 2017	Prescrit les exigences relatives aux sanctions en ce qui concerne: 1) le corps des gardiens de la révolution (CGR) et les	S.227	01-24-17	Marco Rubio	R

		entités apparentées; (2) Mahan Air; (3) le soutien iranien au terrorisme; (4) les violations des droits de l'homme par l'Iran; 5) certains Iraniens; (6) les personnes qui effectuent des transactions avec certains individus iraniens ou en leur nom; (7) les institutions financières qui effectuent certaines transactions pour le compte de personnes impliquées dans des violations des droits de l'homme ou qui exportent des technologies sensibles vers l'Iran; 8) le programme iranien de missiles balistiques et les personnes et les secteurs iraniens qui soutiennent ce programme; et (9) certaines entités détenues par l'organisation des industries aérospatiales, le groupe industriel Shahid Hemmat ou le groupe industriel Shahid Bakeri.				
89	United States and Israel Space Cooperation Act	Demande à la NASA de continuer à travailler avec l'Agence Spatiale Israélienne pour identifier et poursuivre en coopération l'exploration spatiale pacifique et les initiatives scientifiques dans des domaines d'intérêt mutuel.	H.R. 1159	09-28-17	Derek Kilmer	D
90	To allow otherwise eligible Israeli nationals to receive E-2 nonimmigrant visas if similarly situated United States nationals are eligible for similar nonimmigrant status in Israel.	Donne aux citoyens israéliens le droit d'entrer aux États-Unis en tant qu'investisseurs non immigrants de visa E-2, comme le prévoit la loi sur l'immigration et la nationalité si Israël fournit un traitement non-immigrant réciproque aux ressortissants américains.	H.R. 3992	08-08-12	Howard L. Berman	D

91	Countering Iran's Destabilizing Activities Act of 2017	- Dirige les départements d'État, de défense et du Trésor et le directeur du renseignement national de présenter une stratégie tous les deux ans pour dissuader les activités iraniennes qui menacent les États-Unis et leurs principaux alliés au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et au-delà. - Le Président doit imposer des sanctions de blocage des avoirs et des exclusions américaines à toute personne qui contribue à ces activités.	H.R.3203	07-24-17	Eliot. L Engel	D
92	A bill to increase the number of Iraqi and Afghani translators and interpreters who may be admitted to the United States as special immigrants, and for other purposes.	Modifie la loi sur l'autorisation de la défense nationale pour l'exercice 2006 afin d'autoriser le statut d'immigrant spécial pour certains traducteurs ou interprètes afghans ou irakiens travaillant avec les forces armées américaines ou des organismes fédéraux auprès du chef de mission en Afghanistan et en Irak. (Actuellement, un tel statut est autorisé pour les traducteurs afghans et irakiens travaillant avec les forces armées américaines en Afghanistan et en Irak.)	S.1104	06-14-07	Richard G. Lugar	R
93	United States-Israel Advanced Research Partnership Act of 2016	Cette loi modifie la loi de 2002 sur la sécurité intérieure et la loi de 2014 sur le partenariat stratégique entre les États-Unis et Israël afin de permettre au Département de la Sécurité Intérieure de coopérer avec Israël pour renforcer les capacités de cybersécurité	H.R.5877	12-1616	John Ratcliffe	R
94	Radio Free Afghanistan Act	Radio Free Afghanistan Act - Demande à RFE / RL, Incorporated (également connue sous le nom de Radio Free Europe / Radio Liberty) de soumettre au conseil des gouverneurs un plan détaillé pour la création de services de diffusion de	H.R.2998	03-11-02	Edward R. Royce	R

		substitution (Radio Free Afghanistan) en Dari et en Pashto en Afghanistan. Autorise le Conseil à accorder des subventions pour soutenir Radio Free Afghanistan.				
95	Syrian War Crimes Accountability Act of 2017	Cette loi: 1) condamne la violence et les violations des droits de l'homme commises par le gouvernement syrien et les forces pro-gouvernementales; (2) exhorte toutes les parties à mettre un terme aux attaques civiles; et (3) appelle le Président à soutenir les efforts visant à garantir la responsabilité pour les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide commis pendant le conflit.	s.905	06-12-17	Benjamin L. Cardin	D
96	Sanctioning Hizballah's Illicit Use of Civilians as Defenseless Shields Act	- Cette loi stipule que la politique des États-Unis consistera à condamner l'utilisation des boucliers humains par le Hezbollah comme une violation flagrante des droits de l'homme internationalement reconnus et à agir contre ceux qui se livrent à de telles pratiques. - Le Président est invité à utiliser l'influence des États-Unis au Conseil de sécurité des Nations unies pour obtenir l'appui à une résolution imposant des sanctions multilatérales contre le Hezbollah pour son utilisation de boucliers humains.	H.R.3342	10-26-17	Mile Gallapher	R
97	Dire Emergency Supplemental Appropriations and Transfers for Relief from the Effects of Natural Disasters, for Other Urgent Needs, and for Incremental Costs of "Operation Desert Shield/Desert Storm" Act of 1992	Des allocations supplémentaires d'urgence et transferts pour le soulagement des effets des catastrophes naturelles, pour d'autres besoins urgents et pour le surcoût de l'opération «Operation Desert Shield/Desert Storm» de 1992 - Donne des allocations supplémentaires au	H.J.Res 157	12-12-91	Jamie L Whitten	D

		Département de la Défense pour l'exercice 1992 pour les achats militaires spécifiés.				
98	United States-Jordan Free Trade Area Implementation Act	Cela comprend les modifications tarifaires et l'allègement des importations bénéficiant de l'accord ainsi que d'autres dispositions	H.R.2603	09-28-01	William M. Thomas	R
99	Emergency Supplemental Appropriations Act for Defense, the Global War on Terror, and Tsunami Relief, 2005	Fournir une allocation supplémentaire liée à la Défense concernant la guerre mondiale contre le terrorisme.	H.R.1268	05-11-05	Jerri Lewis	R
100	Authorization for Use of Military Force Against Iraq Resolution of 2002	Exprime son soutien aux efforts du Président pour: (1) appliquer strictement par le biais du Conseil de sécurité des Nations unies toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité concernant l'Irak; et 2) que le Conseil de sécurité prenne des mesures rapides et décisives pour que l'Irak abandonne sa stratégie de retard, d'évasion et de non-respect et se conforme rapidement et strictement à toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.	H.J.Res.114	10-16-02	Dennis J. Hastert	R
101	Combating BDS Act of 2017	Cette loi permet à un État ou à un gouvernement local d'adopter et d'appliquer des mesures pour se départir de ses actifs, interdire l'investissement de ses actifs ou restreindre les contrats avec: (1) ou des activités de sanctions visant Israël; ou (2) une entité qui possède ou contrôle, est détenue ou contrôlée par, ou est sous la propriété ou le contrôle commun avec une telle entité.	H.R.2856	06-08-17	Patrick T. McHenry	R
102	Taylor Force Act	Ce projet de loi interdit de mettre à la disposition de la Cisjordanie et de la bande de Gaza certaines aides en vertu de la loi de 1961 sur l'assistance à l'étranger.	H.R.1164	12-01-17	Doug Lamborn	R

103	Palestinian International Terrorism Support Prevention Act of 2017	• Cette loi stipule que la politique des États-Unis sera d'empêcher le Hamas, le Jihad Islamique Palestinien, ou tout affilié ou successeur d'accéder à ses réseaux de soutien internationaux. • Le Président rend compte au Congrès pour une durée maximale de trois ans en identifiant les personnes, agences ou organismes étrangers qui, en connaissance de cause et matériellement, aident une telle organisation et leur imposent des sanctions.	H.R.2712	11-18-17	Brian J. Mast	R
104	A joint resolution to support a ceasefire in the Iran-Iraq war and a negotiated solution to the conflict.	• Déclare que le Congrès estime que la poursuite de la guerre Iran-Irak: 1) produirait des niveaux inacceptables de mort et de destruction; et (2) pourrait entraîner une percée iranienne qui pourrait menacer la stabilité de toute la région et ne serait pas dans l'intérêt des États-Unis. • Déclare la politique américaine visant à soutenir: (1) un cessez-le-feu et une solution négociée au conflit Iran-Irak, y compris un retrait à la frontière internationalement reconnue; et 2) la création d'un tribunal international chargé d'enquêter sur les origines du conflit.	H.J.Res.216	08-16-87	Stephen J. Solarz	D
105	Hizballah International Financing Prevention Amendments Act of 2017	Imposer des sanctions supplémentaires sur le Hezbollah,	S.1595	10-12-17	Marco Rubio	R
106	Comprehensive Peace in Sudan Act of 2004	Modifie la loi Sudan Peace Act pour autoriser le Président à aider le Soudan à: 1) soutenir la mise en œuvre d'un accord de paix global s'appliquant à toutes les régions du Soudan, y compris la région du Darfour;	S.2781	12-23-04	Richard G. Lugar	R

		et 2) lutter contre la crise humanitaire et des droits de l'homme dans la région du Darfour et dans l'est du Tchad, à condition qu'aucune assistance ne soit mise à la disposition du gouvernement soudanais (autorise les allocations de l'exercice 2005).				
107	To provide for the establishment of separate campaign medals to be awarded to members of the uniformed services who participate in Operation Enduring Freedom and to members of the uniformed services who participate in Operation Iraqi Freedom.	Charge le Président d'établir des médailles de campagne distinctes pour reconnaître le service des membres des services en uniforme dans le cadre de l'Opération Enduring Freedom ou de l'Opération Iraqi Freedom.	H.R.3104	05-28-04	Vic Snyder	D
108	A joint resolution relating to the proposed sales of arms to Jordan.	Déclare qu'aucune lettre d'offre, avant le 1 ^{er} mars 1986, ne sera valable pour toute vente proposée à la Jordanie de systèmes d'armes perfectionnés, y compris des aéronaves avancés et des systèmes de défense aérienne avancés, décrits dans la notification conformément à la Arms Export Control Act, sauf si des négociations de paix directes entre Israël et la Jordanie sont en cours.	S.J.Res.228	11-28-85	Robert J. Dole	R
109	Jerusalem Embassy Act of 1995	Déclare que la politique américaine est la suivante: (1) Jérusalem reste une ville indivise dans laquelle les droits de tous les groupes ethniques sont protégés; (2) Jérusalem soit reconnue comme la capitale de l'État d'Israël; et (3) l'ambassade des États-Unis en Israël soit établie à Jérusalem au plus tard le 31 mai 1999.	S.1322	11-08-95	Robert J. Dole	R
110	Sudan Peace Act	Condamne les violations des droits de l'homme commises par toutes les parties au conflit au Soudan (y compris le gouvernement soudanais), la traite des esclaves en cours, l'utilisation et	H.R.5531	10-21-02	Thomas G. Tancredo	R

		l'organisation du "murahalliin" (ou "mujahadeen") par le gouvernement, et des unités régulières de l'armée soudanaise dans des raids et des esclavages à Bahr al Ghazal, dans les montagnes Nouba, dans le Nil Supérieur et dans le Nil Bleu, et le bombardement aérien de cibles civiles. Reconnaît que le recours à des raids et à l'esclavage est un moyen de créer des pénuries alimentaires en tant que moyen systématique de détruire les sociétés, la culture et les économies des Dinka, des Nuer et des Nuba dans une politique de nettoyage ethnique à faible intensité.				
111	Israel Anti-Boycott Act	Déclare que le Congrès: (1) s'oppose à la résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations unies du 24 mars 2016, qui exhorte les pays à faire pression sur les entreprises pour qu'elles se séparent ou rompent leurs contrats avec Israël; et 2) encourage la pleine application de la loi de 2014 sur le partenariat stratégique entre les États-Unis et Israël par le biais d'une coopération scientifique et technologique renforcée entre les États-Unis et Israël dans les domaines civils.	H.R.1697	03-23-17	Peter J. Roskam	R
112	Hezbollah International Financing Prevention Amendments Act of 2017	Modifier la loi de 2015 sur la prévention du financement international du Hezbollah afin d'imposer des sanctions supplémentaires à l'égard du Hezbollah et à d'autres fins.	H.R.3329	10-26-17	Edward R. Royce	R
113	Preventing Destabilization of Iraq and Syria Act of 2017	Charge le Président d'imposer des sanctions américaines de blocage et d'entrée contre la propriété à toute personne étrangère qui: (1) est responsable ou complice d'actes menaçant la paix, la sécurité ou la stabilité en Irak ou en Syrie, actions ou politiques	S.138	01-12-17	Marco Rubio	R

114	Iran Nuclear Agreement Review Act of 2015	qui compromettent la reconstruction économique et les réformes politiques en Iraq ou l'entrave à la livraison ou à la distribution de l'aide humanitaire à la population iraquienne ou syrienne ou à son accès; (2) a sensiblement aidé ou fourni un soutien financier, matériel ou technologique pour une telle activité; ou (3) est détenu ou contrôlé par une personne étrangère qui a exercé une telle activité ou agi pour son compte. Cette loi modifie la loi The Atomic Energy Act de 1954 pour que le Président, dans les cinq jours suivant la conclusion d'un accord avec l'Iran concernant le programme nucléaire iranien, transmette au Congrès: • Le texte de l'accord et tous les documents et annexes et connexes. • Un rapport d'évaluation de la vérification du secrétaire d'État. • Une attestation que l'accord comprend les termes, conditions et la durée appropriés des exigences de l'accord concernant les activités nucléaires de l'Iran, et des dispositions décrivant les sanctions à renoncer, à suspendre ou à réduire par les États-Unis et toute autre nation ou entité, y compris les Nations Unies; • Une certification que l'accord respecte les objectifs de non-prolifération des États-Unis, ne compromet pas la défense et la sécurité communes, fournit un cadre garantissant que les activités nucléaires de l'Iran ne constitueront pas un risque déraisonnable de défense et de	H.R.1191	05-02-15	Lou Barletta	R	

		sécurité et utilisé pour promouvoir tout objectif explosif militaire ou nucléaire lié à l'énergie nucléaire, y compris toute recherche connexe.				
115	United States-Bahrain Free Trade Agreement Implementation Act	Les dispositions générales de l'accord, l'exonération des importations et les dispositions douanières.	H.R.4340	01-11-06	Roy Blunt	R
116	United States-Oman Free Trade Agreement Implementation Act	Les dispositions générales de l'accord, l'allègement des importations, les dispositions douanières et les mesures de sauvegarde.	H.R.5684	09-26-06	John A. Boehner	R
117	ILSA Extension Act of 2001	ILSA Extension Act de 2001 - Modifie la loi sur les sanctions contre l'Iran et la Libye de 1996 pour ramener de 40 millions à 20 millions de dollars le seuil requis pour que le Président puisse investir dans la capacité de développement des ressources pétrolières. nécessaire d'imposer deux ou plusieurs sanctions économiques et commerciales spécifiées (le même seuil de déclenchement pour l'investissement dans les ressources énergétiques iraniennes).	H.R.1954	08-03-01	Benjamin A. Gilman	R
118	To locate and secure the return of Zachary Baumel, an American citizen, and other Israeli soldiers missing in action.	Exige que le Département d'État soulevé la question de Zachary Baumel (citoyen américain), de Yehuda Katz et de Zvi Feldman auprès des autorités gouvernementales compétentes de Syrie, du Liban, de l'Autorité palestinienne et d'autres gouvernements de la région et d'ailleurs La vision du ministère peut être utile pour localiser et sécuriser le retour de ces soldats.	H.R.1175	11-08-99	Tom Lantos	D
119	End Subsidizing Palestinian Terrorism Act	Interdire l'assistance à l'autorité palestinienne, à la Cisjordanie et à Gaza et à d'autres fins.	H.R.2497	05-17-17	Trent Franks	R

120	Caesar Syria Civilian Protection Act of 2017	Déclare que la politique des États-Unis consiste à utiliser tous les moyens diplomatiques et économiques pour contraindre le gouvernement de Bachar al-Assad à mettre un terme au massacre du peuple syrien et à œuvrer en faveur d'un gouvernement démocratique.	H.R.1677	05-18-17	Eliot L. Engel	D
121	Iran Nonproliferation Act of 2000	Charge le Président de faire rapport périodiquement à certains comités du Congrès sur les personnes étrangères qui, à compter du 1 ^{er} janvier 1999, ont été transférées en Iran: 1) biens, services ou technologies contrôlés; ou 2) des biens, services ou technologies non contrôlés qui seraient néanmoins, s'il s'agissait de biens, de services ou de technologies des États-Unis, interdits à l'exportation vers l'Iran en raison de leur capacité développer des armes nucléaires, biologiques ou chimiques ou bien des systèmes de missiles balistiques ou de croisière. Exclure de toute identification dans de tels rapports les personnes qui ont été précédemment identifiées ou qui ont agi pour le compte du gouvernement des États-Unis ou de concert avec eux.	H.R.1883	03-14-00	Benjamin A. Gilman	R
122	Iran and Libya Sanctions Act of 1996	Invite instamment le Président à engager des efforts diplomatiques avec ses alliés américains pour établir des sanctions commerciales multilatérales contre l'Iran et la Libye, notamment en limitant le développement de ses ressources pétrolières, afin de mettre un terme aux actes de terrorisme international et aux efforts de développer ou acquérir des armes de destruction massive.	H.R.3107	08-05-69	Benjamine A. Gilman	R

		- Exige que le Président fasse rapport périodiquement aux comités du Congrès sur l'étendue du succès de ces efforts. - Autorise le Président à renoncer à de telles sanctions si certaines conditions sont remplies.					
123	SOLVE Act 2.0 of 2017	Cette loi stipule que: 1) à compter du 6 mars 2017, le décret n ° 13780, intitulé «Protecting the Nation from Foreign Terrorist Entry into the United States», est nul et non avenue et ne peut être mis en œuvre ou appliqué; et (2) aucun fonds fédéral ne peut être utilisé pour mettre en œuvre ou appliquer les modifications de politique énoncées dans cet ordre. Parmi les principales dispositions de l'ordre figurent des restrictions à l'entrée de ressortissants de six pays (L'Iran, la Libye, la Somalie, le Soudan, la Syrie et le Yémen) et des restrictions supplémentaires sur les admissions de réfugiés aux États-Unis.	H.R.1503	03-31-17	Zoe Lofgren	D	
124	To amend the United States-Israel Free Trade Area Implementation Act of 1985 to provide the President with additional proclamation authority with respect to articles of the West Bank or Gaza Strip or a qualifying industrial zone.	Modifie la Loi de 1985 sur la mise en œuvre de la zone de libre-échange entre les États-Unis et Israël afin d'autoriser le Président à proclamer l'élimination ou la modification de tout droit existant afin d'exempter un article des droits si: l'article est entièrement le produit ou la fabrication de la Cisjordanie, de la bande de Gaza ou d'une zone industrielle admissible (définie dans la présente loi); (2) l'article est importé directement de cette zone; et (3) la somme des matériaux et des coûts de traitement de cet article ne soit pas inférieure à 35% de la valeur estimée de ce	H.R.3074	10-02-96	Philip M. Crane	R	

		produit au moment où il entre aux États-Unis.				
125	To award the Congressional Gold Medal to Shimon Peres.	Charge le Président de la Chambre des représentants et le président intérimaire du Sénat d'organiser la Présidence d'une médaille d'or du Congrès en l'honneur du Président israélien Shimon Peres.	H.R.2939	06-09-14	Joseph P. Kennedy	D
126	Hizballah International Financing Prevention Act of 2015	Cette loi stipule que la politique américaine consiste à: (1) empêcher le réseau logistique et financier international du Hezbollah d'opérer afin de limiter le financement de ses activités nationales et internationales; et (2) utiliser des moyens diplomatiques, législatifs et exécutifs pour lutter contre les activités criminelles du Hezbollah afin de bloquer la capacité de cette organisation à financer ses activités terroristes internationales.	H.R.2297	12-18-15	Edward R. Royce	R

Bibliographie.

1. Ouvrages:

- En langue anglaise:

Abelson, Donald E. A Capitol Idea: Think Tanks & Foreign Policy. Quebec, Canada: McGillQueen's University Press, 2006.

Abelson E. Donald. Do Think Tanks Matter? Assessing the Impact of Public Policy Institutes. 2nd ed. McGill-Queen's University Press, 2009.

Abshire, David M. et Ralph D. Nurnberger. The Growing Power of Congress. Beverly Hills, CA: Sage, 1981.

Alden, Chris et Amnon Aran. Foreign Policy Analysis: New Approaches. Routledge, 2017.

Almond, Gabriel A. et Bingham G. Powell, Jr. Comparative Politics Today: A World View. Boston, 1980.

Almond, Gabriel, Bingham Powell, Aare Strom et R J Dalton. Comparative Politics Today: A World View. Singapore Pearson Education, Inc, 2000.

Ariel, Yaakov. An Unusual Relationship: Evangelical Christians and Jews. New York University Press, 2013.

Bass, Warren. Support any Friend: Kennedy's Middle East and the Making of U.S.-Israel Alliance. Oxford University Press, 2003.

Bennett, Lance, Regina G. Lawrence et Steven Livingston. When the Press Fails: Political Power and the News Media From Iraq to Katrina. Chicago: University of Chicago Press, 2008.

Bentham, Jeremy. Works of Jeremy Bentham. New York: Russell and Russell, 1962.

Biale, David. Power and Powerlessness in Jewish History. New York: Schocken Books, 1986.

Blondel, Jean. Comparative Government: A reader. Garden City, N.Y., Anchor Books, 1969.

Boix, Charles. Political Parties, Growth and Equality. Cambridge University Press, 1998

Breuning, Marijke. Foreign Policy Analysis: A Comparative Introduction. Springer, 2007.

Burchill, Scott. Liberalism Scott Burchill, et.al, eds. Theories of International Relations, Fourth Edition. New York: Palgrave Macmillan, 2009.

Carlsnaes, Walter, Thomas Risse and Beth A. Simmons. Handbook of International Relations. SAGE Publications, 2012.

Chandler, David. From Kosovo to Kabul and Beyond: Human Rights and International Intervention. London: Pluto Press, 2005.

.

Chari, Raj, John Hogan, Gary Murphy and Michele Crepaz. *Regulating lobbying: A global comparison*. Manchester University Press, 2019.

Checkel, Jefferey T. "Constructivism and Foreign Policy". In Steve Smith, Amelia Hadfield, Time Dune (ed.). *Foreign Policy: Theories, Actors, Cases*. New York: Oxford University Press, 2008.

Cheney, Richard B. *In My Time: A Personal and Political Memoir*. New York, NY: Threshold Editions, 2011.

Cohen, Bernard. *The press and foreign policy*. Princeton University Press, 1963.

Cohen, Yoel. *Media Diplomacy: The Foreign Office in the Mass Communications Age*. London: Frank Cass and Company Ltd, 1986.

Conley, Richard S. *The Presidency, Congress, and Divided Government: A Postwar Assessment*. Texas A&M University Press, 2003.

Cook, Timothy. *Governing with the News: The News Media as a Political Institution*. Chicago: University of Chicago Press, 1998.

Corwin, Edwin S. *The President: Office and Powers, 1787-1957*. 5th rev. ed. New York: New York University Press, 1984.

Crabb, Cecil V. *American Foreign Policy in the Nuclear Age*. 2nd ed. New York: Harper and Row, 1965.

Dahl, Robert. *Who Governs? Democracy and Power in an American City*. Yale University Press, 2005.

Dangerfield, George. *The Era of Good Feelings*. Ivan R. Dee Publisher: 1989.

Duverger, Maurice. *Party Politics and Pressure Groups*. Thomas Nelson & Sons Ltd, 1972.

Diane, Stone. *Capturing the Political Imagination. Think Tanks and the Policy Process*. London, Frank Cass, 1996.

DiMaggio, Anthony. *Mass Media, Mass Propaganda: Examining American News in the "War on Terror"*. Lanham, MD: Lexington Books, 2008.

DiMaggio, Anthony. *When Media Goes to War: Hegemonic Discourse, Public Opinion, and the Limits of Dissent*. New York: Monthly Review Press, 2009.

Domke, David. *God Willing? Political Fundamentalism in the White House, the "War on Terror" and the Echoing Press*. London: Pluto Press, 2004.

Ely, John H. *War and Responsibility: Constitutional Lessons of Vietnam and its Aftermath*. Princeton University Press, 1993.

Feist, Samuel. "Facing Down the Global Village: The Media Impact". Dans *The global century*, Edited by Kugler et E. Frost, pp. 709-725. Washington DC: National Defense University Press, 2001.

Finnegan, Lisa. *No Questions Asked: News Coverage since 9/11*. Westport, CT: Praeger, 2006.

Franck, Thomas. *The Tethered Presidency; Congressional Restraints on Executive Power*. New York: New York University Press, 1981.

Frantzich, E. Stephen et Berube Claude. *Congress: Games and Strategies*. Rowman & Littlefield Publishers. Fourth Edition, 1995.

Garrett, Geoffrey. *Partisan Politics in Global Economy*. Cambridge Studies in Comparative Politics, 1998.

Gehlen, Martin. *Politikberatung in den USA. Der Einfluß Der Think Tanks AUI die amerikanische Sozialpolitik*. Frankfurt, 2005.

Geraphty, J. Timothy. *Peacekeeping at War: Beirut 1983—The Marine Commander Tells His Story*. Potomac Books, 2009.

Goodman, Melvin. *Failure of Intelligence: The Decline and Fall of the CIA*. Lanham MD: Rowman and Littlefield, 2008.

Gourevitch, Peter. *Politics in Hard Times*. Ithaca, N.Y.: Cornell University Press, 1986.

Grant, Wyn. *Pressure Groups and British Politics*. London MacMillan Press Ltd, 2002.

Green, Mark, and Michele Jolin (Ed.). *Change for America: A Progressive Blueprint for the 44th President*. Basic Books, 2009.

Gregg, Robert, Gary W. McDonogh, Cindy H. Wong. *Encyclopedia of Contemporary American Culture*. Routledge, 2005.

Grimmett, F. Richard. *Foreign Policy Roles of the President and Congress*. Congressional Research Service. Library of Congress. Executive power. Washington DC, 1999.

Hammond, Philip. *Framing Post-Cold War Conflicts: The Media and International Intervention*. Manchester: Manchester University Press, 2007.

Hitchner, Dell et Carole Levine. *Comparative Government and Politics*. New York, Dodd Mead & Co. 1967.

Hendrickson, C. Ryan. *The Clinton War: The constitution, Congress and War Powers*. Vanderbilt University Press, 2002.

Henehan, Marie T. *Foreign Policy and Congress: An International Relations Perspectives*. University of Michigan Press, 2000.

Herr, W. Eric. *Operation Vigilant Warrior: Conventional Deterrence Theory, Doctrine and Practice*. BiblioScholar, 2002.

Hill, Christopher. *The changing politics of foreign policy*. Palgrave, 2003.

Hofstadter, Richard. *The Idea of a Party System: The Rise of Legitimate Opposition in the United States, 1780–1840*. University of California Press, 1970.

Hollis, Martin and Steve Smith. *Explaining and Understanding International Relations*. Oxford Clarendon Press, 1990.

Holsti R. Ole. *Public Opinion and American Foreign Policy*. Ann Arbor, MI: University of Michigan Press, 1996.

Houghton, P. David. *US Foreign Policy and the Iran Hostage Crisis*. Cambridge University Press, 2004.

Hudson, Valerie. *Foreign Policy Analysis: Classic and Contemporary*. Plymouth: Rowman & Littlefield, 2014.

IBP USA. *Israel Lobby in the United States Handbook: Volume 1 Strategic Information, Organization, Operations, Performance*. USA International Business Publications, 2018.

Indyk, Martin S. Kenneth G. Lieberthal et Michael E. O'Hanlon. *Bending History: Barack Obama's Foreign Policy*. Brookings Institution Press, 2012.

Jackson, Richard. *Writing the War on Terrorism: Language, Politics and Counter-Terrorism*. Manchester: Manchester University Press, 2006.

Jayapalan, N. *Comprehensive Modern Political Analysis*. Atlantic Publishers and Distributors, 2002.

Jentleson, W. Bruce. *American Foreign Policy: The Dynamics of Choice in the 21st Century*. W. W. Norton & Company, 2013.

Jett, Dennis. *The Iran Nuclear Deal: Bombs, Bureaucrats, and Billionaires*. Springer, 2018.

Jones, Gordon S. et John A. Marini. *The Imperial Congress: Crisis in the Separation of Powers*. New York: Pharos, 1988.

Kant, Emmanuel. *Perpetual Peace, and Other Essays on Politics, History, and Morals*. Indianapolis: Hackett, 1983. Introduced and translated by Ted Humphrey.

Katz, Richard S. *Politische Parteien in den Vereinigten States*. Fokus Amerika Der Friedrich-Ebert-Stiftung. Washington DC, 2007.

Kegley, Charles W. *World Politics: Trend and Transformation*. Wadsworth Publishing 12th Edition, 2008.

Keohane, Robert. *International Institutions and State Power*. Boulder Co: Westview Press, 1984.

Kingdon, W. John. *Agendas, Alternatives, and Public Policies* Boston: Little Brown, 2010.

Koppel, Ted. "Crisis Coverage and the Candy Bar Imperative". Dans *Feet to the Fire: The Media after 9/11*, ed. Kristina Borjesson. Amherst, NY: Prometheus Books, 2005.

Ladi, Stella. *Globalization, Policy Transfer and Policy Research institutes*. Edward Elgar Publishing, 2005.

Lake, Anthony. *The Vietnam Legacy: The War, American Society and the Future of American Foreign Policy*. New York: New York University Press, 1976.

Lambeth, S. Benjamin. *Air Power Against Terror: America's conduct of Operation Enduring Freedom*. RAND National Defense Research Institute, 2005.

Lawrence Regina G., Steven Livingston et Lance W. Bennett. *When the Press Fails: Political Power and the News Media From Katrina to Iraq*. Chicago: Chicago University Press, 2007.

Lewis, Donald M. *The Origins of Christian Zionism: Lord Shaftesbury and Evangelical Support for a Jewish Homeland*. Cambridge University Press, 2014.

Lippmann, Walter. *Essays in the Public Philosophy*. Boston: Little, Brown and Company, 1955.

Lippman, Thomas W. *Hero of the Crossing: How Anwar Sadat and the 1973 war changed the world*. Potomac Books. University of Nebraska Press, 2016.

Livingston, Samuel. "Clarifying the CNN Effect: An examination of Media Effects According to Type of Military Intervention". Research paper R-18, June. Cambridge, MA: The Joan Shorenstein Barone Center on the Press, Politics and Public Policy at Harvard University, 1997.

Lowi, Theodore. *The End of Liberalism: The Second Republic of the United States*. W. W. Norton & Company, 2009.

Mansour, Camille. *Beyond Alliance: Israel in U.S. Foreign Policy*. Traduit par James A. Cohen. NewYork: Columbia University Press, 1994.

Mann, James. *The Rise of the Vulcans: The History of Bush's War Cabinet*. New York, NY: Penguin Group, 2004.

Mann, James. *The Obamians: The Struggle Inside the White House to Redefine American Power*. New York, NY: Penguin Group, 2012.

Mccormick, M. James. *American Foreign Policy & Process*. Cengage Learning, 2013

McGann, J. G. et R. K. Weaver (Eds.). *Think tanks and civil societies: Catalysts for ideas and action*. London: Transaction Publishers, 2000.

McGann, James G. *Think Tanks and Policy Advice in the United States: Academics, Advisors and Advocates*. Abingdon, UK: Routledge, 2007.

McTernan, John P.. *As America Has Done To Israel*. Whitaker House, 2008.

Mearsheimer, John J., and Stephen M. Walt. *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*. New York, NY: Farrar, Straus and Giroux, 2007.

Merrill, R. Karen. *The Oil Crisis of 1973-1974: A brief History with Documents*. Belford Series in History and Culture, 2007.

Michalowicz, Irina. "Assessing Conditions for Influence of Interest Groups in the EU". IHS Political Science Series: 2005, 106.

Mintz, Alex et Karl DeRouen. *Understanding Foreign Policy Decision Making*. Cambridge: Cambridge University Press, 2010.

Mitchell, Thomas G. *Israel /Palestine and the Politics of a Two-State Future*. McFarland, 2013.

Morgenthau, Hans. *Politics among Nations: The Struggle for Powers and Peace*. New York. Knopf, 1948.

Neack, Laura. *The New Foreign Policy*. Maryland: Rowman and Littlefield Publishers, 2008.

Ned Lebow, Richard et Nathan Funk (Eds). *Richard Ned Lebow: A Pioneer in International Relations Theory, History, Political Philosophy and Psychology*. Springer, 2017.

Neff, Donald. *Warriors at Suez: Eisenhower takes America into the Middle East*. Aman Books. Italian Institute for International Political Studies, 1988.

Newsom, David D. *The Public Dimension of Foreign Policy*. Bloomington, IN: Indiana University Press, 1996.

Page, Benjamin I. et Robert Y. Shapiro. *The Rational Public: Fifty Years of Trends in Americans' Policy Preferences*. Chicago: University of Chicago Press, 1992.

Parsi Trita. *Losing an Enemy: Obama, Iran and the Triumph of Diplomacy*. Yale University Press/New Haven & London, 2017.

Rabin, Yitzhak. *The Rabin Memoirs*. University of California Press, 1996.

Randall, Marie. *The Richard Nixon Handbook- Everything You Need To Know About Richard Nixon*. Emereo Publishing, 2016.

Ricci, David. *The Transformation of American Politics. The New Washington and the Rise of Think Tanks*. Yale University Press, 1993.

Robinson, James. *Congress and Foreign Policy Making: A Study in Legislative Influence*. New York: Dorsey Press, 1962.

Robinson, Piers. *The CNN Effect: the myth of news, foreign policy and intervention*. New York and London; Routledge, 2002.

Rogowski, Ronald. *Commerce and Coalitions*. Princeton: Princeton University Press, 1989.

Ross, Dennis. *Doomed to Succeed: The US-Israel Relationship from Truman to Obama*. McMillan, 2015.

Ruebner, Josh. *Shattered Hopes: Obama's Failure to Broker Israeli-Palestinian Peace*. New York: Verso, 2014.

Said, Edward. *Orientalism*. New York: Vintage, 1979.

Said, Edward. *Covering Islam: How the Media and the Experts Determine How We See the Rest of the World*. New York: Vintage, 1997.

Siaroff, Alan. *Comparing Political Regimes: A Thematic Introduction to Comparative Politics*. Third Edition. University of Toronto Press., 2013.

Singer, David et Lawrence Grossman. *American Jewish Year Book 2002*. American Jewish Committee: Springer, Vol. 102, 2003.

Smith, Steve, Amelia Hadfield, et Tim Dunne. *Foreign policy: Theories, actors, cases*. Oxford University Press, 2016.

Snyder, Jack. *Myth of Empire. Domestic Politics and International Ambition*. Ithaca: Cornell University Press, 1991.

Snyder, Richard, H. W. Bruck, Burton Sapin and Valerie Hudson. *Foreign Policy Decision-Making (Revisited)*. Palgrave Macmillan, 2002.

Spector, Stephen. *Evangelicals and Israel: The Story of American Christian Zionism*. Oxford University Press, 200

Stein, W. Kenneth. *Heroic Diplomacy: Sadat, Kissinger, Carter and Begin Quest for Arab-Israeli Peace*. Routledge, 1999.

Stone, Diane. *Capturing the Political Imagination. Think Tanks and the Policy Process*. London, Frank Cass, 1996.

Sundquist L., James. *The Decline and Resurgence of Congress*. Washington DC. Brookings Institution, 1981.

Tocqueville, Alexis. *Democracy in America*. New York: Vintage, 1958.

Truman, David. *The Governmental Process Political Interests and Public Opinion*. New York Alfred A Knopf, 1951.

Tucker, Spencer C. *The Encyclopedia of Middle East Wars: The United States in the Persian Gulf, Afghanistan, and Iraq Conflicts*. ABC-CLIO, 2010.

Tufte, Edward R. *The Political Control of the Economy*. Princeton University Press, 1978..

Wagner, Heather L. *Anwar Sadat et Menachem Begin: Negotiating Peace in the Middle East*. Chelsea House Publications, 2007.

Wallas, Graham. *Human Nature in Politics*. London: Canstable, 1948.

Waltz, Kenneth. *Theory of International Politics*. Reading, Mass.: Addison-Wesley Publication 1979.

Wolfsfel, Gadi. *Media and Political Conflict: News From the Middle East*. Cambridge University Press, 1997.

Wormuth, Francis D. et Edwin B. Firmage. *To Chain the Dog of War: The War Power of Congress in History and Law*. 2nd ed. Urbana, Ill.: University of Illinois Press, 1989.

Wittkopf, Eugene R. and Christopher M. Jones. American foreign policy: Pattern and process. New York: St Martin's press, 2012.

- En langue française:

Badie, Bertrand. «De la souveraineté à la capacité de l'État» in Marie-Claude Smouts (dir.) : Les Nouvelles Relations internationales. Pratiques et théories. Presses de Sciences Po, 1998.

Braillard, Philippe. Théories des relations internationales. Presses universitaires de France, 1977.

Delori Mathias, Delphine Deschaux-Beaume et Sabine Saurugger (dir.). Le choix rationnel en science-politique : Débats critiques. Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Res publica », 2009.

Déraille, Grégory. Le pouvoir des médias. Mythes et réalités, Grenoble. Presses universitaires de Grenoble, series: « Politique en plus », 2017.

Morin, Jean-Frédéric. La politique étrangère: Théories, méthodes et références. Armand Colin, 2013..

Prémont, Karine. La télévision mène-t-elle le monde? Québec, Presses de l'Université de Montréal, coll. Enjeux contemporains, 2006.

Solé, Robert. «Anouar al-Sadate. À contre-courant ». Ils ont fait l'Égypte moderne. sous la direction de Solé Robert. Perrin, 2017.

2. Chapitres d'ouvrages:

- En langue anglaise:

Abelson, Donald E. "Think Tanks in the United States". Dans Diane Stone, Andrew Denham, et Mark Garnett (Eds.). Think Tanks Across Nations: A Comparative Approach. Manchester University Press, 1998.

Baroni, Laura, Brendan Carroll et Adam William Chalmers et al, "Defining and classifying interest groups". Interest Groups & Advocacy 3. (2014): 149-151.

Haley, P. Edward. "It Wasn't My Fault: Or, Why Saddam Surprised the Bush Administration and Invaded Kuwait". In From Cold War to New World Order: The Foreign Policy of George Bush. Edited by Meena Rose and Rossana Perotti. Greenwood Press, 2002.

Jasperson, Amy et Mansour O. El-Kikhia. "CNN and al Jazeera's Media Coverage of America's War in Afghanistan". Dans Framing Terrorism, Norris, Kern, et Just, (2004): 113–132.

Iyengar, Shanto et Adam Simon. "News Coverage of the Gulf Crisis and Public Opinion". Dans Taken by Storm: The media, public opinion, and US foreign policy in the Gulf War. Édité par Bennett et Paletz, 167-186. Chicago: Chicago University Press, 1994.

Laipson, Ellen. "Think Tanks: Supporting Cast Players in the National Security Enterprise." Dans *The National Security Enterprise: Navigating the Labyrinth*, édité par George Roger et Harry Rishikof. Washington, DC: Georgetown University Press.

Levi, Margaret. "A Model, a Method, and a Map: Rational Choice". Dans *Comparative and Historical Analysis in Comparative Politics: Rationality, culture and Structure*. 28. Mark Irving Lichbach ed., 1997

Mair, Peter. "Political Parties and Party System". Dans Graziano P., Vink M.P. (eds) *Europeanization*. Palgrave Macmillan, London, 2008.

Moe. Ronald C. et Steven C. Teel. "Congress as policy maker: A necessary Reappraisal". Dans *Congress and President*, ed. Ronald C. Moe, 32-52. Pacific Palisades, CA: Goodyear, 1971.

Natsios, Andrew. "Illusions of Influence: The CNN Effect in Complex Emergencies". Dans Robert I. Rotberg et Thomas G. Weiss (eds.). *From Massacres to Genocide: The Media, Public Policy, and Humanitarian Crises*. Washington, D.C.: The Brookings Institute, 1996.

Peterson, Jeremy (2013). *Same Old Story? Obama and the Arab Uprisings*. In *the Arab Spring: Change and Resistance in the Middle East*. Edited by Mark L. Haas and David W Lesch. Westview Press, 2013.

Pfetsch, Barbara. "Government News Management". In *The Politics of News, The News of Politics*. CQ Press, 1998.

Robinson, Piers. "The role of media and public opinion". Dans Smith, Steve and Amelia Hadfield. *Foreign policy: Theories, actors, cases*. Oxford: Oxford University Press, 2008.

Shannon, J. Kelly. Truman et the Middle East. In *Blackwell Companions to American History: A Companion to Harry S. Truman*. Wiley-Blackwell, 2012. Edited by Daniel S. Margolies. p. 362-388

Silverstein, Gordon. "Judicial enhancement of the executive". Dans *The President, The Congress, and the Making of Foreign Policy*. Ed. Paul E. Peterson. Norman. (University of Oklahoma Press, 1994.

Sterling-Folker, Jennifer. "Between a Rock and a Hard Place. Assertive and Post Cold-War US Foreign Policy". James M. Scott, (Ed.) *After the end. Making US Foreign Policy in the Post-Cold-War World*. Durham: Duke University Press, 1998.

Stone, Diane. "Introduction. Think Tanks, Policy Advice and Governance". Dans Diane Stone et Andrew Denham (Eds.): *Think Tanks Traditions, Policy Research, and Politics of Ideas*. Manchester University Press, 2004.

Tabrizi, B. Aniseh. "The Nuclear Deal: Exploiting its Potential". Dans *Iran after the Deal: The Road Ahead*. Edited by Magri, P. et Perteghella, A. Italian Institute for International Political Studies, 2015.

Taliaferro, Jefferey W., Steven Lobell E. et Norrin Ripsman, M. "Introduction: Neoclassical Realism, the State, and Foreign Policy". Dans Lobell, Steven E., Norrin M. Ripsman et Jeffrey W. Taliaferro (ed.), *Neoclassical Realism, the State, and Foreign Policy*. New York: Cambridge University Press, 2009.

Wohlforth, William C. "Realism and Foreign Policy". In Steve Smith, Amelia Hadfield, Time Dune (ed.). *Foreign Policy: Theories, Actors, Cases*. New York: Oxford University Press, 2008.

- En langue française:

Abelson, Donald E. «Chapitre 8. L'étude des lobbies et des think tanks ». Dans : Théories de la politique étrangère américaine : Auteurs, concepts et approches. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2012.

Barthe, Sébastien et Charles-Philippe David. «Chapitre 35. La politique étrangère». Thierry Balzacq éd. Dans Traité de relations internationales. Presses de Sciences Po, 2013.

Battistella, Dario. «Chapitre 2: Les relations internationales dans l'histoire des idées politiques». Dans théories des relations internationales. sous la direction de Battistella Dario. Presses de Sciences Po, 2015.

Battistella, Dario. « Chapitre 15: La guerre et la paix ». Dans Théories des relations internationales. sous la direction de Battistella Dario. Presses de Sciences Po, 2015.

Battistella, Dario. « Chapitre 4: Le paradigme réaliste ». Dans théories des relations internationales. sous la direction de Battistella Dario. Presses de Sciences Po, 2015, pp. 123-170.

Bozarslan, Hamit. "Des débuts de la guerre froide à la guerre des Six-Jours: La radicalisation des imaginaires collectifs". Dans: Bozarslan, Hamit, Une histoire de la violence au Moyen-Orient: De la fin de l'Empire ottoman à Al-Qaida. Paris: La Découverte, 2008.

Deschaux-Dutard, Delphine. «Chapitre 3. La perspective constructiviste: Le rôle des idées dans l'analyse de la sécurité internationale » dans Introduction à la sécurité internationale. Sous la direction de Deschaux-Dutard Delphine. Presses universitaires de Grenoble, 2018.

Éthier, Diane, «Chapitre 2. Les acteurs des relations internationales» dans Introduction aux relations internationales (Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 2010).

Gagnon, Frédéric. « Chapitre 7. Théories sur le rôle du Congrès dans : Théories de la politique étrangère américaine: Auteurs, concepts et approches. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2012, pp. 287-317.

Grossman, Emiliano et Sabine Saurugger. « Chapitre 2 - Les groupes d'intérêt comme acteur politique: genèse et évolution ». Les groupes d'intérêt. Action collective et stratégies de représentation, sous la direction de Grossman Emiliano, Saurugger Sabine. Armand Colin, 2012, pp. 55-92.

Martineau, Jonathan et Frederick Guillaume Dufour. « Théorie de la paix démocratique », dans Alex Macleod, Évelyne Dufault et FG Dufour (dirs). Relations Internationales, Théories et Concepts, 3e édition. Outremont, Athéna, 2008.

Mayer, Nonna. « Chapitre 2 - Les approches des comportements politiques ». Dans Sociologie des comportements politiques. Sous la direction de Mayer Nonna. Armand Colin, 2010.

Medvetz, Thomas. «Les think tanks aux États-Unis : L'émergence d'un sous-espace de production des savoirs ». Dans Actes de la recherche en sciences sociales, 2009.

Prémont, Karine. « Chapitre 9. L'influence de l'opinion publique et des médias ». Dans: Théories de la politique étrangère américaine : Auteurs, concepts et approches. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2012.

Vaïsse, Justin. « Chapitre 9 : Le rôle de l'opinion publique ». Louis Balthazar éd. La politique étrangère des États-Unis. Presses de Sciences Po, 2008.

Vilmer, Jeangène et Jean-Baptiste. « Chapitre V. Le constructivisme », Jean-Baptiste Jeangène Vilmer éd. Théories des relations internationales. Presses Universitaires de France, 2020.m

3. Articles:

- En langue anglaise:

"A Clean Break: A New Strategy for Securing the Realm". 25 janvier 2014. The Wayback Machine, Institute for Advanced Strategic and Political Studies. Juillet 2006.

Adler, David G. "The Constitution and Presidential Warmaking: The Enduring debate", Political Science Quarterly. 103, (1988), 1-36.

Aydin, Mustafa. "Determinants of Turkish foreign policy: historical framework and traditional inputs". Middle Eastern Studies. 35/4 (1999): 152-186.

Bard, Mitchell G. "Tenured or Tenuous: Defining the Role of Faculty in Supporting Israel on Campus". the Israel on Campus Coalition and the American-Israeli Cooperative Enterprise. Mai 2004.

Baroni, Laura, Brendan Carroll et Adam William Chalmers et al, "Defining and classifying interest groups". Interest Groups & Advocacy 3. (2014): 149-151.

Bennett, Lance W. "Toward a Theory of Press-State Relations in the United States". Journal of Communication, 40(2), (1990): 114.

Bernhagen, Patrick. "Who Gets What in British Politics - and How? An Analysis of Media Reports on Lobbying around Government Policies, 2001-7". Political Studies, 2011.

Besser, James D. "Turning Up Heat in Campus Wars". Jewish Week. 25 juillet 2003.

Beyers, Jan et Caelesta Braun. "Ties that count: explaining interest group access to policymakers". Journal of Public Policy. vol.34, lusse 1 (2014): 93-121.

Beyers, Jan. "Gaining and seeking access: The European adaptation of domestic interest associations". European Journal of Political Research (2002): 585-612.

Birnbaum, Jefferey H. "Washington's poser 25." Fortune. 8 décembre 1997.

Blais, André, Donald Blake et Stéphane Dion. "Do Parties Make a Difference? Parties and the Size of Government in Liberal Democracies." American Journal of Political Science. Vol. 37, No. 1 (Feb., 1993), pp. 40-62.

Bouwen, Pieter. "Corporate Lobbying: Towards a Theory of Access". *Journal of European Public Policy*. (2002): 365-390.

Byman, Daniel et Sara Bjerg Miller. "The United States and the Middle East: Interest, Risks and Risks". *KSustainable Security*, 2016, p.263 DOI:10.1093/acprof:oso/9780190611477.003.0011

Campbell, Kurt, et Michele Flournoy. "To Prevail: An American Strategy for the Campaign Against Terrorism". *CSIS Significant Issues Series*. CSIS, Novembre 2001.

Campbell, Kurt, et Michele Flournoy. "The Intermittence and the Way Forward. Center for New American Security", 2007.

Chan, Steve et William Safran. "Public Opinion as a Constraint against War: Democracies' Responses to Operation Iraqi Freedom". *Foreign Policy Analysis*, 2006.

Clawson, Patrick, Michael Eisenstadt, Eliyahu Kanovsky, et David Menashri. "Iran under Khatami: Political, Economic and Military Assessement". The Washington Institute, octobre 1998.

Cohen, Richard E. and Peter Bell. "Congressional Insiders Poll". *National Journal*. 5 mars 2005.

Conley, Richard S. "Divided Government and Democratic Presidents: Truman and Clinton Compared". *Presidential Studies Quarterly*. Vol. 30, No. 2, Juin 2000.

Crovitz, Gordon L. et Jeremy A. Rabkin. *The Fettered Presidency: Legal Constraints on the executive Branch*. Washington DC: American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1989.

Dür, Andreas. "Measuring Interest Group Influence in the EU. A Note on Methodology". *European Union Politics*, 2008.

Frankel, Glenn. "Hussein Denies Charges in Interview Oil Is U.S. Goal, Iraqi Leader Says". *Washington Post*. 5 février 2003. A17.

Franssen, Herman. "Obama and Declining US Dependence on Imported Oil and Gas". *Middle East Institute*, 2014.

Frieden, Jeffry. "Invested Interests: The Politics of National Economic Policies in a World of Global Finance". *International Organization* 45 (1991): 425-51.

Garrett, Geoffrey et Peter Lange. "Government Partisanship and Economic Performance: When and How does "Who Governs" Matter?" *The Journal of Politics*. Vol. 51, No. 3 (août ., 1989), pp. 676-693.

Gilboa, Eytan. "The CNN Effect: The Search for a Communication Theory of International Relations". *Political Communication*, 22. (2005): 36.

Goldenberg, Suzanne. "Sharon defies US Demand to Retreat". *The Guardian*. 24 octobre 2001.

Gowing, Nik. "Real-Time Television Coverage of Armed Conflicts and Diplomatic Crises: Does It Pressure or Distort Foreign Policy Decisions?" *John F. Kennedy School of Government*, Harvard University, 1994.

Groshek, Christopher. "Shifting Dissent: Media Coverage of the Decision to Go to War in Iraq". *International Communication Association Conference*, New York, 2005.

Hamilton, Alexander, John Jay and James Madison. *The Federalist*. New York : Modern Library, 1037), 1788-88.

Han, Hahrie, Kenneth T. Andrews, Marshall Ganz, Matthew Baggetta, et Chaeyoon Lim. 2011. &The Relationship of Leadership Quality to the Political Presence of Civic Associations". *Perspectives on Politics*, 2011. 9(1): 45-59.

Hannity Sean and Alan Colmes. "Interview with Neil Dobro, Steven Zunes." Fox News. 17 février 2003, 9 p.m.

Hayes, Chris. "All In with Chris Hayes". MSNBC. June 14, 2013, 8 p.m. est.

Hibbs, A. Douglas. "Political Parties and Macroeconomic Policy." *The American Political Science Review*. Vol. 71, No. 4 (Dec., 1977), pp. 1467-1487

Holsti, Kalevi J. "National Role Conceptions in the Study of Foreign Policy". *International Studies Quarterly*. Vol. 14, No. 3 (1970). pp. 233-309

Intoccia, Gregory Francis. "American Bombing of Libya: An International Legal Analysis". *Case Western Reserve Journal of International Law*. Volume 19, Issue 2, 1987.

Kessler, Jonathan S. et Jeff Schwaber. *The AIPAC college guide: Exposing the anti-Israel campaign on campus ; AIPAC papers on U.S.-Israel relations*. American Israel Public Affairs Committee, 1984.

Koh, Harold H. "Why the President (almost) always wins in foreign affairs". *Yale Law Journal*. 97:1986, 1255-1342.

Levy, Jack. "An Introduction to Prospect Theory". *Political Psychology*, Vol. 13, No. 2 (1992). Special Issue: Prospect Theory and Political Psychology. pp. 171-186.

Livingston, Steven et Todd Eachus. "Humanitarian crises and U.S. foreign policy: Somalia and the CNN effect reconsidered". *Political Communication*, 12, 1995:413.

"Long Shots in Iran". Editorial. *Washington Post*, 9 juillet 2003, A2.

Maddow, Rachel. "The Rachel Maddow Show". MSNBC. 27 décembre 2011. 9:00 p.m.

McCombs, Maxwell and Amy Reynolds. "News influence on our pictures of the world". *Media Effects*. (2002):11-28.

Mermin, Jonathan. "Television News and American Intervention in Somalia: The Myth of a Media-Driven Foreign Policy". *Political Science Quarterly*. Vol. 12, No. 3, 1997, Fall.

Moe, Terry M. et William G. Howell, "Unilateral Action and Presidential Power: A Theory". *Presidential Studies Quarterly*. Vol. 29, No. 4 (Dec., 1999), pp. 850-872.

Morgenthau, Hans J. "Another 'Great Debate': The National Interest of the United States". *The American Political Science Review*, Vol. 46, No. 4 (1952). pp. 961-988.

Naveh, Chanan. "The role of media in foreign policy decision making: A theoretical framework". *Conflict and Communication*, Vol.1, No. 2, 2002.

Nye, Joseph S. "Soft Power." *Foreign Policy*, no. 80 (1990): 153-71. Consulté le 23 juillet 2020. doi:10.2307/1148580

O'Reilly, Bill. "Should the U.S. Take Steps against Allies that Don't Support Iraqi Military Action?" *The O'Reilly Factor*. Fox News. 26 février 2003, 8 p.m.

O'Reilly, Bill. "Pinheads and Patriots". *The O'Reilly Factor*. Fox News. 25 septembre 2009, 8:56 p.m.

Oberg, PerOla, Torsten Svensson, Peter Munk Christiansen, Asbjør Sonne Nørgaard, Hillary Rommetvedt et Gunnar Thesen. "Disrupted Exchange and Declining Corporatism: Government Authority and Interest Group Capability in Scandinavia", *Government and Opposition* (2001) 46(3).

Political-media effects on public opinion of war on terror. Novembre 2001-janvier 2002. Pew Research Center.

"Progressive Internationalism: A Democratic National Security Strategy". *Progressive Policy Institute*. 30 octobre 2003.

Robertson, K. Kenneth. "Operation Nickel Grass: The airlift to Israel and coronation of C-5 Galaxy". October-November 1973. AMC Museum Foundation, Inc, 2000.

Robinson, Piers. "The Policy-Media Interaction Model: Measuring media power during humanitarian crisis". *Journal of Peace Research*, 37(5), (2000): 613-633.

Rojecki, Andrew. "Rhetorical Alchemy: American Exceptionalism and the War on Terror." *Political Communication* 25 (2008): 67-88.

Rose, Gideon. "Neoclassical realism and theories of foreign policy". *World Politics*, 51(1), 144-172.

Rourke, John T. et Russel Farnen. "War, Presidents and the Constitution". *Presidential Studies Quarterly*. 18: 1988, 513-22

Ryan, Michael. "Framing the War against Terrorism: U.S. Newspaper Editorials and Military Action in Afghanistan". *International Communication Gazette*, 66 (2004): 363-382.

Schmidt, G. Manfred. "When Parties Matter: A Review of the possibilities and limits of partisan influence on public policy". *European Journal of Political Research*. Septembre 1996.

Schorr, Daniel. "CNN effect: Edge-of-seat diplomacy". *Christian Science Monitor*. 27 novembre 1998: 11.

Schrodt, Philip. "Event Data in Foreign Policy Analysis". In Jeanne A. K. Hey and Patrick Jude Haney (ed.) *Foreign Policy Analysis: Continuity and Change in Its Second Generation*. New Jersey: Prentice Hall, 1995.

Smith, Steve. "Theories of Foreign Policy: An Historical Overview". *Review of International Studies* 12, no. 1 (1986): 13-29.

Tayfur, M. Fatih. "Main Approaches to the Study of Foreign Policy: A Review". METU Studies in Development. 21 (1994), pp. 113-141.

Wendt, Alexander. "Anarchy is what States Make of it: The Social Construction of Power Politics". International Organization, Vol. 46, No. 2 (1992). pp. 391-425.

- En langue française:

Antonin, Céline. «Après le choc pétrolier d'octobre 1973, l'économie mondiale à l'épreuve du pétrol. cher ». Revue internationale et stratégique, vol. 91, no. 3, 2013, pp. 139-149.

Behrent, Michael. «Pourquoi l'Amérique se polarise », Héloïse Lhérété éd., Les grandes idées politiques. Éditions Sciences Humaines, 2017, pp. 37-38.

Béland, Daniel, et François Vergniolle de Chantal. « L'état en Amérique. Entre invisibilité politique et fragmentation institutionnelle ». Revue française de science politique, vol. vol. 64, no. 2, 2014, pp. 191-205.

Bernard, Manin. « Frontières, freins et contrepoids : La séparation des pouvoirs dans le débat constitutionnel américain de 1787 ». Revue française de science politique, 44^e année, n°2, 1994. pp. 257-293.

Blanc, Florent, Sébastien Loisel, et Amandine Scherrer. «Politique étrangère et opinions publiques : les stratégies gouvernementales d'influence et de contrôle de l'opinion publique à l'épreuve de son internationalisation ». Raisons politiques, vol. no 19, no. 3, 2005, pp. 119-141.

Béland, Daniel, et François Vergniolle de Chantal. « L'état en Amérique. Entre invisibilité politique et fragmentation institutionnelle ». Revue française de science politique, vol. vol. 64, no. 2, 2014, pp. 191-205.

Blet, Cyril. «Les médias, un instrument de diplomatie publique?». Revue internationale et stratégique, vol. 78, no. 2, 2010, pp. 119-126.

Boudon, Julien. « La séparation des pouvoirs aux États-Unis ». Pouvoirs, vol. 143, no. 4, 2012, pp. 113-122.

Courmont, Barthélemy. « Le Congrès et son poids dans la formulation de la politique étrangère américaine ». Revue internationale et stratégique. vol. 42, no. 2, 2001, pp. 87-97.

De Lagasnerie, Geoffroy. «Néolibéralisme, théorie politique et pensée critique », Raisons politiques, vol. 52, no. 4, 2013, pp. 63-76.

Grjebine, Thomas. « L'influence des groupes d'intérêts ethniques sur la politique étrangère américaine ». Raisons politiques, vol. 29, no. 1, 2008, pp. 39-57.

Jean, Boulouis. Deux études de « régimes politiques comparés ». Dans: Revue française de science politique, 3^e année, n°4, 1953. pp. 859-862.

Karol, David. « Un système sous pression : Les partis politiques et l'investiture présidentielle aux États-Unis en 2016 », Politique américaine, vol. 28, no. 2, 2016, pp. 125-152.

Klen, Michel. « Prises d'otages : le jeu politique [1] », Revue Défense Nationale, vol. 780, no. 5, 2015, pp. 88-92.

Offerlé, Michel. « Groupes d'intérêt(s) ». Olivier Fillieule éd. Dictionnaire des mouvements sociaux. Presses de Sciences Po, 2009, pp. 279-286.

Pierre, Vialle. Le Congrès, le Président et la politique étrangère. Dans Revue internationale de droit comparé. Vol. 31 N°3, Juillet-septembre 1979.

Sabbagh, Daniel. « Les déterminants internes de la politique étrangère des Etats-Unis : une perspective diachronique ». Revue internationale de politique comparée, vol. 8, no. 1, 2001, pp. 135-161.

Stein, Janice. « L'Analyse de la politique étrangère: À la recherche de groupes de variables dépendantes et indépendantes », Études Internationales, vol. 2, N° 3, septembre 1971.

TABLE DES MATIÈRES.

Remerciements

.....i

Sommaire	ii
Liste des tableaux	iii
Liste des figures	v
Liste des abréviations	vi
Abstract	viii
Résumé	ix
Introduction générale	1
• Préface: Objectif, Motivation et Pertinence	1
• La politique étrangère et L'élaboration des politiques étrangères: Définitions et tendances générales	2
• L'analyse de la politique étrangère (L'APE): Un bref aperçu des approches théoriques	4
• La portée de la thèse: Relier les définitions et les approches théoriques aux unités d'analyse	11
• Revue de la littérature, questions de recherche et hypothèses.	15
• Les méthodes et les processus d'analyse	32
PARTIE I: LE RÔLE DES ACTEURS ÉTATIQUES ET DES PARTIS POLITIQUES AMÉRICAINS DANS L'ÉLABORATION DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE AU MOYEN- ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD	36
Introduction	37
CHAPITRE 1 : Le Président: Le principal acteur étatique de la politique étrangère américaine	38
I. Réagir aux événements internationaux	39
A. Harry S. Truman: Le premier leader international à reconnaître l'État d'Israël	39
B. Dwight D. Eisenhower: Des réponses pragmatiques aux crises régionales critiques	40
C. John F. Kennedy: Une réponse rapide à la Guerre Civile au Yémen pour empêcher l'expansion des soviétiques dans la région	40
D. Lyndon B. Johnson: Le dilemme du choix	41
E. Richard Nixon: Un autre dilemme de choix	41
F. Jimmy Carter: Échec des réponses à la crise des otages en Iran	42
G. Ronald Reagan: Une réponse continue en utilisant la force	42
H. George W. H. Bush: Une réponse rapide à l'invasion du Koweït par l'Iraq	42
I. Bill Clinton: Une deuxième action militaire contre l'Irak	43
J. George W. Bush: Une troisième attaque militaire contre l'Irak	43
K. Barack Obama: Des réponses irrégulières à des crises similaires	44
L. Donald Trump: Un changement de la politique d'Obama	44

II.	Proposer des dispositions	47
A.	Richard M. Nixon: Proposer des dispositions pour aider Israël contre les arabes	48
B.	George W. H. Bush, George W. Bush et Barack Obama: Proposer des lois pour Utiliser la Force	48
III.	Négocier des accords internationaux	50
A.	Jimmy Carter: La médiation des accords de Camp David et négociation de la crise des otages en Iran	50
B.	Bill Clinton: La médiation des accords d'Oslo	51
C.	George W. Bush: Négociation et signature d'accords stratégiques avec l'Irak	51
D.	Barack Obama: le programme nucléaire Iranien et l'accord historique du Président	52
IV.	Faire des déclarations de politiques étrangères	53
A.	John F. Kennedy: Empêcher l'expansion communiste dans la région MENA	53
B.	Lyndon B. Johnson: Un peu d'intérêt pour la Région MENA.	54
C.	Richard Nixon: Le compromis	55
D.	Gerald Ford: Le pétrole de la Région et l'économie Américaine	56
E.	Jimmy Carter: Un intérêt croissant pour la Région MENA	56
F.	Ronald Reagan: L'implication croissante dans la Région et le début des ations militaires Préventives Américaines	59
G.	George H. W. Bush: Un recours continu à la force pour protéger les intérêts Américains	61
H.	Bill Clinton: Un soutien continu à Israël	63
I.	George W. Bush: Le 11 Septembre et la guerre contre le terrorisme	63
J.	Barack Obama: Un changement temporaire de la politique étrangère Américaine	69
K.	Donald Trump: Un soutien inconditionnel à Israël	73
V.	Mettre en oeuvre les politiques étrangères	78
A.	Ronald Reagan: Échanger des armes contre des otages Américains	78
B.	George H. W. Bush: Un accord d'armes stratégiques avec l'Arabie Saoudite	79
C.	Barack Obama: Autoriser les armes dans le cadre de la nouvelle doctrine du Président	79
D.	Donald Trump : Une autorisation très précoce de vente d'armes	80
VI.	Entreprendre des actions indépendantes	81
VII.	Comparison des politiques étrangères des Présidents républicains et démocrates dans la région MENA.	83
CHAPITRE 2 : Le Congrès: Le deuxième acteur étatique majeur de la politique étrangère Américaine		85
I.	La collecte de données	89
II.	Résultats et interprétation	93

A. Le Congrès: Un faible niveau de domination dans l'élaboration de la politique étrangère américaine	93
B. Le Congrès: Intérêts et motivations	95
1. Protéger et renforcer Israël: Des moyens différents mais une seule fin	96
a. Protéger Israël aux Nations Unies	96
b. Imposer des interdictions et des sanctions contre des entités régionales	97
c. Fournir une assistance complète à Israël	97
d. Actions symboliques mais significatives du Congrès	97
e. Reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et sécuriser les citoyens israéliens.	98
2. Protéger et renforcer Israël: Les facteurs motivants	98
a. Les facteurs externes motivant les lois du Congrès sur Israël	98
b. Facteurs internes motivant les lois du Congrès sur Israël	99
(1) La religion : Un facteur interne important	101
(2) Le lobbying juif: Un autre facteur interne important	104
(3) (3) Les affiliations institutionnelles: Un facteur interne moins important	108
3. Iran: Le deuxième sujet le plus important pour le Congrès	108
a. Le programme nucléaire iranien et Israël: Les facteurs externes les plus saillants qui ont poussé le Congrès à adopter des législations sur l'Iran	108
b. La religion: Un facteur interne important incitant l'adoption de lois sur l'Iran	111
c. Le lobbying juif et les affiliations institutionnelles: Des facteurs internes importants	113
4. Le terrorisme: Le troisième sujet le plus important pour le Congrès	114
a. La menace internationale: Un facteur externe critique motivant les lois du Congrès sur le terrorisme	114
b. Le lobbying de la défense et les affiliation aux militaires: Les deux facteurs internes qui motivent les lois du Congrès sur le terrorisme	116
5. L'Irak: Une tension politique historique avec les États-Unis	118
a. L'Irak en tant que menace: Le facteur de motivation externe derrière les législations du Congrès	118
b. Sécuriser Israël: Un autre facteur externe	120
c. Les facteurs internes derrière les lois sur l'Irak: Une combinaison de divers motifs	120
6. La Syrie: Une véritable menace perçue pour Israël	123
a. La sécurité d'Israël: Un facteur externe clé derrière les lois concernant la Syrie	123
b. Les facteurs internes: Une combinaison de différents motifs derrière les lois syriennes	123

7. L'immigration: Une bonne illustration de la participation du Congrès à la politique étrangère américaine	125
a. Les facteurs externes: Protéger les ressortissants des alliés américains	126
b. Les facteurs internes: Équilibrer le pouvoir du Président en matière de régulation de la migration	126
8. Le Hezbollah: Presque les mêmes facteurs prometteurs des lois sur l'Iran et la Syrie	128
9. La Jordanie: L'un des alliés stratégiques des États-Unis dans la région MENA	129
10. La Libye a l'ère de Mu'ammar Kadhafi: Une menace perçue pour les intérêts et les alliés américains	130
11. L'Afghanistan: Une combinaison de soft et hard power pour dissuader les menaces externes	132
12. L'Arabie saoudite: Lutter contre le terrorisme en employant un acteur régional	133
13. Le Soudan: l'importance de la société civile américaine dans la promulgation des législations du Congrès	133
14. Le Maroc: Un partenariat important avec un pays stratégique de la région	134
15. Le Bahreïn: Un autre partenariat important avec un pays stratégique	135
16. Oman: Un autre partenariat important avec un pays stratégique	135
17. La Tunisie: Dissuader la menace terroriste perçue	136
18. Les programmes d'échanges culturels: Peaufiner l'image des États-Unis grâce à la diplomatie publique	137
19. Divers: Des actions symboliques mais significatives	138
C. Comparaison des politiques étrangères des membres du Congrès républicains et démocrates dans la région MENA	139
1. Les lois introduites par les membres républicains du Congrès	139
2. Les lois introduites par les membres démocrates du Congrès	142
3. La comparaison des lois introduites par les membres républicains et démocrates du Congrès	144

CHAPITRE 3 : Les Partis Politiques: Un Rôle en Déclin dans l'Élaboration de la Politique Étrangère Américaine

146

I. L'impact des partis politiques sur l'élaboration des politiques: Un bref aperçu du débat théorique.	147
A. L'hypothèse partisane: Le rôle influent des partis politiques dans l'élaboration des politiques	147
B. Les partis politiques : Un rôle en déclin dans l'élaboration des politiques	149

II.	L'impact des partis politiques américains sur la politique étrangère américaine dans la région MENA : La question de la recherche et la sélection des cas	150
A.	Les partis politiques américains : Ont-ils un impact sur le façonnage de la politique étrangère américaine dans la région MENA?	150
B.	La sélection des cas et et la collecte des données	151
1.	Les cas du gouvernement divisé de Nixon à Obama	151
2.	Collecte de données et analyse des cas: Les politiques des Présidents et les législations du Congrès relatives à la région MENA	154
a.	Réponses du Congrès aux politiques et décisions des Présidents	154
b.	Les réponses des Présidents aux législations du Congrès	155
c.	Les types de législations du Congrès	155
III.	L'impact des partis politiques américains sur la politique étrangère américaine dans la région MENA : Analyses d'études de cas	157
A.	Richard Nixon (1969-1974) et Congrès (91e, 92e, 93e): Un soutien mutuel entre un exécutif républicain et un législatif démocrate	157
1.	Les réponses du Congrès aux politiques de Nixon dans la région MENA: Une entente solide	157
a.	La guerre d'Octobre ²⁹⁵ de 1973 : Un consensus républicain-démocrate pour soutenir Israël	157
b.	Le choc pétrolier de 1973: Un consensus continu entre les démocrates et les républicains pour soutenir Israël	158
2.	Les réponses de Nixon aux législations du Congrès dans la région MENA: Un soutien réciproque	159
B.	Gerald Ford (1974-1977) et Congrès (93e et 94e): Un exécutif républicain contre un législatif démocrate	160
1.	Les réponses du Congrès aux politiques de Ford dans la région MENA: Un fort désaccord face aux critiques de Ford contre Israël	160
2.	Les réponses de Ford aux législations du Congrès concernant la région MENA: Une approbation absolue	161
C.	Ronald Reagan (1981-1989) et le Congrès (97e, 98e, 99e, 100e) : Un exécutif républicain contre un législatif démocrate	162
1.	Les réponses du Congrès aux politiques de Reagan dans la région MENA: Un amalgame de consentement, de désapprobation et d'absence de réponse	163
a.	L'invasion israélienne du Liban: Un accord fort entre un législatif démocrate et un exécutif républicain	163
b.	Les attaques meurtrières contre des marines américains au Liban: Une pression du législatif démocrate sur l'exécutif républicain	164

c. Les représailles de Reagan contre le régime libyen: Une absence de réponse du Congrès	165
d. L'affaire Iran-Contra: Le législatif démocrate contrôle l'exécutif républicain	166
2. Les réponses de Reagan aux législations du Congrès concernant la région MENA: Une approbation complète	167
D. George W. H. Bush (1989-1993) et le Congrès (101e, 102e): Une relation de soutien mutuel entre un exécutif républicain et un législatif démocrate	168
1. Les réponses du Congrès aux politiques de Bush dans la région MENA: L'absence de dissentiment	168
a. La première guerre du Golfe en 1991: L'approbation démocrate au Congrès à une demande républicaine de l'exécutif de faire la guerre	168
b. L'accord de la vente des armes avec l'Arabie Saoudite	169
2. Les réponses de Bush aux législations du Congrès concernant la région MENA : Une approbation absolue	169
E. Bill Clinton (1995-2001) et le Congrès (104e, 105e, 106e): Une relation consensuelle entre un exécutif démocrate et un législatif républicain	171
1. Les réponses de la Chambre des Représentants aux politiques de Clinton dans la région MENA: Une harmonie républicaine-démocrate	171
a. L'Irak et la menace des armes de destruction massive: Un consensus démocrate-républicain	171
b. Les Accords d'Oslo: Un accord républicain-démocrate sur la protection d'Israël	173
c. L'attentat à la bombe de Beit Lid en 1995: Une forte solidarité bipartite avec Israël.	174
2. Les réponses de Clinton aux législations du Congrès concernant la région MENA: Une approbation quasi absolue	175
F. George W. Bush (2007-2009) et le Congrès (110e): Un exécutif républicain contre un législatif démocrate	177
1. Les réponses du Congrès aux politiques de Bush dans la région MENA	177
2. Les Réponses de Bush aux législations du Congrès concernant la région MENA (2001.2009): Une approbation absolue	178
G. Barack Obama (2011-2017) et le Congrès (112e, 113e, 114e): Un exécutif démocrate contre un législatif républicain	181
1. Les réponses du Congrès aux politiques d'Obama dans la région MENA: Une désapprobation absolue	182
a. Le recours à la force militaire d'Obama contre la Libye: Un refus du Congrès	182
b. Le recours à la force militaire d'Obama contre la Syrie : Un deuxième refus du Congrès	182

c. L'accord nucléaire d'Obama avec l'Iran: Un troisième refus du Congrès	183
d. Soutenir Israël : Un fort refus du Congrès du choix d'Obama de ne pas opposer son veto à la résolution de l'ONU condamnant les colonies israéliennes	184
2. Les réponses d'Obama aux législations du Congrès concernant la région MENA (2009-2017)	184
Conclusion de la partie I	187

PARTIE II: LE RÔLE DES ACTEURS NON ÉTATIQUES DANS L'ÉLABORATION DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD

190

Introduction

191

CHAPITRE 1 : Les Médias et L'Opinion Publique: Un Rôle Marginal dans L'Élaboration de la Politique Étrangère Américaine

193

I. La relation entre les médias, l'opinion publique et l'élaboration des politiques: Les approches théoriques et la méthodologie de recherche	193
A. Les médias et l'élaboration des politiques: Les cadres théoriques et méthodologiques	193
1. Les médias en tant qu'influenceur de la politique étrangère	193
2. Les rôles des médias en tant qu'émetteurs de convictions en matière de politique étrangère	194
B. Le rôle de l'opinion publique dans l'élaboration de la politique étrangère: Les approches théoriques	195
1. L'approche libérale et le rôle central de l'opinion publique dans l'élaboration de la politique étrangère	195
2. L'approche réaliste et le rôle marginalisé de l'opinion publique dans l'élaboration des politiques étrangères	196
C. La méthodologie de la recherche	198
II. Le discours présidentiel du 11 Septembre au printemps Arabe: D'une rhétorique de la peur à une rhétorique de démocratie	199
A. George W. Bush et la rhétorique de la peur dans l'ère post-11 Septembre: Définir l'agenda des médias et influencer l'opinion publique	200
1. L'ère post-11 Septembre: L'utilisation présidentielle de la peur et de l'incertitude pour manipuler les médias et l'opinion publique	200

a.	Le 11 Septembre et la peur: Une manipulation présidentielle insidieuse de l'opinion publique	200
b.	Le 9/11, la peur, et l'Incertitude: L'adoption médiatique de la rhétorique présidentielle	202
2.	L'Irak : Recycler le discours de la peur pour vendre la guerre	204
a.	La campagne de relations publiques de Bush: Se concentrer sur des cadres bien définis	204
b.	L'opinion publique et la couverture médiatique de la guerre en Irak: Un reflet de la propagande de Bush	208
(1)	Le Washington Post: Un reflet total de la rhétorique de Bush	208
(2)	Le New York Times: Refléter la rhétorique de Bush et soulever des inquiétudes concernant la guerre	209
(3)	Les réseaux d'informations Américaines: Un reflet continue de la rhétorique de Bush	211
3.	La période de l'après-guerre en Irak: Le déclin de la propagande de Bush et le changement d'opinion publique et d'attention des médias	213
a.	L'échec de la propagande de Bush : Les facteurs incitatifs	213
b.	L'échec de la rhétorique de Bush et l'évolution de l'opinion publique	213
c.	Les médias: Un rôle influent dans l'évolution de l'opinion publique	214
(1)	La preuve que l'Irak ne possédait pas d'armes de destruction massive et le déclin de la crédibilité de Bush	215
(2)	Le scandale de la prison d'Abou Ghraib et la chute de la rhétorique humanitaire de Bush	216
(3)	Guantanamo Bay et les violations américaines des droits de l'homme	217
(4)	Le nombre croissant de pertes humaines parmi les soldats américains	218
B.	L'Iran: Réitérer la rhétorique présidentielle de la peur	218
1.	Bush et la menace Iranienne perçue	219
2.	La couverture médiatique de l'Iran: Un reflet du discours de Bush	220
3.	Barack Obama: Un changement temporaire par rapport à la rhétorique de Bush	221
4.	La couverture médiatique de l'Iran: Différentes réponses au programme d'Obama	222
a.	Le Washington Post: Critiquer les négociations diplomatiques entre Obama et l'Iran	222
b.	Le New York Times: Soutenir les négociations diplomatiques d'Obama avec l'Iran	222
c.	Les réseaux de télévision Américains: Des réactions mitigées a la politique d'Obama	223
5.	L'impact du discours présidentiel et des médias sur les Américains	223

C.	Barack Obama et le Printemps Arabe: l'évolution du discours présidentiel	224
1.	Obama et la révolution Égyptienne: Une domination incohérente des médias	225
a.	Obama et les soulèvements Égyptiens: Le discours dominant dans les médias Américains	226
b.	Le Coup d'État Militaire Égyptien et la perte de contrôle d'Obama	227
2.	Le soulèvement Libyen et l'intervention Américaine en Libye : Une réaction différente	228
a.	Obama et la Libye: Un focus exclusif sur les discours humanitaires et démocratiques	228
b.	L'Intervention Américaine en Libye: Une opinion publique sceptique mais solidaire	229
c.	La couverture médiatique de la crise Libyenne: Un reflet de la rhétorique d'Obama	230
D.	La rhétorique de la démocratie d'Obama: D'un succès incontestable à un succès branlant.	232
1.	Les attentats de Benghazi: La chute de la rhétorique d'Obama et la montée des médias Américains	232
a.	Obama et sa réponse controversée aux attaques de Benghazi	233
b.	La couverture médiatique des attaques de Benghazi et son impact sur la crédibilité d'Obama et l'opinion publique Américaine	233
2.	Le soulèvement Syrien et la perte de contrôle d'Obama	235
a.	Obama: Une réponse chancelante à la crise Syrienne	235
b.	L'essor des médias Américains et de l'opinion publique Américaine	237
	CHAPITRE 2 : Les Think Tanks: Un Impact Indirect sur la Politique Étrangère Américaine	240
I.	La typologie des Think Tanks aux États-Unis	241
A.	Universities Without Students /Academic Think Tanks (universités sans étudiants/think tanks académiques)	242
B.	Contract Think Tanks (think tanks contractuels).p	243
C.	Advocacy Think Tanks (think tanks du plaidoyer)	243
II.	L'impact politique des think tanks: Le débat scientifique, Les contraintes méthodologiques et la Multiple-Stream Theory	245
A.	Les débats théoriques et méthodologiques	245
B.	La Multiple-Stream Theory	247
III.	L'impact des think tanks Américains sur la politique étrangère Américaine dans la région MENA: Les études de cas	249
A.	William J. Clinton (1993-2001) et le changement dans la politique étrangère des États-Unis: Un impact significatif mais ambivalent des think tanks	249

1.	Le personnel de Clinton et le monde des think tanks: Un recrutement important	249
2.	Le personnel de Clinton et les types de think tanks dont ils proviennent: Une combinaison équilibrée	251
3.	Les politiques de Clinton dans la région MENA: Du Assertive Multilateralism (multilatéralisme affirmé) à une approche unilatérale	251
B.	George W. Bush (2001-2009): Un impact indirect des think tanks conservateurs	255
1.	Le personnel de Bush et ses affiliations avec les think tanks: Une domination conservatrice	255
2.	Les politiques de Bush dans la région MENA: Un reflet des recommandations politiques du PNAC	257
3.	La guerre contre le terrorisme de Bush: Différentes recommandations de différents think tanks	259
4.	Bush et les think tanks pro-Israéliens: Un recrutement important	259
C.	Barack Obama (2009-2017): Un cas unique à bien des égards.	263
1.	Le staff d'Obama: Les think tanks et les Obamians	263
2.	Les politiques d'Obama et les recommandations des think tanks: Une similitude frappante	263
CHAPITRE 3 : Les Groupes d'Intérêt: Un Impact Imparfait		271
I.	Introduction: Définitions et classification des groupes d'intérêt	271
A.	Les groupes d'intérêt: Un concept largement défini	271
B.	Les groupes d'intérêt: Un concept diversement catégorisé	272
II.	Le rôle influent des groupes d'intérêt sur l'élaboration des politiques: Une explication théorique.	
A.	L'influence politique des groupes d'intérêt: Un processus en plusieurs étapes	274
1.	La première étape: Choisir des stratégies et des tactiques de lobbying efficaces	274
2.	La Deuxième Étape: Avoir Accès aux Décideurs	275
3.	La troisième étape: Influencer l'élaboration des politiques	276
B.	L'Influence des Groupes d'Intérêt et Leur Environnement Politique: Le Pluralisme contre le Néo-corporatisme	276
1.	Le pluralisme et l'élitisme: Une approche réaliste de l'influence des groupes d'intérêt	276
2.	Le corporatisme et le néo-corporatisme: Une approche institutionnalisée de l'influence des groupes d'intérêt	277
III.	Sélection de cas, collecte de données et méthodologie	278
A.	Les groupes d'intérêt: La sélection de cas	278
B.	Collectes de données et méthodologie	279
American Israel Public Affairs Committee (AIPAC)		279

I.	Les stratégies de lobbying de l'AIPAC: Une approche communautaire multi-variée pour façonner et dominer l'opinion publique Américaine	280
A.	Surveiller et influencer les médias: Une tactique efficace pour façonner l'opinion publique	281.
B.	Gagner la guerre des idées: Vers le contrôle du monde des think tanks à Washington	282
C.	Garder un œil sur le monde universitaire: Une tactique moins efficace	284
D.	Cibler des communautés spécifiques: Un contact direct avec les Américains	285
II.	Accéder aux décideurs: Divers moyens, mais une seule fin	286
A.	Accéder aux membres du Congrès: Une stratégie à multiples facettes	286
1.	L'argent, l'AIPAC et le Congrès: Avoir accès aux législateurs actuels et futurs	286
2.	Tendre la main aux législateurs: Une approche directe pour y accéder	287
3.	Inciter les Américains à agir: Une approche indirecte pour y accéder	289
4.	La présence des législateurs aux événements de l'AIPAC: Un engagement fort	289
B.	L'accès aux Présidents et aux candidats à la Présidence: L'argent, le personnel et le taux de participation dans les élections présidentielles	290
1.	La campagne électorale présidentielle: Le pouvoir de la circonscription électorale Juive	290
2.	Maintenir le soutien exécutif: Un moyen basé sur le personnel	290
3.	La Policy Conference de l'AIPAC: Une présence importante de Présidents et de Candidats à la Présidence	291
III.	L'AIPAC et la politique étrangère des États-Unis dans la région MENA: Une influence imparfaite	292
A.	Bush et Obama contre AIPAC: La bataille pour façonner le conflit Palestino-israélien	293
1.	L'administration Bush contre l'AIPAC: Une bataille continue	293
a.	L'ère post-11 Septembre: Le premier échec de Bush à trouver un compromis et la première victoire de l'AIPAC	293
b.	L'ère pré-guerre d'Irak: Le deuxième échec de Bush à trouver un compromis et le deuxième triomphe de l'AIPAC	294
c.	Bush et la Feuille de Route: Une réticence de Sharon et des victoires insignifiantes du Président	296
d.	La nouvelle tentative de l'Administration Bush de jouer le rôle de médiateur: Un nouvel échec	297
2.	L'Administration Obama contre l'AIPAC: Une bataille à peine équilibrée	298
a.	L'héritage des colonies de Mitchell et Obama: Une première confrontation précoce avec le Lobby Israélien	299
b.	Les colonies Israéliennes et la position d'Obama aux Nations Unies: Un nul au goût de défaite	301

c. L'État de Palestine et la position d'Obama à l'ONU: Un changement de dernière minute à nouveau	302
B. Bush et Obama contre AIPAC: Le triomphe ultime de la diplomatie sur le programme nucléaire Iranien	304
1. L'Administration Bush et l'AIPAC sur le programme nucléaire Iranien: Quand des facteurs nationaux et internationaux restreignent l'influence du lobby	305
a. L'usage de la force contre l'Iran: Lorsque l'opinion publique restreint la rhétorique du Lobby	305
b. L'imposition de sanctions à l'Iran: Quand un facteur international facilite l'influence du lobby	307
2. L'Administration Obama contre l'AIPAC sur le programme nucléaire Iranien: Le triomphe de la diplomatie	308
a. Du discours conflictuel à la rhétorique aimable: La première tentative diplomatique d'Obama avec l'Iran et la première tentative de l'AIPAC pour influencer les négociations	308
b. Iran contre Obama: Le jeu du poulet	310
c. Obama contre l'AIPAC sur l'accord avec l'Iran : La bataille finale	312
(1) Obama et le nouveau Président iranien: La voie vers le JCPOA	312
(2) Les sanctions de l'AIPAC contre la diplomatie d'Obama: Le principal combat avant l'accord	313
(3) La bataille finale: Le triomphe de la diplomatie et la défaite humiliante de l'AIPAC.	314
Conclusion de la partie II	317
Conclusion générale	319
Annexe. Les lois du Congrès sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (1973-2017)	338
Bibliographie	369
Table des matières	384